

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

1870

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

I

1870

JX
3
A6

ENVIRIDIA
ENUDITAMOJII

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1870

RECUEIL

DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

TOME PREMIER

10^e ANNÉE

JANVIÈR, FÉVRIER, MARS

1870

PARIS

KRAUS REPRINT

A Division of

KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED

Nendeln/Liechtenstein

1969

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1870

I

FRANCE.

LE LIVRE JAUNE

DOCUMENTS COMMUNIQUÉS AU SÉNAT ET AU CORPS LÉGISLATIF
(SESSION 1869-1870)

DISCOURS DE L'EMPEREUR

à l'ouverture des Chambres, le 29 novembre 1869.

« Messieurs les Sénateurs,

« Messieurs les Députés,

« Il n'est pas facile d'établir en France l'usage régulier et paisible de la liberté. Depuis quelques mois, la société semblait menacée par des passions subversives, la liberté compromise par les excès de la presse et des réunions publiques; chacun se demandait jusqu'où le Gouvernement pousserait la longanimité. Mais déjà le bon sens public a réagi contre les exagérations coupables; d'impuis-

« santes attaques n'ont servi qu'à montrer la solidité de l'édifice fondé « par le suffrage de la Nation. Néanmoins, l'incertitude et le trouble « qui existent dans les esprits ne sauraient durer, et la situation exige « plus que jamais franchise et décision. Il faut parler sans détours et « dire hautement quelle est la volonté du pays.

« La France veut la liberté, mais avec l'ordre. L'ordre, j'en réponds. « Aidez-moi, messieurs, à sauver la liberté; pour atteindre ce but, « tenons-nous à égale distance de la réaction et des théories révolutionnaires. Entre ceux qui prétendent tout conserver sans changements et ceux qui aspirent à tout renverser, il y a une place glo- rieuse à prendre.

« Lorsque j'ai proposé le sénatus-consulte de septembre dernier « comme conséquence logique des réformes précédentes et la déclaration faite en mon nom par le ministre d'État le 28 juin, j'ai entendu inaugurer résolument une ère nouvelle de conciliation et de progrès; de votre côté, en me secondant dans cette voie, vous n'avez pas voulu renier le passé, désarmer le pouvoir, ni ébranler l'Empire.

« Notre tâche consiste maintenant à appliquer les principes qui ont été posés, en les faisant entrer dans les lois et dans les mœurs.

« Les mesures que les ministres présenteront à votre approbation ont toutes un caractère sincèrement libéral; si vous les adoptez, les améliorations suivantes se trouveront réalisées.

« Les maires seront choisis dans le sein des conseils municipaux, sauf dans des cas exceptionnels prévus par la loi; à Lyon, comme dans les communes suburbaines de Paris, la formation de ces conseils sera dévolue au suffrage universel; à Paris, où les intérêts de la ville se lient à ceux de la France entière, le Conseil municipal sera élu par le Corps législatif, déjà investi du droit de régler le budget extraordinaire de la capitale.

« Des conseils cantonaux seront institués principalement pour relier les forces communales et en diriger l'emploi.

« De nouvelles prérogatives seront accordées aux conseils généraux.

« Les colonies participeront elles-mêmes à ce mouvement de décentralisation.

« Enfin une loi, élargissant le cercle où se meut le suffrage universel, déterminera les fonctions publiques compatibles avec le mandat de député.

« A ces réformes d'ordre administratif et politique viendront s'ajouter des mesures législatives d'un intérêt plus immédiat pour les populations: — développement plus rapide de la gratuité de l'enseignement primaire; diminution des frais de justice; dégrèvement du demi-décime de guerre qui pèse sur les droits d'enregistrement

- « en matière de succession; accès des caisses d'épargne rendu plus facile et mis à la portée des populations rurales par le concours des agents du Trésor; règlement plus humain du travail des enfants dans les manufactures; augmentation des petits traitements.
- « D'autres questions importantes, dont la solution n'est pas encore prête, ont été mises à l'étude.
- « L'enquête relative à l'agriculture est terminée, et d'utiles propositions en sortiront dès que la commission supérieure aura déposé son rapport.
- « Une autre enquête, relative aux octrois, est commencée.
- « Vous serez saisis d'un projet de loi de douane reproduisant les tarifs généraux qui ne donnent lieu à aucune contestation sérieuse; quant à ceux qui ont soulevé les vives réclamations de certaines industries, le Gouvernement ne vous fera de proposition qu'après s'être entouré de toutes les lumières propres à éclairer vos délibérations.
- « L'Exposé de la situation de l'Empire présente des résultats satisfaisants. Les affaires ne se sont pas arrêtées, et les revenus indirects, dont l'accroissement naturel est un signe de prospérité et de confiance, ont donné jusqu'ici 30 millions de plus que l'année dernière.
- « Les budgets courants offrent de notables excédants, et celui de 1871 permettra d'entreprendre l'amélioration de plusieurs services et de doter convenablement les travaux publics.
- « Mais il ne suffit pas de proposer des réformes, d'introduire des économies dans les finances et de faire de la bonne administration, il faut encore que, par une attitude nette et ferme, les pouvoirs publics, d'accord avec le Gouvernement, montrent que, plus nous élargissons les voies libérales, plus nous sommes résolus à maintenir intacts, au-dessus de toutes les violences, les intérêts de la société et les principes de la Constitution. Un Gouvernement qui est l'expression légitime de la volonté nationale a le devoir et le pouvoir de la faire respecter, car il a pour lui le droit et la force.
- « Si de l'intérieur mes regards se portent au delà de nos frontières, je me félicite de voir les Puissances étrangères entretenant avec nous des relations amicales. Les souverains et les peuples désirent la paix et s'occupent des progrès de la civilisation.
- « Quelques reproches qu'on puisse faire à notre époque, nous avons cependant bien des raisons d'en être fiers: le nouveau monde supprime l'esclavage; la Russie affranchit les serfs; l'Angleterre rend justice à l'Irlande; le bassin de la Méditerranée semble se raperler son ancienne splendeur; et de la réunion à Rome de tous les évêques de la catholicité on ne doit attendre qu'une œuvre de sagesse et de conciliation.

« Les progrès de la science rapprochent les nations. Pendant que « l'Amérique unit l'océan Pacifique à l'Atlantique par un chemin de « fer de mille lieues d'étendue, partout les capitaux et les intelligences « s'entendent pour relier entre elles, par des communications électri- « ques, les contrées du globe les plus éloignées. La France et l'Italie « vont se donner la main à travers le tunnel des Alpes; les eaux de la « Méditerranée et de la mer Rouge se confondent déjà par le canal de « Suez.

« L'Europe entière s'est fait représenter en Égypte à l'inauguration « de cette entreprise gigantesque, et si aujourd'hui l'Impératrice n'as- « siste pas à l'ouverture des Chambres, c'est que j'ai tenu à ce que, par « sa présence dans un pays où nos armes se sont autrefois illustrées, « Elle témoignât de la sympathie de la France pour une œuvre due à « la persévérance et au génie d'un Français.

« Vous allez, messieurs, reprendre la session extraordinaire inter- « rompue par la présentation du sénatus-consulte. Après la vérification « des pouvoirs, la session ordinaire commencera immédiatement. « Elle amènera, je n'en doute pas, d'heureux résultats. Les grands « corps de l'État, plus intimement unis, s'entendront pour appliquer « loyalement les dernières modifications apportées à la Constitution.

« La participation plus directe du pays à ses propres affaires sera pour « l'Empire une force nouvelle. Les assemblées ont désormais une plus « grande part de responsabilité : qu'elles l'emploient au profit de la « grandeur et de la prospérité de la Nation ! Que les diverses nuances « d'opinions s'effacent lorsque l'intérêt l'exige, et que, par leurs « lumières comme par leur patriotisme, les Chambres prouvent que « la France, sans retomber dans de regrettables excès, est capable de « supporter les institutions libres qui sont l'honneur des pays « civilisés. »

II

EXPOSÉ DES AFFAIRES POLITIQUES ET COMMERCIALES.

Affaires politiques.

L'année qui approche de son terme a été signalée à son début par un grand et heureux effort de pacification : les difficultés survenues entre la Turquie et la Grèce, qui avaient pris si rapidement des proportions inquiétantes pour le repos de l'Europe, ont été résolues grâce à la sage entremise des Puissances signataires du Traité de 1856 et à

la décision dont elles ont fait preuve dans ces conjonctures critiques. Leurs représentants, réunis en conférence à Paris, ont réglé d'une manière satisfaisante les questions délicates qui divisaient les deux Cabinets; les documents publiés à l'issue même des délibérations témoignent de l'esprit conciliant qu'ont apporté dans cette négociation toutes les Cours appelées à y prendre part¹.

Non moins que la Turquie, la Grèce a trouvé son avantage dans une solution qui a contribué à fortifier son Gouvernement contre les entraînements des partis. L'animosité a fait place à un désir de transaction réciproque dont un épisode, qui n'avait d'ailleurs qu'une importance secondaire, a permis bientôt de constater les effets favorables.

La rupture des relations diplomatiques avait soulevé une question également délicate pour les deux pays. Il s'agissait de déterminer la situation d'un certain nombre d'individus qui, invoquant la protection hellénique, étaient réclamés comme sujets du Sultan. Voulant réagir contre l'abus qui avait été fait de la naturalisation, la Porte avait, pendant cette crise même, publié une loi destinée à fixer les conditions auxquelles se perd ou s'acquiert là nationalité ottomane; mais cette loi était dénoncée comme contraire aux Capitulations. Un moment, on put croire que le débat appellerait une nouvelle intervention des Puissances. Toutefois, l'étude faite de la loi ottomane par les soins du Gouvernement de l'Empereur a eu pour résultat de mettre hors de doute qu'elle était d'accord avec les principes généraux du droit. Cette opinion, fondée sur un avis des jurisconsultes éminents qui forment le comité du contentieux établi auprès du Département des Affaires étrangères, n'a pas été contestée, et les deux Cours de Turquie et de Grèce, déférant aux conseils qui leur étaient donnés, sont convenues de régler en dehors de toute ingérence étrangère, en prenant l'équité pour base, les cas particuliers sur lesquels elles pourraient se trouver divisées.

En apaisant le conflit dont l'imminence avait ému les Cours européennes, la Conférence de Paris n'avait pas seulement conjuré un danger immédiat, elle avait du même coup mis un terme aux agitations qui, sur d'autres points, menaçaient la tranquillité de l'Orient et qui, rattachées plus ou moins directement au mouvement hellénique, auraient pris un caractère plus grave si les hostilités, comme on avait pu le croire un moment, eussent éclaté entre la Turquie et la Grèce. Sous ce point de vue, l'œuvre de la Conférence avait été encore plus féconde peut-être que le Gouvernement de l'Empereur n'osait l'espérer.

1. Voir les Conférences du congrès de Paris et les Documents relatifs au différend gréco-turc. (*Archives* 1869, t. I^{er} et t. IV.)

dans le principe, car le calme de ces contrées n'a plus été troublé depuis lors.

D'un autre côté, rapprochés par une délibération commune, les Cabinets ont pu se rendre un compte plus exact de leurs dispositions mutuelles. La mission pacifique qu'ils avaient accomplie de concert devait contribuer en même temps à l'affermissement des bons rapports entre chacun d'eux. L'année s'est en effet écoulée sans qu'aucun dissensitement grave soit venu compromettre leurs relations et, dans la variété des incidents qu'amène la marche des affaires, aucun n'a pu prévaloir sur le désir de conserver la paix. Tel est le sentiment dont le Gouvernement de l'Empereur, en ce qui le concerne, s'est montré partout animé, et il a été heureusement secondé par les dispositions semblables qu'il a rencontrées auprès de toutes les autres Puissances.

La situation de la Confédération de l'Allemagne du Nord et des États du Sud ne s'est pas sensiblement modifiée; nous n'avons vu dans les questions qui ont occupé les Cabinets allemands durant le cours de cette année aucun motif de sortir de la réserve que nous avons observée en présence des transformations qui se sont opérées au delà du Rhin. Nos relations avec l'Allemagne n'ont pas cessé d'être très-amicales.

L'opinion publique s'est un moment préoccupée de la difficulté survenue à propos des arrangements contractés entre une compagnie de chemins de fer française et une compagnie belge. Nous nous sommes efforcés de conserver à la question un caractère exclusivement économique. D'un commun accord, la révision des traités dont la Belgique s'était montrée inquiète a été remise à une commission composée d'hommes spéciaux, et les administrations des chemins de fer intéressés ont signé, conformément aux conclusions de cette commission, de nouveaux arrangements qui donnent satisfaction aux besoins du trafic international comme aux intérêts commerciaux des deux pays.

La conduite que nous avons suivie à l'égard de l'Espagne a fourni la preuve de notre scrupuleux respect pour le droit des peuples qui nous entourent. Au milieu des agitations des partis, notre devoir était de veiller avant tout au maintien de notre neutralité. Grâce aux mesures prises par le Gouvernement de l'Empereur sur notre frontière, nos obligations internationales ont été rigoureusement remplies. Nous nous sommes abstenus, en outre, avec le plus grand soin, de tout ce qui aurait pu dénoter de notre part l'intention de nous immiscer dans les pourparlers ou les démarches relatives au choix d'un souverain. Le Cabinet de Madrid, saisissant une occasion que lui présentaient les débats des Cortès, s'est plu à rendre à la sincérité de notre attitude un hommage public. Aujourd'hui, l'Espagne poursuit son travail de réor-

ganisation intérieure, et nous faisons des vœux pour qu'elle parvienne à se reconstituer dans les conditions les plus propres à assurer sa sécurité et sa grandeur.

En Italie, l'ordre s'affermi de plus en plus malgré les efforts du parti révolutionnaire pour y ramener l'agitation. Cet apaisement marque un progrès constant de l'esprit public dans la Péninsule et ne peut que fortifier les rapports de confiance et d'amitié entre le Gouvernement Italien et le Gouvernement Français.

A la faveur de la tranquillité qui règne dans les États du Saint-Siège, les évêques du monde entier vont se réunir à Rome. Le Pape a convoqué au Vatican un Concile œcuménique. Les matières qui seront traitées dans cette assemblée échappent pour la plupart à la compétence des pouvoirs politiques de nos jours, et, sous ce rapport, la situation diffère manifestement de ce qu'elle était dans les siècles passés. Aussi, le Gouvernement de l'Empereur, renonçant à user d'une prérogative que les souverains de la France avaient toujours exercée sans contestation, a-t-il résolu de ne pas intervenir dans les délibérations par l'envoi d'une ambassade accréditée auprès du Concile. Il lui a paru, non-seulement que cette détermination était la plus conforme à l'esprit de notre temps et à la nature des relations actuelles entre l'Église et l'État, mais qu'elle était aussi la plus propre à dégager sa responsabilité à l'égard des décisions qui seront prises. Le Saint-Père lui-même, au surplus, semble avoir reconnu la valeur des considérations qui nous guident, puisqu'il s'est abstenu d'inviter les Princes chrétiens à se faire représenter dans la réunion des évêques. Toutefois, notre intention n'est pas de demeurer indifférents à des actes qui peuvent exercer une si grande influence sur les populations catholiques de tous les pays. L'Ambassadeur de l'Empereur à Rome sera chargé, s'il y a lieu, de faire connaître au Saint-Siège nos impressions sur la marche des débats et la portée des résolutions préparées. Le Gouvernement de Sa Majesté trouverait au besoin dans nos lois les pouvoirs nécessaires pour maintenir contre toute atteinte les bases de notre droit public. Nous avons d'ailleurs trop de confiance dans la sagesse des prélats aux mains de qui sont remis les intérêts de la catholicité, pour ne pas croire qu'ils sauront tenir compte des nécessités du temps où nous vivons et des aspirations légitimes des peuples modernes.

Les Gouvernements catholiques auxquels nous avons fait connaître nos intentions ont tous approuvé notre manière de voir, et comptent s'abstenir d'avoir des représentants au sein du Concile.

Dans cette grande question d'ordre moral, comme dans celles que soulève la rivalité des intérêts politiques, les Cabinets sont dirigés par le désir d'écartier ce qui peut être une cause de trouble pour les es-

priks et susciter des complications. Le même sentiment se manifeste aujourd'hui à propos de tous les incidents qui viennent solliciter l'attention des Puissances.

Les rapports du Vice-Roi d'Égypte avec le Sultan nous ont causé récemment quelques préoccupations. A son retour du voyage qu'il a fait dans plusieurs États de l'Europe, le Khédive a reçu du Grand-Vizir une lettre où certains actes de son administration étaient signalés comme dépassant la mesure des priviléges concédés par les firmans de 1841 et de 1867. La Porte blâmait notamment l'extension donnée aux armements de terre et de mer; rappelant le lien de dépendance qui rattache l'Égypte à la Turquie, elle demandait que le budget de cette province fût désormais soumis au Gouvernement central; que le Vice-Roi s'interdit de conclure des emprunts sans l'autorisation du Sultan, et qu'il ne traitât aucune affaire importante avec les Puissances étrangères en dehors de l'intervention des agents diplomatiques ottomans. Tous nos efforts ont été employés à empêcher ce débat de s'aggraver et, de concert avec les Cabinets de Londres et de Vienne, nous avons tenu avec insistance aux deux parties le langage de la conciliation. Nous voulons espérer que les conseils des Puissances ne seront pas inutiles et que la sagesse triomphera de difficultés qui consistent bien plus dans l'interprétation à donner aux firmans constitutifs de la situation de l'Égypte, que dans des prétentions nouvelles tendant à la modifier; car le Gouvernement Turc aussi bien que le Vice-Roi ont déclaré, dès le principe, qu'ils désiraient maintenir le *statu quo* comme base de leurs rapports.

Au moment où les Cabinets traitaient cette question avec la Porte et le Khédive, une œuvre essentiellement pacifique et de nature à inspirer à tous les peuples des pensées d'union et de concorde arrivait à son terme en Égypte même. Le canal de Suez ouvrait définitivement la mer Rouge et l'extrême Orient au commerce direct de l'Europe. La France a suivi avec une sympathie patriotique la Souveraine qui est allée en son nom, à côté des représentants augustes de puissantes nations, applaudir sur de lointains rivages à la réalisation de cette grande idée.

Le développement de plus en plus considérable de nos relations avec l'Égypte donne un intérêt particulier à la question de l'organisation judiciaire soulevée, il y a deux ans, par le Vice-Roi. Une commission spéciale, composée de jurisconsultes et d'agents français ayant habité l'Orient, a été chargée par le Gouvernement de l'Empereur d'examiner les propositions du Gouvernement Égyptien, et elle a consigné dans un mémoire, qui a été communiqué aux diverses Puissances intéressées, le résultat de ses travaux. A la suite de cette première enquête, le Gouvernement Égyptien a cru devoir demander

que la question fût étudiée sur les lieux mêmes par une commission internationale. Nous nous sommes prêtés à ces ouvertures, à la seule condition que le rapport de la commission française serait pris pour point de départ des études nouvelles. La commission internationale s'est effectivement réunie à Alexandrie, où elle siège depuis un mois. Revêtue d'un caractère purement consultatif, elle appréciera la légitimité des plaintes dont nous avons été saisis et la valeur des réformes suggérées. Les Puissances ont toutefois réservé l'entièvre liberté de leurs déterminations ultérieures. Le Gouvernement de l'Empereur est trop pénétré de la grave responsabilité qui s'attache au règlement de cette importante question, pour ne pas y apporter toute la prudence et tous les ménagements que réclament les intérêts complexes qui s'y trouvent engagés.

De concert avec le Cabinet de Londres, nous avons en outre fait savoir à Constantinople, qu'en consentant à l'enquête proposée par le Khédive, nous n'avions nullement l'intention de conclure un arrangement quelconque en dehors du Gouvernement Turc ou en opposition avec les droits du Sultan.

Le Gouvernement des Principautés-Unies de Moldavie et de Valachie s'est également adressé aux Puissances pour obtenir qu'elles renoncent, en faveur de la justice territoriale, aux priviléges de la juridiction consulaire. Il fait valoir que les populations de la Roumanie sont chrétiennes et que les Capitulations n'ont leur raison d'être que dans les pays musulmans. Il ajoute que la législation des Principautés est douce et éclairée, et que les tribunaux y donnent aujourd'hui toutes les garanties que peut exiger la sécurité des étrangers. Sans s'engager dans une discussion théorique sur ces différents points, les Puissances, partant du fait incontestable de l'introduction du régime des Capitulations dans les Principautés, ont été d'avis qu'elles devaient être appliquées, tant qu'elles n'auraient pas été modifiées par de nouveaux arrangements. Ici, d'ailleurs, se présentent des difficultés de forme qui tiennent à la situation internationale de la Roumanie. Le Gouvernement de l'Empereur a cru devoir avant tout se mettre d'accord à ce sujet avec les autres Cabinets. Jusqu'ici ceux de Londres et de Vienne se sont bornés, comme nous, à écouter avec bienveillance les ouvertures du Gouvernement Romain, en reconnaissant que, sur le fond, ils n'avaient pas dans les Principautés les mêmes objections à se dessaisir des avantages consacrés par les Capitulations que dans les provinces non chrétiennes de l'Empire Ottoman.

Préoccupé de maintenir partout où ils se trouveraient en question les priviléges de nos nationaux à l'étranger, le Gouvernement de l'Empereur entoure aussi leurs intérêts de sa sollicitude dans toutes

les circonstances où ils peuvent être compromis, tâche souvent ingrate et difficile à cause de l'imprudence avec laquelle, durant ces dernières années, les capitaux français se sont engagés à l'étranger dans des entreprises promettant de gros bénéfices et offrant peu de garanties.

Le paiement des arrérages de la dette tunisienne est resté suspendu, et la situation financière de la Régence ne s'est pas améliorée. Toutefois, nous sommes parvenus à aplanir le dissensément qui existait avec l'Angleterre et l'Italie et qui empêchait tout essai de réorganisation administrative. Les deux Puissances ont reconnu que les créances de leurs nationaux n'étaient pas moins compromises que celles des Français par la pénurie croissante du trésor de la Régence et elles ont adhéré à la proposition que nous leur avons faite d'unir nos efforts pour prévenir la ruine commune. Sur les instances des agents des trois Cours à Tunis, le Bey a rendu un décret, en date du 5 juillet, qui institue une commission financière. Cette commission est formée de deux comités. Le comité exécutif, composé de deux fonctionnaires tunisiens et d'un inspecteur général des finances français, est chargé de constater l'état actuel des créances étrangères, d'ouvrir un registre d'inscription de la dette, de percevoir tous les revenus de la Régence et d'opposer son veto à tout emprunt, à toute émission de bons qui auraient lieu sans son autorisation. Le comité de contrôle vérifiera les opérations du comité exécutif et approuvera définitivement les mesures d'intérêt général. Il sera composé de deux membres français, représentant les porteurs d'obligations des emprunts de 1863 et de 1865, de deux membres anglais et de deux membres italiens, représentant les porteurs de titres de la dette intérieure. Les intéressés ont été appelés à élire eux-mêmes leurs délégués. Les opérations, retardées par les dispositions qu'il a fallu prendre pour assurer la sincérité du choix des obligataires français répandus dans toutes les parties de la France, viennent d'être terminées, et la commission va, par conséquent, se trouver en mesure de commencer ses travaux. Le Gouvernement de l'Empereur ne saurait dès à présent en entrevoir le résultat, ni en garantir le succès; mais il croit avoir fait ce qui était possible dans les circonstances données pour empêcher le mal de s'accroître et ramener l'ordre dans l'administration des finances tunisiennes.

La situation de ceux de nos nationaux qui sont créanciers de la République d'Haïti nous commandait une égale sollicitude. Nous ne pouvions, en raison de l'état de désorganisation auquel la guerre civile a réduit les finances du pays, exiger les versements sur les deux dettes de l'indemnité et de l'emprunt. Nous avons dû nous borner à un arrangement provisoire, en exécution duquel plusieurs à-compte

nous ont été remis. Aussitôt que nous aurons réuni une somme suffisante pour distribuer une demi-annuité, les parties intéressées recevront l'avis d'une répartition à laquelle il sera procédé sans retard. Les embarras extrêmes du Gouvernement Haïtien ne nous ont pas permis d'obtenir un résultat plus complet; toutefois nous ne laissons passer aucune occasion de le rappeler à l'exécution des engagements qu'il a contractés envers nous, et nous nous efforçons ainsi de hâter, dans la mesure du possible, l'acquittement des termes échus.

Des difficultés analogues retardent au Vénézuéla le paiement des indemnités qui sont dues à des sujets français et que les stipulations expresses de nos traités ont eu pour but de leur assurer. Déjà l'année dernière, le prélèvement qui était affecté à l'extinction de cette dette avait été suspendu à la suite des troubles survenus dans la République. La situation s'est malheureusement peu améliorée depuis lors. Nous avions eu l'espérance que la nouvelle administration installée à Caracas reprendrait l'exécution des arrangements intervenus avec le précédent gouvernement et qui devaient garantir le recouvrement de notre créance privilégiée; mais les promesses qui nous avaient été faites d'abord ne se sont pas réalisées. Cependant, après de vives instances, nous avons obtenu quelques à-compte qui nous permettent de répartir un dividende de 4 p. 100, actuellement en cours de distribution.

Le changement qui s'est accompli cette année dans le Gouvernement des États-Unis par l'avènement du général Grant à la présidence ne devait apporter aucune modification aux bons rapports que nous entretenons avec ce pays. Sans être mis en cause dans les questions où le Cabinet de Washington s'est trouvé engagé avec les Gouvernements de l'Europe, nous ne pouvions que désirer la solution pacifique de ces difficultés, et nous ne lui avons point laissé ignorer nos vœux. Sa sagesse a donné raison à nos espérances, et les incidents dont l'opinion s'est émue n'ont amené aucune des complications que l'on avait pu craindre.

De même que les années précédentes, nous avons secondé autant qu'il était en notre pouvoir les tentatives faites par les États-Unis pour amener le rétablissement de la paix entre l'Espagne et les Républiques du Pacifique. Au commencement de l'année présente, ces efforts avaient semblé près d'aboutir à un résultat heureux, grâce à l'acceptation par toutes les parties des bons offices du Cabinet Washington. Les sympathies témoignées à l'insurrection de Cuba par les États de l'Amérique du Sud et la reconnaissance par le Pérou de l'indépendance de la colonie espagnole ont malheureusement suscité de nouvelles difficultés. Nous conservons toutefois l'espoir que le rapprochement qui s'était opéré facilitera la reprise des négociations, et nous

nous plaisons à voir dans ce précédent un motif de compter sur la cessation, plus probable désormais, d'un état de choses dont le commerce neutre ressent vivement les fâcheuses conséquences.

Tout en déplorant la prolongation de la guerre du Paraguay, le Gouvernement de l'Empereur n'a pas eu sujet de se départir de la réserve qu'il s'était imposée. Pendant que se poursuivait cette lutte opiniâtre, il s'est uniquement attaché à garantir les personnes et les biens de ses nationaux, tâche malheureusement de plus en plus difficile, à mesure que s'éloignait le théâtre des hostilités, aujourd'hui transporté dans des contrées où les moyens de protection font complètement défaut. Il y a là une raison de plus pour nous de désirer la fin d'une guerre qui a déjà causé tant de ruines, mais qui semble devoir bientôt toucher à son terme.

Développer pacifiquement nos relations avec les peuples étrangers, en veillant toujours à la défense des intérêts légitimes créés par l'initiative de nos nationaux, tel est le but auquel tend notre action partout où elle peut se faire sentir. Notre politique à l'égard des pays de l'extrême Orient n'a pas d'autre mobile. L'ambassade qui, au nom de l'Empereur de la Chine s'est rendue en Europe, a été amicalement accueillie en France. Elle n'était chargée de proposer aucune négociation, et les communications qu'elle a entretenues avec le Gouvernement de l'Empereur se sont bornées à un échange mutuel d'assurances de bon vouloir. Aucune complication sérieuse n'est venue d'ailleurs troubler nos rapports avec le Céleste Empire. Si nous avons eu à dénoncer à Pékin quelques crimes isolés commis contre nos missionnaires, nous avons généralement obtenu les satisfactions que nous demandions, et nous avons lieu d'espérer que justice sera également faite à celles de nos réclamations qui sont encore pendantes. Tout en maintenant avec fermeté les droits que nos traités nous confèrent, nos agents ont pour instructions de garder dans leur langage et dans leur attitude les ménagements que commande une situation exceptionnelle. C'est en nous en remettant au temps et au sens pratique des autorités comme des populations de la Chine que nous pouvons espérer de voir disparaître successivement les obstacles qui retardent l'expansion de nos idées et de notre commerce dans cette vaste contrée, plus éloignée encore de nous par sa civilisation que par la distance matérielle.

Le Gouvernement qui s'est constitué au Japon à la suite de la dernière révolution a triomphé aujourd'hui de la résistance que lui opposaient les partisans du régime déchu. Nous n'avons qu'à nous féliciter, quant à présent, de la consolidation du pouvoir nouveau. Comme on devait s'y attendre, les troubles dont le pays a été le théâtre ont permis à l'hostilité envers les étrangers, qui règne dans certaines

classes de la société japonaise, de se faire jour plus facilement, et ce sentiment s'est encore traduit en attentats dont les sujets de différentes Puissances ont été victimes. Le Gouvernement du Mikado puisera dans ses récents succès la force nécessaire pour réprimer d'une manière plus efficace des animosités qu'il est le premier à condamner. L'ouverture de la ville de Yedo et du port de Nagata, en favorisant l'accroissement des transactions, a appelé nos négociants à profiter dans une plus large mesure du mouvement d'affaires qui semble devoir suivre le rétablissement de la tranquillité. A la suite de l'expédition de Simonosaki, le Japon s'était engagé à payer à la France, à l'Angleterre, aux États-Unis et aux Pays-Bas, une indemnité dont la moitié seulement a été versée. Un premier délai a été accordé pour le paiement du surplus qui devait avoir lieu au mois de mai dernier; mais les autorités japonaises, rappelant les charges que la dernière crise a fait peser sur le pays, nous ont demandé un nouveau sursis de trois ans. Elles nous offraient, en échange de cette concession, d'ajourner le prélèvement d'une augmentation de droits sur le thé et la soie, stipulée en faveur du Japon par des conventions antérieures. D'accord avec les autres Puissances intéressées, nous avons pensé qu'il y avait lieu d'accueillir la proposition qui nous était faite. Le sacrifice que nous nous imposons, en témoignant de notre modération avait surtout l'avantage à nos yeux de tourner au profit du commerce de tous les peuples.

Les anciennes lois établies au Japon contre les indigènes convertis à la foi chrétienne avaient été, dans de récentes circonstances, appliquées à un certain nombre de familles que la fréquentation de leurs coreligionnaires européens avait enhardies à pratiquer publiquement la religion de leurs ancêtres. Les démarches qu'un sentiment d'humanité a dictées à notre Ministre, et auxquelles se sont associés les représentants de plusieurs autres Puissances, ont procuré quelque soulagement à ces infortunés. Le Gouvernement Japonais a en outre donné aux agents étrangers l'assurance que l'ancienne législation ne serait pas maintenue dans toute sa rigueur et que l'on aurait recours désormais à des mesures plus douces et plus humaines. Nous avons été heureux en cette occasion de voir les ministres du Mikado se rendre à l'influence toute morale des idées civilisatrices que les Gouvernements Européens portent avec eux dans ces régions lointaines.

Attentif à faire naître sur tous les points du monde de nouvelles causes de rapprochement entre les peuples, le Gouvernement de l'Empereur s'étudie à généraliser en les améliorant les actes internationaux qui peuvent contribuer à assurer ce résultat. De nombreux traités ont été conclus depuis une année par la France en vue de mul-

tiplier nos rapports avec les Puissances étrangères, tant au point de vue de l'échange des correspondances qu'à celui de l'extradition des malfaiteurs et de la réciprocité des législations.

En ce qui concerne nos relations postales, le Gouvernement de l'Empereur ne cesse de se préoccuper des moyens de favoriser les intérêts du public par l'abaissement des taxes, tout en maintenant le principe de la juste rémunération des services. Une Convention de poste a été conclue avec l'Italie; il n'a pas dépendu de nous qu'elle n'eût pour conséquence un abaissement des tarifs. Nos échanges de correspondances avec l'Angleterre donnaient lieu depuis longtemps à de nombreuses réclamations, fondées particulièrement sur l'insuffisance de la progression du poids des lettres fixé jusqu'ici à 7 grammes et demi. Nous avons pu récemment conclure avec la Grande-Bretagne une Convention qui sera soumise au Corps législatif et dont l'objet est de donner satisfaction à ces plaintes. Elle stipule que la progression sera portée à 10 grammes et que la lettre de ce poids, affranchie, coûtera désormais 30 centimes seulement au lieu de 40. Nous avons également pu réaliser avec les cabinets de la Haye et de Madrid d'utiles améliorations de détail. Le droit de timbre qui frappait nos journaux dans les Pays-Bas n'est plus perçu aujourd'hui, et l'Espagne a renoncé au droit supplémentaire de distribution qui gревait jusque dans ces derniers temps les correspondances acheminées sur son territoire.

Il y a trente ans à peine que l'organisation du droit criminel international a été ébauchée par la conclusion des premiers traités d'extradition. Comme au début de toutes les institutions nouvelles, un certain laps de temps s'est écoulé avant que les principes qui doivent servir de base aux conventions de ce genre fussent universellement admis. Aussi les traités d'extradition conclus entre les différents États pendant cette période d'hésitation présent-ils d'assez grandes dissemblances. Aujourd'hui, l'uniformité tend à s'établir sur ce terrain comme sur tant d'autres, et les efforts du Gouvernement de l'Empereur ont largement contribué à ce travail d'assimilation. Jusqu'à ces derniers temps, la France avait adopté pour règle de n'accorder aux autres nations et de ne réclamer d'elles que l'extradition d'individus coupables de crimes. Cette limite était évidemment trop étroite en présence de la facilité et de la rapidité des communications qui permettent aux malfaiteurs de toute espèce de passer à l'étranger et d'y trouver l'impunité. Nous avons entrepris une révision de nos traités dans la pensée d'établir une nomenclature des cas d'extradition beaucoup plus étendue et de donner ainsi aux exigences de la sécurité publique une plus complète satisfaction. Le Traité avec la Belgique, récemment publié, a ouvert la voie et peut être considéré, à beaucoup

d'égards, comme le type des améliorations que nous avons en vue. Un Traité a été conclu avec la Suisse sur les mêmes bases et remplacera avantageusement les stipulations incomplètes de la Convention de 1828. Il avait été précédé d'un acte analogue entre la Suède et la France, et nous sommes à la veille d'en signer un autre avec la Bavière. Des négociations sont également engagées avec l'Italie. A l'égard d'autres pays, nous n'avons eu besoin que d'ajouter aux traités existants des articles additionnels destinés à régler quelques points spéciaux. C'est sous cette forme notamment que nous nous sommes entendus avec l'Autriche et les Grands-Duchés de Bade et de Hesse-Darmstadt.

Pendant qu'il consacrait ainsi l'application de la procédure criminelle dans le droit des gens, le Gouvernement de l'Empereur concluait avec la Confédération Helvétique un Traité d'un autre ordre, qui peut être considéré comme l'essai le plus satisfaisant tenté jusqu'ici pour organiser la procédure civile internationale. Il s'agissait d'assurer dans chacun des deux États l'exécution des jugements rendus par les tribunaux de l'autre, et il fallait dans cette vue établir avec la plus grande netteté les règles de la compétence. Nous croyons avoir atteint ce résultat. Nous nous sommes préoccupés, en outre, de garantir à nos nationaux, par notre nouvelle Convention, le bénéfice de l'assistance judiciaire devant les tribunaux suisses, comme nous l'accordons aux Suisses devant les tribunaux français.

Nous nous efforçons d'obtenir, à charge de réciprocité, le même avantage dans plusieurs autres pays voisins, et des négociations sont ouvertes à cet effet avec la Belgique, le Luxembourg, le Grand-Duché de Bade, la Bavière, le Wurtemberg et l'Italie.

Le Gouvernement ne laissera échapper aucune occasion de favoriser la disposition qu'il rencontre chez un certain nombre d'États à consacrer ainsi par des actes internationaux le rapprochement des législations. Rien n'est plus propre à développer et à féconder les rapports mutuels qu'une conformité aussi grande que possible dans les principes généraux du droit entre les différentes nations. En contribuant à dégager dès à présent les points qui leur sont communs pour en faire l'objet d'arrangements diplomatiques, le Gouvernement de l'Empereur sert à la fois les intérêts du pays et ceux de la civilisation.

Affaires commerciales.

Des plaintes se sont élevées de plusieurs centres industriels du Nord et de l'Ouest de l'Empire contre le traité de commerce conclu, le 23 janvier 1860, entre la France et l'Angleterre, aux effets

duquel seraient attribuées les souffrances actuelles de nos fabriques. Le Gouvernement de l'Empereur s'efforcera de concilier les méanagements réclamés par des intérêts dignes de toute sa sollicitude avec la sécurité de nos transactions internationales qui n'ont cessé de se développer à la faveur du régime conventionnel inauguré en 1860.

Il est permis d'espérer qu'un malaise qui se fait sentir également dans d'autres contrées et suscite en Angleterre même, contre le traité de 1860, des manifestations analogues à celles qui se produisent en France, n'entravera pas le mouvement d'expansion et de fusion des intérêts généraux des peuples, provoqué par l'initiative du Gouvernement impérial.

L'Exposition universelle de 1867 a été la démonstration éclatante de cette tendance, qui se traduit aujourd'hui sous une forme plus modeste, mais également efficace. S'il n'est possible de contempler qu'à de longs intervalles ces grandes solennités, leur influence se perpétue toutefois, et les expositions internationales ouvertes à tous les pays, mais restreintes à telle ou telle branche des pays humains, entretiennent une émulation féconde et ces relations individuelles qui rapprochent de plus en plus les sociétés. Ainsi, dans le cours de cette année, des expositions ont été organisées à Munich pour les beaux-arts, à Altona pour les produits de l'industrie, à Saint-Pétersbourg pour ceux de l'horticulture, à Amsterdam, enfin, pour tout ce qui se rattache à l'économie domestique et aux progrès sociaux. Les succès obtenus par nos nationaux ont attesté une fois de plus la variété des aptitudes du génie français.

Le concours d'Amsterdam constitue, notamment, un fait digne de remarque. Inspiré par la même pensée qui a présidé, en 1867, à l'organisation du X^e groupe de l'Exposition de Paris, il a offert une nouvelle preuve de la sollicitude de plus en plus active qui se porte vers les intérêts moraux et matériels. La France a gardé, dans cette solennité, le rang où elle s'était placée en 1867 : elle a obtenu 281 récompenses. L'Empereur et l'Impératrice avaient voulu figurer au nombre des exposants, et le Jury international a décerné à Leurs Majestés deux grands diplômes d'honneur pour les institutions de tous genres qu'elles ont fondées ou patronnées en vue de développer l'instruction et le bien-être des classes ouvrières.

Les succès répétés de ces luttes pacifiques en Europe ont porté des fruits de l'autre côté de l'Océan : deux républiques de l'Amérique méridionale ont, pendant le cours de cette année, ouvert des expositions qui ne doivent point rester inaperçues. Au concours international d'agriculture, organisé à Santiago du Chili le 5 mai dernier, a succédé, dans la capitale du Pérou, une exposition industrielle ; les

heureux résultats de cette première expérience ont sans doute contribué au développement de nos transactions avec les contrées baignées par l'Océan Pacifique.

La loi du 19 mai 1866¹ sur la marine marchande a été la conséquence logique des réformes libérales introduites, depuis 1860, dans notre régime économique ; elle a, en effet, eu pour objet de mettre la législation maritime de l'Empire en harmonie avec les nouvelles bases de ses relations commerciales. Le Gouvernement a, toutefois, entendu n'accorder aux autres Puissances le bénéfice de l'une comme de l'autre de ces réformes, que moyennant des avantages réciproques. Seulement, à la différence des traités de commerce qui consacrent un échange de concessions, la loi votée par le Corps législatif en 1866 a fait spontanément disparaitre, par des mesures générales, toutes les restrictions qui atteignaient dans nos ports la navigation étrangère, laissant au Gouvernement le soin d'obtenir, pour notre navigation dans les autres pays, un régime également libéral.

L'événement a justifié notre confiance, puisque nous n'avons pas eu, jusqu'à présent, à faire application de la faculté de représailles inscrite à l'article 6 de la loi. Nous ne devons pas nous dissimuler toutefois, que nous n'avons pas atteint partout le but que nous poursuivons, et que, si le traitement national est le régime commun de la marine étrangère dans nos ports, notre pavillon ne jouit pas, sur tous les points du littoral européen, de la réciprocité à laquelle il a droit.

Les inégalités que le dernier Exposé signalait déjà, quant au régime applicable à la navigation française dans les ports de l'Espagne et de ses possessions d'outre-mer, subsistent encore. Des améliorations nouvelles sont, pourtant, venues s'ajouter, dans le cours de cette année, à celles que nous avions obtenues l'an dernier. Les décrets du 22 novembre 1868, qui ont utilement modifié dans l'assiette des droits prélevés sur la navigation dans la Péninsule, ont été, en effet, suivis d'une réforme inspirée également par une sage entente des besoins du commerce international et qui porte sur l'ensemble de la législation douanière de l'Espagne. Le tarif de douanes, promulgué le 12 juillet dernier, simplifie les bases de la perception, lève les prohibitions et réduit les taxes afférentes au plus grand nombre des marchandises. Le régime nouveau maintient, il est vrai quelques-unes des taxes les plus onéreuses pour notre commerce, il en agrave même plusieurs, et l'attribution d'une valeur exagérée aux produits que nous importons fait ressortir les droits du tarif à un taux supérieur à celui des prévisions de la loi des douanes. Ce sont là de

1. Voir *Archives*, 1869, t II, p. 648

graves inconvenients qui empêcheront la réforme tentée par le Gouvernement Espagnol de porter tous ses fruits. Nous avons la confiance qu'il reconnaîtra l'inefficacité de mesures qui n'abaissent pas suffisamment les taxes pour arrêter les opérations du commerce interlope, et dont, par conséquent, ni le Trésor ni les consommateurs ne ressentiront sérieusement les effets. Si nous n'acceptons pas comme un résultat définitif les changements apportés par la loi du 12 juillet dernier au régime douanier de l'Espagne, il serait, néanmoins, injuste de contester les intentions libérales dont elle est le témoignage; nous avons donc pensé qu'il y avait lieu de tenir compte au Cabinet de Madrid de la ferme volonté de réforme dont il a fait preuve au milieu des difficultés de sa situation intérieure. Nous avons, en conséquence, suspendu l'application au pavillon espagnol des mesures de rétorsion prévues par l'article 6 de la loi de 1866, dans l'espoir que l'égalité se rétablira entre le régime de la navigation étrangère dans les deux pays, par l'abolition des surtaxes et des restrictions qui sont l'objet de nos persistantes réclamations.

Nos relations avec le Portugal présentent une situation peu différente : des surtaxes atteignent, en effet, notre navigation indirecte dans les ports de la métropole et de ses colonies; mais, en regard des prescriptions de la loi de 1866 et des stipulations de notre traité de navigation du 11 juillet de la même année, nous devons placer les témoignages incontestables des bonnes dispositions du Cabinet de Lisbonne. Il nous a paru tout au moins nécessaire d'attendre, pour rétablir les droits différenciels dont le pavillon portugais est affranchi depuis cette année, le résultat des travaux de la commission portugaise chargée de préparer la réforme de la législation douanière du Royaume. Dès à présent, nous sommes autorisés à considérer comme arrêtée en principe la suppression, dans toutes les colonies portugaises, des surtaxes qui atteignent actuellement nos navires; une décision récente les a déjà fait disparaître dans les possessions de Goa, de Mozambique et d'Ambriz.

Aux États-Unis d'Amérique, nous avons rencontré une législation conforme à la nôtre, laissant au Président la faculté d'affranchir de la surtaxe afférente aux pavillons étrangers les navires des Puissances qui accorderaient la réciprocité à la marine de l'Union. En vertu de la loi fédérale du 30 juin 1864, et aux termes de la proclamation présidentielle du 12 juin dernier, notre marine jouit donc du régime de l'assimilation au pavillon national pour toutes ses importations des pays de production; toutefois, une erreur provenant de l'interprétation littérale donnée par le Gouvernement des États-Unis aux mots « pays de production » qui figurent à l'article 5 de la loi de 1866,

avait retardé jusqu'ici l'application du traitement national aux marchandises importées aux États-Unis, par nos navires, d'ailleurs que dès lieux de production. Nous avons la satisfaction d'annoncer que les explications catégoriques données au Cabinet de Washington sur la cause de ce malentendu ont fait disparaître la différence que nous avons dû relever dans le régime réservé à la navigation des deux pays. La suppression de la surtaxe maintenue pour les importations indirectes des navires français aux États-Unis a complété, à leur profit, le régime de l'assimilation au pavillon national.

D'un autre côté, les États-Unis, donnant suite aux propositions que nous leur avions adressées au commencement de cette année, ont conclu avec nous, le 16 avril dernier¹, un arrangement pour la garantie réciproque des marques de fabrique, qui reçoit aujourd'hui sa pleine exécution. D'autres accords relatifs au règlement des relations télégraphiques entre les deux pays sont également l'objet des négociations, et les explications échangées témoignent du désir des Gouvernements de France et d'Amérique de favoriser, par tous les moyens qui sont en leur pouvoir, le développement de leurs rapports internationaux.

Toutefois, nous avons le regret de le constater de nouveau, le régime de nos importations n'a pas encore été modifié aux États-Unis. La question semble, il est vrai, avoir fait de notables progrès dans l'opinion publique. Ses organes, dans toutes les parties de l'Union, se prononcent de plus en plus contre un tarif qui arrête l'essor des transactions, favorise les opérations du commerce interlope, met aux prises les différentes branches de l'industrie inégalement protégées, et en définitive, n'empêche pas l'Amérique de solder en espèces ou en valeurs équivalentes la balance de ses échanges avec l'ancien monde.

Augmenter les droits perçus à l'importation dans l'espérance d'accroître leur produit, telle est, malheureusement, la doctrine qui prévaut dans les conseils de la plupart des Gouvernements américains. La nouvelle législation douanière, qui est entrée en vigueur au Brésil le 1^{er} juillet dernier, aggrave d'une manière regrettable les charges du commerce étranger, et un vote récent de la Chambre des Représentants de l'Uruguay, mais qui n'a pas, il est vrai, obtenu la sanction du Sénat Oriental, accuse les mêmes tendances. Il faut espérer que les dispositions de ces Gouvernements se modifieront avec les circonstances qui ont créé les difficultés financières auxquelles ils ont cherché à parer par l'élévation des taxes douanières. Nous avons présenté au Cabinet de Rio-de-Janeiro de pressantes observations sur le

1. Voir *Archives*, 1869. t. IV, p. 1486.

préjudice que le nouveau tarif apporte au commerce des deux pays, et, à Montevideo, nous avons rattaché la question du régime de nos échanges à la négociation que nous poursuivons avec le Gouvernement Oriental pour la révision de la Convention de 1836, qui, n'assurant à notre navigation que le traitement de la nation la plus favorisée, laisse subsister des droits différentiels contraires à l'esprit de notre nouvelle législation.

Notre commerce a dû également se préoccuper d'une disposition récente du Gouvernement de l'Équateur, qui avait aggravé le régime des vins et des spiritueux importés dans cette République. Nos démarches pour amener le retrait de cette mesure ont déjà obtenu une satisfaction partielle, et les bases de l'ancienne tarification ont été rétablies pour les vins.

Le travail de transformation intérieure qui s'opère graduellement en Orient, au contact de la civilisation européenne, a fait, cette année encore, de sensibles progrès. La facilité avec laquelle s'exécutent les mesures récemment adoptées en faveur des étrangers, les projets de voies ferrées destinées à relier au réseau austro-hongrois les deux ports principaux de la Turquie d'Europe, les travaux importants de viabilité entrepris sur divers points de la Turquie d'Asie, témoignent que les réformes accomplies par le Gouvernement du Sultan ont développé des tendances nouvelles qui se font jour au grand avantage des populations ottomanes et de nos relations internationales.

Le Département des Affaires étrangères suit ces progrès avec un constant intérêt et les seconde de tout son pouvoir. Nous recherchons actuellement les moyens d'améliorer, d'accord avec la Sublime Porte, le régime conventionnel sous lequel sont placés, depuis 1861, les rapports commerciaux entre la France et l'Empire Ottoman. En outre, nous agissons de concert avec les autres Puissances intéressées pour faire exonérer, dans les Principautés-Unies, les articles d'importation étrangère des charges fiscales qui, sous la forme de droits d'octroi, constituent une aggravation considérable du traitement stipulé par les conventions.

Sans cesse occupé d'assurer à l'élément français, dans les pays du Levant, une large part d'activité et de pacifique influence, le Gouvernement de l'Empereur suit avec un vif intérêt les conséquences de l'œuvre considérable qui vient de s'accomplir en Égypte : l'ouverture du canal de Suez éveille chez toutes les Puissances maritimes de légitimes espérances, et, en présence de ce sentiment unanime, nous nous félicitons de l'appui sympathique qu'a trouvé en France l'exécution de cette grande entreprise.

La sollicitude du Gouvernement Impérial pour les intérêts français dans l'extrême Orient a également continué de s'exercer avec efficacité.

cité. L'article 15 du traité de Tientsin, relatif à l'organisation du service des pilotes sur le littoral de la Chine, a été revisé de concert avec la Cour de Pékin et les représentants des grandes Puissances. En établissant un ensemble de règles destinées à assurer, par de sérieuses épreuves, le bon recrutement du corps des pilotes, nous avons eu soin de maintenir nos consuls en possession du droit de surveillance et de haute direction que les traités leur ont conférés. Nous avons, d'un autre côté, stipulé, en faveur de ceux de nos capitaines de navires qu'une navigation prolongée sur les côtes de la Chine a familiarisés avec ces parages, la faculté de piloter eux-mêmes leurs bâtiments et d'éviter ainsi le notable surcroît de dépenses qu'occasionnerait l'emploi d'un pilote patenté pour des opérations de cabotage souvent répétées.

La concession française de Shang-Haï ne cesse de prospérer : les services municipaux fonctionnent régulièrement, l'exécution des décisions du conseil ne rencontre aucune résistance, les taxes qu'il vote et dont l'établissement est sanctionné par les électeurs en assemblée publique sont acquittées sans difficulté, et le budget de la concession qui représente plus de 600 000 francs de recettes, se solde aujourd'hui en excédant.

La guerre civile qui depuis plus de deux années désole le Japon a ralenti le développement, si rapide à l'origine, de notre commerce dans ce pays. Les troubles politiques n'ont pas empêché cependant que l'admission des étrangers dans les villes de Neegata et de Yedo n'eût lieu à la date convenue, et, malgré les incertitudes de la situation, nos nationaux ont déjà établi des comptoirs dans les ports d'Osaka et d'Hiogo, ouverts depuis le commencement de cette année. Le commerce des soies, sur lequel portent principalement leurs transactions, vient, du reste, d'obtenir de nouvelles facilités : en retour de certaines concessions péquéniaires, consenties par le Gouvernement de l'Empereur, la cour de Yedo a renoncé à se prévaloir de l'article de la Convention commerciale du 25 juin 1866¹ qui l'autorisait à demander la révision du droit de sortie sur les soies ; en conséquence, cette taxe, qui a été calculée il y a trois ans au taux de 5 p. 0/0, d'après une valeur moyenne inférieure de plus du quart aux prix actuels, ne sera pas augmentée, et notre industrie trouvera dans le maintien des précieuses ressources que lui offre, pour ses approvisionnements, le marché japonais, une nouvelle preuve de la sollicitude avec laquelle ses intérêts sont défendus.

Le Département des Affaires étrangères a continué, cette année, de suivre de la manière la plus active la question de l'unification moné-

1. Voir *Archives*, 1867, tome I, p. 8.

taire. Grâce aux nombreuses communications qu'il a reçues des agents diplomatiques et consulaires, il a pu constater que, dans la plupart des pays étrangers, cette question fait de notables progrès. Partout elle est à l'ordre du jour, et l'intérêt d'une solution pratique s'impose de plus en plus à l'attention des Gouvernements. En France, une enquête a été faite auprès des chambres de commerce de l'Empire, des trésoriers généraux et de la Banque; une commission spéciale en a examiné les résultats et a formulé elle-même des conclusions; enfin, le Conseil supérieur de l'industrie et du commerce vient d'être chargé de coordonner l'ensemble des travaux dont cette matière est l'objet depuis plusieurs années. Le rapport de M. le Ministre des Finances, qui a été approuvé par l'Empereur, indique tout à la fois le vif désir qui anime le Gouvernement de Sa Majesté de faciliter une œuvre d'unification si profitable aux intérêts généraux du commerce, et la prudence avec laquelle il s'entoure de tous les éléments d'appréciation qui lui paraissent devoir éclairer ses décisions. L'examen de la question par le Conseil supérieur permettra de poursuivre, dans les conditions les plus favorables, les négociations diplomatiques que nous sommes sur le point d'engager avec l'Autriche, de concert avec la Belgique, l'Italie et la Suisse. Le Département des Affaires étrangères s'attachera, avec la même persévérance que par le passé, à préparer les voies à une entente générale, à rester en communication sur ce sujet avec les divers Gouvernements, et à observer le mouvement des idées comme la portée des faits qui viendraient à se produire à l'étranger en vue d'un rapprochement international.

Le dernier Exposé mentionnait l'échange des déclarations relatives à l'accession de la Grèce à la Convention monétaire du 31 décembre 1865¹, qui a consacré en France, en Belgique, en Italie et en Suisse, un système identique de monnaies d'or et d'argent. Nous avions lieu de penser que cette année ne s'écoulerait pas sans que l'accession des États-Pontificaux pût être également réalisée. Certaines difficultés, qui s'étaient d'abord élevées relativement au maintien, parmi les monnaies romaines, de pièces de 2 fr. 50 cent. et de 25 centimes, avaient été aplaniées, et, le régime monétaire des États de l'Église étant absolument conforme à celui de la Convention de 1865, rien ne paraissait plus s'opposer à l'accession projetée. C'est alors qu'une communication du Gouvernement du Saint-Siège vint révéler un fait que la correspondance précédemment échangée n'avait pu laisser pressentir: la mise en circulation de plus de 26 millions de monnaies divisionnaires d'argent pontificales. Or, l'une des clauses fondamentales de la Convention de 1865 fixe à 6 francs par habitant

1. Voir *Archives*, 1866, tome III, p. 181.

le chiffre maximum de monnaies d'appoint que peuvent émettre les Etats concordataires. Le Gouvernement Romain avait donc dépassé cette limite dans une proportion excessive, et il déclarait être, pour le moment, dans l'impossibilité d'y rentrer. Il s'appuyait, il est vrai, sur des considérations dont on ne saurait méconnaître la valeur, et qui tenaient en grande partie au cours forcé du papier monnaie en Italie, et surtout à la perte d'anciennes provinces d'où les États Pontificaux continuaient à tirer presque tous leurs approvisionnements. Mais, si cette situation exceptionnelle expliquait dans une certaine mesure une fabrication aussi disproportionnée de pièces divisionnaires, il n'était pas possible aux États concordataires de consentir à ce qu'il fut ainsi dérogé à l'une des dispositions les plus essentielles du Pacte d'union. Il a donc fallu suspendre les négociations relatives au projet d'accession, jusqu'à ce que les circonstances permettent au Gouvernement du Saint-Siége de satisfaire, comme il en a constamment manifesté le désir, à toutes les stipulations de la Convention de 1865.

Ainsi que l'annonçait le dernier Exposé, la Convention sur les pêcheries conclue entre la France et l'Angleterre en vue de consacrer, notamment, la liberté absolue de l'exercice de la pêche dans la mer commune, nécessite, avant d'être promulguée, la présentation au Corps législatif d'un projet de loi destiné à remplacer la loi de 1846 pour la mettre en harmonie avec certaines dispositions du nouvel arrangement intervenu entre les deux pays. Les études relatives à la préparation de ce projet de loi ont soulevé certaines difficultés assez sérieuses pour qu'il n'ait pas été possible de le soumettre aux Chambres avant d'avoir provoqué, de la part du Gouvernement anglais, des explications reconnues indispensables ; mais il y a tout lieu de penser que ces difficultés seront aplaniées dans le cours de la prochaine session, et que, dès lors, la Convention du 11 novembre 1867 pourra recevoir prochainement une application également désirée par les deux Gouvernements, dans l'intérêt mutuel de leurs nationaux.

La Commission centrale de la navigation du Rhin, siégeant à Mannheim et composée des délégués de tous les États riverains, a été saisie par le Gouvernement Badois d'une proposition ayant pour objet de réglementer d'une manière uniforme la pêche du saumon et de ses congénères dans le Rhin, afin d'assurer efficacement la conservation de cette précieuse espèce de poisson. Le Gouvernement Français s'est empressé d'accueillir cette démarche. Les conférences s'étaient ouvertes le 16 août dernier ; mais des objections soulevées par les Pays-Bas, quant à la durée du temps pendant lequel la pêche du saumon demeurerait prohibée, avaient amené la suspension des travaux de la Commission. Le Gouvernement Néerlandais a tenu à s'éclairer de l'a-

vis des députations permanentes des États provinciaux; cette enquête terminée, les négociations ont été reprises le 22 de ce mois; elles ont abouti à une convention qui a été signée, le 27, à Mannheim, et qui doit être soumise à l'approbation de tous les États riverains. Cet arrangement général aura, d'ailleurs, pour effet, en réglant l'exercice de la pêche sur la partie du fleuve commune à la France et au Grand-Duché de Bade, de mettre un terme aux conflits qui s'élèvent trop fréquemment entre les pêcheurs de l'une et de l'autre rive, par suite des différences qui existent entre les législations respectives.

A l'occasion de la fixation du tracé des chemins de fer de la Savoie entre Annecy et Annemasse, avec embranchement sur Genève, le Gouvernement de l'Empereur s'est entendu avec le Conseil fédéral Suisse pour régler diverses questions commerciales qui intéressaient particulièrement les relations entre les départements savoisiens et le canton de Genève. Une commission mixte, réunie à Paris au mois de juillet dernier, a arrêté les bases d'un arrangement consacrant les dispositions suivantes : 1^o le crédit annuel d'importation, en franchise de tout droit d'entrée, ouvert en Suisse aux vins du Chablais, du Faucigny et du Génevois, a été porté de 5000 à 10 000 hectolitres; 2^o ces mêmes parties du territoire français ont été admises à profiter de certaines facilités accordées au pays de Gex pour l'importation en Suisse de l'écorce à tan, des gros cuirs et des peaux tannées, ainsi que pour l'exportation des peaux fraîches de ce pays; 3^o les marchandises demeureront réciproquement exemptes de tout droit de transit; 4^o le bureau de douane d'Annecy doit être ouvert, à partir du 1^{er} janvier 1871, à l'importation de toutes les marchandises, y compris les tissus taxés à la valeur. A l'exception de cette dernière disposition, l'arrangement, qui a été revêtu, le 24 de ce mois, de la signature des plénipotentiaires respectifs, ne doit entrer en vigueur qu'au moment où le chemin de fer d'Annecy à Annemasse et l'embranchement sur Genève seront mis en exploitation.

L'article 2 de la Convention conclue entre la France et la Prusse, le 18 juin 1867, pour l'établissement d'un chemin de fer entre Sarreguemines et Sarrebrück, portait que les points de jonction des deux sections française et prussienne, et les conditions de leur raccordement au pont à construire sur la Sarre, seraient déterminés d'un commun accord entre les deux Gouvernements. C'est en exécution de cette disposition que des ingénieurs, spécialement désignés à cet effet, s'étaient réunis en commission internationale à Sarrebrück, dans le courant de l'année dernière, et avaient indiqué les bases de l'arrangement dont il était fait mention dans le dernier Exposé. Ce projet a été transformé en une convention définitive, le 1^{er} juillet de cette année.

Les commissions mixtes qui avaient également été formées pour étudier les questions concernant le raccordement, à la frontière franco-belge, des chemins de fer de Furnes à Dunkerque et de Poperinghe à Hazebrouck ont terminé leurs travaux. Les deux Gouvernements se sont entendus sur les conditions d'établissement de ces voies ferrées, et il a été procédé, le 25 de ce mois, à la signature de la Convention destinée à assurer à leurs sujets respectifs ces nouvelles facilités de communication.

La question de l'application d'une méthode uniforme de jaugeage aux navires de toutes les nations continue d'être l'objet des démarches de notre diplomatie. Le système Moorson paraissant généralement réunir des conditions d'exactitude qui le recommandent à l'attention de tous les États maritimes comme pouvant servir de base à une entente internationale, le Gouvernement de l'Empereur s'est mis en rapport avec le Gouvernement de Sa Majesté Britannique pour arrêter, de concert, les moyens les plus propres à en faciliter l'adoption. Il y a lieu d'espérer que leurs efforts communs réussiront à amener une solution qui intéresse le commerce maritime du monde entier et à laquelle l'ouverture du canal de Suez donne un caractère particulier d'opportunité.

Une déclaration, signée à la Haye, le 4 novembre de l'année dernière¹, a fixé à 48 fr. 85 cent. le droit d'importation en France des sucres raffinés provenant de la Belgique, de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas. Cet arrangement, conclu à titre provisoire, devait prendre fin le 31 décembre 1869 ; il avait eu pour objet d'aplanir en partie les difficultés d'interprétation soulevées par l'application de l'article 13 de la Convention de 1864 sur le régime des sucres, en attendant que le Gouvernement de l'Empereur pût mettre les droits à percevoir sur les sucres bruts en corrélation exacte avec les rendements établis par la déclaration du 20 novembre 1866. Le délai accordé ayant été reconnu insuffisant, les commissaires des quatre États intéressés ont tenu à la Haye de nouvelles conférences, à la suite desquelles il a été convenu que la déclaration du 4 novembre 1868 devrait être prorogée jusqu'au 30 juin 1871 ; ces résultats seront prochainement consacrés par un acte diplomatique.

1. Voir *Archives*, 1862, tome II, p. 641.

III

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
CORRESPONDANCES DIPLOMATIQUES.

1^o LE CONCILE

N^o 1.

Le prince de La Tour d'Auvergne, ministre des affaires étrangères aux Agents diplomatiques de l'Empereur.

(Circulaire.)

Paris, le 8 septembre 1869.

Monsieur, plusieurs Cabinets se sont adressés au Gouvernement de l'Empereur dans l'intention de connaître la ligne de conduite qu'il se propose de suivre à l'égard du Concile œcuménique convoqué à Rome pour le 8 décembre prochain.

Aucune question assurément ne mérite à un plus haut degré de fixer l'attention que celle de savoir quelle part les Gouvernements doivent prendre à l'important événement dont nous allons être témoins, et il n'en est aucune, en même temps, pour laquelle il soit plus difficile de demander des enseignements au passé, car tous ceux que l'on pourrait emprunter à l'histoire des conciles appartiennent à des époques déjà bien loin de nous et très-dissemblables de celle où nous vivons. Les rapports de l'Église et de l'État ont subi des changements profonds, et c'est évidemment d'après la nature des liens qui existent aujourd'hui entre les deux pouvoirs que doit être déterminé le rôle des Gouvernements, en présence de l'assemblée que le Saint-Père appelle auprès de lui.

Dans les conciles antérieurs, les Souverains avaient leur place marquée d'avance. Ils étaient conviés à y participer, soit en personne, soit par leurs envoyés. Les Ambassadeurs siégeaient parmi les membres du clergé et souvent exerçaient sur la marche des délibérations une action considérable. Quelquefois même, la tenue des conciles était provoquée par l'initiative des Princes, qui s'entendaient avec les Papes sur l'opportunité des mesures à prendre dans l'intérêt commun.

Rien n'était plus naturel dans un temps où les questions de l'ordre

civil se confondaient souvent avec celles de l'ordre religieux, par le fait même des institutions et des lois.

La liberté de conscience proclamée depuis lors a modifié cet état de choses : le pouvoir civil et le pouvoir ecclésiastique ont compris le besoin de se définir plus nettement, et notre législation a marqué les limites de leur compétence, tout en les maintenant unis l'un et l'autre, sous les conditions tracées par l'accord établi entre la France et le Saint-Siège au commencement de ce siècle. Le domaine de l'Église et celui de l'État sont ainsi devenus plus distincts.

Sans doute, le contact des intérêts n'a pas cessé avec la confusion des institutions, et il est, par la nature même des choses, des questions mixtes qui relèvent à la fois de l'autorité laïque et de l'autorité ecclésiastique. Les Gouvernements, en reconnaissant leur incomptérence pour toutes les affaires de doctrine et d'enseignement religieux, pourraient encore revendiquer comme un droit la faculté d'intervenir dans les discussions portant sur les priviléges que leur devoir est de conserver intacts. Mais le Gouvernement de Sa Majesté verrait aujourd'hui dans l'usage de ce droit de sérieux inconvénients. Son intervention pourrait avoir pour résultat de l'engager dans des débats pénibles, sans lui donner la certitude de faire prévaloir ses avis, et l'exposerait à des conflits qu'il ne pourrait la plupart du temps éviter sans encourir les plus grandes responsabilités.

Nos lois elles-mêmes nous offrent sous ce rapport toutes les garanties voulues. Elles ont maintenu en faveur du pouvoir civil la faculté, qu'il avait déjà dans les époques antérieures, de s'opposer à tout ce qui serait contraire à nos franchises nationales. Nous serions donc parfaitement en mesure de décliner, le cas échéant, celles des décisions du prochain Concile qui seraient en désaccord avec le droit public de la France. C'est là, au surplus, une éventualité en présence de laquelle nous espérons ne pas nous trouver placés : nous avons confiance dans les vues élevées qui prévaudront au sein de cette assemblée, car il nous est permis de compter non moins sur la sagesse du Saint-Siège que sur les lumières et le patriotisme des évêques.

Notre pensée n'est pas d'ailleurs de nous considérer comme entièrement désintéressés dans l'œuvre pour laquelle le Saint-Père convoque les prélats de l'Église catholique. L'importance d'une réunion de cette nature, au milieu de la crise que traversent les sociétés modernes, ne peut être mise en doute, et rien de ce qui regarde les destinées du monde catholique ne saurait nous trouver inattentifs ou indifférents. Le Gouvernement de l'Empereur ne renonce donc point à faire usage de son influence. Il l'emploiera à recommander à tous les idées de conciliation dont le triomphe ne pourrait que contribuer à l'affermissement de l'ordre social et à la paix des consciences.

Mais cette influence modératrice, c'est par l'entremise de nos représentants ordinaires que nous nous proposons de l'exercer, sans députer au Concile un mandataire spécial, dont la présence engagerait la liberté d'action que nous désirons au contraire nous réserver entièrement.

Cette ligne de conduite concorde avec ce que nous connaissons des dispositions de la généralité des Gouvernements catholiques; et le Pape Pie IX semble lui-même préparé à l'abstention des Souverains, puisqu'il n'a pas jugé à propos de faire appel à leur concours direct, et ne leur a point adressé, comme aux temps passés, l'invitation de se faire représenter.

Lorsque le Gouvernement de l'Empereur adopte le parti de ne point avoir d'ambassadeur au sein du Concile, il n'obéit donc pas seulement à l'esprit de nos lois; la réserve qu'il croit sage de garder est en outre d'accord avec celle dans laquelle se renferme le Saint-Père lui-même, et, en suivant à cet égard la politique qui nous paraît la plus propre à sauvegarder nos droits, nous sommes également fondés à espérer que la Cour de Rome rendra pleine justice aux considérations qui ont inspiré notre résolution.

Vous êtes autorisé à donner lecture de cette dépêche à M. le Ministre des Affaires Étrangères du Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité, sans lui en laisser toutefois copie.

Agréez, etc.

Signé : PRINCE DE LA TOUR D'AUVERGNE.

N° 2.

**Le vicomte de Croy, chargé d'affaires de France à Rome,
au prince de La Tour d'Auvergne.**

(*Extrait.*)

Rome, le 22 septembre 1869.

Prince, j'ai reçu la dépêche que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser le 8 de ce mois et qui accompagnait la circulaire par laquelle le Gouvernement de l'Empereur fait connaître sa résolution de ne pas envoyer de plénipotentiaire spécial auprès du Concile.

La question de la représentation des États formait une des principales préoccupations du cercle assez restreint qui compose en ce moment le monde politique et diplomatique à Rome; de l'avis de tous elle est dès à présent tranchée. La décision de la France était, en

effet, impatiemment attendue, avec la conviction qu'elle servirait de règle à la conduite des autres États catholiques.

Le grand événement qui se prépare est un sujet trop ordinaire de conversation pour avoir tardé à me fournir l'occasion de faire connaître sommairement au Cardinal Secrétaire d'État le parti auquel s'était arrêté le Gouvernement de l'Empereur. Son Éminence, déjà instruite de cette résolution par la Nonciature Apostolique de Paris, m'a paru en recevoir sans regret la confirmation officielle. Cette solution lui semble la meilleure et la plus adaptée aux circonstances dans lesquelles le Saint-Siège se trouve placé vis-à-vis de plusieurs Puissances. Sans entrer dans de nouvelles considérations, le Cardinal Antonelli s'est borné à rappeler en quelques mots les difficultés précédemment énumérées par Sa Sainteté et par lui-même. L'abstention de la France lève ici bien des embarras et met ordre à bien des situations fausses.

Veuillez agréer, etc.

Signé : CROY.

N° 3.

**Le duc de Gramont, ambassadeur de France à Vienne,
au prince de La Tour d'Auvergne.**

(*Extrait.*)

Vienne, le 21 septembre 1869.

Prince, Votre Excellence a bien voulu me faire connaître, par sa lettre du 8 de ce mois, l'attitude que nous nous proposons de garder vis-à-vis du Concile oecuménique convoqué à Rome pour le 8 décembre prochain.

Conformément à vos intentions, j'ai donné lecture de cette dépêche à M. le Baron d'Aldenbourg, en l'absence de M. le Comte de Beust. M. d'Aldenbourg m'a remercié de cette communication, à laquelle il s'attendait d'après une lettre qu'il venait de recevoir du chargé d'Affaires d'Autriche à Paris. Il a ajouté que la ligne de conduite que nous comptions suivre était celle que le Gouvernement de Sa Majesté Apostolique se proposait déjà d'adopter.

Le Cabinet de Vienne attendra, sans s'en inquiéter à l'avance, les décisions que pourra prendre le Concile, et il espère que la prudence du Saint-Père ainsi que le dévouement du sacré Collège tendront à écarter, dans les questions qui touchent aux rapports des pouvoirs civils et religieux, des solutions de nature à faire encourir une grave responsabilité à leurs auteurs. M. d'Aldenbourg m'a dit, au surplus,

que, dans l'état actuel des esprits et avec l'interprétation donnée aujourd'hui à la législation que l'on rattache aux traditions de Joseph II, le droit public de la monarchie offrait sous ce rapport au Gouvernement des garanties suffisantes ; qu'ici, comme en France, le pouvoir civil aurait la faculté de s'opposer à tout ce qui serait contraire aux priviléges de l'État et aux traditions nationales.

Après m'avoir fourni ces explications, qui indiquent suffisamment que la politique du Cabinet de Vienne à l'égard de l'Assemblée œcuménique ne différera guère de la nôtre, le Baron d'Aldenbourg m'a fait observer que, même en eussions-nous donné l'exemple, le Gouvernement Austro-Hongrois aurait hésité à nommer, dans cette circonstance, un mandataire spécial à Rome.

Le Comte Trauttmansdorff sera simplement invité à se tenir au courant, avec l'aide des évêques qui voudront bien lui prêter leur concours, des résolutions qui seront débattues au sein de la réunion œcuménique. Quant à des instructions spéciales, dont on ne verrait en ce moment ni l'objet ni l'utilité, on ne lui en transmettra que si elles sont rendues nécessaires par les tendances du Concile et l'attitude du Gouvernement Pontifical.

Veuillez agréer, etc.

Signé : GRAMONT.

N° 4.

**Le baron de La Villestreux, chargé d'affaires de France
à Florence, au prince de La Tour d'Auvergne.**

(*Extrait.*)

Florence, le 1^{er} octobre 1869.

Prince, j'ai reçu la dépêche que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser relativement à la résolution adoptée par le Gouvernement de l'Empereur à l'égard du Concile œcuménique. Je me suis rendu sans retard auprès de M. le Président du Conseil, et, conformément à vos instructions, je lui ai donné lecture de ce document. M. le général Menabrea m'a écouté attentivement et m'a déclaré qu'il partageait entièrement les idées du Gouvernement Impérial à l'endroit des décisions éventuelles du Concile. Il pense également, comme Votre Excellence, qu'il n'y a pas lieu pour les Puissances de se faire représenter par des ambassadeurs spéciaux au sein de cette assemblée.

Veuillez agréer, etc.

Signé : LA VILLESTREUX.

N° 5.

**Le baron Mercier de Lostende, Ambassadeur de France
à Madrid, au prince de La Tour d'Auvergne.**

(*Extrait.*)

Madrid, le 28 septembre 1869.

Prince, c'est hier seulement qu'il m'a été possible de donner communication à M. le Ministre d'État de la dépêche que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser au sujet du Concile œcuménique convoqué à Rome pour le 8 décembre prochain.

Après avoir écouté avec un vif intérêt la lecture de ce document, M. Silvela m'a dit qu'il ne pouvait que s'associer aux vues qui y étaient exprimées, et que Votre Excellence connaissait d'ailleurs, par ses entretiens avec M. Olozaga, quelles étaient, dans cette circonstance, les dispositions du Cabinet de Madrid.

Veuillez agréer, etc.

Signé : MERCIER DE LOSTENDE.

N° 6.

**Le vicomte de La Guéronnière, ministre de France à Bruxelles,
au prince de La Tour d'Auvergne.**

(*Extrait.*)

Bruxelles, le 25 septembre 1869.

Prince, suivant les instructions de Votre Excellence, j'ai donné connaissance à M. Van der Stichelen de votre dépêche en date du 8 septembre sur le Concile.

Cette communication a été accueillie avec le plus vif intérêt. M. le Ministre des Affaires étrangères m'a prié de vous faire connaître que, sur la plupart des points traités dans la dépêche française, le Gouvernement du Roi n'avait qu'à s'associer aux sentiments qui s'y trouvent exprimés. Il pense, comme le Cabinet des Tuilleries, que le Concile, par la nature des questions qui devront y être examinées, par l'esprit qui semble en avoir inspiré la convocation, ne saurait laisser aucun rôle utile à une représentation officielle des Souverains.

Veuillez agréer, etc.

Signé : LA GUÉRONNIÈRE.

N° 7.

**Le baron de Maynard, chargé d'Affaires de France à Lisbonne,
au prince de La Tour d'Auvergne.**

(*Extrait.*)

Lisbonne, le 29 septembre 1869.

Prince, en recevant la dépêche de Votre Excellence, relative à l'attitude que le Gouvernement de l'Empereur a l'intention de garder vis-à-vis du Concile œcuménique, je me suis rendu chez M. le Président du Conseil, chargé par intérim du Département des Affaires étrangères, et, après lui avoir fait connaître les vues du Gouvernement de Sa Majesté, exposées dans la dépêche de Votre Excellenee, sur le désir que m'a exprimé M. le Duc de Loulé, je lui ai donné lecture *in extenso* de ce document, ainsi que vos instructions m'y autorisaient.

M. le Président du Conseil m'a déclaré aussitôt que le Gouvernement du Roi Don Luiz se plaçait au même point de vue que celui de l'Empereur pour envisager la question du prochain Concile, et qu'il se proposait de suivre la même ligne de conduite. Toutefois, M. le Duc de Loulé a ajouté que le Cabinet Portugais s'abstiendrait de toute intervention, même officieuse, auprès de la Cour de Rome.

Veuillez agréer, etc.

Signé : MAYNARD.

N° 8.

**Le marquis de Cadore, ministre de France à Munich,
au prince de La Tour d'Auvergne.**

(*Extrait.*)

Munich, ce 22 septembre 1869.

Prince, j'ai eu l'honneur, suivant en cela les directions de Votre Excellence, de donner lecture à M. le Ministre des Affaires Étrangères de Bavière de la dépêche relative à l'attitude que le Gouvernement de l'Empereur se propose d'observer à l'égard de la grande Assemblée catholique convoquée à Rome.

Le prince de Hohenlohe m'a écouté avec la plus grande attention ; il apprécie parfaitement, m'a-t-il dit, la valeur des motifs qui nous ont déterminés à ne pas nous faire représenter au Concile par un mandataire spécial, et il compte proposer au Roi de suivre la même politique de réserve et d'abstention.

Veuillez agréer, etc.

Signé : CADORE.

N° 9.

**Le marquis de Banneville, ambassadeur de France à Rome,
au prince de La Tour d'Auvergne.**

(*Extrait.*)

Rome, le 10 novembre 1869.

Prince, arrivé à Rome le 3 de ce mois, je me suis rendu le lendemain chez le Cardinal Secrétaire d'État, et je l'ai prié de solliciter pour moi une audience du Saint-Père.

Le Pape m'a reçu hier. L'entretien n'a pas tardé à s'établir sur la question du Concile. Le Pape connaît, ai-je dit, la résolution à laquelle s'est arrêté le Gouvernement de l'Empereur, en ce qui concerne la question de la représentation des Gouvernements, et les motifs qui l'ont dictée. Cette résolution, à laquelle se sont ralliés tous les Cabinets, est, en même temps, celle qui répondait le mieux, ce me semble, aux désirs du Saint-Siège et aux idées que le Saint-Père lui-même m'avait fait l'honneur de m'exprimer; elle n'impliquait, du reste, de la part du Gouvernement de l'Empereur, ni indifférence pour un acte aussi considérable que l'était la réunion d'un Concile œcuménique, ni l'intention de se désintéresser des questions à débattre et des décisions à intervenir, en tant qu'elles pouvaient affecter la paix des consciences ou les rapports existants de l'Église et de l'État. J'espérais que, sous la direction du Saint-Père, la haute prudence, la sagesse consommée et l'expérience des évêques sauraient éviter de faire naître des conflits, toujours regrettables, et qui ne pouvaient être que préjudiciables à la religion, entre les principes qui sont aujourd'hui la base de presque toutes les législations civiles ou des institutions politiques et les vérités de l'ordre moral et religieux qu'il appartient à l'Église de définir et d'affirmer. Le Gouvernement de l'Empereur, en ce qui le concernait, avait, dans le passé et jusqu'au jour où nous parlions, aussi bien dans l'intérieur de l'Empire qu'au dehors, donné assez de gages des sentiments dont il est animé envers l'Église pour espérer que ses intentions seraient comprises, et les conseils de modération et de prudence qu'il croirait devoir donner, écoutés.

A l'égard des travaux du Concile, des questions qui y seront débattues et de ses décisions éventuelles, le Pape a évité toute parole pouvant engager son opinion et ses prévisions personnelles; on devait s'en remettre à la sagesse des Pères du Concile, qui, avec l'assistance de Dieu, pourvoiraient à tout ce qu'exigeaient, dans le temps où nous sommes, le bien de la religion et les intérêts de l'Église; on pouvait regretter les conjectures téméraires auxquelles se livraient trop sou-

vent des esprits ardents et impatients, et la discussion prématuée de certaines questions qu'il eût mieux valu résERVER au Concile lui-même s'il jugeait opportun de les examiner. Quant à la représentation des Puissances, le Saint-Père a reconnu que la résolution du Gouvernement de l'Empereur était motivée par les circonstances du temps présent et en accord avec les idées qu'il m'avait lui-même exprimées.

Veuillez agréer, etc.

Signé : BANNEVILLE.

2^e LOI SUR LA NATIONALITÉ OTTOMANE.

N° 10.

M. Bourée, ambassadeur de France à Constantinople, au marquis de La Valette, ministre des affaires étrangères.

(*Extrait.*)

Péra, le 9 février 1869.

Monsieur le Marquis, j'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence le texte de la loi sur la nationalité ottomane; les conditions et les restrictions mises au passage de cette nationalité à une nationalité étrangère, et *vice versa*, ont été calculées en vue de faire obstacle aux nombreux abus qui ont eu lieu dans ces dernières années en matière de naturalisation.

Les articles 3 et 4 constituent une innovation importante: la nationalité ottomane s'acquérirait autrefois par la seule conversion à l'islamisme; les cas où cette conversion n'avait pas été exigée n'étaient que des exceptions; sous l'empire de la loi nouvelle, il ne reste rien de l'ancienne tradition; la nationalité Ottomane s'obtiendra par le séjour et par des formalités analogues à celles qui sont imposées dans les États Européens.

Veuillez agréer, etc.

Signé : BOURÉE.

Loi sur la nationalité ottomane.

Art. 1^{er}. Tout individu né d'un père Ottoman et d'une mère Ottomane, ou seulement d'un père Ottoman, est sujet Ottoman.

Art. 2. Tout individu né sur le territoire Ottoman, de parents étrangers, peut, dans les trois années qui suivront sa majorité, revendiquer la qualité de sujet Ottoman.

Art. 3. Tout étranger majeur qui a résidé durant cinq années con-

sécutives dans l'Empire Ottoman peut obtenir la nationalité Ottomane en adressant directement ou par intermédiaire sa demande au Ministre des Affaires étrangères.

Art. 4. Le Gouvernement Impérial pourra accorder extraordinairement la nationalité Ottomane à l'étranger qui, sans remplir les conditions de l'article précédent, serait jugé digne de cette faveur exceptionnelle.

Art. 5. Le sujet Ottoman qui a acquis une nationalité étrangère avec l'autorisation du Gouvernement Impérial est considéré et traité comme sujet étranger; si, au contraire, il s'est naturalisé étranger sans l'autorisation préalable du Gouvernement Impérial, sa naturalisation sera considérée comme nulle et non avenue, et il continuera à être considéré et traité en tous points comme sujet Ottoman.

Aucun sujet Ottoman ne pourra, dans tous les cas, se naturaliser étranger qu'après avoir obtenu un acte d'autorisation délivré en vertu d'un iradé impérial.

Art. 6. Néanmoins le Gouvernement Impérial pourra prononcer la perte de la qualité de sujet Ottoman contre tout sujet Ottoman qui se sera naturalisé à l'étranger ou qui aura accepté des fonctions militaires près d'un Gouvernement étranger sans l'autorisation de son Souverain.

Dans ce cas, la perte de la qualité de sujet Ottoman entraînera de plein droit l'interdiction, pour celui qui l'aura encourue, de rentrer dans l'Empire Ottoman.

Art. 7. La femme Ottomane qui a épousé un étranger peut, si elle devient veuve, recouvrer sa qualité de sujette Ottomane, en en faisant la déclaration dans les trois années qui suivront le décès de son mari. Cette disposition n'est toutefois applicable qu'à sa personne: ses propriétés sont soumises aux lois et règlements généraux qui les régissent.

Art. 8. L'enfant même mineur d'un sujet Ottoman qui s'est naturalisé étranger ou qui a perdu sa nationalité ne suit pas la condition de son père et reste sujet Ottoman. L'enfant même mineur d'un étranger qui s'est naturalisé Ottoman ne suit pas la condition de son père et reste étranger.

Art. 9. Tout individu habitant le territoire Ottoman est réputé sujet Ottoman et traité comme tel, jusqu'à ce que sa qualité d'étranger ait été régulièrement constatée.

Sublime Porte, le 6 chewal / 19 janvier 1869.

N° 11.

**Le baron Baude, ministre de France à Athènes,
au marquis de La Valette.**

(*Extrait.*)

[Athènes, le 4 mars 1869.]

Monsieur le Marquis, le Ministre des Affaires étrangères a insisté auprès de moi sur le prix qu'il attacherait à ce que les Puissances prêtassent leur appui à la Grèce dans la question du régime légal des Hellènes résidant en Turquie. J'ai cru pouvoir l'assurer qu'en tout ce qui serait conforme à l'équité, le Ministre de Grèce à Constantinople trouverait bon accueil auprès des Ambassadeurs des Puissances; mais j'ai ajouté que l'issue d'une négociation sur des questions si complexes, qui avaient soulevé entre l'Angleterre et les États-Unis des difficultés sans cesse renouvelées, était difficile à annoncer d'avance. M. Delyanni reconnaît, sans grande contestation, que la loi Ottomane du 19 janvier est le principe d'un ordre de choses nouveau, mais il ne peut admettre qu'elle ait aucun effet rétroactif, et, suivant lui, les Hellènes devront se trouver, en principe, dans la situation où ils étaient avant le 19 janvier, sauf examen des cas particuliers.

Veuillez agréer, etc.

Signé : BAUDE.

N° 12.

Le marquis de La Valette au baron Baude, à Athènes.

Paris, le 5 mars 1869.

Monsieur le Baron, j'ai appris avec satisfaction qu'aucune difficulté n'était plus à redouter de la part du Gouvernement Grec qui fut de nature à compromettre le rétablissement de ses relations avec la Porte. Chargé comme Président de la Conférence de veiller à la reprise des rapports entre les deux Pays, je devais me préoccuper de tout ce qui pouvait contrarier ce résultat. Vous savez déjà que les renseignements transmis à M. l'Ambassadeur d'Angleterre, à la date du 27 février, donnaient à entendre qu'avant de procéder au rétablissement des Légations, le Cabinet d'Athènes désirait savoir si les Ambassadeurs des Puissances protectrices seraient autorisés à lui prêter leur concours pour obtenir que les sujets Grecs fussent replacés dans la

position dont ils jouissaient antérieurement à la rupture. Je me suis empressé de vous mettre à même de faire connaître au besoin au Gouvernement Hellénique l'impossibilité où nous serions de prendre à cet égard aucun engagement. La Conférence, en effet, n'ayant mis aucune condition à la reprise des rapports, il n'appartenait pas aux trois Cours de rien modifier à ce qui a été décidé par les signataires de la Déclaration du 20 janvier. Vous m'avez répondu que le Gouvernement Hellénique n'entendait nullement subordonner le retour de sa Légation en Turquie à la solution de cette délicate affaire, et qu'il se bornait à exprimer l'espoir que son Ministre obtiendra l'appui des Puissances lorsqu'il sera appelé à la traiter à Constantinople. Je vous ai indiqué sommairement nos dispositions. La question qui motive en ce moment les préoccupations de M. Delyanni intéresse deux catégories de réclamants entre lesquelles il y a lieu d'établir une distinction. La première comprend ceux des sujets Hellènes qui, véritablement originaires de la Grèce, se sont trouvés amenés, sous l'empire des dernières circonstances, à accepter la nationalité Ottomane : il serait entièrement naturel et juste qu'ils fussent replacés dans leur position antérieure, et nous nous exprimerons volontiers en ce sens à Constantinople, lorsque la question y sera posée. Quant aux nombreux individus qui prétendent exciper d'une naturalisation étrangère sans pouvoir invoquer aucun titre légal, nous ne saurions envisager leurs réclamations sous un jour aussi favorable. La question n'est pas nouvelle d'ailleurs : elle a, au contraire, occupé souvent les Puissances et la Porte; j'ai eu moi-même à la traiter en 1860, pendant le cours de mon Ambassade à Constantinople. Je ne crois pas que la Grèce ait intérêt à la soulever, car l'abus de la naturalisation étrangère en Turquie a été tel, qu'aucune Puissance ne peut faire un grief au Gouvernement Ottoman de chercher à y mettre un terme.

Dans tous les cas, le Cabinet d'Athènes ne pouvait subordonner le rétablissement des Légations à la solution préalable de cette affaire, ni à aucun engagement de notre part; il l'a très-bien compris, et nous ne pouvons que le louer d'avoir décidé qu'il ne s'arrêterait pas à sa première pensée.

Recevez, etc., etc.

Signé : LA VALETTE.

N° 13.

Le marquis de La Valette au baron de Talleyrand, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg,

Paris, le 24 mars 1869.

Monsieur le Baron, M. l'Ambassadeur de Russie m'a donné connaissance d'une dépêche adressée par le Prince Gortchakoff à M. le Baron de Brunnow à Londres, et relative à la question récemment soulevée par le Cabinet d'Athènes, quant à la condition des sujets Hellènes résidant en Turquie. Le Chancelier, en se prononçant pour la solution la plus large, déclare que le concours du Cabinet russe est pleinement acquis aux démarches dont la France et l'Angleterre seraient disposées à prendre l'initiative dans le but d'appuyer les demandes du Gouvernement Hellénique. Le Prince Gortchakoff exprime, en outre, le vœu que les Puissances s'entendent à cette occasion pour examiner les mesures adoptées en dernier lieu par la Porte en matière de naturalisation.

Cette dernière question est importante par elle-même comme par ses conséquences, et ce n'est pas d'ailleurs la première fois qu'elle se présente en Turquie. Personne n'ignore, en effet, que la Porte s'est toujours élevée contre les facilités que ses sujets trouvaient pour obtenir la nationalité étrangère et pour échapper ainsi aux charges du pays tout en continuant à résider sur le territoire Turc. Il est impossible de contester qu'elle soit fondée à se préoccuper de l'extension qui a été donnée à ce système de naturalisation, surtout lorsqu'il est appliqué par la Grèce. On évalue à un chiffre considérable, et chaque jour croissant, le nombre des individus qui, par cela seul qu'ils parlent la langue grecque, cherchent à obtenir et obtiennent la nationalité grecque. Un tel état de choses constitue certainement un véritable danger pour la Porte, et l'on conçoit qu'elle ait eu le désir d'y pourvoir au moyen d'une loi.

Cependant cette mesure, d'après la dépêche du Prince Gortchakoff à M. de Brunnow, soulève deux questions que M. Chancelier de Russie a également indiquées dans un entretien avec vous. La première est celle de savoir si la loi est d'accord ou non avec les priviléges assurés aux étrangers en vertu des capitulations; la seconde porte sur la rétroactivité, et le Prince Gortchakoff demande s'il est possible que la nouvelle loi soit appliquée aux sujets Ottomans naturalisés Grecs avant la rupture des relations entre la Turquie et la Grèce.

Sur le premier point, je n'hésite pas à dire que, si la loi dont il s'agit portait une atteinte quelconque directe ou indirecte aux capitulations, il y aurait lieu certainement de faire des représentations à la Porte, et nous ne serions pas les derniers à nous en expliquer avec elle. J'ajouterais que je n'ai point, quant à présent, d'idée arrêtée sur les dispositions de la loi turque du 19 janvier. Je me propose de la déferer à l'examen du Comité du contentieux institué auprès de mon Département, et je dois attendre le résultat de cette étude avant d'exprimer une opinion. Je me borne à constater que jusqu'ici les dispositions législatives adoptées par le Gouvernement Ottoman ne paraissent avoir soulevé d'objections de la part d'aucune Puissance au point de vue des garanties acquises en vertu des capitulations.

Quant à la question de rétroactivité, je crois que la difficulté est plus apparente que réelle. Et d'abord, rien ne prouve que le Gouvernement Ottoman ait l'intention d'appliquer la loi qu'il vient de faire aux sujets du Sultan naturalisés étrangers à une époque antérieure. Pour déterminer leur situation, il n'a besoin que d'invoquer les capitulations, ainsi qu'il l'a fait toutes les fois qu'il a voulu réagir contre les abus de la protection; en un mot, la difficulté se réduit à rechercher, non pas si les individus qui se trouvent en cause ont été naturalisés conformément aux principes de la loi récemment promulguée, mais s'ils ont obtenu cette faveur dans des conditions compatibles avec l'esprit et les termes des capitulations. Il est clair que le Gouvernement Turc n'était pas dans la nécessité de faire une loi pour être autorisé à ne point reconnaître la qualité d'étrangers à ceux de ses anciens sujets qui n'auraient pas de titres réguliers à produire.

En ce qui regarde particulièrement les Hellènes, il résulte d'un télégramme de M. Bourée en date du 11 janvier¹, dont j'ai donné connaissance aux Membres de la Conférence, que les mesures qui concernent les naturalisations abusives étaient décidées depuis longtemps; elles ont coïncidé avec la rupture, mais elles n'en étaient pas la conséquence et ne se rattachent pas d'une manière directe à l'ultimatum.

Telles sont, Monsieur le Baron, les considérations générales qui nous paraissent dominer la question, et dont il y aura lieu, selon nous, de tenir compte dans l'examen des demandes du Gouvernement Hellénique. Lord Clarendon, à qui M. le Baron de Brunnow a fait la communication dont il était chargé, n'a pas repoussé l'idée d'accorder son appui dans la mesure de ce qui lui paraîtrait juste et possible; mais il s'est refusé à prendre aucun engagement jusqu'à ce que le Gouvernement Hellénique ait fait connaître d'une manière

1. Voir *Archives*, 1869, t. IV, p. 1663.

exacte et par écrit la nature et la portée de sa réclamation. J'ignore l'avis des autres Cabinets. Quant à nous, ainsi que nous l'avons déjà dit, nous avons toujours pensé qu'il était juste d'établir une distinction entre les individus d'origine ottomane qui ont acquis la nationalité étrangère en vertu d'un titre valable et ceux qui ne l'ont obtenue que d'une manière abusive et contrairement à tous les principes du droit public. Quelle que soit l'opinion à laquelle nous arriverons, après examen, sur la nouvelle loi publiée le 19 janvier à Constantinople, nous sommes toujours disposés à prêter notre concours au Cabinet Hellénique auprès du Gouvernement Turc pour assurer le retour à la nationalité grecque des Hellènes naturalisés de bonne foi qui auraient été obligés d'accepter la sujétion ottomane après la rupture des relations.

En terminant la communication adressée à M. le Baron de Brunnow, le Prince Gortchakoff rappelle la loyauté avec laquelle la Grèce s'est résignée au verdict des Cours Européennes et y voit pour elle de nouveaux titres à leur intérêt. Nous rendons également justice aux sentiments personnels du Roi Georges et au bon esprit que ses Ministres actuels ont montré dans des circonstances difficiles. Mais nous ne pouvons nous écarter, dans la question spéciale que j'examine ici, des principes de jurisprudence qui règlent partout l'acquisition ou la perte de la nationalité. En ce qui me touche personnellement, je ne fais que rester fidèle aux convictions que je me suis formées à ce sujet pendant mes deux ambassades à Constantinople.

Agréez, etc.

Signé: LA VALETTE.

N° 14.

**Le prince de La Tour d'Auvergne, ambassadeur de France
à Londres, au marquis de La Valette.**

(*Extrait.*)

Londres, le 31 mars 1869.

Monsieur le Marquis, je vous remercie de m'avoir communiqué le texte de la dépêche que vous avez adressée, à la date du 24 de ce mois, à M. le Baron de Talleyrand, en réponse aux premières démarches faites auprès de Votre Excellence par M. l'Ambassadeur de Russie. J'ai cru utile, pour faciliter autant que possible l'accord de vues entre nous et le Cabinet de Londres, d'en donner rapidement lecture au principal Secrétaire d'Etat, qui m'a paru, je m'emprise de le constater, adhérer d'une manière générale aux appréciations qu'elle renferme.

Lord Clarendon ne se montre nullement disposé à considérer la

question de nationalité soulevée par la Grèce comme une question européenne. Il m'a fait remarquer plusieurs fois, et hier encore, que les mesures adoptées par le Gouvernement Ottoman n'avaient soulevé jusqu'ici aucune objection de la part des sujets des autres Puissances, et que ce serait compliquer gratuitement la question que de lui attribuer une portée que, jusqu'à plus ample information, il se refusait à lui reconnaître.

Veuillez agréer, etc. *Signé : Prince de LA TOUR D'AUVERGNE.*

N° 15.

Le baron Talleyrand au marquis de La Valette.

(*Extrait.*)

Saint-Pétersbourg, le 6 avril 1869.

Monsieur le Marquis, j'ai reçu la dépêche que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 24 mars. Je n'ai pas manqué, en m'entretenant avec le Prince Gortschakoff sur la nouvelle loi ottomane relative à la naturalisation, de m'inspirer des considérations que Votre Excellence y développait.

J'ai dit au Chancelier que Votre Excellence avait soumis la loi en question à l'examen du Comité du contentieux, et que, s'il ressortait de cet examen qu'il y eût atteinte directe ou indirecte portée aux Capitulations, nous serions prêts à faire entendre à la Porte, de concert avec les autres Cours, de sérieuses représentations. Cette loi a été l'objet d'un travail approfondi à la Chancellerie d'État. Les conclusions de ce travail se trouvent exposées dans un Memorandum que le Chancelier se propose d'adresser aux Agents diplomatiques de la Russie auprès des grandes Cours.

Veuillez agréer, etc.

Signé : TALLEYRAND.

N° 16.

Le duc de Gramont au marquis de La Valette.

(*Extrait.*)

Vienne, le 6 avril 1869

Monsieur le Marquis, aussitôt après mon arrivée à Vienne, je me suis empressé d'entretenir M. le Comte de Beust de la question soulevée par la loi de naturalisation récemment promulguée par la Porte,

et j'ai constaté tout de suite la presque identité de ses appréciations et des nôtres. La dépêche que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire le 30 mars, m'ayant fourni une seconde occasion de revenir sur ce sujet avec le Chancelier de l'Empire, je crois pouvoir dire qu'il n'existe absolument aucune différence entre la manière de voir du Cabinet de Vienne et celle du Gouvernement de l'Empereur.

Pour justifier cette assertion, il me suffira de résumer en quelques mots l'opinion du Chancelier. La reprise des relations diplomatiques entre la Turquie et la Grèce, étant un fait accompli, ou pouvant être considéré comme tel, entraîne comme conséquence logique et nécessaire l'abrogation de toutes les mesures qui découlaient de l'ultimatum et le retour à l'état de choses antérieur, en tant que cet état de choses aurait été modifié par le différend que la Conférence de Paris a eu la mission de résoudre. Mais il n'en résulte pas pour la Porte l'obligation de renoncer aux modifications qu'elle croit devoir apporter à sa législation pour réprimer ou prévenir des abus qui sont notoires.

Le Gouvernement Turc a donc parfaitement le droit de faire une nouvelle loi pour régler la naturalisation et la nationalité des habitants de son territoire. De leur côté, les Puissances ont, en vertu des traités dits Capitulations, le droit et le devoir de veiller à ce que la loi nouvelle ne blesse aucune des garanties assurées par ces traités à leurs nationaux.

A cet effet, le Chancelier de l'Empire a soumis la loi turque à l'examen du Comité oriental compétent à Vienne, de même que Votre Excellence l'a soumise à l'étude du Comité du contentieux attaché à son département, et, comme Votre Excellence, il attendra le résultat de cette étude avant de se prononcer.

Si la nouvelle loi renferme quelque clause peu compatible avec les traités existants, le Cabinet de Vienne en fera l'objet d'une communication directe au Gouvernement Turc, et il ne doute pas que ce dernier ne s'empresse d'y faire droit.

Veuillez agréer, etc.

Signé : GRAMONT.

N° 17.

Le baron Baude au marquis de La Valette.

(Extrait.)

Athènes, le 15 avril 1869.

Monsieur le Marquis, M. Th. Délyanni se propose, en admettant que la loi du 19 janvier 1869 puisse être le point de départ d'un ordre de

choses nouveau, de demander la séparation des questions de principe et des questions de fait ; de fixer les premières en convenant, comme cela a déjà eu lieu, d'une date au delà de laquelle aucune personne ne pourra être recherchée pour sa nationalité, et de soumettre l'examen des secondes à une Commission mixte. Afin de ne point s'égarer dans des combinaisons nouvelles, il désirerait prendre pour type un des arrangements précédemment conclus, sur le même objet, par la Porte avec l'une des Puissances qui ont eu à régler des difficultés de la même nature.

Il tient essentiellement à ce qu'il soit établi que la nouvelle loi n'aura pas d'effet rétroactif.

Veuillez agréer, etc.

Signé : BAUDE.

N° 18.

M. Bourée au marquis de La Valette.

(*Extrait.*)

Constantinople, le 3 avril 1869,

Monsieur le Marquis, j'ai l'honneur d'envoyer ci-joint à Votre Excellence une traduction de la circulaire adressée par le Gouvernement Ottoman aux Gouverneurs généraux des villayets de l'Empire au sujet de la loi sur la naturalisation.

Veuillez agréer, etc.

Signé : BOURÉE.

Circulaire adressée aux gouverneurs généraux des villayets de l'Empire en date du 26 mars 1869.

Je vous ai précédemment transmis la loi sur la nationalité ottomane, promulguée le 6 chewal 1285 (19 janvier 1869). Quoique, dans son ensemble, cette loi ne puisse donner lieu à des interprétations divergentes, je tiens à vous préciser l'esprit qui a dicté ses dispositions les plus importantes.

Je n'ai pas d'abord besoin de vous dire que cette loi, comme toute loi d'ailleurs, n'a pas d'effet rétroactif; tous ceux qui ont été déjà admis à la nationalité ottomane et tous les sujets ottomans d'origine qui, soit en vertu des traités, soit en vertu d'ententes spéciales intervenues entre la Sublime Porte et les Missions étrangères accréditées auprès d'elle, ont été reconnus par le Gouvernement Impérial comme ayant acquis une nationalité étrangère, restent sujets ottomans ou étrangers comme par le passé.

Les dispositions contenues dans les articles 1, 2, 3 et 4 sont assez simples pour se passer de commentaires. Je vous rappellerai seulement que, comme la loi personnelle de chacun, c'est-à-dire la loi du pays d'origine, est celle qui fixe l'époque de sa majorité, et que cette loi varie suivant les pays, la majorité étant fixée dans quelques-uns à vingt-cinq ans, et au-dessus ou au-dessous de cet âge dans d'autres, tout sujet étranger qui demandera la naturalisation ottomane devra prouver qu'il est majeur suivant la loi du pays dont il est originaire.

L'article 5 exige du sujet ottoman qui veut acquérir une nationalité étrangère de se munir préalablement d'un acte d'autorisation qui lui sera délivré en vertu d'un Iradé impérial, sans quoi sa naturalisation sera toujours considérée comme nulle et non avenue, et le Gouvernement Impérial pourra même (art. 6) prononcer contre lui la perte de la qualité de sujet ottoman, ce qui emportera de plein droit l'interdiction de rentrer dans l'Empire Ottoman. Il appartient exclusivement au Gouvernement impérial de prononcer la peine édictée par l'article 6. Les Autorités impériales se borneront à considérer comme nulle et non avenue la naturalisation étrangère acquise sans autorisation par tout sujet ottoman d'origine, et elles ne prendront aucune mesure d'expulsion sans avoir préalablement reçu les ordres directs de la Sublime Porte.

Comme la femme ottomane qui épouse un étranger cesse d'être sujette ottomane, l'article 7 lui accorde la faculté de recouvrer, si elle devient veuve, sa nationalité originale, en le déclarant à l'autorité ottomane dans les trois ans qui suivront la mort de son mari.

L'article 8 établit que la naturalisation du père n'emporte pas celle des enfants, lors même qu'ils seraient mineurs. Le bénéfice de la naturalisation, accordé au père, n'est étendu à ses enfants qu'autant qu'ils le veulent. S'ils sont majeurs, ils sont libres de suivre la condition de leur père en en faisant la demande; dans le cas contraire, ils peuvent le faire aussitôt qu'ils ont atteint leur majorité. Il est aisé de comprendre que cette disposition, conforme, d'ailleurs, à celles de la plupart des législations européennes, est édictée dans l'intérêt même des enfants, à qui la naturalisation du père pourrait parfois ne pas convenir ou être même préjudiciable.

Cette disposition ne s'applique pas, toutefois, aux enfants nés après la naturalisation du père. Ceux-là suivent la condition de leur père et font partie de la nation à laquelle ils appartiennent par suite de sa naturalisation.

La dernière disposition de la loi se rapporte exclusivement aux cas d'individus que l'on aurait des raisons de croire sujets ottomans et qui revendiqueraient une nationalité étrangère sans être en mesure de justifier leur dire. Il est clair que, en cas de contestation, la preuve

de la nationalité étrangère incombe à celui qui la revendique, et, jusqu'à ce qu'il fournisse cette preuve, les Autorités impériales doivent, en tant qu'il se trouve sur le territoire ottoman, le considérer et le traiter comme sujet ottoman.

Il est inutile d'ajouter que l'article 8 ne porte aucune atteinte aux droits acquis aux étrangers par les traités, et n'autorise point les Autorités impériales à se départir des règles découlant de ces traités dans leurs rapports avec les étrangers.

Je conclurai, Monsieur le Gouverneur général, en vous faisant observer que la naturalisation ne peut, en aucun cas, avoir pour effet de soustraire l'individu naturalisé aux poursuites civiles ou criminelles qui auraient été intentées contre lui, antérieurement à l'époque de sa naturalisation, par-devant l'autorité dont il relevait jusque-là.

Vous voudrez bien, Monsieur le Gouverneur général, vous conformer strictement à ces instructions dans l'application des dispositions de la nouvelle loi. Afin de faciliter votre tâche, cette communication sera également transmise aux Missions étrangères accréditées auprès de la Sublime Porte, pour être portée à la connaissance de leurs agents dans les provinces.

N° 19.

Le baron Baude au marquis de La Valette.

Athènes, le 22 avril 1869.

Monsieur le Marquis, Photiadès-Bey a remis au Ministre des Affaires étrangères de Grèce la circulaire du Gouvernement Ottoman aux Gouverneurs des villayets. La Porte y proclame le principe de la non-rétroactivité de la loi du 19 janvier 1869. La difficulté capitale, qui pouvait être, dès le début, l'écueil de l'entente, se trouvant ainsi écartée, M. Th. Delyanni m'a paru, sauf quelques points de détail, satisfait de l'ensemble des dispositions manifestées dans ce document.

Veuillez agréer, etc.

Signé BAUDE.

N° 20.

**Aali pacha, grand vizir, à Djemil pacha, ambassadeur
du Sultan à Paris.**

Sublime-Porte, le 21 avril 1869.

Monsieur l'Ambassadeur, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint un mémoire répondant aux objections soulevées de la part de quelques Puissances contre la loi promulguée récemment sur la nationalité ottomane.

Je vous entretiendrai prochainement de nouveau sur cette question pour répondre plus particulièrement à un mémorandum adressé à ce sujet par le Gouvernement Impérial de Russie aux Cabinets européens.

En attendant, je vous autorise à communiquer le mémoire ci-annexé à S. Exc. le Ministre des Affaires étrangères de S. M. l'Empereur des Français.

Signé : AALI.

Mémoire du Gouvernement ottoman.

En présence des attaques dirigées contre la loi sur la nationalité ottomane, la Sublime Porte croit utile de rappeler les causes qui ont amené la promulgation de cette loi, et de démontrer le peu de fondement des arguments par lesquels on s'efforce de contester au Gouvernement Impérial le libre exercice du pouvoir législatif en cette matière.

Le Gouvernement Impérial a de tout temps reconnu que le droit de l'individu de quitter son pays d'origine, d'adopter une nouvelle patrie et de s'établir là où l'appellent ses intérêts ou sa convenance, est un droit découlant de la liberté individuelle. Mais depuis longtemps il a eu à lutter contre les abus qui devaient, par la force des choses, découler des capitulations et qui augmentaient de jour en jour. Les sujets de Sa Majesté commençaient à ne sentir que trop la position exceptionnelle et privilégiée créée par ces actes aux étrangers résidant dans l'Empire. Le désir naturel d'en profiter leur faisait rechercher la protection d'une mission ou d'un consulat étrangers, et ces missions ou consulats trouvaient leur convenance à la leur accorder.

C'est ainsi qu'il s'était formé en Turquie tout un corps de protégés étrangers dont le nombre dépassait celui des sujets étrangers eux-

mêmes. C'étaient tous des sujets ottomans qui, tout en ayant leur domicile permanent dans l'Empire, se soustrayaient à leur autorité législative. En dehors des protégés étrangers, la Sublime Porte s'est trouvée en présence d'un certain nombre de sujets ottomans qui revendiquaient les priviléges et les immunités octroyés par les Capitulations en vertu d'une naturalisation étrangère.

Le Gouvernement Impérial a cru avoir remédié en partie à cet état de choses par le règlement élaboré en 1863, qui limita le nombre des indigènes que chaque consulat pouvait employer à son service, et définit la nature, l'étendue et la durée de la protection acquise par les employés privilégiés.

Ce règlement a été élaboré par la Sublime Porte d'accord avec les Représentants des Puissances étrangères accrédités auprès d'elle. Il n'en pouvait être autrement, car il touchait à des dispositions de traités qu'on invoquait constamment. Notre espoir ne s'est cependant pas réalisé. Aussitôt que ce règlement fut promulgué, le nombre des sujets Ottomans adoptant des nationalités étrangères augmentait sensiblement à mesure que celui des protégés diminuait.

Cependant la Sublime Porte patienta pendant quelques années. Elle pensait que, eu égard aux formalités requises partout pour la naturalisation, cette première ardeur s'arrêterait bientôt. Elle était portée à croire qu'aucune Puissance ne se souciait de protéger les indigènes en vue de se créer une influence dans l'Empire. Elle espérait enfin qu'une révision prochaine des Capitulations, révision promise depuis 1856 par un protocole du Congrès de Paris, viendrait mettre fin à la tentation pour ses sujets d'obtenir la protection étrangère.

Mais ces espérances ont été cruellement déçues. Plusieurs États ont changé leur loi de naturalisation ; la condition du séjour obligatoire pendant un certain nombre d'années a été sensiblement modifiée ; elle a été même abolie dans quelques pays. Certains États limitrophes enrôlent par centaines des sujets dans l'Empire ; des patentés de naturalisation étaient délivrées à des sujets Ottomans qui n'avaient jamais mis le pied hors du territoire ; la révision des Capitulations se faisait toujours attendre.

Il fallait à tout prix opposer une digue à cette inondation, le Gouvernement promulgua la loi du 19 janvier 1869.

En vue et dans le but unique d'empêcher le sujet Ottoman ayant son domicile dans l'Empire de se soustraire à son autorité légitime, la loi exige l'autorisation préalable du Souverain pour le changement de nationalité. Le Gouvernement Impérial est en devoir de peser et de maintenir cette condition qui paraît, il est vrai, restreindre les droits découlant de la liberté individuelle ; mais tant que les étrangers continuent à ne plus être soumis au droit commun en Turquie,

il n'a malheureusement pas d'autre alternative. D'ailleurs la plupart des États de l'Europe qui n'ont pas accordé de droits exceptionnels aux étrangers, maintiennent cette clause dans leurs lois sur le changement de nationalité.

La loi du 19 janvier a été l'objet des critiques les plus sévères; mais elles sont toutes tombées devant la communication officielle de la Sublime Porte expliquant l'esprit qui avait dicté et dans lequel devait être appliquée chacune de ses dispositions.

Une seule objection ne pouvait, par sa nature, trouver sa réponse dans la susdite communication. C'est celle qui a trait à l'exercice du pouvoir législatif par la Sublime Porte en matière de nationalité.

La question de la nationalité en Turquie, nous dit-on, est une question européenne; toutes les Puissances qui ont des traités avec la Sublime Porte y sont intéressées; toute loi ou règlement sur cette matière doit être l'œuvre commune de la Sublime Porte et des Représentants de ces Puissances.

Si la loi du 19 janvier avait un effet rétroactif et pouvait, pour cette raison, frapper des sujets ottomans qui auraient été, antérieurement à cette loi, reconnus par le Gouvernement Impérial comme naturalisés étrangers, ou si elle eût porté la moindre atteinte aux droits acquis par les étrangers en vertu des traités, ou qu'elle eût en vue de toucher à une disposition quelconque de ces traités, l'objection aurait eu quelque valeur. Mais la loi en question ne doit pas avoir d'effet rétroactif et netouche à aucune des dispositions des traités existants. Il y a des personnes qui paraissent croire que la loi aurait un effet rétroactif, parce que la Sublime Porte ne veut pas admettre la validité des changements de nationalité opérés abusivement et en dehors des prescriptions des lois mêmes des pays d'adoption de ces nouveaux sujets. Mais les dispositions de la loi ne concernent que les sujets ottomans dont le changement de nationalité se fait légalement. Les autres n'ont été acceptés à aucune époque.

Admettre le concours des Représentants des Puissances étrangères dans l'élaboration de la loi, c'eût été reconnaître à ces Puissances le droit de s'immiscer dans les rapports de S. M. I. le Sultan avec ses sujets et d'intervenir dans l'administration de l'Empire. A l'appui de cette objection, on invoque une Convention qui aurait été passée entre la Turquie et la Russie au mois d'avril 1863.

La Sublime Porte s'empresse de déclarer que l'acte auquel on fait allusion et qui se trouve ci-joint en copie n'est qu'un arrangement fait à cette époque pour arrêter les bases de la procédure à suivre par la Commission mixte qui, d'un commun accord entre la Sublime Porte et l'Ambassade de Russie à Constantinople, était instituée dans la capitale et dans les provinces pour la vérification de la nationalité

d'un certain nombre de sujets ottomans se prétendant naturalisés Russes.

Cet arrangement n'a jamais eu le caractère d'une Convention formelle ratifiée par les deux Gouvernements.

L'article 8 de cet arrangement porte, il est vrai, que les sujets ottomans qui se feraient par la suite sujets russes seraient soumis aux dispositions d'un règlement que la Sublime Porte conclurait, à cet effet, avec les Puissances européennes. Cette disposition ne saurait être interprétée dans le sens qu'on lui attribue aujourd'hui, interprétation qui aurait pour effet de restreindre les droits souverains de S. M. I. le Sultan et de l'empêcher de régler les conditions de la nationalité de ses propres sujets.

Kiamil-Bey et le Général Bogouslawski, qui ont signé l'arrangement en question, ne pouvaient avoir et n'ont jamais eu un pareil mandat. En parlant d'arrangement à intervenir entre la Turquie et les Puissances européennes, la Sublime Porte ou plutôt son délégué ne pouvait avoir en vue que des arrangements ayant pour but la révision des capitulations et la réglementation de la situation des étrangers en Turquie, ce qu'elle poursuivait alors comme elle le poursuit encore aujourd'hui.

Une telle disposition serait d'ailleurs en opposition avec le second alinéa de l'article 8 du Traité de paix de 1856, qui interdit aux Puissances signataires de s'immiscer soit collectivement, soit séparément, dans les rapports de S. M. I. le Sultan avec ses sujets et dans l'administration intérieure de son Empire, et ne pourrait avoir la valeur qu'on lui attribue qu'autant qu'elle aurait été stipulée dans un acte ayant le caractère d'un Traité ou d'une Convention internationale solennellement ratifiée par les deux Gouvernements.

N° 21.

Le baron de Talleyrand au marquis de La Valette.

(*Extrait.*)

Saint-Pétersbourg, le 8 mai 1869.

Monsieur le Marquis, la circulaire adressée aux Gouverneurs généraux des villayets a fait ici une bonne impression, et la déclaration si nette que la loi en question ne saurait avoir d'effet rétroactif a été accueillie avec satisfaction. Le Chancelier a reconnu volontiers, dans ses conversations avec le Chargé d'affaires de Turquie, que la Sublime Porte répondait à de justes inquiétudes en affirmant qu'elle ne se départirait pas des voies légales universellement reconnues par toutes



les Puissances civilisées. Dans cet état de choses, le Cabinet de Saint-Pétersbourg ne croit plus avoir les mêmes motifs d'insister sur cette affaire, et il se montre disposé à ne pas prolonger la discussion à laquelle elle donne lieu.

Veuillez agréer, etc.

Signé : TALLEYRAND.

N° 22.

M. Bourée au marquis de La Valette.

(*Extrait.*)

Péra, le 10 mai 1869.

Monsieur le Marquis, la question des naturalisations continue à être à l'ordre du jour. Aali-Pacha et M. Rangabé s'entendent jusqu'à présent. Les Gouverneurs de provinces ont été invités à dresser des listes des sujets Ottomans qui auraient obtenu la nationalité grecque à la suite d'un séjour effectif en Grèce. Des autres, il ne serait pas question, et cette première mesure, prise par la Porte, n'impliquerait pas l'obligation pour elle de tenir pour Hellènes ceux de ses sujets qui auraient été réellement naturalisés en Grèce. La pensée d'Aali-Pacha serait de faire reconnaître seulement quelques-unes de ces naturalisations par firman et de consacrer ainsi la règle par les exceptions mêmes.

Veuillez agréer, etc.

Signé : BOURÉE.

N° 23.

Le marquis de La Valette à M. Bourée, à Constantinople.

Paris, le 27 mai 1869.

Monsieur, j'avais soumis à l'examen du Comité du contentieux du Département des Affaires étrangères le texte de la loi que le Gouvernement Turc a publiée, le 19 janvier 1869, en matière de naturalisation. Le résultat de cette étude vient d'être consigné dans le rapport dont vous trouverez une copie ci-annexée. Le Comité était consulté sur les questions de savoir si la nouvelle loi est contraire, dans tout ou partie de ses dispositions, au droit international en général, et particulièrement si elle porte atteinte aux droits et priviléges reconnus par nos capitulations avec la Turquie. Après avoir pris connaissance des

documents qui se rattachent à cette affaire et en avoir fait l'objet d'un examen approfondi, le Comité a conclu que la loi du 19 janvier est en harmonie avec les règles consacrées par la législation des nations civilisées, et qu'aucune des dispositions de cet acte n'est contraire, ni aux principes généraux du droit international, ni aux garanties spéciales qui résultent pour les Puissances des capitulations qu'elles ont obtenues de la Porte. Le Gouvernement de l'Empereur ne peut que s'approprier l'opinion ainsi exprimée par des jurisconsultes éminents dans les lumières desquels il a une pleine confiance, et nous n'avons dès lors aucune objection à éléver contre la nouvelle législation ottomane en matière de naturalisation.

Agréer, etc.

Signé : LA VALETTE.

Avis du Comité du contentieux institué auprès du Ministère des affaires étrangères.

LE COMITÉ,

Consulté sur les questions de savoir si la loi ottomane sur la nationalité, publiée le 19 janvier 1869, est contraire dans tout ou partie de ses dispositions au droit international en général, et particulièrement si elle porte atteinte aux droits et priviléges reconnus par nos capitulations avec la Porte :

Vu la loi ottomane du 19 janvier 1869;

La circulaire du 26 mars suivant;

Le traité du 28 mai 1740;

considérant, sur la première question, que, pour apprécier le caractère et les effets généraux de la loi du 19 janvier 1869, il est nécessaire de bien déterminer le sens de chacune des dispositions qu'elle renferme;

Que l'article 1^{er} déclare sujet ottoman tout individu né d'un père ottoman;

Que l'article 2 permet à tout individu né sur le territoire ottoman de revendiquer la qualité de sujet ottoman dans les trois années qui suivent sa majorité ;

Que les articles 3 et 4 déterminent les cas, les formes et les délais dans lesquels le Gouvernement Impérial accorde la nationalité ottomane aux étrangers qui la demandent ;

Que l'article 7 autorise la femme ottomane qui, en épousant un étranger, a perdu sa nationalité d'origine, à la recouvrer, si elle devient veuve, en faisant la déclaration de son intention dans un délai déterminé ;

Que l'article 8 est fondé sur la doctrine que le changement de na-

tionalité du père est sans influence sur la nationalité de ses enfants même mineurs;

Que ces dispositions sont conformes à celles qui, depuis longtemps, ont trouvé place dans la législation de presque toutes les nations civilisées, notamment dans le Code Napoléon (articles 10, 9, 19) et dans les lois françaises des 22 mars et 2 décembre 1849, 7 février 1851 et 29 juin 1867;

Considérant que les articles 5 et 6 subordonnent la validité de la naturalisation des sujets ottomans en pays étranger à l'autorisation de leur Gouvernement, auquel ils réservent d'ailleurs la faculté de prononcer la perte de la qualité de sujet ottoman contre celui qui, sans autorisation, s'est fait naturaliser étranger ou a accepté des fonctions militaires près d'un Gouvernement étranger;

Que, si l'on peut reprocher à cette disposition de porter atteinte à la liberté individuelle, il est certain que les jurisconsultes et les publicistes, en posant le principe que chacun est libre d'adopter une nationalité autre que celle que lui a conférée sa naissance, admettent que des exceptions peuvent, en raison des circonstances, être apportées à cette règle;

Que notre ancienne législation offre des exemples de semblables restrictions; que le décret du 26 août 1811 contient la déclaration formelle qu'aucun Français ne peut être naturalisé en pays étranger sans autorisation et prononce des pénalités sévères contre les infractions; qu'enfin on trouve dans la législation de plusieurs autres pays des dispositions analogues;

Que la sanction donnée par la loi ottomane à la règle qu'elle établit consiste uniquement dans l'interdiction de rentrer dans le territoire ottoman; que ce n'est là que la conséquence du droit d'expulsion qui appartient à presque tous les Gouvernements;

Qu'au surplus, les articles 5 et 6 de la loi du 19 janvier 1869 s'appliquent seulement aux sujets ottomans; qu'ils se bornent à régler leurs rapports avec le Gouverneur en tant que souveraineté duquel ils sont soumis; qu'ainsi ils ne portent et ne sauraient porter atteinte aux principes du droit international;

Considérant qu'aux termes de l'article 9, tout individu habitant le territoire Ottoman est réputé sujet Ottoman jusqu'à ce que sa qualité d'étranger ait été régulièrement constatée; que, si cette présomption légale peut, dans quelques circonstances, placer des étrangers dans une position difficile, en leur imposant l'obligation de prouver leur extranéité, on ne peut raisonnablement admettre la présomption contraire; que, d'ailleurs, l'article ne suppose point que le fait de la résidence, même lorsqu'il est joint au fait de la naissance sur le territoire Ottoman, constitue la preuve absolue de la nationalité Ottomane,

puisque il résulte de la disposition de l'article 2 que l'enfant né sur le territoire Ottoman de parents étrangers est étranger comme eux; que la présomption établie par l'article 9 entendu en ce sens est donc conforme aux principes généralement admis;

Que, de ce qui précède, il faut conclure que la nouvelle législation Ottomane sur la nationalité est, dans son ensemble et dans toutes ses parties, en harmonie avec les règles et les dispositions consacrées par la législation des nations civilisées; que, par conséquent, il est impossible d'y voir une atteinte quelconque aux principes du droit international;

Considérant, sur la seconde question, que les capitulations et les usages qui en sont le complément, en réglant les rapports entre la Porte Ottomane, la France et plusieurs Nations européennes, ont eu pour but d'assurer aux étrangers résidant sur le territoire Ottoman ou qui s'y trouvent temporairement une protection efficace contre la perception de certains impôts et contre des mesures qui pourraient porter atteinte à leur liberté personnelle ou à leurs intérêts pécuniaires; que notamment ils imposent des restrictions et des limites à la juridiction et à l'autorité des officiers publics et des tribunaux sur des faits accomplis dans l'étendue du territoire Ottoman, soit en matière civile, soit en matière criminelle;

Que, pour qu'il résultât de la loi nouvelle une atteinte aux droits et priviléges conférés par les capitulations et les usages, il faudrait ou que cette loi, en reconnaissant la qualité d'étranger à certains individus, leur enlevât, en tout ou en partie, les priviléges qui leur sont actuellement attribués, ou bien que, par une disposition rétroactive, elle retirât la qualité d'étrangers à ceux qui l'auraient régulièrement obtenue en vertu de la législation antérieure;

Qu'on devrait également considérer comme une atteinte indirecte aux capitulations toute disposition qui aurait pour effet d'imposer à certaines catégories d'étrangers la nationalité Ottomane contrairement à leur volonté;

Considérant qu'aucune disposition de ce genre ne se trouve dans la loi du 19 janvier 1869;

Que d'abord elle ne modifie sur aucun point les droits et les priviléges que les capitulations confèrent aux étrangers;

Qu'en second lieu, aucune expression employée dans la rédaction ne peut avoir pour effet de donner à ses dispositions un effet rétroactif; que, d'ailleurs, le Gouvernement Ottoman a solennellement déclaré dans plusieurs actes, notamment dans la circulaire du 26 mars 1869, explicative de la loi du 19 janvier, que cette loi ne devait s'appliquer qu'à l'avenir et ne pourrait modifier en aucune manière les qualités et les droits antérieurement acquis;

Qu'enfin la nationalité Ottomane n'est imposée par la loi nouvelle à aucun étranger contrairement à sa volonté; que les articles 2, 3, 4 et 7 ne la font résulter que de déclarations expresses faites spontanément par les parties intéressées; que l'article 8 n'admet même pas que la volonté du père puisse imposer à ses enfants la nationalité qu'il a lui-même obtenue;

Qu'ainsi les capitulations et les usages conserveront, après la publication de la loi du 19 janvier 1869, toute l'autorité qu'ils avaient précédemment;

Est d'avis :

Que la loi du 19 janvier 1869 n'a rien de contraire au droit international en général, et qu'elle ne porte aucune atteinte aux droits et priviléges reconnus par les capitulations et consacrés par les usages.

N° 24.

Le marquis de La Valette à M. Bourée à Constantinople.

Paris, le 27 mai 1869

Monsieur, vos dernières dépêches présentent sous un jour favorable les rapports qui se sont établis entre le Gouvernement Ottoman et le nouveau Ministre de Grèce à Constantinople. Nous nous en sommes félicités dans l'espoir que la question de nationalité soulevée par la rupture des relations pourrait être traitée directement entre les deux Cabinets sans l'interposition des grandes Cours. Nous verrions avec satisfaction qu'il en fût ainsi. Rien ne peut en effet contribuer davantage à l'affermissement de la paix en Orient que la bonne intelligence des deux Gouvernements réglant eux-mêmes les intérêts spéciaux qui les divisent, et nous serions les premiers à nous réjouir s'ils parvenaient à se passer du concours des autres Puissances pour aplanir leur différend actuel. Nous nous plaisons à croire que, dans cette affaire, nous pourrons nous borner à de simples bons offices ou même à des conseils amicaux et bienveillants donnés aux deux parties.

Les Agents grecs à Londres et à Paris ont été chargés de sonder à cet égard nos dispositions, et les sentiments qu'ils m'ont manifestés témoignent d'un progrès certain dans les voies de la modération. Le Cabinet d'Athènes demande que les effets de la nouvelle loi turque sur la nationalité soient subordonnés à la décision des autres Puissances; mais il s'en rapporte implicitement à la résolution qu'elles

auront prise. Nous applaudissons d'autant plus volontiers à la détermination du Cabinet d'Athènes sur ces deux points que nous n'aurions pas pu le suivre sur un autre terrain. Nous avons tout d'abord repoussé l'idée suggérée par M. Rangabé de prendre pour point de départ les protocoles de Londres de 1830 dont la mise en cause tendait à provoquer l'intervention officielle des Puissances garantes; nous n'avions pas moins de répugnance à participer à une intervention officielle à propos de la loi ottomane sur la nationalité, qui nous paraissait dès lors et qui depuis a été déclarée par notre Comité du contentieux parfaitement conforme aux principes généraux du droit ainsi qu'aux priviléges résultant pour nous des capitulations.

Cette question, aussi bien que celle des protocoles, se trouve donc aujourd'hui en dehors du débat, et les points sur lesquels le Cabinet grec insiste sont au nombre de trois. Il demande le règlement de la question de nationalité d'après ce qui se pratique en Turquie à l'égard des autres Gouvernements, ou au moins la vérification de la nationalité d'après les principes consignés dans l'arrangement de 1863 entre la Russie et la Porte. Il réclame la jouissance provisoire des droits de la nationalité hellénique pour tous ceux qui l'ont obtenue, jusqu'à l'examen de leurs titres, ainsi que la révocation de toutes les mesures prises et de tous les changements de nationalité qui ont eu lieu pendant la rupture des relations.

J'ai déjà eu l'occasion de vous faire connaître ma pensée en termes généraux dès le lendemain de la clôture de la conférence. J'ai dit que nous établissions une distinction entre les Hellènes véritablement nationalisés Grecs qui avaient accepté la nationalité ottomane pour échapper aux mesures d'expulsion et ceux qui n'avaient fait dans ces mêmes circonstances que renoncer à des titres sans valeur pour redevenir ce qu'en droit ils n'avaient pas cessé d'être, c'est-à-dire des sujets Ottomans. Dans le premier cas, nous reconnaissions la légitimité des vœux de la Grèce et nous étions prêts à l'aider de notre influence; mais nous ne pouvions lui prêter le même appui dans le second cas, et je ne vois aucun motif de modifier le langage que j'ai tenu alors.

Agréez, etc.

Signé : LA VALETTE.

N° 25.

Le baron Baude au marquis de Moustier.

(*Extrait.*)

Athènes, le 10 juin 1869.

Monsieur le Marquis, j'ai reçu les dépêches que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser, relativement à la question de la nationalité en Turquie, et j'ai lu avec beaucoup d'intérêt l'avis du Comité du contentieux sur la loi ottomane du 19 janvier 1869. J'ai donné connaissance de ses conclusions à M. Th. Delyanni; il n'y a fait aucune objection: mais il a constaté que nos jurisconsultes avaient soigneusement pris acte des déclarations du Gouvernement Ottoman portant que cette loi ne devait s'appliquer qu'à l'avenir et ne pouvait modifier, en aucune manière, les qualités et les droits antérieurement acquis. Dans l'état actuel des choses, il semble que la question peut être limitée à une loyale vérification des titres de nationalité antérieurs à la loi du 19 janvier 1869, et la Porte se montre prête à y procéder, d'accord avec les autorités helléniques.

Veuillez agréer, etc.

Signé : BAUDE.

2° LES CAPITULATIONS EN ÉGYPTE.

N° 26.

**Rapport présenté par Nubar-Pacha à Son Altesse le Khédive,
sur la réforme judiciaire en Égypte.**

(*Communiqué, en août 1867, au marquis de Moustier,
Ministre des affaires étrangères.*)

La juridiction qui régit les Européens en Égypte, qui détermine leurs relations avec le Gouvernement, ainsi qu'avec les habitants du pays, n'a plus pour base les capitulations. De ces capitulations il n'existe plus que le nom; elles ont été remplacées par une législation coutumière, arbitraire, résultat du caractère de chaque chef d'Agence, législation basée sur des antécédents plus ou moins abusifs, que la force des choses, la pression d'un côté, le désir de faciliter l'établissement des étrangers de l'autre, ont introduite en Égypte, et qui laisse actuellement le Gouvernement sans force et la population sans justice régulière dans ses rapports avec les Européens.

Cet état de choses ne profite à personne, pas plus aux intérêts généraux des Puissances qu'à la population honnête du pays, indigène ou étrangère; il s'exerce au détriment de l'Égypte, au détriment du Gouvernement, à l'avantage de ceux qui se sont fait un métier de l'exploiter.

Le besoin d'une réforme se fait vivement sentir; la colonie européenne augmentant, les Agences étrangères elles-mêmes en comprennent la nécessité; elles la réclament. Le Gouvernement et les Consulats sont d'accord sur le principe de cette nécessité; le désaccord ne commence que lorsqu'on arrive aux moyens de mettre le principe en pratique: on ne veut tenir aucun compte des capitulations; les abus introduits sont présentés comme des lois et des principes dont on ne saurait s'écartez; en un mot, on demande le but, qui est la justice; mais comme on repousse les moyens, il en résulte que l'Égypte présente un État où l'indigène, soit demandeur, soit défendeur, ne pouvant trouver justice, est en définitive dépouillé, heureux encore s'il n'abandonne que sa maison à son locataire! Le Gouvernement se voit assailli de procès que les Consuls eux-mêmes ne peuvent s'empêcher souvent de qualifier de scandaleux. La population se défie de l'Européen; le Gouvernement, qui voit pourtant le progrès dans ce même Européen, est obligé, par peur d'en être la victime, de le tenir éloigné. Les exemples ne manquent pas; il serait long de les énumérer; il suffit seulement de savoir que le Gouvernement, dans l'espace de quatre ans, a payé pour 72 millions d'indemnités. Mais il faut aussi ajouter que, payées sous la pression consulaire, ces indemnités sont qualifiées et représentées par ceux-là mêmes qui ont exercé la pression comme des actes d'une générosité sans exemple de la part de Son Altesse. Si le mal encore se limitait là! Mais le Gouvernement, qui sent que le progrès ne peut lui venir que de l'Europe, qui aspire à l'introduction de cet élément civilisateur, qui veut lui confier ses grands travaux, base de son agriculture et de son commerce, qui veut appeler des capitaux en leur présentant un emploi rémunérateur, le Gouvernement, dis-je, est réduit à l'impuissance, et il se voit obligé d'abandonner le pays à lui-même. De tous les travaux confiés aux Européens, le bassin de radoub de Suez, seul, est terminé; tous les autres sont ou inachevés, ou non encore commencés, et, tels qu'ils sont, ont donné et donnent encore lieu à des indemnités.

La manière dont la justice s'exerce tend à démorraliser le pays; tous les efforts de Son Altesse seront brisés contre l'envahissement de cette démorphisation, et l'Arabe, forcé de voir l'Europe à travers l'Européen qui l'exploite, répugne au progrès de l'Occident et accuse le Vice-Roi et son Gouvernement de faiblesse et d'erreur. Depuis plus de quarante ans, l'Européen jouit du droit de propriété en Égypte; il

possède ses propriétés soi-disant sous la juridiction et la législation du pays; les Consuls, en théorie, sont d'accord sur ce principe; mais, dans la pratique, sous prétexte des capitulations qui couvrent, disent-ils, l'Européen, celui-ci, propriétaire de maisons, en exerçant un métier, n'acquitte point de taxes, et si, possesseur d'une ferme, il ne paye point les impôts, le Consul intervient alors, et son intervention aboutit presque toujours à un non-paiement.

Cet état de choses, contraire à l'esprit, contraire à la lettre même des capitulations, non-seulement empêche le pays de développer ses ressources, de fournir à l'industrie et à la richesse européenne tout ce qu'il est apte à fournir, mais encore il met obstacle à son organisation et le ruine aussi bien moralement que matériellement.

Votre Altesse a pensé que le seul remède à porter à cet état de choses, c'était l'organisation d'un bon système de justice qui présenterait à l'Europe toutes les garanties qu'elle est en droit de demander.

Votre Altesse a pensé que l'élément étranger doit entrer dans l'organisation de nos tribunaux. En effet, cet élément, peu nombreux au Caire, balance à Alexandrie l'élément indigène; nombre d'Européens sont fixés dans les provinces; tous sont négociants ou industriels; leurs relations avec la population sont conséquemment de tous les jours, de toutes les heures, pour ainsi dire. On doit donc tenir compte de cet élément dans l'organisation des tribunaux et, dans le principe, lui donner des garanties même superflues, afin de lui inspirer de la confiance et dans les hommes et dans le Gouvernement.

Le principe est la séparation complète de la justice d'avec l'administration. La justice doit émaner du Gouvernement, mais non en dépendre; elle ne doit pas plus dépendre du Gouvernement que des Consulats. Pour pouvoir atteindre le but que se propose Votre Altesse, il faut que les Puissances soient persuadées de ce fait: « La justice émane du Gouvernement, elle ne dépend pas de lui. » Le moyen d'inspirer cette conviction, c'est de posséder un corps de magistrature. Il ne suffit pas, en effet, de l'équité naturelle inhérente à une nature honnête pour constituer un bon magistrat; la connaissance de la loi lui est indispensable; c'est une étude à faire, c'est toute une éducation. Nos magistrats actuels ont une connaissance parfaite de la loi civile et religieuse, qui suffisait lorsqu'ils n'avaient qu'à rendre une justice uniforme à une population uniforme dans ses moeurs et dans ses besoins.

Mais à de nouvelles nécessités il faut de nouvelles lois, et les Européens, en s'établissant dans le pays, ont amené avec eux des usages nouveaux, des relations nouvelles. Un système mixte a commencé à s'introduire dans nos lois et dans nos codes. Il faut conséquemment des hommes nouveaux pour appliquer ce nouveau système. Il faut

que l'Égypte, pour l'administration de la justice, fasse ce qu'elle a déjà fait d'une manière si efficace pour son armée, ses chemins de fer, ses ingénieurs des ponts et chaussées, ses services de santé et d'hygiène. L'élément compétent, l'élément étranger, a été introduit ; cet élément a servi à former l'élément indigène. Ce qui a été fait dans l'ordre matériel doit être fait dans l'ordre moral, c'est-à-dire l'organisation de la justice.

La nécessité de ce système mixte s'est fait si vivement sentir que, depuis nombre d'années, les Ambassades en ont demandé l'introduction à Constantinople. Constantinople a institué un tribunal mixte de commerce où tous les procès commerciaux entre indigènes et Européens, soit demandeurs, soit défendeurs, sont également jugés.

Il s'agit d'étendre ce système et de l'appliquer au civil et au criminel. Le tribunal de commerce siégeant à Alexandrie et au Caire n'est pas, à proprement parler, un tribunal ; il diffère de celui de Constantinople : c'est plutôt un jury ; mais, pour les questions commerciales, la base de l'institution, telle qu'elle est, est bonne et mérite d'être conservée ; il faut seulement l'améliorer. Ce jury ou tribunal, institué d'abord pour connaître des litiges commerciaux survenant entre étrangers et indigènes, indifféremment demandeurs ou défendeurs, se trouve être actuellement abandonné. Les Consuls réclament la connaissance des causes dans lesquelles leurs nationaux comparaissent comme défendeurs, et le tribunal se voit récusé souvent par eux-mêmes dans le cas où le défendeur est indigène. Ils se basent, pour le récuser, sur le manque de compétence des membres qui le composent. Je ne veux pas discuter, Monseigneur, l'Accusation portée contre ce tribunal ; je ne la crois pas fondée. Il me suffit seulement du mot que Votre Altesse a prononcé : « Donnons des garanties mêmes superflues. »

J'ai l'honneur de proposer à Votre Altesse la conservation des deux tribunaux mixtes de commerce établis au Caire et à Alexandrie ; seulement, au lieu de les composer de trois membres choisis par les Consuls parmi les négociants de la colonie européenne et de trois membres indigènes, que le Gouvernement appelle à siéger à tour de rôle, je proposerais à Monseigneur de le composer de quatre membres seulement, deux que les consuls choisirraient parmi les négociants présentant le plus de garanties et pris parmi les plus notables, deux autres que le Gouvernement choisirait parmi les indigènes que leurs relations rapprochent le plus des Européens. De même que cela se pratique actuellement, ces membres siégeraient à tour de rôle. Je proposerais à Votre Altesse de laisser la présidence à un Égyptien, mais de déléguer la vice-présidence à un magistrat choisi en Europe, et, pour avoir des garanties au sujet de son caractère, il serait bon de

s'adresser au Ministère de la justice. Ce magistrat serait permanent.

Au-dessus de ces deux tribunaux, il serait nécessaire d'avoir un tribunal d'appel siégeant à Alexandrie. Celui-ci serait composé de trois membres égyptiens que Votre Altesse pourrait choisir parmi nos jeunes gens qui ont fait leurs études de droit en France et de trois autres membres, magistrats compétents, que Votre Altesse ferait venir d'Europe, en s'adressant pour le choix à leurs Gouvernements. Ce tribunal fonctionnerait sous la présidence d'un Égyptien.

A côté des deux tribunaux de commerce, il faudrait deux tribunaux jugeant au civil. On pourrait les composer de deux membres compétents engagés au dehors et de deux membres égyptiens, toujours sous la présidence d'un sujet égyptien.

Le tribunal d'appel siégeant à Alexandrie aurait aussi dans ses attributions la révision des jugements rendus par les tribunaux civils.

Quant aux contestations provenant de questions terriennes et de propriété, les Européens ont toujours été soumis à nos tribunaux. Ces tribunaux fonctionnent bien; les membres qui les composent connaissent la matière à fond; l'élément étranger ne serait plus compétent dans l'espèce. Je propose donc à Votre Altesse de les laisser tels qu'ils sont.

La question de l'inamovibilité des magistrats a attiré l'attention de Votre Altesse. Votre Altesse, après mûre considération, a pensé, et cela avec raison, que l'inamovibilité peut présenter de graves inconvénients pour un état de choses qui commence. Elle croit qu'un engagement de cinq années pour les magistrats est suffisant et donnera aux justiciables toutes les garanties, ainsi qu'au Gouvernement de Son Altesse et aux puissances le temps de juger du mérite de l'institution.

Quant aux questions criminelles, elles ne sont pas aussi simples que les questions civiles et commerciales. Elles peuvent être pourtant résolues si on se rapporte à l'esprit aussi bien qu'à la lettre des capitulations, et même à ce qui se pratiquait sous Mchemet-Ali.

En effet, comment les affaires se passaient-elles du temps du grand Vice-Roi? Quand un crime ou un délit était commis par un étranger, c'était le gouverneur de la citadelle du Caire qui en connaissait, qui faisait l'enquête, rendait le jugement et envoyait le jugement et le délinquant à son Consul, afin que la sentence fût exécutée. Le nombre des Européens étant à cette époque très-limité, les crimes et les délits très-rares, la surveillance des Consuls sur leurs nationaux était plus facile et plus efficace. Je ne me rappelle pas qu'il se soit présenté des cas d'impunité, ou tout au moins, s'il a pu y avoir quelque tolérance, qu'elle ait donné lieu à des réclamations

ou produit des inconvenients sérieux. Ces sortes d'affaires se passaient pour ainsi dire en famille, tout le monde étant intéressé au maintien du bon ordre et ayant la volonté et le pouvoir de le maintenir. Je dois faire remarquer pourtant à Votre Altesse que cette manière de procéder n'est pas complètement conforme aux capitulations, qui ne soustraient en aucune façon les étrangers à la juridiction du pays et se bornent à leur accorder, en matière criminelle, le privilége d'être jugés, assistés de leurs drogmans ou interprètes, par le tribunal suprême, la peine devant toujours être appliquée.

Depuis Mehemet-Ali, le nombre des Européens croissant, et, par suite, le nombre des délits augmentant en proportion, le Gouvernement, en présence de la non-application, par les Consuls, des sentences qu'il portait, et pour obvier autant que possible aux inconvenients qui se faisaient déjà sentir, crut pouvoir arriver à son but, l'application de la peine, en s'adjoignant dans l'enquête et dans le jugement, soit le Consul, soit l'interprète. Mais ce mode de procéder, qui présenta à l'origine des résultats satisfaisants (les choses se passant, comme je l'ai dit, en famille), dégénéra à son tour. Vers 1848, les Consuls, sous la pression de leurs nationaux devenus arbitres à la place de la loi, se trouvèrent impuissants, érigèrent leur impuissance en principe et furent amenés peu à peu par la force des choses à pretendre faire l'enquête eux-mêmes en dehors du Gouvernement, ou tout au plus en s'adjoignant un fonctionnaire de la police indigène, sous prétexte que la peine devant être appliquée et exécutée dans leur propre pays, l'enquête ne pourrait être valable que faite conformément à leurs propres lois.

Tel est actuellement l'état des choses, non-seulement pour les crimes, mais pour les délits et les simples contraventions. La justice se trouve ainsi complètement abandonnée, non aux institutions, mais à l'arbitre des individus. La position du Gouvernement n'est plus tenable, lorsqu'on pense que sa police est impuissante à réprimer les plus légères infractions, jusqu'à ne pouvoir faire exécuter les règlements de voirie ou ceux qui concernent le stationnement des voitures publiques. Car si tel Consul est disposé, sur la demande de la police, à rappeler à l'ordre un cocher qui se refuse à stationner, tel autre traite l'affaire d'indifférente, quelquefois par cela seul que son collègue le trouve raisonnable.

Donc, Monseigneur, le but que le Gouvernement de Votre Altesse poursuit actuellement n'est pas de porter atteinte aux capitulations, mais bien au contraire de rentrer dans leur lettre et dans leur esprit, en demandant aux Gouvernements l'abandon des abus et de l'arbitraire personnel. Quel est, en effet, l'esprit des capitulations? La protection de l'étranger, mais non son impunité. Quelle est leur lettre?

Son jugement par les tribunaux du pays, avec la garantie du tribunal suprême et l'assistance de son drogman.

On fait à Votre Altesse la même objection que pour les tribunaux civils, objection fondée sur l'absence des lois et de magistrats présentant des garanties suffisantes. Mais Votre Altesse, dans son désir de régulariser ses relations avec les Puissances, mettant de côté ce qu'elle pourrait réclamer comme un droit naturel et résultant des capitulations mêmes, le droit imprescriptible de tout Gouvernement d'appliquer les lois de police et de sûreté à tous ceux qui habitent son territoire, a bien voulu appliquer au criminel l'idée qu'elle a eue au civil, c'est-à-dire instituer des tribunaux mixtes correctionnels.

Les capitulations protègent d'une manière inviolable le domicile et la personne de l'étranger. Il n'est pas question de porter atteinte à ce principe. Votre Altesse veut même le fortifier; elle veut entourer l'Européen accusé de crime de plus de garanties que ne lui en accordent les capitulations; au lieu d'un dogman, témoin muet, elle lui donne des juges pris en Europe et un jury mi-partie d'indigènes et d'Européens; si on demande plus de garanties, Votre Altesse les accordera. Le but de Votre Altesse est la protection du citoyen honnête, que l'impunité dont jouissent les coupables met de plus en plus en danger. Les cas d'infractions moins graves, ceux que la loi française nomme délits ou contraventions, seront soumis aux mêmes tribunaux mixtes. Dans tous les cas, l'appel se fera au tribunal supérieur établi à Alexandrie. Cette faculté d'appel présente toutes les garanties désirables. Les peines seraient appliquées en Égypte; seulement, en cas de prison, l'emprisonnement se ferait dans les consulats respectifs, si le Consul l'exigeait.

Avec l'organisation des tribunaux, il y aurait lieu de se préoccuper de la législation qu'ils doivent suivre et appliquer. La législation commerciale suivie actuellement en Égypte est celle de Constantinople, acceptée par les Puissances; c'est le Code de commerce français. Pour la partie civile, Votre Altesse a l'intention d'appeler une Commission de jurisconsultes étrangers, qui, réunis à nos légistes, conciliaient les dispositions du Code Napoléon avec celles de notre propre législation. Cette conciliation est déjà à moitié faite; le travail ne sera donc ni long ni difficile. Cette Commission serait chargée également de mettre nos lois pénales en harmonie avec celles du Code pénal français.

En résumé, ce que Votre Altesse demande, soit au civil, soit au criminel, c'est le retour aux capitulations, et non-seulement un retour pur et simple, mais au contraire un retour qui accorderait aux étrangers des garanties bien supérieures à celles que leur présentaient ces capitulations. En effet, d'après celles-ci, c'est un tribunal indi-

gène qui juge en présence du drogman, simple témoin, sans voix délibérative.

D'après la réforme projetée, Votre Altesse, à la place de ce témoin muet, donne aux étrangers la garantie d'un tribunal dans la composition duquel entre un élément européen et d'un Code révisé conformément aux lois européennes pénales et civiles.

L'organisation proposée par Votre Altesse, calquée sur l'organisation judiciaire de l'Algérie, offre, il me semble, par là même, toutes les garanties désirables.

Il paraît impossible à Votre Altesse que les Puissances se refusent à les admettre. Jusqu'ici elles ont cru au contraire saisir chaque occasion de venir à l'appui du développement matériel et moral en Égypte. Aujourd'hui, mises en présence de l'état réel du pays, en se refusant à l'établissement de la plus précieuse des garanties sociales, elles mettraient à néant non-seulement le progrès, mais l'existence même de l'Égypte.

Signé : NUBAR.

N° 27.

Rapport présenté au marquis de Monstier par la commission instituée à l'effet d'examiner les propositions faites par le Gouvernement égyptien, pour réformer l'administration de la justice en Égypte.

Monsieur le Ministre,

La Commission instituée au Ministère des Affaires étrangères pour rechercher les améliorations que peut réclamer l'état actuel des institutions judiciaires en Égypte a l'honneur de soumettre à Votre Excellence le résultat de ses travaux.

Du 8 novembre au 3 décembre la Commission a siégé quinze fois.

Elle a étudié les nombreux documents qui avaient été mis à sa disposition et parmi lesquels figurent entre autres :

1^o Un rapport de Nubar Pacha à S. A. le Vice-Roi d'Égypte sur la réforme judiciaire;

2^o Deux dépêches de l'Ambassade de France à Constantinople en date des 18 mars et 15 octobre 1867 sur les propositions de réforme du Gouvernement égyptien;

3^o Un rapport du Consulat général de France en Égypte, en date du 7 octobre, sur le même sujet;

4^o Trois rapports du Consulat de France au Caire en date des 10 septembre, 7 octobre, 7 novembre 1867;

5° Une lettre de M. Ferdinand de Lesseps à S. Exc. le Ministre des Affaires étrangères, datée du 6 novembre 1867;

6° Une lettre de l'agent et Consul général d'Italie, du 6 novembre 1867;

7° Une lettre de lord Stanley au colonel Stanton, agent et Consul général d'Angleterre en Égypte;

8° Deux lettres adressées le 28 novembre 1867 par S. Exc. Nubar Pacha à la Commission.

9° Enfin, plusieurs documents présentés par des résidents français en Égypte, notamment par MM. Dervieu, Jullien et Mannoury.

La Commission a tenu en outre à consulter les hommes qui, en raison de leur long séjour en Orient, des fonctions qu'ils y ont remplies ou des grands intérêts qu'ils y dirigent, pouvaient contribuer à éclairer ses délibérations. C'est ainsi qu'elle a successivement entendu : M. Ferdinand de Lesseps; M. Tastu, Ministre plénipotentiaire, ancien Consul général de France à Alexandrie ; M. le baron d'Avril, agent et Consul général de France à Bucharest; M. le Baron Saillard, Secrétaire d'ambassade de première classe; M. de Sainte-Foix, ancien consul de France au Caire; M. Mannoury, Avocat à Alexandrie; M. Monchicourt, Assesseur au tribunal consulaire de France dans la même ville; M. Scheffer, Secrétaire interprète de l'Empereur; M. Grette, Administrateur des Messageries impériales.

Son Exc. Nubar Pacha, Ministre du Vice-Roi, a été invité en outre, par la Commission, à lui donner de vive voix toutes les explications qui pouvaient justifier les demandes du gouvernement égyptien.

Après avoir pris connaissance de tous les documents contenus dans le dossier qui lui a été soumis, consulté le texte des traités et des actes officiels et recueilli dans l'enquête qu'elle avait ouverte tous les renseignements qui pouvaient l'éclairer, la Commission a procédé avec le plus grand soin à l'examen des propositions égyptiennes. Elle l'a fait sous l'empire d'une vive et juste sollicitude pour les intérêts de nos nationaux et du commerce européen auxquels sont intimement liés les intérêts et l'avenir de l'Égypte, mais en même temps avec cet esprit de justice et de bienveillante équité qui a toujours présidé aux relations de la France avec le Levant et sans oublier, comme nous l'a rappelé Votre Excellence, « que notre rôle en Orient a toujours été d'encourager toutes les mesures de progrès. »

Mais avant de faire connaître le résultat auquel elle est arrivée et de formuler son avis sur les propositions faites au nom du Vice-Roi par son Ministre, la Commission a pensé qu'il était nécessaire de présenter l'exposé de la situation actuelle des Français au Levant sous le rapport des juridictions.

Cet exposé, qui comporte certains développements, doit comprendre successivement :

1^o Le système des juridictions en matière civile et commerciale, lorsqu'il s'agit :

De contestations entre Français ;

De contestations entre Français et Européens appartenant à une autre nationalité ;

De contestations entre Français et indigènes ;

2^o Les juridictions en matière criminelle ;

3^o Les exécutions ;

4^o La législation.

§ 1^{er}. Juridiction en matière civile et commerciale lorsqu'il s'agit de contestations entre Français.

Lorsque des Français établis dans les Échelles ont entre eux une contestation, la règle à suivre est posée d'une manière formelle dans les capitulations et dans nos lois.

Les tribunaux consulaires français sont seuls compétents, à l'exclusion de tous tribunaux locaux et des autorités administratives ou judiciaires du pays.

Le principe en lui-même de la compétence consulaire en pareil cas n'est pas contraire au droit des gens et au respect du à la souveraineté territoriale, en tant que son application est restreinte dans de certaines limites et que l'autorité des Consuls ne se manifeste pas par une juridiction coercitive. Aussi le voyons-nous reconnu dans plusieurs traités¹.

Mais si le principe est consacré dans des limites restreintes par des conventions conclues entre les Nations chrétiennes, au contraire, dans les pays hors de la chrétienté, il est posé dans les termes les plus absolus.

L'article 3 des capitulations françaises de 1535 est ainsi conçu :

« Non que les cadis ou autres officiers du Grand Seigneur puissent juger aucun différend desdits marchands et sujets du roi (de France), encore que lesdits le requiessent et si d'aventure lesdits cadis jugeassent que leur sentence soit de nul effet. »

Art. 12 du traité de 1569 : « Si lesdits Français ont débats ou différends l'un avec l'autre, leurs ambassadeurs et consuls, selon leur conscience, décideront lesdits différends sans que nul n'ait à les empêcher. »

1. Parmi ces traités on peut citer ceux du 11 janvier 1847, art. 7, entre la France et la Russie; de 1782, entre la Russie et le Danemark; de novembre 1788, art. 12, entre la France et les États-Unis; de 1665 et 1667, entre l'Espagne et la Grande-Bretagne; de 1828, entre les États-Unis et la Prusse; de 1816, entre les États-Unis et la Suède dans le même sens notre ordonnance du 4 janvier 1713.

Cet article est textuellement reproduit sous le n° 17 du traité de 1581.

Les articles 35 du traité de 1604 et 37 du traité de 1673 sont ainsi conçus :

« S'il naît quelque contestation et quelque différend entre deux « Français, que l'ambassadeur ou consul ait à le terminer, sans que « nos juges et officiers les en empêchent et en prennent aucune con- « naissance. »

Art. 26 du traité de 1740 : « et s'il arrive quelque contesta- « tion entre les Français, les ambassadeurs et les consuls en prendront « connaissance et en décideront sans que personne puisse s'y opposer. »

Des stipulations pareilles se retrouvent dans les traités entre la Porte et les autres Puissances¹.

Tous ces traités sont applicables à l'Égypte; c'est là une observation que nous ne reproduirons pas dans le cours de cet Exposé et qui se fonde sur ce fait que la Porte stipulait pour les pays placés sous sa domination, et surtout pour les provinces de l'Empire Ottoman.

Dans le Firman d'investiture envoyé par le Sultan à Mehemet-Ali, à la date du 1^{er} juin 1841, il est dit: « Je vous accorde par les pré- « sentes le gouvernement de l'Égypte..... aux conditions suivantes : « Tous les traités existants ou à intervenir entre la Sublime « Porte et les Puissances amies recevront également leur exécution « sous tous les rapports dans la province d'Égypte.... »

Mehemet-Ali répondait le 25 juin 1841 au Grand-Visir: « ... Les « dispositions de tous les traités conclus ou à conclure avec les Puis- « sances amies seront complètement exécutées en Égypte..... »

Les Firmans postérieurs n'ont pas détruit cette situation en ce qui concerne les capitulations, que le Gouvernement Égyptien accepte complètement, puisque dans sa Note il se prévaut lui-même de ces stipulations et se plaint de ce qu'elles ne seraient pas assez rigoureusement observées.

Les concessions que la Porte faisait ainsi aux étrangers au point de vue des juridictions, elle les faisait même à ses propres sujets appartenant aux diverses communautés chrétiennes ou à la nation juive; ce qui prouve combien la nécessité de pareilles dispositions était dans la force des choses et indiquée par les situations elles-mêmes. On les retrouve dans les actes les plus solennels et les plus récents,

1. Traité avec l'Autriche, 27 juillet 1718, art. 5; Belgique, 3 août 1838, art. 8; Danemark, 14 octobre 1756, art. 10; Deux-Siciles, 7 avril 1740, art. 5; Espagne, 14 septembre 1782, art. 5; États-Unis, 7 mai 1830, art. 4; Grande-Bretagne, septembre 1675, art. 15, 24 et 54; Pays-Bas, juillet 1612, art. 28; Prusse, 22 mars 1761, art. 5; Russie, 10 juin 1763, art. 63; Sardaigne, 25 octobre 1823, art. 8; Suède, 10 janvier 1737, art. 6; Toscane, 12 février 1833, art. 6; Venise, 21 juillet 1718, art. 18.

entre autres dans le Hatti-Cherif de 1856 et dans les projets d'organisation de juin 1867.

Les stipulations des traités entre la France et la Porte ont servi de base à divers actes de la législation française, et notamment, en matière civile, aux édits de 1720, du 4 février 1727, de mars 1781, et surtout dans celui de juin 1778, qui détermine la procédure à suivre devant les tribunaux consulaires statuant sur les contestations entre Français dans le ressort des Consulats. L'article 2 de cet édit fait très-expresses inhibitions et défenses à tout Français en pays étranger d'y traduire, pour quelque cause que ce puisse être, un autre Français devant les juges ou autres officiers des puissances étrangères, à peine de 1500 livres d'amende¹.

A l'étranger, des législations spéciales ont été également promulguées dans divers États pour mettre en pratique l'attribution de juridiction donnée aux Consuls sur leurs nationaux².

Les mêmes situations ont amené les mêmes stipulations dans les traités conclus par la France avec la Perse, Siam, la Chine, le Japon et l'Imamat de Mascate³.

La pratique est aussi constante que les textes sont formels. Dans aucune Échelle du Levant ou de Barbarie on n'a contesté aux Consuls le droit de connaître des différends qui naissaient entre leurs nationaux, et une jurisprudence persistante de la Cour d'Aix, dont il nous paraît inutile de rapporter ici les monuments, a reconnu aux tribunaux consulaires la juridiction la plus étendue dans les matières commerciales, comme dans les matières civiles, sans en excepter les questions d'état⁴.

Nous devons indiquer que les attributions des Consulats pour le jugement des différends qui naissent entre leurs nationaux ne sont pas directement attaquées aujourd'hui par le Gouvernement Égyptien, et nous sommes heureux de signaler à Votre Excellence que les documents produits et l'enquête constatent d'une manière unanime que la justice consulaire française est rendue en Égypte avec célérité, impartialité, avec une parfaite connaissance et une juste application des lois.

1. La défense faite aux Français au Levant de traduire leurs nationaux devant des juges ou officiers des Puissances étrangères est encore en vigueur. La Cour d'Aix, statuant sur appel d'une sentence consulaire, par son arrêt du 7 septembre 1844, a condamné à 1500 livres d'amende le nommé Artus pour avoir cité un autre Français devant les autorités ottomanes de Kutaï. L'instruction générale du 8 août 1814 recommande aux Consuls de veiller à ce qu'il n'y soit pas contrevenu.

2. Entre autres : loi sarde de 1858; loi belge de 1851; les *Orders in Council* de la Grande-Bretagne des 23 janvier 1863 et 30 novembre 1864.

3. Traité de 1844 avec la Perse; du 24 septembre 1844 avec la Chine; du 17 novembre 1844 avec l'Imam de Mascate; du 15 août 1856 avec Siam; du 9 octobre 1857 avec le Japon; du 17 juin 1858 avec la Chine.

4. Sur ce dernier point seulement : Aix, 17 avril 1832, 19 octobre 1846, 20 mars et 17 juin 1862.

L'appel, au surplus, pour les causes qui présentent de l'importance est porté devant les tribunaux de la métropole, et la justice ordinaire du pays donne satisfaction aux susceptibilités même les plus exagérées des plaideurs. La distance où sont les tribunaux de France pouvait bien, autrefois, gêner les justiciables dans l'exercice de leur recours, mais la rapidité et la régularité des communications a fait disparaître en grande partie cet inconvénient.

Quelques modifications ont été apportées à la composition de certains tribunaux consulaires français, à la suite des travaux d'une Commission spéciale; mais elles n'ont que des rapports éloignés avec les questions qui doivent nous occuper et ne pouvaient faire l'objet de notre appréciation. Ces modifications, au surplus, ont été restreintes dans de sages limites, de manière à éviter les conflits que les changements plus radicaux introduits par le Gouvernement Britannique avaient fait naître à Constantinople entre la Cour consulaire et l'Ambassade, ainsi qu'entre le Gouvernement Anglais et la Porte elle-même.

Pour nous résumer sur le premier point : Dans les différends entre Français, compétence exclusive des Consulats d'après les traités, d'après les lois françaises, d'après les usages et la pratique; unanimité dans les documents et dans l'enquête pour approuver cet état de choses que tout le monde accepte, dont on réclame vivement le maintien et dont la modification, en l'état, n'est pas même demandée par la Note égyptienne.

§ 2. Contestations entre Européens de nationalités différentes.

Les capitulations définissent d'une manière très-nette, par rapport à la justice du pays, la situation des Européens de nationalités différentes qui ont des démêlés entre eux.

L'article 52 du traité de 1740 est ainsi conçu : « S'il arrive que les Consuls et les négociants français aient quelques contestations avec les Consuls et les négociants d'une autre nation chrétienne, il leur sera permis, du consentement et à la réquisition des parties, de se pourvoir par-devant leurs Ambassadeurs qui résident à ma Sublime Porte ; et tant que le demandeur et le défendeur ne consentiront pas à porter ces sortes de procès par-devant les pachas, cadis, officiers ou douaniers, ceux-ci ne pourront pas y forcer, ni prétendre en prendre connaissance^{1.} »

Des stipulations de même nature se trouvent dans les capitulations

1. Ce cas ne pouvait être prévu par les premières capitulations. Dans les temps les plus anciens, les Européens ne peuvent pénétrer dans l'Empire Ottoman que sous la bannière de France. (Acte additionnel, en date du 20 avril 1607, aux lettres patentes du 20 mai 1604.) Les étrangers, vis-à-vis de la Porte, étaient tous des Français ou protégés de France.

réglant les rapports de la Porte avec les autres Puissances européennes. L'article 58 du traité avec la Russie, du 10-21 juin 1783, est ainsi conçu : « Les Consuls et commerçants russes, se trouvant en litige avec des Consuls et négociants d'une autre nation chrétienne, peuvent justifier auprès du Ministre russe accrédité à la Porte, si les deux parties litigieuses y consentent. Et si elles ne veulent point que leur procès soit informé par les pachas, les cadis, les officiers et par les inspecteurs des douanes de la Porte, alors ceux-ci ne pourront pas les y obliger, ni s'ingérer aucunement dans leurs affaires, sans le consentement de toutes les parties en litige. »

L'exclusion de la justice du pays, sauf le cas où toutes les parties en cause l'accepteraient, est donc formellement prononcée par les capitulations, et le jugement des contestations est réservé aux ambassadeurs résidant à la Sublime Porte.

Sur l'exclusion de la justice turque il ne pouvait se présenter de difficultés, et dans la pratique on ne nous a pas signalé, pour l'Égypte, de cas où les parties aient usé de la faculté qu'on leur réservait d'y recourir d'un commun accord.

Mais l'exécution de la réserve stipulée au profit de l'autorité européenne devait se traduire sous des formes diverses dans les différentes Échelles, les ambassadeurs ne pouvant exercer directement et personnellement le droit de justice qui leur était réservé.

De là divers usages.

A Constantinople on commence par créer des tribunaux mixtes, composés exclusivement d'Européens, désignés par les ambassadeurs en dehors de toute action de l'autorité locale.

Puis, en 1820, les Légations, par une convention verbale, substituent aux tribunaux mixtes des Commissions judiciaires mixtes.

Ces Commissions, créées pour chaque affaire, en prenant pour base la maxime du droit romain admise par la législation de toutes les Puissances chrétiennes, *actor sequitur forum rei*, étaient composées de trois membres, l'un d'eux désigné par la légation du demandeur, les deux autres par la légation du défendeur.

Elles prononçaient, en premier ressort et à la pluralité des voix, sur les actions civiles et commerciales portées devant elles; leurs sentences étaient homologuées par le tribunal de la légation du défendeur, qui était chargé de pourvoir à leur exécution.

L'appel formé, soit par le demandeur, soit par le défendeur primifis, devait être porté devant le tribunal compétent pour connaître en dernier ressort des sentences rendues par les juges consulaires de l'appelant.

Ces Commissions, directement constituées par ceux auxquels les capitulations laissaient le règlement des difficultés qui leur étaient

déférées, ont fonctionné pendant de longues années. La législation anglaise règle même les formalités à remplir par les Anglais appelés devant elles¹. Un arrêt de la Cour d'Aix, du 28 novembre 1864, réformant une décision du tribunal de l'ambassade de France à Constantinople, a contesté, il est vrai, leur légalité, tout en reconnaissant « que cette pratique était sage en elle-même, basée sur l'intérêt des justiciables et généralement acceptée. »

En Égypte la règle *actor sequitur forum rei* avait été également acceptée, mais elle avait été plus largement et plus directement suivie dans les contestations entre Européens de nationalités différentes. Tout demandeur devait porter, en pareil cas, la connaissance du litige au tribunal consulaire du défendeur.

Cette pratique, fondée sur une règle de droit généralement admise, devait s'établir d'autant plus sûrement que, grâce à son application, le juge ne fuyait pas devant le demandeur, le défendeur ne pouvant décliner la compétence de son propre tribunal. D'un autre côté, les plaigneurs n'engagent pas des procès seulement pour faire reconnaître leurs droits, mais encore pour avoir une sanction de cette reconnaissance, pour obtenir un titre exécutoire avec lequel ils puissent vaincre la mauvaise foi ou le mauvais vouloir de leurs adversaires. Or le demandeur qui obtenait du tribunal du défendeur une condamnation contre celui-ci obtenait en même temps le droit et la possibilité de poursuivre l'exécution de cette sentence et pouvait compter, pour assurer cette exécution, sur l'autorité dont elle émanait. Aussi cette règle, invariablement suivie en Égypte, a-t-elle trouvé de nombreuses applications dans les autres Échelles².

Cette pratique présente dans certains cas des inconvénients sérieux.

Les contractants, au moment où ils traitent, ne peuvent prévoir à quelle juridiction ils seront soumis, et la qualité de demandeur au lieu de la qualité de défendeur que les circonstances leur imposent

1. *Order in Council*, du 23 janvier 1863, art. 218 à 237.

2. Cette application se justifie par de nombreux arrêts de la Cour d'Aix rendus dans des affaires où le Français avait été cité devant le tribunal consulaire français par l'étranger demandeur. Parmi ces arrêts on peut citer les suivants : 28 décembre 1858 et 23 novembre 1859, Florio, Autrichien, contre Tourniaire, sur appel de Constantinople ; 16 mai 1859, Petit, Prussien, contre Barbazou, appel du Caire ; 24 mai 1859, Volheim, Prussien, contre Picciotto, appel de Beyrouth ; 9 juillet 1859, Aperghi, Napolitain, contre Belhone, appel de Constantinople ; 24 mai 1860, Popolani, Anglais, contre de Bourville, appel du Caire ; 3 décembre 1863, Martota, Italien, contre Brenner, appel de Galatz ; 11 mai 1864, Kiriacopulo, Grec, contre Zizinia, consul belge, Français, appel d'Alexandrie, etc., etc. On a quelquefois cité un arrêt d'Aix du 28 juillet 1855, Tedeschi, Français, contre Kohn, Prussien, comme ayant jugé que les tribunaux consulaires français ne pouvaient connaître des contestations portées devant eux par des étrangers, contre des Français ; la citation est inexacte, c'est l'inverse qui est jugé par l'arrêt ; il décide que Tedeschi, protégé français, n'a pu citer devant le tribunal français Kohn, protégé prussien.

les conduit parfois devant un tribunal où les règles de procéder et la législation même peuvent ne pas leur présenter toutes les garanties désirables.

Certains tribunaux consulaires étrangers, d'ailleurs, semblent donner lieu à quelques critiques au point de vue de l'administration de la justice.

L'application rigoureuse de la règle *actor sequitur forum rei* fait que le défendeur ne peut former des demandes reconventionnelles devant le tribunal où il est attaqué; il est obligé de limiter sa défense, de subir parfois une condamnation et d'intenter un procès devant une autre juridiction. Cette situation est d'autant plus fâcheuse pour nos nationaux que, d'après l'édit de 1778, les tribunaux consulaires français prononcent l'exécution provisoire de leur jugement et que l'action reconventionnelle, portée plus tard devant un autre tribunal, avec des pertes de temps et d'argent, alors même qu'elle réussit, peut rester sans effet.

Les inconvénients sont bien plus nombreux s'il y a plusieurs défendeurs : il faut faire autant de procès que l'on a d'adversaires appartenant à des nationalités différentes ; de là des frais nombreux, du temps perdu, parfois des contrariétés de jugements et des difficultés très-grandes d'exécution.

La Commission aura l'honneur de signaler à Votre Excellence comment, si la Note égyptienne donnait lieu à une entente entre les divers Gouvernements, on pourrait faire disparaître presque tous ces inconvénients en adoptant la validité de la clause compromissoire au sujet des juridictions. Ici, d'ailleurs, nous devons constater que le remède à ces maux ne saurait venir de l'abandon des droits que les Européens tiennent des capitulations et des usages ; car, malgré les inconvénients de l'état de choses actuel, ils n'ont jamais profité de la faculté que leur donnent les traités de porter leurs différends devant les juges du pays, et faire de cette faculté une obligation, en abrogeant les traités et renversant les usages, serait, comme l'expérience le prouve, violenter les volontés en aggravant le mal.

§ 3. Contestations entre Européens et indigènes.

Pour le règlement des difficultés qui peuvent s'élever, dans les Échelles, entre les Européens et les indigènes, les capitulations font une distinction suivant que la valeur des procès dépasse ou n'atteint pas une somme généralement fixée à 4000 aspres¹.

Capitulation de 1740, art. 26 : « Si quelqu'un avait un différend

1. Certains traités portent 3000 aspres ; d'autres, 4000 ; d'autres, 500 piastres.

« avec un marchand français, et qu'ils se portassent chez le cadi, ce juge n'écoutera point leur procès, si le drogman français ne se trouve présent, et, si cet interprète est occupé pour lors à quelque affaire pressante, on différera jusqu'à ce qu'il vienne ; mais aussi les Français s'empresseront de se représenter sans abuser du prétexte de l'absence du drogman..... »

Art. 41 : « Les procès excédant 4000 aspres seront écoutés à mon Divan impérial et non ailleurs. »

Art. 69 : « Les procès qui les concernent (les Français) excédant 4000 aspres seront renvoyés à ma Sublime Porte, selon l'usage et conformément aux capitulations impériales. »

C'est la reproduction des capitulations antérieures¹.

Les mêmes stipulations se retrouvent dans les traités avec les autres Puissances².

La règle est claire et bien souvent reproduite. La valeur du procès est-elle de 4000 aspres ou moindre, le juge local est seul compétent ; mais il ne peut juger qu'en présence du drogman. Si la valeur du litige dépasse 4000 aspres, ce n'est plus devant l'autorité judiciaire locale que le procès doit être porté, mais dans les conseils du Gouvernement Turc, et au siège de ce Gouvernement, c'est-à-dire à Constantinople.

Dans la pratique, l'exécution de cette disposition a présenté bien des variations.

Pendant quelque temps, les difficultés entre Européens et sujets turcs ont été jugées dans les Échelles par un fonctionnaire de la Porte avec des assesseurs choisis par lui parmi les négociants ottomans et étrangers.

La Porte a vainement essayé, à plusieurs reprises, de les soumettre à des juges exclusivement musulmans, en ne voulant admettre devant eux que l'intervention des interprètes des Ambassades. La résistance des Ambassadeurs la força à renoncer à ses projets : les assesseurs européens furent maintenus.

Les tribunaux mixtes de commerce créés en 1839, et qui ont commencé à fonctionner en 1846, sont composés de juges nommés par la Porte et de négociants délégués par leurs Légations ou Consulats ; ils jugent les affaires de commerce et quelquefois on leur laisse

1. Capitulations de 1535, art. 4; de 1569, art. 11; de 1581, art. 16; de 1604, art. 34; de 1673, art. 16 et art. 12 supplémentaires.

2. Autriche, 1^{er} juillet 1615, art. 10; juin 1617, art. 6; 17 juillet 1718, art. 5; Angleterre, septembre 1675, art. 2^e et 69; Suède, 10 janvier 1737, art. 5; Deux-Siciles, 7 avril 1740, art. 5; Danemark, 14 octobre 1776, art. 10; Prusse, 22 mars 1761, art. 5; Espagne, 14 septembre 1782, art. 5; Russie, 10 juin 1783, art. 64 et 66; Sardaigne, 25 octobre 1823, art. 8; Toscane, 12 février 1833, art. 6; États-Unis, 7 mai 1838, art. 4; Belgique, 3 août 1838, art. 8; Villes hanséatiques, 17 mai 1839, art. 8.

connaitre des affaires civiles réservées en principe aux tribunaux ottomans.

Les affaires du commerce maritime sont portées devant une chambre spéciale, organisée depuis sur les mêmes bases que le tribunal de commerce.

La Porte, pour remédier à l'insuffisance de la justice turque dans les rapports de ses sujets avec les étrangers, et même de ses sujets appartenant à des cultes différents, a fait, à diverses époques, de nombreuses promesses et des tentatives dont l'efficacité n'a pas été constatée dans la pratique.

Les différends entre rayas qui appartiennent à la même religion ne sont point réglés par les tribunaux ottomans. Depuis la conquête, le droit des rayas d'être jugés par leurs chefs religieux a été reconnu et conservé. Les parties ont seulement une faculté d'appel devant les cours ottomanes ; mais cette faculté est paralysée par l'engagement que les chefs religieux leur font prendre de s'en rapporter à leur jugement.

Quant à la justice ottomane, elle est ainsi organisée :

Une Cour suprême, instituée en 1840 par Abdul-Medjid;

Au-dessous, deux présidences d'appel, une d'Europe, l'autre d'Asie ; Puis 24 tribunaux sous la présidence des mollahs, 126 tribunaux inférieurs ou tribunaux de *cazas* ;

Et enfin les juges de district.

Ces tribunaux interprètent la loi dans son sens civil et religieux tout ensemble, en s'aidant de la collection de décisions publiées, sous le nom de *Multeka*, par Soliman II, et modifiées, en 1824, par Mahmoud.

Le projet d'organisation administrative de juin 1867 apporterait quelque modification à l'ensemble de l'organisation judiciaire que nous venons d'indiquer¹.

1. Il a paru utile à la Commission de rappeler ici la règle adoptée à Tunis, pour la solution des difficultés entre Européens et indigènes, parce qu'on y retrouve, comme dans les capitulations avec la Porte, l'adoption de ce principe, que le règlement de ces litiges ne doit pas être porté devant le juge local, mais dans les conseils mêmes du Gouvernement où devrait être entendu le Représentant de la Puissance à laquelle appartiennent l'Européen. Puis, lorsque le nombre des procès augmentant, cette voie devient difficilement praticable, ce ne sont point les tribunaux du pays qui sont investis, mais des Commissions spéciales. Voici les dispositions des capitulations de Tunis avec la France.

Traité du 9 novembre 1742, article 16 : « S'il arrive quelque différend entre un Français et un Turc ou un Maure, il ne pourra être jugé par les juges ordinaires, mais bien par le Conseil desdits Bey, Dey et Divan, et en présence dudit Consul. »

Traité de 1802, article 7 : « Les censaux juifs et autres étrangers résidant à Tunis, « au service des négociants et autres Français.... S'ils ont quelques différends avec les « Maures ou Chrétiens du pays, ils se rendront avec leur partie adverse par-devant le « commissaire de la République française, où ils choisiront à leur gré deux négociants

En Égypte, dans les procès entre Européens et indigènes, on a accepté la règle suivie pour les procès entre Européens de nations différentes, *actor sequitur forum rei*. Cet usage s'est établi, parce qu'il était impossible, conformément au texte littéral des capitulations, de recourir à la Porte, pour tous les procès excédant 4000 aspres; parce que c'était un moyen, non-seulement d'obtenir des décisions judiciaires, mais encore de trouver une autorité qui en assurerait l'exécution; enfin, parce que, pendant longtemps, des tribunaux spéciaux n'ayant pu être constitués en Égypte, comme cela avait eu lieu à Constantinople, pour juger les procès de cette nature, les Européens n'auraient jamais consenti à comparaître comme défendeurs devant la justice ordinaire du pays.

L'usage constant s'est donc établi en Égypte, entre les Européens et les indigènes, de soumettre leurs différends au tribunal des défendeurs; les rapports de Constantinople, d'Alexandrie, du Caire le constatent d'une manière formelle. La Note égyptienne ne le conteste pas, puisqu'elle le qualifie d'abusif; l'enquête a également établi son existence; les tribunaux français en ont admis la légalité¹.

La répugnance des Européens à aller devant les tribunaux locaux est telle que les Vice-Rois l'ont eux-mêmes respectée. Pour le jugement des procès qu'ils ont eus avec les étrangers, ils ont consenti à créer des Commissions spéciales, en vue desquelles il a été arrêté des règlements particuliers de procédure², et même quelquefois à porter leurs différends devant les tribunaux européens³.

Les tribunaux de commerce d'Alexandrie et du Caire ont été réorisés par l'acte du 3 septembre 1861; ils doivent se composer d'un certain nombre de membres indigènes et européens, appelés à siéger par l'élection. Ils sont placés sous la présidence d'un Égyptien.

« français et deux négociants maures parmi les plus notables pour décider de leurs contestations. »

Traité de 1824, article 14: « En cas de contestation entre un Français et un sujet tunisien, pour affaire de commerce, il sera nommé par le Consul général de France des négociants français et un nombre égal de négociants du pays qui seront choisis par l'amīn ou toute autre autorité désignée par S. Exc. le Dey. Si le demandeur est sujet tunisien, il aura le droit de demander au Consul général d'être jugé de cette manière, et si la Commission ne peut terminer la contestation pour cause de dissidence ou de partage dans les opinions, l'affaire sera portée par-devant S. Exc. le Dey, pour être prononcé par lui, d'accord avec le Consul général de France, conformément à la justice. »

Voyez encore : *Boyourouldi* de 1861, article 7.

1. Arrêts d'Aix, 23 juillet 1859, 11 mai 1864, et autres.
2. Commission mixte austro-égyptienne; Commission mixte helléno-égyptienne, et Commission russe-égyptienne.
3. Entre autres l'affaire Bartolucci, soumise au tribunal consulaire d'Italie, avec appel à Gênes; l'affaire Pacho, portée en appel à Paris devant un comité d'avocats; l'affaire Hallag, soumise au Conseil d'État du royaume d'Italie; l'affaire Morpurgo, déferée à la cour d'appel de Trieste.

Ils sont tribunal d'appel l'un de l'autre ; un greffe est organisé auprès d'eux ; un règlement spécial, en quarante-quatre articles, détermine la procédure qu'on doit y suivre.

D'après les documents soumis à la Commission et des renseignements recueillis dans l'enquête, le fonctionnement de ces tribunaux a soulevé bien des plaintes : l'élément indigène, qui y domine, les placerait sous l'influence d'idées systématiquement hostiles aux étrangers. La plupart des juges n'auraient pas les connaissances spéciales nécessaires, manqueraient d'indépendance et se laisseraient souvent guider par des mobiles regrettables. Les règles de procédure ne seraient pas suivies, et les lois que le tribunal a pour mission de faire respecter seraient trop souvent ignorées ou volontairement violées. Le fonctionnement d'une pareille justice serait si irrégulier, que des assesseurs européens, appelés à y siéger par le suffrage de leurs concitoyens, se seraient retirés dans diverses circonstances pour ne pas assumer par leur présence une part de responsabilité dans les sentences injustes que leur imposait la majorité. La surveillance des greffes prescrite par les règlements n'aurait pas lieu, et les greffiers, choisis au hasard sans aucune condition d'études préparatoires, abuseraient d'une manière fâcheuse de l'influence que leur situation leur donne. L'exécution, enfin, des jugements serait confiée à des cavas détachés de la police, ou à d'autres agents sans capacité ni aptitude pour cette mission.

L'administration égyptienne, sans accepter tous ces reproches, reconnaît elle-même que ce tribunal, dans sa composition et son fonctionnement, doit recevoir des modifications. Nous n'avons pas à entrer ici dans l'examen des propositions que contient à ce sujet la Note égyptienne. Nous nous bornons à constater l'état des choses, les plaintes qu'il soulève ; nous indiquerons plus tard à Votre Excellence quelles sont, dans l'opinion de la Commission, parmi les réformes proposées, celles qui paraissent les plus propres à conduire l'Égypte dans la voie d'un progrès sérieux et réel.

§ 4. Juridiction en matière criminelle

L'article 15 du traité de 1740 porte : « S'il arrivait quelque meurtre ou quelque autre désordre entre les Français, leurs Ambassadeurs et leurs Consuls en décideront selon leurs us et costumes, sans qu'aucun de nos officiers puisse les inquiéter à cet égard. »

Les mêmes stipulations se retrouvent dans les traités de 1535, article 5 ; 1569, article 12 ; 1581, article 17 ; 1604, article 18.

Art. 65 du traité de 1740 : « Si un Français ou un protégé de France commettait quelque meurtre ou quelque autre crime, et qu'on vou-

« lût que la justice en prît connaissance, les juges de mon Empire et « les officiers ne pourront y procéder qu'en présence de l'Ambassa- « deur et des Consuls et de leurs substituts dans les endroits où ils se « trouveront.... »

Traité de 1740, article 76 : « Les gouverneurs, commandeurs, ca- « dis, douaniers, vaïvodes, muteslim, officiers, gens notables du pays, « gens d'affaires et autres ne contreviendront en aucune façon aux « capitulations impériales; et si, de part et d'autre, on y contrevient « en molestant quelqu'un, soit par paroles, soit par voies de fait, de « même que les Français seront châtiés par leurs Consuls ou supé- « rieurs, conformément aux capitulations, il sera aussi donné des « ordres, suivant l'exigence des cas, pour punir les sujets de notre « Sublime Porte des vexations qu'ils auraient commises, sur les repré- « sentations qui en seraient faites par l'Ambassadeur et les Consuls, « après que le fait aura été bien avéré. »

L'article 8 du traité suédois du 10 janvier 1737 semble résERVER aux Consuls compétence pour le cas spécial où un Suédois aurait contre-venu aux lois, en injuriant qui que ce soit¹.

Traité du 7 mai 1810 entre la Porte et les États-Unis, article 4 : « Les citoyens des États-Unis d'Amérique vaquant paisiblement à « leur commerce, et n'étant ni accusés ni convaincus de quelque crime « ou délit, ne seront point molestés, et si même ils avaient commis « quelques délit, ils ne seront point arrêtés et mis en prison par les « autorités locales, mais ils seront jugés par leur Ministre ou Consul, et « punis suivant leur délit, en observant sur ce point l'usage établi à « l'égard d'autres Francs. »

Traité belge du 3 août 1838 : « Les Belges vaquant honnête- « ment et paisiblement à leurs occupations ou à leur commerce ne « pourront jamais être arrêtés ou molestés par les autorités locales ; « mais, en cas de crime ou de délit, l'affaire sera remise à leur Mi- « nistre, Chargé d'affaires, Consul ou Vice-Consul. Les accusés seront « jugés par lui et punis suivant l'usage établi à l'égard des Francs. »

Traité signé à Londres le 18 mai 1839 entre la Porte et les Villes hanséatiques, article 8 : « Les citoyens hanséatiques vaquant « honnêtement et paisiblement à leurs occupations ou à leur com- « merce ne pourront jamais être arrêtés ni molestés par les autorités « locales ; mais en cas de crime ou de délit, l'affaire sera remise à un « Ministre, Chargé d'affaires, Consul ou Vice-Consul le plus voisin du

1. La compétence du Consul semble aussi réservée, pour le cas où quelqu'un se plaint de torts reprochés à un Anglais, par l'article 10 des capitulations anglaises de 1575.

A consulter encore l'article 6 des capitulations espagnoles du 14 septembre 1782.

« lieu où le délit a été commis, et les accusés seront jugés par lui, « selon l'usage établi à l'égard des Francs. »

C'est l'ensemble de ces textes qu'il faut consulter pour apprécier si les capitulations réservent dans tous les cas juridiction au tribunal de l'accusé, quelle que soit la nationalité de la victime, car, dans la plupart des traités entre la Porte et la France, il est formellement stipulé que la France jouira de toutes les concessions, faveurs et priviléges qui pourraient être accordés à la nation la plus favorisée¹.

Les derniers actes sont les plus utiles à consulter, parce que, consentis pour régler les relations actuelles, alors que les prétentions contraires s'étaient formulées, que les usages s'étaient établis, il précisent davantage la volonté des parties contractantes.

Le Gouvernement Français, dans ces derniers temps, n'a pas hésité à stipuler pour ses Consuls le droit de poursuivre contre leurs nationaux, quelle que fut la victime de leurs méfaits, lorsqu'il traitait avec d'autres États hors de la chrétienté².

Les usages ne se manifestent pas dans toutes les parties de l'Empire Ottoman avec la même certitude. La poursuite du Français par l'autorité française a été autorisée même à Constantinople; elle s'exerce librement à Tunis; il en est de même en Égypte³.

Le rapport de Constantinople joint au dossier fait connaître comment s'exerce l'action répressive dans cette ville, lorsque l'Ambassade, ne revendiquant pas le droit de poursuivre, laisse l'autorité turque s'emparer de l'affaire.

Dans les tribunaux inférieurs, à côté des Ottomans, siégent des juges appartenant à diverses communautés. Le drogman assiste à toute l'information, et même au jugement, avec une assez large part d'influence et d'action.

Il n'y a pas de manière uniforme de procéder, mais un ensemble d'usages variant suivant les affaires, les circonstances, le caractère des personnes, les pressions qui sont exercées.

Pour l'Égypte, l'organisation de la justice criminelle n'a pas pu être nettement indiquée, l'action de la police et de l'administration, même

1. Cela est dit dans la plupart des traités; parmi les plus récents, citons l'article 9 du traité de 1802, l'article 1^{er} du traité de 1838, l'article 32 du traité de 1856.

2. Voir les traités conclus depuis 1844 avec la Perse, Siam, le Japon, la Chine et l'imanat de Mascate.

3. D'une statistique publiée il y a quelque temps dans un discours de rentrée prononcé par M. le procureur général de Gabrielli, alors avocat général à la Cour impériale d'Aix, il résulte que, de 1836 à septembre 1858, dans vingt-quatre affaires criminelles, les personnes lésées étaient françaises dans neuf cas, protégées dans trois, étrangères dans dix, musulmanes dans deux. Sur seize affaires jugées en appel au correctionnel, les personnes lésées étaient françaises dans huit cas, étrangères dans trois, musulmanes dans deux, à la fois musulmanes et françaises dans deux; une affaire ne présentait qu'une contravention à la loi, sans préjudice direct pour une partie civile.

en ces matières, étant fort large et fort puissante. Mais ce qui est hors de doute, c'est qu'il est de pratique constante que la poursuite est toujours laissée au Consul du prévenu, quelle que soit la victime. Cet état de choses semble consacré dans le règlement de police de S. A. Saïd-Pacha. L'article 52 porte, sans établir de distinctions : « Le jugement et la punition des crimes et délits imputés à un étranger, dont la prévention aura été justifiée par l'instruction préparatoire, seront, à la requête du directeur de la police, poursuivis devant la justice consulaire. »

Art. 55 : « Si un étranger prévenu de crime ou délit, ou contravention, ne relève d'aucun consulat, et se trouve par conséquent en dehors de toute juridiction étrangère, il sera procédé à son égard par la justice locale et conformément aux lois du pays¹. » Cet usage est d'autant plus respectable qu'il ne se place pas à côté de la loi et des traités pour en paralyser la volonté, mais au contraire au-dessous d'eux pour en assurer l'exécution. Il était nécessaire de le voir adopter dans des matières aussi graves, puisque autrefois, d'après la Note égyptienne, *ces sortes d'affaires se passaient pour ainsi dire en famille*, c'est-à-dire auraient été laissées complètement à l'arbitraire.

Get usage peut-il faire loi dans les relations internationales ? Les traités de la Porte avec les États-Unis, la Belgique et les Villes hanséatiques, et la loi de 1836 sur la répression des crimes et délits commis dans le Levant répondent suffisamment à cette question². Il existe, d'ailleurs, d'une manière tellement incontestable, que l'on se plaint des abus qu'il crée et qu'on lui reproche d'entraîner l'impunité et même de menacer la sûreté publique. On ajoute que certains Consulats manqueraient de fermeté, et que, dans les moindres contraventions, leur autorité viendrait paralyser toutes les mesures de police.

Il est impossible de ne pas reconnaître que la situation exceptionnelle où se trouvent l'Égypte et les Pays du Levant et de Barbarie permet d'y constater des faits regrettables. Mais il ne faut pas exagérer le mal, et, en fermant la porte à certains abus, en créer de plus grands. Il faut se garder, en essayant de prévenir l'impunité par des mesures

1. L'article 5 de l'arrêté réglementaire du 15 septembre 1863 repose sur la reconnaissance du même principe : il défend aux chasseurs de molester ou insulter les indigènes, et il ajoute que, si de pareils faits venaient à se produire malgré cette défense, on devra avertir l'autorité, qui en avisera les Consuls respectifs pour en obtenir la due réparation.

2. Les publicistes s'accordent à placer les rapports entre les pays en Levant et les Nations européennes sous l'empire non-seulement des traités, mais encore des usages ; c'est ainsi notamment que Martens, dans son introduction au *Précis du droit des gens*, parle du droit des gens conventionnel et coutumier des Turcs.

qui ne donneraient pas la certitude d'obtenir ce résultat, de priver les étrangers des garanties qui leur sont indispensables.

Des circonstances exceptionnelles et transitoires ont amené en Égypte une population étrangère, dont le séjour accidentel ne peut servir de base aux relations durables d'État à État, et dans les faits fâcheux, inévitables avec de pareilles agglomérations d'individus, les victimes sont très-rarement des indigènes.

La plupart des Consuls ont toujours mis le plus grand empressement dans la poursuite des crimes dont la répression appartient en définitive, d'après la législation criminelle de la plupart des États, aux tribunaux de la Métropole, et si certains faits sont restés impunis, la répression confiée à l'autorité égyptienne ne serait pas mieux assurée, à en juger par la manière dont elle use de son pouvoir à l'égard des indigènes.

Les Consulats, au surplus, ont toujours secondé l'action du Gouvernement Égyptien, loin de l'entraver dans l'exercice du pouvoir de police.

Le Règlement général de S. A. Saïd-Pacha a été pris avec le concours des Consuls réunis en conférence avec des fonctionnaires égyptiens désignés par le Vice-Roi.

Il y a quelque temps, le nombre croissant des vagabonds et gens sans aveu ayant inspiré quelques craintes à l'autorité, le Corps consulaire s'est joint au Gouvernement Égyptien pour lui donner les moyens d'expulser ces individus et de vaincre, s'il y avait lieu, les résistances de quelques-uns des agents étrangers.

Les Consulats ont laissé à la police égyptienne toute facilité pour pénétrer dans les lieux publics et y faire les perquisitions et arrestations que nécessiterait le maintien de l'ordre, quelle que fût la nationalité à laquelle appartiendraient les propriétaires de ces cafés, garnis, etc.

Au surplus, la Commission a été frappée de voir l'insistance avec laquelle on demande, dans un Mémoire qui lui a été adressé en dernier lieu, la réorganisation de la justice criminelle en Égypte, et l'attribution aux tribunaux à créer, dans le pays, du jugement des crimes et délits réservés à la poursuite des Consulats, lorsque le Représentant du Gouvernement Égyptien lui-même, au nom du Vice-Roi, propose que l'on diffère l'examen de ces questions. La Note égyptienne mentionne bien, il est vrai, la réforme de la justice criminelle ; mais dans les explications verbales fournies par Nubar-Pacha, il n'insiste pas sur ce point, et la Commission avait d'autant plus de raisons de croire qu'on avait renoncé à soulever pour le moment ces questions, que dans le double de cette même Note transmise à la Porte par les soins du Vice-Roi, après les développements sur l'organisation de la

justice civile, on lit : « Quant aux tribunaux qui connaîtront des dé-
« lits entre indigènes et étrangers, l'intention du Vice-Roi est de les
« organiser sur la même base; mais il attend de voir d'abord com-
« ment fonctionneront les tribunaux civils et commerciaux, car l'a-
« doption de ceux-ci facilitera et hâtera l'adoption des autres. »

N'est-ce point là en effet le parti le plus sage et auquel il convenait de s'arrêter? Cependant, dès maintenant, dans l'intérêt de l'ordre et pour assurer une plus grande liberté d'action et de répression à la police égyptienne et au Gouvernement, en matière de contraventions, la Commission a cru devoir soumettre à Votre Excellence quelques propositions qui sont formulées dans la dernière partie de notre rapport.

§ 5. Exécution.

Les capitulations ont toujours pris grand soin de stipuler que la personne, le domicile et les biens des Français ne pourraient être l'objet d'exécutions que sous la surveillance et avec le concours des autorités consulaires.

Traité de 1740, art. 70 : « Les gens de justice et les officiers de ma-
« Sublime Porte, de même que les gens d'épée, ne pourront, sans
« nécessité, entrer par la force dans une maison habitée par un Fran-
« çais, et lorsque le cas requerra d'y entrer, on en avertira l'Ambas-
« sadeur ou le Consul dans les endroits où il y en aura, et l'on se
« transportera dans l'endroit en question avec les personnes qui au-
« ront été commises de leur part; et si quelqu'un contrevient à cette
« disposition, il sera châtié. »

L'article 65 des mêmes capitulations exige également la présence des Ambassadeurs, Consuls ou leurs substituts dans le cas où il y a lieu de procéder à des perquisitions ou recherches chez les Français.

Ces principes ont été sans cesse reconnus par la Porte et dans toutes les Échelles. Nous pourrions citer une foule de documents émanés des Autorités musulmanes dans lesquels ils sont formellement posés. Nous les trouvons encore dans le Protocole qui accompagne l'Acte du 18 juin 1867, concédant aux étrangers le droit de propriété immobilière dans l'Empire Ottoman. On y dit : « La demeure du sujet
« étranger est inviolable, conformément aux traités, et les agents de
« la force publique ne peuvent y pénétrer sans l'assistance du Con-
« sul ou du Délégué du Consul dont relève cet étranger. »

La Note égyptienne porte : « Les capitulations protègent d'une manière inviolable le domicile et la personne de l'étranger. Il n'est pas question de porter atteinte à ce principe; Votre Altesse veut même le fortifier.... »

La pratique est conforme à cette règle, et toutes les exécutions n'ont lieu qu'avec le concours et sous la surveillance du Consul ou de son Délégué.

Cette mesure tutélaire était indispensable pour prévenir des illégalités, et même des excès provenant du fait d'agents subalternes.

Elle était sage et politique, car en amenant le Délégué du Consulat sur les lieux, avant les exécutions, elle prévenait des résistances fâcheuses et des réclamations plus ou moins vives, qui auraient pu se produire plus tard par la voie consulaire et diplomatique.

Il paraît difficile de ne pas demander le maintien d'usages fondés sur les traités, les règlements, et pleinement justifiés, et de ne pas les maintenir, alors même, comme cela a été au moins allégué, que les refus, non motivés de la part de certains Agents, de concourir à l'exécution auraient paralysé l'effet de titres ou de sentences emportant droit d'exécuter. Abolir la règle sans faire disparaître les inconvénients qu'un pareil mauvais vouloir peut entraîner, donnerait lieu à des abus et à des difficultés pratiques encore plus graves.

Toutefois, si les tribunaux des Pays auxquels seraient déférées des contestations entre Européens et indigènes venaient à être constitués sur des bases convenues entre le Gouvernement Français et le Gouvernement Égyptien, le Consul invité à prêter son concours à la personne qui aurait intérêt à poursuivre l'exécution du jugement devrait le donner sans pouvoir opposer de *veto* à cette exécution, et en se bornant à s'assurer qu'on y procède par les voies légales.

La Commission croit devoir constater que, dans plusieurs rapports et plusieurs dépositions, on lui a signalé qu'en Égypte, si on avait à se plaindre de la justice, on avait encore plus à regretter l'impossibilité où l'on est de faire exécuter ses sentences.

§ 6. Législation

Avant de constituer des tribunaux, de s'occuper de l'organisation judiciaire destinée à appliquer les lois, ou tout au moins en même temps qu'on pourvoit à ces nécessités, il faut que la législation elle-même soit fixée.

La Porte a essayé de remplir cette obligation en faisant traduire une partie des lois françaises, espérant donner ainsi satisfaction à la majeure partie de la colonie étrangère, qui, d'après les usages, suit ces lois. Elle s'est bornée à introduire dans nos textes des modifications que lui indiquaient des usages, quelques autres lois européennes, et sur certains points le droit musulman lui-même.

C'est ainsi qu'a été composé le Code pénal publié en 1856; c'est celui qui s'écarte le plus de nos lois.

Le Code de commerce, le Code de commerce maritime, l'Appendice du Code de commerce, le Code de procédure commerciale, publiés de 1850 à 1864, se rapprochent au contraire beaucoup des Codes français.

En Égypte, la législation française en matière commerciale, et même en matière civile, est assez généralement suivie. Cela est constaté par la Note égyptienne, comme par les rapports consulaires, et l'existence de cet usage se trouve établie dans des documents judiciaires (arrêt d'Aix, 24 mai 1858) et dans des actes du Gouvernement Égyptien (art. 41 du règlement sur la réorganisation des tribunaux de commerce).

Bien que notre législation semble acceptée en principe, dans l'application il se présente cependant des difficultés, et devant certains Consulats, spécialement devant les tribunaux consulaires anglais, on refuse de s'y soumettre.

Il serait cependant utile que, par suite d'accord entre les Gouvernements dans les relations entre Européens et entre Européens et indigènes, une règle certaine pût être adoptée.

Pour les matières civiles, au surplus, ces essais de codification n'existent pas.

Un corps de lois à l'usage des Européens établis dans le Levant, destiné à servir de base au règlement des contestations qui pourraient s'élever entre personnes appartenant à diverses nationalités, ou entre Européens et indigènes, ne pourrait être adopté sans le concours ou tout au moins l'assentiment des Gouvernements de ceux qui doivent y être soumis.

Si l'on admettait le principe contraire, on pourrait bien ne pas le regretter tant que le Gouvernement Égyptien se bornerait à traduire les Codes en vigueur dans la plupart des États de l'Europe; mais à quelles conséquences ne serait-on pas conduit si, au contraire, son choix portait sur des législations opposées aux usages généraux, établies sous l'influence des lois religieuses ou sous toute autre pression qui en rendrait l'application impossible?

Au surplus, la Note égyptienne n'a pas d'autre but sur ce point que de demander qu'une Commission, composée d'Européens et de Délégués du Gouvernement Égyptien, soit chargée de ce travail, qui formerait en Égypte le droit commun entre Européens n'appartenant pas à la même nationalité et entre Européens et indigènes.

Ce projet est adopté par diverses Puissances, notamment par les Gouvernements Anglais et Italien.

Seulement, tandis que la Note égyptienne propose de composer cette Commission exclusivement de jurisconsultes, la dépêche anglaise voudrait y faire entrer avec raison des Représentants politiques des

nations étrangères, et, dans des documents communiqués à la Commission, on désirerait y voir introduire l'élément commercial lui-même, représenté par des chefs d'anciennes maisons de commerce établies en Égypte.

§ 7. Opinions émises dans le Congrès de Paris sur l'exercice du droit de juridiction.

Nous venons d'indiquer quelle est, d'après le texte des traités et d'après les usages, la situation des Français en Orient, au point de vue des juridictions. La Commission n'a pas cru qu'il fût nécessaire de déterminer ici les circonstances dans lesquelles sont intervenus ces traités. Ces aperçus historiques, qui nous montreraient l'influence française à l'extérieur dans ses manifestations les plus nobles, les plus généreuses, et à la fois les plus persistantes et les plus salutaires pour l'Europe comme pour l'Orient, pourraient bien servir à apprécier la portée des capitulations; mais les faits sont suffisamment connus, et on est tellement d'accord sur leur appréciation, que la Commission a cru inutile de les rappeler.

Aussi s'est-elle bornée à attirer l'attention de Votre Excellence sur cette époque tout à fait rapprochée de nous, où vont se produire les tendances de la Porte à revenir sur ses concessions et à se soustraire à leurs effets, notamment en ce qui concerne les droits de juridiction.

C'est au moment de la réunion du Congrès de Paris que ces tendances s'accentuent davantage. La Turquie, appelée à faire partie du système politique de l'Europe, les manifeste formellement et officiellement.

Le comte de Clarendon venait d'exprimer le désir de voir les Puissances contractantes « chercher à s'entendre dans le but de mettre les « rapports de leur commerce et de leur navigation en harmonie avec « la position nouvelle qui serait faite à l'Empire Ottoman. »

Cet avis avait été appuyé par M. le comte Walewski, par le comte Cavour et le baron de Manteuffel; le comte de Buol ne s'y était associé qu'avec une très-grande réserve.

Le Protocole de la séance du 25 mars 1856 s'exprime ainsi :

« Aali-Pacha attribue toutes les difficultés qui entravent les relations commerciales de la Turquie et l'action du Gouvernement Ottoman à des stipulations qui ont fait leur temps. Il entre dans des détails tendant à établir que les priviléges acquis par les capitulations aux Européens nuisent à leur propre sécurité et au développement de leurs transactions, en limitant l'intervention de l'administration locale; que la juridiction dont les agents étrangers

« couvrent leurs nationaux constitue une multiplicité de gouvernements dans le gouvernement, et, par conséquent, un obstacle infranchissable à toutes les améliorations.

« M. le baron de Bourqueney, et les autres Plénipotentiaires avec lui, reconnaissent que les capitulations répondent à une situation à laquelle le traité de paix tendra nécessairement à mettre fin, et que les priviléges qu'elles stipulent pour les personnes circonscrivent l'autorité de la Porte dans des limites regrettables; qu'il y a lieu d'aviser à des tempéraments propres à tout concilier, mais qu'il n'est pas moins important de les proportionner aux réformes que la Turquie introduit dans son administration, de manière à combiner les garanties nécessaires aux étrangers avec celles qui naîtront des mesures dont la Porte poursuit l'application.

« Ces explications échangées, MM. les Plénipotentiaires reconnaissent unanimement la nécessité de reviser les stipulations qui fixent les rapports commerciaux de la Porte avec les autres Puissances, ainsi que les conditions des étrangers résidant en Turquie; et ils décident de consigner au présent Protocole le vœu qu'une délibération soit ouverte à Constantinople, après la conclusion de la paix, entre la Porte et les Représentants des autres Puissances contractantes, pour atteindre ce double but dans une mesure propre à donner satisfaction à tous les intérêts légitimes. »

Si les espérances que pouvaient donner à la Turquie les dispositions bienveillantes des Représentants des Puissances européennes ont pu être partiellement réalisées en ce qui concerne les rapports commerciaux de la Porte avec ces Puissances, l'impossibilité de modifier la condition des étrangers, sans porter atteinte à leur sûreté personnelle et à la garantie à laquelle ils ont droit pour leurs biens, n'a pas permis de leur donner une plus ample satisfaction.

Depuis, la Porte a conclu de nombreux traités aux dates suivantes : 29 avril 1861, avec la France ; 29 avril 1861, avec la Grande-Bretagne ; 10 juillet 1861, avec l'Italie ; 22 janvier, 3 février 1862, avec la Russie ; 10-22 mai 1862, avec l'Autriche ; 13-25 février 1862, avec les États-Unis ; 20 mars 1862, avec la Prusse et le Zollverein ; et l'article 1^{er} de ces traités porte invariablement : « Tous les droits, priviléges et immunités qui ont été conférés aux sujets et aux bâtiments de (la Puissance contractante) par les capitulations et traités existants sont confirmés maintenant et pour toujours¹, à l'excep-

1. Wheaton, dans son travail sur le droit international, insiste sur ces mots : *now and for ever*, qui se trouvent également dans le traité américain du 26 février 1862, comme manifestant l'intention formelle pour les contractants de maintenir pour long-temps encore des concessions que la situation des étrangers en Orient rendait indispensables

« **tion des clauses desdites capitulations que le présent Traité a pour objet de modifier.** » Or, dans ces dernières clauses, il n'en est aucune qui concerne la juridiction.

§ 8. Propositions du Gouvernement égyptien.

Les tentatives aujourd'hui faites par l'Égypte ont paru à la Commission avoir le même objet et poursuivre le même but que celles qu'a faites la Porte. On veut, au moyen de certaines combinaisons, et notamment en faisant une assez large part à l'élément européen dans la constitution des tribunaux égyptiens, obtenir de la France, en faveur de l'Égypte, la manifestation d'un retour aux principes de droit public qui régissent les Pays de la chrétienté.

Dans l'appréciation que la Commission aura à faire des propositions égyptiennes, nous aurons lieu de les reproduire successivement : il a paru cependant utile à la Commission de les indiquer ici dans leur ensemble.

La Note égyptienne présentée sous la forme d'un rapport à S. A. le Vice-Roi par son Ministre des Affaires étrangères, S. E. Nubar-Pacha, développe deux ordres d'idées : elle signale des abus et des inconvénients, que, d'après elle, présenterait l'état de choses actuel ; elle indique sous forme de propositions les moyens qu'elle croit les plus efficaces pour y remédier.

Les plaintes peuvent se résumer ainsi :

Les capitulations ne sont pas suivies ; elles ont été remplacées par une législation coutumière et par des usages fondés sur des abus.

L'indigène demandeur ou défendeur ne peut obtenir justice, et il est, en définitive, dépouillé, notamment à la suite des contrats de location.

Le Gouvernement Égyptien lui-même a dû subir des procès scandaleux, qui l'ont mis dans le cas de payer, depuis quatre ans, 92 millions d'indemnité.

« La manière dont la justice s'exerce tend à démoraliser le pays, et « l'Arabe, forcé de voir l'Europe à travers l'Européen qui l'exploite, « répugne au progrès de l'Occident et accuse le Vice-Roi et son Gouvernement de faiblesse ou d'erreur. »

Pour les crimes, les délits, et même les simples contraventions, la justice se trouve complètement abandonnée, non aux institutions, mais à l'arbitraire des individus.

Le remède à apporter à cet état de choses consisterait dans l'organisation d'un bon système de justice qui fut accepté tant par les Égyptiens que par les Européens, en donnant à l'Europe toutes les garanties qu'elle est en droit de demander, même des garanties superflues.

Cette organisation aurait lieu sur les bases suivantes :

Séparer la justice de l'administration et la rendre indépendante du Gouvernement et des Consuls;

Faire entrer dans les tribunaux l'élément européen, et fonder ainsi un système mixte;

Étendre ce système, qui existe déjà pour les matières commerciales, dans l'Empire Ottoman, aux matières civiles et criminelles.

Précisant davantage, le rapport de Nubar-Pacha « propose la conservation des deux tribunaux mixtes de commerce établis au Caire et à Alexandrie ; mais, au lieu de les composer de trois membres choisis parmi les Consuls, parmi les négociants de la Colonie européenne, et de trois membres indigènes que le Gouvernement appelle à siéger à tour de rôle, le Ministre propose de le composer de quatre membres seulement : deux que les Consuls choisiraient parmi les négociants présentant le plus de garanties, et pris parmi les plus notables ; deux autres que le Gouvernement choisirait parmi les indigènes que leurs relations rapprochent le plus des Européens. Ces membres siégeraient à tour de rôle ; la présidence serait laissée à un Égyptien ; mais on donnerait la vice-présidence à un magistrat choisi en Europe, et, pour avoir des garanties au sujet de son caractère, il serait bon de s'adresser au Ministère de la Justice. Ce magistrat serait permanent.

« Au-dessus de ces deux tribunaux, il serait nécessaire d'avoir un tribunal d'appel siégeant à Alexandrie. Celui-ci serait composé de trois membres égyptiens, choisis parmi les jeunes gens qui ont fait leurs études en Europe, et de trois autres membres, magistrats compétents, que Son Altesse ferait venir d'Europe, en s'adressant pour le choix à leurs Gouvernements. Ce tribunal fonctionnerait sous la présidence d'un Égyptien.

« A côté des deux tribunaux de commerce, il faudrait deux tribunaux jugeant au civil. On pourrait les composer de deux membres compétents, engagés au dehors, et de deux membres égyptiens, tous jours sous la présidence d'un sujet égyptien.

« Le tribunal d'appel siégeant à Alexandrie aurait aussi dans ses attributions la révision des jugements rendus par les tribunaux civils. »

Les questions terriennes et de propriété seraient réservées à des tribunaux où n'entrerait pas l'élément étranger.

Les juges ne jouiraient pas de l'inamovibilité au début ; ils seraient institués pour cinq ans.

En appliquant au criminel le système proposé pour le règlement des affaires civiles, on instituerait des tribunaux correctionnels

mixtes qui constitueraient une sorte de jury, composé mi-partie d'indigènes, mi-partie d'Européens.

L'appel des décisions de ce tribunal serait porté au tribunal suprême d'Alexandrie.

En ce qui concerne la législation, on suivrait, en matière commerciale, le Code de commerce français aujourd'hui en vigueur à Constantinople.

Pour la législation civile, le Vice-Roi appellerait en commission des jurisconsultes étrangers, qui, réunis aux légistes égyptiens, combinerait en les conciliant les dispositions du Code Napoléon avec la législation égyptienne et les lois des autres nations européennes.

Cette Commission mettrait en harmonie les lois pénales de l'Égypte avec le Code pénal français.

Entendu par la Commission, le Ministre de S. A. le Vice-Roi a modifié plusieurs des propositions contenues dans sa Note.

L'Égypte consentirait à faire une part plus large à l'élément européen dans la composition des tribunaux, et à lui donner même la majorité; mais la nomination devrait toujours appartenir au Vice-Roi. Le greffier et les huissiers seraient également choisis parmi les Européens. Le Consul de la nation à laquelle appartiendrait l'Européen en cause pourrait exercer un droit de récusation préemptoire. Le tribunal civil pourrait connaître d'une partie des questions civiles de propriété.

Le Ministre du Vice-Roi a paru s'en rapporter à la fois à sa Note et aux appréciations de la Commission en ce qui concernait l'organisation de la justice criminelle, en insistant toutefois pour que, dès à présent, une action plus large et plus directe fût donnée au Gouvernement Égyptien pour réprimer les contraventions et régulariser ainsi le service de la police locale.

La réponse aux reproches formulés dans la Note nous a été présentée par les diverses personnes entendues dans l'enquête, qui assurent qu'on exagère et qu'on généralise trop le mal, et surtout qu'on n'en indique pas la véritable cause. Ce mal tiendrait beaucoup plus aux vices de l'organisation administrative de l'Égypte qu'à l'immixtion des Consuls dans les affaires de leurs nationaux.

Les capitulations ne seraient nullement violées, leur texte comme leur esprit seraient respectés; seulement, en Égypte, comme dans toutes les Échelles, des usages se seraient établis pour la mise en pratique de leurs dispositions.

Au surplus, ces usages ne sont pas des abus, des actes arbitraires se modifiant avec les changements des chefs de chaque agence; ce sont des usages anciens, généraux, permanents, reconnus par le Gouvernement Égyptien dans la pratique et dans divers documents offi-

ciels, ayant fait la base des législations promulguées par les nations européennes pour l'application des concessions qu'elles tenaient de la Porte.

L'indigène demandeur obtient justice des tribunaux consulaires français¹; et, s'il y a des Consulats qui exécutent moins rigoureusement et loyalement les traités, ce serait à l'Égypte à réclamer auprès des Gouvernements qu'ils représentent, en respectant les droits des nations dont les agents remplissent fidèlement les obligations résultant des traités.

En ce qui concerne spécialement les locations, des abus que la Commission a constatés motiveraient les modifications qu'elle propose; mais les explications échangées dans l'enquête ont établi que, si un grand nombre d'affaires sont restées longtemps sans solution, c'est que, au lieu d'agir en justice, les intéressés se bornent le plus souvent à réclamer auprès des Consuls le payement des loyers, et que ceux-ci n'ont pas le droit de contraindre leurs nationaux à effectuer ces payements sans condamnation préalable.

Ce n'est point une mauvaise administration de la justice qui a mis le Gouvernement Égyptien dans le cas de payer près de 92 millions. Rien n'a justifié pour la Commission l'exactitude de ce chiffre; des sommes plus ou moins importantes, dont le total nous est inconnu, paraissent en effet avoir été acquittées, mais les payements ont eu lieu par suite d'engagements pris et de transactions librement consenties par le Gouvernement, en dehors de toute action judiciaire. Si dans certaines affaires il s'est montré trop facile, les procès intervenus plus tard prouvent assez que ce résultat n'est pas dû à l'organisation judiciaire actuelle des tribunaux étrangers.

En ce qui concerne la police, on rappelle les documents que nous avons cités en nous occupant des juridictions criminelles pour établir le concours que l'Égypte reçoit des Consulats étrangers en ces matières.

Les impôts paraissent régulièrement acquittés par les Européens, et notamment par les Français, pour les propriétés rurales, même lorsqu'ils ont été doublés par le Gouvernement et lorsque leur perception a été devancée. Pour les propriétés urbaines, il n'en est pas de même, et des documents indiquent que, sur ce point, une réforme serait équitable; mais il faudrait, d'un autre côté, que l'impôt fût éta-

1. Il résulte, d'un état des jugements rendus au tribunal consulaire de France à Alexandrie dans des causes entre indigènes demandeurs contre Français, que, sur 70 affaires portées devant le tribunal, de janvier 1866 à septembre 1867, les indigènes ont vu leurs demandes accueillies dans 51 affaires, repoussées seulement dans 8. Des mesures préparatoires ayant été ordonnées dans les autres affaires, elles n'avaient pas encore été jugées en septembre 1867.

bli sur des bases justes de répartition, qu'il fût également appliquée et qu'il n'eût point pour résultat de soumettre l'Européen à des charges qui mettraient en péril son droit de propriété. Au surplus, cette matière doit rester étrangère à une organisation judiciaire, et s'il y a à faire quelque chose à cet égard, c'est dans l'organisation administrative et financière de l'Égypte qu'il faudrait y pourvoir.

Après avoir rappelé les principales réponses qui ont été faites, dans l'enquête, aux plaintes que renferme la Note égyptienne, la Commission doit faire connaître à Votre Excellence son opinion motivée sur les propositions du Gouvernement Égyptien; mais ce rapport serait incomplet si, auparavant, elle ne soumettait à votre appréciation, d'après les documents et l'enquête, diverses considérations fort graves, relatives à la situation de l'Égypte au point de vue de l'efficacité d'une réforme judiciaire; car ces considérations et ces faits doivent influer puissamment sur les déterminations, justifier bien des hésitations et prescrire une sage et prudente réserve.

§ 9. Situation de l'Égypte au point de vue de la possibilité et de l'efficacité des réformes proposées.

D'après un grand nombre de documents et la plupart des dépositions recueillies dans l'enquête, l'Égypte serait un pays d'une civilisation encore incomplète, où le mélange le plus divers de races, de mœurs, d'habitudes, de croyances religieuses, de situations sociales, rendrait l'uniformité de législation et de justice irréalisable.

Le pouvoir administratif et le pouvoir judiciaire n'y sont point séparés, et, dans la situation actuelle, une distinction entre eux, fût-elle écrite dans le texte des lois, ne passerait pas dans la pratique.

Est-il possible d'établir dans un pays une bonne organisation judiciaire sans une bonne organisation administrative, sans de sages institutions politiques, sans établir l'ordre dans les divers services publics?

Le Vice-Roi d'Égypte a un pouvoir sans limites. Il n'a d'autre règle que sa volonté, et cette volonté est sans obstacles. Tout plie et se courbe devant elle. Son autorité est tellement puissante et absolue, elle peut s'exercer d'une manière si directe et si arbitraire, qu'il est impossible d'attendre un fonctionnement satisfaisant d'une justice placée sous une pareille dépendance.

De plus le Vice-Roi est mêlé, à titre privé, à toutes les branches de l'activité sociale. Il possède une partie considérable du sol sur lequel s'exerce sa souveraineté. Il est agriculteur, industriel, commerçant, constructeur, etc.; à tous ces titres, nombreux de plaideurs sont exposés à l'avoir pour adversaire patent ou dissimulé.

Si le caractère personnel du Chef actuel de l'État peut réparer des

injustices et prévenir des abus, rien ne prémunit suffisamment contre ceux qui pourraient se produire sous ses successeurs, dans le cas où nous abandonnerions les seules garanties que nous donnent les traités, et où nous renoncerions aux concessions de juridiction qui nous ont été faites.

La pression du pouvoir dans les affaires de justice est d'autant plus à craindre, que les plus hauts fonctionnaires se trouvent également mêlés, directement ou indirectement, à la plupart des grandes entreprises qui servent d'aliment au mouvement commercial et agricole du pays.

L'Égypte n'a ni administration régulière ni lois précises. Depuis quelques années, elle voit se succéder des lois et des règlements toujours plus nombreux, mais toujours moins exécutés, parce que le Gouvernement y manque essentiellement d'esprit de suite; en sorte que l'on ne peut fonder sur ce qui existe, non plus que sur ce qu'on projette, des espérances qui permettent de renoncer à des droits acquis.

Les hommes appelés d'Europe pour diriger temporairement divers services publics ont été le plus souvent réduits à l'inaction et à l'impuissance, et ont dû retirer un concours inutile.

D'un autre côté, les Européens qui se sont établis en Égypte et y ont engagé des capitaux considérables l'ont fait sous la foi de traités et d'usages qui leur offraient des garanties dont on ne saurait les priver.

Modifier ces garanties, les restreindre, serait entraver les transactions entre les Européens et les indigènes, et replacer l'Égypte dans cet état d'impuissance où elle se trouvait avant que l'élément européen y eût apporté la vie, l'activité et les principes de civilisation.

Les Gouvernements se sont montrés disposés à examiner diplomatiquement les moyens de modifier la condition des étrangers en Turquie; mais le Cabinet de Londres, qui paratrait vouloir faire les plus larges concessions, ne consent, en réalité, à entrer dans cette voie que lorsqu'il aura l'assurance de garanties sérieuses et efficaces¹. La plupart des personnes qui connaissent l'Orient et l'Égypte, qui ont habité ces Pays dans des conditions diverses et vu fonctionner les institutions qui les régissent, opposent un *veto* absolu à toute modification aux capitulations et usages; les plus conciliants témoignent une grande défiance et conseillent une extrême réserve.

1. La dépêche de lord Stanley au colonel Stanton porte: « Les Puissances étrangères ont le droit d'attendre que le nouveau système, quel qu'il soit, qui serait inauguré en Égypte, donne ample sécurité à l'étranger plaidant devant le tribunal égyptien, contre une appréhension quelconque de vénalité, d'ignorance et de fanatisme de ses juges. Elles ont le droit de s'attendre que la loi qui doit être appliquée à l'étranger, demandeur ou défendeur, soit claire et patente pour tous. »

A la nouvelle des projets de réforme, une émotion très-vive s'est répandue en Égypte dans toute la Colonie européenne¹, et, pour employer le langage même des dépêches, il y eut une véritable panique parmi les Européens, et l'inquiétude est allée jusqu'à l'effroi².

§ 10. Examen des propositions égyptiennes et avis motivé de la commission.

Il ne nous reste plus qu'à faire connaître les appréciations de la Commission et à indiquer les raisons sur lesquelles elles s'appuient.

Il ne saurait être question de rien changer à la juridiction consulaire, en tant qu'elle statue sur les contestations qui s'élèvent entre Européens de même nation. Cette juridiction n'a donné lieu à aucune plainte. Le Gouvernement Égyptien ne songe ni à la contester ni à la restreindre. Ce privilége de juridiction est d'ailleurs garanti, pour la France, par un article de loi formel, qu'il serait nécessaire d'abolir, l'article 2 de l'Édit de juin 1778.

Si cet article, déjà cité dans notre rapport, est tombé en désuétude dans les Pays de chrétienté, où le pouvoir des Consuls sur leurs nationaux est très-restréint ou méconnu, il conserve force et vigueur dans le Levant, et, ainsi que nous l'avons déjà dit, application en a été faite récemment encore par la cour d'Aix.

L'Égypte ne paraît pas davantage désireuse, quant à présent du moins, d'attirer à elle le jugement des procès qui surviennent entre étrangers de nationalités différentes. La matière étant ici placée sous l'empire de la maxime *actor sequitur forum rei*, l'application de cette maxime, comme on l'a dit plus haut, donne naissance à beaucoup de difficultés et d'inconvénients : — multiplicité des juridictions déterminée par la présence au procès de plusieurs défendeurs de nations différentes, et pouvant amener une contradiction dans les décisions; — incertitude de la juridiction elle-même, et, par suite, incertitude des principes sous l'empire desquels le procès sera jugé; — complication résultant de ce que le juge de la demande principale se trouve incompétent pour connaître de la demande reconventionnelle, etc.

Sans entrer dans l'examen de ces difficultés, qui ne nous sont pas soumises, mais qui ne pouvaient échapper à notre attention, nous pensons qu'il pourrait y être paré, en partie, par l'insertion dans les contrats d'une clause compromissoire déterminant d'avance la juri-

1. Rapport du Caire du 7 octobre 1867.

2. Rapport d'Alexandrie du 9 octobre 1867. Ces mêmes appréhensions se retrouvent dans une note du Président de la Chambre de commerce du Caire, portant la date du 20 octobre 1867, note écrite au nom du commerce européen, sans distinction de nationalités.

diction. Il y aurait lieu, alors, de pourvoir à ce que cette clause fût déclarée valide. Nous exprimons donc le vœu que les Puissances s'entendent entre elles en vue de concerter une mesure propre à diminuer le plus possible les inconvénients qui naissent de l'état de choses actuel.

Quant au régime auquel sont soumises les contestations entre indigènes et Européens, il est un point que les détails dans lesquels nous sommes entrés rendent désormais inattaquable et au-dessus de toute controverse, c'est que, si ce régime est susceptible d'amélioration, à quelque point de vue que l'on se place, il n'a rien d'abusif, que la situation qui l'a créé est normale, qu'elle découle de la lettre des traités, de leur esprit ou de la force des choses.

Un autre point dès à présent bien établi, c'est que le mal résultant de cette situation n'est ni ce qu'on le fait, ni là où on veut le voir, et que, si quelqu'un peut s'en plaindre, ce sont moins les indigènes que les étrangers. Sans nier l'efficacité des bonnes institutions, elles auraient peu de prise, on peut le craindre, sur un mal qui tient surtout à l'état des mœurs, à l'antagonisme des religions, toutes choses qui échappent à l'action directe des lois.

Enfin, répétons-le, les réformes proposées par le Vice-Roi, si elles ont rencontré quelques rares partisans, sont accueillies avec une défiance extrême, et à peu près universelle.

La justice que l'autorité égyptienne a essayé de constituer jusqu'à présent est déplorable. Ainsi qu'il a été dit plus haut, nul Européen ne consentirait à plaider devant les tribunaux purement musulmans. Les étrangers ne sont jamais sûrs du sort qui les attend, même devant les tribunaux mixtes.

La majorité fût-elle donnée à l'élément européen, du jour où les juges seraient à la discrétion du Souverain, conserveraient-ils leur indépendance ? Il ne faut pas oublier qu'ils siégeraient dans un milieu où les fonctionnaires sont, à chaque instant, assaillis par des influences de toute sorte, même les moins avouables. Puis, comment les recruter ? Comment s'assurer qu'ils présentent, nous ne dirons pas toutes les garanties désirables, mais l'aptitude et la probité qui les rendent acceptables ? On offre, il est vrai, de les prendre sur l'indication des Gouvernements étrangers. Si, à cet égard, nous pouvons avoir confiance dans les choix de la plupart des Gouvernements européens, qui répond que les mêmes précautions seront prises partout et en tout temps ? Encore est-il bon d'ajouter que ceux qui s'expatrient ne sont pas en général ceux dont les vertus et la situation pourraient le mieux les prémunir contre tant de dangers réunis.

Tel est l'écho bien affaibli des préoccupations qui ont surgi au sein de la Colonie européenne, à la nouvelle des négociations entreprises

par l'Égypte en vue de constituer un ordre judiciaire. Ses alarmes sont si grandes que, si elle était consultée, on la trouverait manifestement disposée à maintenir le *statu quo*, quelque défectueux que l'aient rendu les procédés de quelques Consulats et surtout la justice locale. Au moins par l'application de la maxime *actor sequitur forum rei*, est-elle assurée d'obtenir justice toutes les fois que, par les hasards de la procédure, la cause se trouve portée devant un Consul soucieux des intérêts de ses nationaux. Et cette justice, les indigènes l'obtiennent aussi bien que les Européens.

Mais il faut convenir que peut-être les Consulats n'offrent pas tous les mêmes garanties. Il en est contre lesquels les plaintes sont unanimes. De là des dénis de justice qui atteignent aussi bien les sujets du Vice-Roi que les résidents étrangers.

Cette considération, jointe à la bienveillance reconnue du Gouvernement Français envers l'Égypte, ne permettrait pas que la proposition du Vice-Roi fût péremptoirement écartée. D'un autre côté, cependant, l'expérience du passé, la connaissance du présent, les justes inquiétudes que peut inspirer l'avenir, la sollicitude pour nos nationaux, ce qu'il peut y avoir de fondé dans leurs alarmes, tout doit interdire de les dépouiller, quant à présent, des garanties qui les protègent. Accepter du Gouvernement Égyptien ce qui est compatible avec ces garanties, l'aider à marcher dans la voie du progrès sans compromettre la situation de ceux auxquels une protection spéciale est due, tel est le but qu'on doit se proposer, et cela dans l'intérêt de l'Égypte elle-même. Car, du jour où les capitaux européens qui y ont apporté la prospérité n'y trouveraient plus de garanties suffisantes, ils se retireraient, et l'Égypte rentrerait dans l'état où elle était avant que l'Europe y eût développé la civilisation et l'activité.

Aussi devons-nous déclarer tout d'abord qu'il nous a paru impossible de songer à des concessions définitives et générales. Il doit être bien entendu d'ailleurs que tout ce qui sera proposé plus bas, sur certains points spéciaux, soit à titre de simple conseil, soit comme condition du consentement à des changements dans l'état actuel, est proposé à titre d'expérience, avec stipulation de retour au passé, si cette expérience ne justifie pas les espérances qu'elle a fait concevoir.

C'est sous l'empire de cette idée qu'ont été examinées les propositions faites au nom du Gouvernement Égyptien, et par là on doit entendre celles qui ont été verbalement apportées par Nubar-Pacha au sein de la Commission et spontanément substituées par lui à celles que contenait son Mémoire.

Ces propositions, dont le détail a été donné plus haut, peuvent, en ce qui concerne les matières civiles et commerciales, se résumer ainsi :

1^o Constituer deux tribunaux civils et deux tribunaux de commerce, l'un au Caire, l'autre à Alexandrie, sur une base mixte, en donnant la majorité aux Européens, avec des magistrats choisis par le Vice-Roi parmi des candidats qui lui seraient indiqués par les Gouvernements européens.

2^o Au besoin, ne constituer que deux tribunaux, l'un au Caire et l'autre à Alexandrie, sur les mêmes données et avec les mêmes éléments, tribunaux qui jugeraient à la fois les matières civiles et commerciales.

3^o Dans tous les cas, établir au-dessus d'eux et dans les mêmes conditions une cour d'appel, à laquelle seraient déférés les jugements rendus en première instance.

4^o Devant ces tribunaux, on accorderait aux parties un droit de récusation, et, à ces conditions, toutes les causes entre indigènes et étrangers devraient y être portées, quel que fût le demandeur ou le défendeur, ce qui revient à dire que, pour ce qui les concerne, les Européens renonceraient à l'application de la maxime *actor sequitur forum rei*.

Dans ces propositions, il est certains points qui peuvent être admis sans difficulté : 1^o la majorité donnée aux Européens dans la composition des tribunaux, condition essentielle pour que ces tribunaux soient éclairés et impartiaux; 2^o les deux degrés de juridiction, garantie éprouvée de bonne justice; 3^o la récusation, dont tout le monde paraît s'accorder à attendre un bon effet.

Il convient également de dire tout de suite que, l'option étant offerte entre quatre tribunaux, deux civils et deux de commerce, et deux tribunaux jugeant à la fois les procès civils et commerciaux, nous estimons que la préférence doit être donnée à la combinaison la plus simple, et que deux tribunaux suffisent.

Quant aux autres parties de la proposition, tant en ce qui concerne la composition du tribunal que sa compétence, elles appellent de notre part les plus sérieuses critiques.

Une des préoccupations du Gouvernement Égyptien, en constituant sa justice, paraît être de la dégager autant que possible de l'influence consulaire. « Pas d'immixtion des Puissances étrangères, » nous a dit Nubar-Pacha. « Justice rendue au nom du Gouvernement, et par des juges nommés par le Gouvernement. »

La susceptibilité que montre le Vice-Roi est légitime et l'honneur. Il faut savoir y donner la satisfaction qu'elle comporte dans l'état présent des choses. Que la justice des tribunaux égyptiens soit rendue au nom du Vice-Roi et par des juges qui reçoivent de lui leur investiture, rien de plus naturel; mais vouloir dégager complètement ces tribunaux de tout contact, de tout lien consulaire, il n'y faut pas songer.

Ce serait les discréditer dès le premier jour. A tort ou à raison, la justice égyptienne est suspecte aux Européens. Si la Colonie ne pouvait pas la voir elle-même à l'œuvre, et de près, cette justice, fût-elle rendue par des Européens, serait vite délaissée. Or, quel meilleur moyen de l'approcher peut-elle avoir que d'y participer par l'élection? Notre avis serait, dès lors, qu'au lieu de constituer et de créer des tribunaux nouveaux de toutes pièces, on se servît de ceux qui existent déjà, en les améliorant. Dans ce système, les tribunaux de commerce du Caire et d'Alexandrie fourniraient leur contingent électif dans la personne des notables choisis pour concourir à sa composition. Pour rendre ces tribunaux aptes à juger les matières civiles et, en général, les questions de droit, on y adjoindrait des magistrats européens nommés par le Vice-Roi et dont la présence aurait le double avantage d'assurer la majorité aux Européens et d'y faire pénétrer les lumières juridiques. Il suit de là que, dans notre pensée, les tribunaux de première instance égyptiens devraient se composer de trois éléments : un élément indigène, à la tête duquel figurerait le président; un élément européen fixe dans la personne des magistrats nommés, et un élément européen électif, recruté dans la Colonie par les procédés employés pour la composition des tribunaux de commerce actuels.

La souveraineté du Vice-Roi n'en serait point amoindrie. En donnant l'investiture aux juges élus, Son Altesse se trouverait dans la même situation que le Chef du Gouvernement Français à l'égard des tribunaux de commerce de France. Ces juges rempliraient, au surplus, vis-à-vis des Européens en Égypte, le même office que les assesseurs musulmans auprès des tribunaux français d'Algérie dans les causes qui intéressent les indigènes. La garantie qui a paru bonne en Algérie pour les indigènes ne peut pas être mauvaise pour les étrangers en Égypte.

La cour d'appel devrait être constituée sur la même base, avec un personnel plus nombreux. Mais les juges élus ne nous paraissent pas y être moins nécessaires que les assesseurs qui, dans l'organisation de la justice algérienne, figurent aussi bien en appel qu'en première instance.

Le choix des juges que l'on ferait venir d'Europe a vivement préoccupé la Commission. Ce choix appartient naturellement au Gouvernement Égyptien ; mais comment sera-t-il éclairé ? Le soin de le guider dans sa recherche devra-t-il être indifféremment abandonné à tous les Gouvernements qui ont des Représentants en Égypte ? On aperçoit tout de suite les abus d'un tel système. D'après ce qui nous a été déclaré, Son Altesse elle-même ne songerai à s'adresser qu'aux six principales Puissances européennes. Dans cette hypothèse, on est

amené à se demander quel sera le caractère de leur intervention. Il a paru à la Commission qu'elle devait être purement officieuse. Les juges seraient simplement indiqués par les Gouvernements auxquels on doit faire appel. De cette manière, toute ingérence officielle qui pourrait offenser la dignité du Gouvernement Égyptien serait évitée, et la surveillance de l'Europe serait suffisamment assurée par la faculté qu'auraient toujours les Puissances de refuser l'autorisation de prendre du service en Égypte à ceux qui ne leur paraîtraient pas dignes d'y rendre la justice.

Une des premières nécessités qui s'imposeraient au tribunal ainsi établi serait la reconstitution et l'organisation d'un greffe, car cette institution est si défectueuse aujourd'hui qu'elle n'existe pour ainsi dire que de nom. Afin de mieux assurer l'action disciplinaire et la surveillance du tribunal, il nous paraît que la nomination du greffier, ainsi que celle des employés du greffe, des huissiers et des interprètes, devrait lui appartenir.

En ce qui concerne la compétence, se désister complètement, en faveur de la justice égyptienne, de l'application de la maxime *actor sequitur forum rei*, dessaisir les Consuls de toutes les causes où figure un indigène, est manifestement impossible. Ce serait semer partout l'alarme et tout compromettre. Cette maxime est, pour les intérêts européens, un bouclier dont il serait aussi dangereux pour l'Égypte que pour eux de les désarmer. Dans la situation présente, la règle suivie ne nous a paru susceptible que de deux exceptions.

La première ne souffre aucune difficulté. Elle consisterait à permettre aux parties, en toute matière, de consentir à être jugées par le tribunal égyptien, ce qui pourrait être fécondé par des clauses compromissoires, dont la validité, par exception au droit commun, serait reconnue.

Il nous a semblé également possible d'attribuer au tribunal égyptien la connaissance, quel que soit le demandeur ou le défendeur, de toutes les contestations entre étrangers et indigènes qui naissent des contrats de bail à loyer ou à ferme.

Cette seconde exception se justifie par des raisons faciles à comprendre. Les difficultés qu'engendrent les baux demandent, en général, à être jugées promptement, et elles souffrent presque toujours de l'obligation d'aller chercher des juges au loin lorsque la partie condamnée veut se prévaloir du droit d'appel. D'un autre côté, ces procès ne sortent pas d'une limite restreinte. Souvent ils ne roulent que sur une somme minime, et presque jamais ils n'engagent la fortune du plaigneur.

L'attribution de ces procès à la justice égyptienne lui assure une compétence considérable. Il est permis d'espérer qu'elle saura en

user de manière à faire cesser les plaintes légitimes des propriétaires.

Quant à la validité, par exception, de la clause compromissoire, elle a un précédent dans la législation qui régit les musulmans en Algérie. (Voir décret du 13 décembre 1866.) Cette clause permettra d'apprécier le degré de confiance qu'inspireront les tribunaux à instituer, puisque évidemment, offrant un moyen d'obtenir une plus prompte et moins coûteuse solution, on se portera vers eux pour peu qu'on en attende une bonne justice.

Le tribunal demeurera compétent, dans tous les cas, lorsque l'indigène sera défendeur, et sa compétence sera étendue aux affaires civiles que la présence de magistrats et de juristes lui permettront d'apprécier.

Il ne sera fait exception que pour les matières qui doivent être décidées par application de la loi religieuse à l'égard des musulmans, et par les règles du Statut personnel à l'égard des Européens, lesquelles matières continueraient d'être portées aux tribunaux auxquels elles appartiennent, soit par action principale, lorsqu'elles forment l'objet direct du procès; soit incidemment et par exception préjudicelle, lorsqu'elles naissent au cours de l'instance.

L'état des mœurs et des habitudes en Orient ne permet pas que les jugements soient exécutés contre les Européens hors de la présence des Consuls. Mais il sera bien entendu que, se bornant à empêcher que l'Européen soit molesté dans sa personne et dans ses biens, le Consul fera en sorte d'assurer l'exécution de la sentence, et ne pourra l'entraver ni par inertie ni autrement.

Les jugements du tribunal mixte égyptien sont aujourd'hui rendus en arabe. Nous demandons expressément que, dans la nouvelle organisation, ils soient rendus en arabe et en français. Il en résultera des facilités et un moyen de contrôle qui n'est pas inutile.

Le Gouvernement Égyptien saura apprécier, sans doute, l'étendue et l'importance des concessions qui lui sont faites.

En effet, d'une part, en raison de leur composition actuelle et de la manière dont ils se recrutent, les tribunaux mixtes ont aujourd'hui un caractère plutôt international qu'égyptien. Les réformes que nous proposons feraient rentrer le tribunal tout entier dans la main du Vice-Roi, puisque, sans cesser d'être désignée par les colonies étrangères, c'est du Vice-Roi que la portion élective des juges tiendrait ses pouvoirs légaux, au moyen de l'investiture.

D'un autre côté, les seules causes portées aujourd'hui devant le tribunal mixte sont celles dans lesquelles l'indigène figure comme défendeur. Il est interdit aux Européens, par leurs Consuls, en conformité des usages, de s'y laisser traduire lorsqu'ils sont défendeurs

eux-mêmes. Par les concessions ci-dessus, cette prohibition se trouve levée. Tout défendeur européen qui y consentira ou qui l'aura acceptée d'avance devra se soumettre à la juridiction égyptienne. De plus, c'est à cette juridiction qu'appartiendra exclusivement la connaissance des contestations naissant du contrat de bail, que l'Européen y figure comme demandeur ou comme défendeur.

Enfin, dans l'état actuel, les Consuls se refuseraient à laisser exécuter un jugement émané du tribunal mixte qui condamnerait un Européen. Par les propositions ci-dessus, ce droit de *veto* est abandonné; si le Consul doit encore concourir à l'exécution, ce n'est qu'afin de mieux l'assurer.

Il y a plus, toutes ces concessions, avons-nous dit, sont provisoires et ne sont faites qu'à titre d'essai. Non-seulement il dépend de l'Égypte qu'elles soient rendues définitives, mais encore elles peuvent devenir le point de départ de concessions nouvelles et plus larges. Que l'expérience que l'on tente réussisse, que les tribunaux égyptiens rendent bonne justice, à coup sûr l'Europe n'hésitera pas à augmenter leur compétence, et à se dessaisir d'une nouvelle part de ses priviléges pour les restituer à un Gouvernement qui aurait fait un aussi heureux usage de son autorité.

Alors aussi pourront être examinées les diverses propositions faites par l'Égypte relativement à la justice criminelle; car, pour le moment, de son propre aveu, tout ce qui touche au jugement des crimes et délits doit être ajourné. Les explications fournies dans le cours de cet exposé dispensent la Commission d'entrer ici dans des détails; mais elle tient à constater que l'inconvénient réel qui résulte du morcellement des juridictions a son correctif dans une institution dont il serait à désirer qu'on se servît davantage. Nous voulons parler du tribunal consulaire arbitral, auquel a été conféré le droit d'expulsion contre les étrangers et qui peut toujours remédier, en pareille matière, à l'incurie de certains Consulats.

En dehors de ce point, notre seule préoccupation a dû être de renforcer l'action de la police égyptienne, et, dans ce but, nous n'hésitons pas à conseiller d'attribuer au juge local la connaissance des simples contraventions définies par le Code pénal promulgué en Turquie. Il suffirait de s'y reporter. Le jugement pourrait être confié à une délégation de deux juges faite par le tribunal, l'un remplissant les fonctions de juge, l'autre de ministère public. Toutefois, comme la plupart des contraventions à réprimer résulteraient d'infractions à des règlements de police locale, il serait indispensable que, préalablement à leur mise en vigueur, ils fussent portés à la connaissance des Consuls par les soins de l'autorité égyptienne.

L'exécution des jugements prononçant peine d'emprisonnement

devrait avoir lieu dans les prisons consulaires. Les Consuls conserveraient, en outre, le droit de poursuivre eux-mêmes, devant les tribunaux de leur nation, les infractions qui seraient commises aux arrêtés qu'ils ont le droit de prendre pour la police de leurs nationaux.

Une dernière garantie nous paraît utile à maintenir. Toutes les fois qu'un étranger sera traduit, à quelque titre que ce soit, devant un tribunal égyptien, il pourra se faire assister par le drogman de son Consulat.

Il ne serait pas moins indispensable, afin d'éviter toute équivoque, de déterminer le territoire sur lequel s'étendrait la juridiction de chacun des tribunaux du Caire et d'Alexandrie. En dehors de ces territoires et partout où il ne serait pas créé une organisation semblable, il serait déclaré que l'état de choses actuel est maintenu.

Quelque respectable que soit un jugement, quelque utilité qu'il y ait à l'obtenir, il ne vaut que par son exécution; et c'est cette exécution qui est surtout difficile à obtenir en Orient. Or, c'est précisément le point dont on s'est le moins préoccupé dans les divers projets de réformes. Il serait à souhaiter que l'on déterminât d'une manière précise les diverses voies d'exécution dont les jugements sont susceptibles et les règles qui doivent y présider, en ayant soin qu'elles soient conformes à la fois aux exigences de la localité et aux ménagements qu'elles comportent chez les nations civilisées. Cette réforme serait surtout urgente en matière de baux, et nous la recommandons avec une insistance particulière. Nous estimons même qu'il n'y aurait lieu d'accorder la connaissance des procès en matière de baux à la justice égyptienne qu'autant que ce point spécial aurait été préalablement réglementé.

Enfin, après avoir pourvu au présent, il resterait à assurer l'avenir. Si l'exercice d'une bonne justice suppose une bonne loi, elle ne suppose pas moins une magistrature capable de l'interpréter. Or l'Égypte n'offre aujourd'hui à cet égard qu'un dénûment complet, qu'elle avoue. Fonder des écoles où la science des lois serait enseignée, envoyer des jeunes gens en Europe pour s'y familiariser avec l'étude du droit, préparer ainsi une pépinière où se recruterait des juges dignes de ce nom, devient un devoir étroit pour le Gouvernement Égyptien, s'il veut réellement rendre viables les institutions qu'il projette. Dans l'état actuel des choses, la plupart des juges indigènes ne figurent dans les prétoires de la justice que pour l'honneur du principe. On voudrait pouvoir compter sur leur impartialité; personne n'a foi en leurs lumières.

§ 11. Résumé de l'avis de la commission

Telles sont, Monsieur le Ministre, les opinions auxquelles, après mûr examen, la Commission a cru devoir s'arrêter, et qui lui ont été inspirées autant par l'intérêt bien entendu de l'Égypte que par la sollicitude due à nos nationaux. En voici le résumé :

1° Maintien de la juridiction civile des Consuls sur leurs nationaux.

2° Maintien de la règle adoptée pour le jugement des contestations entre étrangers de nations différentes. Vœu exprimé qu'il soit paré autant que possible aux inconvenients auxquels l'application de cette règle donne lieu, par l'adoption de la clause compromissoire, et que les Gouvernements s'entendent entre eux pour arriver à une mesure qui diminuerait encore le mal.

3° Pour ce qui regarde les procès entre étrangers et indigènes, abandon partiel, au profit de la justice égyptienne, de la maxime *actor sequitur forum rei*, dans la mesure et aux conditions suivantes :

a. Les tribunaux mixtes égyptiens seront reconstitués de manière à assurer la majorité aux Européens; dans ce but, on y introduirait des juges européens qui seraient nommés par le Vice-Roi, sur la simple désignation de leurs Gouvernements.

Ces tribunaux de première instance se trouveraient ainsi composés de trois éléments : un élément indigène, à la tête duquel figurerait le président; un élément européen fixe, composé de jurisconsultes, et un élément électif, recruté comme il l'est aujourd'hui.

b. Il serait établi une cour d'appel sur la même base avec un personnel plus nombreux, à laquelle les décisions de première instance pourraient être déférées.

c. L'élément électif recevrait l'investiture du Vice-Roi.

d. Le droit de récusation serait accordé aux plaideurs.

e. Les tribunaux à instituer devraient s'occuper de l'organisation d'un greffe. Les greffiers, ainsi que les employés du greffe, les interprètes et les huissiers seraient nommés par le tribunal et placés sous sa surveillance.

f. Les Consuls seraient appelés à l'exécution des jugements rendus contre les Européens et devraient concourir à cette exécution.

g. Les sentences seraient rédigées en arabe et en français.

h. Faculté pour l'étranger, toutes les fois qu'il figure à un titre quelconque devant un tribunal égyptien, d'être assisté par un drogman de son Consulat.

Dans ces conditions le tribunal connaîtrait de toutes les affaires civiles et commerciales où l'indigène serait défendeur. Il ne serait fait

exception que pour les matières qui ressortissent de la loi religieuse ou du statut personnel.

Le tribunal connaîtrait, en outre, de tous les procès qui lui seraient déférés par les parties, soit qu'elles en convinssent à l'instant même, soit qu'elles eussent d'avance accepté sa juridiction dans une clause compromissoire. On lui attribuerait enfin la connaissance de toutes les questions qui naissent des contrats de bail à ferme et à loyer, quel que fût le demandeur ou le défendeur.

4° Maintien du *statu quo* en matière criminelle pour tout ce qui concerne le jugement des crimes et délits.

5° Attribution exclusive à la justice égyptienne de la poursuite et de la répression des contraventions de simple police, en réservant aux Consuls le droit de poursuivre devant le tribunal de leur nation les infractions commises à leurs propres arrêtés.

6° Détermination du territoire sur lequel s'étendront les juridictions des tribunaux du Caire et d'Alexandrie. En dehors de ce territoire, maintien de ce qui existe.

7° Vœu que l'exécution des jugements soit réglementée, que la législation soit complétée et qu'un système d'étude du droit soit organisé.

8° Enfin, dominant tout ce qui précède, stipulation expresse de la clause résolutoire, c'est-à-dire droit de revenir à l'état de choses actuel, si la nouvelle organisation ne produisait pas les résultats qu'on peut légitimement en attendre.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances du respect avec lequel nous avons l'honneur d'être,

De Votre Excellence,

Les très-humbles et très-obéissants serviteurs,

E. DUVERGIER, *Président de la section au Conseil d'État, Président de la Commission*;

G. TISSOT, *Sous-Directeur des travaux politiques au Ministère des Affaires étrangères*;

MAX. OUTREY, *Agent et Consul général de France en Égypte* ;
SAUDBREUIL, *Procureur général près la Cour impériale d'Amiens* ;

FÉRAUD-GIRAUD, *Conseiller à la Cour impériale d'Aix*.

Paris, le 3 décembre 1867.

N° 28.

**Le marquis de Moustier, ministre des affaires étrangères,
au prince de La Tour d'Auvergne, à Londres¹.**

Paris, le 28 mai 1868.

Prince, le Gouvernement du Vice-Roi, comme vous le savez, s'est adressé aux principales Puissances européennes dans le but d'obtenir leur assentiment à une réforme des institutions judiciaires actuellement appliquées en Égypte.

Dès que nous avons été saisis, en ce qui nous concerne, des propositions de S. A. Ismaïl-Pacha, nous les avons soumises à l'examen d'une Commission spéciale instituée par mes soins. Le résultat de ce travail a été consigné dans le rapport dont vous trouverez un exemplaire ci-annexé, au Gouvernement Égyptien.

Agréez, etc.

Signé : MOUSTIER.

N° 29.

Le marquis de Moustier au prince de La Tour d'Auvergne.

Paris, le 8 juillet 1868.

Prince, l'Ambassadeur de la Reine, comme vous le supposiez, a été invité par Lord Stanley à me remercier, au sujet des réformes projetées dans le système judiciaire actuellement en vigueur en Égypte, la communication dont vous trouverez ci-joint copie. Ainsi que vous le verrez, le Cabinet de Londres envisage l'ensemble de la question au point de vue auquel nous nous sommes placés nous-mêmes et n'admet pas plus que nous, contre les prétentions dont Nubar-Pacha s'étais fait l'interprète, que les capitulations primitives constituent la seule base légale de l'organisation judiciaire égyptienne, à l'exclusion des stipulations ou des usages qui les ont ultérieurement modifiées et développées. Nous nous étions attachés à faire prévaloir le principe contraire comme la condition de toute réforme dans l'organisation de la justice en Égypte; nous nous félicitons de voir le Gouvernement Anglais en faire également la base essentielle des modifications pro-

1. Une dépêche identique a été adressée aux Représentants de l'Empereur à Vienne, Saint-Pétersbourg, Berlin et Florence.

jetées et le point de départ de l'enquête internationale que le Vice-Roi demande aujourd'hui.

Agréez, etc.

Signé: MOUSTIER.

N° 30.

Lord Stanley, principal secrétaire d'État de S. M. Britannique pour les affaires étrangères, à lord Lyons, ambassadeur d'Angleterre à Paris.

Foreign office, le 30 juin 1868.

Milord, le Gouvernement Français a exprimé à différentes reprises un vif désir d'être instruit des idées du Gouvernement de Sa Majesté sur les conclusions auxquelles la Commission réunie dernièrement à Paris au sujet des réformes judiciaires en Égypte était arrivée, dans son rapport du 3 décembre dernier, lequel m'a été communiqué à titre confidentiel par le prince de La Tour d'Auvergne.

J'ai différé ma réponse jusqu'à ce jour, désireux tout d'abord de connaître l'opinion des Avocats de la Couronne sur la question générale, et maintenant què j'ai cette opinion sous les yeux, je ne suis pas préparé pour le moment à dire autre chose, sinon que le Gouvernement de Sa Majesté considère le rapport des Commissaires français comme offrant des matériaux précieux qui faciliteront grandement l'enquête de la Commission internationale que l'on instituera, et que, bien que le Gouvernement de Sa Majesté ne puisse prendre sur lui d'accepter en tous points les conclusions de la Commission, il consent pleinement à ce qu'elles fournissent aux délibérations de la Commission internationale une base sur laquelle la discussion pour l'adoption d'un nouveau système de procédure judiciaire en Égypte pourrait d'abord au moins s'engager.

Dans la conversation que j'ai eue, il y a quelques semaines, avec Nubar-Pacha, celui-ci a beaucoup insisté sur la nécessité d'adhérer par la suite aux termes mêmes des capitulations, à l'exclusion des usages qui se sont développés à côté d'elles. Je me propose de faire savoir à Nubar-Pacha que le Gouvernement de Sa Majesté ne peut souscrire à cette doctrine.

Il peut exister des usages si anciens et si bien établis, qu'ils ont un droit acquis à être considérés comme faisant corps avec les capitulations, du consentement général, et à être traités comme aussi obligatoires que celles-ci, tandis qu'il peut y en avoir d'autres qui, par suite de différentes circonstances qui s'y rattachent, ne peuvent pas méri-

ter autant de déférence. Le Gouvernement de Sa Majesté ne peut, dis-je, consentir à mettre entièrement de côté les usages; il n'a pas, toutefois, la prétention de décider lesquels doivent être maintenus, et lesquels doivent être écartés, et il préfère remettre le soin de cette décision à la Commission internationale, qui sera plus en état de résoudre la question.

Votre Excellence est autorisée à donner copie de cette dépêche à M. de Moustier.

Je suis, etc.

Signé : STANLEY.

N° 31.

**Le marquis de La Valette, ministre des affaires étrangères,
au prince de La Tour d'Auvergne¹.**

Paris, le 14 avril 1869.

Prince, le Gouvernement du Vice-Roi, comme vous le savez, s'est adressé aux principales Puissances européennes dans le but d'obtenir leur assentiment à une réforme des institutions judiciaires actuellement appliquées en Égypte. Vous connaissez également le résultat auquel a abouti, en ce qui nous concerne, l'examen des propositions confié par mon prédécesseur à une Commission spéciale dont le rapport a été communiqué au Gouvernement de Sa Majesté Britannique.

A la suite de longs pourparlers engagés sur cette question, le Vice-Roi, abandonnant ses premières conclusions, s'est borné à exprimer le désir qu'une Commission internationale se réunit à Alexandrie pour y procéder à une enquête sur l'état actuel de l'organisation judiciaire en Égypte, et indiquer les améliorations qui pourraient y être apportées.

A la suite d'un entretien qu'il avait eu avec moi à ce sujet, et dont il avait rendu compte à son Gouvernement, Lord Lyons a reçu de Lord Clarendon la dépêche que vous trouverez ci-jointe en copie.

Ainsi que vous le verrez, le Cabinet de Londres se déclare prêt à envoyer un délégué à la Commission internationale que le Gouvernement du Vice-Roi propose de constituer à Alexandrie, et il considère le rapport de la Commission française comme pouvant servir de base aux travaux qui se poursuivront en Égypte sur cette matière spéciale. Le Principal Secrétaire d'État indique enfin, en termes généraux, les

1. Une dépêche identique a été écrite à Vienne, à Saint-Pétersbourg, Berlin et Florence.

instructions dont les délégués devraient être munis, ainsi que le caractère purement consultatif des conclusions auxquelles aboutirait ce nouvel examen de la question.

Nous donnons notre approbation au projet du Cabinet de Londres, et, en faisant connaître dès à présent notre manière de voir aux Gouvernements avec lesquels nous ne nous étions pas prononcés jusqu'ici sur la question des réformes judiciaires, nous ne négligerons rien pour arriver à une entente dans les termes indiqués par la dépêche de Lord Clarendon.

Agréez, etc.

Signé : LA VALETTE.

N° 32.

Le comte de Clarendon, principal secrétaire d'État de S. M. Britannique pour les affaires étrangères, à lord Lyons, à Paris.

Foreign office, le 31 mars 1869.

Milord, j'ai reçu votre dépêche du 16 mars, de laquelle il résulte que le Gouvernement Français est prêt à envoyer un délégué à la Commission internationale que l'on se propose de réunir à Alexandrie pour examiner la question des réformes judiciaires en Égypte, mais qu'il désire arriver à une entente avec le Gouvernement de Sa Majesté au sujet des instructions à donner aux Délégués Français et Anglais.

Votre Excellence exposera à M. de La Valette que le Gouvernement de Sa Majesté est très-flatté du désir exprimé par le Gouvernement Impérial d'agir de concert avec lui dans une affaire qui touche de si près aux intérêts de leurs sujets respectifs en Orient, mais qu'il éprouve quelque embarras à définir à l'avance les limites dans lesquelles l'enquête ouverte à Alexandrie devra se renfermer, ou à poser des règles de conduite pour les Membres Anglais de la Commission, ces règles pouvant se trouver insuffisantes ou, au contraire, dépasser les besoins de la cause.

Lord Stanley, dans sa dépêche du 30 juin, déclarait à Votre Excellence que, bien que le Gouvernement de Sa Majesté ne pût pas s'engager à accepter sous tous les rapports les conclusions de la Commission qui a été instituée par le Gouvernement Impérial pour examiner la question, il consentait très-volontiers à ce que ces conclusions formassent des bases dans l'enquête qui s'ouvrirait à Alexandrie; et que, quant aux usages actuellement établis qui ont pris naissance à l'ombre des capitulations, il n'était pas préparé à les mettre entière-

ment de côté, ni à statuer d'avance sur ceux qu'il faudrait maintenir ou qu'il faudrait rejeter.

Le Gouvernement de Sa Majesté pense qu'on ne peut donner aux délégués des différentes Puissances que des instructions conçues dans les termes les plus généraux. Une fois munis de ces instructions, ces derniers auraient d'abord à demander aux Délégués Égyptiens quelles sont les imperfections dans le système judiciaire que le Gouvernement du Vice-Roi cherche à corriger, et quels sont les moyens qu'il propose pour y porter remède. Les délégués des Puissances chrétiennes vérifieraient la valeur des plaintes émises par le Gouvernement Égyptien contre le système actuel, et ensuite la possibilité pratique et la sécurité du nouveau système qu'il demande à établir; et, si les mesures qu'il propose ne leur paraissaient pas satisfaisantes, ils indiquereraient collectivement ou séparément de quelle manière on pourrait les modifier.

La discussion terminée, les Délégués feraient connaître à leurs Gouvernements leur opinion sur les conclusions que la Commission internationale aurait adoptées, et ce serait aux Gouvernements eux-mêmes à les accepter, à les modifier ou à les rejeter entièrement.

Votre Excellence donnera copie de cette dépêche à M. de La Valette.

Je suis, etc.

Signé : CLARENDRON.

N° 33.

Le marquis de La Valette à M. Poujade, consul général de France à Alexandrie.

Paris, le 22 avril 1869.

Monsieur, vous savez que Nubar-Pacha est revenu à Paris avec la mission de m'entretenir de la question des institutions judiciaires en Égypte. Il n'a pas insisté avec moi sur les propositions formulées d'abord par lui au nom du Vice-Roi. Renonçant à préjuger les conditions de l'entente à intervenir entre les Puissances, il s'est borné à demander que la Commission internationale dont il a été question se réunit à Alexandrie pour y procéder à une enquête sur l'état actuel de l'organisation judiciaire et pour indiquer les améliorations qui pourraient y être apportées. Le Cabinet de Londres, dont nous avons tenu à pressentir les dispositions, nous a répondu qu'il était prêt à se faire représenter à l'enquête qui s'ouvrirait à Alexandrie, en prenant

pour base les conclusions du rapport de la Commission instituée par mon prédécesseur. Ce document vous est connu, et je n'ai qu'à m'y référer pour vous mettre au courant des vues du Gouvernement de Sa Majesté. Quant aux instructions que recevront les Délégués des différentes Puissances, le Cabinet Anglais pense qu'elles devraient être conçues en termes très-généraux. Les Commissaires Européens auraient d'abord à s'assurer, auprès des Délégués Égyptiens, des imperfections du système actuel et à examiner les moyens proposés pour y porter remède. Ils auraient ensuite à rechercher jusqu'à quel point sont fondées les plaintes du Gouvernement du Vice-Roi et à vérifier la possibilité pratique de l'organisation nouvelle qu'il désire substituer au présent état de choses. Dans le cas où les mesures indiquées ne leur sembleraient pas satisfaisantes, les Délégués signaleraient, collectivement ou séparément, les modifications qu'elles devraient recevoir. La discussion close, ils feraient connaître à leurs Gouvernements leur opinion sur les conclusions que la Commission internationale pourrait avoir adoptées, et il appartiendrait aux Gouvernements eux-mêmes de les adopter, de les modifier, ou même de les rejeter entièrement. Cette proposition nous a paru acceptable pour toutes les parties intéressées, car elle laisse à chacune l'entièvre liberté de présenter et de défendre ses appréciations. En réalité, le Gouvernement de l'Empereur a déjà fait son enquête, et elle est consignée dans le rapport de la Commission ; mais nous ne nous refusons pas à recueillir, de concert avec les autres Puissances, un supplément d'informations sur les lieux mêmes. Le Vice-Roi, ayant demandé la réunion d'une Commission internationale à Alexandrie, trouvera, dans notre adhésion à la proposition du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, un témoignage de plus de nos sentiments de bon vouloir envers lui, et il s'efforcera, de son côté, je l'espère, de faciliter une négociation non moins importante pour ses intérêts que pour ceux des nombreux étrangers dont le séjour en Égypte est une des conditions nécessaires de la prospérité de ce pays.

Recevez, etc.

Signé : LA VALETTE.

N° 34.

M. Poujade au marquis de La Valette.

(*Extrait.*)

Alexandrie, le 19 mai 1869.

Monsieur le Marquis, j'ai donné immédiatement connaissance au Vice-Roi de la dépêche que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire

le 22 avril dernier et par laquelle vous m'annoncez l'adhésion du Gouvernement de l'Empereur à la proposition de réunir une commission internationale à Alexandrie pour s'occuper de la réforme judiciaire. Son Altesse a apprécié le nouveau témoignage des sentiments de bon vouloir que lui donne le Gouvernement de l'Empereur. Elle m'a prié d'en remercier Votre Excellence, et m'a annoncé que la Commission serait convoquée sans doute pour le mois d'octobre prochain.

Veuillez agréer, etc.

Signé : POUJADE.

N° 35.

**M. Tricou, gérant du Consulat de France à Alexandrie,
au marquis de La Valette.**

(*Extrait.*)

Alexandrie, le 19 juillet 1869.

Monsieur le Marquis, j'ai l'honneur de vous envoyer sous ce pli une circulaire que je reçois du Ministre des Affaires étrangères du Vice-Roi au sujet de la Commission qui doit se réunir à Alexandrie pour examiner la question de la réforme des tribunaux égyptiens. Le Gouvernement désirerait que cette Commission pût commencer ses travaux dans la seconde quinzaine d'octobre.

Veuillez agréer, etc.

Signé : TRICOU.

N° 36.

Nubar-Pacha à M. Tricou, à Alexandrie.

Alexandrie, le 18 juillet 1869.

Monsieur le Consul gérant, les Puissances auxquelles le Gouvernement de Son Altesse a soumis les observations que lui suggérait l'organisation actuelle de l'ordre judiciaire en Égypte se sont unanimement accordées à en reconnaître la justice et l'opportunité.

Le Gouvernement de S. M. l'Empereur ayant fait connaître à S. A. le Khédive qu'il prendrait part à une Commission composée des délégués des Puissances chargés d'examiner l'organisation judiciaire que propose le Gouvernement Égyptien, je viens vous prier, Monsieur le

Gérant, de vouloir bien provoquer de la part de votre Gouvernement la nomination des Commissaires qui doivent le représenter dans la Commission.

Cette Commission se réunira au Caire dans la seconde quinzaine du mois d'octobre.

Il est de mon devoir de témoigner encore une fois, au nom de S. A. le Khédive, toute sa reconnaissance pour la détermination qu'a prise votre haut Gouvernement de prêter son concours à une œuvre de conciliation, de progrès et d'intérêt général. Son Altesse ne doute pas que les instructions données aux Commissaires ne soient conformes aux sentiments de bienveillance avec lesquels le Gouvernement de S. M. l'Empereur a bien voulu accueillir ses propositions. Ce sont ces sentiments de bienveillance qui ont guidé et soutenu S. A. le Khédive dans la voie qu'il est résolu de suivre.

Signé : NUBAR.

N° 37.

**M. Tricou au prince de La Tour d'Auvergne, ministre
des affaires étrangères.**

Alexandrie, le 24 juillet 1869.

Prince, j'ai eu l'honneur, dans une récente dépêche, d'entretenir le Département des nombreuses difficultés que soulève la question de la municipalité d'Alexandrie. Comme Votre Excellence a pu s'en convaincre, les nouveaux règlements contiennent une série d'infractions aux capitulations et à la juridiction consulaire. Cependant le Gouvernement Égyptien nous prévenait, à la date du 20, qu'ils allaient être mis en vigueur sous peu de jours. La colonie européenne devait s'émouvoir, à juste titre, d'une résolution que rien ne justifie et qui prête arbitrairement à de simples projets le caractère de règlements définitifs. Aussi, le corps consulaire a-t-il cru devoir se réunir d'urgence chez son doyen, M. Hale, Consul général des États-Unis d'Amérique, pour répondre officiellement à la prétention inattendue du Ministre des Affaires étrangères du Vice-Roi. Il a été décidé dans cette réunion que ces règlements, portant dans leur ensemble de profondes atteintes à la juridiction consulaire et aux usages existants, ne pourraient être exécutés que du jour où ils auraient reçu la sanction expresse des Gouvernements étrangers, auxquels il en avait été référé du reste. Cette décision a été consignée dans un procès-verbal que mes collègues m'ont chargé de rédiger et dont je vous transmets une

expédition. J'ose espérer qu'il obtiendra la haute approbation de Votre Excellence.

Veuillez agréer, etc.

Signé : TRICOU.

PROCÈS-VERBAL DE LA DÉLIBÉRATION DU CORPS CONSULAIRE A ALEXANDRIE
(24 juillet 1869).

Messieurs les Membres du Corps consulaire se sont réunis, aujourd'hui 22 juillet 1869, chez M. Hale, Agent et Consul général des États-Unis d'Amérique, leur doyen, à l'effet d'examiner les règlements élaborés par la Commission municipale préparatoire, placée sous la présidence de Colucci-bey, Commission dans laquelle les Consulats généraux n'étaient point représentés officiellement, MM. Calvert, Schwegel et Dobignie n'y figurant qu'à titre purement privé.

Après s'être fait donner lecture desdits règlements et de la lettre de M. le Ministre des Affaires étrangères du Vice-Roi qui en consacre l'adoption, les Membres présents du Corps consulaire ont émis l'opinion que ces règlements portaient, dans leur ensemble, de profondes atteintes à la juridiction consulaire et aux usages existants.

Ils ont décidé, en outre, qu'en raison même des nombreuses infractionsqu'ils renferment, ils ne sauraient être considérés que comme de simples projets qui, pour devenir règlements définitifs et exécutoires, devaient recevoir l'approbation expresse des Gouvernements étrangers auxquels il en a été référé.

Le Corps consulaire doit constater, en terminant, que, si quelques-uns de ses Membres ont consenti à l'organisation provisoire d'une municipalité, ce n'a été, comme le prouvent leurs réserves formelles, qu'à titre de pur encouragement et dans le but de favoriser, en principe, une institution assurément fort utile en elle-même, mais qui, pour produire des fruits immédiats, doit se renfermer nécessairement dans les limites qui lui sont assignées par les traités. Dans ces termes et sous le bénéfice de ces réserves, les mêmes Membres sont toujours disposés, en ce qui les concerne, à désigner, dès à présent, si le Gouvernement Égyptien le désire, les délégués qui seraient appelés à élaborer de nouveaux projets de règlements municipaux, dont les dispositions devraient être en parfaite harmonie avec les capitulations et les principes actuels de la juridiction consulaire.

Le Corps consulaire prie M. Hale de vouloir bien transmettre le présent procès-verbal à M. le Ministre des Affaires étrangères du Vice-Roi.

(Suivent les signatures de tous les Consuls, sauf celle du Consul de Portugal, qui était absent.)

N^o 38.

**Le prince de La Tour d'Auvergne au vicomte de Contades,
chargé d'affaires de France à Londres.**

Paris, le 29 juillet 1869.

Monsieur, le Gouvernement Égyptien a fait savoir officiellement aux Agents des Puissances à Alexandrie que la Commission chargée d'examiner le projet de réforme d'organisation judiciaire de l'Égypte se réunirait au Caire dans la seconde quinzaine du mois d'octobre. Il les a priés, en même temps, de provoquer de la part de leurs Gouvernements la nomination des délégués qui doivent figurer au sein de la Commission. Nous avons accepté de participer à cette enquête internationale aux conditions sur lesquelles nous sommes tombés d'accord avec le Gouvernement Britannique, et je prendrai en temps opportun les ordres de l'Empereur pour la désignation du Commissaire français.

Lord Clarendon aura reçu, ainsi que nous, les nouveaux règlements municipaux promulgués par le Gouvernement du Vice-Roi pour la ville d'Alexandrie. Cette organisation a soulevé d'assez vives objections dans la colonie européenne, et, en ce qui le concerne, notre Consul général ne l'a provisoirement acceptée qu'en faisant des réserves. Nous aurons à nous prononcer ultérieurement à cet égard ; mais, la question touchant à la situation des étrangers qui habitent Alexandrie, elle me paraît avoir un lien avec la solution qui sera donnée à l'affaire des institutions judiciaires. Il y aurait donc lieu, ce me semble, de différer jusqu'à ce moment notre décision. Telle est du moins mon impression première, et j'attacherais de l'intérêt à connaître l'avis du Gouvernement Anglais.

Recevez, etc.

Signé : Prince de LA TOUR D'AUVERGNE.

N^o 39.

Le vicomte de Contades au prince de La Tour d'Auvergne.

(Extrait.)

Londres, le 1^{er} août 1869.

Prince, je ne sais si le Principal Secrétaire d'État avait eu déjà connaissance de la réponse à laquelle avait donné lieu de la part du Corps consulaire la promulgation des règlements municipaux pour la ville d'Alexandrie, mais il avait été informé des difficultés qui se rattachent

à cette question, et l'avis ouvert par Votre Excellence d'attendre, pour se rendre un compte plus exact de la situation des étrangers, que les travaux de la Commission de réforme judiciaire aient apporté de nouveaux éléments d'appréciation, lui a paru plein de sagesse.

Veuillez agréer, etc.

Signé : Contades.

N° 40.

Le prince de La Tour d'Auvergne à M. Tricou, à Alexandrie.

Paris, le 9 août 1869.

Monsieur, avant de répondre à la demande d'instructions que vous m'avez adressée au sujet des règlements municipaux élaborés pour la ville d'Alexandrie, je désirais connaître, ainsi que je vous en ai prévenu, la manière de voir des autres Cabinets intéressés au même titre que nous dans cette question. Je me suis donc empressé, en informant notre Chargé d'affaires à Londres de la décision du Corps consulaire et de l'impression qui résultait pour nous à première vue de l'état des choses, de l'inviter à pressentir les dispositions du Gouvernement Anglais. J'apprends, par la réponse de M. le Vicomte de Contades, que Lord Clarendon partage notre avis sur la nécessité d'attendre les nouveaux éléments d'appréciation que nous devons trouver dans le travail de la Commission internationale pour la juridiction consulaire. Les deux questions, en effet, sont évidemment liées, et puisque les différentes Cours ont accepté la proposition d'ouvrir une enquête sur la condition de leurs nationaux résidant en Égypte, jusqu'à ce qu'on en connaisse les résultats, il est naturel qu'elles diffèrent de se prononcer sur la situation des étrangers au point de vue des règlements municipaux. Nous ne croyons donc pas que le moment soit venu de faire connaître notre avis sur ces règlements, et jusque-là, nous ne pouvons que maintenir toutes les réserves faites par le Consulat général. C'est en ce sens que vous êtes autorisé à répondre au Gouvernement Égyptien. Vous voudrez bien toutefois procéder de concert avec vos collègues et ne faire aucune démarche sans vous être entendu préalablement avec eux.

Recevez, etc.

Signé : Prince de LA TOUR d'AUVERGNE.

N° 41.

**Le prince de La Tour d'Auvergne au marquis de La Valette,
ambassadeur de France à Londres.**

(*Extrait.*)

Paris, le 7 août 1869.

Monsieur le Marquis, dans le dernier entretien qu'il a eu avec M. de Contades, Lord Clarendon a fait une observation à laquelle je m'associe pleinement. Le Principal Secrétaire d'État a pensé qu'il serait convenable de faire auprès de la Porte, et avant la réunion de la Commission internationale à Alexandrie, une démarche de courtoisie qui aurait pour but de préciser le caractère et les limites de la tâche tracée aux Commissaires. J'ai eu l'occasion de parler de cette suggestion avec Lord Lyons, et je lui ai dit que je l'approuvais pleinement. Il y a lieu en effet de dire au Gouvernement Ottoman que cette Commission est uniquement chargée d'étudier sur place la valeur des propositions faites par le Vice-Roi pour la réforme des institutions judiciaires; qu'il s'agit simplement d'une enquête n'engageant en rien la liberté d'action des Cabinets; que, par conséquent, les Délégués n'ont pas mission d'élaborer un arrangement définitif en dehors de la Turquie, et qu'enfin l'intention des Puissances ne saurait être de porter la moindre atteinte aux intérêts et aux droits du Sultan dans cette question. Pour notre part, nous sommes disposés à donner en temps opportun à la Porte cette assurance formelle, et je me félicite de me trouver d'accord à ce sujet avec Lord Clarendon.

Agréez, etc.

Signé : Prince DE LA TOUR D'AUVERGNE.

N° 42.

**Le prince de La Tour d'Auvergne au marquis de La Valette,
à Londres.**

Paris, le 9 août 1869.

Monsieur le Marquis, dans la dépêche que j'ai eu l'honneur de vous adresser le 7 de ce mois, je rappelais l'observation faite par Lord Clarendon à M. le Vicomte de Contades à propos de la réunion prochaine à Alexandrie de la Commission internationale chargée d'ouvrir une enquête sur la juridiction consulaire en Égypte. Le Principal Secrétaire d'État était d'avis de faire auprès du Gouvernement Ottoman une dé-

marche de courtoisie ayant pour but d'apaiser ses susceptibilités à l'en- droit de la négociation engagée entre le Vice-Roi et les Puissances. Je vous ai dit que je m'associais entièrement à cette suggestion, et je vous ai fait connaître comment je comprenais le langage que nous avions à tenir dans cette circonstance. Depuis son entretien avec M. de Contades, Lord Clarendon a préparé de son côté le projet de dépêche ci-joint qu'il se propose d'adresser à M. Elliot et qu'il m'a fait remettre par M. l'Ambassadeur d'Angleterre. Ce document répond complètement dans ses conclusions à la pensée que je vous ai moi-même exprimée. Je n'ai donc aucune objection à charger M. Bourée de faire une communication analogue à la Porte, et je compte lui expédier mes instructions à ce sujet par le prochain courrier de Constantinople.

Agréez, etc.

Signé : Prince de LA TOUR d'AUVERGNE.

N° 43.

**Le comte de Clarendon à M^e Elliot, ambassadeur d'Angleterre
à Constantinople.**

Août 1869.

Par sa dépêche circulaire du 25 octobre 1867, Lord Stanley vous a recommandé de communiquer à la Porte les vues du Gouvernement de Sa Majesté sur la proposition du Gouvernement Égyptien tendant à obtenir l'assentiment des Puissances à une modification dans le système de procédure judiciaire applicable aux étrangers en Égypte dans leurs rapports avec les autorités et les habitants de ce pays, et vous savez ce qui s'est passé depuis à ce sujet.

La communication faite par Votre Excellence, des vues du Gouvernement de Sa Majesté touchant cette proposition, n'a rencontré de la part de la Porte aucune objection jusqu'au mois d'avril dernier, époque à laquelle l'Ambassadeur de Turquie à Londres m'a remis un télégramme de son Gouvernement, réservant les droits de la Porte à protester contre le résultat de toute enquête instituée dans le but d'inaugurer en Égypte des améliorations dans l'administration de la justice. Votre Excellence se rappellera que j'ai déclaré à Musurus-Pacha, en réponse à sa communication, que l'objet de cette enquête était simplement de constater s'il était possible de consentir à l'établissement, en Égypte, d'un système amélioré de procédure judiciaire qui éloignerait les abus du système actuel et garantirait aux étrangers comme aux indigènes que leurs causes seraient dûment entendues et

jugées, et je lui ai dit que le Gouvernement Anglais ne voyait pas, dans cette mesure, ce qui pouvait provoquer des protestations ou des réserves de la part de la Porte.

En même temps, j'ai prévenu l'Ambassadeur Ottoman que rien n'était plus contraire aux désirs ou aux intentions du Gouvernement de la Reine, que de prendre l'initiative d'aucune mesure qui pourrait raisonnablement être considérée comme un empêtement sur les droits du Sultan sur l'Égypte.

Le 1^{er} mai, j'ai reçu une dépêche de Musurus-Pacha, dont je vous ai envoyé copie. Il résulte de cette communication que la Porte, tout en admettant les abus existant en Égypte, considérait que le remède à y apporter consistait à faire exécuter les capitulations en Égypte de la même façon que dans l'Empire Turc; mais que si l'objet de l'enquête proposée était d'introduire en Égypte un système judiciaire s'éloignant des capitulations, la Porte ne voyait pas pourquoi ce système serait exceptionnel pour ce qui regarde l'Égypte, et ne ferait pas le sujet d'une négociation directe entre la Porte et les Gouvernements étrangers.

Sur ce terrain, la Porte déclarait que tout acte, arrangement ou décision tendant à placer l'Égypte dans une situation différente de celle qui résulte des firmans en vigueur serait accueilli par une protestation de sa part, et Elle exprimait la conviction qu'aucun acte d'un caractère international ne serait conclu entre l'Égypte et les Puissances sans le concours et sans la ratification du Sultan.

Votre Excellence a appris qu'une semblable communication avait été faite au Gouvernement Français par l'Ambassadeur de Turquie à Paris, et que Son Excellence avait fait observer que la Porte avait le droit d'inviter les Représentants des Puissances à se concerter à Constantinople sur la question des réformes à introduire dans les capitulations sur toute l'étendue de l'Empire Ottoman. En me référant à cette communication, j'ai autorisé Votre Excellence à déclarer que les Gouvernements Français et Anglais s'accordaient à mettre en doute l'opportunité du moment choisi par la Porte pour exercer son droit de faire prévaloir une pareille combinaison, et à recommander au Gouvernement Turc de s'occuper des améliorations qui auraient pour effet de rendre facile une modification des capitulations, plutôt que de susciter de l'opposition en agitant la question immédiatement. Quant à la protestation que le Grand Vizir a adressée à Votre Excellence, le 29 avril, contre la possibilité d'admettre que des capitulations qui avaient été conclues par le Souverain pussent être modifiées par un accord direct avec le vassal, j'ai encore expliqué à Votre Excellence, dans ma dépêche du 18 mai, que l'enquête projetée a pour but de s'assurer de l'étendue d'abus notoires et d'y suggérer des remèdes,

mais qu'aucun Gouvernement représenté à la Commission ne serait tenu d'accepter ses propositions, et que le Gouvernement de S. M. Britannique n'a nullement l'intention de diminuer le pouvoir suzerain du Sultan. Le Gouvernement de S. M. Britannique a été heureux d'apprendre par la dépêche de Votre Excellence, du 30 mai, que le Grand Vizir était très-satisfait de cette explication, et avait dit que, dans les limites indiquées, la Porte n'avait aucune objection à faire contre l'enquête projetée. Toutefois, Son Altesse ajoutait que si l'on avait l'intention de s'entendre directement avec le Vice-Roi sur les remèdes à appliquer, un tel procédé serait considéré comme portant atteinte à l'autorité du Sultan.

Après vous avoir rappelé les explications qui ont été échangées entre le Gouvernement de S. M. Britannique et la Porte sur ce sujet, il me reste à faire connaitre à Votre Excellence que la Commission d'enquête devra se réunir à Alexandrie dans le courant d'octobre prochain, et que le Gouvernement de Sa Majesté ne veut pas perdre de temps pour assurer la Porte que, en ce qui le concerne, les droits du Sultan seront soigneusement respectés, et que de son côté aucune mesure ne sera prise pour mettre à effet les recommandations de la Commission, sans qu'il y ait eu entente préalable avec la Porte. J'ai une grande satisfaction à pouvoir ajouter qu'il existe une parfaite communauté de vues à ce sujet entre les Gouvernements de France et d'Angleterre, et que j'ai lieu de croire que l'Ambassadeur de France à Constantinople sera chargé de faire une semblable communication à la Porte Ottomane.

Je suis, etc.

Signé : CLARENDRON.

N° 44.

**Le prince de La Tour d'Auvergne à M. Bourée,
à Constantinople.**

Paris, le 12 août 1869.

Monsieur, les pourparlers qui se sont engagés il y a deux ans, à pareille époque, entre le Vice-Roi et les Puissances, au sujet de l'organisation judiciaire en Égypte, ont abouti à une proposition d'enquête qui a réuni l'assentiment de tous les Cabinets. Les détails de cette négociation ont été connus du Gouvernement Ottoman, et il n'en a fait l'objet d'aucune observation jusqu'au mois d'avril dernier. A ce moment, toutefois, il a manifesté certaines appréhensions sur la por-

tée de l'entente intervenue et il se montrait même disposé à formuler des protestations et des réserves. Aali-Pacha semblait croire que les Puissances poursuivaient, d'accord avec le Vice-Roi, un changement au régime des capitulations, et que l'enquête qui doit s'ouvrir à Alexandrie aurait pour but de consacrer un accord définitif en dehors de la participation du Gouvernement Ottoman.

Mon prédécesseur, dans ses entretiens avec Djémil-Pacha, s'est attaché à établir que telle n'était pas la pensée du Gouvernement de l'Empereur. Entre le Vice-Roi et nous, il ne s'est jamais agi de modifier les capitulations, et ce n'est pas ainsi, en effet, que la question se présente pour l'Égypte. Par suite de circonstances particulières à ce pays, la situation des étrangers, sous le rapport de la juridiction, n'y est pas la même que dans la généralité des autres provinces de l'Empire Ottoman. Nos nationaux y jouissent, dans les causes mixtes, de priviléges particuliers, et le désir du Vice-Roi, tel, du moins, qu'il l'a formulé dans ses communications avec nous, serait, non pas de réformer les capitulations conclues entre les Puissances et la Turquie, mais de revenir à leur texte primitif. La négociation porte donc, non pas sur les capitulations, mais sur les usages dont nous jugeons le maintien nécessaire pour la sécurité de nos nationaux, à moins que nous n'obtenions, pour prix de notre renonciation, des garanties équivalentes. La question, je le répète, n'a pas un caractère général. Elle est essentiellement particulière à l'Égypte; et d'ailleurs il ne s'agit pas, même en ce moment, de la décider. L'enquête a pour but unique d'examiner les observations présentées par le Vice-Roi, de reconnaître si les abus de la juridiction consulaire sont tels que l'affirme le Gouvernement Égyptien, s'ils font réellement obstacle à l'organisation d'une bonne justice, et si le Vice-Roi, en nous demandant de renoncer à quelques-uns des priviléges assurés à nos Consuls en dehors des capitulations, est en état de constituer des tribunaux offrant de suffisantes garanties pour nos nationaux. J'ajouterais que cette enquête ne doit pas lier les Cabinets; qu'ils n'ont voulu, en s'y prêtant, que s'éclairer eux-mêmes, sans renoncer à leur complète liberté d'appréciation, et que, par conséquent, les délégués sont chargés, non pas de la négociation d'un acte diplomatique avec le Vice-Roi, mais simplement des études nécessaires pour rechercher les éléments de l'accord qui interviendra plus tard et dont nous ne songeons nullement à poursuivre la réalisation en dehors du Gouvernement Turc.

Une communication récente du Ministère Égyptien aux Agents étrangers à Alexandrie convoque la Commission pour la seconde quinzaine d'octobre. Nous avions répondu que nous étions décidés à nous y faire représenter; mais, avant que l'enquête commence, nous avons tenu à exposer à la Porte comment nous envisageons la mission

assignnée aux délégués des Puissances. Je vous autorise, en développant ces explications au Grand Vizir, à lui donner l'assurance que notre intention n'est nullement de nous prêter à une combinaison quelconque pouvant porter atteinte aux intérêts ou aux droits du Sultan.

Agreeez, etc.

Signé : Prince DE LA TOUR D'AUVERGNE.

N° 45.

**Le prince de La Tour d'Auvergne à MM. Tricon et Piétri,
commissaires du Gouvernement de l'Empereur à Alexandrie.**

Paris, le 6 décembre 1869.

Messieurs, au moment où la Commission internationale dont vous faites partie va aborder la tâche qui lui est confiée, je crois utile de vous rappeler le point de vue que le Gouvernement de l'Empereur a adopté dans l'examen de la question que vous avez à étudier en détail, et je tiens également à bien préciser le véritable caractère ainsi que le but essentiel de l'enquête à laquelle vous participerez.

Vous connaissez les propositions dont le Gouvernement Égyptien a pris l'initiative, il y a environ deux ans, auprès des principales Puissances Européennes. Dans une note adressée au Vice-Roi, et qui a servi de point de départ à ses démarches ultérieures, le Ministre des Affaires étrangères de Son Altesse signalait les inconvénients résultant, selon lui, du système actuellement en vigueur en Égypte et indiquait en même temps les mesures qui lui semblaient les plus propres à y remédier.

Les propositions formulées par le Gouvernement du Vice-Roi ont été, comme vous le savez, de la part de mon Département, l'objet de l'examen le plus sérieux. Une commission spéciale instituée à cet effet au Ministère des Affaires étrangères a consigné le résultat de ses travaux dans le rapport dont vous trouverez un exemplaire ci-annexé.

Je n'ai pas à reproduire ici les conclusions de ce travail, dont la simple analyse dépasserait le cadre des instructions générales que je me propose de vous tracer. Mais, en me bornant à les signaler à votre attention, je ne saurais trop insister sur l'importance que nous y attachons et sur l'utilité que vous pouvez en retirer pour vos propres études. Le rapport de la Commission n'est pas seulement l'expression de la pensée du Gouvernement de l'Empereur sur les différentes questions que soulèvent les demandes de Son Altesse Ismaïl-Pacha; il constitue, en outre, à nos yeux comme à ceux des

autres Puissances, le point de départ de l'enquête provoquée par le Vice-Roi. C'est uniquement à cette condition, en effet, que nous avons consenti à nous faire représenter à Alexandrie, et les Cabinets aux-quals nous avons communiqué le travail de la Commission française l'ont admis dans son ensemble, comme pouvant fournir une base utile aux travaux des délégués européens.

D'accord sur le point de vue auquel devront se placer leurs représentants, les Puissances se sont également entendues sur la marche qu'il conviendra de suivre dans l'enquête même. Conformément au programme indiqué par le Cabinet de Londres, les Commissaires européens devront tout d'abord faire préciser par les délégués égyptiens les imperfections que le Gouvernement du Vice-Roi constate dans le système judiciaire actuel, ainsi que les réformes dont il suggère l'adoption. Ils auront ensuite à examiner jusqu'à quel point peuvent être fondés les griefs articulés contre le présent état de choses, et à rechercher si les mesures recommandées par le Vice-Roi offrent, dans la pratique, les garanties que les Puissances ont le droit d'exiger. Dans le cas où les propositions égyptiennes ne présenteraient pas ce caractère, les Commissaires européens auraient à signaler, soit individuellement, soit collectivement, les améliorations qui pourraient y être introduites.

Parvenus au terme de cette enquête contradictoire, les délégués se borneront à faire connaître à leurs Gouvernements respectifs leur avis motivé sur les conclusions de la Commission. L'enquête, en un mot, gardera le caractère purement consultatif qui lui a été assigné tout d'abord, et les Puissances représentées à Alexandrie se réservent expressément le droit d'accepter, de modifier, ou même de rejeter complètement les propositions que la Commission internationale sera dans le cas de formuler.

Si générales qu'elles soient, ces indications suffiraient à la rigueur, et de plus amples détails sont d'autant moins nécessaires que la Commission française, en adoptant un mode de procéder analogue à celui que se proposent de suivre les Puissances, a plus complètement élucidé les différents points de fait et de droit dont leurs représentants auront à s'occuper.

D'une part, les capitulations, c'est-à-dire l'ensemble des règles qui régissent les rapports des Puissances chrétiennes avec la Porte, ne se réduisent pas à la lettre des traités primitifs ; elles comprennent encore toute une jurisprudence internationale qui a développé ces traités, toute une série de dispositions complémentaires conçues dans le même esprit, conseillées par l'expérience, reconnues nécessaires, admises d'un commun accord, consacrées par l'usage et garanties enfin par les plus récentes conventions.

D'autre part, l'Égypte se trouve dans des conditions particulières qui ont motivé un système de garanties spéciales. Les dispositions qui y sont appliquées ont leur raison d'être dans les circonstances exceptionnelles qui la justifiaient à l'époque où elles ont été prises, et qui n'ont pas cessé d'exister. En droit, les capitulations ne sont autre chose, en ce qui concerne l'Égypte, que l'ensemble de ces dispositions spéciales jugées indispensables et acceptées comme telles par les prédecesseurs de S. A. Ismaïl-Pacha. Il n'y a donc point d'assimilation complète en matière de juridiction entre l'Égypte et les provinces de l'Empire Ottoman, et lorsque le Gouvernement du Vice-Roi parle de revenir aux capitulations telles qu'elles sont observées en Turquie, il demande en réalité le bénéfice d'un régime différent de celui qui a prévalu en Égypte et cherche à se dégager des obligations résultant pour lui du système pratiqué jusqu'à ce jour dans ce pays.

J'ai tenu à rétablir la distinction qui existe entre deux ordres de choses que le Gouvernement Égyptien paraît confondre, car elle est à nos yeux d'une importance majeure, non-seulement au point de vue de la vérité des faits, mais en raison des conséquences qui en découlent.

De cette différence bien constatée entre la situation de l'Égypte et celle des autres provinces ottomanes il résulte, en effet, que nous ne pouvons nous dessaisir des garanties spéciales auxquelles j'ai fait allusion, sans modifier le droit conventionnel qui règle les rapports des Puissances chrétiennes avec la Porte. Les capitulations, telles qu'elles sont comprises dans l'Empire Ottoman, restent en dehors de toute discussion; le Gouvernement Turc n'a pas à s'inquiéter de réformes éventuelles qui ne modifieraient en rien l'état de choses consacré dans ses relations avec les Cours Européennes; nous n'avons pas à nous préoccuper nous-mêmes, au point de vue de ces relations, des conséquences résultant de concessions qui laisseraient encore intacts les priviléges dont nous jouissons en Turquie.

Le principe des capitulations, en un mot, ne reçoit aucune atteinte, et la seule question qui se pose pour les Puissances chrétiennes est celle de savoir jusqu'à quel point il leur est possible de renoncer aux garanties exceptionnelles qu'elles possèdent actuellement en Égypte.

Tel était le but que s'était proposé d'atteindre la Commission instituée par les soins de mon Département; tel est encore l'objet de l'enquête qui va se poursuivre à Alexandrie. Sans vouloir préjuger les résultats de cette nouvelle étude, il nous est permis, je crois, de supposer que les conclusions auxquelles s'arrêteront les délégués des Puissances différeront peu de celles qu'a formulées naguère la Commission française. Les réformes indiquées dans le rapport auquel vous devez constamment vous reporter constituent, en effet, dans notre

opinion, des concessions importantes dictées par un sincère désir de satisfaire, autant que possible, aux vœux du Gouvernement du Vice-Roi, et il est une limite qu'on ne saurait dépasser sans compromettre également les intérêts européens engagés en Égypte, et ceux de l'Égypte elle-même, si intimement rattachée désormais au mouvement commercial du monde.

Recevez, etc.

Signé : Prince de LA TOUR d'AUVERGNE.

4^e COMMISSION EUROPÉENNE DU DANUBE.

N° 46.

Le baron d'Avril, délégué français dans la Commission européenne du Danube, au marquis de La Valette, ministre des affaires étrangères.

Galatz, le 27 avril 1869.

Monsieur le Marquis, vous savez qu'un emprunt conclu à Londres, le 30 avril 1868, met à la disposition de la Commission européenne du Danube une somme de 3 375 000 francs destinée aux travaux définitifs à exécuter dans le lit et à l'embouchure du fleuve. Les versements de cet emprunt se font entre nos mains, dans une caisse spéciale, au fur et à mesure des besoins auxquels il y a lieu de pourvoir ; le remboursement doit se faire en douze ans, à partir de 1871, sur l'excédant des recettes des budgets ordinaires qui composent un fonds d'amortissement spécial, et, en cas d'insuffisance, au moyen d'un appel à la garantie des Puissances.

La situation actuelle des finances de la Commission éloigne de plus en plus cette dernière hypothèse.

En effet, il ressort des comptes vérifiés de l'année 1868 que les recettes s'élèvent à	3 073 913 ^f 24
et les dépenses à	2 687 919 98
ce qui donne un excédant de	<hr/> 385 993 26

Cette somme a été portée à la réserve.

En outre, le compte des travaux définitifs qui doivent être soldés sur le produit de l'emprunt avait reçu antérieurement à la conclusion de cet emprunt une avance de 246 998 francs, qui a été remboursée sur les premiers versements, ce qui donne, pour le total des sommes en réserve, 632 991 francs.

Ce fonds doit encore s'accroître d'un excédant assez considérable

sur les recettes de 1869, qui ont déjà dépassé de beaucoup nos prévisions.

Il résulte d'un rapport adressé l'année dernière à M. le Marquis de Moustier, qu'au 30 septembre 1868 une somme de 1 703 011 francs avait déjà été employée et qu'il restait disponible, sur le produit de l'emprunt conclu à Londres, une somme de 1 693 660 francs.

Mais comme il était à craindre que les prévisions de dépenses eussent été dans l'origine évaluées trop bas, la Commission européenne a chargé son ingénieur en chef de dresser un tableau qui présentât en regard : 1^e le mesurage des travaux exécutés et le prix de revient ; 2^e le mesurage des travaux à exécuter et la somme disponible par chapitre.

Il résulte de ce travail qu'à moins de complications impossibles à prévoir, les travaux définitifs seront achevés sans que la dépense excède les ressources restées disponibles sur le produit de l'emprunt conclu à Londres.

La Commission européenne a remercié l'ingénieur en chef, Sir Charles Hartley, de cette communication, qui nous permet de donner à nos Gouvernements l'assurance que les versements de l'emprunt garanti seront suffisants pourachever les travaux définitifs avant la fin de la campagne de 1870.

Veuillez agréer, etc.

Signé : A. d'AVRIL.

N° 47.

**Le baron d'Avril au prince de La Tour d'Auvergne, ministre
des affaires étrangères.**

Paris, le 24 octobre 1869.

Prince, pendant les trois premiers trimestres de l'année courante, le nombre des bâtiments sortis du Danube a été de 1907, jaugeant 470 482 tonneaux.

Pendant la période correspondante de 1868, il est sorti 1800 bâtiments, jaugeant 405 450 tonneaux.

La différence en faveur de 1869 est donc de 107 bâtiments et de 65 032 tonneaux.

La recette brute pendant les trois premiers trimestres de 1869 a été de 1 186 356 francs, et la recette nette, c'est-à-dire déduction faite de la part attribuée aux phares et au pilotage, a été de 1 081 496 francs.

L'année dernière, le chiffre de 1 million de francs de recette brute

a été atteint seulement le 15 octobre, tandis que cette année, nous avions déjà en caisse 1 186 356 francs.

Les augmentations que j'ai signalées plus haut, pour les trois premiers trimestres, dans le chiffre du tonnage et dans le montant des recettes, autorisent à espérer que le produit des droits de navigation sera supérieur en 1869 à celui de 1868, ce qui nous permettra de pourvoir à des dépenses imprévues et d'augmenter les fonds de réserve.

Veuillez agréer, etc.

Signé : A. d'AVRIL.

F. AMYOT.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1870

PREMIÈRE PARTIE. FRANCE.

LE LIVRE JAUNE (SUITE)¹.

SUITE DES DOCUMENTS COMMUNIQUÉS AU SÉNAT ET AU CORPS LÉGISLATIF
(SESSION 1869-1870)

5^e AFFAIRES DE TUNIS.

N^o 48.

**Le marquis de La Valette, ministre des Affaires étrangères, au
vicomte de Botmiliau, consul général de France à Tunis.**

Paris, le 24 juin 1869.

Monsieur, lorsque le payement des coupons de la dette extérieure tunisienne s'est trouvé suspendu dans le courant de l'année 1867, les intéressés ont bientôt acquis la triste conviction que la crise était profonde et réclamait des mesures exceptionnelles. La pensée de créer une commission qui serait chargée de régulariser la perception des

1. Voir pages 1 à 128.

revenus de la Régence et d'en surveiller l'emploi n'a pas tardé à se faire jour. Cette idée s'est rapidement répandue parmi les souscripteurs des emprunts extérieurs; le Bey lui-même, reconnaissant la nécessité de faire appel aux lumières d'hommes expérimentés dans les questions de finances et de donner une garantie de bon vouloir aux créanciers de son Gouvernement, s'est approprié cette combinaison par un décret du 4 avril 1868. En vertu de cet acte, une commission devait être instituée dans le délai d'un mois; elle était composée de deux fonctionnaires nommés par le Gouvernement de la Régence, de deux notables élus par le corps des négociants étrangers à Tunis, de deux mandataires français des obligataires des emprunts souscrits en 1863 et 1865, du premier député de la nation française, enfin d'un inspecteur des finances délégué par le Gouvernement de l'Empereur à la demande du Bey.

Je ne rappelle pas ici les attributions de la commission, parce qu'elles n'ont pas été contestées; mais la proportion dans laquelle les divers intérêts devaient y être représentés a soulevé des objections de la part des porteurs anglais et italiens de la dette intérieure.

Nous avions pris acte du décret rendu par le Bey et nous étions décidés à en maintenir le principe, car la situation des détenteurs français des obligations tunisiennes devenait de jour en jour plus critique; mais nous n'avions pas l'intention, en sauvegardant leurs intérêts, de porter atteinte à ceux des autres étrangers, et nous avons déclaré que nous étions prêts à examiner, d'accord avec les Cabinets de Londres et de Florence, en quoi le décret du 4 avril pouvait léser leurs nationaux.

Nous avons tenu la parole que nous avions donnée, et après des pourparlers dans lesquels nous avons apporté un sincère esprit de conciliation, nous nous sommes entendus avec le Gouvernement Anglais et le Gouvernement Italien sur une combinaison acceptable pour tous.

A nos yeux, le décret du 4 avril n'a pas cessé de subsister, mais des modifications importantes y peuvent être introduites. Rien ne serait changé à la compétence de la commission envisagée dans son ensemble; son organisation serait toutefois différente. La tâche qui lui est dévolue serait répartie entre deux comités distincts : un comité exécutif chargé des pouvoirs administratifs déjà conférés par le Bey et formé de deux fonctionnaires tunisiens ainsi que d'un inspecteur des finances français mis à la disposition de Son Altesse; un comité de contrôle ayant mission de connaître de toutes les opérations du comité exécutif et composé de deux membres de chacune des nationalités française, anglaise et italienne, respectivement désignés par les intéressés.

Le Bey ne saurait éprouver aucune hésitation à adopter cette combinaison, car elle tient compte beaucoup plus que son décret primitif de sa propre souveraineté, puisque toutes les attributions administratives de la commission se trouvent ainsi entre les mains du comité exécutif nommé directement par lui. Quant au comité de contrôle, du moment où sa composition satisfait aux observations présentées par les Cabinets de Londres et de Florence au nom de leurs nationaux, le Gouvernement Tunisien n'aurait aucune raison légitime de ne pas l'admettre tel que nous proposons de le constituer; car l'assentiment de l'Angleterre et de l'Italie fait disparaître la difficulté qui seule l'arrêtait au début.

Pour donner force de loi à cette combinaison, nous demandons au Bey de s'approprier le projet de décret ci-joint qui consacre les principes proclamés dans l'arrêté du 4 avril, tout en faisant droit aux objections qu'il avait soulevées. Ce document a, dès à présent, l'approbation du Gouvernement Anglais et du Gouvernement Italien, auxquels nous avons eu soin de le communiquer. Je me suis assuré également que vous pouviez compter sur le concours de vos collègues d'Angleterre et d'Italie dans les démarches que vous avez à faire pour obtenir la promulgation de ce nouveau décret.

Vous voudrez donc bien, dès que vous saurez que MM. Wood et Pinna ont reçu leurs instructions, vous rendre auprès du Bey pour lui faire connaître l'accord intervenu entre les trois Gouvernements. Vous ne perdrez pas de vue que la situation financière s'aggrave de jour en jour à Tunis et que nous avons pris l'engagement d'insister en faveur de l'établissement immédiat de la commission dont nous avons indiqué publiquement les dispositions essentielles. Tout nouvel ajournement serait inadmissible, et nous comptons que le Gouvernement Tunisien, contre lequel s'élèvent aujourd'hui tant de réclamations légitimes, voudra donner, du moins, un gage de ses bonnes dispositions en adhérant sans plus de retard à l'arrangement que nous lui présentons.

Recevez, etc.

Signé : LA VALETTE.

Projet de Décret.

Tunis, juin 1869.

Vu notre décret du 4 avril de l'année dernière, relatif à la formation d'une Commission de finances;

Considérant que ce décret a été ratifié par notre résolution du 29 mai suivant, mais que des difficultés se sont élevées sur la composition de cette Commission; désirant y faire droit sans porter

atteinte aux principes proclamés par nous dans cet acte, nous avons résolu de le mettre en vigueur en y introduisant les modifications qui ont été jugées convenables.

Art. 1^e. La Commission instituée par notre décret du 4 avril 1868 sera réunie à Tunis dans le délai d'un mois.

Art. 2. Cette Commission sera divisée en deux comités distincts : un comité exécutif et un comité de contrôle.

Art. 3. Le comité exécutif sera composé de la manière suivante :

Deux fonctionnaires tunisiens nommés par le Gouvernement de la Régence et un inspecteur des finances français, également nommé par le Gouvernement de la Régence, et préalablement désigné par le Gouvernement de l'Empereur.

Art. 4. Le comité exécutif est chargé de constater l'état actuel des diverses créances constituant la dette de la Régence et les ressources à l'aide desquelles le Gouvernement du Bey serait en mesure d'y satisfaire.

Art. 5. Le comité exécutif ouvrira un registre sur lequel seront inscrites toutes les dettes contractées tant à l'étranger qu'à l'intérieur, et qui consistent en *teskérés* ou bons du Trésor, ainsi qu'en obligations de l'emprunt de 1863 et de celui de 1865.

Pour les dettes qui ne seront pas contrôlables par des contrats publics, les porteurs de titres devront se présenter dans un délai de deux mois. A cet effet, le comité exécutif veillera à ce qu'il soit publié un avis dans les journaux de Tunis et à l'étranger.

Art. 6. Lorsque le comité exécutif témoignera le désir de prendre connaissance de tous les documents authentiques des rentrées et des dépenses, le Ministère des finances lui en fournira les moyens.

Art. 7. Le budget des recettes étant ainsi placé en regard de celui des dépenses, augmenté du chiffre de la dette, le comité exécutif recherchera les moyens d'établir une répartition équitable des revenus publics, en tenant compte dans une juste proportion de tous les intérêts, et il dressera un tableau des revenus qui pourraient être ajoutés à l'ensemble des garanties déjà attribuées aux créanciers du Bey.

Art. 8. Le comité exécutif prendra tous arrangements relatifs à la dette générale, et le Gouvernement Tunisien lui donnera tout l'appui nécessaire pour assurer l'exécution des mesures prises à cet effet.

Art. 9. Le comité exécutif percevra tous les revenus de l'État, sans exception, et le Gouvernement ne pourra émettre aucun bon du Trésor ou valeur quelconque sans l'assentiment dudit comité, dûment autorisé par le comité de contrôle, et si le Gouvernement était obligé, ce que Dieu ne veuille, à contracter un emprunt, il ne pourra le faire sans l'approbation préalable des deux comités.

Tous les teskérés qui seraient émis pour la somme affectée par la Commission aux dépenses du Gouvernement, seront écrits au nom de la Commission et porteront le visa du comité exécutif; ces teskérés ne devront point excéder le chiffre fixé au budget des dépenses.

Art. 10. Le comité de contrôle sera composé de la manière suivante :

Deux membres français, représentant les créanciers des emprunts de 1863 et 1865;

Deux membres anglais et deux membres italiens, représentant les porteurs des titres de la dette intérieure.

Chacun de ces délégués recevra directement son mandat des porteurs de titres des emprunts et conversions de l'État Tunisien, dûment prévenus, à cet effet, par les soins du Gouvernement de la Régence, et sous la surveillance du comité exécutif.

Art. 11. Le comité de contrôle connaîtra de toutes les opérations du comité exécutif. Il sera chargé de les vérifier et de les approuver, s'il y a lieu. Son approbation sera nécessaire pour donner un caractère exécutoire aux mesures d'intérêt général délibérées par le comité exécutif.

Les onze articles ci-dessus ont été stipulés le.....

N° 49.

Le vicomte de Botmiliau au marquis de La Valette.

Tunis, le 6 juillet 1869.

Monsieur le Marquis, ainsi que j'en ai informé ce matin Votre Excellence par le télégraphe, le Bey a signé hier soir le décret dont vous m'avez envoyé le projet. Quelques légères modifications, purement de forme, ont seules été faites au préambule, et un douzième article a été ajouté aux onze premiers chargeant le Khaznadjar de l'exécution du décret. Votre Excellence trouvera d'ailleurs ci-joint la traduction du texte arabe qui m'a été remis.

J'ai eu, comme je le prévoyais, à lutter contre d'assez grandes difficultés, nées surtout des craintes que s'efforçaient depuis longtemps d'inspirer au Bey et à son Ministre toutes les personnes intéressées à la prolongation du désordre qui règne aujourd'hui dans les finances du pays. Je les ai heureusement surmontées à la suite de deux longs entretiens avec le Khaznadjar. Quand je suis arrivé chez le Bey, la

question était déjà résolue dans l'esprit de Son Altesse, et le décret a pu être signé le même jour.

La chose importante maintenant est que, dans la composition du comité exécutif, le choix du Bey tombe sur des personnes dont l'intelligence et l'intégrité méritent confiance.

Je n'ai pas à intervenir dans la nomination des membres du comité de contrôle. Les deux membres français représentant les porteurs des obligations de 1863 et 1865 seront nécessairement choisis en France; les quatre autres membres, aux termes de l'article 10, représenteront les porteurs de titres de la dette intérieure, et chacun d'eux devra recevoir directement son mandat des porteurs de titres des conversions.

Veuillez agréer, etc.

Signé : BOTMILIAU.

N° 50.

Le Bey de Tunis au Vicomte de Botmilau.

(Après les compliments d'usage)..... Il nous a paru convenable, dans l'intérêt des finances de notre Gouvernement, dans celui de nos sujets et du commerce, d'instituer une Commission financière conforme aux onze articles décrits dans notre décret portant la date d'aujourd'hui et dont vous trouverez ci-joint copie. Nous vous avons transmis cette circulaire en vous priant d'en donner connaissance à tous vos administrés. Et demeurez, etc. Écrit le 26 de Rebi-el-Aouel 1286 (5 juillet 1869).

Contre-signé : MOUSTAPHA.

Décret de S. A. le Bey instituant la Commission financière.

Louange à Dieu. Que la prière de Dieu soit sur notre seigneur et maître Mohammed, sur sa famille, ses compagnons, et le salut!

De la part du serviteur de Dieu glorifié, de celui qui se confie en lui et lui laisse le soin de ses destinées, le Mouchir Mohammed-el-Sadock, Pacha Bey, possesseur du royaume de Tunis, que Dieu le protège!

A tous ceux qui les présentes verront, salut!

Il nous a paru convenable dans l'intérêt des finances de notre

royaume, dans celui de nos sujets et du commerce, d'instituer une Commission financière, basée sur le projet de décret du 4 avril de l'année passée, confirmée par un autre décret de nous émané le 29 mai suivant, et nous avons arrêté ce qui suit :

Art. 1^{er}. La Commission instituée par notre décret du 4 avril 1868 se réunira dans notre capitale dans le délai d'un mois à partir de la date du présent décret.

Art. 2. La Commission susdite est divisée en deux comités distincts : un comité exécutif et un comité de contrôle.

Art. 3. Le comité exécutif est composé de la manière suivante : deux fonctionnaires de notre Gouvernement nommés par nous-même et un inspecteur des finances français, également nommé par nous-même et préalablement désigné par le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur.

Art. 4. Le comité exécutif est chargé de constater l'état actuel des diverses créances constituant la dette du Royaume et les ressources à l'aide desquelles notre Gouvernement serait en mesure d'y satisfaire.

Art. 5. Le comité exécutif ouvrira un registre sur lequel seront inscrites toutes les dettes contractées tant en dehors du Royaume qu'à l'intérieur, et qui consistent en teskérés du Trésor ainsi qu'en obligations de l'emprunt de 1863 et de celui de 1865. Pour les dettes qui ne sont point contrôlables par des contrats, les porteurs de titres devront se présenter dans un délai de deux mois, et, à cet effet, le comité exécutif veillera à ce qu'il soit publié un avis dans les journaux de Tunis et dans ceux de l'Europe.

Art. 6. Lorsque le comité exécutif voudra prendre connaissance de tous les documents authentiques des rentrées et des dépenses, le Ministère des finances lui en fournira tous les moyens.

Art. 7. Le budget des recettes ainsi placé en regard de celui des dépenses, augmenté du chiffre de la dette, le comité exécutif recherchera les moyens d'établir une répartition équitable des revenus publics, en tenant compte dans une juste proportion de tous les intérêts, et il dressera un tableau des revenus qui pourraient être ajoutés à l'ensemble des garanties déjà attribuées aux créanciers.

Art. 8. Le comité exécutif prendra tous les arrangements relatifs à la dette générale, et nous lui donnerons tout l'appui nécessaire et le plus complet pour assurer l'exécution des mesures prises à cet effet.

Art. 9. Le comité exécutif percevra tous les revenus du Royaume, sans exception aucune, et notre Gouvernement ne pourra émettre aucun teskéré du Trésor, sous n'importe quelle forme, sans l'assentiment dudit comité, dûment autorisé par le comité de contrôle, et, si

le Gouvernement était obligé de contracter un emprunt, il ne pourra le faire sans l'approbation des deux comités. Tous les teskérés qui seront émis pour la somme affectée par la Commission, pour les dépenses du Gouvernement, seront écrits au nom de la Commission et porteront le visa du comité exécutif, et ces teskérés ne devront point excéder le chiffre fixé au budget des dépenses.

Art. 10. Le comité de contrôle est composé de la manière suivante : de deux membres français, représentant les porteurs d'obligations des emprunts de l'année 1863 et de l'année 1865 ; de deux membres anglais et de deux membres italiens, représentant les porteurs des titres de la dette intérieure. Chacun de ces délégués recevra directement son mandat des porteurs de titres des deux emprunts et des porteurs de titres des conversions de notre Royaume. Ils en recevront avis de nous par les soins du comité exécutif.

Art. 11. Le comité de contrôle a le droit de connaître de toutes les opérations du comité exécutif ; il est chargé de les vérifier et de les approuver, s'il y a lieu. Son approbation est nécessaire pour donner un caractère exécutoire aux mesures d'intérêt général délibérées par le comité exécutif.

Art. 12. Ordonnons à notre Premier Ministre de mettre à exécution le contenu des onze articles ci-dessus ; nous nommerons les deux fonctionnaires, et nous demandons, ainsi qu'il est dit à l'article 3 du présent décret, et ce dans le plus bref délai possible, l'inspecteur des finances français.

Les douze articles ci-dessus ont été écrits en notre Palais de la Goulette, le 26 de Rebi-el-Aouel 1286 (5 juillet 1869).

La présente copie a été collationnée à l'original et trouvée conforme.

Approuvée par celui qui l'a écrite :

Signé : YOUSSEF DJAIT.

Chef des écrivains au Ministère des affaires étrangères.

N° 51.

Le comte de Botmiliau au marquis de La Valette.

(Télégramme.)

Tunis, le 10 juillet 1869.

Le Bey a nommé le général Kereddine et le général Mohammed Khaznadjar, Ministre de la Marine, membres de la Commission.

N° 52.

Le vicomte de Botmiliau au marquis de La Valette.

(Extrait.)

Tunis, le 15 juillet 1869.

Monsieur le Marquis, par une circulaire en date d'hier, dont Votre Excellence trouvera ci-joint la traduction, le Bey a invité les Agents étrangers résidant à Tunis à informer leurs nationaux d'avoir à se réunir pour la nomination des membres du comité de contrôle.

Veuillez agréer, etc.

Signé : BOTMILIAU.

N° 53.

Le Bey de Tunis au vicomte de Botmiliau.

(Après les compliments d'usage.)..... Conformément à l'article 10 de notre décret en date du 26 du mois passé, le comité de contrôle doit être composé de deux Français représentant les porteurs des obligations des emprunts des années 1863 et 1865, de deux Anglais et de deux Italiens, représentant les porteurs de titres des conversions. Nous avons choisi et nommé, conformément aux articles 3 et 12 de notre même décret, les deux fonctionnaires tunisiens qui doivent faire partie du comité exécutif, et nous avons demandé au Gouvernement Français, par l'entremise de son très-honorables Consul général à Tunis, l'envoi de l'Inspecteur des finances français. Il ne reste donc plus aujourd'hui qu'à élire les membres du comité de contrôle. Mon Gouvernement vous prie, en conséquence, d'inviter vos administrés à élire les membres de ce comité, à l'effet de représenter leurs intérêts, en les munissant de délégations authentiques ne donnant lieu à aucune contestation.

Demeurez, etc.

Écrit le 5 de Rebi-el-Tani 1286 (14 juillet 1869).

Contre-signé : MOUSTAPHA.

N° 54.

**Le prince de La Tour d'Auvergne, ministre des affaires étrangères,
au vicomte de Botmilieu.**

(*Extrait.*)

Paris, le 26 juillet 1869.

Monsieur, je vous ai recommandé de procéder, en tout ce qui regardait la Commission financière, par voie d'entente préalable avec vos Collègues d'Angleterre et d'Italie. En insistant sur cette prescription, je ne fais que me conformer à la pensée qui a dirigé le Gouvernement de l'Empereur dans les négociations relatives à l'affaire de Tunis. Lorsque, tenant compte des objections soulevées par le décret du Bey, du 4 avril 1868, il est entré en pourparlers avec les Cabinets de Londres et de Florence, il s'est proposé pour but de mettre en lumière la communauté des intérêts et la nécessité d'un accord entre les trois Puissances. Les porteurs des titres de la dette intérieure, anglais et italiens pour la plupart, ayant été mieux traités jusqu'alors que les souscripteurs français des emprunts extérieurs, semblaient croire qu'il leur importait de contrecarrer les démarches tentées par nous en faveur de nos nationaux. Nous étions persuadés au contraire que la ruine des créanciers français du Bey entraînerait celle des nationaux anglais ou italiens engagés dans les conversions et que, pour succomber plus tard, ces derniers n'en seraient pas moins enveloppés dans la catastrophe devenue inévitable à nos yeux, si l'union des efforts ne succédait à la lutte des influences.

Nous avons agi d'après ces principes dans toutes les démarches que nous avons faites à Londres aussi bien qu'à Florence et nous nous sommes appliqués à convaincre les deux Cabinets que, sans une entente complète, il était impossible pour eux comme pour nous d'espérer aucun résultat utile. Nous croyons leur avoir fait partager notre conviction, et l'arrangement qui a prévalu pour la Commission financière est la conséquence du concert qui s'est établi. Pour que cette combinaison soit appliquée dans son esprit, il est nécessaire que les Agents à Tunis marchent en parfait accord. Je vous invite, en ce qui vous concerne, à vous conformer en toute circonstance à cette règle de conduite. Nous comptons sur une entière réciprocité de la part de vos Collègues, et vous devez éviter avec le plus grand soin tout ce qui pourrait compromettre cette entente.

Recevez, etc.

Signé : Prince de LA TOUR D'AUVERGNE.

N° 55.

**Le prince de La Tour d'Auvergne au vicomte de Botmiliau,
à Tunis.**

Paris, le 27 juillet 1869.

Monsieur, M. le Chevalier Nigra m'a fait connaître la substance d'une dépêche adressée par le Général Menabrea au Consul général d'Italie à Tunis. M. le Ministre des Affaires étrangères d'Italie y donne des conseils qui m'ont paru empreints d'un grand esprit de sagesse. Il fait remarquer à M. Pinna que la réussite de la combinaison acceptée par les trois Puissances dépend des bonnes dispositions de ceux qui sont chargés de mettre à exécution le décret du Bey. Cet agent est invité à user de son influence auprès des nationaux italiens pour les convaincre des avantages réels qu'ils peuvent retirer de cet acte. M. le Général Menabrea déclare enfin que son désir est de voir la meilleure entente régner entre M. le Consul général d'Italie et ses collègues de France et d'Angleterre, car, ajoute-t-il, le plus sûr moyen d'obtenir une solution aussi satisfaisante que possible, c'est d'éviter toutes les difficultés et tous les dissensiments qui pourraient surgir entre les Représentants des trois États. Vous savez déjà que lord Clarendon a adressé des recommandations analogues à M. Wood, en faisant ressortir l'avantage qu'auraient les créanciers anglais et italiens à identifier leurs intérêts avec ceux des créanciers français. Le principal secrétaire d'état insistait particulièrement sur la nécessité d'écartier désormais l'idée d'une action isolée. Le langage tenu à vos collègues répond parfaitement à nos propres sentiments, et il est tout à fait conforme à l'esprit des instructions que je vous renouvelle dans une autre dépêche en date d'hier. J'ai l'espoir que cette pensée de concorde et de bonne harmonie prévaudra de plus en plus dans les rapports des trois agents.

Recevez, etc.

Signé : Prince de LA TOUR D'AUVERGNE.

N° 56.

**Le prince de La Tour d'Auvergne au vicomte de Botmiliau,
à Tunis.**

(Télégramme.)

Paris, le 30 juillet 1869.

Je vous prie de proposer à la nomination du Bey, comme membre français du comité exécutif, M. Villet, Inspecteur général des finances. Faites-moi connaître par télégramme la décision du Gouvernement Tunisien.

N° 57.

**Le vicomte de Botmiliau à Moustapha Khaznadjar,
ministre des affaires étrangères du Bey.**

Tunis, le 31 juillet 1869.

Monsieur le Premier Ministre, un télégramme que je viens de recevoir de S. Exc. le Ministre des Affaires étrangères de l'Empereur m'annonce que M. Villet, Inspecteur général des finances, a été désigné pour venir à Tunis. J'ai l'honneur de le proposer à la nomination du Bey, comme membre du Comité exécutif.

Veuillez agréer, etc.

Signé : BOTMILIAU.

N° 58.

Moustapha Khaznadjar au vicomte de Botmiliau, à Tunis.

Nous avons reçu votre lettre en date du 31 juillet 1869, par laquelle vous nous apprenez avoir reçu un télégramme de S. Exc. le Ministre, qui vous fait connaître le choix fait par le Gouvernement Français, notre ami, de la personne de M. Villet, Inspecteur des finances. Nous nous sommes empressé d'en référer à Son Altesse, qui me charge de vous prier de remercier le Gouvernement Français d'avoir fait choix d'un homme tel que M. Villet, qui doit être chargé d'une œuvre aussi importante. Déjà Son Altesse l'a nommé comme un des

membres du Comité exécutif, conformément au décret promulgué le 26 du mois passé. Nous prions Dieu de conduire les affaires de la manière la plus satisfaisante.

Veuillez agréer, etc.

Écrit le 30 de Rebi-el-Tani 1286 (12 août 1869).

Signé : MOUSTAPHA.

N° 59.

Le vicomte de Botmiliau au prince de La Tour d'Auvergne.

(*Extrait.*)

Tunis, le 6 août 1869.

Prince, l'élection des quatre membres anglais et italien du comité de contrôle a eu lieu hier au Palais de Dar-el-Bey, dans la forme arrêtée d'avance entre les deux membres tunisiens du comité exécutif, mes collègues d'Angleterre et d'Italie et moi. Ont été élus membres anglais : MM. Santillana et Lévy; membres italiens : MM. Fédriani et Guttierès.

Veuillez agréer, etc.

Signé : BOTMILIAU.

N° 60.

Le vicomte de Botmiliau au prince de La Tour d'Auvergne.

Tunis, le 13 septembre 1869.

Prince, le Khaznadjar doit écrire par le prochain courrier à l'Agent du Bey à Paris, pour qu'il invite les obligataires à nommer les deux membres français du comité de contrôle. Votre Excellence trouvera ci-joint le projet de la lettre que le premier Ministre du Bey adresse à l'Agent de Son Altesse à Paris.

Veuillez agréer, etc.

Signé : BOTMILIAU.

N° 61.

**Moustapha Khaznadar au baron de Lesseps,
agent du Bey, à Paris.**

Tunis, septembre 1869.

Monsieur, la Commission financière instituée par le décret de S. A. le Bey, en date du 26 Rebi-el-Aouel 1286 (5 juillet 1869), se divise, vous le savez, en deux comités distincts : l'un appelé comité exécutif, l'autre comité de contrôle.

Le premier, composé de trois membres nommés directement par décret de Son Altesse, se trouve en ce moment régulièrement constitué et vient d'entrer en fonctions.

Le comité de contrôle, chargé de représenter les intérêts des diverses catégories de possesseurs de titres de la dette tunisienne, doit se composer de six membres : deux Français, deux Anglais, deux Italiens, recevant directement leur mandat des porteurs de ces titres.

Déjà, il a été procédé, par les soins et sous la surveillance du Gouvernement, à l'élection des membres anglais et italiens, qui représentent particulièrement les créanciers de la dette intérieure, résidant presque tous dans la Régence. Il reste à provoquer la désignation des deux membres français chargés de représenter les obligataires des emprunts de 1863 et 1865, et il importe, aussi bien pour dissiper les dernières hésitations qui peuvent exister encore dans l'opinion publique que pour mettre la Commission financière à même de se constituer régulièrement et d'entrer, dès que les faits le permettront, dans l'exécution entière des dispositions du décret du 5 juillet, de hâter autant que possible cette nomination.

Sur l'avis exprimé par le comité exécutif. Son Altesse a pensé que, dans cette circonstance, votre concours était nécessaire, et que seul il pouvait permettre de donner à l'élection des deux membres français les garanties d'indépendance et de sincérité dont l'auteur du décret s'est préoccupé. Je dois en conséquence vous faire connaître les principes généraux auxquels, sur la proposition du comité exécutif, Son Altesse a bien voulu donner son assentiment, et qui devront servir de bases aux diverses dispositions que vous aurez à prendre pour l'accomplissement de cette mission.

Tous les obligataires doivent être mis en demeure de prendre part à la désignation de leurs représentants. Le grand nombre de ces ayants droit, disséminés non-seulement dans toutes les parties de la France, mais encore à l'étranger, exige qu'une large publicité prépare et entoure l'exécution de cette disposition du décret du 5 juillet.

Le choix de chaque électeur devra être formulé par un vote, et l'on devra admettre le vote direct comme le vote par procuration.

Nul ne sera admis au vote direct qu'après le dépôt entre vos mains des titres dont il sera propriétaire. Toute procuration sera également déposée au préalable entre vos mains; elle devra être accompagnée des titres possédés par le signataire.

Chaque obligataire aura un droit de vote égal, quel que soit le nombre de titres en sa possession.

La nomination des deux membres français sera définitive, quel que soit le nombre des obligations représentées par les obligataires votants.

Enfin, toutes les formalités relatives à la convocation et à la réunion des porteurs de titres, à la réception et au dépouillement des votes, seront accomplies sous votre direction et votre surveillance.

Tels sont, Monsieur, les principes, analogues d'ailleurs à ceux adoptés pour les élections à Tunis des membres anglais et italiens, qui devront vous diriger dans l'accomplissement de la mission nouvelle que S. A. le Bey a résolu de vous confier; quant aux moyens d'exécution, Son Altesse en laisse le choix à la haute expérience et au dévouement dont vous lui avez donné depuis longtemps des preuves nombreuses.

Signé: MOUSTAPHA.

N° 62.

Le prince de La Tour d'Auvergne au vicomte de Botmiliau, à Tunis.

Paris, le 23 novembre 1869.

Monsieur, conformément aux dispositions que l'Agent du Bey à Paris avait été chargé de rendre publiques; les souscripteurs des emprunts de 1863 et 1865, réunis en assemblée générale, ont procédé hier à la désignation de deux membres français du comité de contrôle. Leur suffrage s'est porté sur MM. le commandant Bonfils et Albert Dubois, qui ont été élus à la presque unanimité des votes. Ainsi se trouve réalisée la dernière et la plus difficile partie du programme tracé par le décret du 5 juillet, en vue de constituer la Commission des finances et, les opérations préliminaires étant heureusement achevées, rien ne s'oppose plus à ce que les délégués puissent aborder la tâche qui leur a été dévolue. Les difficultés qui avaient leur raison d'être dans la formation jusqu'ici incomplète de la Commission, disparaissent par le fait même.

Il ne me reste plus qu'à faire appel à l'esprit de conciliation des membres des deux Comités. Nous sommes, vous le savez, convaincus de la communauté des intérêts. Ils ont pu paraître distincts à l'époque où les souscripteurs des conversions et des emprunts se disputaient les revenus du Trésor tunisien et semblaient croire que la question consistait uniquement à se faire attribuer certaines garanties dont l'usage était contesté. La situation a changé le jour où il est devenu évident qu'il n'existe plus de garanties sérieuses pour personne, et que les intérêts anglais et italiens étaient menacés, aussi bien que les intérêts français, d'être entraînés dans une ruine commune. Enfin, le Gouvernement Tunisien lui-même, dans la position où il s'est placé, ne peut que trouver son avantage à faciliter la tâche des Commissaires, qui n'ont pas seulement pour but d'obtenir que satisfaction soit donnée aux créanciers du Bey, mais qui doivent aussi lui prêter leur concours pour la réorganisation de ses finances.

Je me plaît à espérer que ce sentiment de solidarité présidera aux travaux de la Commission, et c'est en ce sens que je vous invite à exercer votre influence dans toutes les occasions que vous pourrez avoir de faire entendre vos conseils.

Recevez, etc.

Signé : PRINCE DE LA TOUR D'AUVERGNE.

6^e JAPON.

N^o 63.

M. Outrey, ministre de France au Japon, au marquis de La Valette.

Yokohama, 14 janvier 1869.

Monsieur le Marquis, par ma dépêche en date du 18 décembre dernier, j'ai eu l'honneur d'annoncer à Votre Excellence l'arrivée du Mikado à Yédo, et je lui faisais connaître que j'avais manifesté aux Ministres japonais l'intention de remettre mes lettres de créance. J'avais chargé M. le Comte de Montebello, accompagné du drogman, M. Dubousquet, de régler avec Chigashi Couzé tous les points du cérémonial qui serait observé à cette occasion.

Comme c'était la première fois qu'un Ministre de France remettait une lettre de son Souverain, il était important de ne pas admettre des précédents qu'on aurait pu regretter plus tard. Après m'en être

entendu avec le commandant de nos forces navales, j'avais annoncé que j'irais à Yédo avec tous les bâtiments de guerre de la division actuellement à Yokohama, et que je me rendrais au Palais Impérial avec une escorte de cent cinquante ou cent soixante hommes des compagnies de débarquement. Les autorités japonaises ont paru voir avec plaisir mon intention d'entourer d'une grande pompe une démarche à laquelle elles attachaient une importance toute particulière, et elles ont mis un empressement extrême à satisfaire à toutes les demandes que M. de Montebello a faites en mon nom. Le seul point qui les a un instant embarrassées était de décider que je ne mettrais pied à terre qu'à la dernière porte du Palais où les Princes du sang seuls descendant de cheval ou de leur chaise à porteurs ; mais la concession a été faite sans grande difficulté.

Le 30 décembre, j'ai reçu du Ministre des Affaires étrangères la lettre ci-jointe par laquelle il m'annonçait que le Mikado me recevrait le 4 janvier. Le 2 je suis parti pour Yédo avec tout le personnel de la légation, à bord de la frégate *la Minerve*, qui était accompagnée du *Dupleix* et de la *Flamme*. L'audience a eu lieu à la date indiquée, et je suis heureux de pouvoir dire à Votre Excellence que j'ai rencontré une courtoisie parfaite de la part de toutes les Autorités japonaises.

J'avais été accompagné à cette audience par M. le commandant en chef des forces navales et par les officiers supérieurs de la division, que j'ai présentés au Mikado en même temps que les différents membres de la légation.

Le même jour que moi, les Ministres d'Italie et de Hollande ont remis leurs lettres de créance. Le lendemain, le Ministre d'Amérique, le Chargé d'affaires de Prusse ainsi que le Ministre d'Angleterre ont été successivement reçus par le Mikado. Sir Harry Parkes avait déjà depuis huit mois remis à Osaka la lettre de sa Souveraine. M. Van Valkenburg n'avait pas encore de lettres de créance, et M. de Brandt ne pouvait pas en être muni, puisqu'il n'a que le caractère de Chargé d'affaires. Ils n'en ont pas moins été reçus en audience publique et avec le même cérémonial observé la veille.

Si l'on se reporte à quelques années en arrière, à l'époque où on avait tant de peine à faire ratifier les traités par le Mikado, il est évident que l'Europe a fait de grands progrès au Japon ; mais ce qui doit frapper encore davantage, c'est la certitude acquise aujourd'hui que le Gouvernement Japonais est non moins désireux que les représentants étrangers de voir s'établir des relations directes avec le Souverain. Depuis le commencement de la révolution, il y avait une grande incertitude sur l'attitude que prendraient les Gouvernements européens, et on désirait provoquer une manifestation publique qui

ferait disparaître les dernières espérances d'un parti qui rêve encore le retour au passé. Le voyage du Mikado à Yédo a eu certainement pour but principal de faire cesser l'abstention des Ministres en les obligeant à reconnaître officiellement le nouveau Gouvernement.

Pour mon compte, je suis très-heureux que cette circonstance m'aît permis de faire acte public d'adhésion.

Quelques jours après mon audience, Chigashi Couzé est venu me voir pour m'annoncer que Yédo allait être déclaré la capitale de l'Empire, et que dans quelques jours un décret du Mikado y convoquerait tous les Daïmios pour constituer une assemblée à laquelle on attribuerait une part importante dans l'administration du pays. L'époque de la réunion devait être fixée au printemps prochain, c'est à cette époque seulement que nous pourrons juger le degré d'autorité dont jouit le Souverain.

En attendant, le Mikado retourne à Kioto. La lettre ci-jointe, en nous annonçant cette nouvelle inattendue, s'efforce de nous en donner l'explication. Il en résulte que Sa Majesté est obligée de se rendre dans la capitale religieuse pour y présider à des cérémonies funéraires devant avoir lieu au jour anniversaire du décès de son prédécesseur, et aussi pour y célébrer son mariage avec la fille d'un Kougé. Les Ministres japonais affirment que le voyage du Mikado dans le Sud ne durera pas plus de trois mois.

Veuillez agréer, etc.

Signé : OUTREY.

N° 64.

Chigashi Couzé, ministre du Mikado, à M. Outrey.

17 du 11^e mois — 30 décembre 1868.

J'ai l'honneur de vous communiquer qu'à propos du voyage de S. M. Tenno (le Mikado) à l'Est (Yédo) pour s'y rendre compte de l'état des peuples afin de les bien gouverner, Elle se propose de voir les Représentants des Puissances étrangères pour témoigner son désir de resserrer les relations de l'amitié qui existe actuellement, et j'ai reçu l'ordre de S. M. Tenno de vous annoncer qu'Elle daignera vous recevoir le 22^e jour du 11^e mois (4 janvier 1869).

Signé : CHIGASHI COUZÉ.

N° 65.

Chigashi Couzé à M. Outrey.

12 janvier 1869.

Le Mikado, au moment où la guerre sévissait dans les provinces révoltées du Nord et de l'Est, s'était décidé, dans l'intérêt de son peuple, à venir à Yédo prendre lui-même les rênes du Gouvernement.

Depuis, la tranquillité s'est partout rétablie dans le pays, et, le 25 du douzième mois (6 février), tombe l'anniversaire de la mort de l'ancien Mikado; de plus, dans le courant de cette année, le Mikado a arrêté son mariage avec la fille du Kougé Itzi-Djio Sa dai Zin et désiré mettre ce projet à exécution. A tous ces motifs, dans la première décade du douzième mois (13-23 janvier 1869), le Mikado retournera momentanément à Kioto.

Toutefois, le Mikado tient à revenir à Yédo au printemps prochain. Tel est l'objet de la lettre que je prie Votre Excellence de vouloir bien agréer.

Signe : CHIGASHI COUZÉ.

N° 66.

**Discours adressé au Mikado par M. Outrey à l'occasion
de la remise de ses lettres de créance,**

Sire, comme témoignage de son désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent la France au Japon, l'Empereur, mon Auguste Souverain, a voulu que son nouveau Représentant fût revêtu du caractère de Ministre plénipotentiaire, et j'ai l'honneur de remettre entre les mains de Votre Majesté la lettre qui m'accrédite auprès d'Elle en cette qualité.

J'obéirai à la volonté expresse de mon Souverain en employant tous mes efforts à consolider les bons rapports qui existent entre les deux pays, et je ne fais que répondre aux sentiments qui animent Sa Majesté en exprimant des vœux sincères pour la prospérité du Japon. Mon Gouvernement a la ferme confiance que l'établissement par Votre Majesté d'un pouvoir fort et puissant, qui fera régner l'ordre et la

sécurité dans l'Empire, contribuera en même temps à cimenter les relations internationales, en encourageant le développement du commerce extérieur et en assurant une entière protection aux intérêts européens.

J'ose espérer que Votre Majesté daignera me faciliter la mission qui m'est confiée en m'accordant sa haute bienveillance.

Réponse du Mikado.

Nous faisons des vœux pour la conservation de votre Souverain et pour le progrès des relations des deux Empires.

Pour assurer le développement de ces relations, l'Empereur de votre noble Pays vient de confier le soin de le représenter à un homme supérieur, et a daigné nous adresser une lettre des plus amicales qui nous a causé une profonde satisfaction.

Nous désirons que nos deux Empires s'unissent par des liens intimes et durables, et le choix de la personne que l'Empereur a nommée son représentant dans notre Empire, nous donne la confiance que ce désir sera accompli.

Vous pouvez vous-même compter sur toute notre bienveillance.

Veuillez bien vous pénétrer des sentiments cordiaux qui nous animent à l'égard de votre noble Souverain, afin de pouvoir être l'interprète fidèle de notre pensée auprès de Sa Majesté.

Nous savons que nous pouvons compter sur votre zèle et vos efforts dans l'accomplissement du mandat qui vous a été confié, et nous désirons que, maintenu longtemps dans le poste que vous occupez, vous nous aidiez à consolider la base sur laquelle reposent les relations des deux Empires.

N° 67.

M. Outrey au marquis de La Valette.

Yokohama, le 12 janvier 1869.

Monsieur le Marquis, il y a quelque temps, des lettres venues de Nangasaki nous ont appris qu'un nouveau centre de Chrétiens avait été découvert dans les îles Goto, à l'extrême sud du Japon, et qu'un certain nombre d'entre eux avaient été arrêtés et soumis à la torture.

Quoique mes collègues n'eussent pas de renseignements bien pré-

cis, ils pensèrent comme moi qu'il y avait lieu d'intervenir auprès des autorités japonaises. Notre intention était d'adresser une note identique, dans laquelle, en évitant de discuter les lois japonaises, nous aurions apprécié avec sévérité les traitements infligés aux Chrétiens et réclamé en leur faveur l'observation des principes d'humanité qui régissent les pays civilisés.

Le Gouvernement, prévenu du mécontentement soulevé chez tous les Représentants par les nouvelles arrivées du Sud, a pris l'initiative d'une démarche ayant pour but de nous assurer de ses dispositions conciliantes.

Le Prince Owasima, Premier Ministre pour les Affaires étrangères, est venu lui-même à Yokohama dans les derniers jours de décembre. Le lendemain de son arrivée, il m'a fait une visite pendant laquelle il a abordé, sans aucune hésitation, la question des Chrétiens. Il me dit que, si l'état de trouble dans lequel se trouvait le pays avait obligé le Gouvernement du Mikado à différer l'envoi d'une réponse à la note du mois de mai dernier, il n'avait cependant pas perdu de vue une affaire aussi importante, et qu'il était disposé à nous adresser une communication officielle qui nous donnerait une satisfaction aussi complète que les circonstances le permettaient.

Le Prince Owasima est un homme intelligent, aux allures franches et ouvertes, et j'ai pu lui bien expliquer la situation telle que je la comprends. J'ai écarté avec soin toute pensée d'ingérence dans l'administration intérieure du pays, mais je ne lui ai pas dissimulé que les Puissances européennes ne pouvaient rester indifférentes à des mesures odieuses qui blessaient les sentiments religieux de leurs peuples, et que, si le Gouvernement Japonais ne prenait pas des dispositions sérieuses pour arrêter les persécutions, il devait s'attendre un jour à voir une indignation générale s'emparer de l'opinion publique et entraîner peut-être les Puissances à intervenir dans des conditions qu'aujourd'hui elles ont à cœur d'éviter. Ce langage, auquel j'ai donné une forme essentiellement amicale, paraît avoir produit quelque impression aussi bien sur le Premier Ministre que sur Chigashi Couzé et quelques autres fonctionnaires présents à l'entrevue.

Passant des considérations générales aux faits particuliers qui nous occupaient, j'ai cherché à préciser la question. Le Prince Owasima me promit que la note officielle serait catégorique, qu'elle désapprouverait les mauvais traitements infligés aux Chrétiens, qu'elle annoncerait l'envoi d'ordres pour les faire cesser, et qu'elle donnerait l'assurance que des mesures efficaces seraient prises pour empêcher le renouvellement de faits aussi regrettables. Ces mêmes déclarations ayant été faites à tous les Représentants, nous avons pensé que nous devions attendre la réception de la communication annoncée.

Lors de mon séjour à Yédo, j'ai insisté pour que l'on me mit en mesure de faire connaître par le courrier à Votre Excellence les intentions du Gouvernement Japonais.

Le 11, j'ai reçu une communication dont la rédaction vague et embarrassée ne répond pas entièrement aux assurances verbales qui nous avaient été données, mais je suis certain que Votre Excellence reconnaîtra que nous avons fait un grand pas dans la question. Il n'y a pas un an qu'à toutes les ouvertures les Autorités japonaises répondaient que la religion chrétienne était interdite au Japon et qu'on ne pouvait pas toucher à une loi fondamentale de l'Empire. A moi-même, il y a quatre mois, Kamatzou faisait valoir comme une concession qu'on n'appliquât pas cette loi dans toute sa rigueur, et qu'au lieu d'être condamnés à mort, les Chrétiens ne fussent soumis qu'aux travaux forcés. Aujourd'hui, on laisse entendre que les peines de la torture ne doivent être infligées qu'aux gens accusés de sorcellerie, confondus avec les Chrétiens, et, enfin, Chigashi Couzé fait une déclaration très-importante en disant que, « toutefois, le moment est « venu où le caractère de nos relations avec votre pays devient par- « ticulièrement sérieux, et ce serait compromettre ces relations que « de traiter avec cruauté des Japonais qui embrassent la religion de « votre pays. C'est pourquoi, à la suite des délibérations qui ont eu « lieu dans le Gouvernement, il a été décidé que l'on ne maintiendrait « pas ces lois cruelles, et que l'on aurait recours à des mesures plus « douces et plus humaines.»

C'est là, évidemment, un langage nouveau qui rejette bien loin les obstacles insurmontables qu'on nous avait toujours opposés. Je ne crois donc pas m'exagérer la valeur du document transmis au nom du Mikado, en le considérant comme l'indice d'un changement notable dans les dispositions du Gouvernement à l'égard des Chrétiens. Je vais même plus loin : dans mon opinion, les circonlocutions, les ménagements et les réserves des Ministres, leur circonspection, enfin, qui donne la mesure des embarras que cette question des Chrétiens peut leur créer, m'inspirent plus de confiance dans leur désir sincère de donner satisfaction à l'Europe que des promesses catégoriques dont l'exécution serait éludée par un Gouvernement à peine constitué.

Veuillez agréer, etc.

Signé : OUTREY.

N° 68.

Chigashi Couzé à M. Outrey.

11 janvier 1869.

Il y a quelque temps, dans un décret relatif aux Japonais suivant la religion chrétienne, on avait confondu la religion chrétienne et les *djia-tchin* (fausses doctrines) dans une expression commune qui avait le défaut de paraître comprendre la religion chrétienne parmi les *djia-tchin*. Depuis lors, ce texte a été corrigé et l'on a séparé ces deux noms, comme Votre Excellence doit le savoir, je crois.

Dans l'origine, il y a environ trois cents ans, on regardait la religion chrétienne comme une doctrine superstitieuse par excellence, ayant pour effet de ronger et de dévoyer le cœur de l'homme, de le rendre malheureux et de le pousser à la révolte; aussi cette religion devint-elle l'objet de l'interdiction la plus sévère, et, à cette époque, la plus grande partie du peuple regardait la religion chrétienne comme faisant partie des *djia-tchin*.

Toutes les doctrines et pratiques connues sous ce nom sont encore l'objet de la même interdiction qu'à l'origine.

Depuis l'époque à laquelle nous faisons allusion plus haut, une grande partie du peuple a conservé les mêmes idées sur la religion chrétienne et ne la distingue pas encore comme une doctrine juste.

Autoriser cette religion avant que la plus grande partie du peuple soit arrivée à se rendre compte de cette distinction serait de la part du Gouvernement une mesure inopportune.

Il faudrait donc que la question fût ouvertement discutée, que les doctrines justes fussent clairement distinguées de tout ce qui constitue les *djia-tchin*. Mais, à une époque où la guerre civile était partout répandue dans le pays, on n'a pu s'occuper de cela; les lois relatives à ces questions n'ont donc pu être établies d'une manière uniforme, et nous ne pourrions affirmer que, dans les différentes parties du Japon, on n'ait pas adopté des mesures différentes pour le règlement de ces questions.

Toutefois, le moment est venu où le caractère de nos relations avec votre pays devient particulièrement sérieux, et ce serait compromettre ces relations que de traiter avec cruauté des Japonais qui embrassent la religion de votre pays.

C'est pourquoi, à la suite des délibérations qui ont eu lieu dans le Gouvernement, il a été décidé que l'on ne maintiendrait pas ces lois

cruelles et que l'on aurait recours à des mesures plus douces et plus humaines.

Tel est, etc.

Signé : CHIGASHI COUZÉ.

N° 69.

M. Outrey au marquis de La Valette.

Yokohama, le 11 février 1869.

Monsieur le Marquis, le 12 du mois dernier, j'ai eu l'honneur d'envoyer à Votre Excellence copie de la note qui nous avait été adressée par le Gouvernement Japonais au sujet des Chrétiens. Aujourd'hui, je m'empresse de vous transmettre copie de la réponse identique que tous les Représentants étrangers ont faite à cette communication.

Comme j'ai déjà eu l'occasion de le signaler dans le cours de ma correspondance avec le Département, la question des Chrétiens est une des plus délicates qui puissent se présenter dans les relations de l'Europe avec le Japon. Le nouveau Gouvernement se montre animé des meilleures dispositions, mais il peut à peine dissimuler combien il est obligé de prendre de précautions pour ne pas heurter trop violemment les préjugés invétérés, non-seulement du peuple, mais aussi des Daïmios. Mes Collègues et moi avons voulu tenir compte de cette situation et nous nous sommes bornés à prendre acte du bon vouloir manifesté par le Gouvernement, sans chercher à exercer sur lui une pression pour le retrait immédiat des lois considérées jusqu'à présent comme fondamentales.

Le but principal de nos efforts doit être aujourd'hui de faire cesser les persécutions, sans trop nous préoccuper des moyens qui seront employés, et nous n'avons manqué aucune occasion d'agir dans ce sens auprès des autorités japonaises. Nous avons parlé au Premier Ministre des nouvelles déplorables qui nous arrivaient des îles Goto, et nous avons insisté pour qu'il envoyât sur les lieux un agent spécial, muni d'instructions catégoriques de nature à mettre un terme aux mauvais traitements dont les Chrétiens étaient l'objet de la part des autorités locales. Quoique les Ministres nous aient donné à cet égard les assurances les plus satisfaisantes, nous avons cru opportun de revenir sur ce sujet dans la lettre que nous avons adressée à Chigashi Couzé. Nous avons également réclamé la bienveillance du Mikado en faveur des cent quatorze Chrétiens exilés, il y a quelques mois, du village d'Ourakami et internés du côté de Simonosaki. Il

paraît, d'ailleurs, que ces déportés dont on ignorait le sort et que l'on croyait avoir été condamnés à mort, subissent un traitement relativement assez doux et que, sous ce rapport, le Gouvernement Japonais tient, dans une certaine mesure, les promesses de modération qu'il nous a faites.

Quant à ce qui se passe dans les îles de Goto, je dois dire que les renseignements que nous avons sont très-peu concordants. D'après les informations qui m'ont été envoyées de Nangasaki, plusieurs centaines d'individus auraient été poursuivis et torturés à cause de leurs croyances. Cependant les agents de diverses Puissances établis à Nangasaki révoquent en doute ces nouvelles. Ils signalent bien des troubles dans les îles Goto, mais ils les attribuent à des causes qui n'auraient rien de commun avec la religion, et ils croient que si des Chrétiens ont été impliqués dans des mesures de répression générale, on ne peut pas accuser les autorités d'avoir céde à des sentiments de fanatisme.

Veuillez agréer, etc.

Signé : OUTREY.

N° 70.

M. Outrey à Chigashi Couzé.

Yokohama, le 9 février 1869.

Monsieur le Ministre, conjointement avec mes collègues, les Représentants des autres Puissances signataires, j'ai pris connaissance de la communication que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser le 11 janvier dernier pour me faire connaître les intentions du Gouvernement du Mikado relativement aux Japonais qui exercent la religion chrétienne.

C'est avec une profonde satisfaction que j'ai appris, par cette communication, que le Gouvernement du Mikado est convaincu que la religion chrétienne ne doit pas être classée parmi les superstitions traitées depuis longtemps par les Japonais de sorcelleries ; qu'il a, en conséquence, reconnu la nécessité de soumettre la question à une discussion publique, afin que le peuple japonais soit amené à établir une distinction exacte entre les pratiques de sorcellerie et les maximes sages et pures du christianisme, confondues jusqu'ici dans la même mesure de proscription.

Je vois également que le Gouvernement désire se guider en cette circonstance d'après les idées de progrès du siècle, et, enfin, qu'il se rend compte qu'en punissant les Japonais pour le fait de professer la

religion chrétienne, il donnerait de justes motifs d'être offensés aux Gouvernements avec lesquels il entretient aujourd'hui des relations intimes et amicales.

Votre Excellence m'annonce, en terminant, que le Gouvernement du Mikado a résolu de ne pas maintenir plus longtemps les anciennes lois sévères, et qu'il adoptera à leur place des mesures douces et bienveillantes.

Je suis heureux d'exprimer à Votre Excellence combien j'apprécie hautement les motifs humains et libéraux qui ont amené le Gouvernement du Mikado à entrer dans cette voie, et c'est avec un profond intérêt que je constaterai le succès des mesures que, sans doute, il a dû prendre pour assurer l'adoption de ses vues par tout le Japon.

La cessation de la guerre permettra maintenant au Gouvernement du Mikado de prêter une attention immédiate et sérieuse à cette question, et la nécessité d'agir ainsi n'est que trop prouvée par les persécutions que l'on dit avoir lieu dans les îles de Goto.

D'après les renseignements qui me sont parvenus, il paraîtrait qu'un grand nombre de personnes, parmi lesquelles se trouveraient des femmes et des enfants, auraient été arrêtées dans ces îles par les autorités locales et soumises à la torture ou à de dures privations pour avoir professé la foi chrétienne.

Dans l'entrevue qu'il a eue, le 27 janvier dernier, avec les Représentants étrangers, le Premier Ministre de Sa Majesté a donné l'assurance formelle que des officiers seraient immédiatement envoyés sur les lieux avec ordre de faire une enquête et de mettre fin à ces persécutions. Je viens d'apprendre en effet que Yamagoutchi-Hanjo vient d'être chargé de cette mission. J'espère donc que Votre Excellence voudra bien faire connaître le plus tôt possible aux Représentants étrangers les informations qui lui parviendront sur la répression de semblables persécutions, si contraires aux assurances données au nom du Gouvernement du Mikado.

Les instructions que je viens de recevoir m'ont mis à même d'apprécier la pénible impression qu'a produite sur le Gouvernement de l'Empereur la nouvelle de la déportation des Chrétiens indigènes d'Ourakami, au mois de juillet dernier.

Je crois donc pouvoir assurer Votre Excellence que si, en mettant en pratique la politique douce et éclairée dans laquelle le Gouvernement Japonais est entré, il rendait à leurs foyers les Chrétiens déportés, cette mesure serait considérée par mon Gouvernement comme une nouvelle preuve d'égards de la part du Mikado pour les sentiments des Puissances avec lesquelles Sa Majesté cherche à entretenir des relations amicales.

Veuillez agréer, etc.

Signé : OUTREY.

N° 71.

Le marquis de La Valette à M. Outrey.

(Extrait.)

Paris, le 19 mars 1869.

Monsieur, dans l'affaire des Chrétiens du Sud, le Gouvernement Japonais a pris l'initiative d'une démarche ayant pour but de vous donner des explications et de vous assurer de ses dispositions conciliantes. La note qui vous a été passée n'est point, comme vous le faites remarquer, tout ce qu'on pouvait désirer. Mais c'est un pas fait en avant, et les déclarations des Ministres du Mikado, si on les compare au langage qu'ils tenaient naguère, accusent un travail des esprits au Japon et un changement notable dans les dispositions de son Gouvernement que nous devons constater avec satisfaction.

Recevez, etc.

Signé : LA VALETTE.

N° 72.

M. Outrey au marquis de La Valette.

Yokohama, le 11 mai 1869.

Monsieur le Marquis, la question des Chrétiens ne marche pas d'une façon aussi satisfaisante que nous aurions pu l'espérer ; les persécutions dans les îles Goto continuent, et cependant les Ministres du Mikado viennent de nous écrire pour nous annoncer que l'agent envoyé sur les lieux avec la mission de faire une enquête n'a constaté aucun des faits sur lesquels nous avons appelé l'attention du Gouvernement.

Les Autorités japonaises soutiennent que les arrestations dont on s'est plaint n'avaient rien de commun avec la question religieuse et qu'elles avaient atteint indistinctement un certain nombre de sujets indigènes ayant pris part à une rébellion. Elles protestent d'ailleurs des sentiments de bienveillance dont le Gouvernement du Mikado est animé à l'égard des Chrétiens.

En présence d'une négation aussi absolue des faits, nous pensons qu'il y a opportunité à mettre sous les yeux des Ministres les détails circonstanciés qui nous sont parvenus, en demandant des explications plus catégoriques. Mais, je ne saurais trop le répéter, Monsieur le Marquis, la question des Chrétiens au Japon est extrêmement déli-

cate, et nous devons mettre une grande circonspection dans nos dé-marches. Je demande donc à Votre Excellence de me permettre d'agi-r lentement et avec beaucoup de ménagement.

Veuillez agréer, etc.

Signé : OUTREY.

N° 73.

M. Outrey au marquis de La Valette.

(*Extrait.*)

Yokohama, le 9 mars 1869.

Monsieur le Marquis, la troisième échéance de l'indemnité de Sa-kaï a été exactement payée par le Gouvernement Japonais et j'ai reçu d'Osaka une traite de 50 000 piastres dont le montant a été versé entre mes mains aujourd'hui même.

Veuillez agréer, etc.

Signé : OUTREY.

N° 74.

M. Outrey au marquis de La Valette.

Yokohama, le 10 mai 1869.

Monsieur le Marquis, comme le Département ne l'ignore pas, au commencement de 1867, le Gouvernement du Taïkoun, qui avait as-sumé la responsabilité de l'indemnité de 3 millions de piastres stipu-lée à la suite de l'expédition de Simonosaki, n'avait encore payé que la moitié de cette somme et s'était engagé à compléter les versements en retard dans l'espace de deux ans en payant un intérêt convenable. Mes collègues et moi avons pensé que ce délai devant expirer le 15 de ce mois, il y avait lieu de faire une démarche pour mettre le Gouvernement du Mikado en demeure d'exécuter les engagements du Gouvernement auquel il a succédé. Nous avons, en conséquence, adressé une lettre identique aux Ministres japonais. Aucune réponse n'y a encore été faite et j'ai tout lieu de croire qu'on demandera en-core un délai, demande qu'il me paraît difficile de repousser en pré-sence de la situation financière du pays.

Veuillez agréer, etc.

Signé : OUTREY.

N° 75.

M. Outrey au marquis de La Valette.

Yokohama, le 5 juin 1869.

Monsieur le Marquis, par une dépêche en date du 10 mai, j'ai rendu compte à Votre Excellence de la démarche que j'avais faite, d'accord avec mes collègues, relativement à l'indemnité de Simono-saki.

Le 15 mai, le Prince Owasima est venu lui-même à Yokohama pour traiter avec nous, mais je n'étais pas satisfait du silence qu'il avait gardé après les différents attentats dont les Français avaient été victimes ; sir Harry Parkes, de son côté, avait eu à se plaindre d'insultes réitérées contre ses nationaux ; de sorte que nous avons, l'un et l'autre, refusé d'assister à la conférence qui nous était demandée. Au bout de quelques jours, le Premier Ministre m'ayant fait des excuses complètes au nom du Gouvernement et le Ministre d'Angleterre ayant également obtenu satisfaction, nous nous sommes réunis avec le Prince Owasima et différents fonctionnaires japonais pour recevoir la réponse définitive du Gouvernement du Mikado.

D'après ce qui a été convenu avec le Prince Owasima, les Ministres nous ont adressé, le 4 de ce mois, la lettre dont Votre Excellence trouvera ci-joint la traduction.

Il est incontestable que le Gouvernement du Mikado a de grands embarras financiers, et qu'il lui serait bien difficile de faire droit immédiatement à nos réclamations. Je crois donc qu'en accordant le délai de trois ans et en abandonnant les intérêts échus et ceux qui deviendraient exigibles en 1872, le Gouvernement de l'Empereur donnerait une preuve de ses sentiments de bienveillance pour une administration qui, jusqu'à ce jour, a fidèlement rempli tous les engagements pris vis-à-vis de la France.

Veuillez agréer, etc.

Signé: OUTREY.

N° 76.

Les Ministres du Mikado à M. Outrey.

Yédo, le 4 juin 1869.

Nous avons l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de la lettre qu'elle nous a adressée le 22 avril, relativement à l'indemnité

de Simonosaki, lettre dans laquelle elle nous fait observer que la moitié de cette indemnité, soit 1 500 000 dollars, reste à payer.

Nous savions déjà que notre Gouvernement était redevable de cette somme, et notre intention était de la verser dans les délais fixés; mais, comme Votre Excellence le sait, depuis le printemps de l'année dernière, s'opère dans notre pays une grande réforme. Les remaniements de tous genres qu'elle entraîne ont laissé beaucoup de choses inachevées; de plus, la guerre civile n'a pas cessé de sévir dans le pays. Cette situation a occasionné à l'Empire des dépenses considérables: aussi nous est-il impossible, à un pareil moment, de payer en une seule fois une somme aussi forte que celle que vous indiquez.

Nous désirerions obtenir un délai de trois ans, c'est-à-dire avoir jusqu'au 15 mai 1872, pour payer cette somme de 1 500 000 dollars.

De plus, si les quatre Puissances auxquelles nous sommes redevables de l'indemnité consentaient à nous exonerer des intérêts de la susdite somme jusqu'au 15 mai dernier et de ceux à courir à partir de cette date pendant les trois années, nous reculerions pour toutes les Puissances jusqu'à la date du renouvellement des traités (1872) l'époque à laquelle, conformément à la Convention du 1^{er} juin dernier, doivent être augmentés les droits sur la soie et le thé.

Telles sont réellement les dispositions de notre Gouvernement, sur lesquelles nous appelons toute l'attention de Votre Excellence, en la priant de les communiquer à son Gouvernement et de nous accorder son bienveillant appui.

Signé: OWASIMA TCHION NA GOU,
CHIGASHI COUSÉ DJIN DJIO,
OKOUMA SHI-I.

N° 77.

Le prince de La Tour d'Auvergne à M. Outrey.

Paris, le 5 octobre 1869.

Monsieur, ainsi que je vous l'ai laissé pressentir dans mes précédentes dépêches, le Cabinet de Londres a jugé comme nous qu'il convenait d'approuver l'arrangement dont vous avez, en même temps que vos collègues, débattu les bases avec le Gouvernement Japonais au sujet du paiement de la seconde moitié de l'indemnité de Simonosaki. J'ai l'honneur de vous envoyer une copie de la dépêche que M. l'Ambassadeur d'Angleterre m'a adressée pour m'informer de cette décision. Comme vous le verrez, le Gouvernement Britannique

nique entend qu'aucun nouveau délai ne nous sera demandé, et il désirerait aussi que la diminution des droits d'exportation sur la soie et le thé, qui nous est accordée en échange de nos concessions, ne fût pas temporaire, mais définitive. C'est là un désir auquel nous ne pouvons que nous associer et auquel nous espérons que le Gouvernement Japonais ne refusera pas satisfaction. Lord Lyons m'annonçait en même temps l'adhésion des États-Unis à notre manière de voir, et, quant aux Pays-Bas, je viens d'apprendre qu'ils s'y sont également ralliés. L'accord se trouvant ainsi complet entre les quatre Puissances intéressées, je vous prie de vous concerter avec vos collègues, qui auront sans aucun doute reçu des instructions dans le même sens, et de faire les démarches nécessaires pour arriver au règlement de cette question.

Recevez, etc.

Signé : Prince de LA TOUR D'AUVERGNE.

N° 78.

M. Outrey au marquis de La Valette.

Yokohama, le 14 janvier 1869.

Monsieur le Marquis, le 23 décembre dernier, le Gouvernement Japonais, conformément à une entente préalable établie entre lui et les Représentants étrangers, nous a écrit pour nous proposer de fixer au 1^{er} janvier 1869 l'ouverture du port de Niégata et de la ville de Yédo. Votre Excellence trouvera, ci-joint, copie des deux lettres des Ministres des Affaires étrangères et de la réponse par laquelle j'ai donné mon adhésion aux réformes projetées.

Je me suis empressé de faire une notification à nos nationaux, et depuis quinze jours, l'ouverture si souvent retardée de ces deux localités est un fait accompli.

Pendant les premiers huit jours de ce mois, Yédo a été littéralement envahi par les résidents de Yokohama, et je suis heureux de pouvoir ajouter que nous n'avons eu à regretter aucun accident. Votre Excellence remarquera, d'ailleurs, que nous avons astreint nos nationaux à l'obligation de se munir de passe-ports pour se rendre dans la capitale. C'était le seul moyen que nous eussions d'exercer un contrôle sur la conduite des Européens allant visiter la capitale ou se proposant d'y résider.

Veuillez agréer, etc.

Signé : OUTREY.

N° 79.

Les Ministres du Mikado à M. Outrey.

23 décembre 1868

Nous avons l'honneur d'écrire à Votre Excellence au sujet du port de Niégata dans la province d'Etchigo. Ce pays étant maintenant entièrement pacifié, nous avons l'intention d'ouvrir le port de Niégata à partir du 1^{er} janvier 1869.

Si Votre Excellence n'a aucune objection à nous faire à cet égard, nous prendrons dès à présent les dispositions nécessitées par cette mesure.

*Signé : OWASIMA TCHION NA GOU,
CHIGASHI COUZÉ DJIN DJIO.*

N° 80.

Les Ministres du Mikado à M. Outrey.

23 décembre 1868.

Nous avons l'honneur de porter à votre connaissance que nous nous proposons d'ouvrir la ville de Yédo, le 1^{er} janvier 1869; dans le cas où vous n'y verriez pas d'inconvénient, nous prendrons les mesures nécessaires pour cela.

Toutefois les Européens ne pourront provisoirement se promener ni en dehors ni dans l'enceinte du Siro. Nous avons eu l'honneur dernièrement de soumettre à Votre Excellence les limites relatives à ces restrictions et elle y a, croyons-nous, donné son approbation.

*Signé . OWASIMA TCHION NA GOU,
CHIGASHI COUZÉ DJIN DJIO.*

N° 81.

M. Outrey aux Ministres du Mikado.

Yokohama, le 30 décembre 1868.

J'ai reçu les deux lettres par lesquelles Vos Excellences m'informent de l'intention qu'aurait le Gouvernement d'ouvrir le port de Niégata

et la ville de Yédo au commerce étranger, à partir du 1^{er} janvier prochain.

Je donne mon adhésion la plus complète à ces mesures et je ne puis que féliciter le Gouvernement du Mikado de cette nouvelle preuve qu'il donne de son désir de se conformer aux stipulations des traités.

Veuillez agréer, etc.

Signé : OUTREY.

N° 82.

Notification adressée par M. Outrey aux résidents français à Yokohama, au sujet de l'ouverture du port de Niégata et de la ville de Yédo.

Le Ministre plénipotentiaire de France a l'honneur de prévenir les sujets Français que le port de Niégata et la ville de Yédo sont ouverts au commerce étranger à partir du 1^{er} janvier prochain. Cette mesure entraîne, en ce qui touche le port de Yédo, une modification aux articles 8 et 9 de la Notification faite par la Légation au mois de novembre 1867.

Ces deux articles, par suite d'un accord entre les Représentants et les Autorités japonaises, ont été remplacés par les articles suivants :

Art. 8. — En exécution des dispositions des traités relatives à la résidence des étrangers à Yédo, tout étranger se rendant dans cette ville, à moins qu'il ne soit un officier en uniforme, devra être muni d'un passe-port émanant de l'autorité consulaire de sa Nation à Yokohama et contre-signé par le Handji de Kanagawa. Les étrangers venant de Yokohama par terre seront requis de présenter leur passe-port au bac de Kawasaki ; ceux qui viendront par mer ne pourront débarquer qu'à Tamachi et Tsoukidji, et ils devront présenter leur passe-port toutes les fois qu'ils en seront requis par les Autorités japonaises. Tout étranger qui ne sera pas muni de passe-port, à l'exception des officiers susmentionnés, pourra être arrêté et conduit à son Consul.

Art. 9. — Les allèges, les remorqueurs, les bateaux portant des passagers étrangers, ainsi que toutes les autres embarcations appartenant à des étrangers, à l'exception de celles qui appartiennent aux navires de guerre, devront, en arrivant à Yédo, entrer par le chenal situé entre les deux forts et indiqué par deux bouées blanches.

7^e AFFAIRES COMMERCIALES.

N° 83.

Le marquis de La Valette au comte de Benedetti, ambassadeur de l'Empereur à Berlin.

Paris, le 5 juin 1869.

Monsieur le Comte, mon Département vous a entretenu, à diverses reprises, d'une demande de quelques-uns de nos industriels qui réclament, pour les tissus allemands imprimés en France et réimportés dans le Zollverein, des faveurs analogues à celles que l'article 6 de la Convention Austro-Prussienne du 11 avril 1865¹ confère aux fabricants autrichiens. Cette réclamation se fonde sur l'article 31 du traité de commerce conclu entre la France et la Prusse, le 2 août 1862², qui stipule le traitement de la nation la plus favorisée, et elle a pour objet, en définitive, d'obtenir que les tissus allemands destinés à recevoir l'impression dans nos fabriques, admissibles en franchise sur le territoire de l'Empire quand ils doivent être réexportés, puissent être réintroduits dans leur pays d'origine sans y acquitter de droit d'entrée.

Les démarches que vous avez faites auprès de la Chancellerie fédérale dans l'intérêt de nos industriels, n'ont pas encore abouti à une solution satisfaisante; la dernière communication que vous m'avez adressée à ce sujet m'ayant fait connaître les divers arguments qui nous sont opposés, je me suis empressé de les soumettre à un examen approfondi. Cette nouvelle étude de la question n'a fait, Monsieur le Comte, que fortifier en nous la conviction que notre demande repose sur une juste et saine interprétation de l'article 31 du traité de 1862.

Ainsi que je l'ai déjà précédemment indiqué, les négociations commerciales successivement engagées entre les divers États ont traversé deux phases très-distinctes. Autrefois le traitement de la nation la plus favorisée était stipulé sous la réserve expresse que les avantages concédés à une tierce puissance seraient accordés à l'une et à l'autre des parties contractantes, gratuitement si la concession était gratuite et moyennant compensation si la concession était faite à titre onéreux; c'était l'application du principe de la réciprocité, qui a pendant long-

1. Voir *Archives*, 1868, t. II, p. 585.

2. *Idem*, 1862, tome IV, p. 308.

temps été pris pour base de négociation. Plus tard, la clause du traitement de la nation la plus favorisée a été interprétée dans un sens plus large et plus libéral; la rédaction de cette clause a été dégagée des conditions auxquelles en était primitivement subordonnée l'application; elle a impliqué, de plein droit, la jouissance, pour l'une et l'autre des parties contractantes, de toute faveur, de tout privilégié ou de tout abaissement de droits qui serait accordé à une tierce puissance; c'était la substitution au principe de réciprocité d'un principe nouveau, qui est aujourd'hui généralement admis partout, celui de l'égalité sur le marché, c'est-à-dire qu'aucune situation privilégiée ne peut être faite à un État quelconque, ni pour un motif quelconque, dans l'un des pays contractants, où il ne doit plus exister qu'un seul et unique régime applicable à tous.

Le sens de cette clause du traitement de la nation la plus favorisée a toujours été considéré par le Gouvernement de l'Empereur comme tellement impératif, tellement indépendant des circonstances qui avaient pu nous déterminer, dans le cours de nos diverses négociations, à consentir à une concession nouvelle, que la promulgation de tout acte conventionnel a été invariablement suivie d'un décret étendant au Zollverein, sans conditions ni réserves, le bénéfice des avantages de toute nature que nous venions d'accorder à une tierce puissance. J'ajouterai que le Gouvernement Prussien n'avait point jusqu'à ce jour agi différemment à l'égard de la France.

L'application de ce principe, l'égalité sur le marché, a eu d'ailleurs une autre conséquence naturelle, c'est que, dans toute négociation commerciale, le Gouvernement de l'Empereur a dû, lorsqu'une concession lui était demandée, se préoccuper constamment de notre situation économique vis-à-vis non pas seulement de l'État avec lequel il traitait, mais aussi de tous les pays qui seraient appelés à jouir, de plein droit et sans conditions, des mêmes faveurs; et, dans bien des cas, cette considération a été la seule cause des résistances que nous avons opposées aux demandes qui nous étaient faites, malgré les avantages de réciprocité ou autres qui nous étaient offerts en retour.

Cette doctrine admise, et elle me paraît indiscutable, l'argumentation du Gouvernement Prussien sur la question des admissions temporaires tombe d'elle-même. Dès que l'Autriche a obtenu, dans le Zollverein, un avantage qui ne nous a pas été concedé par le traité de 1862, le bénéfice doit nous en être immédiatement acquis de plein droit, quel que soit le prix auquel, pour des raisons qui nous restent étrangères, elle a dû acheter cet avantage; autrement elle jouirait sur le marché du Zollverein d'un traitement privilégié, ce qui serait contraire à la clause du traitement de la nation la plus favorisée dont nous invoquons l'application.

Nous réclamons donc purement et simplement, Monsieur le Comte, le traitement accordé à l'Autriche dans le Zollverein. On ne saurait nous objecter que, ce traitement lui ayant été concédé moyennant une réciprocité qui n'existerait pas en France, il en résulterait pour nous une situation plus avantageuse. Cet argument ne saurait nous toucher, car ce serait déplacer la question. Nous ne demandons, je le répète, que l'égalité sur le marché du Zollverein, de même que la Prusse et l'Autriche n'ont le droit de demander que l'égalité sur le marché français; la Prusse et la France, l'égalité sur le marché autrichien.

Si les négociateurs du traité austro-allemand ont cru devoir s'assurer la réciprocité du traitement pour leurs pays respectifs, ils n'ont pu, sur ce dernier point, engager que leurs propres Gouvernements l'un vis-à-vis l'un de l'autre, et ils n'ont pu nous obliger à payer du même prix la faveur qu'il leur convenait de se concéder; ils ne pouvaient, d'ailleurs, perdre de vue les conséquences qui en résulteraient au profit des autres États, et que, pour notre part, comme je l'ai fait remarquer plus haut, nous avons toujours eues présentes à la pensée dans nos diverses négociations commerciales.

Quant aux objections tirées de la situation dans laquelle se trouverait l'Autriche, qui pourrait se croire autorisée, de son côté, en vertu de la clause du traitement de la nation la plus favorisée, à réclamer de la Prusse le bénéfice pur et simple des avantages qui nous seraient accordés, en se libérant des engagements qu'elle a contractés par l'article 6 du traité austro-allemand, elles ne seraient pas plus fondées. Dans la plupart des conventions, à côté d'une disposition générale définissant, en principe, la nature des relations qui devront s'établir entre les deux parties contractantes, il existe quelque clause particulière aux deux États, destinée à restreindre, dans certains cas déterminés, la portée ou l'application de cette disposition générale. Dans l'espèce, l'Autriche, en ce qui la concerne, et pour des motifs que nous n'avons pas à apprécier, se serait donc, aux termes de l'article 6 et sur ce point spécial, aliéné la faculté de réclamer la jouissance du traitement de la nation la plus favorisée; mais il n'en résulterait pas pour nous une position privilégiée sur le marché du Zollverein, ce qui est le véritable nœud de la question; le privilège existerait, au contraire, pour l'Autriche, si elle devait être admise à jouir, dans les États de l'Association douanière, d'un avantage qui ne nous serait point accordé.

En résumé, Monsieur le Comte, la question n'intéresse pas seulement nos industriels dans le cas particulier dont il s'agit; c'est une question de principe qu'il nous importe essentiellement de voir résoudre dans le sens de l'interprétation qui a toujours été donnée aux stipulations comme celles de l'article 31 du traité de 1862; il y aurait,

à nos yeux, un véritable danger à ce que cette interprétation fût méconnue; je vous serai donc obligé de tenter tous les efforts possibles pour la faire accepter par le Gouvernement Prussien.

Agréez, etc.

Signé : LA VALETTE.

Nº 84.

Le comte Benedetti au marquis de La Valette.

Berlin, le 13 juin 1869.

Monsieur le Marquis, j'ai reçu la dépêche que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser le 5 de ce mois, au sujet des admissions temporaires, et, me conformant à vos instructions, j'ai renouvelé auprès de la Chancellerie fédérale les démarches que j'avais déjà tentées pour faire reconnaître la légitimité de notre demande. Je me suis particulièrement attaché, en m'inspirant des considérations développées dans la communication de Votre Excellence, à placer la question sur son véritable terrain, celui des principes en matière de transactions conventionnelles; j'ai insisté sur la convenance et la nécessité de conserver à la clause du traitement de la nation la plus favorisée la portée libérale que lui attribuent l'esprit et le texte des traités conclus dans ces dernières années.

La question doit être soumise à l'examen du Conseil fédéral douanier et, dès qu'une résolution aura été prise par sa Chancellerie fédérale, j'aurai l'honneur d'en informer Votre Excellence.

Veuillez agréer,

Signé : BENEDETTI.

Nº 85.

Le prince de La Tour d'Auvergne au baron Mercier de Lostende, à Madrid.

Paris, le 6 novembre 1869.

Monsieur le Baron, l'Espagne a promulgué, dans le courant de cette année, une nouvelle législation douanière qui se recommande par une simplification notable des bases de la perception, par la levée des prohibitions et par une réduction relative des droits afférents au plus grand nombre des marchandises. Toutefois, en regard de ces améliorations

du régime antérieur, nous devons constater le maintien de quelques-unes des taxes les plus onéreuses pour notre commerce, et même l'aggravation de quelques autres, de celles notamment qui atteignent notre industrie viticole. Nous devons surtout noter l'attribution de valeurs exagérées aux produits que nous importons, ayant pour conséquence de faire ressortir les droits spécifiques du tarif à des taux supérieurs aux bases fixées par la loi de douanes. La réforme accomplie dans la Péninsule ne témoigne donc guère que des aspirations libérales de son Gouvernement, et, si nous devons encourager de semblables dispositions, nous ne pouvons, d'un autre côté, accepter les changements effectués comme un résultat définitif et de nature à donner au mouvement des échanges entre la France et l'Espagne un développement en rapport avec celui des voies nouvelles ouvertes à la circulation internationale.

D'un autre côté, nous restons en présence des plaintes de notre commerce maritime, auquel il n'a été accordé aucune satisfaction durant le cours de l'année qui vient de s'écouler. Bien que les droits différentiels de pavillon dans la Péninsule et les îles adjacentes soient abolis en principe, trente-quatre articles, formant le principal élément du fret de nos navires, demeurent, jusqu'au 1^{er} janvier 1872, assujettis à des surtaxes à leur importation par mer. Aucune facilité nouvelle n'a été accordée au cabotage en dehors de celles dont le pavillon étranger jouit déjà pour le transport des passagers et de certaines matières premières. Dans les colonies, à Cuba, les marchandises sont, comme par le passé, soumises à des droits différentiels d'importation qui, à Porto-Rico et aux Philippines, se combinent avec des surtaxes prélevées à la sortie des produits sous pavillon étranger. L'inégalité dans les charges afférentes à la navigation des deux pays, dans les bords de la Péninsule et de ses colonies, l'absence de réciprocité dans le régime de nos relations maritimes, ces deux objets des réclamations que vous avez été invité, l'an dernier, à présenter au Gouvernement du Régent, subsistent donc dans toute leur gravité.

Dans cet état de choses, nous serions pleinement autorisés à appliquer à nos relations maritimes avec l'Espagne le principe de la réciprocité prévu par l'article 6 de la loi du 19 mai 1866¹ qui a supprimé les droits différentiels de navigation en France, et à rentrer, en ce qui concerne le cabotage, dans le régime du droit commun, qui exclut les pavillons étrangers du privilége que les Espagnols partagent exceptionnellement sur nos côtes avec nos propres navires; nous avons pensé, néanmoins, qu'il y avait lieu de tenir compte, à l'Administration espagnole, des efforts qu'elle a faits pour s'engager dans la voie

1. Voir *Archives*, 1869, t. II, p. 698.

d'une sage réforme, et des intentions conciliantes que le Cabinet de Madrid nous a plusieurs fois témoignées. Le Gouvernement de l'Empereur a donc résolu de surseoir provisoirement aux mesures de représailles qu'il est en droit d'appliquer au pavillon espagnol; nous nous flattons que le Cabinet de Madrid appréciera les sentiments de conciliation qui nous dirigent, et qu'il mettra cet ajournement à profit pour introduire dans le régime de nos relations internationales, soit par un échange de stipulations, soit par une modification nouvelle de sa législation maritime et douanière, les changements que demande le commerce français. Mais il ne vous échappera pas, Monsieur le Baron, que cette situation provisoire est essentiellement précaire, et que le Gouvernement de l'Empereur n'est pas maître d'en garantir la prolongation, en présence des prescriptions de la loi du 19 mai 1866 et des réclamations qui peuvent se produire devant le Corps législatif.

Vous voudrez bien, Monsieur le Baron, communiquer à M. Martoz les explications qui précédent.

Agréez, etc.

Signé : Prince de LA TOUR D'AUVERGNE.

N° 86.

**Le prince de La Tour d'Auvergne au baron de Maynard,
chargé d'affaires de France à Lisbonne.**

Paris, le 8 novembre 1869.

Monsieur, j'ai pris connaissance de la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, le 29 septembre dernier, pour m'informer que le Président du Conseil avait favorablement accueilli notre réclamation relative à l'arrêté de la direction générale des douanes, en date du 31 mai dernier. La mesure qui privait les marchandises françaises du bénéfice du régime de droit commun, à raison même de la convention qui leur assure un traitement de faveur dans le Portugal, ne pouvait, en effet, être attribuée qu'à une erreur de l'administration chargée du prélèvement des droits de douane, et j'ai vu avec satisfaction que le Ministre chargé du portefeuille des Affaires étrangères n'a pas hésité à partager ma manière de voir. Je vous prie, toutefois, d'insister pour que le Cabinet de Lisbonne ne tarde pas davantage à modifier les errements consacrés par l'arrêté du 31 mai.

Vous voudrez bien lui faire observer que les perceptions effectuées depuis cette époque, contrairement au mode de tarification choisi par les expéditeurs français, doivent nécessairement être rectifiées.

J'ai trouvé, d'un autre côté, dans votre lettre précitée, des informations nouvelles qui confirment celles que la Légation m'avait déjà transmises sur l'intention du Gouvernement Portugais de procéder à une révision de son tarif général. Les modifications introduites depuis le mois de juillet dernier dans la législation des douanes espagnoles établissent, en effet, entre le taux des droits perçus aux frontières respectives des deux États, une différence dont la contrebande doit inévitablement profiter pour développer ses importations en Portugal. Il est très-désirable que l'intérêt du Trésor, s'ajoutant à celui du commerce international, décide le Cabinet de Lisbonne à ne pas différer davantage la mise à exécution de son projet de réforme.

Si nous appelons de nos vœux l'allégement des charges afférentes à nos importations, nous ne pouvons, comme vous le savez, Monsieur, nous borner à la manifestation de simples désirs au sujet du prompt achèvement des travaux des commissions chargées, d'une part, de régler l'abolition des surtaxes dans les colonies portugaises et, d'autre part, d'examiner s'il n'y aurait pas avantage à étendre cette mesure au droit différentiel d'un cinquième, dont les marchandises étrangères sont grevées à leur importation dans le Royaume sous pavillon tiers. Le Gouvernement portugais n'ignore pas le caractère précaire que les franchises dont son pavillon jouit en France depuis le 12 juin dernier conserveront, tant que la réciprocité prévue par l'article 6 de la loi du 19 juin 1866 ne nous sera pas accordée dans les ports du Royaume et de ses colonies. Au moment où le Corps législatif va se réunir, nous sommes obligés de rappeler que les avantages de ce régime ne sont pas acquis au Portugal d'une manière définitive, et que, si des réclamations venaient à se produire au nom du commerce français, il nous serait difficile d'ajourner plus longtemps l'exécution des stipulations de la loi dont le bénéfice a été étendu par anticipation au pavillon de cette Puissance. C'est à son Gouvernement à nous fournir, par ses actes ou ses démarches, les moyens de justifier les mesures que nous avons adoptées à l'égard du commerce maritime du Portugal, dans un esprit de conciliation. Je vous prie de saisir la première occasion de vous expliquer dans ce sens avec M. le Ministre des Affaires étrangères.

Recevez, etc.

Signé : Prince de la Tour-d'Auvergne.

N° 87.

**Le marquis de La Valette à M. Berthemy, ministre de France
à Washington.**

Paris, le 7 mai 1869.

Monsieur, j'ai reçu, avec la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 18 du mois dernier, le texte de l'arrangement pour la garantie réciproque des marques de fabrique, que vous avez signé, le 16 du même mois, avec M. Fish, et je m'empresse, après avoir examiné les différentes dispositions de cet acte, de vous donner mon entière approbation pour l'usage que vous avez fait des pouvoirs qui vous avaient été conférés. Le projet qui vous avait été transmis a subi, il est vrai, une importante modification, par suite de la radiation du paragraphe relatif à l'importation des marques contrefaites à l'étranger. Je ne m'explique pas comment le Gouvernement de l'Union, après avoir condamné l'usurpation des marques qui peut se produire à l'intérieur, consent à tolérer l'introduction de celles qui seraient contrefaites à l'étranger. C'est, en réalité, favoriser sur le territoire des pays tiers une fraude dont on refuse justement le profit aux nationaux des parties contractantes. Ainsi que j'ai eu déjà l'honneur de vous le faire observer, en vous signalant l'arrêt rendu par la Cour fédérale de la Nouvelle-Orléans au sujet de la saisie, opérée par la douane, de vins portant une qualification erronée, les dispositions du Cabinet de Washington paraissent s'écartier de l'application que les règlements douaniers reçoivent dans un des principaux ports de l'Union. Quoi qu'il en soit, je pense, comme vous, que nous devons, quant à présent, nous contenter d'obtenir l'extension, à notre profit, des garanties antérieurement accordées à d'autres pays; il faut laisser la pratique des nouvelles dispositions produire ses enseignements, et ramener les esprits aux vues que vous avez exposées à M. Fish.

Recevez, etc.

Signé : LA VALETTE.

N° 88.

**Le prince de La Tour d'Auvergne au comte de Favernay,
chargé d'affaires de France, à Washington.**

Paris, le 11 novembre 1869.

Monsieur, la dépêche télégraphique que je vous ai adressée hier vous a déjà fait connaître l'erreur commise par le Cabinet de Wash-

ton dans l'interprétation qu'il a donnée aux termes de la lettre de mon Département, en date du 12 juin dernier, qui se bornait, d'ailleurs, à reproduire les expressions même, de l'article 5 de la loi du 19 mai 1866, abolissant les surtaxes de pavillon en France. Je ne puis, il est vrai, méconnaître que les mots *pays de production*, employés dans cet article, semblent indiquer que les seules marchandises, qui seront affranchies des surtaxes, seront celles que les navires étrangers, américains dans l'espèce, importeront directement dans nos ports des pays dont elles sont originaires : tel n'est pas, toutefois, le sens de cette disposition, dont l'acception est beaucoup plus large. La suppression des surtaxes de pavillon est générale : depuis le 12 juin dernier, il n'en est plus d'aucune espèce sur les navires américains, et leurs cargaisons en sont affranchies, d'où qu'ils viennent et quelle que soit l'origine des marchandises embarquées, sans qu'il y ait, par conséquent, lieu de distinguer si elles sont importées ou non du pays dont elles sont originaires. En réclamant du Gouvernement des États-Unis l'application à notre profit des dispositions de la section XVII de la loi du 30 Juin 1864, nous avions eu soin d'indiquer, ainsi qu'il résulte des instructions adressées à M. Berthemy le 1^{er} février de cette année, que nous accordions au pavillon de l'Union *la plénitude du traitement national pour toutes les opérations d'intercourse directe ou indirecte*.

La dépêche précitée, précisant les conditions du nouveau régime, continue dans les termes suivants : « Les navires américains seront donc, dans tous les cas, affranchis des droits de navigation perçus pour le compte de l'État, et les marchandises qu'ils apporteront ne seront passibles que des surtaxes d'entrepot afférentes aux marchandises importées sous tout pavillon *national ou autre*, des entrepôts d'Europe. Ces surtaxes n'ont aucun caractère différentiel, puisqu'elles atteignent, sans aucune distinction de pavillon importateur, les produits exotiques extraits des entrepôts européens ; elles sont d'ailleurs en corrélation complète avec les surtaxes établies par la section XVIII de la loi de l'Union, du 30 juin 1864, sur les produits de l'océan Indien importés des pays d'Europe. Je vous prie de communiquer ces explications à M. Seward, en lui demandant, à titre de réciprocité, l'abolition, à partir du 12 juin prochain, des surtaxes de pavillon spécifiées à la section XVII de la loi précitée de l'Union. »

Nous avions lieu de croire que ces explications n'avaient pas laissé de doute dans l'esprit des membres du Gouvernement des États-Unis, puisque M. Boutwell, dans sa communication du 16 mars dernier à M. Berthemy, disait que les États-Unis étaient disposés à faire disparaître le droit différentiel d'importation à charge de réciprocité, c'est-à-dire quand ils auraient acquis la preuve qu'aucun droit différentiel

d'importation n'est prélevé dans les ports de France sur *les produits manufacturés ou les marchandises importées par les navires des États-Unis, soit des États-Unis, soit de toute autre contrée.*

Quoique en soit, Monsieur, il demeure acquis que la condition prévue par la section XVII de la loi du 30 juin 1864 et rappelée par M. Boutwell est remplie par la France depuis le 12 juin dernier ; il reste donc aux États-Unis à compléter l'assimilation qu'implique la réciprocité, en faisant disparaître les surtaxes qui grèvent encore les importations indirectes de la marine française, c'est-à-dire les marchandises étrangères apportées dans les ports de l'Union, par nos navires, d'ailleurs que des lieux de production.

Les déclarations contenues dans cette dépêche, et que je vous autorise à consigner dans un procès-verbal, me paraissent de nature à constituer la preuve que les institutions américaines obligent le Gouvernement fédéral à réclamer. Il en trouverait d'ailleurs, une autre non moins concluante dans la production des comptes des navires américains qui ont importé en France des productions étrangères, depuis le 12 juin dernier.

Je vous prie donc, Monsieur, d'insister auprès de M. Fisch pour que l'application immédiate du traitement de réciprocité prévu par la section XVII soit faite désormais, sans réserve, aux importations de nos navires.

Vous voudrez bien, Monsieur, m'informer par le télégraphe du résultat de vos démarches.

Recevez, etc. Signé : Prince DE LA TOUR D'AUVERGNE.

N° 89.

**Le marquis de La Valette au marquis de Banneville,
ambassadeur de l'Empereur, à Rome.**

Paris, le 12 février 1869.

Monsieur le Marquis, j'ai reçu avec votre dépêche du 18 décembre, le mémoarandum par lequel S. Exc. le Cardinal Antonelli vous a fait connaître la réponse du Gouvernement Pontifical à notre dernière communication concernant l'accession projetée du Saint-Siège à la convention monétaire du 23 décembre 1865¹.

Il résulte de ce document et des informations dont vous avez bien

1. Voir *Archives*, 1866, t. III, p. 181.

voulu accompagner l'envoi, que le Gouvernement de Sa Sainteté déclare qu'il lui est impossible d'appliquer, avant un délai de plusieurs années, les articles 6, 7, 8 et 9 de cet arrangement international, et notamment de se soumettre à l'une des clauses fondamentales du pacte d'union, celle qui limite à 6 francs par habitant, pour chacun des États contractants, le chiffre d'émission de leurs monnaies d'appoint. D'après les éclaircissements fournis pour la première fois par le Gouvernement pontifical, il existe même actuellement en circulation dans les États de l'Église pour plus de 26 millions de monnaies divisionnaires, au lieu de 4 à 5 millions que comporterait la proportion de 6 francs par habitant, et ce chiffre paraît devoir s'élever encore, en raison des circonstances particulières dans lesquelles se trouve placé le Saint-Siège, aussi longtemps, du moins, que sera maintenu, en Italie, le cours forcé du papier-monnaie.

C'est avec un véritable regret, Monsieur le Marquis, que le Gouvernement de l'Empereur a pris connaissance de cette communication. Au point où la négociation semblait arrivée, quand, au mois de septembre dernier, mon prédécesseur invitait M. le C^{te} Armand à soumettre au Gouvernement Pontifical un projet de déclaration d'acquisition, il y avait tout lieu de compter, en effet, que la solution ne se ferait plus longtemps attendre ; la discussion avait uniquement porté sur la démonétisation des pièces de 2 fr. 50 c. et de 25 centimes, et rien n'avait pu nous faire pressentir que les nouvelles monnaies romaines étaient déjà émises en quantités telles qu'il était devenu impossible au Gouvernement du Saint-Siège d'indiquer le moment où elles seraient ramenées aux proportions fixées par la convention. Nous étions même d'autant plus fondés à croire à une situation toute différente que, le 27 septembre 1868, mon prédécesseur avait été informé par le Nonce de Sa Sainteté « que le Gouvernement du Saint-Père était en train de remplir toutes les conditions indiquées pour « se mettre parfaitement en règle avec les termes de la convention « de 1865. »

L'état de choses qui nous est exposé par le Cardinal Antonelli est malheureusement bien loin de répondre aux prévisions émises dans cette note. Nous ne saurions, assurément, méconnaître la valeur des explications que donne le Gouvernement du Saint-Siège sur les causes qui l'obligent à développer d'une manière si disproportionnée la fabrication de ses espèces divisionnaires : la crise traversée en 1866 par la Banque pontificale, la perte des anciennes provinces de la Sabine et de l'Ombrie, d'où la ville de Rome continue forcément à tirer la presque totalité de sa subsistance (ce qui a pour conséquence de faire sortir de l'État, pour les besoins alimentaires de la population, une somme métallique d'environ 375 000 francs par jour), enfin le cours

forcé des billets de banque en Italie, ont incontestablement placé les États-Romains, au point de vue économique et monétaire, dans une situation tout exceptionnelle. Mais si des circonstances aussi anomalies peuvent justifier, à nos yeux, les réserves qui sont indiquées dans le mémorandum du Cardinal Antonelli, elles ne sauraient, d'autre part, nous faire perdre de vue les engagements réciproques que les quatre Gouvernements signataires de la convention de 1865 ont jugé indispensable de prendre lorsqu'ils ont constitué l'Union monétaire.

Or, Monsieur le Marquis, comme je le rappelais au commencement de cette dépêche, la limitation des quantités de monnaie à titre réduit qui peuvent être frappées par chacun des pays contractants est une des bases fondamentales des conventions qui s'appliquent à cette sorte de numéraire ; le droit d'échange de ces mêmes espèces (art. 8 de l'acte de 1865) en est également le corollaire nécessaire. Ces deux clauses, il est aisément de le comprendre, sont la sauvegarde et la garantie des Hautes Parties contractantes, et, bien qu'elles ne suffisent pas toujours pour prévenir de fâcheuses conséquences, si l'une des parties se met, par exemple, en dehors des conditions monétaires normales par l'adoption du cours forcé de la monnaie fiduciaire, du moins elles limitent le mal et l'empêchent de s'étendre indéfiniment.

Après avoir examiné la question avec le désir le plus sincère d'arriver à une entente, le Gouvernement de l'Empereur, en ce qui le concerne, se voit, à son très-grand regret, dans l'impossibilité de souscrire, même pour un temps limité, aux restrictions que contient le mémorandum du Saint-Siége sur les points les plus essentiels de la convention ; je vous prie, Monsieur le Marquis, de vouloir bien en informer le Gouvernement du Saint-Père.

Agréez, etc.

Signé : LA VALETTE.

N° 90.

Le marquis de La Valette aux Agents diplomatiques et consulaires de France dans l'extrême Orient.

Paris, le 30 juin 1869.

Monsieur, vous savez que les lois des 8 juillet 1852, 18 mai 1858 et 19 mars 1862, qui ont constitué, sur les mêmes bases que dans les échelles du Levant, la juridiction consulaire en Chine, au Japon et dans le Royaume de Siam, ont dévolu à la Cour impériale la moins

éloignée, celle de Pondichéry, les appels des jugements rendus en premier ressort par nos tribunaux consulaires, ainsi que la connaissance des crimes que des sujets français viendraient à commettre dans ces trois pays. Mais le motif de proximité qui a fait désigner cette Cour n'avait qu'une valeur relative, et, soit pour l'envoi des dossiers de procédure, soit pour le déplacement des plaideurs et des témoins, soit enfin pour la translation des Français accusés de crimes, la difficulté des communications et la longueur des distances entraînaient souvent des frais et des retards considérables.

Or, les trois Départements des Affaires étrangères, de la Justice et de la Marine se sont accordés à reconnaître que, pour obvier à ces inconvenients, il y avait lieu d'investir purement et simplement les tribunaux de Saïgon des attributions conférées à ceux de Pondichéry par les trois lois ci-dessus énumérées. Cette mesure leur a paru d'autant plus opportune que l'organisation judiciaire des possessions françaises de Cochinchine, telle que l'a complétée le décret du 7 mars 1868, offre toutes les garanties d'une bonne administration de la justice : la Cour impériale de Saïgon est composée d'un président, de deux conseillers et d'un conseiller auditeur ; il y a près d'elle un procureur général, chef du service judiciaire ; enfin, les arrêts rendus par les tribunaux de cette colonie sont, en matière civile et commerciale, attaquables par la voie du pourvoi devant la Cour suprême.

Ces considérations, Monsieur, ont motivé la présentation aux Chambres et le vote de la loi du 23 avril dernier, qui a conféré à la Cour impériale de Saïgon les appels des jugements consulaires de la Chine, du Royaume de Siam et du Japon, ainsi que la connaissance des crimes commis par des Français dans ces mêmes contrées. En vous adressant ci-joint le texte de cet acte législatif, je ne puis que vous recommander, Monsieur, de vous conformer, dans l'occasion, aux dispositions qui s'y trouvent contenues : vous voudrez bien, d'ailleurs, les porter à la connaissance des sujets français établis dans votre circonscription.

Recevez, etc.

Signé : LA VALETTE.

DEUXIÈME PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

FRANCE — BELGIQUE.

**Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs,
conclue à Paris le 29 août 1869.**

S. M. l'Empereur des Français et S. M. le Roi des Belges, ayant résolu, d'un commun accord, de conclure une nouvelle Convention pour l'extradition des malfaiteurs, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires à cet effet, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, Son Exc. M. Félix, marquis de *la Valette*, sénateur, membre du conseil privé, grand-croix de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, grand-croix de l'ordre royal de Léopold de Belgique, etc., etc., son ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères.

Et S. M. le Roi des Belges, M. le baron Eugène *Beyens*, commandeur de son ordre royal de Léopold, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les gouvernements français et belge s'engagent à se livrer réciproquement, sur la demande que l'un des deux gouvernements adressera à l'autre, à la seule exception de leurs nationaux, les individus réfugiés de Belgique en France et dans les colonies françaises, ou de France et des colonies françaises en Belgique, et mis en prévention ou en accusation, ou condamnés comme auteurs ou complices par les tribunaux de celui des deux pays où l'infraction a été commise, pour les crimes et délits énumérés dans l'article ci-après.

Art. 2. Les crimes et délits sont :

1° L'assassinat, l'empoisonnement, le parricide et l'infanticide;

2° Le meurtre;

3° Les menaces d'un attentat contre les personnes ou les propriétés punissables de peines criminelles;

4° Les coups portés et les blessures faites volontairement, soit avec prémeditation, soit quand il en est résulté une infirmité ou incapacité permanente de travail personnel, la perte ou la privation de l'usage absolu d'un membre, de l'œil ou de tout autre organe, ou la mort sans intention de la donner;

5° L'avortement;

6° L'administration volontaire et coupable, quoique sans intention de donner la mort, de substances pouvant la donner ou altérer gravement la santé;

7° L'enlèvement, le recel, la suppression, la substitution ou la superposition d'enfant;

8° L'exposition ou le délaissage d'enfant;

9° L'enlèvement de mineurs;

10° Le viol;

11° L'attentat à la pudeur avec violence;

12° L'attentat à la pudeur, sans violence, sur la personne ou à l'aide de la personne d'un enfant de l'un ou de l'autre sexe âgé de moins de treize ans;

13° L'attentat aux mœurs en excitant, facilitant ou favorisant habituellement, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche ou la corruption de mineurs de l'un ou de l'autre sexe;

14° Les attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers;

15° La bigamie;

16° L'association de malfaiteurs;

17° La contrefaçon ou falsification d'effets publics ou de billets de banque, de titres publics ou privés; l'émission ou mise en circulation de ces effets, billets ou titres contrefaits ou falsifiés; le faux en écriture ou dans les dépêches télégraphiques et l'usage de ces dépêches, effets, billets ou titres contrefaits, fabriqués ou falsifiés;

18° La fausse monnaie, comprenant la contrefaçon et l'altération de la monnaie, l'émission et la mise en circulation de la monnaie contrefaite et altérée;

19° La contrefaçon ou falsification de sceaux, timbres, poinçons et marques; l'usage de sceaux, timbres, poinçons et marques contrefaits ou falsifiés, et l'usage préjudiciable de vrais sceaux, timbres, poinçons et marques;

20° Le faux témoignage et la subornation de témoins;

- 21^e Le faux serment ;
 22^e La concussion et les détournements commis par des fonctionnaires publics ;
 23^e La corruption de fonctionnaires publics ou d'arbitres ;
 24^e L'incendie ;
 25^e Le vol ;
 26^e L'extorsion dans les cas prévus par les articles 400¹, paragraphe 1^{er}, du Code pénal français et 470 du Code pénal belge ;
 27^e L'escroquerie ;
 28^e L'abus de confiance ;
 29^e Les tromperies en matière de vente de marchandises, prévues à la fois en France par l'article 423 du Code pénal², et les lois des

1. Art. 400. Quiconque aura extorqué par force, violence ou contrainte, la signature ou la remise d'un écrit, d'un acte, d'un titre, d'une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge, sera puni de la peine des travaux forcés à temps.

Quiconque à l'aide de menace écrite ou verbale, de révélations ou d'imputations diffamatoires, aura extorqué ou tenté d'extorquer, soit la remise de fonds ou valeurs, soit la signature ou remise des écrits énumérés ci-dessus, sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 50 francs à 3000 francs.

Le saisi qui aura détruit, détourné ou tenté de détruire ou de détourner des objets saisis sur lui et confiés à sa garde, sera puni des peines portées en l'art. 406 (l'emprisonnement de deux mois au moins, de deux ans au plus, et une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et dommages-intérêts qui seront dus aux parties lésées, ni être moindre de 25 francs).

Il sera puni des peines portées en l'article 401 (emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus, au besoin amende de 16 fr. au moins et de 500 fr. au plus, etc.), si la garde des objets saisis et qu'il aura détruits ou détournés ou tenté de détruire ou de détourner avait été confiée à un tiers.

Les peines de l'art. 401 seront également applicables à tout débiteur, emprunteur ou tiers donneur de gage qui aura détruit, détourné ou tenté de détruire ou de détourner des objets par lui donnés à titre de gage.

Celui qui aura recelé sciemment les objets détournés, le conjoint, les descendants et descendants du saisi, du débiteur, de l'emprunteur, ou tiers donneur de gage, qui l'auront aidé dans la destruction, le détournement ou dans la tentative de destruction ou de détournement de ces objets, seront punis d'une peine égale à celle qu'il aura encourue.

2. Art. 423. Quiconque aura trompé l'acheteur sur le titre des matières d'or ou d'argent, sur la qualité d'une pierre fausse vendue pour fine, sur la nature de toutes marchandises ; quiconque, par usage de faux poids ou de fausses mesures, aura trompé sur la qualité des choses vendues, sera puni de l'emprisonnement pendant trois mois au moins, un an au plus, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et dommages-intérêts, ni être au-dessous de 50 fr.

Les objets du délit ou leur valeur, s'ils appartiennent encore au vendeur, seront confisqués ; les faux poids et les fausses mesures seront aussi confisqués, et de plus seront brisés.

Le tribunal pourra ordonner l'affiche du jugement dans les lieux qu'il dési-

19 mars 1851¹, 5 mai 1855 et 27 juillet 1867², et en Belgique par les articles 498, 499, 500 et 501 du Code pénal;

30^e La banqueroute frauduleuse et les fraudes dans les faillites, prévues à la fois par les articles 591, 593, n° 1 et 2. et 597 du Code de commerce français³, et par les articles 489, paragraphe 3, et 490, paragraphes 1 à 4, du Code pénal belge ;

31^e Les actes attentatoires à la libre circulation sur les chemins de fer, prévus à la fois par les articles 16 et 17 de la loi française du 15 juillet 1845⁴, et par les articles 406, 407 et 408 du Code pénal belge ;

32^e La destruction de constructions, de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques ;

gnera, et son insertion intégrale ou par extrait dans les journaux qu'il désignera, le tout aux frais du condamné.

1. *Loi du 27 mars 1851.* Falsification des substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses destinées à être vendues; mise en vente des mêmes substances falsifiées ou corrompues; tromperie sur la quantité des objets livrés; vente ou achat à l'aide de faux poids ou de fausses mesures.

2. *Loi du 27 juillet 1867.* Tromperie sur la nature, la composition ou le dosage des éléments que contiennent les engrâis vendus; vente d'engrâis falsifiés, altérés ou avariés.

3. Art. 591. Sera déclaré banqueroutier frauduleux tout commerçant failli, qui aura soustrait ses livres, détourné ou dissimulé une partie de son actif ou qui, soit dans ses écritures, soit par des actes publics ou des engagements sous signature privée, soit par son bilan, se sera frauduleusement reconnu débiteur de sommes qu'il ne devait pas.

Art. 593. Seront condamnés aux peines de la banqueroute frauduleuse :

1^o Les individus convaincus d'avoir, dans l'intérêt du failli, soustrait, recelé ou dissimulé tout ou partie de ses biens, meubles ou immeubles;

2^o Les individus convaincus d'avoir frauduleusement présenté dans la faille, affirmé, soit en leur nom, soit par interposition de personnes, des créances supposées.

4. Art. 16. Quiconque aura volontairement détruit ou dérangé la voie de fer, placé sur la voie un objet faisant obstacle à la circulation, ou employé un moyen quelconque pour entraver la marche des convois ou les faire sortir des rails sera puni de la réclusion.

S'il y a eu homicide ou blessures, le coupable sera, dans le premier cas, puni de mort, et, dans le second, de la peine des travaux forcés à temps.

Art. 17. Si le crime prévu par l'article 16 a été commis en réunion séditieuse, avec rébellion et pillage, il sera imputable aux chefs, auteurs, investigateurs et provocateurs de ces réunions, qui seront punis comme coupables du crime et condamné, aux mêmes peines que ceux qui l'auront personnellement commis, lors même que la réunion séditieuse n'aurait pas eu pour but direct et principal la destruction de la voie de fer.

Toutefois dans ce dernier cas, lorsque la peine de mort sera applicable aux auteurs du crime, elle sera remplacée, à l'égard des chefs, auteurs, instigateurs et provocateurs de ces réunions, par la peine des travaux forcés à perpétuité.

33^e La destruction ou la dégradation de tombeaux, de monuments, d'objets d'art, de titres, documents, registres et autres papiers ;

34^e Les destruction, détérioration ou dégâts de denrées, marchandises ou autres propriétés mobilières ;

35^e La destruction ou dévastation de récoltes, plants, arbres ou greffes ;

36^e La destruction d'instruments d'agriculture ; la destruction ou l'empoisonnement de bestiaux ou autres animaux ;

37^e L'opposition à la confection ou exécution de travaux autorisés par le pouvoir compétent ;

38^e Les crimes et délits maritimes prévus simultanément par les lois françaises du 10 avril 1825 et du 24 mars 1852, et par les articles 28 à 40 de la loi belge du 21 juin 1849.

Sont comprises dans les qualifications précédentes les tentatives, lorsqu'elles sont prévues par les législations des deux pays.

En matière correctionnelle ou de délits, l'extradition aura lieu dans les cas prévus ci-dessus :

1^o Pour les condamnés contradictoirement ou par défaut, lorsque la peine prononcée sera au moins d'un mois d'emprisonnement ;

Art. 2. Pour les prévenus, lorsque le maximum de la peine applicable au fait incriminé sera, d'après la loi du pays réclamant, au moins de deux ans d'emprisonnement ou d'une peine équivalente, ou lorsque le prévenu aura déjà été condamné à une peine criminelle ou à un emprisonnement de plus d'un an.

Dans tous les cas, crimes ou délits, l'extradition ne pourra avoir lieu que lorsque le fait similaire sera punissable d'après la législation du pays à qui la demande a été adressée.

Art. 3. Il est expressément stipulé que l'étranger dont l'extradition aura été accordée ne pourra dans aucun cas, être poursuivi ou puni pour aucun délit politique antérieur à l'extradition, pour aucun fait connexe à un semblable délit, ni pour aucun des crimes ou délits non prévus par la présente convention.

Ne sera pas réputé délit politique ni fait connexe à un semblable délit l'attentat contre la personne d'un souverain étranger ou contre celles des membres de sa famille, lorsque cet attentat constituera le fait soit de meurtre, soit d'assassinat, soit d'empoisonnement.

Art. 4. La demande d'extradition devra toujours être faite par la voie diplomatique.

Art. 5. L'extradition ne sera accordée que sur la production soit du jugement ou de l'arrêt de condamnation, soit de l'ordonnance de la chambre du conseil, de l'arrêt de la chambre des mises en accusation, ou de l'acte de procédure criminelle émané du juge ou de l'autorité compétente, décrétant formellement ou opérant de plein droit

le renvoi du prévenu ou de l'accusé devant la juridiction répressive, délivré en original ou en expédition authentique.

Ces pièces seront, autant que possible, accompagnées du signalement de l'individu réclamé et d'une copie du texte de la loi applicable au fait incriminé.

Dans le cas où il y aurait doute sur la question de savoir si le crime ou délit, objet de la poursuite, rentre dans les prévisions de la présente convention, des explications seront demandées, et, après examen, le gouvernement à qui l'extradition est réclamée statuera sur la suite à donner à la demande.

Art. 6. L'individu poursuivi pour l'un des faits prévus par l'article 2 de la présente Convention, sera arrêté préventivement sur l'exhibition d'un mandat d'arrêt ou autre acte ayant la même force, décerné par l'autorité étrangère compétente et produit par voie diplomatique.

En cas d'urgence, l'arrestation provisoire sera effectuée sur avis, transmis par la poste ou par le télégraphe de l'existence d'un mandat d'arrêt, à la condition, toutefois, que cet avis sera régulièrement donné par voie diplomatique au Ministre des affaires étrangères du pays où l'inculpé s'est réfugié.

Toutefois, dans ce dernier cas, l'étranger ne sera maintenu en état d'arrestation que si, dans le délai de dix jours, il reçoit communication du mandat d'arrêt délivré par l'autorité étrangère compétente.

L'arrestation de l'étranger aura lieu dans les formes et suivant les règles établies par la législation du Gouvernement auquel elle est demandée.

Art. 7. L'étranger arrêté préventivement, aux termes du paragraphe 1^{er} de l'article précédent, ou maintenu en arrestation, aux termes du paragraphe 3 du même article, sera mis en liberté si, dans les deux mois de son arrestation, il ne reçoit communication, soit d'un jugement ou arrêt de condamnation, soit d'une ordonnance de la chambre du conseil ou d'un arrêt de la chambre des mises en accusation, ou d'un acte de procédure criminelle émané de l'autorité compétente, décrétant formellement ou opérant de plein droit le renvoi du prévenu ou de l'accusé devant la juridiction répressive.

Art. 8. Quand il y aura lieu à l'extradition, tous les objets saisis qui peuvent servir à constater le crime ou le délit, ainsi que les objets provenant de vol, seront, suivant l'appréciation de l'autorité compétente, remis à la puissance réclamante, soit que l'extradition puisse s'effectuer, l'accusé ayant été arrêté, soit qu'il ne puisse y être donné suite, l'accusé ou le coupable s'étant de nouveau évadé ou étant décédé. Cette remise comprendra aussi tous les objets que le prévenu

aurait cachés ou déposés dans le pays et qui seraient découverts ultérieurement. Sont réservés, toutefois, les droits que des tiers non impliqués dans la poursuite auraient pu acquérir sur les objets indiqués dans le présent article.

Art. 9. Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné pour une infraction commise dans le pays où il s'est réfugié, son extradition pourra être différée jusqu'à ce que les poursuites soient abandonnées, jusqu'à ce qu'il ait été acquitté ou absous, ou jusqu'au moment où il aura subi sa peine.

Dans le cas où il serait poursuivi ou détenu dans le même pays à raison d'obligations par lui contractées envers des particuliers, son extradition aura lieu néanmoins, sauf à la partie lésée à poursuivre ses droits devant l'autorité compétente.

Dans le cas de réclamation du même individu de la part de deux États pour crimes ou délits distincts, le Gouvernement requis statuera en prenant pour base la gravité du fait poursuivi ou les facilités accordées pour que l'inculpé soit restitué, s'il y a lieu, d'un pays à l'autre, pour purger successivement les accusations.

Art. 10. L'individu qui aura été livré ne pourra être poursuivi ou jugé contradictoirement pour aucune infraction autre que celle ayant motivé l'extradition, à moins du consentement exprès et volontaire donné par l'inculpé et communiqué au Gouvernement qui l'a livré.

Art. 11. L'extradition pourra être refusée si, depuis les faits imputés, le dernier acte de poursuite ou la condamnation, la prescription de la peine ou de l'action est acquise d'après les lois du pays où le prévenu s'est réfugié.

Art. 12. Les frais occasionnés par l'arrestation, la détention, la garde, la nourriture des prévenus et le transport des objets mentionnés dans l'art. 8 de la présente convention au lieu où la remise s'effectuera, seront supportés par celui des deux États sur le territoire duquel les extradés auront été saisis.

Art. 13. Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale, un des deux gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans l'autre État, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet par la voie diplomatique, et il y sera donné suite par les officiers compétents en observant les lois du pays où l'audition des témoins devra avoir lieu.

Les gouvernements respectifs renoncent à toute réclamation ayant pour objet la restitution de frais résultant de l'exécution des commissions rogatoires, à moins qu'il ne s'agisse d'expertises criminelles, commerciales ou médico-légales.

Aucune réclamation ne pourra non plus avoir lieu pour les frais de tous actes judiciaires spontanément faits par les magistrats de chaque

pays pour la poursuite ou la constatation de délits commis sur leur territoire par un étranger qui serait ensuite poursuivi dans sa patrie, conformément aux articles 5 et 6 du code d'instruction criminelle français ou à la loi belge du 30 décembre 1836.

Art. 14. Les simples notifications d'actes, jugements ou pièces de procédure réclamées par la justice de l'un des deux pays, seront faites à tout individu résidant sur le territoire de l'autre pays, sans engager la responsabilité de l'État, qui se bornera à en assurer l'authenticité.

A cet effet, la pièce transmise diplomatiquement ou directement au ministère public du lieu de la résidence sera signifiée à la personne, à sa requête, par les soins d'un officier compétent, et il renverra au magistrat expéditeur, avec son visa, l'original constatant la notification.

Art. 15. Si, dans une cause pénale, la comparution personnelle d'un témoin est nécessaire, le Gouvernement du pays où réside le témoin l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite. Dans ce cas, des frais de voyage et de séjour calculés depuis sa résidence lui seront accordés d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu; il pourra lui être fait, sur sa demande, par les soins des magistrats de sa résidence, l'avance de tout ou partie des frais de voyage, qui seront ensuite remboursés par le Gouvernement intéressé.

Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui, cité dans l'un des deux pays, comparaîtra volontairement devant les juges de l'autre pays, ne pourra y être poursuivi ou détenu pour des faits ou condamnations criminels antérieurs, ni sous prétexte de complicité dans les faits objet du procès où il figurera comme témoin.

La présente Convention, remplaçant celle du 22 novembre 1834¹ et du 22 septembre 1856², sera exécutoire à partir du 1^{er} juin 1869.

Elle demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année à compter du jour où l'une des deux hautes parties contractantes aura déclaré vouloir en faire cesser les effets.

Elle sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention, qu'ils ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait en double expédition, à Paris, le 29 avril 1869.

(L. S.) Signé : LA VALETTE.

(L. S.) Signé : BEYENS.

1. Voir *De Clercq*, Recueil des Traité de la France, t. IV, p. 278.

2. — — — — — t. VII, p. 151.

TURQUIE,

Règlement intérieur de la Cour suprême de justice promulgué en avril 1869.

Les tribunaux régis d'après les lois générales de l'Empire se divisent en quatre classes :

- 1^o Les tribunaux de caza ;
- 2^o Ceux de liva ;
- 3^o Les Cours constituées au chef-lieu de chaque vilayet ;
- 4^o La Cour Suprême de Justice établie dans la capitale.

Les tribunaux de caza forment le premier degré de juridiction.

Les tribunaux et les cours établis aux chefs-lieux des livas et des vilayets prononcent sur l'appel des jugements rendus par les tribunaux de caza et jugent en premier ressort les affaires de leur compétence.

La Cour Suprême comprend deux sections :

La première, sous le nom de Cour de cassation (mehkéméi témiz) statue sur les pourvois des jugements rendus au civil ou au criminel par les tribunaux régis d'après les lois générales de l'Empire et se divise en deux Chambres : la Chambre criminelle et la Chambre civile.

La seconde, sous le nom de Haute Cour d'appel (mehkéméi nizamîé), examine en dernier ressort, ainsi qu'il sera expliqué à l'article 18, les questions litigieuses civiles ou criminelles tranchées par une sentence définitive.

Ces deux sections sont placées dans les attributions d'un fonctionnaire ayant rang de ministre. Les deux Chambres de la première section ont chacune un vice-président, et la seconde section a un président.

Le ministre a la présidence de la première section et seulement la surveillance de la seconde.

Le jugement en première instance est celui qui est rendu, après examen de la cause, sur un litige civil sur lequel les parties n'ont pu transiger et qui est déféré pour la première fois à la justice.

Le jugement en appel est celui qui est rendu, après examen de la cause, sur un litige déjà examiné en première instance.

L'arrêt en cassation est celui qui intervient sur la légalité d'un jugement émané d'un tribunal d'appel, en appel d'une sentence d'un tribunal de première instance. Cet arrêt confirme le jugement du tribunal d'appel, s'il est conforme à la loi ; et dans le cas contraire, le

casse et renvoie l'affaire au même tribunal ou à un tribunal de même ordre.

Les attributions des tribunaux de première instance et d'appel ayant été déjà fixées par des lois spéciales, la présente loi règle uniquement les attributions de la Cour Suprême.

CHAPITRE 1^{er}.

Des attributions de la Cour de cassation et de la manière dont les affaires y sont jugées.

Art. 1^{er}. Les fonctions de la Cour de cassation consistent :

- 1^o A contrôler les jugements en dernier ressort à la requête des parties ou même d'office, dans l'intérêt de la loi;
- 2^o A statuer sur les prises à partie intentées par le demandeur ou par le défendeur contre l'un des tribunaux précités ou contre un ou plusieurs membres d'un de ces tribunaux;
- 3^o A se prononcer sur les règlements de juges;
- 4^o A juger les demandes en renvoi d'un tribunal à un autre pour cause de suspicion légitime;
- 5^o A exercer le droit de censure et de discipline sur les membres desdits tribunaux.

Art. 2. Ainsi qu'il sera expliqué en détail plus bas, les causes de cassation sont au nombre de quatre, savoir :

- 1^o La violation de la loi;
- 2^o L'incompétence du tribunal qui a rendu le jugement;
- 3^o L'inobservation des règles de la procédure;
- 4^o La contrariété de jugements rendus sur la même affaire.

Art. 3. Si les parties ne sont pas pourvues en cassation dans le délai fixé, la Cour de cassation peut casser d'office le jugement contraire à la loi, sans que cependant l'une ou l'autre partie puisse se prévaloir de son arrêt.

Art. 4. La Cour de cassation, en cassant un jugement, ne peut connaître du fond de l'affaire. Elle la renvoie au tribunal compétent. Elle confirme le jugement s'il est conforme à la loi et que les règles de la procédure ont été observées. Les jugements rendus au criminel sont nécessairement déferés à la justice, sans qu'il y ait besoin du pourvoi de l'accusé, et la Cour, après en avoir pris connaissance, les confirme si la loi a été bien appliquée et les règles de la procédure observées; dans le cas contraire, elle les réforme.

Art. 5. Si le tribunal saisi de l'affaire par l'arrêt qui a cassé un jugement en dernier ressort pour une ou plusieurs des raisons indiquées dans l'article 2, rend un jugement fondé sur les mêmes motifs que le premier et que le demandeur ou le défendeur se pourvoit contre le nouveau jugement, ce jugement peut être de nouveau cassé par la

Cour de cassation, les deux Chambres réunies. Dans ce cas, si l'arrêt de la Cour est fondé sur les mêmes motifs que le premier, le tribunal saisi de l'affaire est tenu d'y conformer son jugement.

Art. 6. Le recours en cassation n'est admis que si le jugement attaqué contient la violation d'une loi en vigueur au moment où le litige a pris naissance.

Art. 7. Le pourvoi en cassation n'est recevable que contre un jugement en dernier ressort, c'est-à-dire non susceptible d'appel. Les parties peuvent cependant se pourvoir contre un jugement interlocutoire, quand il sera établi qu'il doit résulter pour elles de l'exécution dudit jugement un préjudice irréparable. Elles peuvent de même, avant qu'il soit statué sur le fond, se pourvoir contre un jugement en dernier ressort relatif à un des points du procès.

Art. 8. La Cour de cassation regardera comme constants les faits établis dans le jugement attaqué. Dans le cas cependant où ces faits se trouveraient contredits par un acte authentique qui, produit par une partie, n'aurait pas été combattu par la partie adverse, ni examiné par le tribunal, ce jugement pourra être cassé.

Art. 9. Un jugement peut être cassé lors même que le dispositif en est conforme à la loi, si dans les motifs il a été donné à celle-ci une fausse interprétation.

Art. 10. La Cour de cassation est compétente pour décider si un tribunal a donné à un contrat son interprétation exacte et son caractère légal.

Art. 11. Un vice de procédure ne peut être une cause de cassation que s'il peut entacher le jugement au point de l'annuler, ou bien si le demandeur en ayant argué d'une façon convaincante, il n'a pas été tenu compte de ses observations.

Art. 12. Le tribunal auquel la Cour de cassation aura renvoyé un jugement après l'avoir cassé pour violation de la loi, procédera en présence des partis à la rectification dudit jugement, sans examiner le fond.

Art. 13. Lorsque le jugement sera cassé pour vice de procédure, elle sera reprise au point où ce vice s'est produit. Les actes de procédure antérieurs seront regardés comme valables. Si ce vice s'est produit au commencement de la procédure, elle sera totalement annulée et l'affaire sera de nouveau examinée à fond. Le nouveau jugement intervenu à la suite de cet examen sera dans tous les cas susceptible de pourvoi en cassation.

Art. 14. En cas de contrariété de jugements rendus par des tribunaux différents dans la même affaire, sur les mêmes moyens et entre les mêmes parties, la cassation en sera prononcée.

Art. 15. En cas de conflit sur la compétence entre plusieurs tribu-

naux d'appel ou entre tribunaux inférieurs au-dessus desquels il n'existerait pas de Cours d'appel, c'est la Cour suprême qui décide quel est celui qui est compétent.

Art. 16. Le renvoi d'une affaire d'un tribunal à un autre ne peut avoir lieu que pour un des motifs suivants :

1^o Si la majorité des juges de ce tribunal se trouve dans un des cas où la loi permet de les récuser;

2^o Si la Cour suprême possède des éléments de légitime suspicion.

Art. 17. Le renvoi d'une affaire d'un tribunal à un autre dans l'intérêt public ne peut avoir lieu que par ordre supérieur.

CHAPITRE II.

De la⁷ Haute Cour d'appel.

Art. 18. La section de la Cour suprême désignée sous le nom de haute Cour d'appel est compétente :

1^o Pour connaître des affaires qui lui sont déférées par la Cour de cassation;

2^o Pour examiner en appel les procès pour lesquels il n'y a pas de tribunal d'appel spécial;

3^o Pour prononcer sur les litiges qui, à cause de leur importance, lui ont été déférés directement sans avoir été examinés dans un tribunal inférieur.

Art. 19. La Cour de cassation, après avoir cassé dans les formes le jugement d'un tribunal d'appel, peut, au lieu de déférer l'affaire au même tribunal, la renvoyer devant la haute Cour.

Art. 20. L'appel ne peut être interjeté que par la partie perdante.

Art. 21. En cas d'appel d'une sentence criminelle, si, dans le cours de l'instruction, il est allégué à la charge du tribunal qui a rendu la sentence ou contre un des membres de ce tribunal certains faits de nature à impliquer leur responsabilité, la Cour procédera également à l'instruction de ces faits.

CHAPITRE III.

De la procédure à la Cour suprême.

Art. 22. Toute requête présentée à la Cour suprême contiendra la date des jour, mois et an — les nom, qualité, profession, nationalité et domicile des deux parties; elle énoncera l'objet et indiquera sommairement les moyens de la demande, ainsi que les dispositions légales dont le jugement attaqué constitue violation, et elle devra être signée par le demandeur.

Art. 23. Celui qui interjette appel devant la haute Cour doit fournir

une caution bonne et solvable de payer tous les frais et dommages-intérêts auxquels il pourra être condamné s'il succombe. En cas de pourvoi en cassation, outre l'exécution de cette formalité, le demandeur sera tenu d'opérer le dépôt de la somme ou des objets au paiement ou à la livraison desquels il pourra être condamné, si en appel le dépôt de ladite somme ou desdits objets n'a pas été effectué ou que le paiement ou la livraison n'en a pas été garanti. Ce dépôt sera effectué contre récépissé au greffe de la Cour ou au siège d'une administration publique qui sera désignée, si mieux n'aime le demandeur fournir caution solvable.

Art. 24. Celui qui interjette appel ou se pourvoit en cassation devant la Cour suprême doit joindre à sa requête l'original ou une copie légalisée du jugement qu'il attaque. Il accompagnera sa requête d'un mémoire explicatif des griefs formulés dans ladite requête, ou bien il le déposera dans les huit jours au greffe de la Cour.

Art. 25. Il ne sera donné suite à aucune demande si les formalités des articles 22, 23 et 24 n'ont pas été observées.

Art. 26. Le délai de pourvoi et d'appel est de 120 jours, lequel commencera à courir du jour de la signification du jugement. A l'expiration de ce délai, aucune demande en pourvoi ou en appel ne sera recevable.

Art. 27. Les requêtes pour le pourvoi ou pour l'appel devant la Cour suprême seront, dans les provinces, remises dans le délai légal à l'autorité locale supérieure. Cette dernière, après avoir fait accomplir par l'entremise du tribunal civil ou de commerce de la localité les formalités de l'article 23, enverra par le premier courrier au Ministre président de la Cour suprême la requête, le mémoire y annexé et toutes les pièces relatives à l'affaire. En cas d'inobservation des présentes dispositions, la requête ne sera pas admise par l'autorité supérieure susmentionnée; et si, par contre, ladite autorité ou le tribunal de la localité rejettent cette requête après l'accomplissement par le demandeur des formalités prescrites, ils seront responsables des suites de ce rejet.

Art. 28. Après l'accomplissement des formalités précitées, le demandeur ou son fondé de pouvoir doit, au plus dans les soixante jours à compter de la fin du délai mentionné dans l'article 26, venir à Constantinople pour y poursuivre son action et présenter au Ministre Président de la Cour une requête pour faire enregistrer au greffe la date de son arrivée. Ces formalités seront observées à peine de nullité de la demande.

Art. 29. Si cependant le demandeur ne venant pas dans le délai légal peut prouver qu'il en a été empêché par une cause légitime, sa demande ne sera pas annulée.

Art. 30. Les requêtes, lettres et autres pièces adressées à la Cour suprême seront revêtues d'un numéro d'ordre et la date de leur arrivée y sera indiquée. Ce numéro et cette date seront immédiatement inscrits au greffe sur un registre spécial avec l'indication du nom ou du lieu de l'expéditeur.

Art. 31. Le greffe sera composé d'un greffier en chef et d'un nombre suffisant d'employés.

Art. 32. Les requêtes non conformes à la disposition de l'article 26, seront rejetées sans enregistrement.

Art. 33. Les récépissés délivrés conformément à l'article 23 contre le dépôt de sommes d'argent et autres objets seront distraits d'un registre à souches. Un registre spécial sera tenu pour y noter les sommes ou les objets reçus, le nom du déposant, la date du dépôt et le litige à l'occasion duquel ce dépôt a été effectué.

Art. 34. Les sommes déposées par les plaigneurs seront consignées à un caissier placé sous les ordres du greffier en chef.

Art. 35. La caisse sera administrée par un caissier et un nombre suffisant d'employés.

Art. 36. Les pièces adressées à la Cour suprême une fois enregistrées, la Chambre des requêtes désigne le tribunal compétent ou les sections auxquelles elles devront être renvoyées pour en connaître.

Art. 37. Cette chambre se compose de deux conseillers, du secrétaire général de la Cour et de deux référendaires. Elle est présidée par celui d'entre eux qui aura été désigné par le Ministre Président.

Art. 38. Cette chambre, après avoir pris connaissance des pièces adressées à la Cour et mandé, au besoin, pour les interroger, les deux parties ou le demandeur seulement, remet au Ministre Président toutes celles qui ne regardent pas la Cour, elle y annexe une note indiquant les tribunaux auxquels elles doivent être renvoyées. Elle restitue à ceux qui les auront présentées toutes les requêtes inintelligibles, celles où l'objet de la demande n'aura pas été clairement expliqué, celles qui seront en opposition avec les articulations du demandeur et celles pour lesquelles les prescriptions voulues n'auront pas été préalablement accomplies ; elle indique en même temps au demandeur le motif de son rejet. Elle renvoie au greffe les pièces dont la connaissance appartient à la Cour suprême pour être ensuite distribuées aux sections compétentes. Elle donne par écrit son avis au Ministre Président sur l'admission ou le rejet des demandes en assignation formées par les demandeurs contre les défendeurs absents de la capitale. En cas d'admission, elle ordonne au demandeur l'accomplissement des formalités établies.

Art. 39. Le Ministre Président indiquera son avis sur les pièces

qui lui auront été remises par la chambre de requêtes et les enverra au greffe pour y être enregistrées conformément à l'article 30.

Art. 40. Indépendamment des registres spéciaux destinés à recevoir l'inscription des pièces relatives aux deux sections de la Cour suprême, il sera tenu au greffe un registre où seront inscrites pour la seconde fois toutes les pièces qui lui auront été renvoyées par la chambre des requêtes.

Art. 41. Ces registres contiendront la date, le numéro et l'extrait de chaque pièce.

Art. 42. Les pièces adressées à la Cour, après avoir été enregistrées et classées suivant leur nature, sont envoyées au Président de la section compétente accompagnées d'une note en résumant le contenu et extraite des registres pour être par lui remises au premier référendaire.

Art. 43. Dans les vingt-quatre heures de la remise des pièces à la chambre compétente, il en sera pris connaissance et elles seront distribuées contre reçu par le premier référendaire aux autres référendaires, conformément à l'avis de la Cour. Les affaires urgentes pourront être examinées directement sans l'entremise des référendaires.

Art. 44. Les référendaires, après avoir pris connaissance du contenu des pièces qui leur sont remises, font mander les parties et leur font élire domicile pour les significations qui pourront leur être faites dans le cours du procès. Après avoir procédé à l'interrogatoire des parties et de qui il sera besoin, et s'être fait remettre les documents nécessaires relatifs au litige, pour en prendre connaissance, ils rédigent un rapport qui doit être terminé dans les quinze jours au plus tard et déposé entre les mains du premier référendaire. Dans ce rapport, le résultat de l'examen sera seul exposé sans qu'il soit permis au rapporteur d'exprimer son avis sur la question litigieuse.

Art. 45. Les référendaires restitueront à leurs propriétaires les pièces en langue étrangère pour que ceux-ci les fassent, dans le délai qui leur sera fixé, traduire en turc et légaliser pour l'exactitude de la traduction. Ils devront faire traduire eux-mêmes, et aux frais de ces derniers, celles de ces pièces qui ne seront pas prêtées dans le délai précité.

Art. 46. Ils examineront par ordre de date les affaires dont on les aura chargés. Cependant, si l'examen de l'une d'elles exige un long délai et que, dans l'intervalle, l'instruction d'une autre affaire soit terminée, ils en font le rapport et le remettent au premier référendaire en se faisant restituer le reçu donné par eux conformément à l'article 43.

Art. 47. Le premier référendaire communique à la Cour les rap-

ports à lui remis par les autres référendaires. La Cour prend connaissance des dits rapports par ordre de date.

Art. 48. Il sera désigné selon les circonstances un jour spécial pour la comparution et l'interrogatoire des parties par-devant la Cour suprême.

Art. 49. Le greffier est chargé d'envoyer les assignations à comparaître. Ces assignations se feront au moyen de bulletins extraits d'un registre à souches et revêtu du sceau de la Cour. Elles contiendront la date, ainsi que les nom, qualification, profession et domicile de la personne sommée de se présenter, le motif pour lequel elle est mandée et le jour où elle devra comparaître.

Art. 50. Les présents bulletins seront remis à qui de droit par les huissiers de la Cour suprême.

Art. 51. Le jour qui aura été désigné, il sera dans l'ordre des rôles donné lecture des pièces en présence des parties. Ces dernières seront admises à présenter leurs observations et, si elles le demandent, il leur sera accordé un délai convenable pour préparer leur mémoire par écrit.

Art. 52. Les arrêts de la Cour se rendent à l'unanimité ou à la majorité. En matière criminelle, la majorité contre l'accusé doit réunir les deux tiers au moins des voix.

Art. 53. Dans le cas où la majorité ne pourra se former à la Cour de cassation, l'affaire sera jugée par les deux chambres réunies.

Art. 54. Il sera tenu dans chaque chambre de la Cour suprême un registre spécial pour y inscrire les délibérations de la Cour d'après la règle posée dans l'article 40. Toutes les pages du dit registre seront numérotées et revêtues du sceau de la Cour.

Art. 55. Il sera dressé pour chaque affaire un procès-verbal contenant le résumé de l'instruction de l'affaire et des délibérations dont elle a été l'objet et des pièces produites par les deux parties, ainsi que la date du jour, le numéro de la pièce introductory d'instance et les noms des conseillers présents. Ce procès-verbal, après avoir été corrigé par le premier référendaire et soumis à l'approbation de la chambre, est signé par le président de la dite chambre. Ce procès-verbal sera dans les vingt-quatre heures retranscrit tel quel sur le registre précité et signé au bas par tous les conseillers qui auront assisté à l'instruction.

Art. 56. Le registre précité sera tenu sans ratures ni surcharges entre les lignes. La rectification des erreurs devra être approuvée par les signatures du président et du premier référendaire.

Art. 57. La rédaction desdits procès-verbaux sera confiée dans chaque chambre à un employé spécial placé sous les ordres du premier référendaire.

Art. 58. Dès que la Cour aura rendu son arrêt définitif sur une affaire, la minute de l'arrêt devra être rédigée dans les quinze jours, conformément aux règles ci-dessous.

Art. 59. Le bureau des arrêts est placé sous les ordres d'un chef et se divise en deux sections, lesquelles comprendront un nombre suffisant de rédacteurs et d'employés chargés de la confrontation des pièces. L'une des sections confectionnera et enregistrera les arrêts rendus par la Cour de cassation, l'autre, les arrêts émanés de la haute Cour d'appel.

Art. 60. Le procès-verbal précité, ainsi que toutes les pièces relatives à une affaire, sera remis contre récépissé par le premier référendaire au chef du bureau des arrêts pour la confection de la minute. Après quoi, ces pièces y sont gardées.

Art. 61. La minute de l'arrêt se fait en conformité du procès-verbal susdit. Elle contiendra la date et la substance de la demande, le numéro, les nom, qualité, profession et domicile élu des parties, et indiquera d'une façon sommaire l'objet du litige et l'instruction à laquelle l'affaire a donné lieu. Elle contiendra en outre le dispositif et les motifs du jugement. Celui qui rédigera la minute dudit arrêt y apposera sa signature.

Art. 62. La minute sera remise au premier référendaire de la Chambre ou de la section, lequel s'appliquera à ce qu'elle soit bien rédigée et conforme à la décision de la Cour; et après l'avoir soumise au secrétaire général en donnera lecture à la chambre. Si celle-ci l'approuve, le président signe la pièce qui est ensuite envoyée au greffe pour être mise au net.

Art. 63. Il sera tenu au greffe des registres spéciaux où seront retranscrits tels quels et suivant la nature des affaires les arrêts de la Cour. Chaque arrêt portera le numéro de la demande ainsi qu'un numéro d'ordre. Les conseillers qui auront pris part à l'arrêt apposent leur cachet au bas de la copie.

Art. 64. L'arrêt transcrit sur le registre susdit, il en sera délivré une expédition signée du secrétaire général et revêtue du sceau de la Cour. Un exemplaire en sera remis au greffe pour être signifié dans les trois jours à la partie perdante par l'huissier commis lors de l'introduction de l'affaire.

Art. 65. Les arrêts et tous autres documents émanant de la Cour suprême sont préalablement envoyés au greffe, qui inscrit sur un registre spécial les numéros apposés lors de la réception des pièces et ensuite par le bureau des arrêts, la date de leur renvoi au greffe, les noms de ceux auxquels ils sont remis ou de ceux par l'entremise desquels la remise en a été faite, ou les lieux auxquels ils ont été expédiés, ainsi que la date à laquelle la remise ou l'expédition a eu lieu.

Si les pièces ont été retenues, mention en sera faite dans le susdit registre.

Art. 66. La signification de l'arrêt se fait en remettant une expédition entre les mains de la partie perdante. Si celle-ci refuse de l'accepter ou bien si elle ne peut être trouvée, la signification se fait au domicile d'élection dont il a été parlé dans l'article 44.

Art. 67. L'huissier, en faisant la remise de l'expédition à la partie perdante, en exige un récépissé. Si celle-ci refuse d'accepter l'expédition de l'arrêt ou de donner ce reçu, l'huissier en dresse procès-verbal qu'il fait signer à l'imam et au mouhtar ou à deux notables du quartier et qu'il remet ensuite à la partie gagnante, après l'avoir fait signer au secrétaire général de la Cour.

Art. 68. En matière criminelle, une expédition authentique de l'arrêt sera envoyée à l'autorité chargée de son exécution. S'il est intervenu un arrêt sur l'action civile née de ce crime, un exemplaire en sera signifié à la partie perdante en observant les formalités ci-dessus.

Art. 69. Quand le jugement d'un tribunal aura été cassé, une expédition de l'arrêt de la Cour suprême sera envoyée au président dudit tribunal pour être retranscrite sur un registre spécial et être en même temps mentionnée sur le registre où le jugement cassé aura été enregistré.

Art. 70. Le secrétaire général a la surveillance des bureaux de la Cour suprême. Il ne sera donné suite aux minutes des arrêts et aux projets de correspondance et d'autres pièces devant émaner de la Cour qu'après lui avoir été soumis.

Art. 71. La partie gagnante est tenue d'acquitter au greffe le montant des frais du procès tels qu'ils sont fixés par le tarif spécial, sauf à en poursuivre ensuite la répétition contre l'autre partie.

Art. 72. Les sommes ainsi perçues seront enregistrées au greffe sur un registre spécial. Il sera délivré contre ce versement un reçu détaché d'un registre à souche.

Art. 73. Les dites sommes serviront à payer les frais de bureau de la Cour, et l'excédant en sera envoyé avec un compte explicatif au Ministère des finances.

Disposition provisoire.

La Cour suprême se conformera dans l'instruction des affaires aux règles posées par le code de procédure commerciale en ce qu'elles n'ont pas de contraire aux présentes dispositions.

Il sera remis à la fin de chaque année par la Cour suprême au Gouvernement un mémoire contenant l'indication des points sur lesquels

l'expérience lui aura démontré la nécessité de réformer ou de compléter la loi.

ITALIE — SUISSE.

Protocole concernant l'exécution des Conventions conclues et signées à Florence et à Berne, le 22 juillet 1868¹, signé à Berne le 1^{er} mai 1869.

Afin d'écartier les doutes auxquels, dans l'application, pourraient donner lieu quelques-unes des dispositions des Conventions conclues et signées entre l'Italie et la Suisse le 22 juillet 1868, et dans le but de s'entendre d'avance sur les formes à suivre dans l'exécution de certaines autres dispositions des mêmes Conventions, les soussignés, à cela dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. En ce qui concerne l'exécution des articles 3 et 12 de la Convention pour la garantie réciproque de la propriété littéraire et artistique, il est convenu entre les deux Gouvernements que, pour les ouvrages publiés antérieurement à cette Convention, le délai de trois mois pour l'enregistrement commencera dès le jour où elle entrera en vigueur dans chacun des deux pays.

Il est également convenu que les auteurs et leurs ayants droit qui auront fait enregistrer, aux termes des susdits articles, des ouvrages publiés antérieurement à ce jour, auront la faculté d'exiger que les contrefaçons qui en auraient déjà été faites dans celui des deux pays où ils n'ont pas été originaiement publiés, soient soumises à l'apposition d'une estampille qui, sans détériorer les différents exemplaires, empêche de les confondre avec celles qu'on tenterait de faire par la suite au préjudice des droits garantis par cette Convention.

Art. 2. Pour ce qui a trait à l'article 4 de la Convention d'établissement et consulaire, il est établi que les déclarations des 10 et 21 décembre 1866, concernant l'exemption des emprunts forcés, cesseront d'être en vigueur dès le 29 octobre 1873; il est bien entendu, cependant, qu'à dater de cette époque, les deux États continueront à s'assurer réciprocement le traitement de la nation la plus favorisée.

Art. 3. Pour l'exécution de l'article 9 de la même Convention il est convenu que les Cours d'appel du Royaume, le Tribunal fédéral et le Tribunal supérieur de chacun des États de la Confédération,

1. Convention consulaire, *Archives*, t. III, p. 1208. Convention littéraire t. IV, p. 1346.

correspondront dorénavant directement entre eux pour tout ce qui concerne l'envoi et l'expédition des commissions rogatoires, soit en matière civile, soit en matière pénale.

Les valeurs en argent qui se trouveraient jointes aux rogatoires ou aux actes concernant leur exécution, seront transmises par des mandats de poste à l'ordre des Autorités à qui ces valeurs sont adressées.

Il est bien entendu que la correspondance directe entre les Tribunaux et les Cours susdites ne pourra jamais avoir lieu pour les demandes d'extradition, à l'égard desquelles on suivra en tout point les dispositions de la Convention qui régit cette matière.

Art. 4. Le Gouvernement royal admet que, d'après la réserve faite par l'Assemblée fédérale au sujet du dernier alinéa de l'article 17 de la Convention susdite, les contestations qui pourraient s'élever entre les héritiers au sujet de la succession d'un Suisse mort en Italie, devront être déférées au Juge du lieu d'origine du défunt.

Art. 5. Il est convenu que ce Protocole sera considéré et mis à exécution comme partie intégrante des Conventions auxquelles il se réfère.

Ainsi fait à Berne, en double expédition, le premier mai mil huit cent soixante-neuf.

Le plénipotentiaire italien,
(L. S.) Signé : MELEGARI.

Le plénipotentiaire suisse,
(L. S.) Signé : DUBS.

CONFÉDÉRATION DE L'ALLEMAGNE DU NORD, ITALIE.

Convention pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, signée à Berlin, le 12 mai 1869.

S. M. le Roi d'Italie, et S. M. le Roi de Prusse au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord, également animés du désir d'adopter d'un commun accord les mesures qui leur ont paru les plus propres à garantir réciproquement la propriété des œuvres d'esprit et d'art, ont résolu de conclure une Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi d'Italie, — M. Édouard Comte *de Launay*, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près S. M. le Roi de Prusse et près la Confédération de l'Allemagne du Nord, et

S. M. le Roi de Prusse, — M. Alexandre-Maximilien *de Philipsborn*, son Directeur au Ministère des Affaires étrangères; lesquels, après

avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les auteurs de livres, brochures ou autres écrits, de compositions musicales ou d'arrangements de musique, d'œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure, de lithographie et de toutes autres productions analogues du domaine littéraire ou artistique, jouiront dans chacun des deux pays réciproquement des avantages qui y sont ou y seront attribués par la Loi à la propriété des ouvrages de littérature et d'art, et ils auront la même protection et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits, que si cette atteinte avait été commise à l'égard d'auteurs d'ouvrages publiés pour la première fois dans le pays même.

Toutefois, ces avantages ne leur seront réciproquement assurés que pendant l'existence de leurs droits dans le pays où la publication originale a été faite, et la durée de leur jouissance dans l'autre pays ne pourra excéder celle fixée par la Loi pour les auteurs nationaux.

Art. 2. Sera réciproquement licite la publication dans chacun des deux pays d'extraits ou de morceaux entiers d'ouvrages, ayant paru pour la première fois dans l'autre, pourvu que ces publications soient spécialement appropriées et adaptées pour l'enseignement ou l'étude, et soient accompagnées de notes explicatives, ou de traductions interlinéaires ou marginales, dans la langue du pays où elles sont imprimées.

Art. 3. La jouissance du bénéfice de l'article 1^{er} est subordonnée à l'accomplissement, dans le pays d'origine, des formalités qui sont prescrites par la Loi pour assurer la propriété des ouvrages de littérature ou d'art.

Pour les livres, cartes, estampes, gravures, lithographies ou œuvres musicales, publiés pour la première fois dans l'un des deux pays, l'exercice du droit de propriété dans l'autre pays sera, en outre, subordonné à l'accomplissement préalable, dans ce dernier, de la formalité de l'enregistrement, effectué de la manière suivante :

Si l'ouvrage a paru pour la première fois dans le territoire de la Confédération de l'Allemagne du Nord, il devra être enregistré à Florence, au Ministère d'Agriculture, Industrie et Commerce;

Si l'ouvrage a paru pour la première fois en Italie, il devra être enregistré à Berlin, au Ministère des Cultes.

L'enregistrement se fera, de part et d'autre, sur la déclaration écrite des intéressés, laquelle pourra être respectivement adressée, soit aux susdits Ministères, soit aux Légations dans les deux pays.

Dans tous les cas, la déclaration devra être présentée dans les trois mois qui suivront la publication de l'ouvrage dans l'autre pays, pour

les ouvrages publiés postérieurement à la mise en vigueur de la présente Convention, et dans les trois mois qui suivront cette mise en vigueur pour les ouvrages publiés antérieurement.

A l'égard des ouvrages qui paraissent par livraison, le délai de trois mois ne commencera à courir qu'à dater de la publication de la dernière livraison, à moins que l'auteur n'ait indiqué, conformément aux dispositions de l'article 6, son intention de se réserver le droit de traduction, auquel cas chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé.

La formalité de l'enregistrement qui en sera fait sur des registres spéciaux tenus à cet effet, ne donnera, de part et d'autre, ouverture à la perception d'aucune taxe.

Les intéressés recevront un certificat authentique de l'enregistrement: ce certificat sera délivré gratis, sauf, s'il y a lieu, les frais de timbre.

Le certificat relatera la date précise à laquelle la déclaration aura eu lieu ; il fera foi dans toute l'étendue des territoires respectifs, et constatera le droit exclusif de propriété et de reproduction aussi longtemps que quelque autre personne n'aura pas fait admettre en justice un droit mieux établi.

Art. 4. Les stipulations de l'article 1^{er} s'appliqueront également à la représentation ou exécution des œuvres dramatiques ou musicales, publiées, exécutées ou représentées pour la première fois dans l'un des deux pays, après la mise en vigueur de la présente Convention.

Art 5. Sont expressément assimilées aux ouvrages originaux les traductions faites, dans l'un des deux pays, d'ouvrages nationaux ou étrangers. Ces traductions jouiront, à ce titre, de la protection stipulée par l'article 1^{er} en ce qui concerne leur reproduction non autorisée dans l'autre pays. Il est bien entendu, toutefois, que l'objet du présent article est simplement de protéger le traducteur par rapport à la version qu'il a donnée de l'ouvrage original, et non pas de conférer le droit exclusif de traduction au premier traducteur d'un ouvrage quelconque, écrit en langue morte ou vivante, hormis le cas et les limites prévus par l'article ci-après.

Art. 6. L'auteur de tout ouvrage publié dans l'un des deux pays, qui aura entendu se réserver le droit de traduction, jouira pendant cinq années, à partir du jour de la première publication de la traduction de son ouvrage, autorisée par lui, du privilége de protection contre la publication, dans l'autre pays, de toute traduction du même ouvrage, non autorisée par lui, et ce sous les conditions suivantes :

1^o L'ouvrage original sera enregistré dans l'un des deux pays, sur la déclaration faite dans un délai de trois mois, à partir du jour de la

première publication dans l'autre pays, conformément aux dispositions de l'article 3.

2º L'auteur devra indiquer, en tête de son ouvrage, l'intention de se réserver le droit de traduction.

3º Il faudra que ladite traduction autorisée ait paru, au moins en partie, dans le délai d'un an, à compter de la date de la déclaration de l'original, effectuée ainsi qu'il vient d'être prescrit, et, en totalité, dans le délai de trois ans, à partir de ladite déclaration.

4º La traduction devra être publiée dans l'un des deux pays, et être elle-même enregistrée conformément aux dispositions de l'article 3.

Pour les ouvrages publiés par livraisons, il suffira que la déclaration de l'auteur, qu'il entend se réserver le droit de traduction, soit exprimée dans la première livraison. Cette déclaration devra être reproduite dans la première livraison de chaque volume, si les ouvrages publiés par livraison se composent de plusieurs volumes.

Toutefois, en ce qui concerne le terme de cinq ans, assigné par cet article pour l'exercice privilégié du droit de traduction, chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé, chacune d'elles sera enregistrée dans l'un des deux pays, sur la déclaration faite dans les trois mois, à partir de sa première publication dans l'autre.

Relativement à la traduction des ouvrages dramatiques, ou à la représentation de ces traductions, l'auteur, qui voudra se réserver le droit exclusif dont il s'agit aux articles 4 et 6, devra faire paraître ou représenter sa traduction trois mois après l'enregistrement de l'ouvrage original.

Art. 7. Lorsque l'auteur d'une œuvre spécifiée dans l'article 1^{er} aura cédé son droit de publication ou de reproduction à un éditeur dans le territoire des Parties contractantes, sous la réserve que les exemplaires ou éditions de cette œuvre, ainsi publiés ou reproduits, ne pourront être vendus dans l'autre pays, ces exemplaires ou éditions seront respectivement considérés et traités dans ce pays comme reproduction illicite.

Les ouvrages, auxquels cette disposition s'applique, seront librement admis dans les deux pays pour le transit à destination d'un pays tiers.

Art. 8. Les mandataires légaux, ou ayant cause des auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs, lithographes, etc., jouiront réciproquement, et à tous égards, des mêmes droits que ceux que la présente Convention accorde aux auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs et lithographes eux-mêmes.

Art. 9. Nonobstant les stipulations des articles 1 et 5 de la présente Convention, les articles extraits des journaux ou recueils périodiques

publiés dans l'un des deux pays, pourront être reproduits ou traduits dans les journaux ou recueils périodiques de l'autre pays, pourvu qu'on indique la source à laquelle on les aura puisés.

Toutefois, cette faculté ne s'étendra pas à la reproduction, dans l'un des deux pays, des articles de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'autre, lorsque les auteurs auront formellement déclaré, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction. En aucun cas, cette interdiction ne pourra atteindre les articles de discussion politique.

Art. 10. La vente et l'exposition dans le territoire des parties contractantes d'ouvrages ou objets de reproduction non autorisés, définis par les articles 1, 4, 5 et 6, sont prohibées, sauf ce qui est dit à l'article 12, soit que lesdites reproductions non autorisées proviennent de l'un des deux pays, soit qu'elles proviennent d'un pays étranger quelconque.

Art 11. En cas de contravention aux dispositions des articles précédents, la saisie des objets de contrefaçon sera opérée, et les Tribunaux appliqueront des peines déterminées par les législations respectives, de la même manière que si l'infraction avait été commise au préjudice d'un ouvrage ou d'une production d'origine nationale.

Les caractères constituant la contrefaçon seront déterminés par les Tribunaux de l'un ou de l'autre pays, d'après la législation en vigueur dans les deux pays.

Art. 12. On prendra dans les deux pays, par voie de règlement d'administration publique, les mesures nécessaires pour prévenir toute difficulté ou complication à raison de la possession et de la vente par les éditeurs, imprimeurs ou libraires de l'un ou de l'autre des deux pays, de réimpressions d'ouvrages de propriété des sujets respectifs et non tombés dans le domaine public, fabriqués ou importés par eux antérieurement à la mise en vigueur de la présente Convention, ou actuellement en cours de fabrication et de réimpression non autorisées.

Ces règlements s'appliqueront également aux clichés, bois et planches gravées de toute sorte, ainsi qu'aux pierres lithographiques existant en magasin chez les éditeurs ou imprimeurs italiens ou allemands, et constituant une reproduction non autorisée de modèles italiens ou allemands.

Toutefois, ces clichés, bois et planches gravées de toute sorte, ainsi que les pierres lithographiques, ne pourront être utilisés que pendant quatre ans, à dater de la mise en vigueur de la présente Convention.

Art. 13. Les livres d'importation licite seront admis réciproquement par les Bureaux de douane qui leur seront ouverts actuellement, ou qui le seraient par la suite.

Art. 14. Les dispositions de la présente Convention ne pourront porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit qui appartient aux Parties contractantes de permettre, de surveiller ou d'interdire, par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation ou l'exposition de tout ouvrage ou production, à l'égard desquels l'Autorité compétente aurait à exercer ce droit.

La présente Convention ne portera aucune atteinte au droit des Parties contractantes de prohiber l'importation des livres qui, d'après ses Lois intérieures ou des stipulations souscrites avec d'autres Résidences, sont ou seraient déclarés être de contrefaçons.

Art. 15. Dans le but de faciliter l'exécution de la présente Convention, les Parties contractantes s'engagent à se donner mutuellement, et dans le plus bref délai possible, connaissance de toutes les Lois et Règlements actuellement en vigueur, concernant les droits des auteurs sur la propriété littéraire et artistique, de même que des changements qui pourraient survenir sur ces matières dans la législation des deux pays.

Les Parties contractantes se réservent en même temps la faculté d'apporter d'un commun accord à la présente Convention toute modification dont l'expérience viendrait à démontrer l'utilité.

Art. 16. La présente Convention sera mise à exécution deux mois après l'échange de ses ratifications.

Elle restera en vigueur jusqu'au 30 juin 1875. Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'échéance de ce terme, son intention d'en faire cesser les effets, elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncée.

Art. 17. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Berlin le plus tôt possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs signatures.

Fait à Berlin, le 12 mai 1869.

(L. S.) Signé: DE LAUNAY.

(L. S.) Signé: PHILIPSBORN.

BADE, CONFÉDÉRATION DE L'ALLEMAGNE DU NORD.

**Traité relatif au service militaire conclu à Berlin
le 25 mai 1869.**

S. M. le Roi, agissant au nom de la Confédération du Nord et du grand-duché de Hesse d'une part, et S. A. R. le grand-duc de Bade

d'autre part, guidés par le vœu de faciliter à leurs sujets respectifs l'accomplissement de leur service militaire, ont résolu, en considération de la conformité qui existe, en général, entre la Confédération du Nord et le grand-duché de Bade, où se trouve en voie de s'établir, concernant l'obligation au service militaire, le recrutement, l'armement et l'instruction des troupes, de conclure un Traité destiné à introduire le service militaire réciproque, et ont nommé dans ce but....

(Suivent les noms des plénipotentiaires.)

Lesquels ont, sous réserve de ratification, conclu le traité suivant :

Art. 1^{er}. Les sujets badois sont autorisés à se soumettre à la révision sur le territoire de la Confédération du Nord, et les sujets de la Confédération du Nord sur le territoire de Bade. Les décisions de l'autorité de révision ainsi que les certificats qu'elle délivre ont la même validité que si elles étaient émanées de l'autorité du domicile d'origine.

Art. 2. Les sujets badois sont libres de faire leur service militaire dans la Confédération, et les sujets de la Confédération dans le grand-duché de Bade, avec l'effet de satisfaire ainsi à l'obligation du service militaire dans leur État natal. Ils seront traités sous tous les rapports militaires comme des sujets du pays où ils servent.

Art. 3. Les facultés énoncées dans les deux articles précédents seront applicables aussi au grand-duché de Hesse, au sud du Mein, de telle manière que la révision pourra être passée et le service militaire accompli par les sujets badois, dans le grand-duché de Hesse au sud du Mein, et par des sujets hessois dans le grand-duché de Bade.

Art. 4. La révision des individus tenus au service militaire qui font usage de la faculté énoncée dans l'article 1^{er} a lieu, conformément aux lois et ordonnances de celle des parties contractantes, devant les autorités de laquelle ces individus se présentent.

Les demandes en ajournement ou en exemption du service militaire sont, néanmoins, toujours réservées à la décision de l'autorité du domicile d'origine.

De même, c'est à cette dernière qu'est réservée la décision définitive sur les sujets de la Confédération du grand-duché de Hesse au sud du Mein, qui ne sont pas aptes au service des armes, mais à d'autres services militaires répondant à leur profession civile.

Art. 5. Pendant la durée du service, tout individu obligé au service est soumis aux lois pénales militaires de la partie contractante qu'il sert. Les déserteurs qui sont pris dans leur pays natal, y seront

punis pour la désertion ainsi que pour les autres délits militaires qui pourront s'y rattacher, d'après les lois du pays natal.

Art. 6. Après l'accomplissement du temps du service actif, l'obligé passe à la réserve de l'État natal.

Art. 7. Il n'y a pas lieu à une restitution de la part de l'État natal, des frais occasionnés par l'incorporation d'un individu tenu au service militaire aux termes de l'art. 2. — Les droits à la pension des invalides seront réglés conformément à la législation de l'État dans lequel le service militaire est accompli. — De même le payement de la pension incombe à cet État, lors même que l'invalidé a transféré, plus tard, son domicile sur le territoire de l'autre des parties contractantes.

Art. 8. Les dispositions nécessaires à l'exécution du traité sont réservées à des arrangements particuliers entre la présidence fédérale et le gouvernement badois.

Art. 9. Le présent traité sera ratifié le plus tôt possible, et l'échange des ratifications aura lieu au plus tard à Berlin, le 31 octobre de l'année courante. Il sera provisoirement valable jusqu'au 1^{er} octobre 1870, et à partir de ce jour, il restera obligatoire d'année en année, à moins qu'une des parties contractantes n'ait exprimé six mois auparavant l'intention de l'abroger.

Au cas où l'une ou l'autre des parties contractantes mobiliserait son armée, le traité cessera d'être en vigueur pendant la durée de la mobilisation. Il conserve néanmoins sa validité en cas de dénonciation aussi bien qu'en cas de mobilisation pour les individus tenus au service militaire qui, en vertu de la faculté accordée par l'art. 2, sont déjà en pleine voie d'accomplissement de leur service militaire au temps de la dénonciation et de la mobilisation et jusqu'à l'achèvement de ce service.

Fait à Berlin, le 25 mai 1869.

Protocole final.

Les soussignés se sont réunis aujourd'hui pour signer le traité concerté en vertu des pouvoirs de leurs hauts commettants, relatif à la réciprocité du service militaire, après l'avoir relu encore en commun. A cette occasion fut insérée dans le présent protocole final la convention que si, contre toute attente, le traité ne devenait pas valable pour les parties du grand-duché de Hesse situées au sud du Mein, il n'entrerait pas moins en vigueur pour la Confédération du Nord et le grand-duché de Bade.

ESPAGNE.

**Loi conférant la Régence du Royaume au maréchal Serrano,
en date du 16 juin 1869.**

Art. unique. Les Cortès constituants nomment régent du royaume le président du pouvoir exécutif don Francisco Serrano y Dominguez, avec le titre d'Altesse et toutes les attributions que la Constitution accorde à la régence, excepté celle de sanctionner les lois, suspendre et dissoudre les Cortès constituants.

Fait au palais des Cortès, le 16 juin 1869.

TROISIÈME PARTIE.

CORRESPONDANCES, MÉMORANDUMS, NOTES,
CIRCULAIRES DIPLOMATIQUES, ETC., ETC.

TURQUIE.

**Circulaire de Safvet pacha aux Représentants de la Sublime
Porte à Paris, Londres, Vienne, Berlin, Saint-Pétersbourg et
Florence, au sujet de la Roumanie, en date de Constantinople,
le 18 novembre 1868.**

Monsieur, par ma dépêche circulaire du 4 novembre, je vous ai transmis en copie la lettre de M. Golesco à l'adresse du Ministre des Affaires Étrangères¹ en réponse à celle que S. A. le Grand Vizir avait cru de son devoir d'écrire au Prince Charles², dans le but d'appeler son attention sur la gravité de ce qui se passe dans les Principautés-Unies.

Tous les précédents et la règle de convenance exigeaient que le Prince répondît lui-même à une démarche faite directement auprès de lui, au nom de Suzerain du pays, par le premier ministre de Sa Majesté Impériale.

Non content de ce manque d'égard, S. A. S. et son Gouvernement ont cru pouvoir le rendre encore plus sensible, en permettant audit M. Golesco de nous envoyer une réponse où l'inexactitude des faits et des raisonnements lutte avec un ton dont nous laissons le jugement aux hommes d'État auxquels nous nous adressons. — Il nous eût été très-facile de détruire un à un tous les raisonnements, aussi bien que toutes ces comparaisons à l'aide desquels M. Golesco cherche à justi-

1. Voir *Archives* 1869, t. II, p. 532.

2. Voir *Archives* 1868, t. IV, p. 1715.

fier la conduite des hommes qui gouvernent les Principautés-Unies; mais la dignité de notre Auguste Souverain ne nous a pas permis de continuer notre correspondance avec des hommes qui méconnaissent à ce point les devoirs que les traités comme les convenances leur imposent. D'ailleurs, aurions-nous besoin de relever l'irrégularité de certaines expressions et l'inexactitude, comme je le dis plus haut, des raisonnements du document dont il s'agit? Tout cela ne saute-t-il pas aux yeux? Qui ne sait, par exemple, que le mot de *Souverain* ne s'applique qu'aux Princes indépendants, et que les faits, cités à l'appui de la tolérance dont les Comités révolutionnaires ont été et sont l'objet de la part du Gouvernement Moldo-Valaque, n'y sont applicables sous aucun rapport? Il n'est pas nécessaire non plus de démontrer combien est peu sérieux l'argument que M. Golesco tâche de tirer de l'existence des Comités en question, en faveur des armements que le Gouvernement Moldo-Valaque a entrepris depuis quelque temps, armements qui ruinent le pays et qui ne sont justifiés par aucun danger extérieur ou local.

Cet état de choses ne saurait continuer plus longtemps. Je me réserve de vous entretenir bientôt sur l'opinion du Gouvernement impérial concernant les moyens d'y remédier. En attendant, je vous autorise à donner lecture de cette dépêche à S. Exc. Monsieur le Ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté....

Veuillez agréer, etc.

Signé : SAFVET.

FRANCE.

Allocution de l'Empereur lors de la réception du jour de l'an, au palais des Tuilleries, le 1^{er} janvier 1869.

« Au Corps diplomatique,

« Je vous remercie de vous rendre encore l'interprète des félicitations du Corps diplomatique. Je suis heureux de constater l'esprit de conciliation qui anime toutes les puissances de l'Europe, car aussitôt qu'une difficulté surgit, elles s'entendent toutes pour l'aplanir et éviter les complications.

« J'espère que l'année qui commence contribuera, comme celle qui vient de s'écouler, à faire disparaître bien des appréhensions et à resserrer les liens qui doivent unir les peuples civilisés. »

« Au Sénat,

« Vous m'avez habitué à compter sur votre concours et votre dévouement, J'en reçois avec plaisir la nouvelle expression, et, de mon côté, j'aime à vous assurer de mes constantes sympathies. »

« Au Corps législatif,

« Tous les ans le concours du Corps législatif devient plus indispensable pour assurer en France la vraie liberté, qui ne peut prospérer que par le respect de la loi et la juste pondération des pouvoirs publics. Aussi est-ce toujours avec une vive satisfaction que je reçois l'expression de vos sentiments si patriotiques et si dévoués. »

« Au Conseil d'État,

« Comme l'année dernière, je n'ai qu'à remercier le Conseil d'État du zèle qu'il apporte dans l'exercice de ses hautes fonctions. Je suis heureux d'avoir à lui donner une fois de plus un témoignage de satisfaction et d'estime. »

« A la Cour de cassation,-

« Plus que jamais, le sentiment de la justice doit pénétrer dans nos mœurs. C'est la plus sûre garantie de la liberté.

« Dans notre organisation judiciaire, la Cour de cassation en est l'expression la plus élevée, et je n'ai qu'à la féliciter de la haute sagesse qu'elle apporte dans l'accomplissement de ses devoirs. »

« A l'Archevêque de Paris,

« Les félicitations du Clergé me touchent toujours profondément. Ses prières nous soutiennent et nous consolent. On peut voir par ce qui se passe combien il est indispensable d'affirmer les grands principes du Christianisme qui nous enseignent la vertu pour bien vivre et l'immortalité pour bien mourir. »

PORUGAL.

Discours du Roi à l'ouverture des Cortés, le 3 janvier 1869.

Dignes Pairs du royaume et Messieurs les Députés de la nation portugaise,

C'est toujours avec la plus grande satisfaction que je vois groupée autour du trône la représentation nationale, et surtout alors que les affaires de l'Etat exigent une sincère et loyale coopération des pou-

voirs publics, afin de pourvoir par un remède prompt et efficace aux embarras de notre situation.

Nos relations avec les puissances étrangères se maintiennent sans altercation, et tout nous assure que les liens internationaux qui nous unissent aux autres nations devenant chaque jour plus étroits, nous pourrons consacrer tous nos efforts et tous nos soins à l'amélioration et au progrès de notre administration et économie, corroborant, par une civilisation croissante, notre nationalité consacrée par tant de siècles de gloire et d'indépendance.

En vertu de la convention du 17 mai 1865¹, s'est assemblée à Vienne, en Autriche, une conférence télégraphique internationale qui a introduit dans cette convention quelques modifications pour être exécutées à partir du 1^{er} janvier de l'année courante. Ces modifications ont été approuvées par mon Gouvernement : elles seront soumises à l'appréciation du Parlement en la partie pour laquelle elles ont besoin de la sanction législative.

Un revers subi par nos armes dans une des provinces d'outre-mer a imposé au Gouvernement le devoir de renforcer la garnison locale, et a rendu nécessaire de décréter la création d'une force expéditionnaire destinée pour cette province. Vous connaissez toutes les dispositions que mon Gouvernement a cru devoir adopter en présence de ce douloureux événement.

La tranquillité dans le royaume n'a pas heureusement été altérée. La nation reconnaît qu'au milieu des graves embarras contre lesquels nous luttons, les conditions essentielles pour que les pouvoirs de l'État remédient aux maux passés et préviennent les maux à venir, c'est la tranquillité inaltérable du pays.

Usant de l'autorisation qui a été accordée à mon Gouvernement par la loi du 9 septembre 1868, les divers ministères ont décrété la réorganisation de plusieurs services publics, opérant dans le personnel et le matériel toutes les réductions qui, sans préjudice pour le service public, peuvent contribuer à soulager le trésor de quelquesunes de ses charges actuelles.

L'état des finances publiques est grave. Le manque d'équilibre entre les recettes et les dépenses continues aggravé pendant nombre d'années successives, le recours forcé au crédit presque toujours dans des conditions désavantageuses, l'accroissement des dépenses publiques au delà des limites que leur impose l'augmentation des recettes, ont eu pour résultat inévitable la situation financière où nous nous trouvons actuellement.

Toutefois, ces embarras ne sont pas au-dessus de la ferme résolu-

1. Voir *Archives 1868*, t. I, p. 17.

tion d'en triompher. Le bon ordre dans l'administration, la diminution dans toutes les dépenses non absolument indispensables, un sacrifice réparti avec une justice rigoureuse et une égalité parfaite vis-à-vis de tous les citoyens, pourront régulariser les finances publiques sans troubler l'ordre économique du pays, ni interrompre les progrès de son développement et de sa civilisation.

Dignes Pairs du royaume et Messieurs les Députés de la nation portugaise, c'est dans la conjoncture présente que vos lumières et votre patriotisme sont appelés à démontrer combien est efficace et nécessaire le concours de la représentation nationale pour résoudre les plus ardu斯 problèmes du Gouvernement, conjurer les difficultés les plus sérieuses et ramener à des conditions normales la plus extraordinaire situation.

Mon Gouvernement vous présentera les décrets qui, en vertu de la loi du 9 septembre 1868, donneront une nouvelle forme à divers services publics.

Mon Gouvernement soumettra à votre examen les projets de loi opportuns, dans le but de réorganiser les autres branches de service, dont il n'a pas été possible de décréter la réforme dans le bref délai auquel a été limitée l'autorisation.

On vous présentera également le budget général de l'État et les projets de loi destinés à améliorer la situation des finances nationales, et, en présence de ces projets et de l'état du trésor, la nation, par l'intermédiaire de ses représentants, donnera un nouveau témoignage que jamais elle ne refuse aux sacrifices qui lui sont demandés quand ils sont conseillés par la nécessité, et quand elle voit adoptée comme précepte fondamental d'administration la plus sévère économie dans la répartition des deniers publics.

La session est ouverte.

ROUMANIE.

Circulaire de M. Cogalniceano, ministre de l'intérieur, aux Préfets du littoral danubien, en date de Bucharest, le 17 janvier 1869.

Monsieur le Préfet,

En vous faisant connaître la formation du nouveau Cabinet, nous vous avons, en même temps, donné communication de son programme. Ce programme se résume en peu de mots : au dedans, res-

pect de la légalité et, autant que possible, amélioration de l'administration; au dehors, maintien sincère des liens séculaires qui unissent la Roumanie à la Porte, reconnaissance envers les Puissances garantes, et vis-à-vis des événements extérieurs, neutralité loyale et absolue.

Aussitôt après vous avoir communiqué ce programme, j'ai dû, comme Ministre de l'intérieur, appeler toute l'attention des préfets du littoral danubien sur le devoir et l'intérêt que nous avons à prouver, par des faits, que nous savons respecter et faire respecter notre position d'État neutre, placé sous la garantie collective des grandes Puissances européennes. En conséquence, je les ai invités à exercer une continue vigilance sur l'attitude de nos populations d'origine bulgare, de les laisser jouir de tous les droits et de toute la liberté que notre constitution garantit à tous les habitants du pays, sans distinction, mais en même temps de prévenir et d'empêcher toute propagande, toute manœuvre qui serait de nature à troubler, sur le territoire roumain, la tranquillité des possessions ottomanes de la rive droite du Danube.

Lorsque, malheureusement, un conflit a surgi entre l'Empire ottoman et la Grèce, le Gouvernement roumain, jaloux de maintenir dans toute son intégrité l'antique hospitalité de son territoire, s'est empressé de recevoir, à l'intérieur du pays, les Grecs émigrés du sol ottoman. Notre neutralité cependant nous a imposé le devoir de mettre une condition à cette hospitalité. Nous avons déclaré à nos nouveaux hôtes, et cela comme une condition *sine qua non*, qu'ils avaient à s'abstenir, sur notre territoire, de toute propagande et de toute manœuvre contre le Gouvernement ottoman et ses possessions.

Je suis heureux de constater que jusqu'à présent rien ne nous a donné lieu de nous repentir d'avoir accordé aux Grecs et aux Bulgares une si large et si généreuse hospitalité. J'ai une satisfaction toute particulière à reconnaître que les uns et les autres ont apprécié, avec une complète gratitude, les bienfaits d'une mesure inspirée par des sentiments d'humanité, et qu'ils y répondent par un respect scrupuleux de la position que nous impose notre neutralité.

Toutefois, dans l'ignorance où nous sommes des événements qui peuvent surgir à l'extérieur, et principalement à l'approche du printemps, époque où quelques journaux étrangers prétendent que doit éclater un mouvement en Bulgarie, je suis obligé, Monsieur le Préfet, de vous réitérer mes recommandations antérieures et de vous inviter à exercer la plus sévère vigilance pour que les Grecs et les Bulgares, qui se trouvent dans votre district, continuent à garder la tranquillité et à mener la bonne conduite qu'ils ont eues jusqu'à présent. Dé-

clarez-leur, de la façon la plus catégorique, que le Gouvernement est bien décidé à ne pas franchir les limites d'une étroite neutralité, et qu'il ne permettra à personne, sur le sol roumain, de s'écartez d'une voie dans laquelle seule est notre salut.

Agent supérieur de l'administration centrale dans votre district, et ayant sous vos ordres toutes les autorités locales, c'est à vous de prendre toutes les mesures nécessaires pour que ces ordres soient exécutés avec rigueur. Je vous fais donc responsable, vis-à-vis du Gouvernement et du pays, de tout ce qui, dans votre district, serait de nature à compromettre l'ordre public ou à altérer les bons et utiles rapports qui existent entre nous et la Sublime Porte.

Je me suis également adressé à M. le Ministre de la guerre, en le priant de donner des ordres analogues aux commandants des bataillons des gardes frontières, et cela afin de doubler la vigilance tout le long du littoral du Danube. De votre côté, vous vous tiendrez en communication non interrompue avec les commandants des postes riverains, de manière que, sur toute la frontière, soit établie une surveillance énergique, la nuit comme le jour.

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération distinguée.

Signé : M. COGALNICEANO.

SUÈDE.

Discours du Roi à l'ouverture de la Diète, le 18 janvier 1869.

Messieurs,

C'est avec une entière confiance que je vous vois de nouveau réunis, ici, pour délibérer sur la prospérité de notre chère patrie.

Je suis heureux de pouvoir, en constatant la durée des bonnes relations avec toutes les Puissances étrangères, vous annoncer le mariage prochain de ma fille avec le prince royal de Danemark. Cette union, qui est née d'une inclination réciproque, contribuera, en unissant plus intimement les maisons royales, à consolider les liens entre les peuples de Suède, de Norvège et de Danemark.

Par suite de représentations des deux royaumes unis, et reconnaissant que l'acte suédois-norvégien est défectueux, j'ai fait élaborer des propositions en vue de donner à l'union un développement conforme à ses principes, en en déterminant en même temps les conditions d'une manière précise. Ces propositions sont soumises à votre acceptation, ainsi qu'à celle du storthing norvégien, réuni, en ce

moment, dans la forme exigée par les lois fondamentales, et j'ai la conviction que vous traiterez cette affaire urgente avec l'amour de l'union qui tend autant à augmenter la force qu'à prévenir toute cause de malentendus entre les peuples frères.

On vous présentera un plan complet pour l'organisation de la défense du pays, plan dont les traits fondamentaux ont été principalement déterminés par moi. Mais, à cause des questions nombreuses et variées que ce plan soulève, je n'en soumettrai à votre examen dans cette session que quelques-unes des parties les plus importantes, savoir celles qui contiennent les bases de la réforme projetée. En même temps que cette organisation conserve le système des institutions militaires actuelles qui nous ont donné la force nécessaire pour faire honorablement la guerre, elle témoigne des efforts qui ont été faits pour ne pas demander plus de sacrifices qu'il n'est nécessaire pour atteindre le grand but de la sûreté de notre indépendance.

A la place des articles militaires en vigueur depuis le dernier siècle, on a élaboré de nouvelles lois pénales militaires en tenant compte des dispositions du Code pénal commun, et en supprimant la bastonnade, condamnée par l'opinion publique.

Comme il doit être de la plus haute importance pour le cultivateur de payer les impôts sur les biens fonciers d'après une mesure moins variable ; et, comme suite de la réforme commencée par la simplification des impôts, j'ai l'intention de faire des propositions sur le rachat des rentes foncières à un taux équitable.

Les représentants de l'Église suédoise ont été réunis la première fois l'année dernière, conformément à la nouvelle constitution ecclésiastique qui a établi des assemblées générales de l'Église, et leurs délibérations confirment mon espoir que ces assemblées se maintiendront à la hauteur de leur mission.

De nouvelles perspectives ont été ouvertes à notre commerce dans les mers lointaines, un traité d'amitié, de commerce et de navigation ayant été conclu avec le Japon, par l'intermédiaire bienveillant du Gouvernement des Pays-Bas, traité par lequel les royaumes-unis acquièrent les avantages accordés aux nations les plus favorisées. Avec Siam aussi, il a été conclu un traité pareil.

Quoique la récolte de l'année dernière dans le royaume puisse être considérée comme un peu meilleure que celle de l'année précédente, elle a manqué néanmoins dans certaines contrées, et il en résulte une détresse à laquelle vous devrez contribuer à porter remède.

Dans ma proposition sur l'état des finances et les besoins financiers, j'ai limité les dépenses à tel point que les recettes pourront les couvrir sans nouvel impôt, même avec les intérêts et les rembourse-

ments annuels de ses importants emprunts pour chemins de fer. Pour certains articles de recette et de dépense dont je décidais seul jusqu'ici, je propose qu'à l'avenir ils soient soumis à votre examen. En considération de la situation, je me suis décidé à ne pas proposer la construction de nos chemins de fer sur une plus grande échelle que dans le plan suivi dans les dernières années. Une vie nouvelle dans le développement de nos ressources permettrait en outre un essor plus énergique d'entreprise d'utilité générale qu'il a fallu laisser en arrière jusqu'ici.

En appelant la bénédiction du Tout-Puissant sur la session dont je fais l'ouverture, je vous garde à tous ensemble, Messieurs, et à chacun en particulier, ma grâce et ma faveur royales.

AUTRICHE, ESPAGNE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE, PRUSSE.

**Note adressée par le Corps consulaire étranger au Bey de Tunis,
en date de Tunis, le 21 janvier 1869.**

Illustre et magnifique Seigneur,

Les représentants des puissances amies soussignés, sans prétendre en aucune manière intervenir dans la question touchant à l'administration de la justice, considèrent cependant de leur devoir de soumettre respectueusement à l'appréciation de Votre Altesse une copie de l'adresse qui leur a été présentée par le comité régional de l'alliance israélite de Tunis, au sujet du récent assassinat de Josué Tetoussi, Tunisien, dans l'un des quartiers les plus populaires de la cité, sans autre motif apparent que d'avoir été soupçonné de l'intention de traverser la cour de la grande mosquée de Djema-Zeitouna.

Quelque profondément que les soussignés déplorent tous assassins, ils doivent appeler d'une manière spéciale l'attention de Votre Altesse sur la mort du malheureux Josué, qui a été frappé, non pour avoir commis une offense quelconque, mais uniquement par esprit de fanatisme. Ce qui rend encore cet esprit de fanatisme plus dangereux, c'est l'effet qu'il paraît avoir sur la conduite des fonctionnaires dont le devoir indubitablement était, et est encore, de découvrir et de punir l'assassin. Jusqu'à présent, ils se montrent peu disposés à remplir ce devoir, par ignorance réelle ou prétendue que dans les principaux pays musulmans l'entrée des mosquées n'est pas défendue aux personnes d'un autre culte.

Il n'y a dans la loi religieuse rien qui le défende. Lorsqu'on rapproche ce déni de justice de ce fait déplorable que dans le courant de l'année dernière dix-sept Israélites ont été assassinés, sans que jamais leurs meurtriers aient été punis, encore que plusieurs d'entre eux soient connus de la police, les soussignés craignent de ne pouvoir pas calmer l'inquiétude de ceux de leurs administrés appartenant à la communauté israélite, qui redoutent, avec raison, que l'impunité dont ont joui jusqu'à présent les meurtriers de leurs coreligionnaires ne les encourage, par intolérance et fanatisme, à se porter sur eux à de nouveaux crimes.

Pensant que le défaut de sécurité et l'inquiétude qui en résulte autorisent suffisamment les soussignés à faire appel à Votre Altesse pour la protection efficace de leurs administrés de religion israélite contre de pareils assassinats, ils sont dirigés en outre par un sentiment d'humanité envers les sujets israélites de Votre Altesse, sentiment d'humanité qu'ils ne peuvent mettre en oubli sans s'exposer eux-mêmes à la censure sévère des nations civilisées qu'ils ont l'honneur de représenter dans ce pays.

Les soussignés ont d'ailleurs toute confiance que Votre Altesse voudra bien apprécier les motifs qui les amènent à s'adresser à elle, sur cette pénible question, et comme ils portent le plus sincère intérêt à la prospérité du gouvernement tunisien, ils désirent, en informant leurs gouvernements respectifs de ces faits regrettables, pouvoir leur faire connaître en même temps l'assurance qu'ils attendent de Votre Altesse que des mesures énergiques ont été prises pour punir et réprimer à l'avenir tous actes de violence qui pourraient être commis sur la classe la plus soumise et la plus inoffensive des sujets de Votre Altesse.

Nous saisissions cette occasion, illustre et magnifique Seigneur, de présenter à Votre Altesse l'assurance de notre haute considération.

Signé : M. le vicomte DE BOTMILIAU, chargé d'affaires et consul général de France;
 M. RICHARD WOOD, c. b., consul général et agent de Sa Majesté Britannique;
 M. TULIN DE LA TUNISIE, consul général de Suède et de Norvège, chargé du consulat de Prusse et de la Confédération de l'Allemagne du Nord;
 M. CARLOS DE RAMEAU, chargé d'affaires et consul général d'Espagne;
 M. le consul général d'Autriche.

SAXE-COBOURG-GOTHA.

**Discours prononcé par le duc Ernest au château de Friedenstein,
le 29 janvier 1869, à l'occasion de la célébration du vingt-
cinquième anniversaire de son avénement.**

Messieurs,

Recevez avant tout mes remerciements sincères pour l'expression chaleureuse de la part que vous prenez à la fête qui nous réunit en ce jour; pour les paroles que vous m'avez adressées d'une façon si cordiale et dont je ressens tant d'intime satisfaction. Oui, sans doute, les rapports qui existent entre nous ne sont pas simplement apparents ou de pure formalité, comme ceux que le devoir seul impose. Vingt-cinq années ont concouru à former les liens mutuels qui unissent ici le souverain et le peuple.

En résistant aux fluctuations et aux orages de ce quart de siècle, dans les jours de prospérité comme aux jours de malheur que nous avons traversés ensemble, — ces liens ont prouvé leur force et sont devenus indissolubles.

A chaque anniversaire important les regards se reportent naturellement vers le passé, vers des époques depuis longtemps écoulées. On se dirait placé sur une hauteur, d'où l'on peut embrasser d'un coup d'œil une vaste étendue du passé, auquel le présent se rattache, avec ses aspirations et ses espérances multiples, comme un pont jeté sur les rivages inconnus de l'avenir.

Laissez-moi, en pensée, entreprendre avec vous cette excursion vers un temps qui n'est plus.

Le jour où je fus appelé à régner, je venais de perdre celui qui a été pour moi un souverain bon et vénéré, aussi bien que le meilleur des pères. Ses sentiments étaient délicats et avaient une grandeur vraiment souveraine. Répugnant aux théories et plein de sens pratique, il s'était exclusivement dévoué, avec l'entraînement d'un cœur ardent, au bien de ses sujets, et consacrait d'incessants efforts au développement de leur prospérité et au soin de leurs intérêts.

Il ne faisait pas de différence entre ses sujets, estimant les plus infimes à l'égal de ceux qui occupent les échelons les plus élevés de la hiérarchie sociale. Néanmoins, sans doute, ayant grandi à une rude époque, et pénétré de la conscience de son pouvoir autocratique, il s'était fait un jugement arrêté sur les hommes et les choses, et il tenait à rendre heureux ses sujets d'après ses propres vues. Que cette tâche lui ait réussi en somme, et que l'État, gouverné d'une manière

patriarcale, soit arrivé à une situation florissante dont le peuple se trouvait satisfait, — c'est ce qu'il faut attribuer à la faveur du sort, comme aussi au respect que tout caractère fortement trempé, mû par des convictions bienveillantes et honnêtes, commande à ceux mêmes qui subissent avec impatience son ascendant.

Mais ce qu'on accordait tacitement et comme un droit à un souverain âgé, ne pouvait être accordé à un prince jeune et qui venait à peine de prendre les rênes du gouvernement. L'esprit de l'époque moderne vint s'imposer à lui par des exigences auxquelles il fallait satisfaire.

Partout à l'entour, dans les pays de l'Allemagne, cet esprit se manifestait par des marques significatives. Une génération nouvelle avait surgi ; elle répugnait au régime d'aveugle et enfantine obéissance et cérait à la tendance qui la poussait plus ou moins clairement à vouloir obtenir une part active dans le gouvernement de l'État et de ses destinées. Partout et dans tous les pays s'agait l'esprit de critique, scrutant les formes traditionnelles et ébranlant les principes que le passé lui léguait. Le gouvernement personnel avait fait son temps.

Par bonheur, et j'en rends grâces à Dieu, j'étais jeune alors, à cette époque de réveil, et loin d'éprouver des craintes je me sentis fortifié par ce souffle qui s'élevait. Stimulé sous maints rapports, sagement guidé et scrutant avec zèle, j'arrivai presque instinctivement à l'intuition des idées et des tendances modernes qui étaient appelées à imprimer leur cachet sur les temps plus récents. De la sorte j'ai été amené de bonne heure à comprendre l'époque, et la conscience que j'avais de ses aspirations a réglé depuis le plan de vie que je me suis fait et les tendances qui ont dirigé mon gouvernement.

J'ai voulu non-seulement tenter, mais encore réaliser l'incarnation dans les faits des idées modernes sur l'État. J'ai voulu prouver par les faits que les idées tant honnies de liberté et de progrès (*Humanität*) peuvent être mises parfaitement en harmonie avec les conditions indispensables pour le fonctionnement régulier du pouvoir gouvernemental, pour l'essor utile des intérêts matériels. Dans la modeste position qui m'était échue, j'ai voulu créer une œuvre qui non-seulement fut digne de servir d'exemple, mais qui trouvât réellement des imitateurs.

Je réserve à l'histoire de décider si j'ai réussi, et dans quelle mesure.

Quoi qu'il en puisse être, jamais je ne me suis fait illusion sur les empêchements et les limites opposés à cette œuvre, entreprise sur la scène restreinte d'un État secondaire, comme celui dont le gouvernement m'était conféré. De bonne heure je me suis attaché à le dépouiller des appareils d'une puissance illusoire et à préserver ses habitants,

au milieu de l'existence confortable mais étroitement circonscrite qu'ils menaient, de toutes velléités de présomption particulariste. J'ai incessamment considéré comme ma tâche principale de concourir aux développements intellectuels de la nation, de former une pépinière pour le service de la science et des arts, de me consacrer aux soins de l'élément provincial, aux intérêts de l'Église et des écoles, au progrès du self-government communal, — afin de compenser le travail centralisateur qu'accomplissent les États placés au rang de grande puissance.

Régis dans un semblable esprit, les corps politiques, constitués historiquement dans notre patrie, peuvent continuer pendant de longues années encore une existence utile. Les sacrifices que les réformes entraînent pour nous ne doivent point faire oublier au souverain et à son gouvernement le prix qu'il convient d'attacher à l'indépendance, quelque restreinte qu'elle puisse être.

Au moins ai-je réussi, dans cet État secondaire, avec l'aide et le concours de tant de serviteurs fidèles, à réaliser pratiquement une série de ces réformes dont nous reconnaissions toute l'urgence et l'équité.

En vouant ma sollicitude aux intérêts moraux, j'ai incessamment eu les yeux fixés sur les intérêts matériels, et fait concourir à la prospérité de mes sujets les innovations, les perfectionnements et les inventions de tout genre. Par-dessus tout j'ai aspiré non-seulement à doter le pays d'une constitution, mais encore à réveiller le véritable sens politique, à faire partout prendre racine aux habitudes d'une participation active au fonctionnement constitutionnel. C'est ainsi que la constitution a dû devenir une vérité dans mon pays. Je ne me suis laissé ni dérouter, ni fatiguer, quand parfois j'ai eu à lutter, soit contre l'ineptie, ou des répugnances, soit contre l'indifférence politique, qui est le pire ennemi du développement libéral.

Si je n'ai point toujours atteint le but que je me suis proposé, ce n'est pas moi qui dois en porter la faute. Maintes choses satisfaisantes se sont accomplies. Quant à ce qui touche mon vœu le plus ardent, qui est de compléter la réunion de mes deux duchés, que des considérations de forme seules tiennent séparés, — je m'abandonne à l'espoir que l'appréciation des intérêts véritables de l'État, en devenant plus générale, viendra au-devant de mes désirs pour écarter prochainement les obstacles qui s'opposent encore à la réalisation de ce vœu.

Mais ce à quoi j'ai constamment tenu plus qu'aux réformes isolées et ce qui a toujours été un principe et un but de mon gouvernement, — c'est l'observation inviolable du droit. Sous ce rapport j'ai été inflexible, — peut-être parfois ai-je semblé dur, sans jamais m'être

préoccupé d'attaques inintelligentes. A mes yeux, l'unique base assurée de la prospérité de mes sujets reposait sur l'installation et le maintien d'un régime de justice dans l'État. Je me sens fier à l'idée que durant tout mon règne jamais un droit n'a été lésé avec intention. C'est seulement ainsi que j'ai acquis la force nécessaire pour me livrer à l'activité réformatrice que mon gouvernement a manifestée dans les différentes parties des services publics.

Je ne suis resté étranger à aucun des progrès qui sont le fruit de l'époque. J'ai amélioré l'organisation du corps judiciaire, j'ai simplifié l'administration; j'ai écarté les entraves sociales qui dataient du temps jadis. Non-seulement j'ai rendu hommage en théorie aux principes rationnels du progrès intellectuel, mais j'ai adopté en outre ces principes dans les questions qui regardent l'Église et l'instruction; en fait je leur ai ouvert la voie et donné de l'espace pour se développer.

Jusqu'à présent j'ai parlé de mes actes comme chef de l'État. Qu'il me soit permis de retracer l'activité que mes sentiments de citoyen de la patrie commune, de patriote allemand, m'ont porté à déployer.

Par une erreur déplorable on s'était habitué, à tort ou à raison, à considérer les souverains allemands comme séparés de la nation allemande, et à voir en eux l'unique obstacle d'un développement propice de l'intérêt national. Je combattis énergiquement cette erreur. Non-seulement j'éprouvais les sentiments patriotiques avec la même ardeur que chacun de vous, mais je me reconnaissais aussi le droit de coopérer à cet intérêt par ma sollicitude, mes conseils, mon aide et mon secours dans la lutte. — De ces impressions est issue toute cette filiation d'actes qui souvent m'ont valu de vives sympathies, et souvent m'ont attiré un blâme amer et de malveillants soupçons.

Mais, véritablement, je me réjouis de ces actes, et en cette heure solennelle je prétends à être pleinement apprécié, car je porte en moi la conviction, que si les choses ont tourné au mieux en Allemagne, mes actes, dans quelque direction que ce soit, ont profité au service de la patrie. Si je m'étais formé l'idéal d'une transformation régulièrement accomplie dans les voies pacifiques, — transformation que des sacrifices spontanés de la part des souverains et des peuples auraient seuls rendue possible, — néanmoins j'ai été le premier qui a répondu à l'appel, lorsque l'abîme n'a plus pu être comblé et quand l'appréhension des dangers qui menaçaient la patrie divisée nous mit l'épée à la main. Je ne serai point également le dernier quand il s'agira de défendre l'unité qui s'est constituée, de compléter l'édification de l'œuvre, et de se vouer à cette œuvre au prix de tous les sacrifices.

Ainsi, vingt-cinq années ne se sont point inutilement passées ni pour les individus, ni pour l'ensemble, et je puis dire sans présomption : j'ai tâché de vivre et d'agir, non pas seulement pour les intérêts d'un jour.

Je vous remercie encore de l'amour que vous m'avez porté pendant toute une moitié de ma vie. Conservez-moi vos sympathies tout autant que les miennes vous restent acquises, et si le Ciel m'accordait de fêter un jour l'anniversaire actuel dans une vieillesse avancée, puisse-t-il aussi me permettre — c'est le vœu de toute ma vie — de voir l'Allemagne puissante et unie et mon duché de Cobourg-Gotha heureux. Telle puisse être la volonté divine.

GRANDE-BRETAGNE.

Discours prononcé par la Reine Victoria à l'ouverture du Parlement, le 16 février 1869.

Mylords et Messieurs,

J'ai recours à vos conseils au premier moment où cela m'est permis d'après les dispositions que l'on a dû prendre en conséquence de la retraite de la dernière administration, et c'est avec un intérêt tout spécial que je vous recommande de reprendre vos travaux à un instant où la branche populaire de la législature a eu l'avantage d'être élue sous le régime d'un système de suffrage fort élargi pour mon peuple loyal et fidèle.

Je suis en mesure de vous informer que mes relations avec toutes les puissances étrangères continuent à être des plus amicales, et j'ai la satisfaction de croire que ces puissances partagent franchement le désir dont je suis animée en faveur du maintien de la paix.

Ma sollicitude la plus vive sera toujours consacrée à un objet si important.

D'accord avec mes alliés, je me suis efforcée, en m'interposant d'une manière amicale, de régler le conflit qui s'est élevé entre la Turquie et la Grèce, et je me réjouis de voir que nos efforts combinés ont servi à empêcher une interruption sérieuse de la tranquillité dans le Levant.

Des négociations ont été entamées avec les États-Unis de l'Amérique du Nord, pour le règlement des questions qui affectent les intérêts et les relations internationales des deux pays ; et j'ai la vive espérance que le résultat de ces négociations pourra établir sur une

base solide et durable l'amitié qui devrait toujours exister entre l'Angleterre et l'Amérique. J'ai appris avec regret que des troubles ont éclaté dans la Nouvelle-Zélande et que, dans une localité, ils ont été accompagnés de circonstances atroces. J'ai la confiance que le Gouvernement colonial et la population ne manqueront ni d'énergie pour réprimer les soulèvements, ni de la prudence et de la modération qui, je l'espère, pourront empêcher leur retour.

Messieurs de la Chambre des communes, le budget des dépenses de la prochaine année financière vous sera soumis. Il a été dressé avec soin en ce qui concerne l'efficacité des services, et il présentera une diminution des charges gênant le pays.

Mylords et Messieurs,

Les besoins toujours croissants et les intérêts variés de l'empire donneront lieu de soumettre nécessairement à votre examen plus d'une question de politique générale.

La condition de l'Irlande me permet de croire que vous échapperez à cette nécessité, éprouvée par le dernier parlement; de restreindre les garanties de la liberté personnelle en Irlande par la suspension de l'acte *d'habeas corpus*.

Je vous recommande d'examiner attentivement le présent mode de fonctionnement des élections parlementaires et municipales et de voir s'il serait possible de créer de nouvelles garanties pour qu'elles s'opèrent avec tranquillité, en dehors de toute corruption et avec pleine liberté.

Il vous sera soumis une mesure législative ayant pour objet de soulager certaines classes de locataires de charges que font peser sur eux les impôts et qui semblent être susceptibles de remèdes.

Vous serez donc invités à diriger votre attention sur les bills relatifs à l'extension et au perfectionnement de l'éducation en Écosse et à disposer des revenus considérables des écoles subventionnées d'Angleterre d'une manière plus efficace pour les besoins de l'enseignement.

Une mesure sera introduite en vue d'appliquer le principe de la représentation au contrôle des taxes des comtés au moyen de l'établissement d'institutions financières pour chaque comté.

On vous proposera en même temps de revenir sur la question de la faillite en vue de répartir l'actif avec plus d'équité et d'abolir l'emprisonnement pour dettes.

L'organisation ecclésiastique de l'Irlande sera soumise très-prochainement à votre délibération, et la législation qu'il sera nécessaire d'établir pour la régler d'une manière définitive réclamera au plus haut degré la sagesse du Parlement.

Je suis persuadée que dans l'accomplissement de cette œuvre vous aurez les plus grands égards pour tous les intérêts légitimes auxquels touche cette question, et que vous serez constamment guidés par le désir de favoriser les intérêts de la religion en suivant les principes de l'équité et de la justice, afin d'assurer l'action de l'opinion publique en Irlande en faveur de la fidélité et de la loi, pour effacer le souvenir des anciennes dissensions et entretenir les sympathies d'un peuple affectionné.

Dans toutes les questions d'intérêt public et spécialement dans une question aussi importante, je demande au Tout-Puissant de ne pas cesser d'éclairer vos délibérations et de les amener à une heureuse issue.

CONFÉDÉRATION DE L'ALLEMAGNE DU NORD.

Note au Conseil fédéral pour motiver la mesure projetée d'un budget spécial par le ministère des affaires étrangères de la Confédération, en date de Berlin, le 22 février 1869.

La Confédération allemande du Nord est revêtue du caractère de personne morale au point de vue du droit international, à cause de son but qui consiste à protéger le territoire fédéral, à régler la législation en vigueur dans les limites de ce territoire, et à pourvoir au bien-être du peuple allemand, comme aussi en raison de ce que sa durée est illimitée, le pacte fédéral ne pouvant pas être dénoncé. C'est avec ce caractère international que la Confédération se trouve introduite dans les relations internationales par le fait que les ministres royaux prussiens sont accrédités près les cours et les Gouvernements étrangers en qualité de ministre de cette Confédération, que les ministres des États étrangers à la cour de Prusse sont accrédités près la Confédération, et enfin par le fait des nombreux traités internationaux qui ont été conclus.

Plus sont multiples et étendus les rapports internationaux dans lesquels la Confédération est entrée pendant le court intervalle de temps qui s'est écoulé depuis l'époque où elle a été fondée, et plus s'accroît son importante signification internationale. Une expérience journallement renouvelée dans l'expédition des affaires courantes prouve que cette signification est reconnue de la part de l'étranger, mais démontre en même temps l'insuffisance de l'organisation actuelle pour faire valoir l'importance de la Confédération dans toute sa plénitude.

C'est pourquoi la présidence fédérale juge nécessaire que les affai-

res politiques de la Confédération ne soient plus gérées dorénavant par une administration qui relève de l'un des États fédéraux, c'est-à-dire par le ministère des affaires étrangères prussien, — mais qu'elles soient dirigées par une administration propre à la Confédération, et que la représentation politique de la Confédération à l'étranger s'exerce, non plus comme une fonction accessoire par l'organe de fonctionnaires prussiens, mais par des fonctionnaires fédéraux.

En ce sens se trouve être fondée la motion faite par le parlement fédéral dans sa dernière session et qui tend à incorporer les dépenses générales de la représentation fédérale à l'étranger dans le budget de la Confédération pour l'exercice 1870. Le soussigné, chancelier de la Confédération du Nord, a l'honneur de proposer qu'il plaise au conseil fédéral de décider l'admission des devis budgétaires ci-anexés pour le ministère des affaires étrangères dans le budget de la Confédération de l'année 1870.

Le soussigné croit à peine nécessaire de faire observer que la présente proposition ne porte aucunement atteinte au droit de chacun des illustres gouvernements fédéraux à une représentation diplomatique spéciale.

Signé : DE BISMARCK.

CONFÉDÉRATION DE L'ALLEMAGNE DU NORD.

Discours du Roi à l'ouverture du Reichstag, le 4 mars 1869.

Honorables membres du Reichstag de la Confédération de l'Allemagne du Nord ! La dernière fois que je vous vis réunis autour de moi, j'exprimai la confiance que les fruits de vos travaux viendraient à bien dans notre patrie, grâce aux bienfaits de la paix. Je me réjouis de ce que cette confiance n'a pas été trompée, et, tout en vous saluant ici aujourd'hui au nom des gouvernements confédérés, je jette un regard de satisfaction en arrière vers un temps pendant le cours duquel l'organisation de la Confédération s'est pacifiquement développée en se fortifiant et se consolidant.

Dans l'intérieur de la Confédération, la liberté de s'établir, la liberté du mariage et de l'industrie ont fait pénétrer dans la vie du peuple les idées nationales qui servent de base à la Confédération. Un règlement industriel qui vous est soumis et une loi sur les maisons d'assistance qui est actuellement l'objet de l'examen du conseil fédéral assureront un plus grand développement à cette pensée. Il sera également fait appel à votre coopération pour l'établissement

d'instituts de droit commun. Conformément à vos désirs, on vous soumettra une loi restreignant la saisie des salaires, et une autre introduisant un code commercial et un règlement des lettres de change comme lois fédérales. Se rattachant à ce code, il y a un projet de loi déposé par le Gouvernement royal de Saxe pour l'établissement d'une haute cour de commerce.

Une loi sur l'assistance judiciaire doit, autant que cela sera possible avant publication d'un règlement commun de procédure civile et criminelle, remplir une promesse exprimée dans la constitution. Une loi électorale pour le Reichstag de la Confédération allemande du Nord est destinée à remplacer les diverses lois électorales par une loi commune, conformément à l'article 20 de la constitution, et assurera ainsi une marche égale dans tout le territoire fédéral. Les relations des fonctionnaires fédéraux, qu'il a déjà été question de régler dans votre dernière session, feront l'objet d'une proposition. L'exécution des lois votées dans le courant de la dernière session, et quelques besoins qui se sont manifestés depuis l'établissement du budget fédéral pour 1869, ont nécessité à ce budget un supplément qui sera soumis à votre approbation.

Le projet de budget pour 1870, qui fera un des objets principaux de vos délibérations, réclame une augmentation de ressources pour la Confédération. Les allégements procurés au commerce par la suppression ou la diminution des droits de douane et par l'abaissement des ports de lettres ont eu pour résultat des diminutions dans les recettes ; et ces diminutions devront être compensées si vous voulez surmonter les difficultés que prépare au budget de chacun des États fédéraux la production inégale de l'échelle réglant les contributions matriculaires. Je compte sur votre coopération aux projets qui vous seront soumis pour détourner ces dangers.

Quant aux relations de la Confédération avec l'étranger, le règlement des communications postales internationales a fait de nouveaux progrès. Il vous sera soumis des conventions postales avec les Pays-Bas, l'Italie, la Suède et les Principautés unies du Danube. L'organisation des consulats fédéraux sur base de la loi délibérée dans votre première session approche de son achèvement. Une convention consulaire avec l'Italie doit, par addition à cette loi, assurer par traité les attributions des consuls des deux nations. Pour procurer à l'administration consulaire de la Confédération l'accord dans les affaires avec la direction des relations extérieures, et pour exprimer l'unité politique de l'Allemagne du Nord dans la forme qui répond à sa constitution et à son importance internationale, il a été porté dans le budget de 1870, conformément à vos propositions, les dépenses nécessaires pour la direction de la politique extérieure de la Confédé-

ration et pour sa représentation à l'étranger. Le premier devoir de cette représentation sera aussi à l'avenir de maintenir la paix avec tous les peuples qui savent, comme nous, apprécier ses bienfaits. L'accomplissement de ce devoir sera facilité par les relations amicales qui existent entre la Confédération de l'Allemagne du Nord et toutes les puissances étrangères, et qui, tout récemment, se sont de nouveau confirmées par la solution pacifique de la question qui menaçait le repos de l'Orient.

Les délibérations et le résultat de la conférence de Paris ont témoigné des efforts sincères faits par les puissances européennes pour prendre sous leur protection commune les bienfaits de la paix, qu'elles considèrent comme un trésor commun à toutes. Ma nation peut donc en toute confiance croire à la durée de cette paix, que les gouvernements étrangers n'ont pas l'intention et que les ennemis de l'ordre n'ont pas le pouvoir de troubler.

Allez avec cette confiance, honorables membres du Reichsrath, à vos travaux, et continuez-les dans l'esprit qui jusqu'ici a présidé à vos délibérations : vous avez conscience de la grande tâche nationale qui s'impose à la Confédération ; soyez assurés que les gouvernements confédérés coopéreront avec joie à la solution de cette tâche.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

**Proclamation du général Grant, président des États-Unis,
en entrant en fonctions, le 4 mars 1869.**

Citoyens, vos suffrages m'ont élu président. J'ai prêté le serment prescrit par la constitution sans arrière-pensée et avec le dessein de remplir du mieux que je pourrai la mission qui m'a été confiée.

Je comprends la responsabilité de mon poste, mais je l'accepte sans crainte. Le poste qui m'a été confié, je ne l'ai pas sollicité.

Lorsque je le croirai convenable, je ferai connaître au Congrès mes vues sur les grandes questions.

J'apposerais mon veto pour rejeter les mesures auxquelles je suis opposé ; mais toutes les lois seront fidèlement exécutées, qu'elles aient mon approbation ou non. J'aurai une politique à recommander, mais je n'en aurai aucune à opposer à la volonté du pays.

Les lois doivent dominer tous ceux qui les approuvent comme ceux qui y sont contraires.

Je ne connais pas de mode plus efficace d'assurer le rappel des lois nuisibles que leur stricte exécution.

Beaucoup de questions seront soulevées dans le cours des quatre années prochaines. Il est désirable qu'elles soient appréciées avec calme et sans préjugé, le plus grand bonheur du plus grand nombre étant le but à atteindre. Ce but exige la sécurité pour les individus, pour les biens et pour les opinions politiques et religieuses dans tout le pays.

Toutes les lois, pour arriver à ce but, seront l'objet de constants efforts en vue de la mise en vigueur des dispositions tendant à consolider l'union.

Une grande dette a été contractée. Nous devons songer à la liquider et à revenir au payement en espèces, aussitôt que nous le pourrons, sans porter atteinte aux droits des créanciers ni à l'intérêt général du pays.

Pour sauvegarder l'honneur national, chaque dollar de la dette du gouvernement doit être remboursé en or, à moins qu'il n'en ait été spécifié autrement lors de la conclusion du contrat.

Nous estimons qu'il ne doit pas être répudié un seul centime de la dette publique. Ce principe admis contribuera grandement à augmenter notre crédit, qui doit être le premier dans le monde, et qui nous permettra finalement de convertir notre dette en bons et de payer des intérêts moins élevés que nous payons maintenant.

A cela doivent s'ajouter la perception fidèle des revenus de l'Etat, la stricte comptabilité du trésor pour tout dollar reçu et la plus grande économie possible. Qui doute de la possibilité de payer chaque dollar plus aisément que nous ne payons maintenant un luxe inutile ?

Le commerce est languissant, il doit être relevé et l'industrie encouragée. Les jeunes gens de ce pays ont un intérêt particulier à maintenir l'honneur national.

Un instant de réflexion sur notre future influence prépondérante parmi les nations doit inspirer à l'orgueil national les moyens de payer la dette publique. La reprise du payement en espèces est moins importante que l'adoption de ces moyens.

Des dispositions législatives à ce sujet ne sont pas actuellement nécessaires, il n'y a même pas lieu de les conseiller en ce moment; mais il faudra le faire lorsque la loi civile aura été entièrement rétablie dans tout le pays, et que le commerce aura repris son activité habituelle.

Je m'efforcerai d'exécuter les lois de bonne foi, afin d'assurer la perception et la répartition exacte des revenus de l'impôt.

Je ferai tout mon possible pour nommer des hommes imbus de cette idée.

En ce qui concerne la politique étrangère, j'agirai à l'égard des na-

tions comme la loi demande que les individus agissent les uns à l'égard des autres. Partout où flottera le drapeau américain, je protégerai les citoyens qui respectent la loi, Américains ou étrangers, lorsque leurs droits seront menacés. Je respecterai les droits de tous les pays et je demanderai que les nôtres soient respectés. Si quelques pays oubliaient leurs devoirs dans leurs relations avec nous, nous pourrions les contraindre à les respecter.

La politique à suivre à l'égard des Indiens mérite un mûr examen. Je serai favorable à toute mesure tendant à les civiliser, à les convertir au christianisme, à les rendre citoyens américains.

J'espère et je désire l'adoption de l'amendement à la constitution concernant le suffrage.

Je demande la paix, l'indulgence, la patience les uns envers les autres dans tout le pays. Je demande aussi que tous les citoyens fassent des efforts énergiques pour cimenter notre heureuse union, et j'adresse des prières à Dieu pour qu'il nous aide à atteindre ce but.

PRUSSE.

Discours du comte de Bismarck pour la clôture des Chambres prussiennes, le 6 mars 1869.

Illustres, nobles et honorés membres des deux Chambres de la Diète, S. M. le Roi a daigné me charger de clore en son nom la session des deux Chambres de la Diète de la monarchie. Par les délibérations et les résultats de cette session, la confiance que Sa Majesté avait exprimée lors de son ouverture a été justifiée. Le Gouvernement de l'État peut exprimer la conviction que la conciliation d'opinions contraires, mais également autorisées, et par suite l'aplanissement de difficultés inséparables de la vie parlementaire se sont opérés dans la présente session dans une proportion qui annonce un progrès décidé de notre développement constitutionnel.

Le Gouvernement de Sa Majesté est satisfait de voir que la Diète a voté le budget, après examen approfondi, presque sans rien y retrancher, et adopté les moyens extraordinaires nécessaires pour couvrir complètement les dépenses. Le Gouvernement veillera à l'exécution du budget avec une économie et une attention conscientes, et prendra à l'avenir pour règle de conduire la nécessité du rétablissement de l'équilibre entre les dépenses et les recettes. Le Gouvernement vous transmet les remerciements de S. M. le Roi pour avoir

approuvé la loi qui règle le différend avec la ville de Francfort, et mis ainsi le Gouvernement à même de terminer cette affaire d'une manière qui répond aux sentiments paternels de Sa Majesté. Les projets relatifs à l'amélioration de l'administration de la justice, et à la communauté de législation pour toutes les parties de la monarchie, ont obtenu en partie l'approbation des deux Chambres.

Le Gouvernement espère obtenir dans la prochaine session un accord complet pour d'autres réformes également désirables. Par vos efforts et votre activité, il a en outre été possible d'introduire des perfectionnements notables dans la législation provinciale. Les efforts du Gouvernement pour procurer ainsi à ces provinces la réalisation de leurs vœux, sans nuire aux intérêts généraux, ont trouvé dans les deux Chambres un appui empressé. Si les délibérations sur le terrain de l'instruction publique n'ont pas abouti, le Gouvernement croit d'autant plus de son devoir de profiter, pour éclaircir la question, du temps qui s'écoulera jusqu'à la session prochaine, afin de pouvoir se présenter devant la Diète avec un projet plus vaste. Relativement au développement de l'organisation de nos corporations, le Gouvernement n'a pas pu soumettre en cette session le projet de loi qui est à l'étude ; mais les délibérations confidentielles qui ont paru désirables à cause de l'étendue et des nombreuses difficultés d'une solution satisfaisante de cette question, autorisent l'espoir que, dans la prochaine session, l'on arrivera à une entente qui satisfera les intérêts du pays.

Au nom de S. M. le Roi, je déclare close la session des deux Chambres de la Diète.

RUSSIE.

Circulaire du prince Gortchakoff aux Agents diplomatiques de l'Empereur à l'étranger au sujet des congés aux fonctionnaires diplomatiques, en date de Saint-Pétersbourg, le 4 avril 1869.

Une décision du Conseil de l'Empire, sanctionnée par S. M. l'Empereur le 10 mars 1869, établit les règles suivantes au sujet des congés aux fonctionnaires des ambassades, des légations et des consulats, ainsi que des indemnités dues pour exercice temporaire de fonctions dans ces institutions.

1^o Pour ce qui concerne les immunités dont ils jouissent lorsqu'il leur est accordé des congés, les fonctionnaires du Ministère des Af-

faires étrangères servant à l'étranger se divisent en quatre catégories. A la première appartiennent ceux qui servent en Europe à l'exception de l'Italie, de l'Espagne, du Portugal, de la Grèce et de la Turquie ; à la seconde, ceux qui servent en Italie, en Espagne, en Portugal, en Grèce, dans la Turquie d'Europe, en Égypte, dans la Turquie d'Asie (à l'exception de Bagdad et d'Erzeroum), et dans l'Amérique septentrionale ; à la troisième, ceux qui servent à Bagdad, à Erzeroum, en Perse, dans l'Asie centrale et dans la Chine occidentale ; à la quatrième, ceux qui servent dans le reste de la Chine, au Japon et dans l'Amérique du Sud.

2° Quelle que soit la catégorie à laquelle il appartient, chaque fonctionnaire du Ministère des Affaires étrangères servant à l'étranger peut jouir chaque année d'un congé de vingt-neuf jours en conservant les deux tiers de ses émoluments.

3° Celui qui n'aura pas pris de congé pendant une ou plusieurs années pourra en obtenir un, avec conservation de la même quotité de ses émoluments (art. 2), pour autant de mois qu'il aura servi d'années à l'étranger sans prendre de congé, à condition que la durée des congés ainsi accordés ne dépassera pas *trois mois* pour les fonctionnaires de la première catégorie, — *quatre mois* pour ceux de la seconde, — *six mois* pour ceux de la troisième et *huit mois* pour ceux de la quatrième.

4° Le temps indispensable pour faire le voyage à Saint-Pétersbourg et pour retourner à leur poste ne sera pas compté dans la durée du congé accordé (art. 3) aux fonctionnaires des seconde et troisième catégories qui auront servi trois ans sans congé, non plus qu'à ceux de la quatrième catégorie qui auront servi quatre ans sans congé.

5° En cas où ils obtiendront des congés conformément aux dispositions de l'article 3, les fonctionnaires des troisième et quatrième catégories qui auront servi *cinq ans* au moins sans congé recevront pour leurs frais de voyage à Saint-Pétersbourg et retour à leur poste l'indemnité fixée à cet effet pour les courriers du Ministère des Affaires étrangères.

6° Le Ministère des Affaires étrangères est autorisé à délivrer des congés même pour des délais plus longs que ceux fixés par l'article 3, mais sans traitements et sans indemnités (articles 4 et 5). Toutefois, la durée de ces congés ne pourra dépasser *quatre mois* pour les fonctionnaires de la première catégorie, — *six mois* pour ceux de la seconde, — *huit mois* pour ceux de la troisième, — et *onze mois* pour ceux de la quatrième.

7° Le temps des congés accordés en vertu des articles 3 et 6 sera compté comme service actif.

8° Les règles édictées aux articles 1 à 7 ne sont point applicables

aux chefs des ambassades et légations, pour lesquels on se conformera aux dispositions ci-dessous : *a*, lorsqu'ils obtiendront un congé de plus de vingt-neuf jours, ils jouiront pendant sa durée de la moitié de leurs appointements ; *b*, si, par un motif quelconque, la totalité de leurs appointements leur a été conservée pendant la durée de leur congé, il sera fait sur ces appointements retenue d'une indemnité supplémentaire (art. 9) en faveur de celui qui sera temporairement chargé des fonctions de chargé d'affaires. Les chefs de légation dont les appointements ne dépassent point dix mille roubles par an seront seuls exemptés de l'application de cette retenue (§ *b*).

9^o Celui qui remplit temporairement les fonctions de chargé d'affaires recevra, en sus de son traitement ordinaire, une indemnité supplémentaire, comme suit : *a*), pour Athènes, Constantinople, Téhéran et Pékin, cette indemnité sera réglée chaque fois par ordre de S. M, l'Empereur ; *b*) pour Berlin, Vienne, Londres et Paris, elle sera de quinze roubles par jour; dans les autres villes, de dix roubles par jour, sauf pour les fonctionnaires remplaçant des chefs de légation dont les appointements ne dépassent pas dix mille roubles par an ; dans ces cas, l'indemnité supplémentaire sera réglée par le Ministère et ne devra pas s'élever à plus de sept roubles par jour.

10^o Les fonctionnaires, autres que ceux désignés en l'article 9, qui géreront par ordre du Ministère des postes quelconques à l'étranger, recevront en sus de leurs traitements permanents, le tiers de ceux attribués à l'emploi qui leur est temporairement confié. S'ils ne jouissaient pas personnellement d'appointements, on leur en assignera un, qui ne devra pas dépasser celui du poste dont ils remplissent temporairement les fonctions.

11^o Les emplois de fonctionnaires des chancelleries consulaires en Orient peuvent être temporairement occupés par des écrivains drogmans loués à cet effet, dont les appointements ne devront pas dépasser le tiers du taux fixé pour ces emplois par le tableau du personnel.

12^o Les dépenses effectuées en vertu des articles 8 à 11 sont ordonnancées sur les fonds alloués par les budgets pour l'entretien du personnel des institutions à l'étranger et simultanément sur les retenues dont sont passibles les fonctionnaires en congé, retenues qui, par conséquent, ne font pas retour au trésor,

13^o Le Ministre des Affaires étrangères est autorisé à régler les détails d'application des présentes dispositions et à décider les questions et doutes qui pourraient s'élever à propos de leur mise à exécution.

Signé : GORTCHAKOFF.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Message du président Grant au Congrès, au sujet de la reconstitution politique des États de Virginie, de Mississippi et de Texas, en date de Washington, le 7 avril 1869.

Bien que je sache que le temps pendant lequel le Congrès se propose de rester en session est très-limité et que son intention est, pour autant que les intérêts publics le permettent, de ne pas s'engager dans les questions de législation générale, il est une question qui concerne si directement le bien-être du pays que je crois de mon devoir d'appeler sur elle l'attention.

Je ne doute pas que vous ne soyez d'avis comme moi qu'il est désirable de rétablir dans leurs propres relations avec le Gouvernement et le pays les États engagés jadis dans la rébellion. Cela devrait se faire aussitôt que leurs citoyens seront disposés à former des États paisibles et amis de l'ordre, et à adopter et à maintenir des Constitutions et des lois capables de garantir l'égalité des droits civils et politiques à toutes les personnes qui s'y trouvent.

L'autorité des États-Unis, qui a été rétablie par le pouvoir militaire, doit sans aucun doute continuer à protéger efficacement tous les citoyens dans le plein exercice de la liberté et de la sécurité qui sont le but d'un Gouvernement républicain. Mais dès que le peuple d'un État rebelle est prêt à travailler de bonne foi à l'accomplissement de cet objet d'accord avec l'autorité constitutionnelle du Congrès, il est certainement désirable que toutes les causes de mécontentement soient écartées le plus promptement possible, afin qu'une union plus parfaite soit établie, et que le pays soit rendu à la paix et à la prospérité.

La Convention du peuple de la Virginie, réunie à Richmond le 3 décembre 1867, a élaboré pour cet État une Constitution qu'elle a ensuite adoptée le 17 avril 1868.

Je désire appeler respectueusement l'attention du Congrès sur l'opportunité de pourvoir par une loi à une élection qui aurait lieu dans cet État en mai ou en juin, sous la direction du commandant militaire du district, et dans laquelle la question de l'adoption de la nouvelle Constitution serait soumise aux citoyens. Si cette mesure était prise, je recommanderais qu'un vote spécial fût autorisé sur telles clauses qu'on pourrait désigner.

En même temps et sous la même direction il pourrait y avoir une élection des fonctionnaires d'État. Ensuite ladite Constitution ou telle

partie qui aurait été adoptée par le peuple serait soumise au Congrès le premier lundi de décembre prochain, afin que, si elle était approuvée, on pût prendre les mesures nécessaires pour rétablir l'État de Virginie dans ses propres relations avec l'Union.

Je suis porté à faire cette recommandation par l'espoir que j'ai de voir le peuple virginien coopérer avec le Gouvernement national pour remettre aussitôt que possible cet État dans une position telle que l'égalité des droits devant la loi y soit établie et maintenue, comme le dit la déclaration de l'indépendance, dans les propres mots d'un des fils les plus illustres de la Virginie.

Je désire aussi appeler l'attention du Congrès sur la question de savoir si on n'est pas autorisé à croire que la Constitution oubliée par une Convention du peuple du Mississippi et rejetée par le vote populaire ne pourrait pas, si elle était soumise au peuple de la même manière, être rejetée de nouveau.

Signé : U.-S. GRANT.

BAVIÈRE.

Circulaire du prince de Hohenlohe aux Légations du Roi à l'étranger, au sujet de la réunion du prochain Concile à Rome, en date de Munich, le 9 avril 1869.

Monsieur,

Aujourd'hui on prévoit avec certitude que le concile œcuménique indiqué par S. S. le Pape Pie IX aura lieu en décembre, à moins que des événements imprévus ne surviennent. Sans doute un très-grand nombre d'évêques de toutes les parties du monde y assisteront, et il sera plus nombreux qu'aucun des précédents, et partant il revendiquera aussi, dans l'opinion publique du monde catholique, la haute portée et l'autorité qui reviennent à un concile œcuménique.

Il n'y a pas à penser que le concile s'occupera de questions du domaine exclusif de la foi et de matières purement théologiques, car il n'existe pas aujourd'hui de questions de ce genre qui exigent une solution du concile. Comme je l'apprends de source certaine, la seule matière dogmatique que Rome désire voir décidée par le concile, et pour laquelle les jésuites s'agitent aujourd'hui en Italie, en Allemagne et ailleurs, est la question de l'inaffabilité du Pape. Mais cette question dépasse de beaucoup le terrain religieux et est d'un caractère éminemment politique (*hochpolitischer natur*), parce que le pouvoir

des Papes sur tous les princes et les peuples (les séparés y compris) dans les questions séculières se trouverait ainsi décidé et élevé à la hauteur d'une loi de la foi.

Si cette question, extrêmement importante et grosse de conséquences, est très-propre à attirer sur le concile l'attention de tous les gouvernements qui ont des sujets catholiques, leurs intérêts, ou, pour mieux dire, leurs appréhensions doivent considérablement augmenter dès qu'ils observent l'organisation des commissions formées à Rome pour les travaux préliminaires, qui sont déjà entrées en action. C'est-à-dire qu'il y a parmi elles une commission qui n'a à s'occuper que de matières politico-religieuses (*Staatskirchlichen*). Il est donc hors de doute que la cour romaine a l'intention de faire arrêter au moins quelques décisions sur des matières politico-religieuses ou sur des questions mixtes par le concile. A cela il faut ajouter que la revue rédigée par les jésuites romains, *la Civiltà cattolica*, à laquelle, par un bref spécial, Pie IX a accordé le caractère d'un organe officieux de la Curie, a désigné tout récemment au concile la tâche de changer les condamnations du *Syllabus* pontifical du 8 décembre 1864 en décisions positives. Comme les articles du *Syllabus* sont dirigés contre plusieurs axiomes de la vie politique telle qu'elle s'est développée chez tous les peuples civilisés, les gouvernements doivent se poser cette grave question : Comment et dans quelles formes ils pourraient prévenir soit les évêques soumis à eux, soit plus tard le concile lui-même, sur les stutes fort graves qu'une telle atteinte, une telle destruction calculée et fondamentale des rapports actuels entre l'Église et l'État doivent entraîner? Ici se pose la deuxième question : S'il ne serait pas conforme au but que les gouvernements, peut-être par leurs représentants à Rome, présentassent en commun une protestation ou déclaration contre les décisions qui, sans y faire prendre part les représentants du pouvoir civil, sans communication préalable, pourraient être prises par le concile sur des questions politico-religieuses ou sur des matières mixtes?

Il nous paraît absolument nécessaire que les gouvernements intéressés cherchent à établir une entente mutuelle sur cette grave question.

Jusqu'ici j'avais attendu pour voir si l'on ne prendrait pas quelque part l'initiative ; mais comme il n'en a rien été et que le temps presse, je me vois contraint de vous charger de parler de cette question au gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité, afin d'obtenir des renseignements sur ses intentions et ses dispositions au sujet de cette question importante.

En le faisant, vous poserez la question : Ne faudrait-il pas que les États européens prissent une mesure commune, quoique non collec-

tive, et dans une forme plus ou moins identique, pour ne pas laisser la Cour Romaine dans l'incertitude sur l'attitude qu'ils prendront vis-à-vis du concile; ou si une conférence de représentants de tous les gouvernements intéressés ne serait pas le meilleur moyen pour se concerter sur l'attitude commune?

Si on le désire, vous laisserez copie de la présente dépêche et vous m'informerez le plus tôt possible de l'accueil qui lui aura été fait.

Recevez, etc.

Signé : HOHENLOHE.

HONGRIE.

Discours du Roi à l'ouverture de la session du nouveau Parlement de Pésth, le 24 avril 1869.

Messieurs les Magnats et Députés,

Je vous salue avec joie, à l'ouverture de cette nouvelle session législative; je vous salue avec une joie d'autant plus vive que j'éprouve plus profondément le besoin de votre sage et vigoureux appui pour que les grandes tâches qui nous incombent puissent recevoir le plus tôt possible une heureuse solution.

Bien que le dernier Parlement ait, par la solution de questions de droit public qui étaient restées en suspens pendant des générations, créé une base sûre pour la continuation des travaux parlementaires, devenue ainsi plus facile, il reste à accomplir encore bien des choses qui sont les conditions nécessaires d'un plus bel avenir; et c'est à la présente session législative qu'il appartient de pourvoir aux plus grands et aux plus pressants de ces besoins.

Une situation favorable au point de vue du droit public n'est qu'une des garanties — garantie insuffisante d'ailleurs par elle-même — des destinées des nations : la garantie principale et décisive sous ce rapport, sans laquelle le meilleur droit public ne saurait produire des résultats durables, réside dans le développement intérieur de la nation.

Le développement de cette force vitale dépend des réformes à l'intérieur.

Voilà le terrain qui vous est assigné par les intérêts du pays.

Votre mission consiste à consacrer promptement et résolument les forces de la nation à la grande œuvre de la transformation inférieure; à réparer les omissions causées par les événements, à rompre avec les traditions du passé qui sont inconciliaires avec le progrès mo-

derne; à modifier les institutions du pays conformément à l'esprit de l'époque et aux besoins du nouvel ordre de choses; à augmenter sous tous rapports l'autorité morale et matérielle de la nation, pour qu'elle soit à même d'occuper dignement, comme un des gardiens des éléments de la civilisation occidentale, la place qu'elle a prise parmi les États en vertu de son nouveau droit public.

Mon gouvernement ne tardera pas à demander, dans ce sens, le concours de votre activité.

C'est avant tout l'importante question de l'administration de la justice que je recommande à votre sérieuse attention.

Une administration bonne, prompte et impartiale de la justice fait partie des premiers besoins d'un État bien organisé.

Il est donc nécessaire que, d'une part, celui à qui est confié l'exercice de l'important pouvoir judiciaire soit entouré, vis-à-vis de l'individu comme vis-à-vis de la puissance publique, de toutes les garanties d'indépendance, et que, d'autre part, chacun soit à l'abri d'abus de pouvoir de l'autorité judiciaire.

En conséquence, mon gouvernement vous soumettra des propositions relatives à l'exercice du pouvoir judiciaire et à la responsabilité des juges.

A ces propositions se rattache le projet de loi de l'organisation des tribunaux de première instance, qui stipule que les organes des tribunaux de première instance devront avoir des sièges fixes, et que ces sièges une fois déterminés selon le chiffre de la population et des transactions publiques, chacun devra être sûr de trouver promptement l'assistance judiciaire dont il pourra avoir besoin.

Plus tard, on soumettra à vos délibérations constitutionnelles le projet d'une loi pénale qui placera les hauts intérêts de l'ordre social, ainsi que la sûreté personnelle de l'individu, sous la protection de règles précises et organiques. Ce projet est destiné à remplacer les lois défectueuses et vagues, jusqu'ici en vigueur, et à mettre fin à une pratique judiciaire pénale indécise.

Dans les régions supérieures du gouvernement, le principe de la responsabilité a été appliqué, pendant que dans les régions inférieures de l'administration publique nous rencontrons encore les institutions de l'ancien système.

Cette différence est une des causes naturelles de la marche lente des affaires, ainsi que de ces collisions qui surgissent de temps à autre, au préjudice des intérêts les plus importants entre le gouvernement municipal et les municipes.

Par suite, une de vos principales tâches consistera à transformer cette partie de l'organisation municipale qui, en raison des changements survenus dans la situation et des enseignements résultant de

l'expérience, ne peut plus être maintenue. Cette transformation aura à s'opérer de telle sorte que les principes de l'autonomie administrative soient mis en harmonie avec les principes de la responsabilité, et que, par là, l'accord indispensable entre le gouvernement central et tous les organes de l'administration soit assuré.

Les lois de 1848 ont donné pour base à la législation, au lieu de l'ancienne représentation des États, la représentation du peuple; mais elles ont laissé intacte l'organisation de la chambre des magnats. L'une des tâches essentielles de votre activité créatrice sera de transformer la composition de la chambre des magnats de manière à l'approprier à la situation actuelle, tout en sauvegardant les avantages qui, au point de vue d'un progrès sûr et étranger à toute précipitation, résultent de l'existence d'une première Chambre issue de l'histoire de la nation et intimement liée aux plus graves intérêts de la Hongrie.

Les lois en vigueur actuellement contiennent de grandes garanties en faveur de la liberté de la presse.

Tout en maintenant intégralement ces principes, vous devrez veiller à ce qu'il soit remédié le plus tôt possible aux défectuosités de la loi sur la presse, qui ont été constatées par la pratique.

De même le règlement du droit d'association et de réunion est urgent, afin que ce droit fondamental du constitutionalisme soit placé sous la protection et dans les limites des lois, et que la ligne de démarcation du droit et du devoir de surveillance du Gouvernement soit tracée avec précision.

Le dernier Parlement a voté une loi concernant le rachat de la dîme sur les vins. Le présent Parlement aura pour tâche de faire disparaître — sur la base des principes d'une saine économie nationale, — les autres restes du régime féodal tout en sauvegardant pleinement la sainteté de la propriété.

Par la loi sur les écoles primaires, le dernier Parlement a étendu à tout le monde les bienfaits de l'instruction. Mais cette loi ne fait que poser les bases du système de l'enseignement public, et les intérêts les plus importants de la nation exigent aussi impérieusement le règlement de l'enseignement supérieur à l'aide duquel les citoyens peuvent acquérir les connaissances spéciales conformes aux exigences de l'époque et aux besoins sociaux du pays.

Mon gouvernement vous soumettra donc des projets de loi relatifs à la réorganisation des écoles professionnelles et des écoles moyennes d'humanités ainsi que de l'Université et de l'École polytechnique.

Vous aurez à approuver, par voie constitutionnelle, dans le sens de l'article législatif XVI de 1867, plusieurs traités internationaux passés avec les États étrangers.

Il est absolument indispensable de régler la situation industrielle,

au sujet de laquelle nous n'avons pas de lois, ou du moins des lois fort défectueuses.

De plus, l'essor de l'esprit d'entreprise et l'heureux développement du commerce exigent que les entreprises par actions soient réglées par une nouvelle loi qui réponde aux progrès de l'économie publique.

Relativement à ces deux objets et à quelques autres mesures ayant pour but de protéger et d'augmenter la fortune publique, mon gouvernement vous soumettra les propositions nécessaires.

Vous aurez à vous occuper de projets de lois sur la concession de plusieurs lignes de chemins de fer, puis sur le règlement des travaux publics et sur les prises d'eau. Ces projets donneront, par leurs résultats pratiques, un nouveau développement au trafic et au bien-être matériel.

Votre activité constitutionnelle s'étendra aussi légalement au projet de budget. En votant ce projet, vous veillerez, j'en suis convaincu, à ce que, grâce à une sage économie, l'équilibre soit maintenu le plus possible dans le budget, et à ce que les finances du pays soient réglées sur des bases solides.

A cette occasion, je suis obligé d'appeler votre attention sur la nécessité de procéder à la réforme des impôts qui constitue un des principaux éléments de la prospérité matérielle du pays.

Les débats parlementaires vous fourniront en même temps une occasion favorable de resserrer, par les sentiments vivaces de l'affection et de l'attachement, le lien que le dernier Parlement a rétabli entre la Hongrie, d'une part, et la Croatie et la Slavonie, d'autre part, et de vous partager fraternellement, en vertu de l'arrangement conclu avec la Croatie, le fardeau et la gloire des travaux législatifs dont dépendent la prospérité et la grandeur commune de tous les pays de la couronne de Saint-Étienne.

Messieurs les Magnats et Députés,

Vous vous trouvez en présence de toutes les difficultés d'une importante période de transition.

Outre les tâches déjà mentionnées, quantité d'autres attendent de vous une solution.

Renoncer à toutes les traditions du passé devenues surannées et, en même temps, créer des institutions conformes aux nouvelles idées, voilà la tâche double et indivisible que vous devez accomplir.

Pour éclairer la situation, il vous faudra faire de grands efforts et dépenser beaucoup de temps; les difficultés s'accroissent non-seulement en vertu d'un attachement excessif aux souvenirs du passé, d'où vient qu'on défend aussi ce qui n'est plus capable de vivre et qu'on

entrave ainsi les réformes, mais aussi en vertu de cette précipitation qui ne veut pas compter avec les circonstances et menace de couvrir de ruines et de rendre inaccessible le terrain sur lequel il s'agit de construire.

Mais le sens droit et la modération de la nation, ainsi que votre sagesse, feront certainement découvrir, entre les deux extrêmes, la bonne voie qui doit nous assurer les bienfaits d'un temps meilleur.

Les relations amicales dans lesquelles nous sommes avec les puissances étrangères permettent de compter fermement que la paix et la tranquillité, nécessaires pour l'exécution des réformes intérieures, ne seront pas troublées.

Que Dieu guide vos efforts !

Puissiez-vous, sous le poids des travaux, vous fortifier par la pensée que c'est le bonheur des générations qui repose dans vos mains et que, bien qu'à de pareilles époques le dévouement patriotique trouve rarement sa récompense dans le présent, vous serez d'autant plus sûrs de recueillir l'éternelle reconnaissance que l'avenir portera de génération en génération aux infatigables auteurs de cette grande œuvre de transformation.

Sur ce, je déclare ouvert le présent Parlement.

PORUGAL.

Discours du Roi à l'ouverture des Chambres, le 27 avril 1869.

Dignes Pairs du royaume et Messieurs les Députés de la nation portugaise,

Un incident parlementaire arrivé en janvier dernier, troublant l'harmonie entre les pouvoirs de l'État, a été cause que la volonté nationale a eu de nouveaux conseillers. Maintenant qu'il m'est donné de voir groupés autour de mon trône les représentants de la nation, j'ai pour agréable de leur témoigner le plaisir que j'éprouve et la confiance qui m'est inspirée par leur efficace coopération, afin de pouvoir résoudre les graves questions intimement liées aux intérêts de l'Etat.

Nos relations d'amitié avec les puissances étrangères continuent d'être inaltérables, et nous pouvons ainsi, libres de toute préoccupation à l'occasion de complications extérieures, consacrer nos efforts aux améliorations du pays, dans les diverses branches du service public, et fortifier la nation dans son indépendance et sa prospérité.

L'ordre et la tranquillité publique ont été généralement maintenus. Toutefois, un acte d'insubordination a éclaté hors de la capitale parmi les troupes destinées à l'expédition de Zambezia. Les dispositions adoptées avec promptitude par le gouvernement ont réduit, sans aucun conflit, les mutins à l'obéissance.

Outre les mesures décrétées par les divers ministères en vertu de l'autorisation octroyée par la loi du 9 septembre 1868 qui vous seront présentées, mon gouvernement a cru indispensable de décréter certaines dispositions de nature législative depuis longtemps exigées par l'opinion publique, tendantes finalement à réduire les dépenses de l'État et à recourir à des opérations financières d'impérieuse nécessité. Seront soumis à votre examen et à votre appréciation les décrets respectifs, avec un projet de loi, afin que le gouvernement soit relevé du pouvoir extraordinaire qu'il a assumé.

L'état des finances publiques exige votre plus sérieuse et plus scrupuleuse attention. Nonobstant les importantes réductions décrétées par le gouvernement, le défaut d'équilibre entre les recettes et les dépenses inspire la plus constante sollicitude.

Mon gouvernement vous présentera les mesures calculées pour le paiement de la dette flottante extérieure et intérieure, et pour couvrir le déficit de l'année économique actuelle et de la suivante.

J'espère aussi que vous donnerez votre attention aux propositions pour l'augmentation des recettes publiques, tâchant, autant que possible, de répartir l'impôt également sur tous les citoyens.

Outre ces graves questions, qui appellent surtout la plus prompte solution, mon gouvernement vous présentera des propositions tendantes à une meilleure organisation des services publics touchant laquelle le temps n'a pas permis d'adopter des dispositions.

Dignes Pairs du royaume et Messieurs les Députés de la nation portugaise ,

L'exposé général de l'état qui a été présenté à l'époque déterminée dans l'acte additionnel à la Charte a besoin d'importantes rectifications résultant des mesures déjà adoptées, et de la nouvelle forme que devront prendre les charges du Trésor.

Ces modifications devront être présentées, et d'après ce relevé, vous apprécierez quels sont les sacrifices à demander à la nation.

Je ne doute pas qu'elle ne s'emprise de les faire, alors que le gouvernement lui a démontré par ses actes qu'il a pour système invariable la plus rigoureuse économie dans la répartition des deniers publics.

J'attends de votre patriotisme et de vos lumières, que les difficultés très-graves contre lesquelles nous avons à lutter et les problèmes à

résoudre auront une solution satisfaisante, et qu'encore une fois il sera démontré quels grands avantages on peut devoir à l'harmonie et à la coopération mutuelle entre le gouvernement et la représentation nationale.

La session est ouverte.

AUTRICHE.

Dépêche du comte de Beust au comte de Wimpffen, à Berlin, à l'occasion de l'affaire franco-belge¹, en date de Vienne, 1^{er} mai 1869.

Monsieur le Comte,

J'ai pris connaissance avec intérêt de votre rapport du 27 avril, n° 40, par lequel vous me rendez compte des préoccupations qui vous ont été exprimées par M. le baron Nothomb au sujet du différend franco-belge.

Bien que cette question n'ait pas manqué d'attirer la sérieuse attention du gouvernement impérial et royal, nous nous sommes soigneusement abstenus jusqu'ici de toute ingérence. Nos sympathies pour la Belgique et la parfaite entente qui règne entre les cabinets de Vienne et de Paris nous engageaient à éviter toute démarche pouvant être interprétée comme un appui donné à l'une ou à l'autre des parties. Ce motif n'a pas été étranger au long congé que j'ai accordé à l'envoyé de l'empereur, notre ancien ministre, en Belgique. Je n'ai pas été fâché de le voir s'absenter de son poste dans un moment où son attitude aurait pu devenir l'objet des commentaires.

Cependant nous ne voulons pas dissimuler notre opinion, et puisque un représentant de la Belgique aussi considéré que M. de Nothomb paraît attacher quelque prix à connaître nos vues, nous saisissons cette occasion, la première d'ailleurs qui nous est offerte de source belge, pour nous énoncer à ce sujet avec une entière franchise.

Nous croyons, à vrai dire, que le patriotisme belge a conçu des alarmes un peu exagérées à l'égard des intentions du gouvernement français. Il me semble difficile d'admettre que l'indépendance de la Belgique soit menacée parce que l'exploitation ou même la propriété d'une partie de son réseau de chemins de fer passerait entre les mains d'une Compagnie française. J'irai même plus loin, et j'ajou-

1. Voir *Archives* 1869, t. IV, p. 1490.

terai qu'une union plus intime de la Belgique et de la France en tout ce qui concerne les intérêts économiques et matériels des deux pays ne me paraîtrait nullement redoutable pour le maintien de l'indépendance belge.

Je puis citer, à l'appui de ce que j'avance, l'exemple frappant du Zollverein tel qu'il a existé depuis 1834 jusqu'en 1866. Lorsque cette union douanière a été conclue, bien des voix ont annoncé que c'en était fait de l'indépendance politique des États allemands. L'expérience a démontré, au contraire, que ces États se sont montrés, depuis cette époque, beaucoup plus jaloux de leur autonomie politique et moins enclins à accepter une tutelle étrangère.

La fusion des intérêts matériels n'a nullement empêché dans les rapports des États entre eux l'existence d'une politique distincte, même souvent opposée, et qui a fini par conduire à la guerre. Un rapprochement de la Belgique et de la France sur le terrain des intérêts matériels ne nous paraîtrait donc pas devoir entraîner comme conséquence la dépendance de la Belgique au point de vue politique.

En ce qui concerne le maintien de la neutralité belge, nous ne pensons pas non plus qu'il soit menacé. Personne n'a plus de respect que nous pour le principe de cette neutralité, et nous désirons vivement qu'il reste sauvegardé en toute éventualité. Toutefois, il est permis de prévoir que proclamer ce principe ne suffira pas toujours pour le défendre.

La Belgique juge nécessaire d'entretenir par précaution une armée assez considérable, bien que, à strictement parler, un État neutre puisse se dispenser de cette garantie. En restant dans cet ordre d'idées, il me semblerait utile de s'assurer pour tous les cas de la bienveillance de l'État voisin, qui, par sa puissance comme par sa position géographique, peut devenir ou l'ennemi le plus dangereux ou le soutien le plus fidèle de la nation belge et de sa neutralité. Tant de liens existent déjà entre la France et la Belgique au point de vue des mœurs, de la langue, de l'industrie et du commerce, qu'il serait naturel de voir le dernier de ces deux pays chercher un appui dans le premier, sans abdiquer pour cela son existence politique parfaitement distincte et indépendante.

De ces considérations il ressort que la Belgique, en prenant une attitude qui froisserait les sentiments de la France, s'exposerait à des inconvenients graves, tandis qu'elle peut sans danger entrer dans la voie de la fusion des intérêts économiques et matériels. Nous pensons donc que le gouvernement et la nation belge agiraient sagement en ne se roidissant pas contre les vues du gouvernement français et en ne témoignant pas une méfiance de nature à aigrir les relations entre les deux pays. Nous recommanderons en tout cas une prompte solu-

tion des questions en litige, afin de faire cesser la fermentation que le débat actuel provoque de part et d'autre. Enfin nous souhaiterions que la solution fût telle, qu'elle ne laissât point subsister de rancune et permettît d'établir sur une base aussi large que solide les rapports d'amitié et de bon voisinage qui doivent relier les deux peuples pour leur avantage réciproque.

Veuillez vous exprimer dans ce sens envers M. le baron Nothomb; j'autorise même Votre Excellence à lui laisser confidentiellement lire la présente dépêche.

Recevez, etc.

Signé : DE BEUST.

TURQUIE.

Discours prononcé par le Sultan devant le divan réuni à la Sublime-Porte, en réponse au Rapport du Grand Vizir, sur l'administration générale de l'Empire, le 6 mai 1869.

Du rapport qui vient d'être lu, on relève que, durant l'année dernière, il a été promulgué un grand nombre de lois et de règlements ayant pour objet la réforme administrative, le progrès et le développement de la richesse publique et de la civilisation, ainsi que l'organisation des tribunaux et des conseils. En appliquant ces lois et règlements comme ils doivent l'être, en complétant et en rectifiant ceux dont l'expérience aura constaté la défectuosité, et, de l'autre, en élaborant avec réflexion ceux dont on reconnaîtra le bien et l'utilité, notre pays et notre nation s'élèveront bientôt au premier rang de la prospérité et de la civilisation, et de jour en jour nous verrons s'accroître la grandeur et la puissance du gouvernement; cela n'est pas doux. Le conseil d'Etat a été créé et formé pour ce noble but; il a dû apprécier l'étendue comme l'importance de sa haute mission, et les fruits déjà recueillis, ceux que ces efforts font espérer pour l'avenir, sont pour moi un motif de véritable satisfaction.

Une bien heureuse circonstance dont on ne saurait trop se féliciter, a été la reconnaissance publique, l'an dernier, des droits de mon gouvernement et l'action bienveillante des hautes puissances, mes amies et alliées, c'est l'heureux résultat du respect de mon gouvernement pour les traités et pour les droits des puissances, comme aussi de notre modération et de nos efforts pour conserver la paix générale, base de notre propre bien-être et de celui des autres nations. Comme je veux, pour l'avenir, m'appliquer fidèlement à défendre et à protéger nos droits légitimes, et, d'autre part, employer mes soins les plus assidus à entretenir et à développer les sentiments d'amitié si heureuse-

ment établis par les traités avec les puissances amies, nos relations extérieures s'affirmeront d'une manière conforme aux droits et à l'honneur de chacun, comme aux exigences de la civilisation.

Un autre bienfait de la Providence a été le complet apaisement des déplorables troubles qui, durant un certain temps, et par suite de diverses causes, avaient envahi la Crète. Aujourd'hui, l'île et les habitants ont recouvré tranquillité et sécurité parfaites. Ce résultat prospère, nous le devons tant à l'armée qu'aux bons et nombreux services et au zèle dévoué des officiers de tout grade et des populations restées fidèles; je me plaît à leur réitérer ici le témoignage de ma satisfaction cordiale. Je le répète également, j'ai donné les ordres nécessaires afin que, sans négligence, ni partialité, chacun veille soigneusement à l'entièvre exécution des règlements, en vue de donner à l'île toute la prospérité possible et d'assurer à tous les habitants bien-être et sécurité dans leurs biens comme dans leurs personnes.

La pierre de touche de la civilisation et de la prospérité de tout gouvernement, à toute époque, mais surtout à la nôtre, bien plus, la cause de sa force et de sa puissance réside dans la solidité et le progrès du crédit public. En ce qui nous touche, on voit sous ce rapport des faits satisfaisants: notre crédit est grandement amélioré aujourd'hui, si on le compare à ce qu'il était à une autre époque, sous l'empire de regrettables circonstances. Ce progrès résulte de l'accroissement du revenu, conséquence naturelle du développement du commerce et de l'agriculture, comme aussi des réformes et améliorations apportées dans l'emploi des recettes et des dépenses dans la comptabilité, dans l'accomplissement scrupuleux de nos engagements, et enfin dans l'opportunité des dépenses. Ma volonté formelle est qu'on profite de l'expérience, qu'on s'efforce sans cesse à marcher en avant et qu'on publie le plus tôt possible le budget en cours de rédaction.

Comme cela a lieu pour les individus, les besoins d'un État marchent de pair avec les progrès de la civilisation. Si l'on disait qu'aujourd'hui les dépenses nécessaires dans tel État, il y a vingt et trente ans, même dix seulement, ne représentent pas le dixième des besoins actuels, il n'y aurait pas exagération. Le progrès des sciences et des arts a amené de si nombreuses découvertes dans les armes de guerre et en toutes choses, que l'État, soucieux de garder son rang et de se mettre en mesure de défendre ses droits, au besoin, doit, selon sa position et ses ressources, rassurer ses moyens de défense. Aussi les dépenses présentes des empires se sont-elles tellement augmentées qu'elles ne peuvent plus être mises en comparaison avec les anciennes. Il s'ensuit que, par une loi mystérieuse de la civilisation, la fortune des populations imposées va croissant, tandis que l'État se trouve en déficit et quelquefois doit recourir au crédit.

En un mot, civiliser et progesser, c'est faire marcher ensemble les principes constitutifs d'un État dans chacune de ses parties. Le crédit public dépend de la richesse des populations; celle-ci, du développement de l'agriculture et du commerce, comme l'agriculture et le commerce grandissent par la propagation des sciences et des arts; la facilité des transactions dépend de la multiplicité des chemins de fer et des routes, de l'emploi des capitaux et des choses productives, enfin d'une magistrature garantissant la pleine exécution de la justice.

Quiconque nous connaît et nous juge avec équité reconnaîtra que notre gouvernement a parcouru de grandes distances dans cette voie, mais nous ne nous arrêterons pas là où nous sommes; loin de là, ce que nous avons fait doit nous exciter à de nouveaux efforts; nous ne regardons pas le chemin parcouru; nos yeux sont fixés sur la route à suivre jusqu'à ce que nous ayons atteint le rang des nations civilisées dont, en toutes choses, nous voyons les œuvres. Nos efforts doivent tendre à ce but.

D'après ces considérations et ces bases, les membres du conseil d'État et tous autres fonctionnaires, sans distinction d'origine et de religion, se considérant tous comme fils d'une même patrie, membres d'un seul corps, doivent, je le leur recommande, agir en parfaite union et sincérité; je leur réitère mes recommandations pressantes aux fins qu'à la prochaine séance impériale qui aura lieu dans un an on ait fait ce que de besoin, touchant les points que je viens d'énumérer, et que les lois, arrêtées en principe et considérées comme base des résultats recherchés, aient été élaborées.

La sécurité des personnes et celle des biens, la protection de l'honneur et de la réputation, comme l'assurance pour chacun, garanti dans ses droits, de pouvoir vivre de son commerce et du produit de son travail, dépendant surtout de la bonne organisation des tribunaux, leurs défenseurs naturels, les dispositions légales faites pour assurer les transactions et les droits de chacun, seront rédigées en un recueil spécial adapté aux besoins de notre temps, puis remis aux divers tribunaux; il en résultera un grand bien.

Je recommande à tous et spécialement à chacun de s'occuper activement de l'achèvement de ce recueil, de réformer et réglementer les tribunaux religieux et civils et d'apporter le plus grand soin à l'application des prescriptions de la loi religieuse comme de celles de la loi civile.

Enfin, je répéterai en terminant ce que j'ai dit l'an dernier: la prospérité et le bien-être de tous mes sujets, sans distinction, le développement progressif de notre patrie sont l'objet de mes vœux les plus chers; je demande à tous et à chacun, dans la mesure de ses moyens,

de me prêter le concours de son zèle et de ses efforts pour atteindre ce noble but.

BRÉSIL.

Discours de l'Empereur à l'ouverture des Chambres, le 11 mai 1869.

Augustes et très-dignes Représentants de la nation,

La réunion de l'Assemblée générale, toujours si agréable pour moi, éveille de joyeuses espérances chez tous les Brésiliens. Jamais le gouvernement n'a plus eu besoin d'être aidé par votre intelligence et votre patriotisme.

J'ai la satisfaction de vous annoncer que la tranquillité publique n'a pas été troublée, grâce aux bonnes dispositions de nos compatriotes, à l'amour qu'ils portent à nos institutions et à leur respect pour les lois.

Les relations de l'empire avec tous les gouvernements des nations étrangères ont été amicales, excepté avec le Paraguay, et la guerre provoquée par le président Lopez se poursuit avec honneur et gloire pour le Brésil et ses alliés.

Après l'occupation de la capitale de notre ennemi, les opérations nécessitaient l'établissement d'une mission spéciale destinée à s'entretenir avec les gouvernements alliés, et ce soin a été confié au ministre des affaires étrangères.

La constance et l'héroïsme des volontaires de la garde nationale, de l'armée et de la marine ont triomphé de toutes les difficultés de terrain et de fortification de l'ennemi.

La marche à travers le Chaco et les engagements d'Itororo, d'Avalhy et de Lamas Valentinas attestent la discipline et la valeur de nos troupes et de nos alliés.

Ce sont des faits qui font honneur en même temps à l'habileté et à l'intrépidité des généraux qui les commandent.

Je suis profondément affligé de la mort de tous les Brésiliens, dont quelques-uns étaient des officiers de la plus grande distinction. Leur dévouement et leur fidélité à tous les devoirs de l'honneur militaire recommandent leur souvenir à la gratitude de la nation.

La province de Mato-Grosso est délivrée de l'invasion paraguaine; l'ennemi ne foule plus le sol brésilien, et notre escadre est maîtresse dans les eaux du Paraná et du Paraguay.

Les troupes brésiliennes sont actuellement sous les ordres de mon

bien-aimé et très-cher gendre comte d'Eu, qui bientôt, je l'espère, conduira à leur dernière victoire ces braves soldats qui ont donné tant d'éclat à nos armes dans de nombreuses et mémorables batailles.

Les recettes publiques ont eu un accroissement qui nous permet d'avoir foi dans la puissance productrice du Brésil.

Toutefois, afin de nous mettre à même de faire face aux frais du Trésor, il faut pourvoir aux moyens de satisfaire aux engagements de l'État et aux dépenses extraordinaires requises pour le service de la guerre.

La réforme électorale, l'amélioration de l'administration de la justice, une nouvelle organisation municipale, et aussi une loi de recrutement, et un Code de procédure militaire et pénale sont d'urgentes nécessités qui appellent toute Votre attention, augustes et très-dignes Représentants de la nation.

La pleine confiance qu'inspirent votre sagesse et votre dévouement aux progrès du Brésil m'assurent que vous contribuerez, autant que vous le pourrez, à aplanir les difficultés actuelles et à solidement assurer le futur agrandissement de notre patrie.

La session est ouverte.

ROUMANIE.

Discours prononcé par le prince Charles à l'ouverture des Chambres, le 14 mai 1869.

Messieurs les Sénateurs, Messieurs les Députés,

La dissolution de la chambre des députés a interrompu les travaux du Corps législatif peu de jours avant la clôture régulière de la session. En vertu de l'article 95 de la Constitution¹, je vous ai convoqués aujourd'hui pour compléter la session ordinaire de 1868-1869.

Messieurs les Députés,

Un conflit aurait surgi entre mon ministère et l'ancienne chambre des députés, et cela m'a déterminé à m'adresser au pays qui, par les élections, a fait connaître sa décision.

En qualité de représentants de la nation, vous connaissez les véritables besoins du pays. Toutes les classes de la société désirent vive :

1. Voir *Archives* 1867, t. I^e, p. 20.

ment des améliorations morales et matérielles, mais ces améliorations ne peuvent être obtenues que par la paix et la stabilité, que comme résultats d'un intime accord et d'une parfaite confiance entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif.

Je suis donc fondé à croire que vous préterez votre concours actif et éclairé à mon gouvernement, qui, de son côté, s'efforcera de maintenir cet accord en se renfermant dans la plus rigoureuse légalité, et d'obtenir votre adhésion constitutionnelle.

Messieurs les Sénateurs, Messieurs les Députés,

Je regrette que vous ayez été convoqués dans une saison où l'agriculture, cette grande source de notre richesse nationale, met à contribution l'activité de la plupart d'entre vous. Mon gouvernement tâchera de vous rendre à vos travaux le plus tôt possible, afin d'avoir le droit d'exiger de vous, dans la prochaine saison d'hiver, un plus grand sacrifice de temps.

Il importe d'ailleurs de résoudre quelques questions d'une haute importance qui, en raison de leur urgence, ne peuvent être renvoyées à la prochaine session. Mes ministres vous soumettront les projets de loi relatifs à ces questions.

Je compte, Messieurs, sur votre concours patriotique, et convaincu que chacun de vous se dévouera à la prospérité du pays, je prie Dieu de bénir vos travaux.

AUTRICHE.

**Discours prononcé par l'Empereur à la clôture du Reichsrath,
le 15 mai 1869.**

Honorables Messieurs des deux Chambres du Reichsrath,

Lorsque, répondant à mon appel, vous vous réunîtes, il y a deux ans, l'empire était affaissé sous le poids des revers qui l'avaient si rudement frappé peu de temps auparavant. Je recommandai alors les destinées de l'empire à votre circonspection éprouvée, à votre justice et à votre dévouement patriotique, et je puis dire aujourd'hui, à ma satisfaction et à votre éloge, que vous avez pleinement justifié les espérances que j'avais mises en vous.

Il s'agissait de fonder un nouvel ordre de choses.

Il fallait régler à nouveau sur une base légale les droits constitutionnels des royaumes et pays représentés au Reichsrath, déterminer par des lois fondamentales les droits politiques des citoyens, régulari-

ser, par un pacte obligatoire, les rapports de ces royaumes avec mes pays de la Couronne de Hongrie et consolider la puissance de la monarchie dans son ensemble, sans porter préjudice à l'autonomie des deux groupes de pays.

Vous avez contribué, avec un zèle honnête et une abnégation dévouée, à accomplir cette grande œuvre.

Une Constitution entourée de toutes les garanties constitutionnelles et, par suite, susceptible d'un développement ultérieur, unit les royaumes et pays représentés au Reichsrath, en ouvrant, conjointement avec les Statuts des Diètes provinciales, un vaste champ à leur autonomie administrative. Les lois fondamentales de l'État assurent aux citoyens une large somme de libertés politiques et civiles.

Des arrangements passés entre les royaumes et pays représentés au Reichsrath et les pays de ma Couronne de Hongrie, ainsi que des dispositions légales basées sur ces arrangements, ont réglé les relations et affaires communes des deux groupes de pays.

La constitution militaire, établie dans les deux pays de l'empire d'après des principes concordants et qui impose à tous l'obligation du service militaire, a non-seulement resserré le lien de l'unité de la monarchie, mais encore relevé la puissance de l'État. Ce fait et nos relations amicales avec les autres puissances garantissent et assurent le maintien durable de la paix, dont l'empire a un besoin absolu pour sa prospérité intérieure.

En raison des destinées et de la situation de la monarchie, les peuples ont dû être lourdement imposés. Ce n'est qu'en faisant un appel à toutes les forces contributives que la représentation de l'empire et mon gouvernement ont réussi, en concertant leurs efforts, à rentrer dans les voies propres à conduire à une saine organisation des finances de l'État.

La réduction du budget dans toutes ses parties aux strictes limites du nécessaire, l'inauguration d'une réforme radicale de tout le système des impôts directs, jointes à l'essor qu'a pris, dans toutes les branches de la production, l'économie nationale, grâce aux institutions libres qui ont affranchi les capitaux et les forces industrielles, ouvrent la perspective d'un avenir qui, à l'aide d'une équitable répartition des charges, fera oublier les sacrifices onéreux qu'on a dû faire pour le fonder.

Elle est féconde, la semence que, dans l'intérêt de cet avenir, vous, honorables Messieurs, vous avez disséminée, pendant la session écoulée, dans tous les domaines de la législation.

En exécution des lois fondamentales d'État, la nouvelle institution du tribunal de l'empire commencera prochainement à fonctionner.

Par là se trouve comblée une lacune qui se faisait vivement sentir

jusqu'ici dans les conflits de compétence et les cas litigieux du droit public; une juridiction est créée pour les contestations non privées des divers royaumes ou pays, et il sera possible aux citoyens de sauvegarder, même au besoin par l'arrêt d'une Cour suprême, les droits politiques qui leur sont garantis par la Constitution.

De nombreuses lois judiciaires ont commencé à opérer de larges réformes dans le sens des lois constitutionnelles.

Les Cours d'assises entreront sous peu en activité pour les affaires de presse, et bien que l'achèvement d'un nouveau Code pénal n'ait pas encore été possible en raison des nombreux et importants travaux à l'accomplissement desquels vous avez dû consacrer vos forces dans la session écoulée, les réformes impérieusement commandées par l'humanité et par la science ont été introduites dans la législation pénale.

L'indépendance des juges, stipulée en principe dans les lois fondamentales, a été assurée par une loi sur la procédure disciplinaire, et cette loi rehaussera, de concert avec la séparation complètement opérée de la justice et de l'administration, la considération des tribunaux et la confiance dans l'impartialité de leurs jugements.

La juridiction militaire a été restreinte aux affaires pénales, et, même sous ce rapport, on lui a tracé les plus étroites limites, tout en tenant compte des impérieuses exigences de la discipline militaire.

Le nouveau règlement pour les avocats ouvre au talent et au savoir la plus libre carrière.

Par le règlement relatif aux faillites, qui est entré récemment en vigueur, il a été donné aux besoins du monde des affaires une satisfaction depuis longtemps désirée.

La détention pour dettes, comme mesure de contrainte, a été abolie, et, par l'abrogation des lois sur l'usure, le mouvement du capital et la production qui a besoin du capital ont été affranchis d'entraves surannées.

La fondation de nouveaux fidéicommis a été placée sous le contrôle du pouvoir législatif, et le libre morcellement de la propriété foncière est considérablement facilité. La suppression des liens féodaux s'opère généralement par le rachat; l'ordre de succession concernant les terres de paysans sera bientôt partout le même que celui qui est édicté par le droit civil général.

Une grande série d'autres lois ont réglé des questions de toute espèce dans le domaine de la justice et de l'administration du commerce et des finances.

L'administration a été simplifiée de beaucoup; vous avez fait pour l'amélioration du sort des fonctionnaires et des serviteurs de l'État

ce que permettait la situation peu prospère des finances actuelles de l'État.

Les grandes lignes de chemins de fer, pour l'exécution desquelles vous avez voté avec empressement les fonds nécessaires, contribueront puissamment à l'achèvement de tout le système de transport en Autriche et faciliteront de nouveaux développements du commerce et de l'industrie.

La loi sur la régularisation du Danube près de Vienne servira au prompt accomplissement d'une œuvre de haute importance pour les intérêts commerciaux de tous les pays baignés par le Danube.

De nombreuses conventions postales, télégraphiques et commerciales qui ont été soumises à votre approbation ont donné plus d'activité et d'extension au commerce autrichien.

La loi sur les conseils de prud'hommes créera ainsi chez nous une institution qui a produit de bons résultats dans d'autres pays; elle marque en même temps l'inauguration heureuse d'une législation ayant en vue l'intérêt de la classe ouvrière.

Vous avez voué aussi votre sollicitude aux intérêts supérieurs, moraux et intellectuels de la population que vous représentez.

L'égalité des droits des adhérents de toutes les confessions reconnues, qui est exprimée dans les lois fondamentales de l'État, a reçu une expression positive dans la loi sur les rapports interconfessionnels.

Sans porter atteinte aux limites du pouvoir spirituel et du pouvoir temporel, le droit matrimonial civil a été rétabli et élargi.

Les rapports de l'École avec l'Église ont été réglés d'une manière conforme aux tâches importantes de l'enseignement primaire, sans que l'influence bienfaisante de l'Église ait été restreinte.

J'ai l'espérance que ces mesures légales serviront de base stable à une activité pacifique et concordante de l'État et de l'Église.

En même temps, j'exprime le ferme espoir que les écoles primaires rajeunies, qui doivent être élevées par la loi scolaire que je viens de sanctionner à un niveau qui réponde à la civilisation actuelle, feront profiter la patrie de cette abondance de savoir et de forces intellectuelles qui, d'après le témoignage de l'histoire, constitue la plus sûre garantie de la puissance et de la prospérité des États et des peuples.

Si vous passez en revue par la pensée, honorables Messieurs, à l'expiration d'une période législative de deux ans, le vaste cercle de vos travaux, vous aurez conscience d'avoir rempli avec fidélité et honnêteté votre devoir, et ce sentiment vous donnera de nouvelles forces pour l'accomplissement des grandes tâches qui vous incombeut encore, et pour la solution desquelles je vous convoquerai de nouveau.

Mais j'espère que ceux aussi qui se soustraient encore aujourd'hui à la tâche commune et aux travaux communs y coopéreront avec vous par la suite, comme je le désire. L'Autriche doit être la grande partie appelée à embrasser tous ses divers peuples, quelque langue qu'ils parlent, dans les liens d'une égale justice, d'une égale sollicitude pour leurs intérêts et leurs particularités.

La Constitution est le terrain sur lequel ce but peut être atteint, et sur ce terrain s'accomplira, j'en suis sûr, l'entente entre les peuples, parce qu'il faut qu'elle s'accomplisse, parce qu'il n'y a que l'Autriche qui assure à tous ses peuples protection, liberté et maintien de leur indépendance et de leurs particularités.

SUÈDE.

Discours du Roi à la clôture de la Diète, le 15 mai 1869.

Messieurs,

Votre troisième session arrive à sa fin et avec elle se trouve accomplie la première période législative depuis la réforme de la représentation nationale.

Par le zèle assidu qui a toujours distingué vos travaux et avec l'habitude du nouvel ordre de choses que vous avez déjà acquise, il vous a réussi, sans dépasser le terme assigné par la loi fondamentale à la durée d'une session parlementaire, de soumettre un grand nombre de questions à un examen détaillé. Il en est résulté une unité d'opinions et des résolutions qui ne resteront pas sans influence sur le développement à venir du pays.

Dans l'accueil que vous avez accordé au projet d'un nouveau pacte d'union entre les deux royaumes unis je vois avec plaisir une preuve de votre désir de consolider l'union.

J'ai appris avec satisfaction la résolution par laquelle vous avez donné votre consentement au projet d'évaluer en argent l'impôt foncier. L'adoption sans de trop vifs débats de résolutions qui changeront considérablement un état de choses profondément enraciné dans les habitudes du pays prouve que les esprits étaient préparés pour cette réforme et que son étendue était proportionnée aux exigences des circonstances. Sur la situation de l'agriculture ces résolutions auront, je l'espère, une influence salutaire.

Votre consentement à ma proposition sur l'organisation de l'administration des forêts de l'État et des communes garantira le développement de cette branche importante de l'économie publique.

Partageant votre opinion au sujet du besoin d'une liberté religieuse plus étendue et d'une meilleure organisation de l'assistance publique, je soumettrai les vœux que vous m'avez exprimés à cet égard à un examen consciencieux.

Vous avez contribué avec empressement et autant qu'il dépendait de vous au soulagement de la misère dans les provinces où les produits du sol ont été insuffisants à la subsistance des cultivateurs. Nous nous séparons dans l'espoir, corroboré par le temps favorable à la croissance des céréales qui règne actuellement, que de meilleurs jours commenceront bientôt et que la terre donnera de nouveau à tout ouvrier laborieux son pain quotidien.

En déclarant maintenant la présente session close et en vous suivant de mes vœux les plus ardents dans les foyers où vous rentrez, j'adresse au Tout-Puissant, qui dirige nos destinées, la prière qu'il daigne continuer à couvrir notre patrie de ses bénédications et couronner de succès vos efforts pour le bien public et l'accomplissement de vos travaux et de vos devoirs domestiques.

Je vous renouvelle, Messieurs, les assurances de ma bienveillance et de mon affection royale.

TURQUIE.

Mémoire adressé par la Sublime-Porte aux Représentants des Puissances étrangères, relatif aux capitulations, en mai 1869.

Les capitulations ayant été consacrées par les traités postérieurement conclus entre la Sublime-Porte et les Puissances Étrangères, doivent, tant qu'elles sont en vigueur, être scrupuleusement respectées au même titre que ces traités.

Il est toutefois connu que, dans la pratique, on leur donne une élasticité qu'elles ne comportent pas, et qu'à côté des priviléges déjà exceptionnels accordés par ces actes, il existe des abus manifestes, qui occasionnent des difficultés incessantes. Ces abus, il suffira de les signaler, pour que tout le monde comprenne qu'il serait impossible au Gouvernement Impérial de les tolérer plus longtemps.

C'est pourquoi la Sublime-Porte, en ordonnant aux Autorités Impériales d'observer strictement et en toute loyauté les dispositions contenues dans les capitulations, ne saurait trop leur recommander en même temps de repousser toute prétention qui dépasserait les limi-

tes des priviléges consacrés par ces actes et qui porterait atteinte aux droits souverains et imprescriptibles de S. M. I. le Sultan.

Pour faciliter leur tâche, les quelques pages qui suivent sont consacrées à rappeler les principaux parmi ces priviléges, à fixer leur étendue et à marquer par cela même ce qui doit être maintenu, dans la pratique, en faveur des étrangers, comme étant un droit acquis, et ce qui doit être exclu comme n'étant qu'un abus.

1^o Les priviléges conférés par les capitulations sont l'apanage exclusif des sujets étrangers.

Ces actes n'autorisent nulle part les Puissances étrangères à étendre leur protection aux sujets Ottomans, autres que ceux qui sont à leur service en qualité de Drogman ou de Yasakdji.

En dehors de ces derniers, la Sublime-Porte ne reconnaît point d'autres *Protégés Étrangers*.

Quant à ceux-là, leur nombre est fixé par le règlement consulaire de 1863 ; la protection qui leur est accordée, est individuelle et attachée à leurs fonctions ; elle cesse avec celles-ci et n'est pas transmissible à leurs héritiers, comme, pendant leur vie, elle ne s'étend à aucun membre de leurs familles.

2^o Les capitulations, tout en exemptant les sujets étrangers du paiement de la capitulation et des taxes dites arbitraires, qui existaient alors mais qui ont depuis longtemps disparu, n'établissent point en leur faveur une exemption générale et absolue.

Les derniers traités de commerce stipulent que les sujets étrangers qui se livrent au commerce intérieur doivent acquitter les mêmes droits que les sujets Ottomans les plus favorisés ; et quant aux impôts fonciers, leur paiement est une des conditions expresses auxquelles il peut être permis aux étrangers d'acquérir les immeubles dans l'Empire.

La seule exception établie en matière d'impôt par les traités modernes concerne le commerce extérieur qui ne peut être assujetti à d'autres droits que ceux stipulés par ces traités.

En dehors du commerce extérieur, on ne trouverait pas plus dans les capitulations que dans les traités postérieurs de restriction au droit souverain de la Puissance territoriale d'imposer les étrangers dans la même mesure, que ses propres sujets.

3^o Les consuls des Puissances en Turquie n'ont aucun droit de prétendre aux prérogatives d'extritorialité absolue dont jouissent les Représentants de ces Puissances.

En cas que quelque personne, dit l'Article 16 des capitulations de 1740, intente un procès aux consuls établis pour les affaires de leurs marchands, ils ne pourront être mis en prison, ni leur maison scellée, et leur cause sera écoutée à notre Porte de félicité.

En matière civile, car cet article se rapporte évidemment à ces matières, les consuls sont donc soumis à la juridiction de la Sublime-Porte et n'ont droit qu'à l'exemption de certaines voies d'exécution telles que la contrainte par corps et la mise des scellés.

En matière criminelle, les Capitulations ainsi que les traités postérieurs, gardent un silence complet à l'égard des consuls; mais comme le droit des gens, à défaut de toute convention expresse et lorsque la réciprocité ne peut pas non plus être invoquée, ne reconnaît aux agents consulaires aucun droit à l'extraterritorialité, on ne saurait douter que ces derniers ne soient aussi justiciables de la Sublime-Porte en cas de crime ou délit commis au préjudice d'un sujet ottoman ou de l'État.

4° Si l'extraterritorialité ne s'étend pas sur les consuls, encore moins s'applique-t-elle à leurs drogmans.

Ces derniers ne peuvent pas, il est vrai, être punis ou jugés par l'Autorité locale à raison de l'exercice de leurs fonctions et pour tout acte ayant rapport à leurs devoirs officiels; mais il est incontestable que, quelle que soit leur nationalité, en tout ce qui ne se rapporte pas à leur service, ils sont, tant au civil qu'au criminel, justiciables des Autorités Impériales au même titre et dans les mêmes formes que les autres sujets de la nation à laquelle ils appartiennent.

Les dispositions consignées à ce sujet dans les capitulations ne peuvent comporter aucune autre interprétation, et le bon sens lui-même indique que les capitulations n'ayant pas accordé l'extraterritorialité au consul ne pouvaient l'avoir accordée à son drogman.

5° Les capitulations consacrent l'inviolabilité du domicile de l'étranger. Nulle visite domiciliaire ne peut être pratiquée par les Autorités Impériales dans la maison d'un étranger sans que le consul dont il relève n'en soit prévenu et sans l'assistance du délégué de ce dernier.

L'avis préalable au consul et la présence du délégué consulaire ne sont, ainsi que l'art. 70 des capitulations de 1740 lui-même l'indique exigés que dans les endroits où l'individu, objet de la visite, a son consul.

Il est, toutefois, bien entendu que là également où il n'existe pas de consul, le domicile de l'étranger doit être respecté tout autant que celui des sujets ottomans, et l'accomplissement de la visite domiciliaire doit être entouré de toutes les garanties que les autorités impériales ne sauraient violer même à l'égard des indigènes, sans encourrir la plus grave responsabilité.

Aussi, dans ces lieux, les agents de la force publique ne pénétreront-ils dans la demeure d'un sujet étranger qu'en vertu d'ordres émanant de l'autorité compétente, et seulement en cas d'urgence et pour la re-

cherche ou la constatation d'un crime. Dans ce cas, ces agents doivent se faire assister par le magistrat ou fonctionnaire investi des pouvoirs nécessaires et par trois membres du conseil de la Commune.

On doit entendre par demeure la maison d'habitation et ses attenances, c'est-à-dire, les communes, cours, jardin et enclos contigus.

En dehors de la maison d'habitation et de ses attenances, l'action de la police s'exercera librement et sans réserve.

6° Les étrangers, comme les indigènes, ont droit à la protection des lois de l'Empire, mais ce droit même entraîne pour eux l'obligation corrélatrice de se soumettre à ces lois.

Cette règle découlant du droit des gens, n'a point été supprimée par les capitulations.

En conséquence, la prétention des étrangers de ne vouloir pas suivre telle ou telle loi de l'Empire, comme n'ayant pas été formellement reconnue par l'ambassadeur ou consul dont ils relèvent, celle de ne vouloir pas se faire juger par des tribunaux où des étrangers ne siègent pas en qualité de juges ou d'assesseurs, ainsi que celle de vouloir se soustraire aux tribunaux ordinaires et de demander des commissions extraordinaires mixtes pour régler leurs différends avec les sujets ottomans, ces prétentions, disons-nous, ne sont appuyées d'aucun texte, et tolérées jusqu'ici pour une raison ou une autre, elles ne doivent plus être admises à l'avenir.

7° En matière civile comme en matière criminelle, le pouvoir judiciaire de chaque nation s'arrête à la frontière de son territoire, et il ne peut exercer ses effets que dans les pays étrangers ; mais ce pouvoir s'étend sur tous ceux, indigènes ou étrangers, qui se trouvent dans le territoire, ainsi que sur les faits perpétrés par les uns et par les autres.

Ces principes du droit des gens souffrent de graves exceptions en Turquie.

Les capitulations veulent qu'en matière civile, on distingue le différend soit qu'il concerne exclusivement des sujets étrangers, soit qu'un intérêt ottoman s'y trouve en cause.

Les premiers sont exclusivement laissés à la décision de l'Ambassadeur ou du Consul dont relèvent ces étrangers, et les seconds seulement sont réservés aux tribunaux ottomans. De même en matière criminelle, ces actes exigent que l'on distingue les crimes ou délits commis par un étranger au préjudice d'un autre étranger, de ceux commis au préjudice d'un sujet ottoman ou de l'État ; et ils stipulent que le droit de poursuite, la connaissance et la punition appartiendront, dans le premier cas, à l'Ambassadeur ou consul dont relève l'étranger, et, dans le second cas seulement, à la juridiction des Autorités locales.

On voit par ce qui précède, que les Étrangers dans l'Empire se

trouvent soumis à une double juridiction : à la juridiction des consuls dans leurs affaires avec d'autres étrangers, et à la juridiction locale dans leurs affaires avec les sujets ottomans.

Chacune de ces juridictions s'exerce dans toute sa plénitude.

La justice, étant souveraine, il n'est pas plus permis aux Autorités locales de s'immiscer dans les affaires dévolues à la juridiction du Consul, qu'au Consul, d'intervenir dans les actes des tribunaux locaux. Les Autorités respectives sont même tenues de se prêter mutuellement leur assistance, l'une, comme Autorité territoriale, et l'autre comme autorité Souveraine du sujet étranger, pour que les jugements rendus par les tribunaux respectifs reçoivent leur plein et entier effet.

Ainsi, le Consul est tenu de contraindre le sujet de sa nation à se présenter devant le tribunal ottoman où il est assigné par le sujet ottoman, sans émettre la prétention d'apprecier préalablement la compétence du tribunal ou la valeur de la réclamation; il doit prêter son assistance pour l'exécution des ordres du tribunal ottoman, de même qu'il donnera son concours à l'exécution du jugement rendu, et, dans l'un ou l'autre cas, il ne lui appartient pas d'examiner le degré de justice de ces actes.

8^e Les capitulations exigent la présence du drogman dans l'examen des contestations entre des sujets étrangers et des sujets ottomans, dévolues aux tribunaux locaux.

Cette disposition est formelle : « Si le Drogman n'est pas présent, on différera disent les capitulations, l'examen de l'affaire jusqu'à ce qu'il vienne ; mais les étrangers, ajoutent-elles doivent aussi s'empresser de le faire venir sans abuser du prétexte de son absence. »

Le Drogman n'est pas juge dans ces procès, il est le défenseur du sujet étranger intéressé dans la cause.

Si une preuve à cet égard était nécessaire, on la trouverait dans l'Art. 36 des capitulations françaises de 1683 où le rôle assigné au Drogman dans les procès entre un sujet ottoman et un Français est celui de défenseur de la partie française.

Ceci posé, il est clair qu'on ne saurait déclarer nul un jugement, en alléguant qu'il n'a pas été rendu en présence du drogman, et qu'on pourrait encore moins prétendre que le drogman ait le droit d'assister aux délibérations du tribunal, ou qu'il puisse arrêter le cours de la justice en se retirant de l'audience. De telles prétentions ne trouvent point leur justification dans les capitulations et doivent, par conséquent, être repoussées.

9^e Les capitulations veulent ainsi que dans le jugement des étrangers pour crime ou délit, les juges ottomans ne puissent procéder qu'en présence de l'ambassadeur, consul ou de leurs substituts.

Ces derniers ne sont pas juges dans ces procès ; leur présence est requise seulement pour qu'ils puissent constater qu'aucune irrégularité n'a été commise.

La présence du consul ou du drogman n'est pas requise par les capitulations dans le jugement d'un sujet ottoman pour crime ou délit commis au préjudice d'un étranger.

(On doit toutefois se rappeler que les audiences sont publiques, et qu'à titre de courtoisie, le consul dont relève la personne atteinte par le crime ou délit devrait être spécialement invitée à assister, s'il le désire, au jugement de l'accusé. L'omission de cette formalité ne peut pourtant, entraîner aucune conséquence au point de vue légal.)

10° Les procès excédant quatre mille aspres seront, dit l'article 51 des capitulations de 1740, écoutés à mon Divan Impérial et nulle part ailleurs. »

Cette clause qui, à cette époque, puisait sa raison dans les conditions générales de l'État, ne tarda pas à tomber en désuétude. D'ailleurs, elle n'est plus en vigueur depuis l'institution des tribunaux de commerce dans les principales villes de l'Empire, et celle des tribunaux civils qui fonctionnent aujourd'hui dans tous les districts sans exception.

Elle est, d'ailleurs, applicable tant aux procès où les sujets étrangers sont demandeurs qu'à ceux où ils sont défendeurs, et comme les Puissances étrangères s'opposent à ce qu'elle soit appliquée à l'égard de ces derniers procès, il serait injuste de l'appliquer exclusivement à l'égard des premiers.

Telles sont la portée et les limites des priviléges que les capitulations ont conférées aux sujets étrangers. Diverses causes, qui ne peuvent nullement constituer des droits, ont donné lieu à ce que, dans l'application, les dispositions de ces actes ont été faussées, et qu'elles ont donné lieu à une foule d'abus.

Il appartient à ceux qui sont appelés à appliquer les lois de l'Empire de faire cesser ces abus, en s'inspirant constamment du sentiment de leurs devoirs, et en ne tolérant aucun acte pouvant porter atteinte aux droits de S. M. I. le Sultan.

Nous avons maintes fois démontré combien l'existence même des capitulations porte d'entraves au fonctionnement régulier des institutions et à la marche progressive de la civilisation dans l'Empire. A plus forte raison, le Gouvernement Impérial manquerait-il à ses devoirs et à sa dignité en laissant perpétuer ces abus qui aggravent encore les inconvénients des capitulations.

ESPAGNE.

Discours prononcé par le maréchal Serrano, après avoir prêté serment à la Constitution en qualité de Régent du Royaume, dans la séance des Cortès constitutantes du 18 juin 1869.

Messieurs les députés, avec la création du pouvoir constitutionnel que vous avez daigné me confier et que j'accepte avec reconnaissance, commence une nouvelle ère pour la révolution de septembre. L'époque des graves périls est passée; il s'ouvre une autre époque de réorganisation dans laquelle nous n'avons rien à craindre, à moins que ce ne soit notre propre impatience, nos méfiances ou nos exagérations.

Nous avons commencé par lever la lourde pierre qui pesait sur l'Espagne, et nous nous sommes ensuite constitués sous la forme monarchique traditionnelle ici, mais entourée d'institutions républiques. Aujourd'hui est venu le moment de développer et de consolider les conquêtes réalisées, et de fortifier l'autorité qui est l'égide de tous les droits et le rempart de tous les intérêts sociaux, resserrant en même temps nos relations diplomatiques avec les autres puissances.

L'entreprise est ardue pour ma faiblesse personnelle; mais ce qui me donne confiance dans une heureuse issue, c'est votre haute sagesse, l'adhésion formelle des armées de terre et de mer, le patriottisme éprouvé de la milice citoyenne et le sage et très-noble esprit de notre patrie régénérée.

Du poste d'honneur auquel vous m'avez élevé, je ne vois pas les partis politiques, je vois le Code fondamental qui oblige tout le monde, moi tout le premier, et que tout le monde respecte et exécute; je vois notre chère patrie si désireuse de stabilité et de repos, si avide de progrès et de liberté, et enfin, comme suprême aspiration dans l'exercice de mes honorables fonctions, la fin d'un interrègne pendant lequel aura été pratiquée sincèrement et loyalement la Constitution de l'État, auront été exercés paisiblement et avec ordre les droits individuels, aura été consolidé le crédit au dedans et au dehors de l'Espagne, et aura été assise la liberté sur la base très-ferme de l'ordre moral et matériel, afin que le monarque élu par les Cortès constitutantes commence un règne prospère et heureux pour la patrie à laquelle j'ai consacré toute ma sollicitude, tout mon dévouement, ma vie tout entière. (Très-bien!)

AUTRICHE.

Circulaire du comte de Beust aux Agents de l'Empereur à l'étranger, à l'occasion du séjour du vice-roi d'Égypte à Vienne en date du 19 juin 1869.

Monsieur,

Le séjour du khédive d'Égypte à Vienne ayant donné lieu à des bruits faux et exagérés sur les buts politiques de ce voyage du vice-roi, bruits qui ont été propagés notamment par les organes de la publicité, je me vois dans la nécessité de ramener par la présente ces bruits à leur juste mesure.

Tout en recevant son hôte avec la plus grande prévenance, la cour de Vienne s'est soigneusement appliquée à ménager les susceptibilités légitimes de la Porte. Les droits et la position de la puissance suzeraine ont été sauvegardés de la manière la plus efficace par la présence de l'ambassadeur ottoman lors de la réception officielle et aux fêtes de la cour.

Le vice-roi semblait trouver parfaitement en règle la présence du représentant du sultan, et il s'est acquis les sympathies les plus méritées par son maintien aussi digne que réservé.

Tout ce qui a été dit au sujet de prétendues négociations entamées à Vienne par le gouvernement vice-royal, est du domaine de l'invention.

La question des capitulations n'a été qu'effleurée en termes tout à fait généraux dans les conversations du khédive et de Nubar-Pacha avec le comte de Beust. Quant à un projet de neutralisation du canal de Suez, il n'en a pas été fait la plus légère mention et ce n'est que tout à fait accidentellement, et sans invitation formelle, que Son Altesse a exprimé le désir de voir S. M. l'empereur et roi se décider à assister à l'ouverture du canal.

Le voyage du khédive était un simple acte de courtoisie sans portée politique aucune.

Telle est la somme des faits que selon les circonstances vous voudrez bien formuler dans vos conversations avec les membres du gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité.

Agréez, etc.

Signé DE BEUST.

F. AMYOT

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1870

III

PREMIÈRE PARTIE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

AUTRICHE.

**Ordonnance impériale relative à la Galicie,
en date du 5 juin 1869.**

Art. 1^e. Les autorités et les administrations dépendant des ministère de l'instruction publique, de la justice, des finances, du commerce, de l'agriculture, de la défense du pays et de la sûreté publique, ainsi que le conseil d'éducation (Landesschulrath) et les tribunaux, seront tenus de se servir désormais de la langue polonaise tant dans le service intérieur que dans leurs relations avec les autorités supérieures (non militaires) du pays. Pour les communications avec les autorités militaires, ainsi qu'avec les autorités, les administrations et les tribunaux hors du pays et avec les ministres à Vienne, les dispositions actuelles restent en vigueur.

Art. 2. Les procureurs impériaux seront également tenus de se ser-

vir de la langue polonaise, en se conformant aux dispositions légales sur l'usage des langues dans les audiences publiques des tribunaux.

Art. 3. Si, dans les tribunaux, l'instruction d'un procès a été commencée d'après les lois et les ordonnances actuelles, dans une langue autre que le polonais, on devra, autant qu'il sera possible, continuer la procédure dans la langue employée d'abord.

En ce qui concerne la Boukovine, qui appartient au ressort du tribunal supérieur de Lemberg, les dispositions actuelles restent en vigueur.

Art. 4. Dans les caisses publiques, les extraits, les quittances et les registres, qui, pour rendre un contrôle possible, doivent être intelligibles aux autorités centrales, seront écrits en allemand comme par le passé. La même disposition s'étend aussi au service intérieur des administrations des télégraphes et des postes, ainsi qu'aux établissements industriels de l'État.

Art. 5. Les dispositions existantes sur les communications des autorités, des administrations et des tribunaux avec les parties, les communes et les corporations, resteront en vigueur.

Art. 6. La présente ordonnance entrera en vigueur à partir du 1^{er} octobre 1869, pour les administrations dépendantes du ministère de l'intérieur, de celui de la défense du pays et de la sûreté publique, pour le conseil d'éducation, pour les tribunaux et pour le ministère public. Pour les administrations qui relèvent des finances, du commerce et de l'agriculture, elle deviendra exécutoire dans trois ans à dater du jour de la signature de cette ordonnance.

Signé : FRANÇOIS-JOSEPH.

ÉTATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE DU NORD.

Proclamation du Président pour l'abolition de la surcharge du pavillon sur les navires français dans les ports des États-Unis, en date de Washington, le 12 juin 1869.

Attendu qu'il m'a été notifié officiellement, de la part de Sa Majesté l'Empereur des Français, par M. le comte de Faverney, son chargé d'affaires, qu'à partir de la présente date les droits différentiels perçus dans les ports français sur les marchandises apportées de leur pays d'origine par des bâtiments naviguant sous le pavillon des États-Unis d'Amérique seront abolis.

En conséquence, moi, U. S. Grant, président des États-Unis d'Amé-

rique, en vertu de l'autorité qui m'est déléguée par une loi du Congrès du 7 janvier 1824 et par un acte additionnel du 24 mars 1828, je déclare et proclame par les présentes que, à partir d'aujourd'hui, tant qu'une marchandise importée des pays où elle est produite dans les ports français par des navires appartenant à des citoyens des États-Unis sera admise dans les ports français aux conditions susdites, les droits différentiels prélevés jusqu'ici sur une marchandise importée des pays où elle est produite dans les ports des États-Unis par des navires français cesseront d'être perçus et seront abolis.

Signé : U. S. GRANT.

Par le président,

*Contre-signé : HAMILTON FISH,
Secrétaire d'Etat.*

FRANCE. — SUISSE.

Convention sur la compétence judiciaire et sur l'exécution des jugements en matière civile, signée à Paris, le 15 juin 1869.

Des difficultés s'étant élevées entre la France et le Gouvernement suisse relativement à l'interprétation de quelques dispositions du traité du 18 juillet 1828¹, S. M. l'empereur des Français et la Confédération suisse ont jugé nécessaire de le soumettre à une révision, et ont, à cet effet, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, Son excellence M. Félix, marquis de *la Valette*, sénateur de l'Empire, membre de son conseil privé, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son ministre et secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères ;

Et la Confédération suisse, M. Jean-Conrad *Kern*, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse près Sa Majesté l'Empereur des Français ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

1. Voir ci-après, page 266.

I

Compétence et action en justice.

Art. 1^{er}. Dans les contestations en matière mobilière et personnelle, civile ou de commerce, qui s'élèveront soit entre Français et Suisses, soit entre Suisses et Français, le demandeur sera tenu de poursuivre son action devant les juges naturels du défendeur. Il en sera de même pour les actions en garantie, quel que soit le tribunal où la demande originale sera pendante. Si le Français ou le Suisse défendeur n'a point de domicile ou de résidence connus en France ou en Suisse, il pourra être cité devant le tribunal du domicile du demandeur.

Si néanmoins l'action a pour objet l'exécution d'un contrat consenti par le défendeur dans un lieu situé, soit en France, soit en Suisse, hors du ressort desdits juges naturels, elle pourra être portée devant le juge du lieu où le contrat a été passé, si les parties y résident au moment où le procès sera engagé.

Art. 2. Dans les contestations entre Suisses qui seraient tous domiciliés ou auraient un établissement commercial en France, et dans celles entre Français tous domiciliés ou ayant un établissement commercial en Suisse, le demandeur pourra aussi saisir le tribunal du domicile ou du lieu de l'établissement du défendeur, sans que les juges puissent se refuser de juger et se déclarer incompétents à raison de l'extranéité des parties contestantes. Il en sera de même si un Suisse poursuit un étranger domicilié ou résidant en France devant un tribunal français, et réciproquement si un Français poursuit en Suisse un étranger domicilié ou résidant en Suisse devant un tribunal suisse.

Art. 3. En cas d'élection de domicile dans un lieu autre que celui du domicile du défendeur, les juges du lieu du domicile élu seront seuls compétents pour connaître des difficultés auxquelles l'exécution du contrat pourra donner lieu.

Art. 4. En matière réelle ou immobilière, l'action sera suivie devant le tribunal du lieu de la situation des immeubles. Il en sera de même dans le cas où il s'agira d'une action personnelle concernant la propriété ou la jouissance d'un immeuble.

Art. 5. Toute action relative à la liquidation et au partage d'une succession testamentaire ou *ab intestat* et aux comptes à faire entre les héritiers ou légataires, sera portée devant le tribunal de l'ouverture de la succession, c'est-à-dire, s'il s'agit d'un Français mort en Suisse, devant le tribunal de son dernier domicile en France, et s'il s'agit d'un Suisse décédé en France, devant le tribunal de son lieu

d'origine en Suisse. Toutefois, on devra, pour le partage, la licitation ou la vente des immeubles, se conformer aux lois du pays de leur situation.

Si, dans les partages de succession auxquels les étrangers sont appelés concurremment avec des nationaux, la législation de l'un des deux pays accorde à ses nationaux des droits et avantages particuliers sur les biens situés dans ce pays, les ressortissants de l'autre pays pourront, dans les cas analogues, revendiquer de même les droits et avantages accordés par la législation de l'État auquel ils appartiennent.

Il est du reste bien entendu que les jugements rendus en matière de succession par les tribunaux respectifs et n'intéressant que leurs nationaux seront exécutoires dans l'autre, quelles que soient les lois qui y sont en vigueur.

Art. 6. La faillite d'un Français ayant un établissement de commerce en Suisse pourra être prononcée par le tribunal de la résidence en Suisse, et réciproquement, celle d'un Suisse ayant un établissement de commerce en France pourra être prononcée par le tribunal de sa résidence en France.

La production du jugement de faillite dans l'autre pays donnera au syndic ou représentant de la masse, après toutefois que le jugement aura été déclaré exécutoire conformément aux règles établies en l'article 16 ci-après, le droit de réclamer l'application de la faillite aux biens meubles et immeubles que le failli possédera dans ce pays.

En ce cas, le syndic pourra poursuivre contre les débiteurs le remboursement des créances dues au failli; il poursuivra également, en se conformant aux lois du pays de leur situation, la vente des biens meubles et immeubles appartenant au failli.

Le prix des biens meubles et les sommes et créances recouvrées par le syndic dans le pays d'origine du failli seront joints à l'actif de la masse chirographaire du lieu de la faillite et partagés avec cet actif, sans distinction de nationalité, entre tous les créanciers, conformément à la loi du pays de la faillite.

Quant au prix des immeubles, la distribution entre les ayants droit sera régie par la loi du pays de leur situation; en conséquence, les créanciers français ou suisses qui se seront conformés aux lois du pays de la situation des immeubles pour la conservation de leurs droits de privilége ou d'hypothèque sur lesdits immeubles seront, sans distinction de nationalité, colloqués sur le prix des biens au rang qui leur appartiendra d'après la loi du pays de la situation desdits immeubles.

Art. 7. Les actions en dommages, restitution, rapport, nullité et autres qui, par suite d'un jugement déclaratif de faillite ou d'un jugement reportant l'ouverture de la faillite à une époque autre que

celle primitivement fixée, ou pour toute autre cause, viendraient à être exercées contre des créanciers ou des tiers, seront portées devant le tribunal du domicile du défendeur, à moins que la contestation ne porte sur un immeuble ou un droit réel et immobilier.

Art. 8. En cas de concordat, l'abandon fait par le débiteur failli des biens situés dans son pays d'origine et toutes les stipulations du concordat produiront, par la production du jugement d'homologation, déclaré exécutoire conformément à l'article 16, tous les effets qu'il aurait dans le pays de la faillite.

Art. 9. La faillite d'un étranger établi soit en France, soit en Suisse, et qui aura des créanciers français et suisses et des biens situés en France ou en Suisse, sera, si elle est déclarée dans l'un des deux pays, soumise aux dispositions des articles 7 et 8.

Art. 10. La tutelle des mineurs et interdits français résidant en Suisse sera réglée par la loi française, et réciproquement la tutelle des mineurs et interdits suisses résidant en France sera régie par la législation de leur canton d'origine. En conséquence, les contestations auxquelles l'établissement de la tutelle et l'administration de leur fortune pourront donner lieu seront portées devant l'autorité compétente de leur pays d'origine, sans préjudice, toutefois, des lois qui régissent les immeubles et des mesures conservatoires que les juges du lieu de la résidence pourront ordonner.

Art. 11. Le tribunal français ou suisse devant lequel sera portée une demande qui, d'après les articles précédents, ne serait pas de sa compétence, devra d'office, et même en l'absence du défendeur, renvoyer les parties devant les juges qui en doivent connaître.

Art. 12. L'opposition à un jugement par défaut ne pourra être formée que devant les autorités du pays où le jugement aura été rendu.

Art. 13. Il ne sera exigé des Français qui auraient à poursuivre une action en Suisse aucun droit, caution ou dépôt auxquels ne seraient pas soumis, conformément aux lois du canton où l'action est intentée, les ressortissants suisses des autres cantons; réciproquement, il ne sera exigé des Suisses qui auraient à poursuivre une action en France aucun droit, caution ou dépôt auxquels ne seraient pas soumis les Français d'après les lois françaises.

Art. 14. Les Français en Suisse et les Suisses en France jouiront du bénéfice de l'assistance judiciaire, en se conformant aux lois du pays dans lequel l'assistance sera réclamée. Néanmoins, l'état d'indigence devra, en outre des formalités prescrites par ces lois, être établi par la production de pièces délivrées par les autorités compétentes du pays d'origine de la partie et légalisées par l'agent diplomatique de l'autre pays, qui les transmettra à son gouvernement.

II

Exécution des jugements.

Art. 15. Les jugements ou arrêts définitifs en matière civile et commerciale, rendus soit par les tribunaux, soit par des arbitres, dans l'un des deux États contractants, seront, lorsqu'ils auront acquis force de chose jugée, exécutoires dans l'autre, suivant les formes et sous les conditions indiquées dans l'article 16 ci-après.

Art. 16. La partie en faveur de laquelle on poursuivra, dans l'un des deux États, l'exécution d'un jugement ou d'un arrêt, devra produire au tribunal ou à l'autorité compétente du lieu ou de l'un des lieux où l'exécution doit avoir lieu :

1^o L'expédition du jugement ou de l'arrêt légalisé par les envoyés respectifs, ou, à leur défaut, par les autorités de chaque pays;

2^o L'original de l'exploit de signification dudit jugement ou arrêt, ou tout autre acte qui, dans le pays, tient lieu de signification;

3^o Un certificat délivré par le greffier du tribunal où le jugement a été rendu, constatant qu'il n'existe ni opposition ni appel, ni autre acte de recours.

Sur la représentation de ces pièces, il sera statué sur la demande d'exécution, savoir : en France, par le tribunal réuni en chambre de conseil, sur le rapport d'un juge commis par le président et les conclusions du ministère public, et en Suisse, par l'autorité compétente, dans la forme prescrite par la loi. Dans l'un et l'autre cas, il ne sera statué qu'après qu'il aura été adressé à la partie contre laquelle l'exécution est poursuivie, une notification indiquant le jour et l'heure où il sera prononcé sur la demande.

Art. 17. L'autorité saisie de la demande d'exécution n'entrera point dans la discussion du fond de l'affaire. Elle ne pourra refuser l'exécution que dans les cas suivants :

1^o Si la décision émane d'une juridiction incomptente;

2^o Si elle a été rendue sans que les parties aient été dûment citées et légalement représentées ou défaillantes ;

3^o Si les règles du droit public, ou les intérêts de l'ordre public, du pays où l'exécution est demandée, s'opposent à ce que la décision de la juridiction étrangère y reçoive son exécution.

La décision qui accorde l'exécution et celle qui la refuse ne seront point susceptibles d'opposition, mais elles pourront être l'objet d'un recours devant l'autorité compétente, dans les délais et suivant les formes déterminées par la loi du pays où elles auront été rendues.

Art. 18. Quand le jugement emportera contrainte par corps, le

tribunal ne pourra ordonner l'exécution en cette partie de la décision, si la législation ne l'admet pas dans le cas dont il s'agit au jugement.

Cette mesure ne pourra, dans tous les cas, être exercée que dans les limites et suivant les formes prescrites par la loi du pays où l'on poursuit son exécution.

Art. 19. Les difficultés relatives à l'exécution des jugements et arrêts ordonnés conformément aux articles 15, 16 et 17, seront portées devant l'autorité qui aura statué sur la demande d'exécution.

III

Transmission d'exploits et actes judiciaires et extrajudiciaires. Commissions rogatoires.

Art. 20. Les exploits, citations, notifications, sommations et autres actes de procédure dressés en Suisse et destinés à des personnes domiciliées ou résidant en France, seront adressés directement par le gouvernement suisse à son agent diplomatique ou consulaire placé le plus près du procureur impérial chargé de les remettre aux destinataires. L'agent diplomatique ou consulaire les transmettra à ce magistrat, qui lui renverra les récépissés délivrés par les personnes auxquelles les actes auront été notifiés.

Réciiproquement, le gouvernement français adressera à son agent diplomatique ou consulaire en Suisse, placé le plus près de l'autorité suisse, chargée de les remettre aux destinataires, les exploits et actes dressés en France et destinés à des personnes domiciliées ou résidant en Suisse. L'autorité à laquelle les actes auront été transmis renverra à l'agent consulaire les récépissés qu'elle aura reçus.

Art. 21. Les deux gouvernements contractants s'engagent à faire exécuter dans leurs territoires respectifs les commissions rogatoires décernées par les magistrats des deux pays pour l'instruction des affaires civiles et commerciales, et ce, autant que les lois du pays où l'exécution devra avoir lieu ne s'y opposeront pas.

La transmission desdites commissions rogatoires devra toujours être faite par la voie diplomatique, et non autrement. Les frais occasionnés par ces commissions rogatoires resteront à la charge de l'État requis de pourvoir à leur exécution.

Art. 22. La présente convention est conclue pour dix années, à partir du jour de l'échange des ratifications.

Dans le cas où aucune des deux hautes parties contractantes n'aurait notifié, une année avant l'expiration de ce terme, son intention d'en faire cesser les effets, la convention continuera d'être obligatoire

encore une année, et ainsi de suite, d'année en année, jusqu'à l'expiration d'une année à compter du jour où l'une des parties laura dénoncée.

Le jour où la présente convention sera mise en vigueur sera fixé par le procès-verbal de l'échange des ratifications.

Les dispositions du traité du 18 juillet 1828, relatives à la juridiction et à l'exécution des jugements, sont et demeurent abrogées.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 15 juin 1869.

(L. S.) *Signé : LA VALETTE.*

(L. S.) *Signé : KERN.*

PROTOCOLE.

Après s'être mis d'accord sur les termes des divers articles de ladite convention, les plénipotentiaires des deux pays ont pensé qu'il serait utile de déterminer par des observations insérées en un protocole spécial le sens et la portée de quelques-unes des stipulations de la convention, stipulations sur l'interprétation desquelles il pourrait s'élever des doutes ; à ces clauses, les plénipotentiaires ont dressé les notes explicatives suivantes :

Art. 1^{er}. Le dernier article de cet alinéa est ainsi conçu :

« Si néanmoins l'action a pour objet l'exécution d'un contrat consenti par le défendeur dans un lieu situé, soit en France, soit en Suisse, hors du ressort desdits juges naturels, elle pourra être portée devant les juges du lieu où le contrat a été passé, *si les parties y résident au moment où le procès sera engagé.*

Le traité de 1828 dispose, dans son article 3, que les contestations personnelles sont portées devant les juges naturels du défendeur, *à moins que les parties ne soient présentes dans le lieu même où le contrat a été stipulé.*

Des difficultés se sont élevées sur l'interprétation des derniers mots qu'on vient de transcrire. Faut-il, pour que le tribunal du lieu où le contrat a été stipulé soit compétent, que les parties aient été présentes dans ce lieu au moment où le contrat a été passé, ou bien au moment où le procès est engagé ?

Des décisions ont été rendues en sens contradictoire par plusieurs cours impériales de France.

Le gouvernement suisse a toujours soutenu que, pour que les juges naturels cessassent d'être compétents, il ne suffisait pas que les parties se trouvassent dans le lieu où le contrat a été passé au moment de la

convention, mais qu'il était nécessaire qu'elles y fussent présentes au moment où le procès était engagé.

Le gouvernement français s'était, à plusieurs reprises, montré disposé à partager cet avis. Il convenait donc de trancher la question dans le nouveau traité.

En conséquence, une rédaction nouvelle a été adoptée : on a substitué aux mots *à moins que les parties ne soient présentes* dans le lieu même où le contrat a été stipulé, ceux-ci : si les parties *y résident* au moment où le procès sera engagé.

En principe donc, l'interprétation du gouvernement suisse est adoptée ; mais il a paru nécessaire d'expliquer que le seul fait de la présence du Français en Suisse, ou du Suisse en France, ne suffirait pas pour rendre le tribunal du lieu du contrat compétent ; les mots *y résident* ont pour objet d'indiquer que la dérogation au principe de la compétence des juges naturels n'aura pas lieu quand le défenseur se trouvera momentanément, et en quelque sorte de passage dans le pays où le contrat aura été stipulé, par exemple, pour assister à une fête publique ou autre, pour un voyage d'affaires et de commerce, une foire, une opération isolée, un témoignage en justice, etc., etc., mais seulement quand le défendeur y aurait soit une résidence équivalente à un domicile, soit même une résidence temporaire dont la cause n'est point déterminée par des faits purement accidentels, tels que ceux qu'on vient d'énumérer.

Art. 4. Le paragraphe final de cet article donne compétence au tribunal du lieu de la situation des immeubles « dans le cas où il s'agira d'une action *personnelle* concernant la propriété ou la jouissance de cet immeuble. »

On a voulu prévoir les cas où un Français propriétaire en Suisse ou bien un Suisse propriétaire en France serait actionné en justice, soit par des entrepreneurs qui ont fait des réparations à l'immeuble, soit par un locataire troublé dans sa jouissance, soit enfin par toutes personnes qui, sans prétendre droit à l'immeuble même, exercent contre le propriétaire, et à raison de sa qualité de propriétaire, des droits purement personnels.

Art. 5. La question s'est élevée dans le cours des négociations, de savoir si l'article 2 de la loi française du 14 juillet 1819¹ pouvait en-

1. Loi du 14 juillet 1819 relative à l'abolition du droit d'aubaine et de détraction.

Art. 2. Dans le cas de partage d'une même succession entre des cohéritiers étrangers et français ceux-ci préleveront sur les biens situés en France une portion égale à la valeur des biens situés en pays étranger, dont ils seraient exclus, à quelque titre que ce soit, en vertu des lois et coutumes locales.

core être appliqué dans le cas où des héritiers français et suisses se trouveraient appelés concurremment à la succession d'un Français ou Suisse décédé en laissant des biens dans les deux pays. Cet article est ainsi conçu :

« Dans le cas de partage d'une même succession entre des cohéritiers étrangers et français, ceux-ci prélèveront sur les biens situés en France une portion égale à la valeur des biens, situés en pays étrangers, dont ils seraient exclus à quelque titre que ce soit, en vertu des lois et coutumes locales. »

Le gouvernement suisse exprimait le désir que les successions respectives des Français et des Suisses fussent réglées sans égard aux dispositions de cet article ; le gouvernement français a expliqué qu'il ne pouvait, par un traité, abroger une loi faite en faveur des Français ; que, d'après un arrêt de la cour de cassation du 18 juillet 1859, les traités antérieurs ne faisaient point obstacle à l'application de l'article 2 de la loi de 1819 ; que tout ce qu'il était possible de faire, c'était de stipuler la réciprocité ; en conséquence, on a exprimé en termes généraux que si la législation d'un des deux pays accordait à ses nationaux des droits et des avantages particuliers sur les biens situés dans le pays, les nationaux de l'autre pays pourraient de même invoquer les droits et avantages à eux réservés par la législation de l'État auquel ils appartiennent.

Art. 11. Le gouvernement suisse attache, comme le gouvernement français, un grand intérêt à ce que le tribunal saisi incomptément d'une affaire qui appartient aux juges naturels du défendeur, veille, même en l'absence de celui-ci, à la stricte exécution du traité, et renvoie le procès au tribunal qui en doit connaître. En imposant aux juges l'obligation de se déclarer incomptents *même d'office*, l'article 11 disait suffisamment que, même en l'absence du défendeur et de toute exception d'incompétence produite par lui, le tribunal devait se déclarer incomptent ; on a cependant ajouté ces mots : *et même en l'absence du défendeur*, afin que celui-ci puisse, sans être tenu de se présenter à la barre pour soulever le moyen d'incompétence, adresser, soit au président du tribunal de commerce, soit au procureur impérial, quand il s'agira d'un tribunal où se rencontrera un officier du ministère public, des notes et observations propres à les éclairer sur l'application à sa cause des stipulations du traité. Ce moyen aura pour effet d'appeler utilement l'attention du tribunal sur sa propre compétence. Des instructions adressées aux tribunaux pour l'exécution du traité leur indiqueront d'ailleurs la portée des termes de l'article 11.

Art. 16. Pour l'intelligence des mots *autorité compétente* qui se rencontrent plusieurs fois dans cet article, il est expliqué qu'en Suisse la demande d'exécution peut être portée, suivant les cantons, soit devant

le tribunal entier, soit devant le président, soit même devant l'autorité exécutive ; que, de plus, elle peut, en cas de difficulté, être soumise au conseil fédéral, qui fait office, en ce cas, de cour supérieure ; il a donc fallu se servir d'expressions générales et applicables dans tous les cas.

En France, c'est toujours l'autorité judiciaire à ses divers degrés qui statuera sur les demandes d'exécution.

Art. 20. Il est reconnu que le mode de transmission des exploits, citations et actes de procédure, tel qu'il est organisé actuellement, donne lieu à des correspondances géminées et à des retards fâcheux. On aurait désiré stipuler que ces actes seraient envoyés directement par le magistrat d'un pays à l'autorité correspondante de l'autre pays ; mais le § 9 de l'article 69 du Code de procédure civile française⁴ est impératif ; il exige, à peine de nullité (article 70)⁵, que les exploits soient envoyés au ministère des affaires étrangères, qui les transmet au gouvernement étranger. Il y a donc lieu d'attendre que la révision du Code de procédure, et notamment celle du § 9 de l'article 69, permette au gouvernement français de consentir des stipulations plus appropriées aux besoins de célérité de notre époque. Dans l'état des choses, la clause insérée dans l'article 20 a seule pu être admise.

Art. 21. Quant aux commissions rogatoires, le gouvernement français a tenu à conserver le mode actuel de transmission. Il importe, dans son opinion, que les gouvernements puissent surveiller avec soin l'exécution des mesures sollicitées par la justice étrangère, et qui peuvent n'être point en rapport avec la législation du pays.

Le présent protocole, qui, de même que la convention du 15 juin 1869, a été expédié en double original, sera considéré comme approuvé et confirmé par les parties contractantes et comme ayant reçu la ratification par le fait seul de l'échange des ratifications de ladite convention, à laquelle le présent protocole se réfère.

Fait à Paris, le 15 juin 1869.

(L. S.) Signé : LA VALETTE.

(L. S.) Signé : KERN.

1. Art. 69. Seront assignés : 9° ceux qui habitent le territoire français hors du continent, et ceux qui sont établis chez l'étranger, au domicile du procureur impérial près le tribunal où sera portée la demande, lequel visera l'original, et enverra la copie, pour les premiers, au ministre de la marine, et, pour les seconds, à celui des affaires étrangères.

2. Art. 70. Ce qui est prescrit par les deux articles précédents sera observé à peine de nullité.

**Convention concernant les rapports de voisinage, de justice
et de police, conclue à Zurich, le 18 juillet 1828.**

S. M. le Roi de France et de Navare et les États composant la Confédération Helvétique, également animés du désir de consolider de plus en plus les liens d'amitié et les relations de bon voisinage qui subsistent depuis si longtemps entre eux, et, dans ce but, ayant jugé convenable de fixer définitivement et sur la base d'une parfaite réciprocité les règles à suivre de part et d'autre, tant pour l'exercice de la justice qu'à l'égard de divers autres points d'un intérêt commun pour les deux pays, ont, à cet effet, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. Très-Chrétienne, le sieur François-Joseph-Maximilien-Gérard de *Rayneval*, grand officier de l'ordre royal de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre de Charles III, conseiller d'État, son ambassadeur près la Confédération Helvétique ;

Et les États de la Confédération Helvétique, les sieurs Emmanuel-Frédéric *Ficher*, avoyer de la ville et république de Berne; Jean *Herzog d'Effiguen*, bourgmestre du canton d'Argovie; et Auguste-Charles-François de *Perrot*, conseiller d'État de Neuchâtel; lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art 1^{er}. Les jugements définitifs en matière civile, ayant force de chose jugée, rendus par les tribunaux français, seront exécutoires en Suisse, et réciproquement, après qu'ils auront été légalisés par les Envoyés respectifs, ou, à leur défaut, par les autorités compétentes de chaque pays.

Art. 2. Il ne sera exigé des Français qui auraient à poursuivre une action en Suisse, et des Suisses qui auraient une action à poursuivre en France, aucun droit, caution ou dépôt, auxquels ne seraient pas soumis les nationaux eux-mêmes conformément aux lois de chaque localité.

Art. 3. Dans les affaires litigieuses personnelles ou de commerce, qui ne pourront se terminer à l'amiable ou sans la voie des tribunaux, le demandeur sera obligé de poursuivre son action devant les juges naturels du défendeur, à moins que les parties ne soient présentes dans le lieu même où le contrat a été stipulé, ou qu'elles ne fussent convenues des juges par-devant lesquels elles se seraient engagées à discuter leurs difficultés. Dans les affaires litigieuses ayant pour objet des propriétés foncières, l'action sera suivie par-devant le tribunal ou magistrat du lieu où ladite propriété est située. Les contestations qui pourraient s'élever entre les héritiers d'un Français

mort en Suisse, à raison de sa succession, seront portées devant le juge du dernier domicile que le Français avait en France. La réciprocité aura lieu à l'égard des contestations qui pourraient s'élever entre les héritiers d'un Suisse mort en France. Le même principe sera suivi pour les contestations qui naîtraient au sujet des tutelles.

Art. 4. En cas de faillite ou de banqueroute de la part de Français possédant des biens en France, s'il y a des créanciers suisses et des créanciers français, les créanciers suisses qui se seraient conformés aux lois françaises pour la sûreté de leur hypothèque seront payés sur lesdits biens, comme les créanciers hypothécaires français suivant l'ordre de leur hypothèque; et réciproquement, si des Suisses, possédant des biens sur le territoire de la Confédération Helvétique, se trouvaient avoir des créanciers français et des créanciers suisses, les créanciers français qui se seraient conformés aux lois suisses pour la sûreté de leur hypothèque en Suisse seront colloqués sans distinction avec les créanciers suisses, suivant l'ordre de leur hypothèque. Quant aux simples créanciers, ils seront aussi traités également sans considérer auquel des deux pays ils appartiennent, mais toujours conformément aux lois de chaque pays.

Art. 5¹. Si des Français ou des Suisses, déclarés juridiquement coupables, dans leurs pays respectifs, des crimes suivants, savoir: crimes contre la sûreté de l'État, assassinats, empoisonnements, incendies, faux sur des actes publics et en écritures de commerce, fabrication de fausse monnaie, vols avec violence ou effraction, vols de grands chemins, banqueroute frauduleuse, ou qui seraient poursuivis comme tels en vertu de mandats d'arrêt décernés par l'autorité légale, venaient à se refugier, les Français en Suisse et les Suisses en France, leur extradition sera accordée à la première réquisition. Il en sera de même à l'égard des fonctionnaires ou dépositaires publics poursuivis pour soustraction de fonds appartenant à l'État. Chacun des deux

1. Cet article a été ainsi modifié par la Déclaration du 30 septembre 1833 :

Art. 5. Si des Français ou des Suisses déclarés juridiquement coupables dans leurs pays respectifs des crimes suivants, savoir : assassinat, empoisonnement, incendie, faux sur des actes publics et en écriture de commerce, fabrication de fausse monnaie, vols avec violence ou effraction, vols de grands chemins, banqueroute frauduleuse, ou qui seraient poursuivis comme tels en vertu de mandats d'arrêt, décernés par l'autorité légale, venaient à se réfugier, les Français en Suisse et les Suisses en France, leur extradition sera accordée à la première réquisition. Il en sera de même à l'égard des fonctionnaires ou dépositaires publics poursuivis pour soustraction de fonds appartenant à l'État. Chacun des deux pays supportera jusqu'aux frontières de son territoire les frais d'extradition et de transport.

Les choses volées dans l'un des deux pays et déposées dans l'autre seront fidèlement restituées.

pays supportera jusqu'aux frontières de son territoire les frais d'extradition et de transport. Les choses volées dans l'un des deux pays et déposées dans l'autre seront fidèlement restituées.

Art. 6. Dans toutes les procédures criminelles ayant pour objet les mêmes crimes spécifiés à l'article ci-dessus, dont l'instruction se fera soit devant les tribunaux français, soit devant ceux de Suisse, les témoins suisses qui seront cités à comparaître en personne en France, et les témoins français qui seront cités à comparaître en personne en Suisse, seront tenus de se transporter devant le tribunal qui les aura appelés, sous les peines déterminées par les lois respectives des deux nations. Les passe-ports nécessaires seront donnés aux témoins, et les Gouvernements respectifs se concerteront pour fixer l'indemnité et l'avance préalable qui seront dues à raison de la distance et du séjour. Si le témoin se trouve complice, il sera renvoyé par-devant son juge naturel, aux frais du Gouvernement qui l'aurait appelé.

Art. 7. Les habitants suisses des cantons limitrophes de la France auront la faculté d'exporter les denrées provenant des biens-fonds dont ils seraient propriétaires sur le territoire du Royaume à une lieue des frontières respectives, et la même faculté est accordée réciproquement aux Français qui posséderaient en Suisse des propriétés foncières situées à la même distance des frontières. L'exportation et l'importation de ces denrées territoriales seront libres et exemptes de tous droits. Néanmoins, les propriétaires qui voudront user de la faculté qui leur est accordée par le présent article, se conformeront aux lois de douane ou de police de chaque pays; mais, pour éviter que les formalités à remplir ne causent des retards préjudiciables aux récoltes, leur transport d'un pays dans l'autre ne pourra être retardé, si ceux qui en auront préalablement demandé l'autorisation fournissent, jusqu'à ce qu'ils aient pu l'obtenir, une caution solvable. Il est bien entendu que cette faculté ne sera pas limitée, et qu'elle durera toute l'année; mais il est également convenu qu'elle ne s'appliquera qu'aux récoltes brutes et telles que le terrain sur lequel elles auront cru les aura produites.

Art. 8. Il sera conclu un arrangement particulier entre S. M. Très-Chrétienne et les cantons limitrophes de la France, pour régler l'exploitation des forêts voisines des frontières et en prévenir la dégradation.

Art. 9. Si par la suite on venait à reconnaître le besoin d'éclaircissements sur quelques articles du présent Traité, il est expressément convenu que les Parties Contractantes se concerteront pour régler à l'amiable les articles sujets à interprétation.

Art. 10. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées dans l'espace de trois mois, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'on signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Zurich, le 18 juillet de l'an de grâce 1828.

(L. S.) Signé : RAYNEVAL.

(L. S.) Signé : FISCHER.

(L. S.) Signé : HERZOG D'EFFINGUEN. (L. S.) Signé : PERROT.

FRANCE. — PAYS-BAS.

Article additionnel à la Convention de Poste du 22 janvier 1868, signé à La Haye, le 22 juin 1869.

S. M. l'Empereur des Français et S. M. le Roi des Pays-Bas, désirant faciliter la transmission des journaux et imprimés de toute nature expédiés de l'un des deux pays pour l'autre, ont résolu de conclure un article additionnel à la convention de poste du 22 janvier 1868¹, et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, M. Philippe-Charles-Maurice Baudin, grand-officier de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. le Roi des Pays-Bas, et S. M. le Roi des Pays-Bas M. Théodore-Marinus Roest van Limburg, grand officier de l'ordre de la Couronne de chêne de Luxembourg, etc., etc., son ministre des affaires étrangères ;

Lesquels, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, sont convenus de la disposition suivante :

Article additionnel.

Il est formellement convenu entre le gouvernement de S. M. l'Empereur des Français et le gouvernement de S. M. le Roi des Pays-Bas : que les journaux et imprimés de toute nature expédiés de la France et de l'Algérie pour les Pays-Bas, et vice versa, et affranchis jusqu'à destination, conformément aux dispositions de la convention de poste du 22 janvier 1868, ne pourront, sous aucun prétexte et à quelque titre que ce soit, être frappés dans le pays de destination d'une taxte ou d'un droit quelconque à la charge des destinataires.

Le présent article sera considéré comme faisant partie de la convention du 22 janvier 1868 et aura la même durée. Il sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à La Haye aussitôt que faire se pourra. Il recevra son exécution à partir du 1^{er} juillet prochain.

1. Voir *Archives*, 1868, t. II, p. 750.

Fait à La Haye, en double original, le vingt-deuxième jour du mois de juin de l'an de grâce mil huit cent soixante-neuf.

(L. S.) signé : ROEST VAN LIMBURG.

(L. S.) Signé : CH. BAUDIN.

FRANCE.

Déclaration d'accession à la Déclaration signée à Vienne¹ le 22 juillet 1868, relative à la suppression de tous accessoires de transports des dépêches télégraphiques par la poste, faite à Paris, le 27 juin 1869.

Le soussigné, ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères de S. M. l'Empereur des Français, déclare que son souverain ayant eu communication de la déclaration signée à Vienne, le 22 juillet 1868, au nom de leurs gouvernements respectifs, par un certain nombre de délégués, membres de la conférence télégraphique internationale, déclaration dont la teneur suit :

DÉCLARATION

Les soussignés, membres délégués de la conférence télégraphique internationale de Vienne, considérant que l'article 64 de la Convention revisée par cette conférence comprend au nombre des réserves le droit pour les États contractants de prendre des arrangements particuliers à l'effet de supprimer réciproquement les taxes accessoires du transport des dépêches par la poste, déclarent, sous réserve de l'approbation de leurs gouvernements respectifs, que la suppression de ces taxes dans les relations entre les offices télégraphiques représentés par les soussignés prendra cours dès la mise à exécution de la Convention revisée.

Les dépêches ordinaires et recommandées qui doivent être remises à destination par voie postale seront remises à la poste comme lettres chargées par le bureau télégraphique d'arrivée, sans frais pour l'expéditeur ni pour le destinataire, à moins qu'il s'agisse de correspondances qui traversent la mer, soit par suite d'interruptions des lignes télégraphiques sous-marines, soit pour atteindre des pays non reliés au réseau des États contractants ; dans ce cas, les administrations qui se chargent de l'expédition des dépêches par la poste feront connaître

1. Voir *Archives*, 1869, p. 204.

tre une fois pour toutes aux autres administrations celle des taxes fixes indiquées à l'article 46 qui doit être perçue au départ en sus de la taxe télégraphique.

Fait à Vienne, le 22 juillet 1868.

Pour l'Allemagne du Nord. *Signé* : V. CHAUVIN.

Autriche et Hongrie. *Signé* : BRUNNER.

Signé : TAKACS.

Bade *Signé* : ZIMMER.

Signé : SCHWERD.

Bavière. *Signé* : GUMBART.

Belgique. *Signé* : FASSIAUX.

Signé : VINCHENT.

Danemark *Signé* : FABER.

Espagne *Signé* : L. M. DE TORNOS.

Grande-Bretagne. *Signé* : GOLDSMID.

Signé : GLOVER.

Italie *Signé* : ERNEST D'AMICO.

Luxembourg *Signé* : CH. FERD. SCHAEFER.

Norvège *Signé* : NIELSEN.

Pays-Bas *Signé* : STARING.

Perse. *Signé* : DE LUDERS.

Portugal. *Signé* : VALENTINO EVARISTO DO REGO.

Principautés-Unies. *Signé* : JEAN FALCOIANO.

Russie *Signé* : DE LUDERS.

Suède. *Signé* : BRANDSTROM.

Suisse. *Signé* : L. CURCHOD.

Serbie *Signé* : MLADEN Z. RADOJCIVITS.

Turquie *Signé* : G. SERPOS.

Wurtemberg *Signé* : KLEIN.

Signé : SCHRAG.

Sa Majesté l'a autorisé à déclarer en son nom qu'elle accède à ladite déclaration et qu'elle s'engage formellement envers les États ci-dessus mentionnés à concourir de son côté à l'exécution des stipulations contenues dans ladite déclaration.

En foi de quoi, le ministre soussigné a dressé la présente déclaration d'accession, qu'il a revêtue de sa signature et scellée de ses armes

Fait à Paris, le 27 juin 1869.

(S. L.) *Signé* : LA VALETTE.

FRANCE. — PRUSSE.

Convention additionnelle à la Convention du 18 juillet 1867¹, pour l'établissement d'un chemin de fer de Sarreguemines à Sarrebrück, conclue à Paris, le 1^{er} juillet 1869.

S. M. l'Empereur des Français et S. M. le Roi de Prusse, désirant déterminer, en exécution de l'article 2 de la convention conclue, le 18 juillet 1867, pour l'établissement d'un chemin de fer entre Sarreguemines et Sarrebrück, le point de jonction des deux sections française et prussienne dudit chemin de fer et les conditions de leur raccordement sur le pont à construire sur la Sarre, à la limite des deux États, ont résolu de conclure, à cet effet, une convention additionnelle audit arrangement, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, S. Ex. M. Félix, marquis de *La Valette*, sénateur, membre de son conseil privé, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, grand-croix de l'Aigle noir de Prusse, etc., etc., etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères ;

Et S. M. le Roi de Prusse, M. Evrard, comte de *Solms-Sonnevalde*, commandeur de l'ordre royal de l'Aigle rouge avec feuilles de chêne, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., chargé d'affaires de Prusse et de la Confédération de l'Allemagne du Nord à Paris ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Le pont du chemin de fer, près de Sarreguemines, traversera la Sarre et la frontière des deux États, conformément aux dispositions de la feuille de dessin A, et sera construit conformément aux indications de détail des feuilles B, C, D, E et F, ci-jointes et visées pour être annexées à la présente convention.

Des chambres de mines seront ménagées dans la culée française et dans la première pile du pont, conformément aux dispositions indiquées sur la feuille de dessin E (la feuille E est en deux parties désignées par les lettres E et E'). De même, vers la rive prussienne, des chambres de mines seront ménagées dans la troisième pile du pont, conformément aux dispositions indiquées sur la feuille de dessin F.

Il sera établi sur trente mètres (95 pieds 1/2) de longueur, du couronnement du mur du chemin de halage de la rive française à la

1. Voir ci-après, page 278.

rencontre du pont, une banquette de sûreté en maçonnerie de 0^m,30 de hauteur (1 pied), et les enrochements de la culée gauche, ainsi que ceux de la première pile à la suite, seront dérasés jusqu'à deux mètres (6 pieds 4 pouces 47) sous le plan d'eau de l'étiage normal.

La feuille de dessin A comprend:

Le plan d'ensemble et le profil en long du raccordement des chemins de fer de Sarrebrück à Sarreguemines et de Thionville à Niederbronn.

Au plan sont figurées quatre bornes, n° I, II, III et IV, qui ont été établies sur le terrain pour déterminer d'une manière invariable le point de raccordement des deux lignes, ainsi que celui où la ligne de Sarrebrück à Sarreguemines traverse la frontière des deux États.

La borne n° I est placée sur l'axe même du chemin de fer de Thionville à Niederbronn, à 46^m,05 (12,227°), du côté de Sarreguemines, de l'axe du ponceau établi pour l'écoulement des eaux du ravin de Himmelsberg.

La borne n° II a été posée sur le même alignement, du côté de Thionville, et à 200^m,035 (53° 1445) de la borne n° I.

La borne n° III a été établie à 40^m,035 (10,63°) de la borne n° II, sur un alignement faisant avec le précédent un angle, du côté de la Sarre, de 148° 15' 45".

La borne n° IV a été établie, sur la rive droite de la Sarre, à 132^m,309 (35,13°) de la borne n° III, sur un alignement perpendiculaire au cours de la Sarre, et qui faisait avec celui déterminé par les bornes II et III un angle de 130° 16' 15"; la rive gauche de la rivière se trouve à 74^m,18 (19,695°) de la borne n° III; la rive droite se trouve à 4^m,649 (1,2345°) de la borne n° IV, et la limite des deux États se trouve au milieu de la rivière, c'est-à-dire à 26^m,74 (7,1°) de chacune des deux rives.

Les bornes n° I, II, III et IV, repérées par rapport au niveau de la mer, à Amsterdam, sont établies aux altitudes suivantes:

La borne n° I, à 206^m,335 (657' 43) au-dessus du niveau de la mer, soit à 0^m,20 (7" 64) en contre-bas du rail du chemin de fer de Thionville à Niederbronn, au droit de ladite borne n° I;

La borne n° II, à 211^m,70 (674' 56) au-dessus du niveau de la mer;

La borne n° III, à 206^m,002 (656' 37) au-dessus du niveau de la mer;

La borne n° IV, à 194^m,025 (618' 21) au-dessus du niveau de la mer.

Le point de raccordement de la ligne prussienne avec la ligne française est situé en plan à 290^m,25 (77,066°) de la frontière et à 1 mètre (3' 2" 23) vers Sarreguemines de la borne n° I, et en altitude, ainsi qu'il vient d'être dit ci-dessus, à 0^m,20 (7" 64) au-dessus de la borne n° I.

D'après le profil en long, la ligne prussienne se prolongera en palier sur 150^m,07 (39° 8') à partir du point de raccordement; ce palier sera suivi d'une pente de 1/240, qui s'étendra sur toute la longueur du passage des deux ponts projetés, tant sur la route impériale de Sarreguemines à Sarrebrück que sur la rivière de Sarre.

Art. 2. Une passerelle pour piétons sera annexée à la travée métallique du pont du chemin de fer, conformément aux indications des trois feuilles de dessin B, C et D précitées, comprenant, savoir :

La feuille B, les plans et l'élévation du pont et de la passerelle projetés sur la Sarre;

La feuille C, la coupe en long sur l'axe du pont, et les coupe, plan et élévation des piles et culées de cet ouvrage.

Enfin la feuille D, les plan, coupe et élévation du tablier métallique et des gardes-corps de la passerelle, ainsi que les détails des fers.

Cette passerelle régnera tout le long de la tête d'amont du pont de la Sarre et de la culée évidée commune à cet ouvrage et au passage inférieur de la route impériale de Sarreguemines à Sarrebrück.

Elle aura une largeur de passage de 2 mètres (6' 4" 47).

Les accès seront assurés:

Du côté de la France,

Par un escalier de 2 mètres (6' 4" 47) de largeur, lequel aura son origine sur le trottoir de droite de la route impériale;

Et du côté de la Prusse,

Par une rampe également de 2 mètres (6' 4" 47) de largeur à établir dans le talus d'amont du chemin de fer, suivant une inclinaison de 1/10.

Art. 3. La circulation sur la passerelle sera libre et gratuite, sans distinction de nationalité.

La somme de vingt-deux mille cinq cents francs (22 500 fr.) ou six mille thalers (6 000 th.), nécessaire pour l'exécution de cet ouvrage, conformément à l'avant-projet estimatif, sera payée par les gouvernements français et prussien dans la proportion de neuf (9) à treize (13), soit neuf mille deux cent cinq francs (9 205 fr.), ou deux mille quatre cent cinquante-quatre thalers six onzièmes (2 454 th. 6/11) pour la France, et treize mille deux cent quatre-vingtquinze francs (13 295 fr.) ou trois mille cinq cent quarante-cinq thalers cinq onzièmes (35 45 th. 5/11) pour la Prusse.

Il reste d'ailleurs entendu que si, contre toute attente, il se produisait une différence en plus ou en moins, elle serait partagée dans la même proportion.

Il est également entendu que le gouvernement prussien se réserve de faire supporter une part des frais d'établissement de la passerelle par les communes intéressées de la rive droite de la Sarre.

Art. 4. La présente convention additionnelle sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai de six semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 1^{er} juillet 1869.

(L. S.) Signé; LA VALETTE.

(L. S.) Signé; C. SOLMS.

Convention pour l'établissement d'un chemin de fer entre Sarreguemines et Sarrebrück, conclue à Paris, le 18 juillet 1867.

S. M. l'Empereur des Français et S. M. le Roi de Prusse, animés du désir de procurer à leurs sujets respectifs de nouvelles facilités de communication, ont résolu de conclure une Convention pour l'établissement d'un chemin de fer entre Sarrebrück et Sarreguemines, destiné à relier entre eux les réseaux des chemins de fer des deux Pays, et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, M. Lionel, marquis de *Moustier*, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, grand-croix des ordres royaux de l'Aigle noir et de l'Aigle rouge de Prusse, etc., etc., etc., son Ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères ;

Et S. M. le Roi de Prusse, M. Henri-Louis-Robert, comte de *Goltz*, chevalier des ordres royaux de Prusse de la Couronne et de l'Aigle rouge de première classe avec feuilles de chêne, et de Saint-Jean-de-Jérusalem, grand-croix de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français ;

Lesquels, après s'être communiqué réciproquement leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Le Gouvernement français s'engage à concéder à la compagnie des chemins de fer de l'Est un chemin de fer de Sarreguemines à la frontière prussienne, dans la direction de Sarrebrück.

De son côté, le Gouvernement prussien s'engage à assurer l'exécution d'un chemin de fer de Sarrebrück à la frontière française, en face de Sarreguemines.

Est approuvé le contrat particulier passé, le 14 juin 1865, entre le ministre du commerce, de l'industrie et des travaux publics de Prusse, représenté par son délégué, M. de Wolf, et la compagnie française

des chemins de fer de l'Est, représentée par M. Sauvage, son directeur, au sujet de la construction et l'exploitation de la partie de ligne à établir sur le territoire français.

Art. 2. Le point de jonction des deux chemins de fer français et prussien et les conditions de leur raccordement sur le pont à construire sur la Sarre, à la limite des deux États, seront déterminés, d'un commun accord, entre les deux Gouvernements, dans le délai d'un an, au plus tard, à partir de la date de l'échange des ratifications de la présente Convention.

Les deux Gouvernements se réservent d'examiner s'il serait possible d'assurer, sur le pont mentionné au paragraphe qui précède, la circulation des piétons pour le passage d'une rive à l'autre de la Sarre, en remplacement de la nacelle à péage établie en ce point.

Art. 3. Les voies de fer et leurs dépendances, ainsi que les moyens de transport, seront organisés, de part et d'autre, de manière à assurer l'exploitation avec des locomotives et à permettre de franchir sans obstacle la frontière dans un sens comme dans l'autre. Les ingénieurs des deux pays chargés de la construction et de la surveillance des chemins de fer dont il s'agit se communiqueront les détails des projets respectifs et se maintiendront en rapport pendant l'exécution des travaux:

Art. 4. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails sera, dans les deux pays, de un mètre quarante-quatre centimètres au moins et de un mètre quarante-cinq centimètres au plus. Les tampons des locomotives et des wagons seront établis, dans chacun des deux États, de telle sorte qu'il y ait concordance avec les dimensions adoptées sur les chemins de fer en exploitation dans les deux États.

Art. 5. Dans chacun des deux États, les terrains seront acquis et les ouvrages d'art seront exécutés immédiatement pour deux voies. Les terrassements pourront être exécutés, les tabliers des ponts métalliques, s'il y a lieu, et les rails pourront être posés pour une seule voie.

La deuxième voie devra être établie, soit sur la totalité, soit sur partie des chemins, lorsque l'insuffisance d'une seule voie, par suite du développement de la circulation, aura été reconnue par les deux Gouvernements.

Art. 6. Les travaux de construction seront poussés de manière à arriver en même temps à l'achèvement des chemins de fer sur les deux territoires. Dans tous les cas, l'exploitation devra s'ouvrir sur chacun d'eux dans le délai de trois ans, à partir de la date de l'échange des ratifications de la présente Convention.

Art. 7. La partie du chemin de fer située sur le territoire français sera exploitée par l'administration des chemins de fer de Prusse. En

conséquence, les trains prussiens franchiront la frontière de France et aboutiront dans la gare de Sarreguemines.

Pendant tout le temps de leur séjour sur le territoire français, les mécaniciens et le personnel des trains prussiens seront soumis aux lois et règlements concernant l'exploitation des chemins de fer français, au même titre que les agents de la compagnie de l'Est.

L'administration prussienne appliquera ses propres tarifs sur la section du chemin de fer comprise entre la frontière et l'axe de la gare de Sarreguemines, et percevra toutes les recettes à son profit.

Toutefois, les tarifs appliqués sur la section française ne pourront pas dépasser le maximum du tarif légal imposé à la compagnie des chemins de fer de l'Est par son acte de concession, ni être établis sur un parcours supérieur au nombre de kilomètres parcourus ou entamés.

Art. 8. Il ne sera fait aucune distinction entre les habitants des deux pays, soit pour le prix des transports, soit pour le temps d'expédition, et les transports à effectuer d'un territoire vers l'autre ne seront pas moins favorablement traités, quant au temps et aux prix d'expédition, que ceux qui s'effectuent dans les limites respectives de chaque territoire.

Art. 9. Toutes les mesures de police de la douane auxquelles pourra donner lieu l'ouverture de la voie qui fait l'objet de la présente Convention seront réglées par un accord ultérieur entre les deux Gouvernements, de manière à faciliter les rapports des deux pays et à favoriser le transit.

Les deux Gouvernements se conféreront respectivement le droit de faire escorter par leurs employés de douane les convois circulant entre les stations frontières des deux pays, le tout sans préjudice de l'application des lois et règlements de chaque État pour le parcours sur son territoire.

Art. 10. Lors de l'ouverture des deux chemins de fer, les H. P. C. s'entendront sur les changements que le nouveau mode de communication pourrait nécessiter dans le service et le transport des correspondances postales, ainsi que dans le service des communications télégraphiques.

Art. 11. Toutes les fois que les administrations des chemins de fer de l'un et de l'autre État ne parviendront point à s'entendre, soit sur les différents points prévus dans la présente Convention, soit sur les moyens d'assurer la continuité du service et la prospérité du commerce de transit, les deux H. P. C. viendront pour prescrire les mesures nécessaires.

Art. 12. A l'expiration de la concession de la compagnie des chemins de fer de l'Est, ou si, à une époque quelconque, cette concession

vient à cesser par voie de rachat ou autrement, les deux H. P. C. détermineront, d'un commun accord, les mesures à prendre pour assurer la continuation de l'exploitation sur le chemin de fer qui fait l'objet de la présente Convention.

Art. 13. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai de six semaines, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, en double expédition, le 18 juillet de l'an de grâce 1867.

(L. S.) Signé : MOUSTIER.

(L. S.) Signé : GOLTZ.

FRANCE. — SUISSE.

Convention d'extradition, conclue à Paris, le 9 juillet 1869.

Le Gouvernement de S. M. l'Empereur des Français et celui de la Confédération suisse, désirant, d'un commun accord, conclure une convention à l'effet de régler l'extradition des malfaiteurs, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, S. Exc. M. Félix, marquis de *La Valette*, sénateur de l'Empire, membre de son Conseil privé, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son Ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères;

Et la Confédération Suisse, M. Jean Conrad *Kern*, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Confédération Suisse près S. M. l'Empereur des Français;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Le Gouvernement de S. M. l'Empereur des Français et le Gouvernement de la Confédération suisse s'engagent à se livrer réciproquement, sur la demande que l'un des deux Gouvernements adressera à l'autre, à la seule exception de leurs nationaux, les individus réfugiés de Suisse en France et dans les colonies françaises, ou de France et des colonies françaises en Suisse, et poursuivis ou condamnés comme auteurs ou complices par les tribunaux compétents, pour les crimes et délits énumérés ci-après :

1^o Assassinat ;

2^o Parricide ;

3^o Infanticide ;

- 4^o Empoisonnement;
- 5^o Meurtre;
- 6^o Avortement;
- 7^o Viol;
- 8^o Attentat à la pudeur consommé ou tenté avec ou sans violence;
- 9^o Attentat aux mœurs en excitant, favorisant ou facilitant habituellement la débauche ou la corruption de la jeunesse de l'un ou de l'autre sexe au-dessous de l'âge de vingt et un ans;
- 10^o Outrage public à la pudeur;
- 11^o Enlèvement de mineurs;
- 12^o Exposition d'enfants;
- 13^o Coups et blessures volontaires ayant occasionné soit la mort, soit une maladie ou incapacité de travail personnel pendant plus de vingt jours, ou ayant été suivis de mutilation, amputation ou privation de l'usage de membre, cécité, perte d'un œil ou autres infirmités permanentes;
- 14^o Association de malfaiteurs pour commettre des infractions prévues par la présente convention;
- 15^o Menaces d'attentat contre les personnes ou les propriétés, avec ordre de déposer une somme d'argent ou de remplir toute autre condition;
- 16^o Extorsions;
- 17^o Séquestration ou détention illégale de personnes;
- 18^o Incendie volontaire;
- 19^o Vol et soustraction frauduleuse;
- 20^o Escroquerie et fraudes analogues;
- 21^o Abus de confiance, concussion et corruption de fonctionnaires, d'experts ou d'arbitres;
- 22^o Falsification, introduction et émission frauduleuse de fausse monnaie, de papier-monnaie ayant cours légal; falsification des billets de banque et des effets publics;
- Contrefaçon des sceaux de l'État et de tous timbres autorisés par les Gouvernements respectifs et destinés à un service public, alors même que la fabrication ou contrefaçon aurait eu lieu en dehors de l'État qui réclamerait l'extradition;
- 23^o Faux en écriture publique ou authentique ou de commerce, ou en écriture privée;
- 24^o Usage frauduleux des divers faux;
- 25^o Faux témoignage et fausse expertise;
- 26^o Faux serment;
- 27^o Subornation de témoins et d'experts;
- 28^o Dénonciation calomnieuse;
- 29^o Banqueroute frauduleuse ;

30° Destruction ou dérangement, dans une intention coupable, d'une voie ferrée ou de communications télégraphiques;

31° Toute destruction, dégradation ou dommages de la propriété mobilière ou immobilière;

Empoisonnement d'animaux domestiques ou de poissons dans les étangs, les viviers ou les réservoirs;

32° Suppression ou violation du secret des lettres.

Sont comprises dans les qualifications précédentes les tentatives de tous les faits punis comme crimes dans le pays réclamant et celle des délits de vol, d'escroquerie et d'extorsion.

En matière correctionnelle ou de délits, l'extradition aura lieu dans les cas prévus ci-dessus : 1^o pour les condamnés contradictoirement ou par défaut, lorsque la peine prononcée sera au moins de deux mois d'emprisonnement; 2^o pour les prévenus ou accusés, lorsque le maximum de la peine applicable au fait incriminé sera, dans le pays réclamant, au moins de deux ans ou d'une peine équivalente.

Dans tous les cas, crimes ou délits, l'extradition ne pourra avoir lieu que lorsque le fait similaire sera punissable dans le pays à qui la demande est adressée.

Art. 2. Les crimes et délits politiques sont exceptés de la présente convention.

Il est expressément stipulé qu'un individu dont l'extradition aura été accordée ne pourra, dans aucun cas, être poursuivi ou puni pour un délit politique antérieur à l'extradition ni pour aucun fait connexe à un semblable délit.

Art. 3. La demande d'extradition devra toujours être faite par la voie diplomatique.

Art. 4. L'individu poursuivi pour l'un des faits prévus par l'article 1^{er} de la présente convention devra être arrêté provisoirement sur l'exhibition d'un mandat d'arrêt ou autre acte ayant la même force, décerné par l'autorité compétente et produit par voie diplomatique.

L'arrestation provisoire devra également être effectuée sur avis transmis par la poste ou par le télégraphe de l'existence d'un mandat d'arrêt, à la condition toutefois que cet avis sera régulièrement donné par la voie diplomatique au ministre des affaires étrangères, si l'inculpé est réfugié en France, ou au président de la Confédération, si l'inculpé est réfugié en Suisse.

L'arrestation sera facultative, si la demande est directement parvenue à une autorité judiciaire ou administrative de l'un des deux États; mais cette autorité devra procéder sans délai à tous interrogatoires de nature à vérifier l'identité ou les preuves du fait incriminé, et, en cas de difficulté rendre compte au ministre des affaires étrangères ou

au président de la Confédération suisse des motifs qui l'auraient portée à surseoir à l'arrestation réclamée.

L'arrestation provisoire aura lieu dans les formes et suivant les règles établies par la législation du gouvernement requis ; elle cessera d'être maintenue si, dans les quinze jours à partir du moment où elle a été effectuée, ce gouvernement n'est pas saisi, conformément à l'article 3, de la demande de livrer le détenu.

Art. 5. Quand il y aura lieu à l'extradition, tous les objets saisis qui peuvent servir à constater le crime ou le délit, ainsi que les objets provenant de vol, seront remis à l'État réclamant, soit que l'extradition puisse s'effectuer, l'accusé ayant été arrêté, soit qu'il ne puisse y être donné suite, l'accusé ou le coupable s'étant de nouveau évadé ou étant décédé. Cette remise comprendra aussi tous les objets que le prévenu aurait cachés ou déposés dans le pays et qui seraient découverts ultérieurement. Sont réservés, toutefois, les droits que des tiers non impliqués dans la poursuite auraient pu acquérir sur les objets indiqués dans le présent article.

Art. 6. L'extradition ne sera accordée que sur la production soit d'un arrêt ou jugement de condamnation, soit d'un mandat d'arrêt décerné contre l'accusé et expédié dans les formes prescrites par la législation du pays qui demande l'extradition, soit de tout autre acte ayant au moins la même force que ce mandat et indiquant également la nature et la gravité des faits poursuivis, ainsi que leur date.

Les pièces seront, autant que possible, accompagnées du signalement de l'individu réclamé et d'une copie du texte de la loi pénale applicable au fait incriminé.

Dans le cas où il y aurait doute sur la question de savoir si le crime ou le délit objet de la poursuite rentre dans les prévisions du traité, des explications seront demandées, et, après examen, le gouvernement à qui l'extradition est réclamée statuera sur la suite à donner à la requête.

Art. 7. Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné pour une infraction commise dans le pays où il s'est réfugié, son extradition pourra être différée jusqu'à ce qu'il ait été jugé et qu'il ait subi sa peine. Dans le cas où il serait poursuivi ou détenu dans le même pays à raison d'obligations par lui contractées envers des particuliers, son extradition aura lieu néanmoins, sauf à la partie lésée à poursuivre ses droits devant l'autorité compétente.

Dans le cas de réclamation du même individu de la part de deux États pour crimes distincts, le gouvernement requis statuera en prenant pour base la gravité du fait poursuivi ou les facilités accordées pour que l'inculpé soit restitué, s'il y a lieu, d'un pays à l'autre, pour purger successivement les accusations.

Art. 8. L'extradition ne pourra avoir lieu que pour la poursuite et a punition des crimes ou délits prévus à l'article 1^{er}. Toutefois, elle autorisera l'examen et, par suite, la répression des délits poursuivis en même temps comme connexes du fait incriminé et constituant, soit une circonstance aggravante, soit une dégénérescence de l'accusation principale.

L'individu qui aura été livré ne pourra être poursuivi ou jugé contradictoirement pour aucune infraction autre que celle ayant motivé l'extradition, à moins du consentement exprès et volontaire donné par l'inculpé, et communiqué au gouvernement qui l'a livré, ou à moins que l'infraction ne soit comprise dans la convention et qu'on n'ait obtenu préalablement l'assentiment du gouvernement qui aura accordé l'extradition.

Art. 9. L'extradition pourra être refusée, si la prescription de la peine ou de l'action est acquise, d'après les lois du pays où le prévenu s'est réfugié, depuis les faits imputés ou depuis la poursuite ou la condamnation.

Art. 10. Les frais occasionnés par l'arrestation, la détention, la garde, la nourriture et le transport des extradés, ou bien par le transport des objets mentionnés dans l'article 4 de la présente convention, au lieu où la remise s'effectuera, seront supportés par celui des deux États sur le territoire duquel les extradés auront été saisis.

Lorsque l'emploi de la voie ferrée sera réclamé, le transport se fera par cette voie; l'État requérant remboursera seulement les frais de transport payés aux compagnies par le gouvernement requis, d'après le tarif dont il jouit et sur la production des pièces justificatives.

Art. 11. Le transit sur le territoire français ou suisse, ou par les bâtiments des services maritimes français, d'un individu extradé n'appartenant pas au pays de transit et livré par un autre gouvernement, sera autorisé sur simple demande par voie diplomatique, appuyée des pièces nécessaires pour établir qu'il ne s'agit pas d'un délit politique ou purement militaire.

Le transport s'effectuera par les voies les plus rapides, sous la conduite d'agents du pays requis et aux frais du gouvernement réclamant.

Art. 12. Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale, un des deux gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans l'autre État ou tous autres actes d'instruction, une commission rogatoire sera envoyée, à cet effet, par la voie diplomatique, et il y sera donné suite d'urgence, conformément aux lois du pays.

Les gouvernements respectifs renoncent à toute réclamation ayant pour objet la restitution des frais résultant de l'exécution de la com-

mission rogatoire, à moins qu'il ne s'agisse d'expertises criminelles commerciales ou médico-légales.

Aucune réclamation ne pourra non plus avoir lieu pour les frais de tous actes judiciaires spontanément faits par les magistrats de chaque pays, pour la poursuite ou la constatation de délits commis sur leur territoire par un étranger qui serait ensuite poursuivi dans sa patrie.

Art. 13. En matière pénale, lorsque la notification d'un acte de procédure ou d'un jugement à un Français ou à un Suisse paraîtra nécessaire, la pièce transmise par la voie diplomatique ou directement, au magistrat compétent du lieu de la résidence sera signifiée à *personne*, à sa requête, par les soins du fonctionnaire compétent, et il renverra au magistrat expéditeur, avec son visa, l'original constatant la notification, dont les effets seront les mêmes qui si elle avait eu lieu dans le pays d'où émane l'acte ou le jugement.

Art. 14. Si, dans une cause pénale, la comparution personnelle d'un témoin est nécessaire, le Gouvernement du pays auquel appartient le témoin l'invitera à se rendre à la citation qui lui sera faite. En cas de consentement du témoin, des frais de voyage et de séjour lui seront accordés, à partir de sa résidence, d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu.

Il pourra lui être fait, sur sa demande, par les magistrats de sa résidence, l'avance de tout ou partie des frais de voyage, qui seront ensuite remboursés pas le gouvernement requérant.

Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui, cité dans l'un de deux pays, comparaîtra volontairement devant les juges de l'autre, ne pourra être poursuivi ni détenu pour les faits ou condamnations antérieurs, civils ou criminels, ni sous prétexte de complicité dans les faits objet du procès où il figure comme témoin.

Art. 15. Lorsque dans une cause pénale instruite dans l'un des deux pays, la confrontation de criminels détenus dans l'autre ou la production de pièces de conviction ou documents judiciaires sera jugée utile, la demande en sera faite par la voie diplomatique, et l'on y donnera suite, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer les criminels et les pièces.

Les Gouvernements contractants renoncent à toute réclamation de frais résultant du transport et du renvoi, dans les limites de leurs territoires respectifs, de criminels à confronter, et de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction et documents.

Art. 16. La présente convention est conclue pour cinq années.

L'époque de sa mise en vigueur sera fixée dans le procès-verbal d'échange des ratifications.

Dans le cas où, six mois avant l'expiration des cinq années, aucun

des deux Gouvernements n'aurait déclaré y renoncer, elle sera valable pour cinq autres années, et ainsi de suite, de cinq ans en cinq ans.

Elle sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

Les dispositions du traité du 18 juillet 1828 concernant les matières criminelles, ainsi que la déclaration de 30 septembre 1833, sont et demeurent abrogées¹.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 9 juillet 1869.

(L. S.) Signé: LA VALETTE.

(L. S.) Signé: KERN.

BELGIQUE. — FRANCE.

Procès-verbal des membres de la Commission mixte instituée en exécution du Protocole du 27 avril 1869, pour faciliter les rapports commerciaux entre la Belgique, les Pays-Bas et la France, fait à Paris, le 9 juillet 1869.

Les membres de la Commission mixte instituée en exécution du protocole signé le 27 avril 1869, par M. Frères Orban², Ministre des finances, président du Conseil des Ministres de Belgique, et par M. le marquis de La Valette, Ministre des affaires étrangères de France, se sont livrés à une étude attentive des questions soumises à leurs délibérations en vertu du protocole précité.

Les commissaires soussignés, pénétrés de la pensée que le but à atteindre était de substituer aux traités projetés par la compagnie de l'Est, la compagnie du Grand-Luxembourg et la compagnie d'exploitation des chemins de fer Néerlandais et Liégeois-Limbourgeois, des combinaisons nouvelles qui permettent de faciliter le développement des rapports commerciaux entre la Belgique, les Pays-Bas et la France; s'inspirant d'ailleurs des sentiments de conciliation qui ont dicté le protocole du 27 avril dernier, ont discuté avec soin et admis, d'un commun accord, des dispositions qui leur ont paru présenter, au point de vue des intérêts économiques des deux pays, des avantages réciproques.

Ces dispositions permettent en effet l'organisation des services di-

1. Voir plus haut pages 269 et 270.

2. Voir Archives, 1869, t. IV, p. 1490.

rects de transit, d'une part, entre le port d'Anvers et Bâle, d'autre part, entre la frontière des Pays-Bas et la même destination, ce dernier service pouvant d'ailleurs, avec l'assentiment du Gouvernement néerlandais, s'étendre jusqu'à Rotterdam et à Utrecht.

Les commissaires soussignés ont formulé dans deux pièces annexées au présent procès-verbal les stipulations qu'ils ont arrêtées pour servir de base à la rédaction des traités que la compagnie de l'Est peut désormais conclure d'une part avec l'administration des chemins de fer de l'État belge, d'autre part avec la compagnie d'exploitation des chemins de fer Néerlandais et Liégeois-Limbourgeois.

Fait double à Paris, le 9 juillet 1869.

(L. S.) Signé : L. CORNUDET. FASSIAUX.

E. FRANQUEVILLE. VAN DER SWEEP.

CH. COMBES. BELPAIRE.

PREMIÈRE ANNEXE.

Bases d'un Traité entre l'Administration des chemins de fer de l'État belge et la Compagnie de l'Est.

Il sera établi, par une convention de service mixte, un tarif général commun franco-luxembourgeois-belge-est, entre toutes les stations de l'Est, du grand-duché de Luxembourg et de la Belgique, d'après les bases admises pour les administrations les plus favorisées.

La compagnie de l'Est aura la faculté d'établir des trains de transit pour le trafic entre Anvers et la Suisse et réciproquement, soit par la voie Bruxelles, Namur et Stirpenich, soit par la voie Malines, Liège, Pepinster ; la conduite de ces trains entre Anvers et la gare de transmission sera faite par les administrations belges, moyennant le paiement d'un prix kilométrique fixé à forfait.

Elle aura la faculté de compléter les trains de transit par des marchandises expédiées aux tarifs ordinaires internationaux pour des stations intermédiaires du réseau de l'Est.

La Compagnie de l'Est pourra établir des tarifs réduits de transit sous forme de prix faits. Elle devra d'ailleurs appliquer aux marchandises transportées par les trains complets et qui ne figureraient pas aux tarifs de transit, les tarifs généraux et spéciaux arrêtés d'un commun accord par les administrations de chemins de fer intéressées.

La Compagnie de l'Est pourra établir dans la gare d'Anvers un ou plusieurs agents pour la représenter, pour rechercher, faciliter et développer le trafic.

La même facilité est accordée à l'administration des chemins de fer de l'État belge pour la gare de Bâle.

L'administration belge conduira les trains de transit entre Ans et Pepinster et, après l'achèvement du raccordement des gares de Liège, entre Vivegnis et Pepinster, moyennant un prix kilométrique fixé à forfait.

La Compagnie de l'Est s'interdit toute combinaison ayant pour objet de favoriser les ports hollandais au préjudice des ports belges. En aucun cas, les prix totaux applicables au trafic des ports néerlandais avec la Suisse et les diverses stations de la Compagnie de l'Est ne pourront être inférieurs à ceux prévus pour le trafic entre les ports belges et les mêmes destinations.

Les trains de transit seront convoyés par la douane belge entre Achel et Ponvy, et réciproquement.

Les voitures à voyageurs et les fourgons de bagages des trains de la Compagnie de l'Est, à désigner de commun accord, seront ajoutés, à Pepinster, aux trains des chemins de fer de l'État belge pour être conduits à Liège et réciproquement. Cette mesure sera appliquée dans chaque sens à deux trains par jour au moins.

La durée du traité à intervenir sera fixée à cinq ans, avec prolongation de cinq ans en cinq ans, s'il n'est pas dénoncé une année à l'avance.

Dans le cas de dénonciation dudit traité, des tarifs mixtes devront remplacer, pendant la durée du traité néerlandais, les taxes de transit pour la traversée sur les rails de l'État belge, entre Ans et Pepinster, ou Liège (Vivegnis) et Pepinster; ces tarifs seront établis sur les bases adoptées par l'État belge dans ses rapports avec les compagnies, et ne seront l'objet d'aucune mesure exceptionnelle, ni quant au prix ni quant aux conditions.

La faculté de tarification donnée à la Compagnie de l'Est ne porte aucune atteinte aux droits résultant pour l'État belge des lois et des règlements établis ou à établir pour la fixation des tarifs dans l'étendue de son territoire.

Fait double à Paris, le 9 juillet 1869.

(L. S.) Signé: L. CORNUDET.	FASSIAUX.
E. FRANQREVILLE.	VAN DER SWEEP.
CH. COMBES.	BELPAIRE.

DEUXIÈME ANNEXE.

Bases d'un Traité entre la Compagnie de l'Est et la Société néerlandaise.

Il sera fait entre la Compagnie des chemins de fer de l'Est et la Société néerlandaise une convention de service mixte pour le trans-

port direct des voyageurs et des marchandises entre les principales stations des deux réseaux.

La Compagnie de l'Est aura la faculté d'établir des trains de transit entre Rotterdam et Utrecht d'une part, et Ans d'autre part. Ces trains seront desservis par la Société néerlandaise, moyennant un prix kilométrique qui sera fixé à forfait.

La Compagnie de l'Est fixera les tarifs de transit, en se renfermant dans les limites des maxima fixés par le cahier des charges, et en se conformant aux lois et aux règlements en vigueur dans les États belges et néerlandais. Elle pourra, avec l'assentiment du Gouvernement néerlandais, établir un ou plusieurs agents pour la représenter à Rotterdam et à Utrecht.

La Compagnie de l'Est aura la faculté de faire à la Société néerlandaise les avances nécessaires pour couvrir la différence entre les recettes et les dépenses du réseau liégeois-limbourgeois. Ces avances seront faites durant une période de six années à dater du 1^{er} janvier 1870, et ne pourront excéder en principal la somme de 1 800 000 fr.

Ces avances seront remboursées avec l'intérêt à quatre pour cent, à partir du 1^{er} janvier 1876, sur les bénéfices réalisés dans l'exploitation du réseau liégeois-limbourgeois. Les dépenses d'exploitation seront évaluées à forfait, en raison de la recette brute, et suivant une proportion à déterminer d'un commun accord par les deux Compagnies. La Compagnie de l'Est aura le droit de faire vérifier par un agent de son choix toutes les écritures relatives aux recettes de l'exploitation ; cette vérification pourra être faite jusqu'à l'entier remboursement des avances.

Les tarifs appliqués sur le réseau liégeois-limbourgeois seront établis de commun accord entre la Société néerlandaise et la Compagnie de l'Est pendant la période des avances.

Le traité expirera après l'entier remboursement des avances faites par la Compagnie de l'Est ; mais il aura une durée *minima* de vingt-cinq ans, à dater du 1^{er} janvier 1870.

L'État belge, dans le cas où il reprendrait l'exploitation du réseau liégeois-limbourgeois, s'engage à se substituer à la Société néerlandaise pour l'accomplissement des clauses du traité à intervenir entre cette Société et la Compagnie de l'Est.

Fait double à Paris, le 9 juillet 1869.

(L. S.) Signé; L. CORNUDET.

FASSIAUX.

E. FRANQUEVILLE. VAN DER SWEEP.

CH. COMBES.

BELPAIRE.

SERBIE.

Constitution du 29 juin-11 juillet 1869.TITRE I^e.

Du territoire, du Prince, de la succession au trône et de la Régence.

Art. 1^e. La Principauté de Serbie est une monarchie héréditaire constitutionnelle avec représentation nationale.

Art. 2. Le territoire de l'État est indivisible. Ses limites ne peuvent être ni restreintes ni changées sans l'assentiment de la Grande Assemblée Nationale. Toutefois dans les cas de ce genre de peu d'importance, il suffit de l'assentiment de l'Assemblée Nationale ordinaire.

Art. 3. Le Prince est le chef de l'État; il a comme tel tous les droits qui dérivent de cette suprême autorité et les exerce conformément aux dispositions de la Constitution.

Le Prince est irresponsable; sa personne est inviolable.

Art. 4. Le Prince exerce le pouvoir législatif conjointement avec l'Assemblée Nationale.

Art. 5. Le Prince sanctionne et promulgue les lois.

Aucune loi n'a force exécutive qu'après avoir été promulguée par le Prince.

Art. 6. Le Prince nomme à tous les emplois publics; c'est en son nom et sous sa surveillance suprême que toutes les administrations publiques exercent leur autorité.

Art. 7. Le Prince est le commandant en chef de toutes les forces militaires du pays.

Art. 8. Le Prince représente le pays dans toutes ses relations extérieures et conclut les traités avec les États étrangers.

Mais si l'exécution de ces traités entraîne soit une dépense à la charge du Trésor, soit un changement des lois existantes, ou si en général le traité porte atteinte à des droits publics ou privés, l'assentiment de l'Assemblée Nationale doit nécessairement être obtenu.

Art. 9. Le Prince réside d'une manière permanente dans le pays. S'il s'éloigne momentanément du territoire, il nomme un ou plusieurs lieutenants pour la durée de son absence et détermine leurs pouvoirs dans les limites de la Constitution.

Le Prince notifie au peuple par une proclamation son départ et la nomination de ses lieutenants.

Art. 10. D'après la teneur des anciennes ordonnances nationales

antérieures à l'année 1839, confirmées par les décisions de l'Assemblée Nationale de la Saint-André 1858, comme aussi par la Grande Assemblée Nationale du 20 juin 1868, ainsi qu'aux termes des bérats et hatti-chérifs impériaux de 1830 et de 1868¹, la dignité princière est héréditaire dans la famille du Prince actuellement régnant, Milan M. Obrénovitch IV, dans sa descendance mâle légitime par ordre de primogéniture et dans la ligne directe; à défaut seulement de descendant dans la ligne directe, la succession passe à la ligne collatérale, mais en conservant toujours l'ordre de primogéniture.

Dans le cas où le Prince actuel, Milan, viendrait à mourir sans postérité masculine, la succession au trône passera à la descendance mâle des filles du Prince Milosch, par voie d'élection, la nation choisissant pour Prince celui de ses descendants qu'elle jugera le plus digne.

Le descendant du Prince Milosch, ainsi élu Prince, prendra en montant sur le trône le nom d'Obrénovitch.

A défaut de descendants mâles des filles du Prince Milosch, le peuple serbe élira pour Prince héréditaire le citoyen serbe en qui il aura le plus de confiance. Toutefois la famille et la postérité de Karageorgévitch, sur lesquelles le peuple a jeté sa malédiction, sont exclues à jamais du trône de Serbie.

Le Prince nouvellement élu notifie immédiatement son élection au peuple par une proclamation et prend en mains le gouvernement du pays.

Si le Prince mourait sans laisser de successeur au trône, mais qu'au moment de sa mort la Princesse fût enceinte, on attendra l'époque de sa délivrance et, durant cet intervalle, le pouvoir princier sera exercé par le Conseil des Ministres.

Dans ce cas, le Conseil des Ministres fera connaître à la nation, par une proclamation, l'état de la Princesse.

Art. 11. Le Prince de Serbie doit appartenir à la religion orthodoxe orientale.

Il est majeur à dix-huit ans accomplis.

A son avénement au trône il prête devant la première Assemblée Nationale le serment ci-après: « Moi (le nom), en prenant en mains le Gouvernement, je jure par le Dieu Tout-Puissant, et par tout ce que j'ai de plus cher et de plus sacré en ce monde, sur la sainte Croix et sur les Évangiles, de maintenir intacte la Constitution du pays, de gouverner en me conformant à cette Constitution et aux lois et d'avoir en vue dans toutes mes préoccupations et dans tous mes actes le seul bien de la nation. En prononçant solennellement ce serment devant

1. Voir *Archives* 1869, t. II, p. 498, 808 et suivantes.

Dieu et la nation, je prends à témoin le Seigneur Dieu à qui j'aurai à rendre compte au jour du jugement dernier et je confirme la sincérité de ce serment en basant les saints Évangiles et la Croix de notre Sauveur Jésus-Christ; et qu'ainsi Dieu me soit en aide. Amen. »

Art. 12. Lorsque le Prince est mineur ou lorsqu'il meurt sans successeur, le Conseil des Ministres prend provisoirement en mains le Gouvernement jusqu'à la réunion d'une Grande Assemblée Nationale, qu'il doit convoquer immédiatement et au plus tard dans le délai d'un mois après avoir pris possession du Gouvernement.

Durant cet exercice temporaire du pouvoir princier le Conseil des Ministres ne peut changer ni les Ministres, ni les membres du Conseil d'État.

Art. 13. Si la Grande Assemblée Nationale est convoquée par suite du défaut de successeur, à la mort du Prince; elle élit le nouveau Prince conformément à l'art. 10 de la Constitution. Si la convocation a lieu à cause de la minorité du Prince, elle élit trois personnes qui constituent la Régence. Les membres de la Régence ne peuvent être choisis que parmi les Ministres, les membres du Conseil d'État, les juges des tribunaux supérieurs ou les personnes qui ont rempli ces mêmes fonctions d'une manière irréprochable.

Art. 14. Les Régents, à leur entrée en fonctions, prêtent devant l'Assemblée Nationale un serment par lequel ils jurent fidélité au Prince et s'engagent à gouverner conformément à la Constitution et aux lois du pays; ils annoncent ensuite au peuple par une proclamation qu'ils sont entrés en fonctions et qu'ils exercent l'autorité princière au nom du Prince.

Art. 15. Les membres du Conseil des Ministres, lorsqu'ils exercent provisoirement le pouvoir princier, ne reçoivent d'autre traitement que celui afférent à leur charge ordinaire; les Régents reçoivent à parts égales le cinquième de la liste civile du Prince. Le Prince reçoit les quatre autres cinquièmes.

Art. 16. Si l'un des membres de la Régence vient à mourir dans l'exercice de ses fonctions, les deux autres membres, d'accord avec le Conseil d'État, désignent un troisième Régent au plus tard dans le délai d'un mois à dater de la vacance et exercent dans l'intervalle la plénitude du pouvoir princier.

Si l'un des Régents est atteint d'une maladie qui, d'après l'avis de trois médecins désignés par le Conseil d'État sur l'invitation des deux autres Régents et d'accord avec eux, le met hors d'état de remplir ses fonctions, les deux autres Régents dirigeront validement les affaires de l'État pendant la durée de l'empêchement du troisième.

Si l'un des trois Régents se trouvait dans la nécessité de s'absenter momentanément du pays, les deux autres peuvent aussi exercer vali-

dément le pouvoir, mais dans ce cas il laissera à ses collègues une déclaration écrite, aux termes de laquelle il adhérera à tout ce que ces derniers auront fait pendant ce temps dans les limites de leurs attributions.

Dans chacun des cas qui précédent on fera connaître sur-le-champ les raisons pour lesquelles deux des Régents sont appelés à exercer à eux seuls le pouvoir princier.

Art. 17. Si la minorité du Prince doit durer plus de cinq ans, l'Assemblée Nationale nomme les Régents pour trois ans seulement; toutefois, si la minorité du Prince ne doit pas se prolonger au delà de cinq ans, les Régents élus conserveront le pouvoir pendant toute cette période. Il en sera de même dans le cas où, la Régence ayant duré plusieurs années, la période précédant immédiatement la majorité ne dépasserait pas cinq années.

Art. 18. La Régence prend fin à la majorité du Prince, et celui-ci annonce alors au peuple par une proclamation qu'ayant atteint sa majorité, il prend en mains le Gouvernement du pays.

Art. 19. L'héritier du trône de Serbie doit appartenir à la religion orthodoxe orientale.

Art. 20. L'héritier du trône, de même que tous les enfants mâles du Prince, ne peut contracter mariage sans le consentement du Prince régnant.

Art. 21. Le soin de l'éducation du Prince mineur et la gestion de ses biens sont confiés à trois tuteurs, désignés d'accord avec le Conseil d'État par la Régence, qui doit prendre l'avis de la Princesse mère.

Les membres de la Régence ne peuvent être tuteurs.

TITRE II.

Des droits et des devoirs des citoyens en général.

Art. 22. La loi détermine les conditions d'admission à la nationalité serbe, les droits qui y sont attachés et comment on la perd.

Art. 23. Tous les Serbes sont égaux devant la loi.

Art. 24. Tous les Serbes ont un droit égal aux fonctions publiques, en tant qu'ils remplissent les conditions d'aptitude prescrite par la loi et qu'ils ont les capacités nécessaires pour les exercer.

Les étrangers ne peuvent être admis que sous contrat à certains emplois. La loi précise les détails.

Art. 25. La liberté individuelle et le droit de propriété sont garantis, sauf les restrictions établies par la loi.

Art. 26. Personne ne peut être jugé avant d'avoir été entendu ou invité légalement à se défendre.

Art. 27. Nul ne peut être arrêté que dans les cas prévus par la loi et selon les formes qu'elle prescrit.

Art. 28. Le domicile est inviolable. Personne ne peut y pénétrer sans la permission de l'habitant ou s'y livrer à des perquisitions, si ce n'est dans les cas prévus par la loi et suivant les formes déterminées par elle.

Art. 29. La confiscation des biens à titre de pénalité ne peut être prononcée.

Est autorisée cependant la confiscation des objets provenant d'une source frauduleuse, ou de ceux qui ont servi ou étaient destinés à l'accomplissement d'un acte coupable.

Art. 30. Personne ne peut être obligé d'aliéner son bien dans l'intérêt de l'État ou dans quelque autre intérêt public, ni de subir des restrictions à l'exercice de son droit de propriété, sauf les cas où la loi l'autorise et moyennant une indemnité préalable fixée conformément à la loi.

Art. 31. La religion dominante du pays est la religion orthodoxe orientale. L'exercice de tout autre culte reconnu est libre et placé sous la protection de la loi.

Personne ne peut cependant se prévaloir de prescriptions religieuses pour se dispenser de remplir ses devoirs de citoyen.

Le prosélytisme ainsi que tout acte tendant à porter atteinte à la religion orthodoxe est interdit.

Art. 32. Tout Serbe a le droit d'exprimer ses opinions par la parole, par écrit, par la voie de la presse ou par tout autre moyen de publicité, en se conformant aux prescriptions de la loi.

Une loi spéciale sera rendue sur la presse.

Art. 33. Tout Serbe a le droit de porter plainte contre les autorités à raison de procédés illégaux.

Si l'autorité supérieure juge la plainte mal fondée, elle est tenue d'indiquer dans sa réponse au plaignant les motifs pour lesquels la plainte est rejetée.

Art. 34. Chacun a le droit de pétitionner en son propre nom auprès des autorités compétentes. Les administrations et les corporations ont seules le droit de pétitionner collectivement et au nom d'une autre personne; mais elles ne peuvent le faire que pour des objets de leur ressort.

Art. 35. Tout Serbe est soldat et astreint au service militaire soit dans l'armée, soit dans la milice.

Les cas d'exemption sont fixés par la loi.

La milice, comme une des institutions les plus indispensables au pays, ne peut être ni supprimée ni diminuée.

Art. 36. Toute délibération est interdite à l'armée. Elle se rassemble seulement sur l'ordre de ses chefs.

Art. 37. Les soldats ne sont justiciables des tribunaux militaires qu'en matière pénale.

Les articles 27, 28 et 32 de la Constitution ne sont applicables aux soldats qu'autant qu'ils ne sont pas en opposition avec les lois militaires et les règlements disciplinaires.

Les règles de la discipline militaire seront établies par voie d'ordonnances principales.

Art. 38. Dans le cas de danger pressant pour la sécurité publique, le Gouvernement peut suspendre temporairement l'application des dispositions de l'article 27, relatif à la liberté individuelle, de l'article 28, relatif à l'inviolabilité du domicile, de l'article 32, relatif à la liberté de la parole et de l'article 111, relatif à la compétence des tribunaux.

Art. 39. Tout Serbe et toute personne civile sont tenus de payer les impôts et de supporter les autres charges publiques. La base de leur répartition doit être égale pour tous.

Le Prince et l'héritier du trône seuls ne paient aucun impôt.

Art. 40. Tout Serbe est libre de renoncer à la qualité de citoyen Serbe après qu'il a satisfait à l'obligation du service militaire dans l'armée régulière ainsi qu'aux autres devoirs qui peuvent lui incomber soit envers l'État, soit envers des personnes privées.

TITRE III.

De la représentation nationale.

Art. 41. L'Assemblée Nationale est la représentation du pays.

Art. 42. L'Assemblée Nationale se compose de députés élus librement par le peuple et de députés nommés par le Prince.

L'Assemblée Nationale est *grande* ou *ordinaire*.

Art. 43. Les élections des députés nationaux ont lieu directement et indirectement au moyen d'électeurs du deuxième degré.

Art. 44. Chaque arrondissement et chaque ville chef-lieu de département élit ses députés à raison d'un député pour trois mille contribuables.

Néanmoins, chaque arrondissement et chaque chef-lieu de département qui a moins de trois mille contribuables élit un député.

La ville de Belgrade élit deux députés.

Si un arrondissement ou une ville chef-lieu de département a plus de trois mille contribuables et que l'excédant dépasse le nombre de quinze cents, l'arrondissement ou le chef-lieu élit un député de plus. Si l'excédant est inférieur à mille cinq cents, il n'en est pas tenu compte.

Art. 45. Pour trois députés élus par le peuple, le Prince en nomme

un en son nom propre, choisi parmi les personnes distinguées par leur instruction ou leur expérience des affaires publiques, mais ce nombre proportionnel ne doit pas être nécessairement atteint.

Art. 46. Est électeur tout Serbe majeur et payant l'impôt sur ses biens, son travail ou ses revenus.

Art. 47. Tout électeur est éligible comme électeur du deuxième degré, mais les députés ne peuvent être choisis que parmi les électeurs ayant trente ans révolus, payant à l'État six thalers au moins d'impôt annuel sur leurs biens, leur travail ou leurs revenus, et remplissant les autres conditions prescrites par la loi électorale.

Art. 48. Les fonctionnaires et ceux qui rentrent dans cette catégorie, comme les fonctionnaires en retraite, les personnes qui reçoivent un secours de l'État ou qui font des versements à la caisse des veuves, comme aussi les avocats, ne peuvent être élus députés nationaux ; les députés que nomme le Prince peuvent être choisis parmi tout les ordres de citoyens.

Les militaires de l'armée régulière, quel que soit leur grade, ne sont ni électeurs ni éligibles.

Art. 49. Tout électeur ne peut voter qu'en personne et dans une seule localité.

Art. 50. Tous les députés doivent habiter en Serbie, mais il n'est pas nécessaire qu'ils habitent dans l'arrondissement ou dans la ville qui les élit.

Art. 51. Les députés nationaux ne sont pas seulement les représentants de leurs électeurs, mais bien de toute la nation. En conséquence ils ne peuvent recevoir aucun mandat impératif de leurs électeurs. C'est à eux de juger des besoins du pays d'après leur propre conviction et leur conscience.

Art. 52. Tous les députés en entrant en fonctions prêtent serment d'après la formule suivante : « Je jure par le Dieu unique, par tout ce que la religion a de plus sacré et par ce que j'ai de plus cher en ce monde, que je maintiendrai fidèlement la Constitution, et que dans mes propositions ainsi que dans les votes auxquels je prendrai part, j'aurai constamment en vue l'intérêt du Prince et de la nation suivant ma conscience et dans la mesure de mes moyens.

« Ma mission ainsi remplie, Dieu me soit en aide dans ce monde et dans l'autre. »

Art. 53. L'Assemblée Nationale a un président et un vice-président.

La Grande Assemblée Nationale choisit elle-même dans son sein son président et son vice-président. L'Assemblée Nationale ordinaire désigne parmi ses membres six personnes qu'elle présente au Prince et parmi lesquelles celui-ci choisit le président et le vice-président.

Les Assemblées Nationales choisissent dans leur sein le nombre voulu de secrétaires.

Un projet de loi électorale sera soumis à la première Assemblée Nationale ordinaire.

Des attributions de l'Assemblée Nationale.

Art. 54. L'Assemblée Nationale exerce le pouvoir législatif conjointement avec le Prince.

Elle ne peut s'occuper que des objets déterminés par la Constitution ou des questions que le Prince juge à propos de lui soumettre.

Art. 55. Aucune loi ne peut être rendue, modifiée ou interprétée sans le concours de l'Assemblée Nationale.

Les ordonnances relatives à l'exécution des lois et celles qui émanent de l'autorité administrative princière sont rendues par le pouvoir exécutif.

La publication des lois doit constater que l'Assemblée Nationale a donné préalablement son approbation à ces lois; les ordonnances relatives à l'exécution des lois doivent mentionner les lois en vertu desquelles l'ordonnance est rendue.

Art. 56. Dans les seuls cas où la sécurité publique serait menacée gravement soit à l'extérieur, soit à l'intérieur, et où l'Assemblée Nationale ne se trouverait pas réunie, le Prince peut, sur la proposition du Conseil des Ministres, rendre sans la coopération de l'Assemblée Nationale telle ordonnance qui aura force de loi; mais à la réunion suivante de l'Assemblée, cette loi rendue ainsi extraordinairement doit être soumise à l'approbation de ladite Assemblée.

Néanmoins, aucun impôt, aucune contribution générale ne peut dans aucun cas être établie ou modifiée sans l'approbation de l'Assemblée Nationale.

Art. 57. Les lois ou ordonnances publiées par le Prince, conformément aux prescriptions des deux articles précédents, sont obligatoires pour tous les citoyens et pour toutes les autorités du pays.

C'est à l'Assemblée Nationale à décider si elle a concouru dans la mesure que comporte la Constitution à une loi qui est publiée par l'autorité compétente.

Art. 58. La proposition pour édicter, modifier ou interpréter une loi peut être faite tant par l'Assemblée Nationale que par le Prince, mais le projet de loi est présenté exclusivement par le Prince.

Art. 59. L'Assemblée Nationale est tenue de prendre avant tout en délibération les objets que lui soumet le Gouvernement et notamment le budget. Sur la demande du Gouvernement, l'Assemblée doit pro-

céder en tout temps à la discussion du budget. De même le Gouvernement doit délibérer aussitôt que possible sur les matières dont l'Assemblée a constaté l'urgence.

Art. 60. Le Gouvernement peut retirer un projet de loi dont l'Assemblée est saisie, aussi longtemps que ce projet n'a pas été l'objet d'un vote définitif.

Art. 61. Si l'Assemblée Nationale adopte un projet de loi, mais avec des amendements auxquels le Gouvernement refuse d'adhérer, celui-ci peut, ou retirer le projet, ou le représenter dans sa rédaction primitive avec des explications contradictoires, ou enfin le renvoyer à la même Assemblée avec les modifications qu'il aura jugé à propos de lui faire subir.

Dans tous les cas, le Gouvernement peut demander ou la simple adoption, ou le simple rejet de ses propositions.

Art. 62. Si l'Assemblée rejette entièrement un projet de loi, le Gouvernement peut le soumettre tel quel à l'Assemblée suivante, mais il ne peut le représenter à l'Assemblée qui l'a rejeté qu'après y avoir introduit des modifications.

Art. 63. L'Assemblée soumet au Prince le budget une fois arrêté. Si l'Assemblée juge que certains crédits proposés doivent être diminués ou même supprimés, elle motive son vote et indique les chapitres sur lesquels l'économie doit porter et la manière dont elle peut être réalisée sans préjudice pour l'intérêt et les besoins de l'État.

Art. 64. L'Assemblée Nationale ne peut faire dépendre le vote des budgets qui n'ont aucun rapport avec ce budget.

Art. 65. Le Gouvernement examinera avec soin et appréciera les raisons ainsi que les propositions que l'Assemblée lui soumettra conformément à l'article 63 ci-dessus, et il y fera droit en tant qu'il n'en résultera point de préjudice pour les intérêts de l'État.

Mais dans le cas où le Gouvernement ne pourrait adopter les propositions de l'Assemblée et où celle-ci, après les explications données, se refuserait encore à accorder les crédits demandés, de même que dans le cas où l'Assemblée aurait été dissoute avant de voter le budget, le budget de l'exercice courant sera valable pour l'exercice suivant, à l'exception toutefois des crédits affectés à des dépenses spéciales déjà effectuées.

Pour que le même budget soit valable pour l'exercice suivant, le Prince rend une ordonnance contre-signée par tous les Ministres, laquelle ordonnance sera publiée avec référence au présent article de la Constitution et insérée au recueil des lois.

Art. 66. L'État ne peut contracter aucune dette sans le consentement de l'Assemblée Nationale.

Dans le cas où quelque nécessité extraordinaire et urgente oblige

gerait l'Etat à contracter une dette et que l'Assemblée ne se trouverait pas réunie, elle serait convoquée en session extraordinaire.

Toutefois, si les circonstances étaient telles que l'Assemblée ne pût être convoquée en session extraordinaire, le Prince pourra, sur la proposition du Conseil des Ministres et avec l'assentiment du Conseil d'Etat, décréter un emprunt qui ne pourra pas dépasser la somme de deux cent mille ducats.

Le Prince peut, de la même manière, décréter, dans les cas d'urgence, qu'une dépense pour laquelle il n'y a pas de crédit régulièrement voté soit couverte par le Trésor ; mais le chiffre de pareilles dépenses ne pourra excéder trente mille ducats pour une seule année.

Dans les deux cas qui précèdent il sera rendu compte à l'Assemblée Nationale suivante, et l'on exposera les motifs qui ont rendu la mesure nécessaire.

Art. 67. L'Assemblée Nationale peut accueillir les plaintes écrites sur les matières qui ont été déjà l'objet d'une décision de la part du Ministre compétent, mais elle ne peut pas recevoir les pétitionnaires eux-mêmes.

Art. 68. Chaque résolution de l'Assemblée, soumise par elle au Prince, sera suivie d'une décision princière qui sera prise autant que possible pendant la durée de la même session.

Art. 69. Les Ministres ont libre accès dans les séances de l'Assemblée ; ils peuvent prendre part à toutes les délibérations ; ils sont entendus toutes les fois qu'ils le demandent et ils ont le droit de prendre la parole encore une fois sur un sujet après la clôture de la discussion.

Le Prince peut désigner et envoyer à l'Assemblée des commissaires pour donner les explications nécessaires aux lieu et place des Ministres, ou concurremment avec eux. Ces commissaires jouissent dans l'Assemblée des mêmes prérogatives et des mêmes droits que les Ministres.

Les Commissaires non plus que les Ministres n'ont le droit de voter.

Art. 70. L'Assemblée peut appeler dans son sein les Commissaires désignés et les Ministres pour leur demander des explications, et ceux-ci sont tenus de les donner, à moins qu'ils ne jugent qu'une communication précoce puisse être préjudiciable aux intérêts de l'Etat.

Art. 71. Personne ne peut en aucun temps demander compte à un député d'un vote qu'il a émis comme membre de l'Assemblée Nationale.

Mais si les expressions dont un député s'est servi renferment une offense contre la personne ou la famille du Prince, contre la Régence, l'Assemblée Nationale ou l'un de ses membres, le président a le droit

de clore la séance du jour, et de proposer dans la séance suivante l'exclusion du député pour un certain temps.

Si les expressions d'un député contenaient une infraction au Code pénal, le député pourrait être traduit, après approbation préalable de l'Assemblée, devant l'Assemblée elle-même.

Art. 72. Les membres de l'Assemblée Nationale, cinq jours avant l'ouverture de la session et pendant toute sa durée, ne peuvent être arrêtés ni traduits devant un tribunal, si ce n'est dans les cas spécifiés par les deux articles suivants.

Art. 73. Un député ne peut être arrêté que dans le cas de flagrant délit. Avis doit en être donné immédiatement à l'Assemblée et l'enquête ne peut commencer aussi longtemps que l'Assemblée n'a pas décidé qu'il y a lieu de mettre le prévenu en jugement.

Art. 74. Pendant la durée de la session aucune autorité ne peut citer ou faire arrêter un député, tant que l'Assemblée n'a pas décidé qu'une enquête peut être ouverte contre lui, est excepté toutefois le cas de flagrant délit.

Convocation de l'Assemblée Nationale.

Art. 75. L'Assemblée Nationale est convoquée régulièrement chaque année ; elle peut l'être aussi extraordinairement lorsque des affaires urgentes l'exigent.

Art. 76. Le Prince convoque l'Assemblée Nationale, ouvre et clôture ses sessions. Il fixe l'époque et le lieu de la réunion de l'Assemblée.

Il peut aussi ouvrir et clore la session par l'intermédiaire d'un délégué muni d'un pouvoir spécial.

Lorsque l'Assemblée est convoquée dans les cas prévus par l'article 12, elle est ouverte par ceux qui l'ont convoquée.

Art. 77. Le Prince peut ajourner pour quelque temps la réunion d'une Assemblée déjà convoquée, mais doit, dans ce cas, fixer la durée de la prorogation qui ne peut excéder six mois.

Art. 78. Le Prince peut dissoudre l'Assemblée et ordonner une nouvelle élection des députés nationaux.

Il doit procéder à l'élection des nouveaux députés dans le délai de quatre mois, et la nouvelle Assemblée doit être convoquée, au plus tard, dans le délai de six mois à dater du jour de la dissolution de la précédente Assemblée.

Art. 79. Sans l'invitation du Prince, les députés ne peuvent pas se constituer en Assemblée Nationale, de même qu'ils ne peuvent rester réunis et délibérer après la clôture des séances ou après la dissolution de l'Assemblée.

Art. 80. Toute proposition émanant du Gouvernement et en général

toute question soumise à l'Assemblée, doit être examinée dans un ou plusieurs comités avant d'être mise en délibération par l'Assemblée.

Art. 81. Le Gouvernement donne à ces comités les explications nécessaires toutes les fois qu'ils le demandent.

Avant d'exposer leur opinion à l'Assemblée, les comités sont tenus d'entendre les observations que le Commissaire du Gouvernement pourrait avoir à leur présenter et qu'il leur exposera dans leur séance. Les comités pèseront ces observations et les apprécieront à leur valeur.

Art. 82. L'Assemblée peut prendre délibération quand les trois quarts de ses membres sont présents.

Pour qu'un vote soit valable, il faut que la proposition qui en est l'objet réunisse au moins la moitié plus un des suffrages des membres présents.

Art. 83. Les députés ne peuvent voter qu'en personne et publiquement.

Art. 84. L'Assemblée n'est en rapport qu'avec les Ministres.

Art. 85. Les séances de l'Assemblée Nationale sont publiques. Elle peut toutefois prononcer le huis-clos lorsque le Président, un Ministre ou un Commissaire du Gouvernement déclarent que les communications qu'ils ont à faire exigent le secret. Le huis-clos peut aussi être prononcé sur la demande de trois membres, dans le cas où, le public s'étant préalablement retiré, un quart au moins des membres présents appuient la demande.

Art. 86. Personne ne peut entrer en armes dans l'Assemblée ni dans l'enceinte du bâtiment réservé aux séances.

Art. 87.. Les membres de l'Assemblée Nationale qui n'ont pas leur domicile dans le lieu où se tiennent les séances ont droit à une indemnité pour frais de route et de séjour. Une loi fixera le chiffre de ces indemnités.

Art. 88. Une loi spéciale fixera le règlement de l'Assemblée Nationale.

Art. 89. Les députés à la Grande Assemblée Nationale sont élus en nombre quatre fois supérieur à celui que le peuple élit pour l'Assemblée Nationale ordinaire.

La Grande Assemblée Nationale est convoquée dans les cas suivants :

1. Pour l'élection du Prince, lorsque le Prince régnant meurt sans laisser d'héritier au trône, suivant les dispositions de la présente Constitution. L'Assemblée fixe, dans ce cas, la liste civile du nouveau Prince ;

2. Pour l'élection de la Régence, dans le cas prévu par la Constitution ;

3. Pour statuer sur la révision de la Constitution ;
4. Pour statuer sur les questions d'importance majeure, concernant la réduction du territoire de l'État ou l'échange de quelque partie ;
5. Lorsque le Prince juge nécessaire de la consulter sur quelque question d'une importance extraordinaire pour le pays.

TITRE IV.

Conseil d'Etat.

Art. 90. Un Conseil d'État est institué avec les attributions suivantes :

1. Donner son avis au Gouvernement sur les questions que celui-ci lui soumet ;
2. Élaborer et examiner les projets de loi ou de règlements d'administration ;
3. Statuer sur les plaintes portées contre les décisions ministérielles en matière de contentieux administratif ;
4. Statuer sur les conflits d'attributions entre les autorités administratives ;
5. Approuver les dépenses partielles faites sur le crédit général inscrit au budget pour besoins extraordinaires, ainsi que l'application détaillée du crédit alloué pour travaux publics, lorsque ces dépenses dépasseraient les sommes dont le Ministre peut disposer légalement de lui-même ;
6. Statuer sur les cas exceptionnels d'admission à la naturalisation serbe ;
7. Autoriser les emprunts d'État ainsi que les crédits extraordinaires dans les cas prévus par l'article 66 de la Constitution ;
8. Statuer sur les contributions des départements, des arrondissements et des communes, dans les cas où ces impositions dépasseraient la somme approuvée légalement par l'autorité administrative centrale, ainsi que sur les emprunts des départements, arrondissements et communes ;
9. Autoriser la vente et en général l'aliénation de biens immobiliers appartenant aux départements, arrondissements et communes ;
10. Statuer sur le retranchement au budget des sommes dont le recouvrement est jugé impossible ;
11. Autoriser les prêts de la Caisse de l'État ou de la Direction des fonds, dans les cas extraordinaires ;
12. Autoriser les arrangements amiables avantageux pour l'État ;
13. Demander au Contrôle Général des rapports et des éclaircissements sur les comptes publics ;

14. Décider, s'il y a lieu, de prononcer l'aliénation d'une propriété immobilière pour cause d'utilité publique.

Art. 91. Les membres du Conseil d'État sont nommés par le Prince. Ils rentrent dans la catégorie des fonctionnaires publics. Leur nombre ne peut être inférieur à onze ni supérieur à quinze. Le Prince nomme parmi eux un président et un vice-président, qui sont toujours révocables par lui.

Art. 92. Pour pouvoir être membre du Conseil d'État, il faut avoir trente-cinq ans révolus, compter au moins dix années de service public, et posséder des biens-fonds en Serbie.

Une loi spéciale fixera le règlement du Conseil d'État.

TITRE V.

Du domaine de l'État, du domaine privé du Prince et de la liste civile.

Art. 93. Le domaine de l'État se compose de tous les biens meubles et immeubles, ainsi que de tous les droits de possession que l'État acquiert et possède en propre.

Une loi déterminera de quelle manière ces biens peuvent être aliénés ou hypothéqués, ou leurs revenus engagés ou gérés d'autres charges.

Art. 94. La gestion du domaine de l'État est du ressort du Ministre des finances.

Art. 95. Le domaine de l'État est distinct du domaine privé du Prince, qui peut en disposer librement de son vivant ou par testament, conformément aux prescriptions du Code civil.

Art. 96. A l'avènement du Prince, l'Assemblée Nationale fixe pour toute la durée de son règne une somme annuelle à titre de liste civile, payable mensuellement par le Trésor.

L'entretien de ceux des biens de l'État dont le Prince a la jouissance gratuite est à la charge de celui-ci.

Art. 97. La liste civile, une fois fixée, ne peut être ni augmentée sans le consentement de l'Assemblée Nationale, ni réduite sans le consentement du Prince.

Art. 98. A la mort du Prince régnant, la liste civile qu'il recevait est maintenue au profit de son successeur jusqu'à la réunion de la première Assemblée Nationale.

TITRE VI.

Du service de l'État.

Art. 99. Au sommet de la hiérarchie administrative est le Conseil des Ministres placé immédiatement au-dessous du Prince.

Le Conseil des Ministres se compose des Ministres préposés aux divers services publics. L'un d'eux, désigné par le Prince, préside le Conseil. Les Ministres sont nommés par le Prince, et toujours révoqués par lui.

Art. 100. Les Ministres sont responsables devant le Prince et devant la Skoupchtna pour tous les actes accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions.

A cet effet tout acte officiel signé par le Prince doit être contre-signé par le Ministre compétent.

Art. 101. Un Ministre peut être mis en accusation pour trahison envers la patrie ou le souverain, pour violation de la Constitution, pour prévarication ou pour préjudice porté à l'État dans un but d'intérêt personnel.

Art. 102. Le décret de mise en accusation émane de la Skoupchtna. La proposition doit en être faite par écrit, contenir l'énumération des griefs et porter les signatures d'au moins vingt députés.

Art. 103. Pour que la mise en accusation soit prononcée, les deux tiers des voix sont nécessaires.

Art. 104. Le Ministre accusé est jugé par un tribunal d'État dont la composition sera fixée par une loi.

Le Ministre condamné ne peut être gracié par le Prince sans le consentement de la Skoupchtna.

Une loi précisera les dispositions relatives à la responsabilité ministérielle.

Art. 105. Tout fonctionnaire est responsable des actes officiels qu'il accomplit dans l'exercice de ses fonctions.

Un magistrat ne peut être mis en jugement sans l'approbation préalable de la Cour de cassation. Dans ce cas il est déféré aux tribunaux ordinaires.

Art. 106. Les fonctionnaires publics prêtent au Prince le serment de fidélité et d'obéissance, et jurent d'observer consciencieusement la Constitution.

L'armée ne prête pas serment à la Constitution.

Art. 107. Le fonctionnaire que l'âge ou les infirmités physiques ou intellectuelles rendent impropre au service de l'État a droit à une pension de retraite.

Les droits et les devoirs des fonctionnaires publics font l'objet d'une loi spéciale.

TITRE VII.

Des tribunaux.

Art. 108. Il y a plusieurs instances judiciaires.

Art. 109. La justice se rend au nom du Prince. Les tribunaux, en rendant la justice, sont indépendants et ne relèvent d'aucune autre autorité que de celle de la loi.

Art. 110. Le pouvoir législatif, non plus que l'autorité administrative, ne peut rendre la justice, et de même les tribunaux ne peuvent exercer l'autorité administrative ou législative.

Les tribunaux ne peuvent demander compte aux fonctionnaires administratifs de leurs actes officiels, ni les juger sans l'approbation de l'autorité compétente.

Art. 111. Nul ne peut être distrait de ses juges naturels.

Art. 112. Ne peuvent siéger en même temps dans le même tribunal des parents en ligne directe ascendante ou descendante, à quelque degré que ce soit, des collatéraux jusqu'au quatrième degré et des parents par alliance jusqu'au deuxième degré inclusivement.

Art. 113. Nul ne peut être juge à un tribunal de première instance avant vingt-cinq ans, et à une cour supérieure avant trente ans révolus.

Art. 114. Pour qu'un tribunal puisse rendre la justice, il faut que trois juges au moins soient présents.

La loi peut permettre qu'un seul juge prononce dans les affaires de peu d'importance, soit pénales, soit civiles.

Art. 115. Les audiences des tribunaux sont publiques, hors les cas où la loi en ordonne autrement dans l'intérêt de l'ordre et des bonnes mœurs. Les juges délibèrent et donnent leurs voix secrètement; mais le jugement est prononcé à haute voix et publiquement.

Le jugement doit contenir des considérants et énoncer les paragraphes de la loi sur lesquels il est basé.

Art. 116. Tout prévenu de crime ou de délit a le droit de se pourvoir d'un défenseur devant le tribunal. Dans les cas prévus par la loi, le tribunal doit désigner un défenseur d'office.

Art. 117. Le jury sera graduellement introduit en matière de brigandage, de vols dangereux et d'incendie. Une loi spéciale sera rendue à cet effet.

Art. 118. Le Prince a le droit de grâce en matière pénale. Il peut commuer la peine en l'adoucissant, la diminuer ou la remettre entièrement.

TITRE VIII.

Des cultes, des écoles et des institutions de bienfaisance.

Art. 119. Le libre exercice de leur culte est garanti aux religions reconnues en Serbie et à celles qui le seront par une loi spéciale.

Art. 120. Le Prince est le protecteur de toutes les religions reconnues dans l'État.

Les organes spirituels de toutes les religions sont sous la surveillance du Ministre des cultes.

Chaque église continue à s'administrer d'après ses canons respectifs, l'église orthodoxe par le Synode et les autres églises par les autorités spirituelles compétentes.

Art. 121. La correspondance de l'autorité spirituelle de l'église orthodoxe avec les autorités spirituelles ou Synodes au dehors est soumise à l'approbation du Ministre des cultes. La correspondance des ministres des autres religions avec les autorités et les Synodes au dehors doit être vue et approuvée par le Ministre des cultes.

Aucun acte émanant d'une autorité spirituelle ou d'un Synode ecclésiastique au dehors ne peut être publié dans la Principauté sans l'autorisation du Ministre des cultes.

Art. 122. Les plaintes pour cause d'abus dirigées contre les autorités spirituelles de l'un des cultes reconnus sont déférées au Ministre des cultes.

Art. 123. Les personnes ecclésiastiques dans leurs rapports et leurs actes civils, comme en ce qui touche leurs biens, relèvent des lois communes du pays.

Art. 124. Toutes les écoles et autres établissements d'éducation sont placés sous la surveillance de l'État.

Art. 125. Les institutions privées de bienfaisance ne peuvent être considérées comme propriété de l'État, ni être détournées de la destination qui leur a été assignée par leurs fondateurs.

Dans le cas seulement où il deviendrait impossible de les affecter à leur destination primitive, les biens de ces institutions pourront recevoir une autre destination analogue, avec le consentement toutefois des personnes préposées à leur surveillance et à leur gestion.

TITRE IX.

Des [communes et des personnes civiles.

Art. 126. Aucune nouvelle commune ne peut se constituer, aucune personne civile ne peut exister sans l'approbation de l'autorité publi-

que. De même aucune commune existante, sans le consentement de l'autorité, modifier sa circonscription soit par adjonction d'autres communes, soit sa subdivision en plusieurs.

Art. 127. Les communes sont indépendantes dans leur administration, conformément aux prescriptions de la loi.

Art. 128. Tout individu, de même que tout immeuble en Serbie, doit appartenir civilement à une commune; tout membre d'une commune de même que tout immeuble doit contribuer aux charges communales.

Art. 129. Les communes et les personnes civiles en général peuvent posséder au même titre que les particuliers.

Art. 130. Les autorités communales sont tenues, en dehors des affaires de la commune, de remplir les obligations que la loi leur impose pour le service direct de l'État.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 131. Le Prince peut proposer à la Skoupchtina et réciproquement la Skoupchtina peut proposer au Prince de changer, de développer la Constitution ou d'interpréter quelqu'une de ses dispositions.

Pour qu'une décision puisse être prise dans ces cas par la Skoupchtina, il faut que les deux tiers des députés présents donnent un vote approbatif et que deux Assemblées nationales ordinaires consécutives se soient prononcées dans ce sens.

Après qu'il aura été procédé de la sorte, une grande Skoupchtina sera convoquée pour prononcer définitivement, s'il y a lieu d'introduire dans la Constitution les réformes proposées.

La décision de la grande Skoupchtina aura force et valeur, après avoir été sanctionnée par le Prince.

CONCLUSION.

Art. 132. La présente Constitution entrera en vigueur quand les Régents l'auront sanctionnée.

Sont abrogées : la loi sur l'hérédité du trône de Serbie du 20 octobre 1859¹ et la loi additionnelle du 17 août 1861 ; — la loi sur l'organisation du Sénat du 17 août 1861 ; — sont abrogées en général toutes les dispositions de quelque nature qu'elles soient, qui seraient contraires à la présente Constitution.

Restent en vigueur: la loi du 30 octobre 1856 B. N° 1660, et la loi du 4 novembre 1861 B. N° 2244.

1. Voir *Archives* 1869, tome II, page 813.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Art. 133. La première Skoupchtina se réunira d'après la présente Constitution dans le courant de l'année 1870 et les élections des députés nationaux à cette assemblée auront lieu d'après l'ancienne loi électorale, en tant qu'elle n'est pas contraire aux prescriptions de la présente Constitution.

Le Gouvernement princier est autorisé à arrêter, avec l'assentiment du Conseil d'État, le budget des recettes et des dépenses publiques, et en général à approuver des crédits nécessaires pour l'exercice de 1870.

Président de la Skoupchtina :

Secrétaire :

(L. S.) *Signé : J. KARABIBEROVITCH.*

(L. S.) *Signé : KOSTA GROUDITCH.*

Vice-président :

(L. S.) *Signé : Iov. BOCHKOVITCH.* (L. S.) *Signé : T.-P. TOUTSAKOVITCH.*

(Suivent les signatures de tous les autres députés.)

Ordonnons à tous nos Ministres de promulguer la présente Constitution, et de veiller à son exécution ; commandons aux autorités de s'y conformer, et à tous et à chacun d'y obéir.

Le jour de la Saint-Pierre (29 juin) 1869, à Kragouïevatz.

Vu et apposé le sceau de l'État ; (L. S.) *Signé : M.-P. BLAZNAVATZ.*

Le garde des sceaux, ministre de la justice : (L. S.) *Signé : Iov. NISTITCH.*

(L. S.) *Signé : G.-D. TSENITCH.*

Le président du conseil des Ministres, ministre de la justice,
(L. S.) *Signé : G.-D. TSENITCH.*

Le ministre de l'intérieur,
(L. S.) *Signé : RAD. MILOIIKOVITCH.*

Le ministre des finances,
(L. S.) *Signé : PANTA IOVANOVITCH.*

Le ministre de la guerre,
(L. S.) *Signé : J.-BELI MARCOVITCH.*

Le ministre de l'instruction publique et des cultes,
(L. S.) *Signé : D. MATITCH.*

Le ministre, ad interim, des travaux publics,
(L. S.) *Signé : J. BELI MARCOVITCH.*

Le ministre, ad interim, des affaires étrangères,
(L. S.) *Signé : D. MATITCH.*

TURQUIE.

**Règlement relatif aux attributions des bureaux des passe-ports
dans l'Empire, en date du 17/29 juillet 1869.**

Art. 1^e. Il sera créé au chef-lieu de chaque vilayet un bureau des passe-ports à l'instar de celui existant à Constantinople. Ils seront chargés de l'exécution des dispositions réglementaires qui régissent le service des passe-ports dans l'Empire.

Le bureau des passe-ports relèvera, dans la capitale, du Ministère de la police, et dans les provinces, directement des valis.

Art. 2. Ces bureaux délivreront les passe-ports pour l'étranger et les teskérés pour l'intérieur de l'Empire. Quand ils ne pourront pas se fier aux personnes qui se présentent pour les obtenir, ils devront exiger l'attestation de deux personnes connues et possédant la confiance de la commission chargée des affaires de nationalité.

Art. 3. Ils ne délivreront point de passe-ports ou teskérés :

1^o Aux mineurs ou interdits sans le consentement des personnes sous l'autorité desquelles ils se trouvent;

2^o Aux individus contre lesquels existe une poursuite ou une condamnation judiciaire dont les bureaux auront été officiellement prévenus.

Art. 4. Les bureaux des passe-ports retireront de l'office sanitaire les passe-ports qui, en vertu de l'article IV du Règlement sur les passe-ports, sont consignés à cet office par les capitaines des navires.

Art. 5. Le bureau remettra, dans les 24 heures au plus tard, aux différents Consulats étrangers, les passe-ports des passagers qui en relèvent.

Il devra, toutefois, retenir les passe-ports émanant d'une autorité étrangère, lorsqu'il aura des motifs de croire que les porteurs de ces passe-ports sont des sujets ottomans.

Dans ce cas, les porteurs de ces passe-ports seront requis de se présenter personnellement au bureau des passe-ports pour fournir les preuves et documents nécessaires à l'appui de la nationalité étrangère qu'ils revendiquent.

S'ils ne se présentent pas dans les huit jours qui suivront la sommation, ou si, en se présentant, ils ne sont pas en mesure d'établir leur droit à la nationalité qu'ils revendiquent, le bureau remettra les passe-ports avec un rapport à la Commission chargée des contestations en matière de nationalité.

Art. 6. La Direction générale des passe-ports dans l'Empire est dé-

volue au Ministère de la police. Celui-ci aura, néanmoins, à s'en référer au Ministère des Affaires étrangères, toutes les fois qu'il s'agira de nommer ou de révoquer les fonctionnaires chargés de ce service, et s'en tiendra à cet égard à la décision de ce Ministère.

**Règlement de la Commission chargée des affaires de nationalité,
en date du 17/29 juillet 1869.**

Art. 1^{er}. Il est institué au Ministère des Affaires étrangères une Commission spéciale, ayant pour mandat de constater, par une enquête basée sur les traités, conventions, lois et règlements existants, la nationalité véritable des individus, qui, présumés sujets ottomans, prétendraient à une nationalité ou à une protection étrangère.

Art. 2. Cette Commission est composée d'un président et de quatre membres. Elle est permanente et se réunira au moins une fois par semaine.

Art. 3. La Commission devra prendre pour base de ses décisions en matière de nationalité les dispositions de la loi sur la nationalité ottomane, promulguée le 24 Zilhidjé 1285, ainsi que les instructions générales adressées aux autorités impériales en date du 4 Séfer 1286, pour en préciser le sens et la portée.

Art. 4. Les affaires du ressort de cette Commission lui seront référencées par un décret du Ministère des Affaires étrangères. Elle soumettra à ce Ministère un rapport motivé et circonstancié sur chaque affaire portée devant elle.

Art. 5. Les rapports de la Commission, sanctionnés par le Ministère des Affaires étrangères, seront exécutoires pour toutes les administrations de l'Empire.

Art. 6. La Commission recueillera dans l'accomplissement de sa tâche tous les éléments d'information qu'elle jugera nécessaires.

Art. 7. Toutes les fois que la Commission aura à ouvrir une enquête, la Mission ou le Consulat dont la protection est revendiquée, aura, s'il le désire, la faculté d'envoyer un délégué qui assistera à l'enquête.

Art. 8. Les personnes qui, à la suite de l'enquête de cette Commission, auraient été reconnues comme appartenant effectivement à une nationalité étrangère, seront munies d'un certificat imprimé, destiné à faire foi du résultat de cette enquête, en indiquant leur nationalité reconnue. Ces certificats seront valables pour tous les tribunaux et conseils de l'Empire.

Art. 9. Une Commission, munie de pouvoirs et d'attributions identiques, sera instituée dans chaque chef-lieu des vilayets.

Elle relèvera directement du Vali auquel elle adressera ses rapports, lequel, à son tour, les transmettra au Ministère des Affaires étrangères qui décidera la question.

Règlement relatif aux passe-ports et aux Teskérés des sujets étrangers dans l'Empire, en date de Constantinople, le 7/19 août 1869.

Art. 1^{er}. Tous les étrangers, se rendant dans l'Europe, doivent être munis d'un passe-port portant le visa de la Légation ou d'un des Consulats de Turquie, sous peine d'une amende de trois livres ottomanes.

Art. 2. Indépendamment du paiement de l'ainende prescrite par l'article précédent, les autorités locales devront aussi exiger des personnes dépourvues ainsi de passe-ports une caution pour leur permettre le séjour dans l'Empire. La garantie des Consuls dont relèvent ces personnes sera suffisante pour tenir lieu de cette caution. Quant aux individus qui ne seront pas en état de la fournir, les autorités locales auront à les renvoyer, en cas qu'elles le jugeraient nécessaire pour l'ordre et la sécurité publics. Toutefois, ces autorités délivreront des passe-ports aux étrangers qui viendraient dans l'Empire, d'endroits éloignés de la résidence d'une Légation ou d'un Consulat ottoman. Les dispositions pénales ci-dessus seront également applicables à ces derniers, dans le cas où, en passant sur leur parcours par un endroit où se trouverait un agent ou un consul de la Sublime Porte, ils auront négligé de lui faire viser les passe-ports dont ils seraient porteurs.

Art. 3. Les passe-ports seront valables pour un an. Il sera perçu sur chaque passe-port un droit de deux et demi medjidiés d'argent de 20 piastres, et pour chaque visa, un medjidié d'argent de 20 piastres.

Art. 4. Les capitaines des bateaux à vapeur et des bâtiments à voiles étrangers seront tenus, dès leur arrivée dans un port de l'Empire, de consigner les passe-ports de tous leurs passagers à l'office sanitaire de la localité. En cas d'infraction, il leur sera refusé la libre pratique de la part de l'administration des quarantaines. De plus, les capitaines qui, en dissimulant les passagers dépourvus de passe-ports, les débarqueraient à terre avec les autres passagers, seront passibles d'une amende de 10 livres turques. Seront toutefois exempts de la pénalité de refus de libre pratique les capitaines qui auront consigné à la police les passagers dépourvus de passe-ports.

Art. 5. Tout individu appartenant à l'équipage d'un bateau à vapeur ou d'un bâtiment à voiles étranger, qui voudrait prendre domicile à terre ou entreprendre un voyage dans l'intérieur de l'Empire, aura à se munir d'un extrait du rôle d'équipage de son pyroscaphe ou bâtiment à voiles, certifié par son capitaine et légalisé par le consul de la nation à laquelle il appartient. Sur l'exhibition de cet extrait, il lui sera délivré un passe-port ou un teskéré en conformité avec les dispositions de ce règlement. La règle prescrite par l'article 2, au sujet de la caution à exiger pour le permis de séjour dans l'Empire, sera aussi applicable aux matelots débarqués ainsi à terre.

Art. 6. Toute personne voyageant dans l'intérieur de l'Empire devra être munie d'un teskéré. Les individus saisis sans teskéré, seront passibles d'une amende de 2. livres turques.

Art. 7. Il sera perçu pour chaque teskéré une taxe de deux medjidiés d'argent de cinq piastres. Il sera valable pendant un an pour voyager dans toutes les parties de l'Empire.

Art. 8. Les dispositions de ce règlement entreront en pleine vigueur trois mois après la date de sa promulgation.

BRÉSIL, FRANCE, HAÏTI, ITALIE, PORTUGAL.

**Protocole relatif à l'exécution de la Convention du 16 mai 1864,
pour l'établissement d'une ligne télégraphique internationale
entre le continent européen et l'Amérique, signé à Paris, le
31 août 1869.**

Le Gouvernement français ayant fait connaître aux Gouvernements du Brésil, du Danemark, d'Haïti, d'Italie et du Portugal, que M. Pier Alberto Balestrini accepte la réduction à soixante années de la durée de la concession qui fait l'objet de l'article 7 de la convention du 16 mai 1864¹, relative à l'établissement d'une ligne télégraphique sud-transatlantique; qu'il renonce à la subvention stipulée par l'article 13; enfin qu'il s'oblige à terminer, dans le délai de deux ans, à dater de l'échange des ratifications de la convention, la section comprise entre les Antilles françaises et l'Amérique du Nord, et, dans le délai de trois ans, la section comprise entre les Antilles françaises et le cap San Roque;

Les plénipotentiaires soussignés déclarent que leurs Gouvernements

1. Voir le texte de cette Convention, *Archives* 1866, t. III, p. 156 et 162.

respectifs prennent mutuellement acte : 1^o de la réduction à soixante ans de la durée de la concession accordée à M. Balestrini; 2^o de l'abandon de la subvention qu'ils s'étaient engagés à lui donner; 3^o de l'engagement pris par M. Balestrini de relier, dans un délai de deux ans, les Antilles françaises à l'Amérique du Nord, et, dans un délai de trois ans, le cap San Roque aux Antilles françaises; la convention devant être considérée comme périmée si ledit engagement n'est pas rempli, sauf toutefois les cas de force majeure constatés par les Gouvernements respectifs.

En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés ont dressé le présent protocole et l'ont revêtu du cachet de leurs armes.

Fait en six expéditions, à Paris, le 31 août 1869.

(L. S.) Signé : Prince DE LA TOUR D'AUVERGNE.

(L. S.) Signé : HENRIQUE LUIZ RATTON.

(L. S.) Signé : L. MOLTKE HVITFELDT.

(L. S.) Signé : SALOMON.

(L. S.) Signé : NIGRA.

(L. S.) Signé : DUC DE SALDANHA.

FRANCE.

Sénatus-consulte portant modification à la Constitution, promulgué en date du 8 septembre 1869.

Extrait du procès-verbal du Sénat,

SÉNATUS-CONSULTE

Portant modification des articles 8 et 13, du deuxième paragraphe de l'article 24, des articles 26 et 40, du cinquième paragraphe de l'article 42, du premier paragraphe de l'article 43, de l'article 44 de la Constitution, des articles 3 et 5 du Sénatus-consulte du 25 décembre 1852, et de l'article 1^{er} du Sénatus-consulte du 31 décembre 1861.

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,

A tous présents et à venir, salut.

Avons sanctionné et sanctionnons, promulgué et promulguons ce qui suit :

Art 1^{er}. L'Empereur et le Corps législatif ont l'initiative des lois.

Art. 2. Les Ministres ne dépendent que de l'Empereur.

Ils délibèrent en conseil, sous sa présidence.

Ils sont responsables.

Ils ne peuvent être mis en accusation que par le Sénat.

Art. 3. Les Ministres peuvent être membres du Sénat ou du Corps législatif.

Ils ont entrée dans l'une et l'autre Assemblée, et doivent être entendus toutes les fois qu'ils le demandent.

Art. 4. Les séances du Sénat sont publiques. La demande de cinq membres suffit pour qu'il se forme en comité secret.

Art. 5. Le Sénat peut, en indiquant les modifications dont une loi lui paraît susceptible, décider qu'elle sera renvoyée à une nouvelle délibération du Corps législatif.

Il peut, dans tous les cas, s'opposer à la promulgation de la loi.

La loi à la promulgation de laquelle le Sénat s'est opposé ne peut être présentée de nouveau au Corps législatif dans la même session.

Art. 6. A l'ouverture de chaque session, le Corps législatif nomme son président, ses vice-présidents et ses secrétaires.

Il nomme ses questeurs.

Art. 7. Tout membre du Sénat ou du Corps législatif a le droit d'adresser une interpellation au Gouvernement.

Des ordres du jour motivés peuvent être adoptés.

Le renvoi aux bureaux de l'ordre du jour motivé est de droit, quand il est demandé par le Gouvernement.

Les bureaux nomment une commission, sur le rapport sommaire de laquelle l'Assemblée prononce.

Art. 8. Aucun amendement ne peut être mis en délibération, s'il n'a été envoyé à la commission chargée d'examiner le projet de loi, et communiqué au Gouvernement.

Lorsque le Gouvernement et la commission ne sont pas d'accord, le Conseil d'État donne son avis, et le Corps législatif prononce.

Art. 9. Le budget des dépenses est présenté au Corps législatif par chapitres et articles.

Le budget de chaque Ministère est voté par chapitre, conformément à la nomenclature annexée au présent sénatus-consulte.

Art. 10. Les modifications apportées à l'avenir à des tarifs de douanes ou de postes par des traités internationaux ne seront obligatoires qu'en vertu d'une loi.

Art. 11. Les rapports constitutionnels actuellement établis entre le Gouvernement de l'Emperenr, le Sénat et le Corps législatif, ne peuvent être modifiés que par un sénatus-consulte.

Les rapports réglementaires entre ces pouvoirs sont établis par décret impérial.

Le Sénat et le Corps législatif font leur règlement intérieur.

Art. 12. Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent sénatus-consulte, et notamment les articles 8 et 13¹, le deuxième paragraphe de l'article 24², les articles 26 et 40³, le cinquième paragraphe de l'article 42, le premier paragraphe de l'article 43⁴, l'article 44⁵ de la Constitution, les articles 3 et 5⁶ du sénatus-consulte du 25 décembre 1852, l'article 1^{er} du sénatus-consulte du 31 décembre 1861⁷.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 6 septembre 1869.

Le président,

Signé : E. ROUHER.

Les secrétaires :

Signé : CHAIX D'EST-ANGE.

Signé : Général comte de LA RUE.

Signé : SUIN.

Vu et scellé du grand sceau du Sénat :

Le Sénateur-secrétaire,

Signé : CHAIX D'EST-ANGE.

1. *Constitution du 22 janvier 1852.*

Art. 8. Le président a seul l'initiative des lois.

Art. 13. Les Ministres ne dépendent que du chef de l'État; ils ne sont responsables que chacun en ce qui le concerne, des actes du Gouvernement; il n'y a point de solidarité entre eux; ils ne peuvent être mis en accusation que par le Sénat.

2. Art. 24, § 2^e. Les séances du Sénat ne sont pas publiques.

3. Art. 26. Le Sénat s'oppose à la promulgation : 1^o des lois qui seraient contraires ou qui porteraient atteinte à la Constitution, à la religion, à la morale, à la liberté des cultes, à la liberté individuelle, à l'égalité des citoyens devant la loi, à l'inviolabilité de la propriété et au principe de l'inamovibilité de la magistrature; 2^o de celles qui pourraient compromettre la défense du territoire.

Art. 40. Tout amendement adopté par la commission chargée d'examiner un projet de loi sera renvoyé, sans discussion, au Conseil d'État par le président du Corps législatif. Si l'amendement n'est pas adopté par le Conseil d'État, il ne pourra être soumis à la délibération du Corps législatif.

4. Art. 43, § 1^{er}. Le président et les vice-présidents du Corps législatif sont nommés par le Président de la République pour un an.

5. Art. 44. Les ministres ne peuvent être membres du Corps législatif.

6. Art. 3. Les Traités de commerce faits en vertu de l'article 6 de la Constitution ont force de loi pour les modifications de tarifs qui y sont stipulées.

Art. 5. Les dispositions du décret organique du 22 mars 1852 peuvent être modifiées par des décrets de l'Empereur.

7. Art. 1^{er}. Le budget des dépenses est présenté au Corps législatif avec ses divisions en sections, chapitres et articles. Le budget de chaque Ministère est voté par sections, conformément à la nomenclature annexée au présent Sénatus-consulte. La répartition, par chapitres, des crédits accordés par chaque section, est réglée par décret de l'Empereur rendu en Conseil d'État.

Mandons et ordonnons :

Que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au *Bulletin des lois*, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes et chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 8 septembre 1869.

Signé : NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes,

Signé : DUVERGIER.

Vu et scellé du grand sceau :

Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes,

Signé : DUVERGIER.

TURQUIE.

Loi organique sur les poids et mesures, en date du 14/26 septembre 1869, précédée du rapport du Grand-Vézir au Sultan.

RAPPORT

de Son Altesse le Grand-Vézir à Sa Majesté Impériale le Sultan.

Le Conseil des Ministres a pris connaissance d'un projet de loi élaboré par le Conseil d'État, ayant pour but de faire disparaître les complications qui résultent de la multiplicité et de la dissemblance des poids et mesures actuellement en usage dans l'Empire et de les ramener à un système uniforme.

A une époque où les chemins de fer et les bateaux à vapeur développent dans toutes les parties du globe les relations commerciales et rapprochent les peuples, il est certainement à désirer dans l'intérêt de tout le monde que les poids et mesures dont le commerce se sert dans ses transactions avec l'Europe occidentale, reposent sur une base commune et que les dénominations mêmes de ces poids et mesures soient connues partout.

L'adoption du système décimal, dont l'usage commence à se généraliser chez les nations civilisées, offre, d'autre part, de grandes faci-

lités aux transactions, et nous ne saurions mieux faire que d'appliquer ce système à l'unification de nos poids et mesures.

Apprécient toute l'importance de ces considérations, le Conseil des Ministres a, en outre, examiné s'il ne convenait pas, pour éloigner toutes les difficultés dans l'application de cette mesure d'utilité générale et faciliter l'intelligence du nouveau système, de conserver, autant que possible, les dénominations qu'un long usage a rendues familières au public et d'indiquer en même temps les termes qui en seront les équivalents en Europe.

Le projet de loi modifié dans le sens des délibérations du Conseil des Ministres, adopte pour base de tout le système des poids et mesures, et pour unité de longueur, sous le nom de *Zirai-achari* ou *mètre*, une longueur égale à la dix-millième partie du quart du méridien terrestre, et consacre le système décimal dans les subdivisions et les multiples de toutes les mesures de longueur, de superficie de capacité et de poids.

Un carré dont le côté est de dix *Zira* ou *mètres* est pris pour unité de superficie et appelé *Murabba* ou *are*.

L'unité des mesures de capacité est un cube d'un *Euchri-zira* ou d'un *décimètre* de côté. Elle est désignée sous le nom d'*Eulécheck* ou *litre*.

Enfin l'unité de poids est le *dirhemi achari* ou *gramme*, qui est égal au poids dans le vide d'un *achari-zira*, ou d'un centimètre cube d'eau distillée à la température de $4^{\circ},4$.

Un *zirai-achari* ou *mètre* et un *vékieï-achari* ou *kilogramme* en platine servant d'étalons seront déposés au trésor du Palais Impérial.

Afin de faciliter et de mieux assurer l'application du nouveau système, toutes les administrations de l'Empire devront s'en servir exclusivement à partir du 1/13 mars 1871. L'emploi des nouvelles mesures, facultatif quant au public, pour une période de 3 ans, sauf en ce qui concerne les actes dont l'effet devrait s'étendre au delà de cette période, ne sera absolument obligatoire pour tout le monde qu'à dater du 1/13 mars 1874.

Des tables de conversion [des mesures anciennes en mesures nouvelles seront publiées dès à présent et le nouveau système fera désormais partie de l'enseignement dans toutes nos écoles.

La nouvelle loi ne sera point applicable au *dirhemi-chéri*, aux monnaies et aux poids en usage dans la bijouterie.

Telles sont les principales dispositions du projet de loi que j'ai l'honneur de soumettre ci-joint à S. M. I. avec toutes les pièces qui s'y rapportent. Les mesures nécessaires pour en assurer l'exécution seront immédiatement prises si S. M. daigne le revêtir de sa haute sanction.

LOI ORGANIQUE
du 14/26 septembre 1869 — 20 Djemazi ul-Akhîr 1286,

Sur les poids et mesures.

RESCRIT IMPÉRIAL :

Qu'il soit fait en conformité du contenu.

Art. 1^{er}. Le système des poids et mesures dans l'Empire ottoman aura désormais pour base le *mètre* ou *zirai-Achary* dont la longueur représente la dix-millionième partie du quart du Méridien terrestre.

Les séries des poids et mesures seront formées par voie de subdivision ou de multiplication décimale des unités principales.

Art. 2. Un *zirai-Achary* ou *mètre* en platine servant d'étoile prototype sera déposé au trésor du Palais Impérial.

Art. 3. Le *zirai-Achary* ou *mètre* est pris pour unité de longueur.

Les subdivisions sont :

1/10 *Euchry-zira* ou *décimètre*,

1/100 *Achary-zira* ou *centimètre*,

1/1000 *Michary-zira* ou *millimètre*.

Les multiples sont :

1000 *Myli-Achary* ou *kilomètre*,

10 000 *Fersakhi-Achary* ou *myriamètre*.

Art. 4. L'unité de superficie pour les terrains est la surface d'un carré dont le côté est de dix *ziras* ou *mètres*. Cette unité qui renferme 100 *ziras* ou *mètres* carrés est désignée sous le nom de *Mourabba* ou *are*; 10 000 *ziras* ou *mètres* carrés forment un *Djerib* ou *hectare*.

Art. 5. L'unité de capacité pour la mesure des liquides, des grains ou autres substances sèches, est la capacité d'un cube ayant un *Euchry-zira* ou *décimètre* de côté; cette unité est désignée sous le nom de *Eulé-check* ou *litre*; elle a pour subdivision :

1/10 *Zarf* ou *décilitre*,

et pour multiple :

100 *Kiléi-Achary* ou *hectolitre*.

Art. 6. L'unité de poids est le *dirhem-Achary* ou *gramme*, égale au poids dans le vide d'un *Achyri-zira* ou *centimètre cube* d'eau distillée, à la température centigrade d'environ 4°,4 correspondant au maximum de densité de l'eau ; les subdivisions sont :

1/10 *Euchry-Dirhem* ou *décigramme*,

1/100 *Achyry-Dirhem* ou *centigramme*,

1/1000 *Michary-Dirhem* ou *milligramme*;

Elle a pour multiples :

- 1000 *Vékiey-Achary ou kilogramme,*
 100 *Vékies-Kantar-Achary ou quintal métrique,*
 1000 *Vékies-Tonalata ou tonne métrique.*

Art. 7. Un *Vékiëi-Achary* ou kilogramme en platine servant d'étalement sera déposé au trésor du Palais Impérial.

Art. 8. Les mesures nouvelles seront confectionnées d'après les étalons mentionnés aux articles 2 et 7; en outre, les poids et mesures, ainsi que les instruments de pesage employés dans le commerce, seront marqués d'un poinçon qui en garantira l'exactitude; enfin, les poids et mesures devront toujours porter l'indication de leur valeur.

Art. 9. A partir du 1^{er} mars 1287 (1/13 mars 1871), toutes les administrations de l'Empire emploieront exclusivement le nouveau système de poids et mesures dans toutes leurs opérations d'achat ou de vente et dans tous leurs actes.

Art. 10. L'usage des poids et mesures actuels restera facultatif pour le public jusqu'au 1^{er} mars 1290 (1/13 mars 1874); toutefois, tout contrat passé entre particuliers, du 1^{er} mars 1287 au 1^{er} mars 1290, devra, s'il énonce des mesures anciennes, indiquer en même temps leur équivalent en mesure nouvelle; enfin, il est interdit de se servir des mesures anciennes dans tout acte postérieur au 1^{er} mars 1287, si l'effet de ces actes doit s'étendre au delà du 1^{er} mars 1290.

Art. 11. A partir du 1^{er} mars 1290, l'emploi des mesures nouvelles sera obligatoire pour tout le monde, et les mesures actuelles de longueur, de capacité et de poids seront entièrement interdites.

Art. 12. Des tables de conversion des mesures anciennes en mesures nouvelles seront dès à présent calculées et publiées.

Art. 13. Le tableau des nouvelles mesures et les applications du calcul décimal à l'emploi de ces mesures seront enseignées dans tous les établissements d'instruction.

Art. 14. Les dispositions de la présente loi ne sont applicables ni aux *Direhmi-Chéri* employés dans les transactions régies par la loi du Chéri, ni aux monnaies, ni aux poids en usage pour la bijouterie.

Art. 15. Il sera pourvu, par des règlements spéciaux, à la mise en application du système de poids et mesures établi par la présente loi, ainsi qu'à la ratification et au contrôle de ces poids et mesures.

ALLEMAGNE DU NORD. — ITALIE.

Protocole faisant suite au Traité de navigation du 14 octobre 1867, fait à Florence, le 2 octobre 1869.

L'article 3 du Traité de navigation entre l'Italie et la Confédération

de l'Allemagne du Nord, du 14 octobre 1867¹, ayant réservé aux Hautes Parties contractantes de déterminer ultérieurement le rapport entre le tonneau italien et le last allemand, afin de régler la perception des droits de navigation à prélever dans les ports respectifs, et le rapport entre le last allemand et le tonneau français, fixé par le Protocole du 14 décembre 1864, ayant été accepté de part et d'autre comme base de la réduction du tonneau de jauge italien en last allemand et vice versa.

Les soussignés déclarent, au nom de leur Gouvernement respectif, d'adopter, en tenant compte de la tolérance, le rapport suivant entre le tonneau italien et le last allemand, savoir :

$$\begin{aligned}1 \text{ tonneau italien} &= 0,60 \text{ last allemand;} \\1 \text{ last allemand} &= 1,50 \text{ tonneaux italiens.}\end{aligned}$$

Quant aux last de commerce usités dans les Provinces du Hanovre et du Schleswig-Holstein, dans le Grand-Duché de Mecklembourg-Schwérin et dans les villes de Brême et de Hambourg, on est convenu de fixer sur la même base les rapports suivants:

1 tonneau italien = 0,40 last de commerce du Hanovre, de Mecklembourg-Schwérin, de Brême et de Hambourg ;

1 last de commerce du Hanovre, de Mecklembourg-Schwérin, de Brême et de Hambourg = 2,25 tonneaux italiens ;

1 tonneau italien = 0,46 last du Schleswig-Holstein ;

1 last de commerce du Schleswig-Holstein = 1,95 tonneaux italiens

Il est bien entendu, toutefois, que cet arrangement a un caractère purement provisoire, et qu'il cessera d'avoir effet aussitôt qu'on sera parvenu à adopter un système international de jaugeage conforme à celui existant dans la Grande-Bretagne.

En foi de quoi, ils ont signé le présent Protocole et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double expédition à Florence, le 2 octobre 1869.

*Le président du Conseil,
ministre des affaires étrangères
de S. M. le Roi d'Italie.*

(L. S.) Signé : L.-F. MENABREA.

*Le chargé d'affaires
de la Confédération de l'Allemagne
du Nord.*

(L. S.) Signé : L. WESDEHLEN.

1. Voir *Archives* 1868, t. II, p. 740.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, MÉMORANDUMS, NOTES,
CIRCULAIRES DIPLOMATIQUES, ETC., ETC.

BRÉSIL, CONFÉDÉRATION ARGENTINE, URUGUAY.

**Déclaration des Plénipotentiaires alliés, réunis à Buenos-Ayres,
sur la ligne de conduite à suivre à l'égard du Paraguay, en
date du 2 juin 1869.**

Le 2 juin de l'an 1869 de l'ère chrétienne se sont réunis, dans la île de Buenos-Ayres, les plénipotentiaires des gouvernements alliés :

S. Exc. le conseiller José Marcia da Silva Paranhos, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. l'Empereur du Brésil, en mission spéciale ; S. Exc. le docteur D. Mariano Varela, ministre et secrétaire d'État des affaires étrangères de la République Argentine ; et S. Exc. le docteur D. Adolfo Rodriguez, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République Orientale de l'Uruguay, en mission spéciale.

L'objet de la présente conférence était d'arrêter définitivement les termes de la reconnaissance du gouvernement provisoire que les citoyens paraguayens, amis de l'alliance, veulent constituer, conformément au désir manifesté par un grand nombre d'entre eux dans une adresse communiquée auxdits plénipotentiaires, le 29 avril dernier, par la commission chargée de préparer la réalisation de ces nobles et légitimes aspirations du peuple paraguayen.

Les trois plénipotentiaires, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, qui ont été trouvés en bonne et due forme ;

Considérant :

Que les vœux exprimés par les citoyens paraguayens sont conformes au but légitime et généreux de l'alliance ;

Qu'en favorisant l'établissement d'un gouvernement national au Paraguay, les gouvernements alliés ne font que respecter et accomplir un engagement solennel exprimé dans plusieurs articles du traité du 1^{er} mai 1865, et que compléter l'acte par lequel ils ont consenti à laisser les légions paraguayennes, qui font partie des armées alliées, marcher sous le drapeau de leur nationalité ;

Que le gouvernement paraguayen sera un élément moral qui pourra hâter la fin de la guerre, et, en tout cas, la rendre moins sanglante ;

Que c'est une nécessité réclamée par les intérêts de la population civile, paraguayenne ou étrangère, qui habite les villes et les villages délivrés par les armées alliées du joug de l'ennemi, dans tout le territoire qui s'étend du Paseo de la Patria jusqu'aux limites septentrielles de la République, et depuis la rivière Paraguay jusqu'aux montagnes où Lopez a cherché un refuge avec les restes de son armée en déroute ;

Que l'établissement d'un gouvernement paraguayen ami n'altère ni les desseins ni le but de l'alliance, et laisse subsister avec la même force les droits des belligérants ;

En exécution du traité du 1^{er} mai 1865 et en conformité des dispositions qu'il contient, comme aussi des instructions de leurs gouvernements respectifs, déclarent à la commission paraguayenne :

Que les gouvernements alliés sont d'accord pour faciliter, autant qu'ils le pourront, l'établissement d'un gouvernement provisoire paraguayen, pour le reconnaître et le traiter comme ami, sous les conditions suivantes :

1^o Le gouvernement provisoire qui s'établira au Paraguay doit sortir du libre choix des citoyens paraguayens habitant le territoire délivré du joug du maréchal Lopez.

2^o Ce gouvernement doit, par sa forme et les personnes qui le composeront, offrir au pays des garanties de stabilité et aux gouvernements alliés des garanties de bon accord.

Le bon sens des citoyens paraguayens, la gratitude qu'ils ont manifestée envers les alliés, le grand intérêt national qui les réunit aujourd'hui, tout montre que cette condition sera pleinement réalisée par la libre élection à laquelle ils aspirent et pour laquelle ils peuvent compter sur les plus ferventes sympathies des gouvernements alliés.

3^o Considérant que ces gouvernements sont liés par un traité d'alliance, aujourd'hui public, qui déclare le but de la guerre à laquelle lesdits gouvernements ont été contraints par le dictateur Lopez, le gouvernement provisoire qui va s'établir au Paraguay, tout en conservant son entière liberté en ce qui concerne l'exercice de la souveraineté nationale, s'obligera, en ce qui regarde la guerre, et eu égard

aux prescriptions dudit traité, à procéder de commun accord avec les alliés jusqu'à la conclusion de la guerre.

4° En conséquence, le gouvernement paraguayen ne pourra traiter avec le maréchal Lopez, ou ses représentants, qu'autant que le feraient, et de la même façon que le feraient les gouvernements alliés et leurs représentants diplomatiques ou militaires.

5° L'action des généraux alliés restera entièrement libre et indépendante du gouvernement provisoire en ce qui concerne l'exercice de la juridiction militaire et les opérations contre l'ennemi commun. Ils pourront occuper les points qu'ils jugeront convenable, utiliser toutes les ressources du pays, sous la réserve de la propriété particulière, neutre ou amie, dont l'usage donnera droit à une indemnité.

6° En dehors de son action politique et administrative, le gouvernement provisoire prêtera tout le concours qui lui sera possible aux opérations militaires des alliés, soit en personnel ou matériel de guerre, soit en vivres ou en fourrages.

7° La juridiction civile et criminelle du gouvernement militaire ne s'étendra ni aux quartiers et aux campements, ni aux individus faisant partie des armées alliées. Si un délit survient entre un soldat ou un employé desdites armées et un individu qui leur soit étranger, la juridiction militaire sera compétente, à moins que l'autorité militaire ne livre le délinquant au jugement de l'autorité paraguayenne.

8° Les individus, bâtiments, vivres, fourrages, le matériel de guerre de toute espèce, appartenant aux armées alliées ou à leurs fournisseurs, pourront entrer sur le territoire de la république ou en sortir sans être soumis à aucun impôt, à aucune charge, et sans subir d'autres formalités que celles qui seraient arrêtées d'accord avec les généraux ou les représentants diplomatiques des gouvernements alliés.

Sous ces conditions, les alliés s'engagent à reconnaître le gouvernement provisoire et à lui prêter, pendant toute la durée de la présente guerre, et sous la forme qu'il jugerait convenable, leur appui moral et matériel pour la défense de l'ordre et le maintien du régime légal de la république.

Ils arrêtent en outre : 1° que cette déclaration des gouvernements alliés sera adressée sous la forme d'une note collective, par les trois plénipotentiaires, à la commission paraguayenne, avec une copie du présent protocole et une copie du traité d'alliance auquel se rapportent les conditions énoncées plus haut; 2° que la commission devra déclarer dans une note reversale si elle accepte les conditions imposées à la reconnaissance qui lui est offerte par les alliés, et que le gouvernement provisoire paraguayen, aussitôt qu'il sera constitué,

devra confirmer dans un acte officiel cet accord préalable, qui dès lors aura pleine et entière vigueur.

En foi de quoi, nous, les plénipotentiaires de S. M. l'Empereur du Brésil, de la République Argentine et de la République Orientale de l'Uruguay, nous avons fait donner le présent protocole en trois exemplaires, et nous l'avons, en vertu de nos pleins pouvoirs, revêtu de nos signatures et scellé de nos armes.

JOSÉ MARIA DA SILVA PARANHOS;
MARIANO VARELA;
ADOLFO RODRIGUEZ.

CONFÉDÉRATION DE L'ALLEMAGNE DU NORD.

Discours prononcé par le comte de Bismarck à l'ouverture du Parlement douanier, le 3 juin 1869.

Honorés membres du parlement douanier, Sa Majesté le roi de Prusse a daigné me confier la mission d'ouvrir le Parlement douanier allemand au nom des gouvernements confédérés, pour les douanes et le commerce. Depuis votre dernière réunion, la législation du Zollverein est entrée en vigueur dans le Mecklembourg, à Lubeck et dans une partie du territoire de Hambourg. Avec la prochaine introduction de cette législation dans le reste du territoire de Hambourg, et dans certaines parties de la Prusse, le territoire du Zollverein sera délimité dans un avenir prochain.

Les relations avec le territoire du port franc de Hambourg ont, par les règlements actuels, obtenu bien des améliorations et en obtiendront d'autres encore par l'achèvement de cette organisation. Les mesures nécessaires en présence de ces améliorations pour assurer la communauté des limites douanières dans le territoire du port libre font l'objet d'une proposition qui sera soumise à vos délibérations. Vous et les gouvernements du Zollverein vous avez reconnu, dans la session précédente, la nécessité d'une révision complète de la législation douanière : un projet de loi à cet effet vous sera soumis. Ce projet tendra à simplifier le contrôle, à faciliter les expéditions et rassemblera en un corps les dispositions dispersées en différentes lois. Un projet de loi sur l'imposition du sucre, répondant aux désirs exprimés par vous, réglera la taxe du sucre étranger sans égard à sa destination, pour la fabrication ou la consommation, et ramènera la taxe du sucre indigène à une juste proportion avec la première.

La révision du tarif douanier sera de nouveau l'objet de vos déli-

bérations. Quelque vivement que les gouvernements du Zollverein désirent favoriser les relations commerciales et faciliter la consommation, les besoins du budget réclament impérieusement qu'en présence de certains dégrèvements qui feront diminuer les recettes douanières, on procède à des élévations de taxes qui les compensent.

Un traité de commerce et de douane avec la Suisse sera soumis à votre approbation. Vous partagerez la satisfaction avec laquelle les gouvernements du Zollverein ont vu la conclusion de ce traité avec un pays voisin, qui est uni à l'Allemagne par les rapports les plus multipliés. Un traité de commerce et de navigation avec le Japon, qui vous sera soumis, assure à l'union les droits qui n'étaient d'abord reconnus qu'à la Prusse, et promet de nouvelles améliorations aux relations déjà satisfaisantes avec ce pays.

La tâche pour laquelle votre coopération est réclamée, honorés membres du Parlement, est importante et multiple. Les gouvernements du Zollverein sont assurés que vous travaillerez à cette solution avec le soin et le dévouement que réclament les grands intérêts de la nation, et que vos délibérations, animées par la conscience de la communauté de ces intérêts, fortifieront le sentiment de l'unité nationale.

Ainsi, au nom des gouvernements unis, et par ordre du président de l'union, je déclare ouvert le Parlement douanier.

GRÈCE.

Discours prononcé par le Roi à l'ouverture de la Chambre des députés, le 17 juin 1869.

Messieurs les Députés,

Je suis heureux de voir réunis autour de moi les représentants de la nation.

Vous connaissez les complications qui, l'année dernière, ont surgi entre mon gouvernement et celui de l'État voisin, l'interruption de nos relations diplomatiques qui en fut la suite, ainsi que la réunion d'une conférence à Paris composée des représentants des grandes puissances de l'Europe en cette capitale, et formée dans le but de délibérer sur le conflit en question. Les puissances, ayant d'un commun accord affirmé certains principes généraux du droit international, les ont consignés dans un protocole¹, puis elles invitèrent le gouverne-

1. Voir *Archives* 1869, t. IV.

ment hellénique à déclarer dans un très-bref délai s'il y adhérait. Les principes proclamés ainsi avaient sans doute quelque rapport avec la lutte persévérande soutenue par un peuple frère; mais mon gouvernement a pensé que l'intérêt bien entendu de la nation nous commandait de ne point nous opposer à une décision unanime des grandes puissances, et il a notifié l'adhésion de la Grèce audit protocole.

Sur cet acte de mon gouvernement, il importait que la nation elle-même se prononçât. Désireux de connaître son opinion à cet égard, j'ai fait usage du droit qui m'était conféré par la Charte de dissoudre la Chambre des députés.

L'ordre et la tranquillité qui ont présidé aux opérations électorales sont une preuve de cette vérité incontestable, à savoir : qu'une sage liberté raffermit l'ordre et fortifie la confiance de tous dans les institutions constitutionnelles. C'est maintenant à la Chambre qu'il appartient, en procédant avec sévérité et impartialité à la vérification de pouvoirs, de donner une nouvelle force à cette confiance de la nation.

Mes rapports avec les puissances étrangères sont toujours excellents.

Le banditisme qui depuis longtemps avait d'une manière audacieuse et préjudiciable aux intérêts du pays étendu ses ravages, a été poursuivi dernièrement d'une façon énergique par la troupe régulière. L'attribution exclusive de la répression du brigandage à l'armée et à la gendarmerie et le concours empressé des populations nous promettent des résultats satisfaisants à cet égard ; la stricte exécution de la convention intervenue entre la Turquie et la Grèce au sujet de la répression du banditisme, exécution qui sera faite fidèlement, j'espère, contribuera puissamment à l'atténuation de ce fléau. Néanmoins, certaines mesures législatives, propres à favoriser la poursuite efficace du brigandage, seront soumises à vos délibérations et à votre vote. Je suis certain aussi que, grâce à l'énergie que la justice déployera dans son action contre les recéleurs et pourvoyeurs des brigands, le pays sera bientôt délivré de cette calamité.

Le budget des recettes et des dépenses de 1870 sera établi, pour les recettes, sur des données aussi vraisemblables que possible ; il pourvoiera avec économie aux besoins du service public ; il sera soumis à l'examen de la Chambre dans les limites du délai fixé par la Charte. Un enchaînement de circonstances diverses et le devoir sacré qui nous incombaît de secourir des frères qui s'étaient réfugiés en Grèce ont amené une perturbation dans les finances de l'État, laquelle a eu pour conséquence le cours forcé donné aux billets de banque. Mon gouvernement, animé du désir de mettre un terme à cet état de choses

préjudiciable au pays, a entamé des négociations en vue d'un emprunt et a inscrit dans le budget les sommes nécessaires à cet effet. Je m'attends avec confiance à voir bientôt les transactions privées affranchies des conséquences fâcheuses du cours forcé. En régularisant les finances de l'État, nous serons en mesure au bout d'un certain temps de remplir aussi quelques autres de nos obligations parmi lesquelles le développement de la prospérité matérielle du pays occupe le premier rang. J'espère que le patriotisme des Hellènes nous aidera aussi à l'atteindre.

Pour arriver à une application plus large des dispositions de la Charte concernant la responsabilité des ministres, mon gouvernement soumettra à vos sages délibérations et à votre vote un projet de loi spécial; ce projet, s'il est voté par vous, aura pour effet de rendre la responsabilité ministérielle plus complète.

En conformité d'une autre prescription de la Charte, mon gouvernement vous présentera un projet de loi sur les conditions d'aptitude requises pour les fonctionnaires publics. Ce projet aura pour conséquence d'améliorer l'administration et de donner une position assurée aux serviteurs de l'État.

L'Université nationale attend depuis longues années la loi qui doit fixer son organisation définitive. L'école militaire réclame aussi une organisation plus en rapport avec la véritable situation du pays. Deux projets de loi concernant ces deux besoins publics seront soumis à votre appréciation éclairée et à votre adoption.

Les cours royales s'étant multipliées chez nous, il est indispensable de conserver intacte l'institution de la cour suprême, chargée de veiller à l'application exacte et à l'unité du système législatif, et ne s'immisçant point dans les questions touchant au fond des procès. Pareillement, les dispositions du code de commerce ayant trait aux faillites et banqueroutes sont devenues peu propres à la situation actuelle des affaires, ainsi que l'a démontré l'expérience; dès lors elles ont besoin d'être modifiées conformément aux saines doctrines adoptées par les législations modernes de plusieurs nations éclairées. Les projets de loi y relatifs seront également soumis à votre examen et à votre vote.

Le développement de la prospérité matérielle du pays, élément inseparable de son progrès en civilisation, doit faire l'objet de la sollicitude de la Chambre, ainsi que du gouvernement. Les projets de loi concernant le percement de l'isthme de Corinthe et d'autres travaux propres à favoriser la prompte création de voies de communication qui sont encore chez nous dans un état rudimentaire, obtiendront, je n'en doute point, l'approbation de la Chambre.

Confiant dans vos lumières et votre patriotisme, je m'attends, Mes-

sieurs les Députés, à voir cette session devenir féconde en choses utiles pour notre bien-aimée patrie. Implorons à cet effet les bénédictions du Très-Haut qui a toujours d'une main prodigue répandu sur nous ses bienfaits.

La session de 1869 est ouverte.

ESPAGNE.

Discours du général Prim pour annoncer la constitution du nouveau ministère¹, dans la séance des Cortès du 19 juin 1869.

Messieurs les Députés,

J'ai l'honneur de me présenter devant les Cortès constituantes en qualité de président du conseil des ministres, nommés par S. A. le régent du royaume, et j'ai le plaisir de présenter aux Cortès les hommes politiques distingués, mes dignes collègues, qui, indiqués par moi au régent, ont été agréés par S. A., conformément aux habitudes parlementaires.

Si mes dignes collègues n'étaient pas aussi bien connus, je serais dans la nécessité de faire leur éloge pour les faire connaître. Mais nous nous connaissons tous. Vous savez d'où nous venons et où nous allons. En conséquence, toute autre explication devient oiseuse et superflue.

Je vais maintenant vous faire connaître le programme du ministère, en sollicitant tout d'abord et avant tout votre bienveillante indulgence pour nous tous en général, et en particulier pour moi, qui ai accepté un changement peut-être supérieur à mes forces; cette acceptation, à mes yeux, n'était pas nécessaire, mais elle était naturelle et conséquente.

Notre première pensée, Messieurs les Députés, c'est de nous inspirer, pour gouverner, de votre sagesse et de votre patriotisme.

Aussitôt que les Cortès constituantes, ayant rempli leur rôle, auront cédé la place aux Cortès ordinaires, aussitôt que le pays sera constitué, votre volonté, exprimée d'une manière significative par la

1. Ministère du 18 juin : Présidence, Guerre, le capitaine général J. *Prim*, marquis de los Castillejos; État, affaires étrangères, M. *Silvela*; Justice, M. C.-M. *de Herrera*; Marine, l'amiral J.-B. *Topete*; Outremer, *idem*, par intérim; Finances, M. L. *Figuerola*; Intérieur, M. P.-M. *Sagasta*; Travaux publics, M. M.-R. *Zorilla*.

majorité, sera exécutée et respectée par le gouvernement qui, s'il voyait quelque modification ou amendement à apporter à vos résolutions, les formulerait respectueusement entre les mains du régent.

Nous serons fidèles, très-fidèles et scrupuleux observateurs de la Constitution de l'État, afin d'avoir le droit d'exiger de tous les Espagnols la même fidélité ; car il faut que la Constitution de l'État soit une vérité, elle qui ne l'a jamais été depuis que nous avons un régime représentatif.

Le serment prêté à la Constitution sera une vérité dans toutes ses parties ; malheureusement les chefs du parti libéral ont été peut-être trop doux et trop indulgents : de là, leur impuissance pour créer quelque chose de stable et de solide ; de là, la force de nos ennemis pour contrarier nos projets. Le gouvernement espère en Dieu, en sa propre force et dans l'appui des Cortès constituantes, et il compte que les jours de désordres et d'émeutes ne reviendront plus. Il sera aussi énergique que puisse l'être un gouvernement, et s'il était possible que dans l'accomplissement de son devoir il se montrât dur, inflexible et même cruel, il le sera parce que ce sera une nécessité.

Tenez donc pour certain que le gouvernement regarde comme une des premières nécessités la conservation de l'ordre public, mais non pas l'ordre des *modérés*, Messieurs les Députés ; non pas cette anomalie étrange, au moyen de laquelle on voudrait imposer l'ordre aux classes inférieures, tandis que les classes élevées vivraient dans le désordre. L'ordre, tel que l'entend le parti libéral, doit être respecté partout et de tous.

Donc le gouvernement s'efforcera de donner l'exemple du respect et de l'obéissance à la Constitution et aux lois, et il a le droit d'espérer que cet exemple sera salutaire.

Le gouvernement se propose de cultiver les rapports qu'il a avec les nations de l'Europe et du monde, et si nos relations sont suspendues avec quelque puissance, il me fait l'honneur d'être son interprète pour dire aux Cortès constituantes que, tout en prérant soin de notre dignité, il sera exempt d'orgueil et d'amour-propre, et fera son possible pour rétablir les liens de fraternité qui doivent exister entre des peuples de la même race.

MM. les Députés comprendront que je fais allusion aux républiques hispano-américaines. Il fut un temps, et ce temps n'est pas bien éloigné, où ceux qui gouvernaient l'Espagne voulaient imposer leur influence à ces pays, et, comme ils le faisaient arrogamment, cela a suffi pour froisser les habitants, qui ont été alors jusqu'à renier leur origine et à maudire le sang qui circule dans leurs veines.

Mais le gouvernement assume la mission patriotique de reconquérir l'amitié de ces populations qui sont de notre race et qui parlent

notre langue. On comprendra la nécessité, pour l'Espagne, d'entrer, une fois pour toutes, en relations franches et bonnes avec ces peuples. Notre tâche n'est pas difficile ; au contraire, je crois que, lorsque les paroles de sympathie et d'amitié que je leur adresse en ce moment leur parviendront, au nom du régent, au nom du gouvernement de la nation, et aussi au nom des Cortès constituantes, — et je crois exprimer en cela vos désirs et vos aspirations, — lorsque ces paroles, à travers l'espace qui nous sépare, leur seront arrivées, j'ai confiance qu'elles seront reçues avec enthousiasme, avec amitié, avec cordialité. Nos représentants sauront dire aux citoyens de ces républiques que la mère patrie reconnaît d'une manière absolue leur émancipation et leur indépendance; que la mère patrie les aime comme ses propres fils, et que, pour notre part, nous les aimons comme des frères.

Le chapitre ayant trait à la question économique n'a pu passer inaperçu sous les yeux du gouvernement. Que dis-je, inaperçu? Il y a longtemps que cette question nous avait préoccupés; mes amis distingués Ruiz Zorrilla, Sagasta, Becerra et le général Contreras, dignes compagnons de mes anciennes infortunes, se rappellent sans doute que bien souvent nous avons parlé de cette affaire. Je sais bien que nous parviendrons à triompher de toutes les difficultés.

J'avoue qu'en considérant attentivement la question financière, je me suis souvent senti pris de découragement; mais c'est là un décuoragement momentané qui doit être secoué, et c'est le cas de dire: En avant! Il est évident, il est notoire que nous avons besoin de faire des économies. Le gouvernement en a le plus grand désir; mais les économies, pour être fécondes et utiles, doivent être raisonnées.

Mais il faut plus encore que des économies. Nous faut-il chercher de l'argent qui ne nous coûte pas d'argent? La chose sera-t-elle impossible? Je ne le pense pas. En moi je sens quelque chose qui me dit que cela n'est pas impossible. Le gouvernement donnera toute son attention à cette question vitale; il vous rendra compte de ses travaux, et ce sera à vous, dans votre sagesse et votre patriotisme, à résoudre ce qui sera convenable. J'ai demandé plusieurs fois, à des hommes parfaitement initiés aux questions financières, s'ils voyaient quelque moyen de sauver le crédit. Aucun ne m'a fait une réponse affirmative; on m'a répondu sous de certaines réserves qui m'ont laissé dans la perplexité. Néanmoins une voix secrète me crie que la situation n'est pas tellement désespérée que tout espoir de salut soit perdu.

Toutefois, n'oubliez jamais que le gouvernement, ni tout autre appelé à le remplacer, ne saurait faire des miracles. Le pays vient de traverser une crise terrible. Heureusement, tout est réorganisé de

nouveau, et nul ne saurait prétendre qu'il suffise de quelques mois pour cicatriser les plaies de la patrie.

Tout ira bien, nous l'espérons ; mais pour cela, Messieurs les Députés, il est indispensable que nous fassions de la bonne politique.

Dans ce but je prie les trois nuances de la majorité de rester bien unies, et j'adresse une prière aux membres républicains de la Chambre : Puisqu'il ne leur est pas possible de s'unir à nous, du moins qu'ils aient pour nous de la bienveillance et qu'ils n'entravent pas le gouvernement. Qu'ils se contentent de la liberté dont nous jouissons. Elle est large si nous comparons l'état d'aujourd'hui avec celui où nous nous trouvions il y a neuf mois. Ce n'est pas être intelligent que de courir avec précipitation à l'accomplissement de ses idées ; il faut aller pas à pas, avec tranquillité, si l'on veut être sûr d'arriver.

Permettez-moi de vous rappeler ici un fait qui remplit une page de ma vie. Savez-vous pourquoi je suis arrivé de Villarejo en Portugal avec mes braves escadrons de Bailen et de Calatrava, malgré les grandes difficultés qui contrariaient ma marche, et cela sans perdre un seul homme et sans le moindre épisode regrettable dans une marche de vingt-deux jours ? ce fut parce que je me mis en mouvement de Villarejo au pas, sans trotter, sans galoper un seul instant ; j'ai gagné ainsi le Portugal en vingt-deux jours.

Messieurs les Députés, n'oubliez jamais que l'union fait la force : marchons bien unis et ne vous préoccupez pas un instant du mal que pourraient vous faire les carlistes ; marchons unis, et nous n'aurons rien à redouter des entreprises des réactionnaires qui rêvent une restauration. Marchons unis, et de la sorte nous terminerons notre œuvre et nous aurons la satisfaction de léguer à nos enfants une patrie régénérée, une patrie libre et prospère !

Je finis comme j'ai commencé. Daignez, Messieurs les Députés, avoir de la bienveillance pour tout le cabinet en général et pour moi en particulier qui en ai le plus besoin.

FRANCE.

Rapport au Président du Corps législatif sur les usages du Parlement anglais, par M. Maurel-Dupeyré, chef des secrétaires rédacteurs du Corps législatif, en date du 20 juin 1869.

Monsieur le Président,

Vous avez désiré connaître avec précision la manière de procéder du Parlement anglais et vous m'avez chargé de l'étudier dans tous ses

détails. J'ai passé, dans ce but, le mois de mai à Londres. Accueilli avec la courtoisie anglaise par M. le Speaker (Président) de la Chambre des communes, mis par lui en relation avec des hommes qui, par leur position et leurs travaux, ont acquis une expérience spéciale de la pratique parlementaire, dirigé dans le choix des livres à lire, j'ai pu réunir des informations exactes. Je les résume dans ce rapport.

Le Parlement anglais n'a pas de règlement proprement dit. — Nos proceedings ! m'a répondu tout d'abord M. le président de la Chambre des communes, les voici. — Et il me montrait une longue file d'folios qui couvraient les murs de son cabinet. La pratique anglaise n'est fondée en effet que sur l'usage, et l'on peut dire avec exactitude que, de même que l'Angleterre n'a pour constitution politique que son histoire, le Parlement anglais n'a pour règlement que ses précédents. Or, sur chaque point, les précédents contraires abondent. Au milieu de cette confusion, chaque législature, dans sa liberté ou dans son embarras, fait sa jurisprudence. Les *journals* où s'inscrivent les résolutions de la Chambre et qui forment la volumineuse collection que me montrait M. le speaker Denison ne sont donc qu'un répertoire de contradictions, d'où, parmi tant de règles, il est difficile d'en dégager une qui soit invariable.

Cependant, la Chambre des lords et la Chambre des communes ont toujours fait une distinction fondamentale entre leurs ordres fixes (*standing orders*), destinés à se transmettre de parlement en parlement, mais qui n'y ont pas toujours réussi, et leurs ordres de session (*sessional orders*) qui, adoptés au commencement d'une session et pour sa durée seulement, se sont quelquefois perpétués en se renouvelant. Telle est la double source de la pratique. Les speakers et les vieux parlementaires consommés pourraient seuls s'y reconnaître, si des hommes distingués, notamment M. Hatsell, au commencement de ce siècle, et sir T. Erskine May, dans ces dernières années, n'avaient entrepris de réunir et de coordonner méthodiquement tous ces usages. Sir Erskine May est « clerk assistant » de la Chambre des communes. Son livre, dont la sixième édition a paru en 1868, est un résumé savant et très-bien fait de la tradition parlementaire, depuis les origines jusqu'à nos jours. Il est devenu rapidement un manuel et un guide, quoiqu'il ait près de 800 pages in-8°. C'est principalement dans la lecture de cet ouvrage et dans mes conversations avec l'auteur, complétées sur quelques points par les explications de M. le speaker lui-même, ou par celles d'autres membres du Parlement, que j'ai puisé les indications générales qui suivent.

Ouverture des sessions. — Premières opérations.

Au jour fixé par une proclamation royale, les deux Chambres du

Parlement s'assemblent au palais de Westminster, où sont, à côté l'une de l'autre, leurs salles de séance.

Les dispositions en sont à peu près les mêmes; ce sont des carrés longs, avec des bancs alignés dans le sens de la longueur; les deux bouts sont libres: à l'un se trouve la *chair* du speaker, sorte de siège d'évêque à dossier haut de deux mètres. A quelques pas en avant, est la *table* (bureau) où prennent place les clerks de la Chambre, en robe noire et en perruque blanche. Les Chambres anglaises n'ont ni vice-présidents, ni secrétaires, membres du Parlement. A l'autre bout de la salle est la barre dont il sera parlé plus loin. Au-dessus, et sur les quatre côtés de la salle règne une galerie surplombante, où le public est admis. Les reporters des journaux en occupent la partie qui est en arrière du président, les spectateurs celle qui est en face. Les femmes, plus en arrière, sont renfermées à part dans les loges grillées où elles ne peuvent guère voir ni être vues. La salle des lords est grande et brillamment décorée. Celle des communes, plus simple, en bois de chêne sculpté, est beaucoup trop petite. Elle ne contient guère que 200 places pour 650 membres.

Aussi, chaque jour, les places n'appartiennent-elles qu'au premier occupant et, pendant la séance, qui quitte sa place la perd. Toutefois, la courtoisie permet, depuis 1842, de la conserver en y laissant, durant une courte absence, un livre, un gant, son chapeau. Le défaut d'espace justifie le défaut d'asiduité et, aux séances ordinaires, les deux choses se corrigeant; mais, aux séances intéressantes et suivies, les membres sans places sont obligés de refluer dans les galeries supérieures, ou bien ils se pressent assez bruyamment à la barre, ce qui rend les votes confus et difficiles.

L'usage a réservé le premier banc, à la droite du speaker, aux ministres: c'est le banc de la trésorerie ou du conseil privé. Les membres de la Chambre qui les appuient siégent du même côté. Le premier banc à gauche appartient aux principaux membres de l'opposition, qui ont occupé les hauts emplois de l'État. Les autres membres de l'opposition se rangent à la suite, du même côté. Dans la Chambre des lords, la règle voudrait que les places marquassent les rangs, mais en fait elles n'indiquent plus guère que les préférences politiques de ceux qui les occupent. Seuls, les évêques ont toujours conservé leur banc distinct, à la droite du trône. Le trône, dans la Chambre des lords, est placé comme la chaire du speaker, dans la Chambre des communes. Le sac de laine (*woolsack*) sur lequel siège le lord chancelier, président de la Chambre haute, est un coussin placé sur un large divan rouge, à quelques pas en avant du trône.

La première session d'une Chambre des communes, nouvellement élue, s'ouvre aujourd'hui sans aucune vérification des pouvoirs. Le

livre d'élections (*Return book*), qui contient les noms des membres nommés dans les divers collèges, est déposé par le clerk de la Couronne : il suffit pour établir le titre de chacun ; la Chambre tient pour bon le résultat du vote proclamé par le shériff de chaque collège électoral. Jusqu'à l'année dernière, les élections contestées étaient vérifiées par elle. En 1868, elle a renoncé à tout examen. Une élection est-elle contestée ? y a-t-il eu fraude, manœuvre, corruption ? la justice est saisie, la Chambre ne juge plus.

Déjà, depuis 1770, pour prévenir dans son sein les récriminations et les injustices des partis qui, dans ces occasions, consultaient souvent leur passion et leurs intérêts plus que l'équité, elle avait organisé une procédure spéciale en comité pour ce genre de vérifications. Après des efforts réitérés pour assurer sa propre impartialité et s'épargner des orages, désespérant d'y réussir, elle s'en est remise purement et simplement à la justice elle-même.

Un membre du Parlement me disait : « A quoi bon, en effet, par la vérification des pouvoirs, recommencer dans la Chambre l'agitation électorale ? A quoi bon échanger, comme premier salut, entre les membres qui arrivent, des accusations véhémentes et inaugurer des débats d'affaires par des débats de passions ? La loi électoral, comme toutes les lois, doit être appliquée par les tribunaux. La grande majorité des élections étant incontestée, cela suffit pour que la Chambre se constitue et se mette au travail sans délai : elle y gagne de la concorde et du temps. »

La première opération à laquelle procède la Chambre des communes, aussitôt après sa réunion, est l'élection de son président.

Elle a lieu ainsi : Un membre, s'adressant au clerk de la Chambre, qui est debout devant la *table*, remplissant, en attendant, les fonctions de la présidence, propose que tel membre prenne le fauteuil comme speaker. Cette motion est ordinairement appuyée par un membre influent, généralement par le *leader* de la Chambre. Si la Chambre, par son approbation, appelle au fauteuil le candidat désigné, il y est conduit de sa place par les deux membres qui ont proposé et soutenu sa nomination. Si plusieurs candidats sont proposés, leurs titres sont discutés, un vote a lieu, et celui qui obtient la majorité des suffrages prend place au fauteuil, d'où il adresse à la Chambre ses remerciements ; un membre autorisé y répond par des félicitations. Le speaker est nommé pour toute la durée de la législature.

La Chambre des lords, d'après ses règles, est présidée par le lord chancelier, et, en cas d'absence ou de vacance, par un speaker élu, qui, chose singulière, peut n'être pas membre de la Chambre haute, ou bien par un personnage que la Couronne désigne.

Le lendemain de son élection, le speaker de la Chambre des com-

munes, sur un message qui lui est apporté de la Chambre des lords par l'Huissier de la Verge Noire (the gentleman usher of the black rod), se rend à la barre des lords, suivi des Communes et annonce sa nomination. Le lord chancelier la confirme, au nom de la Reine.

Revenu à la Chambre des communes, le speaker fait prêter, par écrit, à tous les membres, le serment de fidélité, qui est aujourd'hui le même pour les diverses communions religieuses.

Ce n'est qu'après la nomination du speaker et après la prestation de serment que l'ouverture solennelle de la nouvelle législature est faite par le Souverain.

Ces deux opérations préliminaires, — la nomination du speaker et la prestation de serment, — n'ayant lieu qu'au commencement d'un Parlement nouveau, les sessions suivantes s'ouvrent immédiatement par le discours de la Couronne.

Cette ouverture est faite ou par le Souverain en personne ou par commission.

Dans le premier cas, le Souverain, assis sur le trône, dans la Chambre des lords, la couronne au front, fait appeler par l'huissier de la verge noire la Chambre des communes à la barre, et donne lecture de son discours, qui lui est remis par le lord chancelier, un genou en terre.

Quand l'ouverture de la session a lieu par commission, c'est le lord chancelier qui lit le discours royal.

Chacune des deux Chambres y répond par une Adresse. La proposition de l'Adresse est faite par un membre et appuyée par un autre, désignés tous les deux par l'administration. Ils sont en uniforme à la Chambre des lords, en habit noir à la Chambre des communes. La proposition agréée, un comité est chargé, dans chaque Chambre, de préparer le projet d'Adresse. Ce projet est lu deux fois, discuté, adopté, avec ou sans amendements. Les deux Adresses sont ensuite présentées à la Reine : par les deux Chambres toutes deux, quand l'ouverture de la session a été faite par le Souverain en personne et que le Souverain se trouve en ville ; par des députations, quand la session a été ouverte par commission ou que la Reine est à la campagne. La Chambre des lords se présente au palais en grande tenue ; celle des communes tient à affirmer son privilége de libre accès auprès du trône en gardant la tenue ordinaire. Cependant, la canne et le parapluie sont alors interdits.

Tenue des séances.

La Chambre des lords siège tous les jours, excepté le mercredi et le samedi, et ses séances commencent à cinq heures de l'après-midi pour se prolonger fort avant dans la nuit. La Chambre des commu-

nes se réunit tous les jours, excepté le samedi, et ses séances s'ouvrent à quatre heures moins un quart de l'après-midi pour ne se terminer qu'à une, deux ou trois heures du matin, sauf le mercredi, jour réservé à des affaires spéciales et où la séance, ouverte à deux heures, est close à six heures du soir.

Le speaker se rend de son cabinet à la salle des séances, la tête couverte d'une perruque à la Louis XIV, mais poudrée, en longue robe noire, dont un huissier porte la queue, en bas de soie noire, et précédé du sergent d'armes, portant la masse (*the mace*), énorme sceptre doré surmonté de la couronne royale. Il traverse une salle où se tiennent, en attendant l'ouverture des portes de la salle des séances, les personnes munies de billets. Un huissier crie : *Hats off!* (*chapeaux bas!*); le public se découvre et le speaker passe, sans tambours battant aux champs, sans haies de soldats présentant les armes, sans officiers faisant escorte, l'épée nue.

Toute séance s'ouvre par des prières que dit le chapelain de la Chambre. Le public n'est admis dans la salle qu'après les prières dites.

Le speaker occupe sa *chair*, et la *masse*, placée sur la *table*, indique que c'est lui qui préside la séance ; elle est placée au-dessous, quand la Chambre, formée en comité, comme il sera dit plus bas, a un autre président.

Le speaker ne peut quitter le fauteuil que par la permission de la Chambre. M. Pelgrave, dans son livre tout nouveau sur le Parlement, raconte à ce sujet une anecdote piquante. La séance, une nuit, s'étant prolongée fort tard, et la Chambre, à la suite d'un vote par division, s'étant brusquement dispersée, le speaker, qui n'avait pas été relevé par elle de sa fonction, resta seul, attaché réglementairement à son siège, et il aurait dû y rester jusqu'au lendemain quatre heures du soir, prisonnier de l'usage, si, par hasard, on n'avait trouvé, errant encore dans les couloirs, un membre attardé qui fut requis de le délivrer, en prononçant sur lui, au nom de la Chambre, l'exorcisme nécessaire.

Au début de la séance, il n'est lu aucun procès-verbal de la séance précédente. Aucune observation rétrospective n'est donc faite. Les clerks de la Chambre tiennent bien note des résolutions et des votes de chaque jour, c'est le *Journal* de la Chambre, mais il n'en est pas donné lecture.

Chez les lords, la présence de trois membres suffit pour que la Chambre puisse délibérer; à la Chambre des communes, il en faut quarante, y compris le speaker.

On ne demande pas la parole; on se lève pour la prendre et l'on parle de sa place. Si plusieurs membres se lèvent à la fois, le président désigne celui qu'il a vu debout le premier. Quand la Chambre

croit qu'il se trompe, elle nomme le membre à qui la parole doit appartenir d'abord, et l'autre se rassoit aussitôt. Dans des discussions vives, on a vu plus de vingt membres se lever en même temps. Une remarquable courtoisie d'ailleurs préside presque toujours à cette concurrence pour la parole : on voit en général se rasseoir avec empressement les membres qui, en se levant, en aperçoivent un autre déjà debout. Cependant la règle a toujours pour ennemie l'exception. Il y a même des exemples d'un vote par division sur la priorité pour la parole, les deux partis soutenant, avec une obstination égale, deux membres qui s'étaient levés simultanément.

L'usage aujourd'hui est de parler alternativement pour et contre.

Pendant les séances, les membres gardent le chapeau sur la tête, mais ils l'otent quand ils se lèvent pour parler ; ils le remettent en se rassoyant, et ce mouvement ne permet pas de se tromper sur la dernière phrase d'un discours.

Si un membre fait une observation incidente, pendant qu'un autre parle, il le salue du chapeau, puis se recouvre. La tenue est beaucoup plus familière que chez nous. J'ai vu un membre de l'opposition répondre à M. Gladstone, le chapeau d'une main, la badine de l'autre, gesticulant des deux, une touffe de roses à la boutonnière. L'Anglais reste sportsman, même à la Chambre, et les discours souvent semblent n'être qu'un intermède entre deux promenades à Hyde-Park, surtout dans la saison : un grand nombre de chevaux de selle, tenus en bride par des laquais, attendent en effet la sortie de leurs maîtres dans la cour du Parliament-House.

Le membre qui a la parole s'adresse, dans la Chambre des lords, à la Chambre elle-même ; dans celle des communes, au speaker. Là, tous les discours commencent par le mot : — *Sir....* Les discours écrits sont interdits ; on peut seulement se rafraîchir la mémoire par des notes ; mais si la mémoire a trop souvent besoin de secours, on signale au speaker la contravention par les cris : Il lit ! il lit ! et le speaker y met ordre. En parlant, on ne peut citer, d'après un journal ou un livre, aucun extrait d'un discours qui a été prononcé dans la même session ; mais on peut faire des allusions ou des emprunts aux discours d'une autre session. Ils sont considérés alors, me disait M. le speaker, comme appartenant déjà à l'histoire.

On ne peut faire, dans une chambre, aucune allusion à des paroles prononcées dans l'autre, ni employer le nom de la Reine d'une manière irrévérencieuse, sous peine : — d'être rappelé à l'ordre, — réprimandé, — remis à la garde du sergent d'armes — ou envoyé à la Tour. On ne peut davantage ni invoquer le nom de la Reine dans le but d'influencer la Chambre, sous peine de censure, ni se servir entre collègues d'expressions blessantes (*words of heat.*)

En s'adressant à un membre, en parlant d'un membre, on ne l'appelle jamais par son nom : on le désigne généralement par le nom du collège qu'il représente. C'est même une pénalité grave dans la Chambre que d'être appelé par son nom. On en cite un exemple curieux : en 1852, un membre s'étant plaint tout à coup, pendant une séance, d'une inconvenance de M. Feargus O'Connor à son égard, le speaker menaça le coupable d'une mesure disciplinaire ; celui-ci n'ayant pas exprimé de regrets en s'expliquant, le speaker l'appela par son nom. Aussitôt M. O'Connor présenta ses excuses à la Chambre.

Les marques d'approbation ou d'improbation sont défendues : elles sont cependant fréquentes. L'interruption approbatrice la plus usitée est celle de *hear ! hear !* (écoutez ! écoutez !) qui est brève et sonore, mais qui est assez singulière, quand elle s'applique à un discours fini.

Les Anglais aiment aussi beaucoup à applaudir : de là dans les comptes rendus des Chambres la parenthèse : — (*Cheers*).

La Chambre des communes a deux sortes de séances très-distinctes : les séances présidées par le speaker, et les séances en comité de toute la Chambre (*Committee of the whole house*) qui sont présidées par le *chairman* ou président spécial du Comité des voies et moyens (*Committee of ways and means*), élu également pour toute la durée du Parlement.

Quand la Chambre a décidé qu'elle se formait en comité (*to resolve itself into a committee of the whole house*), le speaker quitte son fauteuil et se retire, sans le céder au *chairman*, qui vient s'asseoir à la *table*, à côté des deux clerks de la Chambre, sur un siège un peu plus élevé que le leur. La *masse*, dont la présence sur la *table* marque la présidence du speaker, est alors placée au-dessous, et la séance, sans autre changement apparent, continue en comité, publique toujours.

Entre ces deux modes de séance, les différences, qui sont importantes, sont celles-ci :

1^o Dans les séances présidées par le speaker, on dépose les projets de bills ou l'on en discute le principe : c'est notre discussion générale. Dans les séances présidées par le *chairman*, on discute les *clauses* ou articles, ainsi que les amendements. La présence du speaker ou du *chairman* suffit donc à indiquer et la nature de la discussion et son état d'avancement (*stage*). Ce simple fait empêche, en comité, de revenir sur la question de principe, ou en séance présidée par le speaker, d'entrer dans l'examen des articles;

2^o Dans les séances présidées par le speaker, un membre ne peut parler qu'une seule fois sur la même question, sauf autorisation d'expliquer ensuite, dans le cours du débat, un point de son discours qui n'aurait pas été bien compris, ou permission exceptionnelle de répli-

quer à la fin de la discussion, chacun conservant d'ailleurs la liberté de parler plusieurs fois dans la même séance sur des questions différentes. L'obligation de tout dire en une seule fois sur la même question rend, dans ces séances, les discours généralement longs et leur donne de l'apparat.

Dans les séances en Comité de toute la Chambre, au contraire, on est libre de prendre la parole plusieurs fois sur le même point, afin que tous les détails de la question puissent être examinés minutieusement. Car ce sont les détails que l'on discute alors. Les discours deviennent brefs, précis et familiers. La discussion n'est plus qu'une conversation entre hommes d'affaires.

Si le comité n'a pu épuiser en une séance son ordre du jour, le chairman doit demander à la chambre présidée par le speaker l'autorisation de tenir une séance nouvelle en comité, pour continuer ouachever. C'est ce qui s'appelle *to report progress*, c'est-à-dire demander l'autorisation de faire un nouveau pas, car le comité ne peut décider lui-même qu'il siégera encore. Il doit aussi par l'organe du chairman rendre compte à la Chambre, présidée par le speaker, des résolutions qu'il a prises.

Sous l'un ou l'autre de ces noms — house ou bien committee of the whole house, — qui désignent tous les deux la Chambre discutant devant le public, en indiquant seulement l'état, le *stage* de la discussion, les séances du Parlement sont toujours extrêmement longues. L'ordre du jour de chaque séance, qui est très-chargé, est généralement épuisé. Commencée, nous l'avons dit, à quatre heures de l'après-midi, la séance se prolonge jusqu'à une ou deux heures du matin, quelquefois plus tard.

C'est là, au premier aspect, un travail formidable. Mais sous ces apparences d'un effort demeuré, il faut voir la réalité du fait.

Composée de plus de 650 membres, et ne pouvant guère en recevoir à la fois sur ses bancs plus de 200, la Chambre des communes, pendant toute la durée de ces séances de 10 à 11 heures, ne contient pas toujours les mêmes membres. C'est la même séance, ce n'est pas la même assemblée. Les uns sortent pendant plusieurs heures, généralement de 7 à 10; d'autres arrivent; on se remplace dans la discussion comme sur les bancs, le débat ne s'est pas interrompu, mais l'auditoire a changé.

Nous avons donc alors le contraire de ce que nous avions tout à l'heure : tout à l'heure, nous voyions la Chambre, sous ces transformations successives en chambre proprement dite et en comité de toute la Chambre, rester toujours une seule et même assemblée délibérant en public; maintenant, dans cette séance qui ne s'arrête pas, nous apercevons des assemblées diverses qui se succèdent.

Ces renouvellements d'auditoire qui permettent le repos à tout le monde, sauf au speaker ou au chairman, auxquels il n'est accordé qu'une suspension de dix minutes vers 9 heures du soir, expliquent la longueur de ces séances qui, autrement, seraient disproportionnées à l'attention humaine. Telles qu'elles sont, elles ont un avantage important : elles permettent d'épuiser les ordres du jour, c'est-à-dire de faire beaucoup de travail; mais elles ont un inconvénient grave : c'est que les discussions présentent alors des lacunes pour tout le monde et qu'à la fin le vote, pour chaque membre, n'est pas totalement éclairé.

Présentation et discussion des projets de lois.

Les projets de loi ont, en Angleterre, une double source : ils sont présentés par le Gouvernement, ou bien ils émanent de l'initiative individuelle des membres des deux Chambres.

L'initiative de la Chambre des communes a même été longtemps l'unique origine de toutes les lois anglaises. Les Communes les préparaient, puis les présentaient au Souverain, sous la forme de pétitions. Le Souverain y donnait son adhésion et elles étaient ensuite, encore à l'état de simples Résolutions, enregistrées dans les *rolls* du Parlement avec la réponse royale, pour être, à la fin de chaque législature, converties, dans une forme arrêtée, en *statuts* par les juges. Elles étaient alors inscrites dans les *statutes rolls*. Aujourd'hui que le Parlement est en possession du pouvoir législatif plein et entier, le *bill* est devenu la forme moderne de la loi.

Le droit exclusif qui appartient à la Chambre des communes d'accorder les subsides et d'imposer des charges au peuple, a eu ce résultat que la plus grande partie des *bills* a dû être introduite dans cette Chambre. Les *bills* portant pénalité prennent, au contraire, naissance (originate) dans la Chambre des lords.

Il y a deux classes de *bills* : les *bills* d'intérêt général (*public policy*), qui sont introduits indirectement par les membres des Chambres ou du Gouvernement, et les *bills* d'intérêt privé (*private bills*), qui sont fondés sur les pétitions des parties intéressées. Ces derniers sont soumis devant le Parlement à une procédure spéciale, dans le détail de laquelle je n'entrerai pas. Voici comment sont présentés et discutés les *bills* publics.

A la Chambre des lords, les pairs présentent et déposent les projets de *bills* sans autorisation ; mais à la Chambre des communes, il faut en obtenir d'abord la permission. En la demandant, on fait connaître le titre, l'objet et les motifs du *bill*, sans développements, et le projet doit être appuyé par un membre (*seconded*).

La Chambre, si elle accorde l'autorisation demandée, ordonne que le bill soit préparé et rédigé dans les formes par son auteur et par le membre qui l'a appuyé. On leur adjoint parfois quelques autres membres. L'un d'eux rapporte le bill à la Chambre, quelquefois dans la même séance. Pour cela, d'après un vieil usage, il se rend à la *barre*, barrière qui ferme la salle, à hauteur d'appui, du côté opposé à celui où siège le speaker. Le speaker l'interpelle. Le membre annonce un bill. Invité à l'apporter, il le dépose sur la *table*, entre les mains du clerk, qui en lit le titre à haute voix, et la Chambre en ordonne alors, sans débat, une première lecture.

Cette autorisation d'une première lecture n'est que très-rarement refusée, et elle ne peut l'être que par le plus solennel des votes de la Chambre, le vote par division.

La première lecture consiste dans cette simple formalité : le clerk lit à haute voix le titre du bill, puis la Chambre fixe un jour pour la seconde lecture.

Au jour fixé pour la seconde lecture, le bill est appelé, à son rang dans l'ordre du jour. Le membre qui en a charge demande que cette seconde lecture ait *maintenant* lieu. L'opposition alors, et c'est la forme la plus courtoise de rejet, peut proposer, par amendement à cette demande, le renvoi à « trois » ou « six mois » ou à toute autre époque qui dépasse la durée probable de la session. La seconde lecture est la principale des phases (*stages*) qu'un bill doit traverser. Si la Chambre décide qu'elle passe *maintenant* à cette seconde lecture, alors a lieu la discussion générale (*for its whole principle*), sous la présidence du speaker. Le principe, mais le principe seulement, est adopté.

C'est aussi à la deuxième lecture, quand le caractère du bill réclame ou justifie l'audition des parties intéressées, qu'il est ordinairement d'usage d'entendre leurs représentants à la barre.

Après que le bill a été discuté et adopté en principe dans la seconde lecture, la Chambre, sans débat le plus souvent, ordonne qu'il soit *committed*, c'est-à-dire renvoyé à la Chambre siégeant en comité *of the whole house* sous la présidence du chairman, pour que les *articles* en soient examinés en détail. Cette discussion des articles en comité de toute la Chambre n'est pas la troisième lecture, c'est un *stage* intermédiaire : la troisième lecture ne vient qu'ensuite et devant la Chambre présidée par le speaker.

Au moment fixé pour la discussion en comité général, et lorsque le speaker annonce qu'il quitte le fauteuil pour céder la présidence au chairman, l'opposition peut encore, par amendement, demander que le comité pour l'examen du bill soit renvoyé à « trois » ou à « six mois.»

Quand il n'y a pas d'opposition au renvoi en comité, le speaker se

retire, la masse est placée sous la table, le chairman vient s'asseoir à côté des clerks, et la Chambre, transformée en comité sous sa présidence, commence l'examen des détails du bill, article par article. Les orateurs alors, comme il a été dit déjà, peuvent parler plusieurs fois sur le même point.

C'est à ce moment que pour la première fois se produisent les amendements au bill. Ceux qui ont pu être présentés jusque-là pour demander le renvoi à trois ou à six mois, n'étaient, comme nous l'avons vu, que des fins de non-recevoir. S'il n'en est pas déposé sur le projet lui-même, le chairman met successivement aux voix les articles. S'il y a des amendements, leurs auteurs les développent, habituellement d'une manière brève, la faculté de prendre alors la parole plusieurs fois rendant les longs discours inutiles et le but de la discussion en comité étant la précision dans le détail. Le chairman met ensuite aux voix chaque article, dans les termes où chaque amendement propose de le rédiger; puis, si les amendements sont écartés, dans les termes de la rédaction première.

Pendant cette discussion des articles, le comité peut, comme la Chambre pendant la discussion générale, entendre à la barre les représentants des intérêts engagés.

Quand l'examen des articles et des amendements est terminé, le chairman quitte la table, le speaker reprend le fauteuil, le comité devient la Chambre et le chairman annonce que le comité a fini l'étude du bill, avec ou sans amendements. Car dans cette procédure, quelque peu artificielle, où la Chambre est tantôt chambre et tantôt comité, la Chambre est censée ignorer ce qu'elle vient de faire en comité.

Le bill étant ainsi revenu devant la Chambre présidée par le speaker, la Chambre est consultée sur la question de savoir s'il en serait fait une troisième lecture. A cette proposition d'une troisième lecture on peut encore une fois opposer la demande de renvoi à trois ou à six mois. Mais souvent, surtout à la fin des sessions, cette troisième lecture a lieu séance tenante, quand le comité n'a pas introduit d'amendements dans le bill.

Si le bill a été amendé dans plusieurs de ses articles, il est d'usage de le faire réimprimer et distribuer avant de le lire pour la troisième fois. A la troisième lecture enfin, le bill entier, principe et articles, se trouve de nouveau soumis à l'examen (*upon consideration*); le droit d'amendement s'exerce encore et le bill peut être renvoyé par la Chambre une deuxième, une troisième fois au comité. Il y a des exemples de six et sept renvois successifs.

Après la troisième lecture, le speaker pose la question de l'adoption définitive du bill (*that this bill do pass*), et le vote a lieu.

Telle est la marche (progress) des bills publics. On aura remarqué que le Parlement anglais n'a ni bureaux, ni commissions, discutant d'abord à huis clos les projets de lois : un bill, depuis le moment où il est présenté jusqu'au moment où il est adopté définitivement, reste, pendant tout ce long parcours, devant la Chambre entière et devant le public ; aucune partie du travail législatif, sauf des cas très-rares, n'a lieu sans publicité, ou devant une fraction de la Chambre seulement.

Les trois lectures, ainsi que le *stage intermédiaire* du *committee of the whole house*, sont des débats publics devant toute la Chambre.

Mais cette procédure en elle-même est lente et compliquée, et le bill qui a terminé sa course devant une des Chambres, doit recommencer, devant l'autre, le même mouvement de translation.

En France, à regarder au fond des choses, nous avons aussi, sous d'autres formes, ces trois lectures.

En effet, l'examen sommaire des projets de lois dans les bureaux, n'est-ce pas la première lecture ? le long examen qui y succède dans le sein des commissions, n'est-ce pas la seconde lecture ? la discussion en séance publique enfin, n'est-ce pas la troisième ?

La différence principale est celle-ci : chez nous, la dernière phase seulement de la discussion est publique et portée devant toute la Chambre ; les deux premières ne le sont pas.

Il en résulte qu'en France le public, qui ne voit pas tout le travail législatif, croit que nos Chambres sont beaucoup moins laborieuses que les Chambres anglaises, nos séances publiques étant plus courtes ; mais qu'on additionne le temps et le travail de nos bureaux, de nos commissions, de nos séances publiques, c'est-à-dire de nos trois lectures, et l'on trouvera qu'entre les parlements des deux pays la différence d'efforts est plus apparente que réelle.

Lorsque le Parlement italien s'organisa, ayant à choisir entre le règlement français et les usages anglais, il choisit d'abord le règlement français : le *regolamento provvisorio della camera dei deputati*, que j'ai sous les yeux, n'est en effet qu'une imitation, parfois littérale, du nôtre ; mais l'année dernière, le Parlement italien a renoncé à notre double rouage des bureaux et des commissions pour se rapprocher du système anglais⁴.

La manière de discuter les lois en Angleterre et en France offre encore cette double différence : d'abord, en Angleterre, les projets présentés par le Gouvernement, pas plus que ceux qui émanent de l'initiative individuelle, ne sont précédés d'aucun Exposé des motifs ; on

1. Cette expérience paraît n'avoir pas réussi, car il est question en ce moment même de n'y pas persister.

se borne à y joindre, sous le nom d'*accounts, papers and records*, des documents à consulter, relatifs au commerce, aux finances, aux matières d'intérêt général ou local ; ensuite, il n'y a pas sur les projets de lois de rapports écrits, rédigés par des commissions et servant de base à la discussion publique devant la Chambre. Le Parlement anglais n'a sous les yeux que le texte des bills, avec des pièces justificatives à l'appui ; toute la procédure parlementaire est orale. Quand on est habitué à nos discussions sur Exposés des motifs et sur rapports de commissions, on éprouve, devant les Chambres anglaises, quelque chose de la surprise qu'éprouverait aujourd'hui, à une audience de notre justice tout orale, un vieil avocat du dix-huitième siècle, accoutumé à la plaidoirie par mémoires, surprise qu'à éprouvée, dit-on, très-vivement, le barreau de la Savoie lors de l'annexion.

Quand je parlais en Angleterre de l'avantage qu'offrent nos commissions de faciliter les transactions à l'amiable et d'épargner ainsi bien des débats à la Chambre, on me répondait par le double principe qui a inspiré tous les usages parlementaires anglais : — liberté ! publicité ! — liberté, c'est-à-dire droit de tout proposer et de tout dire devant le Parlement entier ; publicité, c'est-à-dire droit de tout savoir au dehors.

Votes.

Le Parlement a deux manières de voter :

Le vote par *oui* et par *non* et le vote par *division*.

A la Chambre des communes, le speaker, quand le débat a été clos, se lève et pose en ces termes la question sur laquelle le vote à lieu : — Que ceux qui sont d'avis d'adopter disent *oui* (aye) ; — puis : — que ceux qui sont d'un avis contraire, disent *non* (no). — Les voix répondent tour à tour dans les deux sens, le speaker apprécie de quel côté est la majorité et annonce le résultat ainsi : — je pense que les oui — ou les non — l'emportent (*I think the ayes ou bien the noes — have it*). A la Chambre des lords, la question est posée en ces termes : Que ceux qui sont d'avis d'adopter, disent « *content!* » puis : que ceux qui sont d'un avis contraire, disent « *not content!* » on répond : *content!* — *not content!* — et le lord chancelier proclame le résultat du vote, d'après son appréciation.

Dans les deux Chambres, si cette appréciation est contestée, et de plus, dans toutes les circonstances importantes, il est procédé au vote *par division*.

N'ont droit de prendre part à un vote par division que les membres qui étaient présents quand la question a été posée par le président. Tous les membres présents sont tenus de voter. Dans diverses circon-

stances, des membres qui s'étaient abstenus ont été appelés à la Table et mis en demeure de se prononcer.

Voici quelles sont les formalités du vote par division.

Jusqu'à ces derniers temps, les étrangers devaient se retirer, quand la Chambre allait voter par division ; depuis quelques années, ils doivent seulement s'écartier de manière à ne pas gêner le vote. Le clerk, assis à la Table, tourne, sur l'ordre du président, un sablier de deux minutes (*two minutes sand-glass*). Pendant que le sable s'écoule, les gardiens des portes de la salle des séances sonnent une cloche, — la cloche des divisions, — qui s'entend dans toutes les parties du palais, — bibliothèque, buvette, salles d'attente, — où des membres peuvent se trouver. Ainsi avertis qu'une division va avoir lieu, ils arrivent, et dès que le sablier est vidé, le sergent d'armes, sur l'ordre du président, fait fermer à verrou les portes de la salle des séances.

Les membres qui se présentent après la clôture des portes ne sont plus admis. Le président alors pose une seconde fois la question sur laquelle il s'agit de voter, afin que les membres qui n'étaient pas dans la salle, quand la question a été posée la première fois, se trouvent en règle, et le vote a lieu de la manière suivante.

Tous les membres sortent de la salle des séances par le bout opposé à celui où siège le président, c'est-à-dire par le bout de la barre, et se rendent en se divisant : ceux qui veulent adopter, dans un beau et large couloir (*lobby*) qui longe extérieurement la salle à droite, et ceux qui veulent rejeter, dans un couloir pareil qui existe à gauche. A l'extrémité de chacun de ces couloirs, du côté opposé à celui par lequel on y entre, un clerk se tient debout devant une barrière, ayant sous les deux des listes imprimées sur lesquelles sont inscrits les noms de tous les membres : au fur et à mesure que ces membres, descendant le couloir, viennent, un à un, passer par l'ouverture de la barrière, le clerk, d'un coup de crayon, fait une marque devant chaque nom; puis, derrière le clerk, à la sortie de chacun des couloirs, deux membres de la Chambre placés par le président comme compteurs (*tellers*) comptent le nombre des votants qui, venant des couloirs de droite et de gauche, rentrent dans la salle des séances, par le bout opposé à celui par lequel ils en sont sortis. Ces quatre tellers sont toujours pris, deux parmi les *oui* (ou *content*), deux parmi les *non* (ou *not content*) et répartis de manière que l'un puisse contrôler l'autre.

Lorsque tous les membres des deux partis sont rentrés dans la salle des séances, les *tellers* s'approchent de la table, et l'un d'eux, appartenant à la majorité qui vient d'être constatée, fait connaître les chiffres du vote au speaker, qui les proclame.

Il arrive assez souvent qu'un membre, par inadvertance, se trompe de couloir et va, par exemple, dans celui de droite, qui est le couloir

de l'approbation, au lieu d'aller dans celui de gauche, où il aurait dû se rendre avec l'opposition. Les précédents établissent que, en pareil cas, le vote fourvoyé est acquis à l'opinion avec laquelle il s'est fait compter.

Si les voix sont des deux côtés en nombre égal, le président, qui autrement ne vote jamais, décide en donnant la sienne.

Les noms des membres qui ont pris part au vote de division sont imprimés et distribués, le lendemain, avec l'ordre du jour.

Dans la Chambre des lords, les pairs absents peuvent voter par procuration (by proxy). Les membres qui ont un intérêt direct et personnel dans une question, ne peuvent prendre part au vote. Le cas se présente souvent dans la discussion des bills d'intérêt privé.

Un vote par division dure ordinairement une dizaine de minutes, quand il n'y a dans la salle qu'une centaine de membres, et de 25 à 30 minutes, quand il y en a 500 ou 600 à compter. C'est, à la lettre, l'ancien vote du Sénat romain : *in sententiam pedibus ire*. Notre vote au scrutin, où les voix sont recueillies par billets bleus et blancs dans des urnes portées de banc en banc par les huissiers, est à la fois plus rapide et plus simple, de même que notre vote par assis et levé est plus facile à apprécier que le vote par exclamations — aye ! — no !

Communications entre les deux Chambres.

Quand un bill a été discuté et voté par l'une des deux Chambres, il reste à le transmettre à l'autre, devant laquelle il recommence les mêmes *stages*. Si dans le cours de cette deuxième carrière, de nouveaux amendements y sont introduits et que la Chambre dans laquelle il a pris naissance refuse d'adhérer à ces amendements, quand ils lui reviennent, elle adresse à la Chambre qui les propose un *message*, préparé par un comité particulier, pour lui exposer les motifs de son refus; c'est la forme aujourd'hui habituelle, ou bien, dans les cas importants, elle lui fait demander une *conférence*. La *conférence* est le mode de communication le plus cérémonieux.

A la Chambre des lords appartient le droit de fixer le moment et le lieu de la *conférence*. Chacune des deux Chambres nomme alors des délégués (*managers*), ordinairement choisis parmi les membres du comité qui a préparé le *message*, ou parmi les orateurs qui ont pris une part active à la discussion.

Au jour marqué, les délégués des communes arrivent les premiers dans la salle de conférence, la tête découverte, et ils restent debout, pendant toute la conférence, auprès de la Table.

Les délégués des lords viennent ensuite, couverts, mais ils se découvrent en allant s'asseoir; dès qu'ils sont assis, ils se couvrent et ils

écoutent ainsi la lecture du message où sont exposés les motifs du dissensément. Aucun discours n'est prononcé. Le message, après cette lecture, leur est remis, ils se lèvent, se découvrent et se retirent.

Si la Chambre qui a fait les amendements y renonce, après avoir pris connaissance des motifs qu'y oppose l'autre Chambre, elle le lui fait savoir par un message d'adhésion. Si elle y persiste, elle demande une seconde conférence et communique à son tour, dans la même forme, ses raisons. On a vu des exemples de quatre conférences successives, avant accord. Si l'accord ne peut pas s'établir, le bill est abandonné pour la session.

Les formules d'envoi d'un bill d'une Chambre à l'autre ou de notification d'amendements introduits, sont rédigées en vieux français normand. Ainsi, quand les communes envoient un bill aux lords, le clerk écrit au dos : — *soit baillé aux seigneurs*. Quand les lords y ont introduit des amendements, le bill est retourné aux communes avec cette suscription : « *A ceste bille avecques des amendements les seigneurs sont assentus.* »

Quand le bill a parcouru toutes ses phases devant les deux Chambres, il ne lui manque plus que l'assentiment royal.

La sanction est accordée, soit par le Souverain en personne dans la Chambre des lords, soit, plus ordinairement, par commission. Les lois de finances reçoivent, avant toutes les autres, l'adhésion royale. La formule est celle-ci : « *La Reyne remercie ses bons sujets, accepte leur benevolence et ainsi le veult.* » Le refus de sanction est ainsi formulé : « *La Reyne s'avisera.* » Cromwell étant lord-protecteur, donnait son adhésion en anglais, mais depuis la Restauration, on est revenu aux vieilles formes de langage.

Motions et questions.

La forme sous laquelle s'exerce le plus fréquemment l'initiative des membres des deux Chambres, c'est la motion.

Faire une motion, c'est présenter une proposition. Tout membre qui veut faire une motion, doit commencer par en donner avis. Pour cela, il inscrit son nom, à l'ouverture de la séance, sur la *feuille d'avis* (notice paper) qui est déposée sur la *table*, en indiquant le jour où il entend présenter sa motion, et ce jour, il l'a choisi en consultant le livre des ordres du jour (order book) qui lui indique l'état et l'ordre des travaux de la Chambre. Le speaker appelle l'un après l'autre par la voie du sort les noms inscrits sur la liste des notices. Chaque membre appelé se lève et, sans développements, lit le texte de sa motion qu'il remet ensuite au clerk. Il est d'usage d'accorder toujours pour les motions la priorité aux ministres.

Les motions qui ne sont pas de nature à être contestées, celles qui se rapportent à des questions de prérogative parlementaire ou qui naissent soudainement d'un débat, peuvent être soumises à la Chambre et examinées sans avis préalable.

Les motions dont il a été donné avis, sont imprimées à la suite les unes des autres dans le feuilleton de l'ordre du jour, sous ce titre : *Notices of motions.*

Dans le feuilleton de la séance du 10 mai dernier, par exemple, j'en trouve onze, ainsi rangées :

Notices of motions.

M. Gladstone. — (Priorité comme ministre.)

(Texte de la motion.)

N° 1. Le lord maire — (texte de la motion.)

N° 2. M. James Howard — (texte, etc.) etc., etc.

Toute motion, quand le jour est venu pour son auteur de la développer, doit être appuyée (*seconded*) par un autre membre, sinon, elle est mise de côté. Dans la Chambre des lords, un *second* n'est pas nécessaire. Appuyée, la motion est exposée, puis mise aux voix.

Si elle est adoptée, elle prend la forme, soit d'un *ordre*, — les ordres de la Chambre sont une direction pour ses comités, pour ses membres, pour ses officiers, pour l'ordre de ses travaux, — soit d'une Résolution, qui exprime son sentiment. Ces Résolutions des Chambres, revêtues de la sanction royale, pourraient être la forme des lois, si celle du bill n'avait été adoptée comme plus solennelle.

Presque toutes les séances du Parlement commencent par des *Questions* que des membres adressent, soit aux ministres sur une mesure qui est soumise à la Chambre, ou sur un événement public, soit à d'autres membres qui ont charge d'un bill, qui ont donné avis d'une motion ou qui, à tout autre titre, ont une responsabilité de travail devant la Chambre. On donne ordinairement avis de ces *questions* comme on donne avis des *motions*. Cet avis est imprimé en tête du feuilleton de la séance, le jour que le membre a lui-même choisi; il indique sommairement l'objet de la question, et très-souvent le membre qui la fait se borne ensuite à lire cet avis, quand le président lui donne la parole pour faire son interpellation. La réponse est presque toujours brève et précise comme la question elle-même. Une réplique n'est que rarement autorisée. A la Chambre des lords, qui est moins occupée que celle des communes, la latitude est un peu plus grande.

Beaucoup de préoccupations ou d'intérêts reçoivent satisfaction sous cette forme rapide et simple.

Les feuilletons des séances du 7 et du 10 mai, que j'ai sous les yeux,

portent, l'un six questions, l'autre douze, sur les sujets les plus divers. Elles étaient épuisées en une demi-heure.

Amendements.

Dans toutes les phases de la discussion d'un bill, le droit de présenter des amendements est absolu. Cependant, comme les amendements proprement dits, sont de simples modifications aux articles, et que c'est dans le stage dit discussion en comité de toute la Chambre, entre la deuxième et la troisième lecture, que les articles sont discutés, c'est surtout à ce moment que les véritables amendements se produisent et se discutent. On en donne généralement avis d'avance, comme pour les motions et les questions. Ils sont imprimés aussi dans le feuilleton de l'ordre du jour, en regard des projets auxquels ils se rapportent. A la première lecture, qui n'est ordinairement qu'une formalité, et à la deuxième, qui n'est que la discussion générale du principe, les amendements qui demandent le renvoi à trois ou à six mois sont des fins de non-recevoir et ne sont des amendements que par le nom. A la troisième lecture, où le bill tout entier, principe et articles, est soumis à la délibération, les amendements de toute nature peuvent se présenter, qu'ils soient nouveaux ou qu'ils aient déjà été repoussés dans les stages précédents ; mais à ce moment, après toutes les phases que le bill a déjà traversées, ils sont naturellement plus rares, quoique parfois opiniâtres encore.

Discussion du budget.

La Chambre des communes a seule le droit d'accorder des sub-sides (to grant all supplies). C'est là depuis trois cents ans sa prérogative spéciale. Elle en est fort jalouse et la préserve avec vigilance de toute atteinte. L'assentiment de la Chambre des lords et de la Couronne est, là aussi, nécessaire, mais la Chambre des lords ne peut modifier en rien une résolution purement financière des Communes.

La Couronne indique les besoins financiers du Gouvernement, les Communes accordent l'argent, en assurant les voies et moyens, les Lords donnent leur assentiment : voilà les principes.

A l'ouverture de la session, le discours royal annonce la présentation des estimations de la dépense de l'année pour les services publics; les états de la dépense pour l'armée et la marine sont présentés tout d'abord et dès les premiers jours de la session. Ceux de la dépense pour les services civils sont habituellement déposés plus tard. La Chambre des communes veut, avant tout, connaître et fixer la dépense militaire du pays. Les états de l'armée et de la marine,

aussitôt après le dépôt, sont imprimés et distribués, et la Chambre, formée d'abord en comité des dépenses (committee of supply), après avoir entendu les représentants du Gouvernement, fixe le nombre d'hommes qui doivent composer le double effectif, vote ensuite les crédits que ce chiffre exige, puis, formée en comité des recettes (committee of ways and means), s'occupe d'assurer les voies et les moyens.

C'est devant ce dernier comité que le chancelier de l'Échiquier fait son exposé annuel de la situation financière (financial statement for the year), alors que le vote des états de dépenses pour l'armée, la marine et d'autres services publics est assez avancé pour lui permettre de calculer les charges et les ressources de l'année. L'année financière commence en Angleterre le 1^{er} avril. Le chancelier de l'Échiquier peut alors déterminer quelles sont les taxes qui peuvent être abolies, réduites, augmentées, maintenues purement et simplement, ou bien quelles sont les taxes nouvelles qui peuvent être créées. C'est cet exposé « du Budget » qui sert ensuite de base aux bills financiers de la Chambre.

Le comité accorde, refuse ou réduit les crédits demandés par le Ministre, mais il ne peut ni les augmenter ni proposer de taxe nouvelle, aucune dépense quelconque ne pouvant être votée que sur la demande du Gouvernement. Les résolutions du comité sont ensuite reportées devant la Chambre présidée par le speaker. Là, elles sont soumises à deux lectures, l'une pour la forme, l'autre pour le débat; après quoi, elles sont ou adoptées ou rejetées, ou amendées ou renvoyées au comité. Adoptées, les résolutions du comité sont converties en bills. C'est l'importance du comité de voies et moyens qui fait de son président spécial, *chairman*, un second président réel de la Chambre.

'Lorsque tous les subsides pour le service de l'année ont été votés, le comité des dépenses cesse de siéger, mais le comité des recettes continue ses séances pourachever de voter les voies et moyens. — Tous les votes accordés, un bill général, dit bill d'Appropriation, lequel est soumis aux mêmes stages que les bills ordinaires, réunit, en les énumérant, tous les crédits alloués pendant la session et en consacre l'application à chaque service particulier.

Une commission permanente de neuf membres (committee of public accounts, — commission des comptes) est nommée au commencement de chaque session pour contrôler l'emploi et l'appropriation des crédits.

Lorsque le bill d'Appropriation a reçu l'assentiment des Lords, il revient à la Chambre des communes, contrairement à ce qui a lieu pour tous les autres bills, lesquels restent en la garde de la Chambre

haute jusqu'à ce qu'ils aient reçu la sanction royale. Le bill d'Appropriation est porté par le speaker à la barre de la Chambre des lords où, avant tout autre bill, il reçoit la sanction de la Reine.

Comités particuliers.

Les enquêtes, — qui sont fréquemment ordonnées par le Parlement, — se font dans des comités particuliers (select committees). D'autres travaux encore, qui demandent des informations spéciales, certains bills, des pétitions, sont également renvoyés à ces commissions. Elles entendent des témoins et s'entourent de tous les documents qui peuvent les éclairer.

Tout membre qui veut proposer à la Chambre la nomination d'un comité particulier, doit, un jour à l'avance, en donner avis et joindre à cet avis les noms des membres, au nombre de quinze ordinairement, dont il demandera que le comité soit composé. Il a donc à s'assurer préalablement de leur adhésion. Parfois les noms sont simplement tirés au sort.

Quand un comité est chargé d'entendre des témoins, les étrangers peuvent y assister et les journaux, dans les enquêtes intéressantes, y envoient des reporters, mais ils doivent se retirer lorsque le comité délibère.

Les membres de la Chambre des lords peuvent prendre la parole dans les comités particuliers dont ils ne font pas partie, mais ils ne doivent pas voter.

Il y a des comités secrets.

Les dépositions faites devant les comités particuliers sont recueillies par la sténographie, imprimées chaque jour pour le comité, communiquées aux déposants pour qu'ils en reconnaissent l'exactitude.

Quand un comité a terminé l'étude de la question qui lui était soumise, son président prépare des conclusions, qui sont imprimées, discutées, adoptées, avec ou sans amendements, puis apportées à la Chambre.

Pétitions.

La Chambre des communes reçoit un grand nombre de pétitions. Elle reste ainsi en communication directe avec le pays. Il n'en est adressé qu'un petit nombre à la Chambre des lords.

Elles sont présentées à la Chambre par un de ses membres, qui doit les lire d'abord pour s'assurer qu'elles ne blessent pas les règles du Parlement, et mettre son nom en tête.

Elles sont renvoyées à un comité particulier, le comité des pétitions, qui les fait classer, analyser, parfois imprimer, et qui présente à la Chambre des rapports deux fois par semaine.

Les bills privés, — ceux qui intéressent des particuliers ou des corporations, paroisse, ville, comté, etc., — arrivent à la Chambre sous forme de pétitions. L'intervention du Parlement ayant alors quelque chose du caractère judiciaire, la discussion des bills privés partage ce caractère et elle est soumise à des formes spéciales. La partie intéressée apparaît à la barre, où elle est contredite par la partie opposante. La Chambre alors se change, dans une certaine mesure, en cour de justice.

Documents législatifs.

Le Gouvernement communique au Parlement, comme pièces à consulter, un grand nombre de documents. Lorsque les Chambres ont besoin d'autres communications, elles ont deux moyens de les obtenir: ou bien elles les réclament par un ordre direct, quand il s'agit de papiers relatifs au commerce, aux finances, à des matières d'intérêt général ou local; ou bien, par une Adresse, elles prient la Reine d'en ordonner le dépôt, quand il s'agit de papiers d'État ayant un caractère public et officiel.

Tous ces documents (accounts, papers and records) sont imprimés ou intégralement ou par analyse, d'ordre du speaker, assisté d'un comité particulier.

La Chambre des communes les fait ensuite mettre en vente dans des bureaux établis par les soins de son imprimeur, sous le contrôle du speaker. Le prix est très-minime, un sou la feuille (a half penny per sheet). A la fin des sessions, ces papiers sont réunis en volumes, avec des tables de matières. Législation, histoire, commerce, finances, diplomatie, le public trouve là une mine précieuse de renseignements.

Writs d'élection.

C'est la Couronne qui émet les *writs* (ordonnances) pour les élections générales. Mais ensuite, quand des vacances se produisent dans la Chambre des communes pendant le cours de la législature, — par suite d'annulations d'élections ou de décès ou d'élévation de membres à la pairie, ou d'acceptation de fonctions salariées de la Couronne (offices of profit), — c'est la Chambre elle-même qui, pendant les sessions, intervient pour faire pourvoir à ces vacances. Un membre se lève et, *secondé* par un autre, demande que le speaker, d'ordre de la Chambre, envoie au clerk de la Couronne le certificat de vacance, qui doit être suivi d'un *writ* pour la convocation de tel collège. Ce genre de motion a ordinairement le pas sur toute autre, car il s'agit là pour la Chambre d'une question de prérogative, et les questions de prérogative sont toujours des questions d'urgence.

En dehors des sessions, le speaker, sur le vu d'un certificat signé par deux membres et portant attestation de la vacance d'un siège, en fait immédiatement donner avis dans la *Gazette de Londres* et, six jours après, il envoie son *warrant* au clerk de la Couronne pour qu'un *writ* de convocation soit émis.

En cas de mort du speaker lui-même ou de vacance de son siège par tout autre motif, il est remplacé, pour l'expédition des certificats de vacances, par un comité de sept membres au plus, de trois au moins, qui est nommé au commencement de chaque Parlement, pour toute sa durée.

Sur le vu du warrant envoyé de la Chambre, le clerk de la Couronne doit faire ordonner la convocation du collège vacant. Le retard ou la négligence engage sa responsabilité.

Comptes rendus des séances.

A l'issue des séances, il est dressé par les clerks de chacune des deux Chambres un procès-verbal sommaire des *résolutions* qui y ont été prises et des votes qui ont eu lieu. Ce procès-verbal, intitulé *Votes and Proceedings*, est, depuis 1817, imprimé et distribué chaque jour à tous les membres, avec le feuilleton de l'ordre du jour. Il n'y est fait aucune mention des discours qui ont été prononcés. C'est à l'aide de ces procès-verbaux qu'est ensuite rédigé, à la fin de la session, le *Journal* de chaque Chambre, *Journal* qui forme le grand recueil historique des Actes du Parlement, où se retrouvent tous les *précédents* qui constatent et qui constituent ses *usages*. Les éléments d'un règlement qui n'a jamais été officiellement recueilli sont là épars dans les faits, au milieu des *standing orders*, des *sessional orders* et des *resolutions* nées successivement des occasions. Ce sont ces *Journals* qui ont fourni les matériaux des ouvrages de MM. Hatsell, Erskine May, etc., et qui forment la grande collection de Hansard.

Quant aux débats eux-mêmes, non-seulement le Parlement n'intervient pas dans la publication qu'en fait la presse, mais réglementairement cette publication est une contravention, une atteinte, aux prérogatives du Parlement (breach of privilege). Les standing orders sont à cet égard fort précis: les auteurs, imprimeurs et publieurs de tout compte rendu sont menacés des poursuites les plus sévères; défense est faite à tout membre des Chambres de fournir aucune note qui puisse faire connaître leurs discussions au dehors. La publicité est considérée comme une entrave à la liberté de la parole dans le Parlement, et la liberté de la parole dans le Parlement est le premier des priviléges. C'est même pour n'y pas porter l'atteinte la plus indirecte que, dans les débats, les membres, s'adressant les uns aux autres, ne se donnent par leurs noms.

Ces règles, souvent renouvelées, n'ont jamais été abolies, et si tout à coup, demain, il convenait aux Chambres de faire taire cette publicité immense qui chaque jour répand leurs délibérations dans le monde, elles seraient dans leur droit. Mais elles se garderaient bien d'en user, car cette publicité, que les Chambres ont si longtemps condamnée, est devenue leur plus grande force, et le huis-clos qu'elles tenaient pour la garantie de leurs prérogatives serait leur déchéance.

Aussi, loin de le réclamer aujourd'hui, elles ont fait établir dans leurs salles de séance des galeries où les *Reporters* des journaux prennent commodément leurs notes, des bureaux particuliers où ils les rédigent, et si des plaintes ont lieu quelquefois de la part des orateurs, c'est uniquement contre la reproduction trop brève de leurs discours. Seulement, pour se dissimuler à lui-même une telle contradiction entre le fait et la règle, le Parlement a imaginé un expédient : tous ces comptes rendus de ses débats, qui se font sous ses yeux, tous ces moyens qu'il a lui-même organisés pour les faciliter, il les ignore.

Les comptes rendus que publie le *Times* sont les mieux faits et les plus lus en Angleterre. J'ai voulu connaître avec exactitude quelle était l'organisation du service de ce journal. M. Ross, qui en fait partie depuis quarante ans et qui le dirige aujourd'hui supérieurement, a bien voulu, avec la plus parfaite obligeance, me donner à cet égard, de vive voix et par écrit, des détails circonstanciés.

Le *Times* publie, chaque jour, dans le même numéro du journal, deux comptes rendus distincts des débats des Chambres, l'un sommaire, destiné aux personnes qui n'ont pas beaucoup de temps à consacrer à cette lecture, l'autre fort étendu.

Le premier est placé, dans le journal, immédiatement avant les articles de fond (*leading articles*, ou *editorial essays*) : l'analyse de chaque discours n'y occupe que de cinq à dix lignes. Il est fait par un seul rédacteur pour chacune des deux Chambres. Le second, beaucoup plus complet (*full*), qui s'étend, à la fin du journal, sur de longues colonnes en petit texte, est rédigé par quinze *reporters* (*short-hand writers*), huit pour la Chambre des communes, sept pour celle des Lords.

Le travail de prise de notes, qui était autrefois réparti entre ces *reporters* par *tour* de trois quarts d'heure, puis d'une demi-heure, est aujourd'hui, pour plus de rapidité, distribué ainsi : chacun prend d'abord des notes pendant un quart d'heure, et le roulement se fait de la sorte de quatre heures de l'après midi, heure habituelle de l'ouverture des séances, jusqu'à dix heures du soir ; à partir de dix heures jusqu'à midi et demi, le *tour* pour chaque *reporter* n'est plus que de

dix minutes ; à minuit et demi, il est réduit à cinq minutes, et de deux heures un quart du matin jusqu'à la fin des longues séances, à deux minutes et demie. Cet arrangement, dit M. Ross, est si satisfaisant que dans certaines occasions, par exemple dans la récente discussion sur le bill de l'Église d'Irlande, en deuxième lecture, discussion où le vote de division n'a eu lieu qu'à trois heures du matin, la fin du compte rendu était entre les mains des ouvriers compositeurs de l'imprimerie à trois heures un quart.

Pendant la première partie des séances, le *reporter* qui a pris son tour de notes durant un quart d'heure monte aussitôt après dans un cab et se rend aux bureaux du *Times*, où il fait sa rédaction dans une vaste salle fort bien appropriée pour un personnel nombreux. Il est rejoint successivement par ceux de ses collaborateurs qui se sont succédé dans le roulement à la Chambre : un service de cabriolets rapides est organisé dans ce but aux frais du journal.

Les reporters du *Times* ne reproduisent pas littéralement les discours tels qu'ils ont été prononcés ; le détritus de phrases incorrectes ou inachevées que recueillerait la sténographie dans ces débats familiers est considéré comme inadmissible ; les orateurs reçoivent donc en général une forme beaucoup plus littéraire que celle qu'ils avaient employée.

Les feuillets rédigés sont, au fur et à mesure, remis aux ouvriers et composés typographiquement. Aussitôt que le premier reporter a fini sa rédaction dans le bureau du *Times*, il repart en cabriolet pour la Chambre où, dans l'ordre de succession, il rentre dans le roulement. Dès que la durée d'un tour est réduite à cinq minutes, ce va-et-vient entre le journal et la Chambre cesse. Les reporters, leurs notes prises, se retirent pour les rédiger dans une salle qui est mise à leur disposition dans le palais même du Parlement, et les cabs n'emportent plus au *Times*, de moment en moment, que de la rédaction, au lieu d'emporter les rédacteurs.

Celle des deux Chambres qui a terminé la première ses séances — c'est ordinairement la Chambre des lords — reverse ses short-hand writers sur l'autre qui continue de siéger, et alors le roulement, au lieu de se faire à huit ou à sept, se fait à quinze, par parties fort petites pour chacun, comme il a été dit. On obtient ainsi une rapidité plus grande encore.

Ce que coûte au *Times* ce seul service de ses comptes rendus législatifs est énorme.

Les reporters sont divisés pour les traitements en trois classes : 700 livres, 800 livres, 900 livres, c'est-à-dire 17 500 francs, 20 000 francs, 22 500 francs. Qu'on multiplie ces chiffres par le nombre des rédacteurs, qu'on y ajoute les traitements très-supérieurs des « eux gent-

lemen qui rédigent spécialement le compte rendu sommaire des deux Chambres, on arrive à un total de dépenses formidable.

Le *Times*, de même qu'il compose au fur et à mesure que la copie lui arrive, cliché au fur et à mesure qu'il a composé. — Un cliché se fait en dix minutes et, à six heures du matin, le journal peut livrer aux premiers trains de chemins de fer qui partent de Londres pour les provinces des milliers d'exemplaires, contenant tout entière une séance des Chambres qui, parfois, n'a été levée dans la nuit qu'à trois heures.

Mais, sans parler de ce grand nombre de reporters et de ce grand effort d'argent, il ne faut pas perdre de vue, quand on admire ce miracle de rapidité, deux choses qui l'expliquent.

C'est, d'abord, qu'aucun orateur ne *revoit* jamais ni le manuscrit ni les épreuves des discours; avec cette révision, le miracle deviendrait aussitôt impossible.

C'est, ensuite, que, libre de toute manière dans son travail, le *Times* ne donne avec développements que les discours recommandés à l'attention du public par le talent ou par la position des orateurs; il n'accorde que quelques lignes d'analyse, dans son grand compte rendu aussi bien que dans le petit, aux orateurs, même très-longs, qui, à son avis, n'ayant pas intéressé la Chambre, n'intéresseraient pas davantage le pays.

Ceux-ci sont réunis et immolés les uns sur les autres dans un bref paragraphe. C'est ce que M. Ross appelle *to embody*, — les entasser, — alors que, à côté de ces victimes de la liberté du compte rendu, il ouvre les immenses colonnes du *Times* aux discours de M. Gladstone, de M. Bright ou de M. Disraeli.

Quand je demandais ce que devenaient, dans ce système, l'impartialité et la justice, on me répondait par l'intérêt du journal, qui est d'écartier les choses ennuyeuses et de se faire, à tout prix, rapidement. Sans doute on voit bien l'intérêt du journal, mais l'intérêt du Parlement?... Et comment concilier, de la part des Chambres anglaises, l'habitude et la volonté de tout contrôler autour d'elles avec cet abandon absolu de tout contrôle sur la vérité de leurs propres séances?

Mais les choses sont ainsi, et l'obligation qu'imposent nos comptes rendus officiels de reproduire textuellement, ou dans les mêmes proportions d'analyse, tous les discours sans distinction, si elle sourit à beaucoup de membres du Parlement anglais, déconcerte et révolte les vieux praticiens du *Times* dans leurs habitudes de rapidité et d'arbitraire.

Tels sont, monsieur le président, les usages du Parlement. Ils sont fondés sur la tradition, très-ancienne, mais très-variable. Suivis de

près ou à distance, ils n'ont rien d'absolument obligatoire et l'on pourrait presque dire que chaque Parlement, tour à tour, fait son règlement, en accommodant ces habitudes à sa liberté.

On a vu plus d'une fois toutes les formalités être mises à l'écart, et certains bills, à raison même de leur importance, passer, en un seul jour, dans les deux Chambres, devant toutes les stations ordinaires, sans s'y arrêter. Mais deux choses sont nécessaires pour justifier de telles exceptions : l'urgence et le consentement général.

Veuillez agréer, monsieur le président, l'hommage de mon profond respect.

Paris. 20 juin 1869.

Le chef des secrétaires-rédacteurs du Corps législatif,
MAUREL DUPÉYRÉ.

NORVÈGE.

Discours du Roi à la clôture du Storthing, le 21 juin 1869.

Le Storthing qui a maintenant terminé ses travaux est le dernier de ceux qui ne se réunissaient que tous les trois ans. Les projets dont j'ai pris l'initiative à deux époques différentes ont contribué à la réforme de la loi fondamentale, qui vient d'être adoptée par vous et sanctionnée par moi, et à la suite de laquelle le Storthing devra à l'avenir se réunir tous les ans, mais pour une session plus courte que jusqu'à présent. J'ai présenté ces projets et sanctionné la décision à laquelle vous êtes arrivés à ce sujet, parce que j'ai la conviction que l'ordre ainsi établi est mieux adapté que l'ancien aux besoins d'une vie politique qui continue à se développer de plus en plus, et surtout parce que je crois qu'il garantira, ainsi que le réclament les circonstances, aux questions qui seront communiquées au Storthing, un examen plus calme et plus mûr que celui qui a pu lui être voué par le passé. Tant que l'intervalle qui séparait une session du Storthing de la précédente était plus considérable, les matières avaient le temps de s'accumuler à un tel point que l'étude des questions et leur décision définitive dans une même session devenaient presque impossibles, tandis que, d'un autre côté, le renvoi d'une affaire à une autre session équivalait à peu près à un rejet. Je n'ai pu trouver convaincants, tout en les respectant, les arguments qui ont été allégués contre l'adoption de cette réforme, et j'ai la conviction que l'expérience démontrera qu'elle constitue une véritable amélioration. Tout progrès impose

de nouveaux devoirs tant au Gouvernement qu'à la représentation nationale. Je suis sûr que ces devoirs seront remplis des deux côtés.

Heureux d'avoir pu arriver avec le concours du Storthing à une solution de cette question, je regrette de n'avoir pu sanctionner différentes autres décisions de la représentation nationale, ayant trouvé que plusieurs objections sérieuses s'y opposaient, ou bien que les questions demandaient un examen ultérieur. Tel a été le cas spécialement en ce qui regarde deux lois adoptées par le Storthing, l'une relative à une extension du droit de voter dans les élections communales, l'autre ayant rapport aux conseils de paroisses. Ces deux questions sont d'une importance trop grande pour le développement de la vie sociale et religieuse de la nation pour ne pas demander une nouvelle étude approfondie, mûre et complète.

Les projets de loi tendant à une réforme de l'organisation de l'enseignement supérieur que j'avais fait présenter ont été adoptés par le Storthing avec quelques modifications, lesquelles, toutefois, ne m'ont pas empêché de sanctionner deux de ces lois, relatives au régime des lycées. Les modifications apportées au projet de loi sur la réorganisation de l'Université sont, au contraire, de telle nature que je serai obligé d'appeler de nouveau l'attention du Storthing sur la question qui forme l'objet de ce projet.

Je regrette que la construction du chemin de fer qui reliera les provinces du nord et du midi de la Norvège, et qui sous tous les rapports est d'une grande importance pour le développement des ressources et de la force de tout le pays, ait été remise à une époque plus reculée qu'il n'aurait été nécessaire pour l'exécution des travaux.

Dans l'allocation accordée par le Storthing pour donner des armes perfectionnées à l'armée, je vois avec satisfaction une preuve de l'empressement de la nation norvégienne à faire les sacrifices que le soin de notre indépendance nous impose. J'ai vu avec regret que le Storthing n'a pas cru pouvoir accorder les crédits que j'avais demandés pour deux de nos principales forteresses maritimes.

Les conditions défavorables contre lesquelles l'industrie a eu à lutter pendant quelques années, en Norvège aussi bien que dans d'autres pays, ne sont pas restées sans influence sur notre patrie.

L'expérience des temps passés inspire cependant l'espoir qu'un changement pour le mieux ne peut être très-éloigné, et que le prochain Storthing se réunira sous de meilleurs auspices que celui-ci.

J'adresse au Tout-Puissant la prière fervente que cet espoir soit réalisé, et, en appelant les bénédictions du ciel sur la Norvège et ses habitants, je vous renouvelle, messieurs, les assurances de mon affection royale.

CONFÉDÉRATION DE L'ALLEMAGNE DU NORD.

**Discours du Roi de Prusse à la clôture de la session
du Parlement douanier, le 22 juin 1869.**

Honorés Messieurs du Parlement douanier allemand,

Grâce à votre activité, la discussion des projets qui vous ont été soumis par les Gouvernements alliés a pu être terminée en peu de temps.

Les traités de commerce avec la Suisse et le Japon ont reçu votre assentiment. L'unanimité avec laquelle vous les avez accueillis prouve que vous aussi les avez considérés comme des pas faits vers le développement des relations internationales du Zollverein. En fait, l'un d'eux facilite des rapports journaliers et nombreux qui résultent d'un voisinage immédiat, l'autre donne une base plus large à notre navigation et à notre commerce dans l'extrême Orient.

Vous avez montré la même unanimité dans l'adoption du règlement douanier et de la loi relative à la protection des frontières du port franc de Hambourg. Les modifications apportées par vous à ces deux lois, qui ont des rapports communs, ont reçu l'assentiment du Conseil fédéral. Les Gouvernements ont vu avec une vive satisfaction qu'ils étaient d'accord avec vous, tant sur la direction à donner aux réformes à faire dans la législation douanière que sur les moyens de les mettre à exécution. J'espère que la loi organique importante qui va remplacer une législation vieille de trente années répondra d'une manière satisfaisante et durable aux exigences d'un commerce qui se développe avec rapidité, et aux intérêts financiers de l'administration douanière.

Les modifications que vous avez introduites dans la taxe des sucre, modifications qui touchent à une des industries les plus importantes du Zollverein, sont tout à fait dans les vues des Gouvernements alliés. Les droits qui frappent les sucre dans leur ensemble sont diminués, de sorte que, la consommation croissant, les recettes que le Zollverein tire de cet article subiront une augmentation qui couvrira une partie du déficit causé dans ces derniers temps par de nombreuses réductions et suppressions de droits.

Je constate avec regret que la révision du tarif des douanes n'a pu s'accomplir, mais je ne renonce pourtant pas à l'espoir que les divergences d'opinion qui se sont produites en ce qui concerne la tâche du Zollverein, et qui ont empêché l'exécution des réformes projetées, disparaîtront avec le temps. Je vous congédie, honorés Messieurs,

avec le désir et la confiance que votre réunion ait contribué, cette année encore, à resserrer les liens que des institutions communes établissent entre tous les pays allemands.

**Discours du Roi de Prusse à la clôture du Reichstag,
le 22 juin 1869.**

Honorés membres du Reischstag de la Confédération de l'Allemagne du Nord.

Vous terminez une session qui a été remplie par des efforts d'une activité religieuse, et dont les résultats aideront puissamment au perfectionnement du système fédéral, ainsi qu'au développement de la prospérité de la Confédération.

Par la loi électorale concernant le Reischstag, vous avez réglé le mode de la formation de la représentation populaire de la Confédération du Nord d'une manière définitive et uniforme sur la base de la Constitution.

Le projet de loi sur l'industrie a été discuté par vous avec le soin scrupuleux que méritaient l'importance et l'étendue de la question.

Grâce à l'assentiment du conseil fédéral à vos décisions, et grâce à une entente réciproque sur les nombreux détails qui pouvaient donner lieu à des dissensments, vous avez réalisé une œuvre qui a ouvert au libre mouvement de l'activité industrielle de nouvelles voies, communes à toutes les populations de la Confédération.

L'accord établi entre les institutions militaires de la Confédération et celles du grand-duché de Bade a permis de conclure un traité qui, en rendant la liberté de domicile aux militaires, offre aux nombreux sujets de la Confédération et du grand-duché de Bade des facilités importantes pour l'accomplissement de ce service militaire.

Les conventions postales avec la Suède, les Pays-Bas, l'Italie, les Etats de l'Église et la Roumanie, que vous avez notées, complètent dignement l'amélioration des relations postales avec l'étranger, amélioration qui est venue se joindre aux réformes introduites dans notre tarif.

De même, aux traités de commerce conclus avec l'Italie et la Suisse, et que vous avez sanctionnés, sont venues s'ajouter les conventions sur la propriété littéraire et sur les consulats.

La loi sur la saisie des salaires a reçu, dans la forme que vous lui avez donnée, l'assentiment des gouvernements confédérés.

La loi sur l'assistance judiciaire marque un pas décisif dans l'accomplissement d'une tâche constitutionnelle de la Confédération, tâche à l'achèvement de laquelle nous tendons par l'élaboration d'un code de procédure civile et criminelle et d'un code pénal communs à tous les États confédérés.

La transformation du règlement sur les lettres de change et du code de commerce allemand en loi fédérale et l'institution d'une cour suprême de justice pour les affaires de commerce assurent l'unité du développement ultérieur du droit commercial, qui déjà, auparavant, était commun en fait pour tous les membres de la Confédération.

Dans la cour suprême de commerce, je salue en même temps une extension des institutions fédérales et une nouvelle garantie de puissance et de vitalité pour la Confédération de l'Allemagne du Nord, laquelle est à même de créer et de perfectionner les institutions dont elle a besoin pour l'accomplissement de sa tâche nationale, pourvu que les gouvernements et que les représentations du pays, animés d'une confiance mutuelle, concourent loyalement à cette œuvre.

Le projet de loi né de votre initiative, et relatif à l'égalité des droits civils et politiques des diverses confessions religieuses, a mérité l'assentiment du conseil fédéral et a obtenu son adhésion.

La transformation en un impôt fédéral du droit de timbre sur les lettres de change existant dans les États fédéraux isolés, complète, par la suppression des taxes multiples qui étaient en vigueur sur le territoire fédéral, l'uniformité sur le terrain des transactions et, non moins que la loi sur les franchises postales, assure à la Confédération un accroissement de recettes.

Toutefois ces deux lois entraînent une limitation équivalente des ressources dont peut disposer le Trésor et, conséquemment, elles ne produisent pas une réduction efficace des contributions matriculaires.

Je regrette qu'un accord n'ait pu être réalisé sur les mesures proposées par plusieurs gouvernements fédéraux en vue de réduire les contributions matriculaires.

Par suite, les représentations des États voient aujourd'hui leur incomber la tâche de couvrir les déficits résultant des réductions de taxes, soit par des réductions sur les dépenses d'État, soit par le vote de taxes rentrant dans le domaine de la législation particulière de chaque État.

Par l'adoption du budget fédéral et des propositions financières relatives à l'agrandissement de la marine, vous avez assuré à la Confédération les ressources nécessaires pour l'accomplissement de sa mission dans l'année qui va suivre, et en même temps vous avez gagné financièrement pour l'avenir l'exécution du plan pour le développement de la marine fédérale.

Il y a quelques jours à peine, j'ai été témoin de l'achèvement presque complet du premier port dé guerre allemand. Ce travail attestera à l'Europe la puissance d'activité et de génie avec laquelle la patience allemande, dans une lutte de treize ans contre les éléments, et au prix d'efforts incessants, a mené à terme une grande œuvre nationale.

Dans la sympathie vive et empressée avec laquelle la population des côtes a considéré et a aidé de ses mains l'activité déployée par la Confédération dans le sens de nos intérêts maritimes, j'ai reconnu avec satisfaction l'expression de la conscience nationale, qui, avec une force croissante, pénètre toutes les couches de la patrie commune, et y fait fructifier les germes que nous avons jetés ensemble dans la Constitution fédérale.

C'est pourquoi je m'abandonne volontiers à la confiance que les gouvernements confédérés trouveront dans leurs efforts pour consolider et compléter les institutions communes, l'encouragement que jusqu'ici leur a apporté votre concours empressé.

L'entente et la coopération des gouvernements confédérés et des Chambres, dans le travail qui leur incombe d'assurer la prospérité de l'Allemagne, fortifieront, Dieu aidant, à l'avenir comme par le passé, la confiance de l'Allemagne dans le maintien et la consolidation de sa situation intérieure et extérieure.

Plein de cette confiance, Messieurs, j'ai l'espoir de vous saluer encore, à cette même place, l'année prochaine dès les premiers jours de l'année.

SERBIE.

Discours prononcé, au nom du Conseil de Régence, par M. J. Ristitch à l'ouverture de la Skupehtina, le 24 juin 1869.

Frères !

Une année entière s'est déjà écoulée depuis qu'a succombé, victime d'un lâche attentat, le plus grand patriote, le caractère serbe le plus pur, le prince Michel, d'impérissable mémoire. Il y a peu de jours encore, à l'anniversaire de cet attentat, nous versions sur sa tombe des larmes de profonde douleur; aujourd'hui, nous ne pouvons nous mettre à l'œuvre avant d'avoir payé à sa mémoire le tribut de nos hommages. Longtemps, longtemps encore aucun Serbe ne pourra entreprendre une œuvre nationale de quelque importance sans se

souvenir du grand défunt avec un sentiment de reconnaissance. Son esprit restera toujours vivant parmi nous, nous guidant comme le modèle du pur patriotisme. Que la terre de cette patrie, qui lui doit le couronnement de son indépendance nationale, lui soit légère !

Frères, notre réunion en aussi grande assemblée a été motivée par les vœux que les députés de l'Assemblée nationale de l'année dernière ont recommandés à la sollicitude du Gouvernement princier. Ces vœux ont une grande portée; aussi, après les avoir examinés sous toutes leurs faces, nous avons jugé que le plus convenable était de soumettre les résolutions à prendre à leur égard à une assemblée qui fût l'expression la plus complète et la plus pure de la volonté du pays, c'est-à-dire à une grande assemblée nationale.

Les vœux exprimés l'an dernier embrassent l'organisme entier de nos institutions politiques; tendant à la modification des lois fondamentales, ils ont amené sur le tapis la question de la transformation constitutionnelle de la Serbie.

Frères, en abordant ce sujet, nous ne pouvons nous dispenser d'appeler tout d'abord votre attention sur la loi qui interdit toute modification à la Constitution pendant la durée de la Régence. Néanmoins, la voix de cinq cents mandataires de la nation ayant formulé des vœux qui impliquent un changement de Constitution, nous, membres de la Régence princière, désireux de travailler constamment de concert avec la nation, nous avons regardé comme notre devoir de convoquer une nouvelle grande assemblée, laquelle, sans perdre de vue les prescriptions légales, se prononcera avec une entière compétence sur les questions qui, l'an dernier, ont été soulevées sous la forme de simples vœux et notamment sur celle de savoir si l'on procédera à la transformation de la Constitution du pays.

Dans la solution à donner à cette importante question, l'Assemblée nationale ne perdra pas de vue qu'il existe chez nous des lois fondamentales de deux natures. En 1838, notre pays a été doté d'une Constitution faite sans la coopération nationale. Cette Constitution est entrée en vigueur par la force des choses; mais, outre que dès l'origine elle répondait mal à nos besoins, elle s'est tellement usée avec le temps que depuis plus de dix ans déjà elle est tombée en désuétude dans ses parties les plus essentielles. Des lois spéciales ont dès lors régi l'État, mais elles présentent de telles contradictions avec la Constitution que l'on ne sait plus où l'une finit et où les autres commencent.

Cet état de choses offre de graves inconvénients. Les lois spéciales étant de leur nature plus susceptibles de variation, les lois modificatrices de la Constitution de 1838 ont souvent été modifiées elles-mêmes, parce qu'elles manquaient des garanties qui préservent ordi-

nairement les constitutions contre l'instabilité. Il s'est produit de la sorte une grande confusion dans les idées constitutionnelles, car on construisait sur une base qui se déplaçait trop facilement.

Ce n'est qu'en mettant au net notre position constitutionnelle que nous parviendrons à éviter dans l'avenir de semblables difficultés. L'assemblée nationale aura donc à examiner si nous devons avoir une Constitution que nous nous soyons nous-mêmes donnée, si nous devons avoir une base claire et nationale sur laquelle nous puissions éléver d'un seul bloc l'édifice de l'État sans additions disparates et hétérogènes.

Une seule circonstance importante qui mérite toute l'attention de l'assemblée, c'est que, dans les trente années qui se sont écoulées depuis la promulgation de la constitution de 1838, les besoins de notre pays ont sensiblement augmenté : beaucoup d'événements féconds en enseignements ont ébranlé notre patrie. L'assemblée nationale jugera si nous ne devons pas conformer notre vêtement constitutionnel à notre corps, qui s'est depuis lors considérablement développé, et si nous ne devons pas chercher aussi dans les institutions politiques un remède contre les commotions intérieures, ainsi que la base d'un progrès réel et stable.

Le mandat de cette assemblée est donc clairement tracé : elle a été convoquée, en suite d'une entente de la Régence avec le Sénat, expressément pour avoir à se prononcer sur l'opportunité de donner au pays une nouvelle Constitution, et, dans le cas de l'affirmative, pour discuter cette nouvelle Constitution, laquelle n'entrerait en vigueur qu'après avoir reçu la sanction de la régence princière.

Daigne le Tout-Puissant, qui dans les moments décisifs n'a jamais abandonné la Serbie, nous guider dans l'accomplissement de cette tâche importante, afin qu'à cet égard aussi nous fassions ce qu'il faut pour assurer l'avenir du peuple serbe et pour consolider le trône de cette race bénie dont il a plu à la Providence de se servir pour nous envoyer toujours le succès et le salut dans les jours de pénible épreuve; pour consolider le trône sur lequel croît, sous la visible protection de Dieu et de pair avec le progrès de la Serbie, le descendant de ces illustres Obrénovitch avec lesquels la Serbie a toujours marché à la gloire et à la prospérité.

Maintenant, avec l'aide de Dieu, commencez vos travaux. — L'Assemblée nationale est ouverte.

ÉTATS ROMAINS.

**Allocution du Saint-Père dans le Consistoire secret
du 25 juin 1869.**

Vénérables frères,

Une loi nouvelle, contraire au plus haut degré à l'Église catholique, à son immunité, à sa liberté, à ses droits, et aussi à la société civile elle-même, a été publiée et promulguée par le Gouvernement subalpin et Nous oblige, l'âme pénétrée de la plus profonde douleur, de faire entendre nos plaintes, Vénérables Frères, dans cette session solennelle de votre assemblée. Nous parlons de la loi par laquelle, après tant d'entreprises et d'iniquités, dont l'énumération serait presque impossible, contre l'Église, ses ministres sacrés et tout ce qui lui appartient, ce Gouvernement n'a pas hésité à soumettre les clercs à la conscription militaire. Qui ne voit combien est nuisible et contraire à l'Église cette loi annulant un droit dont Elle est investie par Notre-Seigneur Jésus-Christ lui-même, et l'empêchant de choisir les ministres capables qui lui sont nécessaires et que le Christ lui-même a institués pour protéger et propager sa religion divine, pour procurer le salut des âmes jusqu'à la consommation des siècles? Le seul but que paraisse avoir cette loi n'est-il pas de détruire de fond en comble et d'exterminer dans cette Italie si malheureuse, si jamais cela pouvait être possible, l'Église catholique?

Les paroles nous manquent pour réprover et maudire une pareille loi. Tout le monde sait que, fidèle à notre ministère apostolique, Nous n'avons pas négligé en cette occasion de remplir avec le plus grand zèle les obligations de notre charge, et que tous nos vénérables frères les évêques d'Italie, dignes en cela des plus grandes louanges, n'ont cessé de faire des plaintes, des réclamations, des sollicitations pressantes pour qu'une telle loi ne fût jamais promulguée.

Plût à Dieu, Vénérables Frères, qu'il Nous fût possible aujourd'hui de nous abstenir de déplorer les maux et les dommages si graves que notre très-sainte religion subit dans l'Empire d'Autriche et le Royaume de Hongrie, où elle est si misérablement affligée et persécutée!

Les nouvelles qui Nous parviennent d'Espagne sur les affaires ecclésiastiques, loin de Nous apporter aucune consolation, Nous remplissent de tristesse et de douleur.

Quant au Gouvernement de Russie, il continue de persécuter l'Église catholique. Il chasse par la violence les Évêques de presque tous les diocèses, et les envoie en exil, parce que, remplissant leur devoir, ils

veulent écouter et suivre la voix et les ordres du Vicaire de Jésus-Christ sur la terre ; il ne permet pas à ces mêmes Évêques de sortir de l'empire, alors même que la plus grande utilité de l'Église l'exige absolument, et de plus en plus, chaque jour, il empêche par tous les moyens toute libre communication des fidèles avec Nous et avec ce Siège apostolique.

Au milieu de tant d'angoisses qui Nous déchirent si cruellement, c'est pour Nous une grande consolation de voir avec quel zèle pastoral, qu'on ne saurait trop exalter, les Évêques défendent visiblement la cause catholique et combattent pour conserver dans leur intégrité les principes de notre foi très-sainte, pour préserver l'unité de l'Église contre les embûches multipliées et tous les efforts par lesquels les hommes impies travaillent à propager leurs erreurs. Tout le clergé catholique, nous en avons la confiance, travaillera de tout son pouvoir à suivre ces grands exemples de ses Évêques et à marcher sur leurs traces.

Nous nous adressons de nouveau à tous ces ennemis du Christ et de sa sainte Église dont nous venons de parler, et Nous les avertissons encore une fois pour qu'ils considèrent enfin sérieusement combien Dieu est terrible dans les châtiments qu'il inflige à ses ennemis, aux ennemis de son Église.

Pour Nous, ne cessons pas, Vénérables Frères, de prier et de supplier, par les plus ferventes et les plus humbles prières, le Père des miséricordes pour qu'il ramène tous les malheureux errants des voies de la perdition dans la droite voie de la vérité, de la justice et du salut, et pour que, sur toute la terre, il donne à l'Église catholique accroissement et gloire par de nouveaux et éclatants triomphes.

TUNIS.

Note du Khaznadar au commandeur Pinna, consul général d'Italie, au sujet des dettes de la Régence, en date du 30 juin 1869.

Louange à Dieu,

De la part du serviteur du Dieu glorieux, auquel il soumet tous ses actes, le Mouchir Mohammed Essadac Pacha Bey, possesseur du royaume de Tunis,

A l'honorable et respectable, illustre et gracieux M. F. Loins Pinna, agent et consul général du royaume d'Italie à Tunis, notre capitale.

Depuis le mois de moharrem de l'année courante, nous vous avons fait connaître notre détermination concernant les dettes de la régence, et en même temps nous vous avons transmis copie de notre décret y relatif en date du 7 du même mois¹, dans lequel il était dit que son contenu était placé sous la sauvegarde des puissances. Cependant, l'illustre consul de France nous ayant déjà fait connaître que son Gouvernement ami ne reconnaît pas le contrat stipulé à cet égard, et ayant reçu sur le même sujet les protestations des très-illustres consuls d'Italie et d'Angleterre, ledit décret doit, par conséquent, être considéré comme non avenu.

Nous vous informons de ceci, pour que vos administrés en aient connaissance.

Puissiez-vous toujours demeurer sous la garde de Dieu.

Donné le 20 rabia El Nel 1286 (30 juin 1869).

Contresigné : MUSTAPHA,
Premier ministre et ministre des affaires étrangères.

1. 18 avril 1869.

FIN DU PREMIER VOLUME DE LA DIXIÈME ANNÉE.

TABLE PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE DES MATIÈRES

DU PREMIER VOLUME DE LA DIXIÈME ANNÉE.

(1870)

PREMIÈRE PARTIE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, CONSTITUTIONS, ETC., ETC.

	1828	Pages
Juillet 18 <i>France, Suisse</i> . Convention concernant les rapports de voisinage, de justice et de police.....	1867	269
— 18 <i>France, Prusse</i> . Convention pour l'établissement d'un chemin de fer entre Sarreguemines et Sarrebrück.....	1869	278
— 19 <i>Turquie</i> . Loi sur la nationalité ottomane.....	1869	38
Avril 29 <i>France, Belgique</i> . Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs.....	1869	175
— .. <i>Turquie</i> . Règlement intérieur de la Cour suprême de justice.....	1869	183
Mai 1 <i>Italie, Suisse</i> . Protocole concernant l'exécution des Conventions conclues et signées à Florence et à Berne, le 22 juillet 1868.....	1869	193
— 12 <i>Confédération de l'Allemagne du Nord, Italie</i> . Convention pour la garantie réciproque des œuvres d'esprit et d'art.....	1869	193
— 25 <i>Bade, Confédération de l'Allemagne du Nord</i> . Traité relatif au service militaire	1869	199
Juin 5 <i>Autriche</i> . Ordonnance de l'Empereur relative à la Galicie.....	1869	237
— 12 <i>États-Unis de l'Amérique du Nord</i> . Proclamation du Président pour l'abolition de la surcharge de pavillon sur les navires français dans les ports des États-Unis	1869	238
— 15 <i>France, Suisse</i> . Convention sur la compétence judiciaire et sur l'exécution des jugements en compétence civile.....	1869	239
— 16 <i>Espagne</i> . Loi conférant la Régence du Royaume au maréchal Serrano.....	1869	202
— 22 <i>France, Pays-Bas</i> . Article additionnel à la Convention de poste du 22 janvier 1868.....	1869	232

1869

	Pages.
Juin 27 <i>France</i> . Déclaration d'accession à la déclaration signée à Vienne le 22 juillet 1868, relative à la suppression des taxes accessoires du transport des dépêches télégraphiques par la poste	273
Juillet 1 <i>France, Prusse</i> . Convention additionnelle à la Convention du 18 juillet 1867, pour l'établissement d'un chemin de fer de Sarreguemines à Sarrebrück	275
— 9 <i>France, Suisse</i> . Convention d'extradition	281
— 9 <i>Belgique, France</i> . Procès-verbal des membres de la Commission mixte, instituée en exécution du protocole du 27 avril 1869, pour faciliter les rapports commerciaux entre la Belgique, les Pays-Bas et la France	287
— 11 <i>Serbie</i> . Constitution	291
— 29 <i>Turquie</i> . Règlement relatif aux attributions des bureaux des passeports	310
— 29 <i>Turquie</i> . Règlement de la Commission chargée des affaires de nationalité	311
Août 19 <i>Turquie</i> . Règlement relatif aux passe-ports et aux teskéris des sujets étrangers dans l'Empire	312
— 31 <i>Brésil, France, Haïti, Italie, Portugal</i> . Protocole relatif à l'exécution de la Convention du 16 mai 1864, pour l'établissement d'une ligne télégraphique internationale entre le continent américain et l'Amérique	313
Septembre 8 <i>France</i> . Sénatus-consulte portant modification à la Constitution	314
— 26 <i>Turquie</i> . Loi organique sur les poids et mesures	317
Octobre 2 <i>Allemagne du Nord, Italie</i> . Protocole faisant suite au Traité de navigation du 14 octobre 1867	320

DEUXIÈME PARTIE.

CORRESPONDANCES, DÉPÉCHES, NOTES, MÉMORANDUMS, ETC., ETC.

1867

Août 1867	<i>Égypte</i> . Rapport de Nubar pacha au Khédive, sur la réforme judiciaire en Égypte	60
Décembre 3	<i>France</i> . Rapport présenté au marquis de Moustier par la Commission instituée à l'effet d'examiner les propositions faites par le gouvernement égyptien, pour réformer l'administration de la justice en Égypte	67

1868

Mai 28	<i>France</i> . Le marquis de Moustier au prince de La Tour d'Auvergne, à Londres. — Envoi du Rapport du 3 décembre 1867 de la Commission chargée d'examiner les réformes judiciaires en Égypte	106
— 30	<i>Grande-Bretagne</i> . Lord Stanley à lord Lyons, à Paris. — Réformes judiciaires projetées en Égypte	109
Juillet 8	<i>France</i> . Le marquis de Moustier au prince de La Tour d'Auvergne, à Londres. — Envoi de la dépêche du 30 juin, de lord Stanley, sur les réformes judiciaires projetées en Égypte	106
Novembre 18	<i>Turquie</i> . Circulaire de Safvet pacha. Affaires de Roumanie	203

1868

Pages.

Décembre..	23 <i>Japon</i> . Les Ministres du Mikado à M. Outrey. — Ouverture du port de Niégata.....	160
—	23 Les Ministres du Mikado à M. Outrey. — Ouverture de la ville de Yédo.....	160
—	30 <i>Japon</i> . Chigashi Cousé à M. Outrey. — Annexe d'une audience pour le 4 janvier.....	146
—	30 <i>France</i> . M. Outrey aux Ministres du Mikado. — Réponse aux Notes du 23 décembre, au sujet de l'ouverture du port de Niégata et de la ville de Yédo.....	16

1869

Janvier ...	1 <i>France</i> . Allocution de l'Empereur lors de la réception du jour de l'an au palais des Tuilleries.....	204
—	3 <i>Portugal</i> . Discours du Roi à l'ouverture des Cortès.....	205
—	11 <i>Japon</i> . Chigashi Cousé à M. Outrey. — Explication sur les persécutons contre les chrétiens.....	151
—	12 <i>Japon</i> . Chigashi Cousé à M. Outrey. — Yédo déclaré capitale de l'Empire.....	147
—	12 <i>France</i> . M. Outrey au marquis de La Valette. — Envoi de la Note en date du 11, de Chigashi Cousé, au sujet de la persécution contre les chrétiens au Japon.....	148
—	14 <i>France</i> . M. Outrey au marquis de La Valette. Détails sur la remise de ses lettres de créance au Mikado.....	144, 147
—	14 <i>France</i> . M. Outrey au prince de La Tour d'Auvergne. — Ouverture du port de Niégata et de la ville de Yédo.....	159
—	17 <i>Roumanie</i> . Circulaire de M. Cogalniceano, ministre de l'intérieur, aux préfets du littoral danubien. Programme du nouveau ministère.....	207
—	18 <i>Suède</i> . Discours du Roi à l'ouverture de la Diète.....	209
—	21 <i>Autriche</i> . <i>Espagne</i> , <i>France</i> , <i>Grande-Bretagne</i> , <i>Prusse</i> . Note adressée par le Corps consulaire étranger au Bey de Tunis, pour la protection des Israélites	211
—	29 <i>Saxe-Cobourg-Gotha</i> . Discours prononcé par le duc Ernest au château de Friedenstein, à l'occasion de la célébration du vingt-cinquième anniversaire de son avènement	213
Février ...	9 <i>France</i> . M. Bourée au marquis de La Valette. — Envoi de la loi du 19 janvier 1869 sur la nationalité ottomane.....	38
—	9 <i>France</i> . M. Outrey à Chigashi Cousé. — Représentation contre les persécutons contre les chrétiens au Japon.....	153
—	11 <i>France</i> . M. Outrey au marquis de La Valette. — Envoi de la réponse des Représentants étrangers au Japon à la Note du 11 janvier de Chigashi Cousé.....	153
—	12 <i>France</i> . Le marquis de La Valette au marquis de Banneville, à Rome. — Communication du Cardinal Antonelli, au sujet de la Convention monétaire du 23 décembre 1865	171
—	16 <i>Grande-Bretagne</i> . Discours prononcé par la reine Victoria à l'ouverture du Parlement	217
—	22 <i>Confédération de l'Allemagne du Nord</i> . Note au Conseil fédéral pour motiver la mesure projetée d'un budget spécial, par le ministère des Affaires étrangères de la Confédération.....	219
Mars...	4 <i>France</i> . Le baron Baude au marquis de La Valette. — Application de la loi sur la nationalité ottomane aux sujets hellènes résidant en Turquie.....	40
—	4 <i>Confédération de l'Allemagne du Nord</i> . Discours du Roi à l'ouverture du Reichstag.....	220

1869

	Pages.
Mars..... 4 <i>États-Unis d'Amérique</i> . Proclamation du général Grant, président des États-Unis, en entrant en fonctions.....	222
— 5 <i>France</i> . Le marquis de La Valette au Baron Baude, à Athènes. — Sujets hellènes qui ont accepté la nationalité ottomane.....	40
— 6 <i>Prusse</i> . Discours du comte de Bismarck pour la clôture des Chambres	224
— 9 <i>France</i> . M. Outrey au marquis de La Valette. — Payement de la troisième indemnité de Sakai.....	156
— 19 <i>France</i> . Le marquis de La Valette à M. Outrey, au Japon. — Réponse à sa dépêche du 12 janvier.....	155
— 24 <i>France</i> . Le marquis de La Valette au baron de Talleyrand, à Saint-Pétersbourg. — Réponse à une dépêche du prince Gortchakoff sur la condition des sujets hellènes résidant en Turquie	42
— 26 <i>Turquie</i> . Circulaire aux Gouverneurs généraux des Villayets, au sujet de la loi sur la naturalisation ottomane.....	47
— 31 <i>France</i> . Le prince de La Tour d'Auvergne au marquis de La Valette. Observations sur la dépêche du 24 mars, au baron de Talleyrand, au sujet de la loi sur la nationalité ottomane.....	43
— 31 <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Clarendon à lord Lyons, à Paris. — Instructions à donner aux membres de la Commission internationale chargée d'examiner la question des réformes judiciaires en Égypte	109
Avril..... 3 <i>France</i> . M. Bourée au marquis de La Valette. — Envoi de la Circulaire du Gouvernement turc, en date du 26 mars, au sujet de la loi du 19 janvier sur la naturalisation.....	47
— 4 <i>Russie</i> . Circulaire du prince Gortchakoff aux Agents diplomatiques de l'Empereur à l'étranger, au sujet des congés aux fonctionnaires diplomatiques.....	225
— 6 Le baron de Talleyrand au marquis de La Valette. — Réponse à la dépêche du 24 mars relative à la loi sur la nationalité ottomane.	45
— 6 <i>France</i> . Le duc de Gramont au marquis de La Valette. — Question soulevée par la nouvelle loi de naturalisation ottomane.....	45
— 7 <i>États-Unis d'Amérique</i> . Message du président Grant au Congrès, au sujet de la reconstruction politique des États de Virginie, du Mississippi et du Texas.....	228
— 9 <i>Bavière</i> . Circulaire du prince de Hohenlohe aux Légations du Roi à l'étranger, au sujet de la réunion du prochain Concile à Rome.	229
— 14 <i>France</i> . Le marquis de La Valette au prince de La Tour d'Auvergne, à Londres. — Envoi de la dépêche de lord Clarendon à lord Lyons, sur les réformes judiciaires en Égypte.....	108
— 15 <i>France</i> . Le baron Baude au marquis de La Valette. — La Grèce demande que la nouvelle loi sur la nationalité ottomane n'ait pas d'effet rétroactif.	46
— 21 <i>Turquie</i> . Aali-Pacha à Djemil-Pacha, à Paris. — Envoi d'un Mémoire répondant à quelques objections contre la nouvelle loi sur la nationalité ottomane.....	50
— 22 <i>France</i> . Le baron Baude au marquis de La Valette. — Communication, par la Turquie à la Grèce, de la Circulaire du 26 mars sur la loi de naturalisation	49
— 22 <i>France</i> . Le marquis de La Valette à M. Poujade, à Alexandrie. — Analyse de la dépêche du 31 mars de lord Clarendon à lord Lyons, sur la Commission internationale à réunir à Alexandrie, au sujet des réformes judiciaires en Égypte.....	110
— 24 <i>Hongrie</i> . Discours du Roi à l'ouverture de la session du Parlement.....	231
— 27 <i>France</i> . Le baron d'Avril au marquis de La Valette. — Commission européenne du Danube.....	125
— 27 <i>Portugal</i> . Discours du Roi à l'ouverture des Chambres	235

1869

	Pages.
Mai..... 1 <i>Turquie</i> . Dépêche du comte de Beust au comte de Wimpffen, à Berlin, à l'occasion de l'Affaire franco-belge.....	237
- 6 <i>Turquie</i> . Discours prononcé par le Sultan, devant le Divan réuni à la Sublime Porte, en réponse au Rapport du Grand Vizir sur l'administration générale de l'empire.....	239
- 7 <i>France</i> . Le marquis de La Valette à M. Berthemy, à Washington.— Marques de fabrique	169
- 8 <i>France</i> . Le baron de Talleyrand au marquis de La Valette. — Impression produite en Russie par la Circulaire turque aux Gouverneurs des Villayets, sur la nouvelle loi de naturalisation ottomane.....	53
- 10 <i>France</i> . M. Bourée au marquis de La Valette. — Question des naturalisations en Turquie.....	54
- 10 <i>France</i> . M. Outrey au marquis de La Valette. — Démarche auprès du Gouvernement japonais, au sujet de l'indemnité Simonosaki ..	156
- 11 <i>France</i> . M. Outrey au marquis de La Valette. — Question des chrétiens au Japon	155
- 11 <i>Brésil</i> . Discours de l'Empereur à l'ouverture des Chambres.....	242
- 11 <i>Roumanie</i> . Discours prononcé par le prince Charles à l'ouverture des Chambres	243
- 15 <i>Autriche</i> . Discours prononcé par l'Empereur à la clôture du Reichsrath.....	244
- 15 <i>Suède</i> . Discours du Roi à la clôture de la Diète	248
- 19 <i>France</i> . M. Poujade au marquis de La Valette, Réponse à sa dépêche du 12 avr — Réformes judiciaires en Égypte	111
- 27 <i>France</i> . Le marquis de La Valette à M. Bourée, à Constantinople. — Envoi de l'avis du Comité du contentieux institué auprès du ministère des affaires étrangères pour examiner la nouvelle loi de naturalisation ottomane.....	54
- 27 <i>France</i> . Le marquis de La Valette à M. Bourée, à Constantinople. — Observations sur les effets de la nouvelle loi de nationalité ottomane, sur les sujets hellènes résidant en Turquie	58
- * <i>Turquie</i> . Mémoire adressé par la Sublime Porte aux Représentants des Puissances étrangères relatifs aux capitulations	249
Juin..... 2 <i>Brésil</i> , <i>Confédération Argentine</i> , <i>Uruguay</i> . Déclaration des Plénipotentiaires alliés, sur la ligne de conduite à suivre à l'égard du Paraguay	322
- 3 <i>Allemagne du Nord</i> . Discours du comte de Bismarck à l'ouverture du Parlement douanier	325
- 4 <i>Japon</i> . Les Ministres du Mikado à M. Outrey. — Demande d'un délai de trois ans pour le payement de l'indemnité de Simonosaki	157
- 5 <i>France</i> . M. Outrey au marquis de La Valette. — Envoi de la Note du 4 juin des Ministres du Mikado	157
- 5 <i>France</i> . Le marquis de La Valette au comte Benedetti, à Berlin. —Affaires commerciales	162
- 10 <i>France</i> . Le baron Baude au marquis de La Valette. Réponse à la dépêche du 27 mai. — Nationalité ottomane	60
- 13 <i>France</i> . Le comte Benedetti au marquis de La Valette. — Réponse à la dépêche du 5 juin	165
- 17 <i>Grèce</i> . Discours du Roi à l'ouverture des Chambres	326
- 18 <i>Espagne</i> . Discours prononcé par le maréchal Serrano après avoir prêté serment à la Constitution en qualité de Régent du Royaume, dans la séance des Cortès constituantes	255
- 19 <i>Autriche</i> . Circulaire du comte de Beust aux Agents diplomatiques de l'Empereur à l'étranger, à l'occasion du séjour du Vice-Roi d'Égypte à Vienne	256

	Pages
Juin..... 19 <i>Espagne</i> . Discours du général Prim pour annoncer la constitution du nouveau ministère.....	329
— 20 <i>France</i> . Rapport au Président du Corps législatif sur les usages du Parlement anglais, par M. Maurel Dupeyré, chef des secrétaires contrôleurs du Corps législatif.....	332
— 21 <i>Norvège</i> . Discours du Roi à la clôture du Storthing.....	358
— 22 <i>Allemagne du Nord</i> . Discours du Roi de Prusse à la clôture de la session du Parlement douanier	360
— 22 <i>Allemagne du Nord</i> . Discours du Roi de Prusse à la clôture du Reichstag	361
— 24 <i>France</i> . Le marquis de La Valette au vicomte de Botmiliau, à Tunis. — Envoi d'un projet de décret à soumettre au Bey, pour instituer deux comités, l'un exécutif et l'autre de contrôle pour le règlement de la dette extérieure	129
— 24 <i>Serbie</i> . Discours prononcé, au nom du Conseil de Régence, par M. J. Ristitch, à l'ouverture de la Skupchтина.....	363
— 25 <i>États-Romains</i> . Allocution du Saint-Père dans le Consistoire secret.....	366
— 30 <i>France</i> . Le marquis de La Valette aux Agents diplomatiques et consulaires dans l'extrême Orient.— La Cour impériale de Saïgon saisie des appels des jugements consulaires de la Chine, de Siam et du Japon	173
— 30 <i>Tunis</i> . Note du Khaznadjar au commandeur Pinna, consul général d'Italie, au sujet des dettes de la Régence.....	367
JUILLET.... 5 <i>Turquie</i> . Le Bey au vicomte de Botmiliau, à Tunis. — Communication du Décret constituant une Commission financière	134
— 5 <i>Tunis</i> . Décret du Bey instituant une Commission financière pour le règlement de la dette extérieure.....	134
— 6 <i>France</i> . Le vicomte de Botmiliau au marquis de La Valette. — Envoi du décret du Bey du 5 juillet, relatif à la dette extérieure.	133
— 10 <i>France</i> . Le vicomte de Botmiliau au marquis de La Valette (télégramme). — Les généraux Kereddini et Mohammed Khaznadjar nommés, par le Bey de Tunis, membres de la Commission financière	136
— 14 <i>Turquie</i> . Le Bey au vicomte de Botmiliau, à Tunis. Circulaire aux Consuls étrangers à Tunis, pour les inviter à réunir leurs administrés à l'effet d'élier les membres du Comité financier de contrôle	137
— 15 <i>France</i> . Le vicomte de Botmiliau au marquis de La Valette. — Envoi d'une Circulaire du Bey de Tunis aux Consuls, au sujet de la nomination des membres du Comité financier de contrôle	137
— 18 <i>Égypte</i> . Nubar-Pacha à M. Tricou, à Alexandrie. — Demande de la nomination des délégués à la Commission internationale, pour examiner les réformes judiciaires proposées par le Gouvernement égyptien	112
— 19 <i>France</i> . M. Tricou au marquis de La Valette. — Envoi d'une Circulaire de Nubar-Pacha, en date du 18 juillet. Réformes judiciaires en Égypte.....	112
— 24 <i>France</i> . M. Tricou au prince de La Tour d'Auvergne. — Envoi d'un procès-verbal de la délibération du Corps consulaire d'Alexandrie, protestant contre les nouveaux règlements portant atteinte à la juridiction consulaire existante en Égypte	113
— 26 <i>France</i> . Le prince de La Tour d'Auvergne au vicomte de Botmiliau, à Tunis. — Entente complète avec l'Angleterre et l'Italie au sujet de la dette tunisienne.....	138
— 27 <i>France</i> . Le prince de La Tour d'Auvergne au vicomte de Botmiliau, à Tunis. — Analyse d'une dépêche du général Menabrea au Consul général d'Italie à Tunis, lui recommandant une entente parfaite	

1869

	Pages.
avec ses collègues de France et d'Angleterre, au sujet de la question financière.....	139.
Juillet.... 29 <i>France</i> . Le prince de La Tour d'Auvergne au vicomte de Contades, à Londres. — Réserves sur les règlements municipaux promulgués par le Gouvernement égyptien pour la ville d'Alexandrie..	115
— 30 <i>France</i> . Le prince de La Tour d'Auvergne au vicomte de Botmiliau, à Tunis. — M. Villet, inspecteur général des finances, proposé comme membre français de la Commission financière tunisienne. 140	
— 31 <i>France</i> . Le vicomte de Botmiliau à Moustapha Khaznadjar. — Proposition de nommer M. Villet membre du Comité exécutif pour les finances de Tunis.....	140
Août..... 1 <i>France</i> . Le vicomte de Contades au prince de La Tour d'Auvergne. — Réponse à dépêche du 29 juillet. — Réformes judiciaires en Égypte 115	
— 6 <i>France</i> . Le vicomte de Botmiliau au prince de La Tour d'Auvergne. — Noms des Membres anglais et italiens élus commissaires du Comité exécutif des finances tunisiennes.....	141
— 7 <i>France</i> . Le prince de La Tour d'Auvergne au marquis de La Valette, à Londres. — Accord avec l'Angleterre pour préciser à Constantinople le caractère de la Commission internationale chargée d'examiner les projets de réforme judiciaire en Égypte.....	117
— 9 <i>France</i> . Le prince de La Tour d'Auvergne à M. Tricou, à Alexandrie. — Réponse à dépêche du 24 juillet. Réserves sur les nouveaux règlements municipaux promulgués par la ville d'Alexandrie. Réformes judiciaires en Égypte.....	116
— 9 <i>France</i> . Le prince de La Tour d'Auvergne au marquis de La Valette à Londres. — Envoi de la dépêche de lord Clarendon à M. Elliot. Réforme de la juridiction consulaire en Égypte.....	117
— * <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Clarendon à M. Elliot, à Constantinople. — Les droits de la Turquie seront réservés en ce qui concerne les délibérations de la Commission internationale, à Alexandrie, chargée d'examiner les projets de réforme de la juridiction consulaire en Égypte.....	118
— 12 <i>France</i> . Le prince de La Tour d'Auvergne à M. Bourée, à Constantinople. Explications à donner à Aali-Pacha au sujet de la Commission internationale d'Alexandrie. — Réformes judiciaires en Égypte	120
— 12 <i>Turquie</i> . Moustapha Khaznadjar au vicomte de Botmiliau, à Tunis. — Le Bey accepte M. Villet comme membre de la Commission financière de Tunis.....	140
Septembre. 8 <i>France</i> . Le Prince de La Tour d'Auvergne aux Agents diplomatiques de l'Empereur. — Circulaire relative au Concile œcuménique... 30	
— 13 <i>France</i> . Le vicomte de Botmiliau au prince de La Tour d'Auvergne. — Envoi d'une copie de la lettre de Moustapha Khaznadjar au baron de Lesseps (Dette tunisienne).....	141
— * <i>Turquie</i> . Moustapha Khaznadjar au baron de Lesseps, à Paris. — Nomination de deux membres français du Comité de contrôle (dette extérieure tunisienne).....	142
— 21 <i>France</i> . Le duc de Gramont au prince de La Tour d'Auvergne. — Réponse à la Circulaire du 8 septembre, relative au Concile œcuménique	33
— 22 <i>France</i> . Le vicomte de Croy au prince de La Tour d'Auvergne. — Réponse à Circulaire du 8 septembre, relative au Concile œcuménique.....	32
— 22 <i>France</i> . Le marquis de Cadore au prince de La Tour d'Auvergne. — Réponse à la Circulaire du 8 septembre relative au Concile œcuménique.....	36
— 25 <i>France</i> . Le vicomte de la Guéronnière au prince de La Tour d'Au-	

	1869	Pages.
Septembre. 28	<i>France.</i> Le baron Mercier de Lostende au prince de La Tour d'Auvergne. — Réponse à la Circulaire du 8 septembre relative au Concile œcuménique	35
— 29	<i>France.</i> Le baron de Maynard au Prince de La Tour d'Auvergne. — Réponse à la Circulaire du 8 septembre, relative au Concile œcuménique.....	35
Octobre... 1	<i>France.</i> Le baron de La Villestreux au prince de La Tour d'Auvergne. — Réponse à la Circulaire du 8 septembre relative au Concile œcuménique	36
— 5	<i>France.</i> Le prince de La Tour d'Auvergne à M. Outrey, au Japon. — Acceptation du délai demandé par le Gouvernement japonais pour le payement de la seconde moitié de l'intérêt Simonosaki	158
— 6	<i>France.</i> Le prince de La Tour d'Auvergne à MM. Tricou et Pietri, à Alexandrie. — Instructions pour préciser le véritable caractère de l'Enquête dont ils sont chargés comme délégués de la France à la Commission internationale d'Alexandrie. Réformes judiciaires en Turquie.....	122
— 24	<i>France.</i> Le baron d'Avril au prince de La Tour d'Auvergne. — Augmentation de la navigation du Danube.....	126
Novembre. 6	<i>France.</i> Le prince de La Tour d'Auvergne au baron Mercier de Lostende à Madrid. — Affaires commerciales	165
— 8	<i>France.</i> Le prince de La Tour d'Auvergne au baron de Maynard, à Lisbonne. — Affaires commerciales	167
— 10	<i>France.</i> Le marquis de Banville au prince de La Tour d'Auvergne. — Entrevue avec le Pape, au sujet du Concile œcuménique.....	37
— 11	<i>France.</i> Le prince de La Tour d'Auvergne au comte de Favernay, à Washington. — Surtaxes de pavillon	169
— 23	<i>France.</i> Le prince de La Tour d'Auvergne au vicomte de Botmiliau, à Tunis. — Nomination, par les souscripteurs des emprunts tunisiens de 1863 et 1865, de deux membres français du Comité de contrôle	143
— 29	<i>France.</i> Discours de l'Empereur à l'ouverture des Chambres.....	5

FIN DE LA TABLE DU PREMIER VOLUME DE LA DIXIÈME ANNÉE.

F. AMYOT.